



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24^e Législature — 3^e session

Vol. 2 - Séances du 27 janvier au 22 février 1955

1954-1955

Texte établi par Frédéric Lemieux

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

24e Législature – 3e session

Vol. 2 - Séances du 27 janvier au 22 février 1955

1954-1955

Séance du jeudi 27 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:

Article du *Devoir*

L'honorable M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, je voudrais faire une mise au point relativement à un article publié dans un quotidien de Montréal, sous la rubrique "Lettre de Québec" et intitulé: "S'il n'y avait pas de patronage, M. Barré préférerait démissionner".

Je n'ai pas l'habitude d'être sévère pour les journalistes. Il peut souvent arriver qu'une parole ne soit pas bien entendue et bien comprise. Mais dans ce cas qui nous occupe, j'ai par trois fois rectifié ce que les députés de l'opposition tentaient de me faire dire hier.

J'ai déclaré que je ne voulais pas du patronage de l'opposition et que, plutôt que d'avoir ce patronage, je préférerais démissionner. Cela diffère beaucoup de ce qu'on me fait dire.

Je me demande si l'on n'a pas tout simplement écrit cela pour permettre de noter dans les journaux des déclarations qu'on pourrait me reprocher plus tard.

Le journaliste qui a écrit cela devait le savoir. Comme son article est sujet à me causer du tort, je tenais à rectifier¹.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 érigeant la municipalité scolaire du village de Chute-aux-Outardes;
- bill 232 concernant la succession de Benjamin Drolet et de dame Rosanna Gauvreau.

Projets de loi:

**Municipalité scolaire
de Chute-aux-Outardes**

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 érigeant la municipalité scolaire du village de Chute-aux-Outardes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession Benjamin Drolet
et Rosanna Gauvreau**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 232 concernant la succession de Benjamin Drolet et de dame Rosanna Gauvreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 232 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 166 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 205 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy;
- bill 242 concernant la Commission métropolitaine de Montréal.

Projets de loi:

Charte de Drummondville

M. Pinard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Pinard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 concernant la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 242 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Gaspé Copper Mines à Gaspé

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Quel montant d'argent le gouvernement a-t-il dépensé, du 1^{er} avril 1952 au 30 novembre 1954, pour la construction de la route conduisant de la Gaspé Copper Mines à Gaspé et connue sous le nom de York River Road?

2. Quel est le montant prévu pour le parachèvement de la construction de cette route?

3. Quel montant le gouvernement a-t-il reçu jusqu'au 30 novembre 1954 de la Gaspé Copper Mines Company Limited représentant sa part des dépenses encourues pour la construction de cette route ou une partie d'icelle?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

1. \$1,826,548.93.

2. \$137,000.

3. La contribution de la compagnie a été la mise en exploitation d'un vaste gisement de cuivre, la construction d'une usine de fonte, la fondation d'une ville minière qui ont nécessité des capitaux d'environ \$30,000,000 qui ont profité et profiteront largement à la province en général et à la Gaspésie tout particulièrement.

Projets de loi:**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que le bill 169 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les pétitionnaires de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Loi des
parcs nationaux**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 39 concernant la loi des parcs nationaux.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que la loi des parcs nationaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 156, et 2 George VI, chapitre 49), soit modifiée en y ajoutant, après l'article 54, le suivant:

"54a. Toutefois, afin de faciliter l'établissement et le fonctionnement d'un poste de télévision pour les Cantons-de-l'Est, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de louer, à la compagnie La Tribune, limitée, pour les termes, prix et autres conditions qu'il détermine, un terrain situé dans le parc et dont le site et la superficie, ne devant pas excéder 260,000 pieds carrés, seront par lui fixés.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, aux conditions qu'il détermine, faire avec cette compagnie toute entente qu'il juge appropriée et juste

concernant le droit d'entrée dans le parc, les droits de passage et autres servitudes qu'il juge nécessaires pour atteindre les fins prévues à l'alinéa précédent."

Les villes de Montréal et de Québec ont leurs postes de télévision, au grand avantage de leurs populations. Il importe que Sherbrooke ait aussi le sien, car cette région des Cantons-de-l'Est est actuellement desservie principalement par les postes américains qui ne sont qu'à quelques milles. Ils veulent leur propre poste. Dans le but de remédier à cette lacune, *La Tribune* demande à la province de Québec de lui louer une petite partie du parc du mont Orford pour y établir l'antenne de son poste de télévision.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La *Tribune* a-t-elle obtenu son permis de Radio-Canada?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Oui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les travaux sont-ils commencés?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Non, on attendait d'avoir la certitude d'obtenir le terrain nécessaire, mais on me dit que certaines machines sont déjà achetées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Comme on le sait, le journal *La Tribune* est un journal libéral qui appartient à un libéral², mais l'Union nationale a de la largeur d'esprit et de la largeur de vues.

Nous avons fait une enquête lorsque nous avons reçu la demande de *La Tribune* et nous en sommes venus nous aussi à la conclusion que la meilleure place pour établir un poste de télévision qui servirait la région de Sherbrooke adéquatement était le mont Orford.

(Avec humour) Nous ne voulons pas refuser à des libéraux qui veulent "s'élever" de monter sur une montagne, mais après avoir étudié la loi, on en est venu à la conclusion qu'il fallait amender la loi des parcs nationaux pour donner à *La Tribune* le droit d'installer son poste dans le parc du mont Orford. Radio-Canada a donné à *La Tribune* les permis nécessaires.

Il reste à autoriser le gouvernement de Québec à louer une partie du mont Orford pour faciliter l'installation de ce poste, tout en protégeant les droits de la province de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quel que soit le journal et quel qu'en soit le propriétaire, la principale raison qui milite en faveur du bill et de cette location d'une partie du mont Orford, c'est que le nouveau poste de télévision fournira des programmes canadiens à la région de Sherbrooke. Comme, à Montréal, les nécessités techniques exigent que le poste soit placé à un endroit élevé. À Sherbrooke, le mont Orford convient bien et l'opposition libérale est en faveur de cette loi.

Il demande si certains travaux sont commencés pour l'établissement du poste.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) déclare qu'on lui a dit que certaines machines avaient été achetées, mais qu'il faut construire une route pour arriver au site que *La Tribune* doit obtenir pour son poste de télévision. Les travaux commenceront dès ce printemps.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 concernant la loi des parcs nationaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères) félicite le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland) de sa réélection par acclamation à la mairie de ville Saint-Pierre. Il est maire depuis 17 ans, dit-il, et il vient de recevoir un renouvellement de mandat pour trois ans. Je veux lui présenter les hommages de tous ses amis.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) suggère qu'on lui octroie une pension³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Avec humour) Je vois que le député a félicité le maire et non les électeurs.

(Avec sérieux) Je profite de l'occasion pour féliciter le président du Conseil législatif et le député de Maskinongé (M. Caron) qui ont aussi été réélus maires eux aussi...⁴

J'ai remarqué que le député de Verchères (M. Dupré) avait félicité le maire de ville Saint-Pierre en affirmant qu'il serait bientôt premier magistrat depuis 20 ans.

Nous lui rappellerons ces paroles quand il prétendra que nous sommes au pouvoir depuis trop longtemps.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Je remercie le député de Verchères de son amabilité à mon endroit. Dois-je ajouter que j'apprécie moins les paroles du premier ministre?

Les compliments doivent surtout aller à mes électeurs, qui ont réélu le meilleur maire de toute l'histoire de la ville!

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je félicite le député de la belle leçon d'humilité qu'il nous donne!

(Rires des ministériels)

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Au point de vue humilité, je ne crois pas bien faire de prendre les leçons du premier ministre!

(Rires de l'opposition)

M. Dupré (Verchères): (Haussant la voix pour dominer le charivari) Le premier ministre voit où nous conduisent ses mauvais exemples!

(Rires de la Chambre)

M. Dupré (Verchères): Il faut retourner 30 ans en arrière pour retrouver une situation agricole aussi triste et désavantageuse. Des milliers de terres sont abandonnées. Il y a près de 20,000 fermes qui sont abandonnées dans la province de Québec. Je m'attendais que le budget de l'agriculture serait augmenté pour remédier à la situation, mais il est à peu près ce qu'il était l'an dernier, au chapitre des octrois et des subventions.

Du temps des libéraux, 8,9 % des dépenses du gouvernement étaient octroyées à l'agriculture contre à peine 4,2 % aujourd'hui. En 1944-1945, le budget total du gouvernement était d'environ \$80,000,000 et il dépasse aujourd'hui \$301,000,000. À l'item des subventions, en 1944-1945, on votait \$4,444,068 pour octrois et primes, soit 47 % des argents destinés à l'agriculture. En 1952-1953, sous le gouvernement de l'Union nationale, sur un budget de \$12,000,000, on n'accordait que 22 % de cette somme pour des subventions; en 1953-1954, sur un budget de \$14,000,000, cette proportion était réduite à 12 %.

Sous l'Union nationale, d'année en année, on voit des baisses de pourcentage pour cet item où l'on devrait manifester toujours plus d'encouragement. Alors qu'on dépensait, 4,2 % du budget en subventions et primes en 1944-1945, on n'en dépensait plus que 0,9 % en 1952-1953. Et la diminution continue. Les politiques agricoles du gouvernement ne protègent pas les cultivateurs et leurs fils, mais les éloignent plutôt du sol. Qu'arrive-t-il au fils d'un pauvre cultivateur quand il se marie et qu'il ne reçoit qu'une vieille vache de son père?

Si le gouvernement encourageait l'agriculture comme il doit le faire, il arrêterait l'exode des fils de cultivateurs vers les villes, et personne ne serait obligé de faire de génuflexion pour obtenir des primes. Il y a des fils de cultivateurs qui sont rendus dans les mines et qui seraient restés sur des fermes, si le gouvernement les avait encouragés davantage.

Si je regarde les argents dépensés strictement pour l'agriculture, en 1952-1953, y compris le crédit agricole, mais sans les octrois aux caisses populaires et à l'habitation, le gouvernement a dépensé \$14,668,000. L'année suivante, le ministère de l'Agriculture a dépensé \$51,433 de moins pour les cultivateurs. On réalise donc que la trinité du ministère manque d'influence pour faire augmenter le nombre de fils de cultivateurs sur les terres...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): C'est la pagaille parce qu'il y a une trinité de ministres qui dirigent le département de l'Agriculture.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): C'est le ministre qui parle le plus pendant les discours des autres qui devrait apprendre à se tenir tranquille.

M. Dupré (Verchères): Le ministre de l'Agriculture a dit: "On ne peut prendre les recommandations des députés de la gauche". Je demande simplement de voter des crédits et des lois pour que tous les cultivateurs soient sur un pied d'égalité, pour qu'il ne soit plus question de faire une génuflexion devant les députés pour avoir des octrois. Dans bien des comtés, les organisateurs disent aux intéressés: si tu ne passes pas par moi, tu n'auras rien. Avec l'Union nationale, la grande majorité des octrois sont donnés après qu'on a fait la promesse solennelle qu'on est du côté de l'Union nationale.

L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), qui représente entre 45,000 et 50,000 cultivateurs, est l'organisation toute désignée pour parler au nom de la classe agricole. Elle maintient encore qu'un grand nombre de fils demeurent sur les terres, si l'on conserve chez eux l'esprit d'enthousiasme et si on les encourage. L'U.C.C. vient tous les ans faire des demandes; j'en ai fait moi-même. À maintes reprises, l'U.C.C. a demandé qu'on augmente les octrois pour l'établissement des fils de cultivateurs et ses demandes sont restées sans réponse. Les octrois n'ont pas changé depuis 1933, et la piastre de 1955 est loin de valoir celle d'il y a 20 ans. Le ministre de l'Agriculture se prétend le grand défenseur de l'U.C.C., mais ses agissements depuis qu'il est ministre, si on ne le connaissait pas, laisseraient supposer qu'il n'est plus le même homme qu'autrefois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous discutons l'article, M. le président, et le député parle de toute la politique agricole. Il devrait s'en tenir à l'item.

M. Dupré (Verchères): L'U.C.C. a demandé à plusieurs reprises des octrois pour encourager les fils de cultivateurs. Un type qui recevait \$10 en 1933 ne reçoit que \$300 actuellement. Avec \$100 autrefois, on pouvait acheter une vache, de la

machinerie; aujourd'hui, avec la même somme, c'est juste pour avoir le veau. Le pouvoir d'achat du dollar est tombé considérablement. Si l'on veut garder nos fils de cultivateurs sur les terres, il faut les encourager par tous les moyens possibles. J'ai demandé, il y a trois ans, que les octrois de \$300 soient augmentés à \$900. Les revenus de la province ont augmenté; pourquoi ne pas donner plus?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La piastre ne vaut que \$0.30.

M. Dupré (Verchères): C'est justement pourquoi il faut augmenter les octrois. Que le gouvernement fasse une politique d'aide aux cultivateurs et il va voir les terres abandonnées se repeupler de nouveau. Qu'on donne aux fils des montants suffisants pour leur permettre d'équiper leur ferme! Par la loi fédérale, on a le droit d'emprunter jusqu'aux deux tiers. Le fils de cultivateur devrait recevoir \$900 en s'installant sur sa terre et non \$100 par année pendant trois ans. Avec \$900, on pourrait avoir \$2,700 d'animaux et de machinerie.

Aujourd'hui, plusieurs fils de cultivateurs se voient refuser des octrois parce que la terre a déjà reçu des octrois; on devrait changer cette politique. Le ministre de l'Agriculture ne dépense pas pour les cultivateurs tous les fonds qui figurent dans son budget. Je vois aussi qu'on a fait disparaître les fermes de démonstration dans la province. On dit qu'on les a remplacées par des concours de fermes. Les fermes de démonstration sont importantes. Elles devraient être rétablies.

Les primes sur les engrais chimiques, comme je remarque, ont été abandonnées par l'Union nationale. Il y a régression presque partout. Aussi longtemps que l'Union nationale ne voudra pas considérer les suggestions de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), nous verrons les fils de cultivateurs partir pour les villes. C'est d'autant plus regrettable que le ministre est lui-même cultivateur et devrait connaître les besoins des cultivateurs.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Verchères a dit beaucoup de choses. Il a parlé des fermes de démonstration. La belle affaire que ces fermes de démonstration; c'était la plus belle occasion pour les libéraux de faire de la petite politique, de récompenser, dans un comté, un organisateur. On ne pouvait se voir confier une ferme de démonstration si on n'était pas libéral. Je n'ai pas voulu continuer le "patronage" des libéraux.

Le député voudrait aussi que les octrois aux fils de cultivateurs soient portés à \$900 et que l'octroi soit versé à la personne et non pour la terre. Nous ne tenons pas à verser des octrois à ceux qui s'en vont en ville; le but de ces octrois, c'est pour faire demeurer les fils de cultivateurs sur la terre que nous les avons institués. Toutefois, nous avons décidé que pour le futur, nous verserons des octrois aux terres qui ont déjà été octroyées, à condition que le dernier octroi versé soit antérieur à 10 ans. Aller plus loin, ce serait dangereux.

Il fut aussi question de l'Union catholique des cultivateurs. Je dirai d'abord que l'U.C.C. s'administre seule et que le gouvernement n'a pas à y voir. Le rôle du gouvernement, c'est d'administrer la province. Le député nous a reproché de ne pas tenir compte de toutes les résolutions et recommandations de l'U.C.C. À ses congrès, l'U.C.C. passe tous les besoins de la classe agricole en revue et elle émet des résolutions. J'ai déjà discuté lors d'un congrès avec les membres de l'U.C.C. de quelques-unes de ces résolutions, leur faisant remarquer qu'elles pouvaient se rapporter à des problèmes qui se posent cette année et qui n'existeront plus l'an prochain.

On m'a répondu que l'on adoptait beaucoup de résolutions, mais que le gouvernement verrait si elles sont applicables ou non: "Nous avons confiance au père Barré", m'a-t-on dit. Je ne veux pas trahir cette confiance. Les points de vue ne peuvent pas toujours concorder. Mais quand on nous fait des suggestions, nous les étudions toujours avec bonne attention et bonne volonté. Nous étudions, en effet, avec soin toutes les résolutions de l'U.C.C. et appliquons celles que nous jugeons utiles et nécessaires à la classe agricole.

Je déplore avec le député de Verchères que des gens quittent la terre, mais est-ce bien la faute du gouvernement? Il ne faut pas oublier la valeur de l'exemple. Le député de Verchères a laissé la terre au temps où les libéraux étaient au pouvoir. Il en est un exemple; il ne se sentait pas capable de faire un bon cultivateur. Il a réussi dans les affaires et comme député de l'opposition, il n'est pas mal non plus. Tout le monde ne peut réussir sur la terre.

Quant à la diminution des terres en culture, elle n'est pas si grande que l'opposition veut bien le dire. Il s'agit d'une diminution plus apparente que réelle. Les statisticiens eux-mêmes disent que les calculs ne sont pas faits sur la même base. Il arrive souvent que des terres qui passent pour être abandonnées ne le sont pas; des fermiers achètent des terres pour leurs fils qui veulent s'établir plus tard. Il y a des terres qui changent de mains tous les

deux ou trois ans, généralement parce qu'elles sont trop petites et ne peuvent pas faire vivre leur homme.

C'est pourquoi on ne donnait pas deux fois le même octroi sur la même terre. Mais avec l'année qui commence, les règlements sont modifiés de façon à faire disparaître cette restriction, quand le dernier versement du premier octroi a été fait il y a 10 ans ou plus. Il pourra alors y avoir un autre octroi sur la même terre. Aller plus loin me paraîtrait dangereux.

Quant à la trinité des ministres de l'Agriculture à laquelle le député a fait illusion, c'est là une ironie. Je ne sais s'il y a trois ministres de l'Agriculture, mais je suis toujours heureux, quand j'ai besoin de conseils, de compter sur ces deux bons cultivateurs qui sont dans le gouvernement. Les décisions sont prises le plus souvent entre nous trois. Dans le passé, nous avons eu toutes sortes de choses comme ministres de l'Agriculture, sauf des cultivateurs. Aujourd'hui, il y en a trois et le premier ministre prend leurs conseils.

M. Cournoyer (Richelieu): Et des avocats?

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai dit et répété que je ne voudrais pas siéger dans une Chambre où il n'y aurait pas d'avocats pour faire des lois.

Nous donnons moins d'octrois qu'autrefois? Peut-être. Mais le salut de l'agriculture ne repose pas seulement sur le budget de l'agriculture et sur les octrois que peut verser le gouvernement. Mais le gouvernement actuel a fait plus pour la classe agricole qu'aucun gouvernement avant lui. Nous avons adopté une foule de mesures bienfaisantes auxquelles les libéraux ne pensaient pas ou dont ils ne voulaient pas.

Je ne citerai que le crédit agricole et l'électrification rurale qui ont aidé efficacement la classe rurale. Cela vaut mieux que des octrois. C'est l'Union nationale qui les a donnés à la classe agricole et ça va mieux qu'autrefois. La satisfaction des cultivateurs est évidente.

Le député prétend aussi que nous consacrons un pourcentage moins grand du budget à l'agriculture qu'on le faisait sous les libéraux. Je puis d'abord citer le budget de l'agriculture du dernier gouvernement libéral qui était de \$6,783,754 et celui d'aujourd'hui qui est de \$16,695,606, soit \$10,000,000 de plus. Et ce n'est pas le seul budget qui intéresse les cultivateurs. Quand on discute un budget pour administrer un pays, il faut penser à tout le monde et non à une seule classe, car la prospérité d'une classe est conditionnée à celle des autres.

On ne peut sacrifier la voirie rurale, qui ne figure pas, cependant, au budget de l'agriculture; on ne peut sacrifier la santé, en un mot tout ce qui profite aussi bien au cultivateur qu'aux autres. En somme, je puis assurer l'opposition que les cultivateurs sont satisfaits. Le député en demande davantage. Est-ce que les libéraux pensent que l'opposition devrait être consultée quand mon département prépare le budget?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Au moins nous n'aurions pas besoin de passer trois jours ici à étudier le budget.

L'honorable M. Barré (Rouville): Non, nous n'aurions probablement pas le budget prêt pour trois ans. Que l'on demande davantage, ce n'est pas surprenant. Tout le monde en veut davantage. Mais, dans l'ensemble, les cultivateurs sont satisfaits de l'œuvre accomplie par le gouvernement. Mais je le répète, le cultivateur est en général heureux de la politique du gouvernement.

M. Dupré (Verchères) déclare qu'il ne cultive plus lui-même pour cause de santé, mais il possède toujours sa ferme, alors que le ministre ne peut pas en dire autant. Il affirme que, dans son comté, une des fermes de démonstration avait été confiée à son adversaire aux élections de 1944. Dans les gouvernements libéraux du passé, dit-il, il y a eu de grands ministres de l'Agriculture. Il nomme M. Joseph-Edouard Caron⁵ et il cite à ce sujet le témoignage de M. Noé Ponton⁶, un ami du ministre de l'Agriculture. L'honorable Adélar Godbout⁷ a été le plus grand ministre de l'Agriculture que la province n'ait jamais eu et, dans son temps, les cultivateurs n'étaient pas obligés de faire des génuflexions pour obtenir des octrois. Sous le règne de M. Godbout, en particulier, les cultivateurs recevaient des octrois pour le beurre et le fromage.

Quand le budget de l'agriculture était de \$6,000,000, le budget général de la province était de \$91,000,000. En 1944-1945, le budget de l'agriculture représentait 8.9 % du budget général; aujourd'hui, il ne représente plus que 4.2 %. Et il faut en exclure des items qui n'intéressent pas les cultivateurs, comme l'aide à l'habitation, de sorte qu'en réalité, le budget actuel de l'agriculture ne dépasse pas \$13,000,000.

M. Lemieux (Wolfe): Le gouvernement devrait faire davantage pour combattre la tuberculose bovine et l'avortement épizootique. Ces maladies détruisent 2 % des troupeaux du Québec.

M. Goulet (Témiscamingue) parle de la désertion des campagnes et cite une lettre de Sa Sainteté le pape Pie XII publiée dans *Le Soleil*, le 23 septembre dernier⁸. Il déclare que cette désertion est un grand danger qu'il faut conjurer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette question ne relève pas de l'item en discussion. Le député pourra en discuter dans son discours sur le budget.

M. Dupré (Verchères): On devrait aussi augmenter le nombre des cultivateurs dans la Commission de l'industrie laitière, et les distributeurs devraient remettre aux cultivateurs producteurs de lait le 10 cents par 100 livres que ces derniers avaient consenti à enlever, à la requête des distributeurs, pour financer une campagne de consommation de lait. Cela avantagerait les 4,200 producteurs de lait dans la province qui vendent leur lait à Montréal.

L'honorable M. Barré (Rouville): La Commission de l'industrie laitière compte déjà trois authentiques cultivateurs pratiquants, soit MM. Milot, Low et Angers... Les cultivateurs sont certainement bien représentés. Le nombre des cultivateurs qui expédient leur lait à Montréal est d'environ 4,100.

Leur nombre a diminué de huit depuis quelques années. Mais leurs expéditions ont augmenté de moitié. Là où ils expédiaient 100 livres autrefois, ils envoient 150 livres aujourd'hui. Grâce au travail du ministère, le rendement est plus fort.

Il y a une douzaine d'années, l'argent payé par le consommateur à Montréal était partagé moitié-moitié entre le cultivateur et le distributeur. Le consommateur paie aujourd'hui 20 cents la pinte, soit \$8 par 100 livres: sur ces \$8, \$4.40 vont aux cultivateurs.

Le cultivateur retire maintenant plus de la moitié de l'argent payé par le consommateur. Justice lui est rendue grâce au travail patient de la Commission de l'industrie laitière.

Le vrai problème, c'est la plaie que constitue pour le cultivateur l'excédent de lait qu'il n'arrive pas à vendre pour la consommation immédiate. Il doit l'écouler pour la fabrication de beurre ou de fromage.

Le lait vendu en nature rapporte au producteur \$4.40 les 100 livres alors que celui qui entre dans la fabrication du beurre ne rapporte que de \$2.30, \$2.40, \$2.50 les 100 livres au prix de soutien actuel. C'est là qu'est le problème.

La Commission ne peut rien faire à cela puisque le prix du beurre et du fromage est conditionné par le marché mondial. Le problème actuel est un problème de consommation. Il faudrait trouver un moyen d'augmenter la consommation du lait en nature.

M. Dupré (Verchères): Le ministre parle de changement depuis 12 ans. Il doit aussi savoir que, depuis 12 ans, les charges des cultivateurs ont augmenté aussi.

Pour pouvoir envoyer son lait à Montréal, un cultivateur doit avoir une installation de \$3,000 avec appareil congélateur, etc.

Dans les expositions agricoles, trop d'espace est consacré à autre chose qu'à l'agriculture, à des spectacles, par exemple, des chevaux de course, des automobiles ou à divers amusements.

Le gouvernement a donné une subvention de \$100,000 pour la construction d'une bâtisse d'exposition, et l'espace ne sert pas aux cultivateurs. Le gouvernement devrait donner aux cultivateurs des encouragements suffisants pour qu'ils s'intéressent à leur exposition régionale.

Autrefois, il y avait plus de concours, plus de prix; il y avait même des concours pour les jeunes. Il faudrait accorder des prix plus intéressants pour attirer les agriculteurs.

Il faudrait voir aussi à intéresser les jeunes à ces expositions régionales dès l'âge de 7, 8 ou 10 ans pour leur donner le goût de la terre, en organisant des concours à leur portée.

Il se dit prêt à voter des crédits à cette fin. Il mentionne une lettre adressée autrefois par le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) aux organisateurs d'une exposition pour réserver un espace à une "roue de fortune". Il y a trop de "jeux" dans les terrains d'exposition, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela a déjà été dit à une assemblée contradictoire par un candidat qui a perdu son dépôt... Les roues de fortune ont disparu.

M. Dupré (Verchères): Mais on expose des chevaux de course; il y a des shows.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général

(Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions - Dépenses en immobilisations (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères): Je ne sais si le ministre de l'Agriculture est favorable à l'insémination artificielle, mais il ne faudrait pas nous laisser devancer par nos voisins; car l'amélioration de nos troupeaux en dépend. Il se dépense de fortes sommes en Ontario. Si des provinces voisines dépensent des \$60,000 par an pour l'insémination, il nous faut porter aussi une attention particulière à ce problème d'importance.

L'honorable M. Barré (Rouville): On dépensera \$50,000 pour la construction d'un centre d'insémination artificielle à Saint-Hyacinthe près de l'école de l'industrie laitière.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Route entre Sainte-Anne-des-Monts et New Richmond

M. Cournoyer (Richelieu): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'au 30 novembre 1954, quel montant le gouvernement a-t-il dépensé relativement à la construction d'une route à travers la péninsule gaspésienne, entre Sainte-Anne-des-Monts et New Richmond?

2. À quel entrepreneur l'exécution de ces travaux a-t-elle été confiée?

3. Le gouvernement avait-il demandé au préalable des soumissions publiques par la voie des journaux?

4. Quelle sera la longueur totale de cette dite route?

5. Sur quelle longueur des travaux avaient-ils été exécutés jusqu'au 30 novembre 1954?

6. Quel est l'estimé total du coût de ces travaux?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. \$4,175,493.76.

2. Cartier Construction Ltd.

3. Le ministère de la Voirie a accordé les contrats en s'assurant que les prix alloués étaient avantageux pour la province.

4. Vingt-cinq milles construits en 1936-1939, entre Sainte-Anne-des-Monts et le Mont-Albert, et entretenus par le ministère de la Voirie; 28.5 milles nouvellement construits; 10 milles en voie d'élargissement; 12 milles dont l'arpentage est en cours; 9.5 milles entretenus par le ministère de la Voirie jusqu'à la route no 6 à New-Richmond, dont 5.3 milles en gravier et 4.2 milles en asphalte.

5. Voir no 4.

6. Les travaux à exécuter pour compléter l'ouvrage n'ont pas encore été décidés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 27 modifiant la loi concernant la preuve photographique de certains documents;

- bill 30 établissant le district judiciaire de Hauterive;
- bill 33 modifiant le Code de procédure civile.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 concernant la ville de Lachute;
- bill 137 conférant aux président et syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, certains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique;
- bill 139 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 156 constituant en corporation de ville le village de Macamic;
- bill 158 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;
- bill 175 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park;
- bill 196 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières et concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières;
- bill 208 concernant La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie;
- bill 225 modifiant la charte de la cité de Joliette.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier sous le titre de: Loi concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Laurent, de La Présentation-de-la-Sainte-Vierge et de Côte-Saint-Luc", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de: Loi concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Laurent, de La Présentation-de-la-Sainte-Vierge et de Côte-Saint-Luc.

2. L'article 1 est modifié en remplaçant le premier alinéa du paragraphe *b* qui commence par les mots "Cette partie du territoire" et qui finit par "573 inclusivement", par ce qui suit:

"Cette partie du territoire renfermant les lots connus et désignés sous les numéros suivants, au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent: 485, 492, 493, 501, 502, 503, 504, 505, 507, 508, 509, 560 à 573 inclusivement, sauf la propriété de la compagnie des chemins de fer canadiens du Pacifique, à savoir:

"Toutes ces parties des lots 560, 561, 562, 563, 564 et 565 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent, situées entre la limite sud-est du droit de passage des chemins de fer canadiens nationaux et la ligne de division entre le cadastre de la paroisse Saint-Laurent et le cadastre de la paroisse de Montréal; aussi un morceau de terrain de forme irrégulière, composé de parties des lots 571 et 572, borné au nord-est par la ligne de division entre les lots 572 et 573; au nord-ouest en partie par le droit de passage des chemins de fer canadiens nationaux et en partie par une portion dudit lot 572, et au sud par la ligne de division entre le cadastre de la paroisse Saint-Laurent et le cadastre de la paroisse de Montréal, qui est par la présente loi annexée à la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc.

Le territoire suivant, faisant autrefois partie du territoire de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, est aussi annexé au territoire de la municipalité scolaire de Saint-Laurent "les portions nord-ouest des lots 90, 91, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 101 et 4,715 de la paroisse de Montréal s'étendant de la ligne de démarcation du droit de passage des chemins de fer canadiens nationaux à la ligne de démarcation entre la paroisse Saint-Laurent et la paroisse de Montréal".

Projets de loi:

Commissions scolaires dans Jacques-Cartier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Laurent, de La Présentation-de-la-Sainte-Vierge et de Côte-Saint-Luc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15**Projets de loi:****Révision
du Code civil**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 41 concernant la révision du Code civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses résultant de l'application de la loi qui accompagne la présente résolution, qui ne devront pas excéder cinquante mille dollars, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Depuis quelque temps, de nombreuses personnes, justiciables, juristes, juges, etc. ont attiré mon attention sur le fait que le Code civil de la province de Québec, qui est l'une des caractéristiques de nos traditions françaises, puisqu'il date de 1866, n'avait jamais été révisé, bien qu'il ait été souvent modifié. Il est de l'intérêt général que ce travail soit entrepris et, après consultation avec les ministres, nous avons convenu de procéder à cette révision. Nous révisons les Statuts tous les 10 ans; il convient de faire la révision du Code civil.

Le but de la loi est de confier ce travail au très honorable Thibodeau Rinfret, ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada, qui a eu une carrière juridique remarquable, extrêmement intéressante. Avocat, juge de la Cour suprême, le juge Rinfret a également participé aux délibérations du Conseil privé et sa vaste expérience le qualifie pour ce travail. Pas un seul homme au monde n'est mieux qualifié que lui pour entreprendre le travail de révision de notre Code civil. Le juge Rinfret a tenté à

un moment de sa carrière de faire de la politique. Il s'est présenté une fois dans le comté de Laval contre M. Renaud, mais les électeurs lui ont fait comprendre que sa place était au Barreau.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 41 concernant la révision du Code civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 concernant la révision du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une étude même superficielle de notre Code civil actuel, datant de 1866, est loin d'être ce qu'il était alors. Il n'y a pas de doute qu'une révision du Code civil s'impose, non seulement à cause des modifications qui y ont été apportées au cours des ans, mais également à cause des revendications dont il est l'objet de la part de plusieurs groupes qui réclament des changements pour le mettre à date. La révision du Code civil est bien plus importante que celle des Statuts.

Il annonce que l'opposition en fera une étude en comité plénier de la Chambre.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Bélanger (Lévis) veut détailler les raisons qui militent en faveur de la révision de notre Code civil et qui fait que l'opposition en approuve le principe.

Il y a d'abord l'âge de notre Code civil. Il date de 1866. Il renferme de nombreuses dispositions désuètes qui doivent être supprimées ou remplacées. Il y a d'autre part les points sur lesquels la jurisprudence a conclu. Il y a aussi certains points qui font contraste avec le reste. Il importe d'éliminer les contradictions. On peut y ajouter une remarque sur le style qui parfois n'est pas conforme à une rédaction vraiment française. Il est évident que les conditions sociales d'aujourd'hui ne sont plus celles qui prévalaient en 1866. Tout cela nous porte donc à approuver cette révision.

C'est parce que pour faire la refonte du Code civil, et c'est une tâche tellement importante, il faut tant d'attention et d'étude que je suis opposé à la modalité du bill, à sa révision par un seul homme, si excellent juriste soit-il. La révision devra tenir compte de l'évolution sociale qui s'est manifestée depuis un siècle. Il faudrait consulter les différents organismes qui sont au courant de cette évolution et des besoins actuels. C'est pourquoi j'estime que la révision devrait d'abord être préparée par un comité mixte de la Législature, ce qui ferait comparaître devant lui des organismes comme le Barreau, les syndicats professionnels, les associations industrielles et commerciales, les groupements religieux, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. le président, on doit s'en tenir à l'article 1 qui dit que le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à confier à un juriste la révision du Code civil et que celui-ci préparera, dans le délai fixé, un projet de révision du Code civil, en observant la méthode législative suivie dans sa rédaction initiale, en lui conservant ses caractères distinctifs, en faisant les corrections de style et d'agencement appropriées et en donnant son avis sur les modifications de substance qu'il pourrait être avantageux d'y apporter. Cet article est bien clair.

M. Bélanger (Lévis): Il est précisément question dans l'article 1 de garder au Code son caractère distinctif. Les besoins de 1955 ne correspondent pas à ceux de 1866, car il ne faut pas oublier que notre Code de 1866 est individualiste, il est basé sur celui de Napoléon. La révision du Code civil doit être faite en tenant compte de l'aspect social que la loi devrait avoir. Depuis lors, nombre de questions sociales ont surgi. Une révision doit tenir compte des besoins sociaux de l'heure actuelle. L'état d'esprit de 1955 n'est pas l'état d'esprit de 1866. Si le Code est révisé dans cet esprit, il ne pourra pas répondre aux besoins de 1955.

Il faudrait tenir compte des représentations des marchands. En 1955, les ventes de marchandise prennent des formes encore inconnues en 1866. Il est dit dans le Code actuel, à propos de mariage, qu'un garçon peut se marier à 14 ans et une fille à 12 ans; la responsabilité ne peut être envisagée en 1955 du même œil qu'en 1866. Le problème de la responsabilité se présente sous un jour nouveau. Pour faire cette révision, un seul homme ne peut suffire.

Après tout, ce projet de Code révisé qu'on va nous soumettre, les membres de la Législature seront appelés à le voter. Pourquoi ne pas faire un débat tout de suite devant un comité mixte? On a parlé de la refonte des Statuts à tous les 10 ans, je crois que le rôle de ceux qui font la refonte des Statuts reprend en gros le travail fait par l'Assemblée législative et le Conseil législatif. C'est une refonte de ce qui existe. Un seul homme ne pourra pas avoir le temps de faire cette révision. Elle doit être faite par un comité mixte de la Législature, comme c'est le cas pour les relations industrielles.

Il faut que les organismes intéressés aux problèmes sociaux aient l'occasion de se faire entendre. Le comité mixte devrait être formé des représentants du Barreau, des mouvements religieux, des syndicats professionnels, des associations de patrons, de marchands, etc. Ces gens pourraient être entendus pour avoir un Code digne des temps modernes. Confier cette révision à un seul homme, c'est s'obliger lors de l'étude du projet en Chambre d'avance à en reprendre toute la rédaction, vu surtout le fait que la loi permet jusqu'aux modifications de substance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça me fait toujours rire quand j'entends parler de modernisme. Il y a des principes immuables qui ne changent pas. Notre Code civil est un exemple de la pérennité de certaines choses; ses principes remontent à l'Empire romain; il a été retouché par Napoléon, mais les principes qui l'ont inspiré demeurent immuables. On a parlé du caractère individualiste de notre Code civil. On a tort de dire que notre Code est individualiste; les autres contemporains ne font que répéter sous des formes diverses ce qu'ont écrit les anciens. L'agencement de notre Code est un modèle du genre. Le Code civil prévoit tous les cas. Il peut arriver que la forme et certains détails aient besoin d'être modifiés, mais la base doit rester la même. Il faut que notre Code civil garde ses traditions françaises. On parle de modernisme: tous les grands auteurs contemporains reproduisent les auteurs de l'Antiquité; ils les

répètent sous une forme différente, mais en s'inspirant des mêmes principes.

La science a peut-être fait beaucoup de progrès; mais on ne parvient plus à bâtir des monuments comme les Pyramides et on ne réussit plus à modifier comme on le faisait autrefois. Le Code civil renferme des articles sur les sociétés à nom collectif, sur les sociétés commerciales. Il y a de tout dans le Code civil. Certains articles sur le mariage peuvent prêter à discussion; mais, par contre, ils peuvent aussi parfois s'avérer nécessaires et empêcher des situations plus graves.

On demande un comité parlementaire. Le Code comprend 2,000 articles et nous en aurions au moins pour deux ans. Un comité parlementaire n'en finirait pas et tout serait à recommencer quand le projet reviendrait devant la Chambre. Ce n'est pas concevable avec tout le travail que nous avons. Il nous faudrait, pour arriver à cette révision, discuter pendant deux siècles, puis revenir devant la Chambre. Un homme comme celui que nous avons en vue pour ce travail pourra, au contraire, travailler plus utilement; c'est un homme compétent, un avocat qui a eu une idée générale de notre droit comme avocat, s'est fait des idées d'ensemble comme juge, un juriste qui a une expérience de toutes les cours et dont les conseils nous seront précieux.

Notre Code doit garder ses traditions françaises. Je ne vois pas d'autre moyen d'arriver à une révision convenable que celui que nous voulons employer. Le juge Rinfret peut faire un meilleur travail, un travail plus utile et plus rapide que n'importe quel comité parlementaire. Et nous pouvons toujours lui adjoindre d'autres personnes pour l'aider dans sa tâche.

Je sais qu'il aime le droit, qu'il va se consacrer consciencieusement à sa tâche et qu'il l'accomplira à la satisfaction de tous. La Législature aura toujours le dernier mot sur tout projet de révision qu'on pourra lui soumettre. La première chose à faire, c'est de demander à un expert d'étudier la chose et de faire des suggestions. Et je ne vois pas de meilleur expert que le juge Rinfret. Il a accepté le mandat. Il ne l'aurait pas accepté s'il ne s'était pas senti capable de le mener à bien.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre nous avait habitués à des comparaisons avec 1935; c'est la première fois que je l'entends remonter à l'Empire romain. Il a compris modernisme et cela le fait rire. Je n'ai pas tant voulu dire modernisme que social. Le premier ministre est-il au courant du nombre d'auteurs modernes qui ont dénoncé le

caractère peu social de notre Code. Qui pourrait affirmer que notre Code civil est fait dans un esprit social? C'est évidemment un grand monument, mais il y a des choses à changer. L'article 1053, qui est la base de notre droit civil n'est pas social...

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais rien entendu de plus idiot dans une Législature française.

M. Bélanger (Lévis): Je n'ai pas l'avantage, comme le ministre des Finances, d'avoir un bureau entouré de grosses compagnies d'assurances qui me font vivre.

M. le président: Je rappellerais au député de ne pas s'éloigner du débat. Il ne peut être question ici de clientèle d'avocat.

M. Bélanger (Lévis): Je prétends que notre Code civil n'est pas social. Une mère qui se fait estropier par une voiture dans la rue n'a pas de recours. Il ne sert à rien de plaider, de réclamer des dommages-intérêts en justice, même en étant assuré de gagner, si les automobilistes ne sont pas obligés de s'assurer...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais au député de demeurer dans le sujet. L'article 1053 établit la responsabilité de la personne.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre devrait savoir comment les auteurs modernes critiquent l'individualisme de notre Code civil.

M. Bellemare (Champlain): Vous voterez contre la loi.

M. Bélanger (Lévis): Oui, nous allons voter contre le principe qu'elle met en cause. Un seul homme ne peut suffire au travail gigantesque de révision.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les deux choses les plus graves dans la loi, c'est la permission qu'on donne au réviseur de faire des corrections de style et des modifications de substance, quand on sait que des volumes sont remplis de décisions contradictoires autour d'un seul mot d'un seul article. Cela va très loin, car on charge ainsi quelqu'un, si compétent soit-il, de toucher à ce que nous avons de plus précieux. Notre Code, bien sûr,

est ce que nous avons de plus précieux. Mais l'épaisseur de nos Statuts prouve que ce Code ne peut plus, à lui seul, gouverner la vie. Il est téméraire de vouloir confier à un seul homme, aussi compétent soit-il, le soin de faire à la fois les corrections linguistiques qui s'imposent et les changements de fond.

Il (M. Lapalme) se refuse à croire à l'omniscience d'un homme. Le premier ministre, dit-il, a fait l'éloge du juge Rinfret; j'aurais aimé qu'il fasse de lui le même éloge quand il était sur le banc de la Cour suprême...

Des voix ministérielles: À l'ordre, à l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Si le chef de l'opposition veut rabaisser le débat à des personnalités, libre à lui, mais les règlements ne le permettent pas et je demande qu'il soit rappelé à l'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je parle de quelqu'un dont on a donné comme référence la Cour suprême et le Conseil privé. Les principes qu'il contient ont été sans cesse grugés par les lois spéciales et par les détours de la jurisprudence. Depuis des années, la jurisprudence s'est attaquée au Code civil, au point que le réviseur devra non seulement réviser, mais également corriger. Et l'on croit qu'un seul homme pourrait arriver à faire le point? Il n'y arriverait pas, fût-il un génie. Il faut des juristes d'expérience comme le juge Rinfret pour mener cette œuvre à bien; mais il faut aussi que des témoins de la vie moderne aient l'occasion de s'exprimer devant un comité parlementaire.

Jamais une révision d'une telle importance n'a été faite par un seul homme. L'opposition n'a pas besoin du premier ministre pour apprendre que le Code civil vient du droit romain, et les pyramides d'Égypte n'ont rien à voir là-dedans. Les plus grands juristes de la France ont travaillé à la rédaction du code Napoléon. Il y a tellement de changements dus à la vie moderne que le Code civil ne peut presque plus la gouverner. L'individualisme du Code civil est admis par tous les auteurs modernes, et le réviseur ne peut certainement pas passer à côté de ce fait sans s'en occuper.

On devrait avoir les plus hautes autorités des divers groupes qui viendraient donner leur opinion et suggérer des changements nécessaires. Il serait normal de charger une commission parlementaire de la révision, car après tout, c'est le Parlement qui sera un jour appelé à donner force de loi à la nouvelle

version du Code civil. Cela ne s'est jamais fait qu'un homme seul ait pris le Code civil pour en faire une révision. Le juge Rinfret peut être bien qualifié, mais les membres d'un comité parlementaire pourraient faire un excellent travail de collaboration.

Le juge Rinfret lui-même doit être écrasé par l'ampleur de la tâche qu'on va lui confier. C'est la Chambre elle-même qui doit s'atteler à la besogne de réviser le Code civil, à condition, évidemment, qu'on veuille réellement le réviser. Si on veut seulement un travail de surface, un seul homme suffit. Notre rôle est celui de légiférer, et la chose la plus importante qu'on pourrait léguer à la province serait un Code civil révisé et, nous, les députés, nous ne participerions pas à ce travail.

(Élevant la voix) On réduit, par ce projet de loi, l'importance du rôle de législateurs des députés. Ce travail devrait être fait par les législateurs. Et si une commission parlementaire fait l'ouvrage, il ne sera pas nécessaire de rouvrir le débat en Chambre. Il faudra prendre d'innombrables précautions si nous voulons avoir un nouveau Code civil qui fera époque dans les annales de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au chef de l'opposition de manquer de logique et de vouloir critiquer indirectement un homme qui a fait honneur à sa race. Il comprend mal la violence de ses propos. Est-ce, dit-il, parce que j'ai exalté la compétence du juge Rinfret, une des gloires de notre Barreau? Il est évident, dit-il, que même si l'on nomme un juriste pour faire ce travail, il ne peut y avoir de révision sans que la Législature n'ait à dire le dernier mot. La loi ne concerne pas la confection d'un nouveau Code, car il ne saurait y avoir de nouveau Code sans que la Chambre n'ait quelque chose à voir là-dedans.

La loi autorise seulement l'étude des modifications à apporter à notre Code. Pour ce qui est du choix du gouvernement, il est évident que pas un homme dans le Barreau n'était mieux qualifié pour faire l'ouvrage que le juge Rinfret. Il a le temps, puisqu'il est à sa retraite, et il a l'expérience des tribunaux et d'une large pratique. Ses conseils seront très précieux. Le juge Rinfret est un homme consciencieux, et s'il a accepté le travail, c'est qu'il est convaincu de pouvoir conduire à bien cette besogne.

Je ne comprends pas l'attitude de l'opposition. Elle est d'autant plus étrange que, tout à l'heure, les députés de l'opposition ont voté en faveur des résolutions qui autorisent une dépense de \$50,000 et, maintenant, ils sont prêts à voter contre

le projet de loi si l'argent n'est pas distribué aux députés. Le chef de l'opposition n'aurait pas été opposé au bill, si la dépense de \$50,000 pour la refonte avait été à l'avantage des députés. Car, avec un comité parlementaire qui tiendrait de multiples séances, il faudrait payer des frais de déplacement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) riposte que ce n'est pas ce qu'il faut déduire de son attitude.

Comme si c'était payant pour des députés de siéger au sein d'une commission, que ce soit le comité des bills privés, le comité des bills publics ou le comité des relations industrielles! Voilà les arguments du premier ministre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que ses adversaires ne semblent pas connaître l'histoire du droit, ne se rappellent pas ou ignorent que bien des juristes ont écrit seuls des livres de droit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La plupart des grands traités de droit ont été écrits en collaboration. Et celui de Baudry-Lacantinerie est, en réalité, le fruit de la collaboration!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne pourrait éviter les frais de déplacement...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce que l'opposition désire, c'est que tous les intéressés puissent venir témoigner et dire pourquoi on devrait ou ne devrait pas réviser tel ou tel article du Code. Il s'agit d'un travail qui requiert l'expérience d'un juriste mais aussi l'expérience de la vie juridique. Nous n'avons rien à perdre ou à gagner, nous, les libéraux; nous n'avons rien à racheter vis-à-vis du juge Rinfret. Mais je ne veux pas que demain, on vienne nous placer devant le fait accompli, qu'on nous presse un jour d'adopter une révision, sous prétexte que le projet aura été recommandé par un expert, fût-ce le juge Rinfret.

Mais avec tous nos anciens professeurs de droit, nous sommes d'avis que nous devons défendre jalousement notre Code civil de tout ce qui peut l'altérer. Jamais on ne prendra trop de précautions pour le réviser. Nous sommes pour la révision, mais nous différons d'opinion sur la procédure à suivre. Nous voudrions que cela soit l'œuvre de plusieurs et non d'un seul. C'est une tâche qui dépasse la capacité d'un seul homme. La compétence de M. Rinfret n'est pas en cause. Tout le monde le reconnaît. Pourquoi en voudrions-nous au juge Rinfret? Un comité parlementaire ferait un travail plus complet et plus approfondi qu'un seul juriste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne sais pas ce qu'il y a au fond de l'attitude de l'opposition. Mais ce qui nous intéresse, nous, c'est de nommer un homme compétent, éminent, qui nous fera bénéficier de sa science et de ses conseils, en suggérant des modifications adaptées aux conditions actuelles. C'est moi qui ai préparé cette mesure et j'en suis fier. Je suis heureux que le juge Rinfret ait accepté la mission et je suis convaincu que son travail sera fructueux.

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bélanger (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "soit" par les suivants:

"renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à ce que la révision du Code civil soit faite par un comité mixte formé de membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative qui, après avoir entendu les personnes, corporations ou corps publics intéressés à cette révision, soumettra son projet de révision à la Législature dans le délai qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est illégal et irrégulier, parce qu'il a pour effet de changer la destination de fonds publics, contrairement aux dispositions des articles 155 et 548 du Règlement qui exigent, en de pareilles circonstances, l'adoption préalable d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur.

Cet amendement est élémentairement illégal parce qu'il change la destination des fonds publics et parce qu'on veut faire porter aux députés la responsabilité de l'attribution de la somme de \$50,000 aux députés. D'après le Règlement de la Chambre, seul un ministre aurait le droit de faire une telle suggestion.

M. l'Orateur: Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, l'amendement devant la Chambre, dit-il, a pour effet de changer l'affectation de deniers publics, ce qui ne peut être proposé que par un ministre de la couronne, sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur (articles 155, 538 et 548 du Règlement), et je déclare ledit amendement irrégulier et nul.

M. Ross (Montréal-Verdun) s'insurge contre cette interprétation.

M. Bélanger (Lévis) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lavallée, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, 50.

Contre: MM. Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion "que le bill 41 soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lavallée, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, 50.

Contre: MM. Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose quelques questions (en anglais).

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) défend ses crédits en français⁹.
(Applaudissements à droite)¹⁰

M. Lafrance (Richmond) aborde le problème de l'inspection des mines en rapport particulièrement avec les mines d'amianté d'Asbestos. Il dit qu'un homme de sa circonscription, père de nombreux enfants, a été forcé d'arrêter de travailler à cause d'une maladie contractée dans une mine. Y a-t-il eu amélioration dans l'élimination des poussières d'amianté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement. Depuis que l'actuel ministre du Travail (M. Barrette) est en poste, il y a eu amélioration de 300 %. Lorsque je suis allé à l'inauguration d'une nouvelle usine à la Johns-

Manville récemment, le président du syndicat lui-même a reconnu que la compagnie avait apporté des améliorations énormes depuis deux ou trois ans, en particulier.

M. Lafrance (Richmond): À l'occasion d'une bénédiction, on voit à ce que tout paraisse bien... Je reconnais qu'il y a eu progrès, mais il en reste à faire. Combien d'argent a-t-on dépensé pour améliorer la situation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des millions! D'après les médecins, les dangers de silicose sont à peu près tous disparus. Des ouvriers, que j'ai vus à Asbestos, le confirment.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre a fait une admission quand il a parlé d'améliorations sensibles depuis deux ou trois ans. Lors de la grève de 1949, il déclarait que la question de la poussière n'existait pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit ça. J'ai dit que les raisons de grève n'existaient pas.

M. le président déclare qu'on s'éloigne de l'item en discussion qui est celui des dépenses de voyage des inspecteurs de mines.

M. Lafrance (Richmond) se demande si les périodes choisies pour les inspections sont bien les plus propices...

M. le président le rappelle de nouveau à l'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne vois pas pourquoi on ne peut soulever ici ce problème. On parle de dépenses de voyage des inspecteurs.

Si on établit que ces inspections, parce que faites à des périodes non propices, n'ont pas été en réalité profitables, on prouve le non-fondé de ces dépenses de voyage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements de la Chambre, qui ne sont pas notre œuvre, ne permettent pas de tels débats de politique générale, si ce n'est à l'occasion de l'adresse en réponse au discours du trône, à l'occasion du discours du budget ou sur la motion pour aller en subsides. On doit se contenter de ne discuter ici que

des dépenses de voyage. Ces dépenses ont-elles été réellement faites, l'argent a-t-il été dépensé réellement aux fins pour lesquelles il a été voté?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il doit tout de même être permis de scruter les faits pour se rendre compte si l'argent a non seulement été dépensé, mais s'il a été dépensé utilement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec cette théorie, on pourrait soulever des débats de politique générale à tout propos.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On doit tout de même pouvoir critiquer une mauvaise dépense et émettre des idées dans l'étude des crédits.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La semaine dernière, on a voulu ainsi, à trois occasions, engager des débats du genre alors que le président les avait, chaque fois, déclarés irréguliers. La Chambre a ratifié ces décisions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des

tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines - Dépenses en immobilisations (Mine)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté¹¹.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Il s'agit du *Devoir* du 27 janvier 1955, à la page 1. Dans l'édition du lendemain, à la page 2, le journaliste visé, M. Pierre Laporte, répond au ministre: "Nous acceptons la déclaration de M. Barré. Nous avons prétendu (et d'autres journaux avec nous) qu'il

voulait exercer le patronage. Lui dit qu'il ne veut pas de celui de l'opposition. C'est du pareil au même."

2. Il s'agit de Jacob Nicol (1876-1958), qui possède *La Tribune* depuis sa fondation en 1913. Il fut propriétaire de plusieurs autres journaux auparavant: *Le Soleil* (1917-1948), *L'Événement-journal* (1938-1948), *Le Nouvelliste*, etc. Il fut ministre des Affaires municipales (1921-1924) dans le gouvernement Taschereau et trésorier provincial (1921-1929) avant d'être nommé conseiller législatif de la division de Bedford en 1929. Il occupa de nombreuses autres fonctions au sein des cabinets libéraux.

3. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 28 janvier 1955, à la page 3, mentionne que "M. Rochon ne manque jamais une chance de discuter des pensions des maires, des échevins, des députés de l'Assemblée législative et de n'importe quel homme public".

4. *Le Nouvelliste* du 28 janvier 1955, à la page 9, précise que l'honorable Jean-Louis Baribeau fut "élu à la mairie de Sainte-Geneviève-de-la-Batiscan et le député de Maskinongé (M. Caron), réélu par acclamation maire de Louiseville."

5. Joseph-Édouard Caron (1866-1930) était cultivateur avant d'être élu à l'Assemblée législative. Il fut ministre de l'Agriculture dans les cabinets Gouin et Taschereau, de 1909 à 1929.

6. Noé Ponton, agronome, qui fut un pionnier du syndicalisme agricole. Avec M. Barré, il fut l'un des fondateurs de l'Union catholique des cultivateurs en 1924. Il est décédé en 1929.

7. Agronome de formation, Adélard Godbout (1892-1956) fut ministre de l'Agriculture (1930-1936) dans le cabinet Taschereau. Il fut premier ministre du Québec en 1936 et de 1939 à 1944.

8. M. Goulet ne semble pas avoir lu l'article en Chambre, puisqu'il se fait rappeler à l'ordre par M. Duplessis assez rapidement. L'article qu'il cite s'intitule "Le Pape s'alarme de l'exode rural au Canada", selon *Le Soleil* du 23 septembre 1954, à la page 1.

9. Ni la *Gazette* du 31 janvier 1955, à la page 8, ni *Le Droit* du 28 janvier 1955, à la page 12, ne mentionnent la nature des interventions entre MM. Earl et Cottingham. La *Gazette* ajoute toutefois que M. Cottingham "a défendu son propre budget

pour la première fois devant l'Assemblée législative la semaine dernière et il a démontré une facilité exceptionnelle à détourner les questions de l'opposition sans déclencher de débat important".

10. *Le Droit* du 28 janvier 1955, à la page 12, spécifie que M. Cottingham "a été longuement applaudi par ses collègues, lorsqu'il s'est mis à répondre en excellent français à M. Paul Earl qui l'interrogeait en anglais".

11. *Le Nouvelliste* du 28 janvier 1955, à la page 9, estime que le débat sur les crédits du ministère des Mines a duré un peu plus d'une heure.

Séance du vendredi 28 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi
des cités et villes**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:
"5. L'article 189 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"En le recevant, l'officier-rapporteur doit l'examiner et déclarer sur-le-champ s'il le considère valide ou non et mettre sa déclaration à effet, en y inscrivant, sous sa signature, le mot "admis" ou le mot "rejeté"."

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est de la justice pure et simple que de dire à un candidat pourquoi son bulletin de présentation est rejeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que cet amendement à la loi a été fait à sa demande, pour éviter certaines situations comme il s'en est produit, notamment dans une élection à Québec où le bulletin de présentation d'un candidat avait été écarté par l'officier-rapporteur. C'est au juge

qu'il incombe de décider si un bulletin est bon ou non, et non pas à un officier-rapporteur. La loi n'obligera plus l'officier à donner les raisons du rejet d'un bulletin de présentation en les inscrivant sur ledit bulletin. Tout ce que l'amendement lui défend, c'est d'inscrire ces raisons sur le bulletin, mais rien ne l'empêche de le dire de vive voix au candidat en cause.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 14 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

**Budget des dépenses
1955-1956**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Marquis (Québec-Est): Je souhaite un prompt rétablissement au secrétaire de la province (M. Côté). J'espère que sa santé se rétablira bientôt et qu'il pourra nous revenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remercie le député de Québec-Est de ses bons vœux à l'endroit de son collègue². Il ajoute que, du côté du gouvernement, on est aussi évidemment peiné de la maladie du secrétaire de la province et que l'on formule les vœux les plus ardents pour un rétablissement complet.

M. Marquis (Québec-Est): Les dépenses prévues pour le service civil, les dépenses de voyage et les frais de bureau sont les mêmes que l'an dernier, alors que le budget du secrétaire a diminué de moitié. Il était de plus de \$4,550,000 l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certaines dépenses ont été portées au compte de l'Instruction publique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur de la reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Marquis (Québec-Est): Sur les \$97,000 demandés pour l'Imprimeur de la reine, \$59,000 sont pour la *Gazette officielle*, alors que l'an dernier on a fait voter \$63,000 pour cette même *Gazette*. Quel est donc le tirage de la *Gazette officielle*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que, sous son gouvernement, la *Gazette officielle* a pris de l'importance.

On y a publié la réglementation de la Régie des loyers. Quand une loi est sanctionnée, pour rendre service au public, on la publie pour que le

public puisse en prendre connaissance immédiatement sans avoir à attendre la parution des Statuts, qui retarde de trois à quatre mois. Nous publions plusieurs milliers d'exemplaires de la *Gazette*. On en envoie aux juges, aux bibliothèques du Barreau. Le tirage peut varier entre 2,000 et 4,000 numéros par semaine.

L'importance de la *Gazette officielle* vient de ce qu'elle confère un caractère officiel aux documents qui y sont publiés, car elle n'est pas tellement lue, sauf certains numéros comme celui portant sur la Régie des loyers. Les avis sont d'ailleurs publiés également dans la grande presse.

Un député de l'opposition suggère d'envoyer une copie de la *Gazette officielle* à chacun des avocats.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande au premier ministre de leur envoyer. Après tout, dit-il, ce sont de pauvres hommes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crois pas que cela puisse se faire. Cela coûterait trop cher. Mais peut-être pourrions-nous expédier deux ou trois exemplaires, au lieu d'un seul, à chaque bibliothèque du Barreau. N'importe qui peut s'abonner. Le prix de l'abonnement est de \$3.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Ils peuvent très bien se le permettre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'en sais rien. Il y a des avocats qui ne touchent même pas cela.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Marquis (Québec-Est) pose une question sur les musées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il y a \$10,000 de plus cette année pour le Musée provincial, soit \$110,000.

Les autres institutions auxquelles servent les fonds sont les musées Laurier et Provencher, les Archives de la province, la bibliothèque de Saint-

Sulpice, l'Inventaire des œuvres d'art, le service de biogéographie, la Commission des monuments historiques et la Société d'astronomie.

M. Marquis (Québec-Est) veut obtenir des informations sur le service de biogéographie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de recherches³.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Eh bien, prenons un dictionnaire.

M. Pinard (Drummond): Ce n'est pas nécessaire. Nous savons qu'ils doivent calculer le nombre de bleus dans la province!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À propos de l'église de Saint-Pierre de l'Île d'Orléans, dois-je comprendre qu'elle a été achetée par le gouvernement à titre de monument historique, qu'elle sera désaffectée et que les paroissiens seront obligés d'en construire une autre?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Elle est déjà en construction⁴!

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait écho à certains appels de journaux anglais et français en faveur du Musée des beaux-arts de Montréal, qui serait obligé de fermer ses portes, s'il ne reçoit pas d'aide, et de l'Art Association, ce qui est la même chose, qui se charge de donner des cours sur les beaux-arts et n'a eu qu'un octroi de \$3,000. Le chef de l'opposition attire l'attention du gouvernement sur le Théâtre lyrique de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est certain que le Musée des beaux-arts, l'École des beaux-arts, le Conservatoire de musique mettent en valeur des talents naturels nombreux. Malheureusement, nous ne pouvons consacrer à ces institutions autant d'argent que nous le voudrions. Il faut penser aux autres branches de l'enseignement, aux écoles, aux conservatoires qui mettent en valeur les talents de la province de Québec.

Le gouvernement a besoin d'argent pour de plus importants projets, comme la construction d'écoles élémentaires. Déjà 40,000 nouvelles classes ont été construites et autant devront être construites dans le futur. Tout de même, nous faisons beaucoup afin d'encourager nos artistes, les musiciens, les peintres de talent. L'École des beaux-arts de

Montréal aura \$10,000 de plus au cours du prochain exercice, soit \$338,000, et celle de Québec \$2,000 de plus, soit \$105,000. L'organisation actuelle pour l'enseignement des beaux-arts est satisfaisante.

Il (M. Duplessis) fait l'éloge des directeurs des écoles et insiste sur l'importance de l'enseignement élémentaire. Il parle de l'École des beaux-arts de Québec et de son directeur, M. Jean-Baptiste Soucy.

On manque d'espace à l'École des beaux-arts. On a parlé de la construction d'une nouvelle école des beaux-arts à Québec. Cette École et le Conservatoire de musique sont à l'étroit. Mais le gouvernement a acheté la propriété du général Tremblay⁵ pour améliorer la situation de cette institution qui rend des services signalés à la jeunesse étudiante. Mais pour construire, il faudra attendre des jours meilleurs. La nomination du nouveau conservateur du Musée provincial n'a pas été une nomination politique. On lui a confié les fonctions de conservateur pour sa compétence.

Le premier ministre fait l'éloge du nouveau conservateur du Musée provincial, le notaire Gérard Morissette, et de son adjoint, M. Noël Comeau. Nous encourageons les peintres de talent. Il mentionne les noms de M. Richard⁶, de Baie-Saint-Paul, et de M. Picher⁷, de jeunes peintres qui promettent. Il y a bien des talents dans la province de Québec, dit-il; il faut les mettre en valeur par le travail.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il faudrait avoir plus le sens des proportions. Donner \$3,000 d'octroi pour le Musée des beaux-arts, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant, surtout si l'on considère qu'on accorde un grand nombre de subventions à certaines autres institutions locales qui n'ont aucun rayonnement.

On va donner \$500 à une fanfare de paroisse, ou \$1,500 à telle société de village qui ne rapporte rien au point de vue culture. Ne pourrait-on pas diminuer certains octrois et procéder à une redistribution pour venir en aide à des institutions comme le Musée des beaux-arts de Montréal pour lequel les autorités provinciales ont donné seulement \$3,000 à l'Art Association? Les appels lancés en faveur du Musée des beaux-arts n'ont pas un caractère politique; la *Gazette* a dit elle-même qu'il n'y a peut-être pas d'édifice plus fragile dans toute la ville de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas de l'avis du chef de l'opposition en ce qui concerne les fanfares. Il ne faut pas mésestimer

le rôle qu'elles jouent dans la vie paroissiale. Elles font un bien immense; elles incitent au dévouement; elles développent le goût de l'art; de la musique, elles fournissent des distractions saines. Voilà pourquoi elles méritent d'être aidées.

Quant au Musée des beaux-arts, il a été aidé par des philanthropes; il y en a dans la province de Québec. Malheureusement, nos Canadiens français qui aident les œuvres artistiques sont plutôt rares bien qu'ils aient les moyens. Il y a certes des Canadiens français qui le font, mais je ne puis m'empêcher de remarquer que proportionnellement, ils sont moins nombreux que nos concitoyens de langue anglaise.

Il y a un philanthrope de langue anglaise de Québec qui donne généreusement chaque année, qui distribue par millions de dollars les bons pour les œuvres de charité et les progrès des arts. Les Canadiens français pourraient faire davantage en ce domaine.

Il y a chez les nôtres beaucoup plus de grosses fortunes qu'on ne le pense. Ces Canadiens français fortunés ont des responsabilités et j'espère qu'ils ne se laisseront pas toujours distancer par ceux des autres nationalités.

M. Pinard (Drummond) demande à ce que le département fasse des pressions pour l'utilisation du français, ou du moins de noms bilingues dans la province. Dans certains petits villages, les touristes américains sont toujours étonnés de voir les noms de magasins ou de compagnies en anglais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que le département ne peut pas exercer un tel contrôle. Il dit que l'anglais et le français sont les deux langues officielles du Canada et que leur usage est laissé à la discrétion des gens. Personnellement, il a toujours suggéré l'usage du français ou de noms bilingues.

M. Pinard (Drummond) souligne qu'à Mexico, les firmes américaines doivent avoir un nom espagnol.

M. Bélanger (Lévis) demande que le gouvernement alloue plus d'octrois dans l'acquisition de livres d'auteurs canadiens-français. Si on considère le fait que la population de la province est restreinte, on ne gagne pas beaucoup en écrivant, sauf peut-être pour la télévision, les films et la radio. La bibliothèque provinciale pourrait acheter certains de ces livres, suggère-t-il.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il est bien beau de parler de nos artistes, de leur talent, mais à Montréal, ils n'ont aucun endroit pour s'extérioriser. Le gouvernement actuel accorde des subventions aux artistes de la province, mais les résultats sont nuls si ces artistes sont souvent obligés de s'expatrier pour manifester leur talent. Plusieurs personnes font le voyage à Montréal pour assister aux parties de hockey, et plusieurs iraient également écouter nos artistes.

Je suis persuadé qu'une salle de concert est indispensable à Montréal et partout dans la province. De nombreuses associations ont fait pression auprès du gouvernement. J'ai moi-même, l'an dernier, soulevé la question dans cette Chambre. Il est impossible de mener ce projet à bien sans l'aide du gouvernement.

Il (M. Noël) demande au premier ministre s'il a toujours l'intention, qu'il a exprimée lors de la campagne électorale de 1952, d'aider Montréal à se doter d'une salle de concert qui est devenue une nécessité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de doute que Montréal, qui est la métropole du Canada, aurait dû avoir depuis longtemps une salle de concert, un centre civique où les artistes pourraient aller se manifester. Mais je pense qu'on a tort de dire que c'est à la province qu'incombe la première responsabilité de la construction de cette salle.

Je pense que la première responsabilité incombe, au contraire, aux citoyens de Montréal d'abord, que le gouvernement est prêt à aider. Une salle de concert ne peut être réalisée que par la coopération des citoyens de Montréal, des philanthropes et de la province. Le gouvernement est non seulement heureux, mais désireux d'y coopérer généreusement.

Malheureusement, jusqu'ici à Montréal même, on n'est pas encore parvenu à réaliser une entente sur le site où devrait s'élever cette salle. On ne peut pas l'accrocher aux étoiles; il faut lui trouver un site qui puisse convenir à tous les citoyens, qui respecte les droits de l'est de la ville, comme ceux de l'ouest. C'est pourquoi je pense, sans vouloir imposer mon point de vue, que le site dont on a parlé, près de la gare Windsor, n'est pas convenable. Géographiquement, ce site n'est pas avantageux et, en outre, une salle de concert à cet endroit poserait des problèmes de circulation presque insolubles.

Pour moi, l'endroit idéal serait au parc Jeanne-Mance. On a divisé la ville en est et ouest par

la rue Saint-Laurent, mais les circonstances paraissent avoir plutôt fait de l'avenue du Parc le centre géographique de Montréal. Construire une salle de concert à cet endroit répondrait, me semble-t-il, à toutes les objections et satisferait tous les intérêts.

(Applaudissements à droite)

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'applaudis de tout cœur aux déclarations du premier ministre...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'applaudit pas fort, on ne l'entend pas!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le principal, c'est que Montréal ait un centre de concert. Si j'ai bien compris, le premier ministre demande que la ville de Montréal lui soumette un plan précis et le gouvernement accordera une généreuse subvention?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait "oui" de la tête.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Alors, on peut dire que si Montréal va de l'avant, le gouvernement de Québec l'aidera?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Exactement. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que le gouvernement s'y engage seul. Mais je répète que c'est une entreprise tripartite. Les citoyens de Montréal, les philanthropes et la province peuvent réussir l'entreprise. Mais il s'agit d'abord de s'entendre sur le site. Les différents groupes intéressés se disputent actuellement à ce sujet. Cette mésentente dure depuis des années. La cité de Québec perd du transport de marchandises et d'autres industries à cause de ces harangues politiques. Pendant que bleus et rouges se renvoient la balle, le progrès poursuit son cours, et Québec perd plusieurs bateaux qui avaient l'habitude de s'arrêter ici. Québec est bien située, ses installations portuaires sont relativement bien aménagées et la cité avait un bel avenir, avant que le progrès ne lui passe sous le nez.

Et je le répète: le gouvernement est non seulement prêt, mais il est anxieux de coopérer à tout projet convenable pour donner à Montréal, métropole du Canada, un centre de concert digne d'elle. De nombreux projets sont actuellement examinés par certains groupes, mais la cité n'a jamais rien fait à cet égard. Cette mésentente est la seule cause du

retard apporté à la solution du problème. Tout ce que le gouvernement attend, c'est que la ville de Montréal lui soumette un plan précis, comportant un site approprié à ce projet. C'est essentiel. Il accordera ensuite une généreuse subvention.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce qu'il y a déjà eu des plans de soumis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pense que M. Size avait présenté un plan, mais sans précision d'endroit. Il n'y a pas eu de projet définitif de soumis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pas de projet de la ville de Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, pas de projet précis.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il y a eu des démarches pour qu'une salle de concert soit construite dans les limites de mon comté, dit-il, à l'intersection de la rue Duluth et de l'avenue du parc.

Moi ainsi que d'autres citoyens, organismes ou compagnies nous sommes objectés au choix des sites considérés, notamment la Park Association ne voulait pas en entendre parler, car cela priverait les enfants qui résident dans les quartiers avoisinants d'installations récréatives et parce que les autorités de l'Hôtel-Dieu, qui est tout près, se sont plaintes qu'une salle à cet endroit serait une source de dérangement pour les patients de l'hôpital. Je crois qu'il est très très logique qu'une salle de concert soit construite près de l'avenue du Parc.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je me rends compte que la raison pour laquelle Montréal n'a pas de centre civique, c'est parce que Montréal ne fait rien pour essayer d'en construire un. Je suis heureux d'entendre le premier ministre affirmer que la province n'a pas bloqué le projet. Avec les renseignements fournis depuis peu par le premier ministre, on peut maintenant caresser l'espoir de voir s'élever bientôt une salle de concert dans la métropole du Canada.

Il souhaite que la cité de Montréal entreprenne des actions concrètes dès maintenant.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt-cinq

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Marquis (Québec-Est): Il y a très peu de bibliothèques publiques et scolaires qui prêtent des livres gratuitement dans la province de Québec. Il n'y en a pratiquement pas dans les centres de 15,000 à 20,000 âmes et c'est un fait que les jeunes et les moins jeunes aiment la lecture. La situation est bien meilleure en Ontario⁸.

La lecture a diminué au profit de la télévision. Il est important d'encourager les jeunes dès l'adolescence à lire le plus de livres possible. S'ils apprennent tôt, on peut s'attendre à ce qu'ils ne lisent plus tard qu'une littérature sérieuse. On lit des livres qui laissent à désirer et cette lecture est dangereuse pour les gens qui n'ont pas atteint l'âge mûr. Je crois que le gouvernement devrait faire quelque chose. En Ontario, il y a 281 bibliothèques publiques; il n'y en a que 43⁹ dans la province de Québec. À ce titre, la population de langue anglaise fait rougir de honte les Canadiens français.

En Ontario, on trouve 14 associations régionales de bibliothèques; dans le Québec, il n'y en a aucune. Cette situation est plus sérieuse qu'on ne semble le croire à première vue. Si nous voulons que les jeunes prennent l'habitude de faire des lectures saines et enrichissantes, il faut leur en procurer les moyens. Le secrétariat de la province devrait avoir un organisme quelconque pour encourager la formation de bibliothèques publiques et permettre une lecture saine, enrichissante et contrôlée. Les jeunes acquerront ainsi le sens des choses sérieuses.

L'Association canadienne des bibliothécaires de langue française a demandé à la province d'accorder des octrois pour l'établissement de bibliothèques scolaires. Nous avons très peu de ces bibliothèques en dehors des grands centres. Avec le résultat que les jeunes lisent ce qu'ils trouvent. Et ces lectures sont bien souvent dangereuses. Il existe dans la province trop de volumes qui ne méritent pas

d'être lus. Il se vend partout, à des prix minimes, des livres et des revues qui malheureusement déforment au lieu de former.

Les marchands ne peuvent pas toujours contrôler le caractère de ce qu'ils vendent. Des agences déposent chez eux des paquets de livres et de périodiques. Le contrôle de la valeur des volumes dépasse la capacité des vendeurs à kiosque. Le seul moyen de ne rien vendre de répréhensible, c'est de retourner tout le paquet, car 80 % de cette littérature ne peut pas être mise entre les mains de n'importe qui.

Dans son magasin, la plupart des mauvais livres sont immédiatement retournés et certaines publications à scandale sont interdites.

Par exemple, les présentations à prix réduit de Zola, de Baudelaire et de beaucoup de littérature française semblable sont dangereuses. C'est une question très importante qu'on ne devrait pas considérer à la légère. Pour faire une lutte positive aux mauvaises lectures, le gouvernement devrait créer un organisme chargé de multiplier les bibliothèques scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Est a parfaitement raison. Il y a chez nous plus de bibliothèques scolaires qu'il ne croit. Mais il y a de ce côté un besoin réel. Il faut faire un bon choix des livres. En principe, les demandes du député sont conformes aux besoins. Mais je ferai remarquer que nous accordons déjà des octrois substantiels aux sociétés canadiennes de bibliothèques et nous tâcherons de faire davantage si nous le pouvons.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il est inconcevable que, dans le district de Montréal, les bibliothèques soient méconnues de l'ensemble de la population. Je me suis aperçu que malheureusement on ignore l'existence des rares bibliothèques publiques que nous avons. Elles devraient avoir de la publicité. Très souvent, les gens en ignorent l'existence. Les Canadiens anglais fréquentent beaucoup plus que nous les bibliothèques et nous donnons sur ce point un exemple à imiter.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Concours artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École supérieure du commerce (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention à la Faculté d'arpentage et de génie forestier (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles des hautes écoles commerciales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École polytechnique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octroi annuel - Bishop's College, Lennoxville (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent six mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour "Organisation de bibliothèques pédagogiques et scolaires: de cours de perfectionnement et d'examen (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-deux mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Journaux d'éducation (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 127 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 14 est remplacé par ce qui suit:

"14. La Société diocésaine, agissant par son conseil d'administration, peut constituer des caisses d'entraide, au moyen de souscriptions et de donations, et adopter des règlements pour fixer les conditions d'admission des adhérents et les dons faits à même ces caisses et déterminer le mode d'administration de ces dernières, pourvu que la constitution et les opérations de ces caisses ne soient pas de celles qui sont prévues par la loi des assurances de Québec, à l'exception des opérations permises aux sociétés charitables telles que définies par ladite loi."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 128 modifiant la charte de la cité de Westmount, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant à la suite du dernier paragraphe du sous-article 28 à la page 4 après les mots "aura été demandé" ce qui suit: "Le présent article n'affecte pas des droits acquis."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 161 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 29 est remplacé par ce qui suit:

"29. La Société, agissant par son conseil d'administration, peut constituer des caisses d'entraide, au moyen de souscriptions et de donations, et adopter des règlements pour fixer les conditions d'admission des adhérents et les dons faits à même ces caisses et déterminer le mode d'administration de ces dernières, pourvu que la constitution et les opérations de ces caisses ne soient pas de celles qui sont prévues par la loi des assurances de Québec, à l'exception des opérations permises aux sociétés charitables telles que définies par ladite loi."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 162 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 14 est remplacé par ce qui suit:

"14. La Société régionale, agissant par son conseil d'administration, peut constituer des caisses d'entraide, au moyen de souscriptions et de donations, et adopter des règlements pour fixer les conditions d'admission des adhérents et les dons faits à même ces caisses et déterminer le mode d'administration de ces dernières, pourvu que la constitution et les opérations de ces caisses ne soient pas de celles qui sont prévues par la loi des assurances de Québec, à l'exception des opérations permises aux sociétés charitables telles que définies par ladite loi."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 217 modifiant la charte de la ville de Victoriaville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est biffé et les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 deviennent articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

Société Saint-Jean-Baptiste de Valleyfield

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 127 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Projets de loi:

Charte de Westmount

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 128 modifiant la charte de la cité de Westmount.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Société Saint-Jean-Baptiste de Rimouski

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 161 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Société Saint-Jean-Baptiste de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 162 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Victoriaville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 217 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Le premier ministre explique toutefois, avant la levée de la séance, que le bill de Montréal sera étudié en comité mardi avant-midi. Si l'étude de ce bill requiert plus d'une séance, dit-il, on y consacra, au besoin, toute la journée de mercredi. Il n'y aura pas de séance de la Chambre mercredi.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée vers 1 heure.

NOTES

1. Un député est absent à cette séance: M. Omer Côté (Montréal-Saint-Jacques), qui, selon le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1955, à la page 9, se remet d'une récente maladie, était absent à cette séance. *Le Nouvelliste* du 29 janvier 1955, à la page 1, précise qu'il "se trouve présentement en convalescence sur les plages ensoleillées de la Floride".
2. *La Patrie* du 29 janvier 1955, à la page 26, mentionne que M. Duplessis défendit lui-même les crédits du Secrétariat de la province en raison de l'absence de M. Côté.
3. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 29 janvier 1955, à la page 3, rapporte que "personne dans la Chambre ne peut expliquer exactement quelles sont les tâches des biogéographes".
4. *L'Événement* du 29 janvier 1955, à la page 10, précise "ce qui n'a pas été dit pendant le débat: en juillet dernier, le gouvernement provincial a émis un décret autorisant la Commission des monuments historiques à acheter la vieille église de Saint-Pierre; la transaction n'est pas encore conclue, il faut l'approbation des marguilliers et de l'archevêché. Le temple ne serait pas désaffecté, mais une nouvelle église paroissiale doit être érigée".
5. Le major-général Thomas-Louis Tremblay, vétéran des deux guerres mondiales. Le journaliste de *L'Événement* du 29 janvier 1955, à la page 10, ajoute qu'après la séance, "nous apprenons que les professeurs de l'École des beaux-arts donnent déjà le samedi des cours à 174 enfants dans la maison du général Tremblay, au no 131 Avenue Belvédère. Mais la propriété actuelle ne convient pas pour une École des beaux-arts: il faudra démolir et reconstruire avant d'y transférer l'institution de la rue Saint-Joachim. Des plans sont déjà faits par MM. les architectes Pierre Rinfret et André Gilbert, mais attendent encore l'approbation des autorités".
6. René Richard (1895-1982), peintre, dessinateur de paysages.
7. Claude Picher (1927-1998), artiste-peintre originaire du Bas-Saint-Laurent.
8. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 29 janvier 1955, à la page 2, ajoute "quoiqu'il (M. Marquis) s'abstienne de fournir les statistiques étayant son affirmation".
9. Chiffre du *Soleil* du 29 janvier 1955, à la page 7. *L'Action catholique* du 29 janvier 1955 mentionne 48 bibliothèques publiques.

Séance du mardi 1^{er} février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 151 concernant la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la municipalité du village de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Projets de loi:

**Charte
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commissions scolaires
d'Arthabaskaville, Princeville et Warwick**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la municipalité du village de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la ville de Québec-Ouest, demandant une loi modifiant la charte;
- de l'honorable P.-R. DuTremblay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Trefflé Berthiaume.

Projets de loi:

Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière),

que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 248 concernant les pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac.

Adopté.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 248 concernant les pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Trefflé Berthiaume

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 253 concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et La Cie de publication de La Presse limitée.

Adopté.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 253 concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et La Cie de publication de La Presse limitée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Québec-Ouest

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 254 modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest.

Adopté.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 254 modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 45 modifiant la loi de la Régie des transports.

Un des effets de l'amendement à la loi de la Régie des transports sera de soumettre au contrôle de la Régie des transports les transferts d'actions dans les compagnies de transport.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Appareils de jeu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant la loi concernant les appareils de jeu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Ministère de la Voirie, Rapport 1953-1954

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1954. (Document de la session no 39)

Projets de loi:

Valeurs mobilières

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 25 concernant les valeurs mobilières.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si le gouvernement va répondre à une demande de renseignements faite par le député de Drummond (M. Pinard) pour obtenir copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec ou un de ses officiers et le procureur général de l'État de New York touchant la vente des valeurs mobilières, du 1^{er} janvier 1953 au 9 décembre 1954. Le chef de l'opposition ajoute qu'il préfère discuter la résolution et la loi ensemble une fois qu'il aura reçu les renseignements demandés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte de retarder l'étude de cette loi et il promet que, d'ici demain, il verra à faire produire ce que l'opposition demande.

Questions et réponses:**Bons du Trésor**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant des bons du Trésor de la province en cours le 31 décembre 1954?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est notoire que les bons du Trésor atteignent, en règle générale, leur point le plus élevé au cours des mois d'octobre, novembre et décembre (date mentionnée). Il convient de noter que les revenus provenant de la taxe sur les corporations (profits et capital) ne sont en grande partie payés qu'en janvier, mars et mai.

Lorsque le gouvernement actuel a pris l'administration de la province, au mois de septembre 1944, il a dû s'occuper de payer des bons du Trésor émis par le gouvernement Godbout pour un montant de \$35,250,000, avec en plus une somme de \$2,010,000 représentant des chèques soutirés, c'est-à-dire des chèques donnés par le gouvernement Godbout sans dépôt correspondant à la banque.

Le 31 mars 1954, les bons du Trésor en cours s'élevaient à la somme de \$48,500,000, quant à l'administration courante. En outre, il y avait \$12,000,000 de bons du Trésor représentant des octrois accordés dans les domaines de l'éducation, de la santé publique et de la législation sociale et payés à même le fonds consolidé, en anticipation du revenu mentionné au chapitre 17, 2-3 Elizabeth II, loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements. Le 17 janvier 1955 une somme de \$14,500,000 a été remboursée.

**Permis de la Commission des liqueurs,
Labrieville**

M. Lafrance (Richmond): 1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle accordé un permis pour la vente:

a. de la bière et des vins?

b. des liqueurs alcooliques?

à Labrieville ou dans un rayon de 5 milles de ses limites?

2. Dans l'affirmative, au nom de qui ledit permis a-t-il été émis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
a. et *b.* Aucun dans un rayon de 5 milles de Labrieville.

Un permis de club a été accordé dans la ville de Labrieville au nom de Edmond-Arthur Lemieux,

un employé de l'Hydro-Québec, et cela, pour le bénéfice du Club social de Labrieville.

**Permis de la Commission des liqueurs,
Murdochville**

M. Lafrance (Richmond): 1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle accordé un permis pour la vente:

a. de la bière et des vins?

b. des liqueurs alcooliques?

à Murdochville ou dans un rayon de 5 milles de ses limites?

2. Dans l'affirmative, au nom de qui ledit permis a-t-il été émis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
a. et *b.* Aucun dans un rayon de 5 milles de Murdochville.

Quant à Murdochville, un permis d'hôtel "A" a été accordé à Copper Mountain Hotel inc., au nom de Rupert Girard et un permis de vente de bière dans une épicerie a été accordé au nom de Joseph Clément Charrier.

Projets de loi:**Code municipal**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que le bill 38 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Ledit code est modifié en y ajoutant après l'article 119, le suivant:

"119a. Nonobstant les dispositions des articles précédents, le défaut d'accomplissement des formalités prescrites pour la convocation d'une session du conseil ne peut être invoqué lorsque tous les membres du conseil présents dans la municipalité y ont assisté."

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela va permettre de profiter de l'absence d'un conseiller municipal pour passer des choses. On devrait stipuler que cet article ne vaudra que pour les cas d'urgence. Cette absence d'avis est un danger formidable. Cet article va servir à faire voter des choses contentieuses une fois qu'on aura pris les moyens d'éloigner de la municipalité des échevins qui y seraient opposés. Depuis toujours, on a exigé un avis. Pourquoi enlever cette protection?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Cet amendement a été approuvé par l'Union des conseils de comtés qui groupe les représentants de plus de 65 des comtés de la province et ne cause de préjudice à personne. J'aime mieux l'opinion de ces gens qui ont une expérience vécue en ce domaine que celle du député de Saint-Maurice.

Ils doivent savoir mieux que le député ce dont ils ont besoin. D'après l'amendement, on exige le quorum et la présence de tous les conseillers qui sont dans la municipalité à ce moment. Que veut-on de plus.

Discuter plus longtemps serait inopportun. Il s'agit de permettre de prendre des décisions urgentes, sans attendre que l'absent revienne d'Europe ou de Floride.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas le ministre des Affaires municipales qui va décider de la longueur des débats. Ce qui arrive, c'est que le gouvernement se cache, comme d'habitude, derrière un groupe.

Dans ce cas-ci, c'est l'Union des conseils de comté. La loi amendée va permettre de jouer à la cachette dans les municipalités. C'est une disposition arbitraire à laquelle nous nous opposons avec vigueur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice a une manière bien à lui de discuter de cette loi. Le député en profite pour laisser entendre que les conseillers municipaux ne sont pas honnêtes. Molière disait que les mauvaises intentions sont comme des pièces d'argent. On n'en prête aux autres que lorsqu'on en a soi-même.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les actions du député de Saint-Maurice seront jugées par ses électeurs et non par le premier ministre. Le chef du gouvernement laisse entendre que je méprise les conseillers municipaux. Loin de moi cette pensée. Il y a des lois concernant les fraudes municipales; cela ne veut pas dire que toute la population viole la loi si on la discute. Je persiste à prétendre que cette loi est un danger formidable et qu'elle est contraire à tous les principes qui doivent gouverner les assemblées délibérantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député prouve qu'il ne connaît pas le Code municipal. S'il le connaissait, il saurait qu'il y a un article qui dit que l'on peut se dispenser de l'avis si les personnes qui doivent recevoir cet avis sont au courant des matières couvertes par cet avis.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Ledit code est modifié en y ajoutant, après l'article 249, le chapitre et les articles suivants:

"Chapitre premier a

"Du terme de trois ans et du remplacement des membres du conseil dans ce cas

"249a. Nonobstant les articles 81 et 82, le conseil peut, par règlement, décréter que la durée des fonctions du maire et des conseillers sera à l'avenir de trois ans.

"Un tel règlement n'a d'effet qu'après avoir été approuvé par la majorité des électeurs ayant voté à cette fin et par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les six mois du vote des électeurs."

"Il entre en vigueur à la première élection générale qui suit son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil."

"249b. Lorsqu'un règlement adopté en vertu de l'article 249a est mis en vigueur dans la municipalité, le mandat du maire et des conseillers alors en fonctions expire à l'époque de l'élection générale qui suit la mise en vigueur de ce règlement, sous réserve de l'article 84 quant au maire."

"249c. Les membres du conseil élus lors de cette première élection le sont pour les termes suivants:

a. le maire, pour trois ans;

b. deux conseillers, pour un an; deux autres, pour deux ans; les deux derniers, pour trois ans.

Le terme de chacun des membres du conseil, y compris le maire, élus à toute élection subséquente, est de trois ans."

"249*d*. Les noms des conseillers mentionnés au paragraphe *b* de l'article 249*c* doivent être tirés au sort à l'époque et suivant la procédure mentionnée à l'article 249."

L'honorable M. Prévost (Montmorency) explique l'article.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose d'amender cet article pour éviter des frais aux municipalités. Il s'agit d'une demande de l'Union des conseils de comtés qui désire supprimer la nécessité de faire approuver le règlement par les électeurs. Un référendum comporte toujours des dépenses considérables. Cette disposition nouvelle n'entrera en vigueur qu'après les prochaines élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) approuve cette suggestion. Un tel règlement aura effet après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Cela supprime la consultation des électeurs. C'est notre devoir de faire écho à l'Union des conseils de comté qui représente la plus grande partie des municipalités rurales du Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) proteste contre l'amendement, car c'est le conseil municipal qui décidera lui-même la longueur du mandat de ses membres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province de Québec se développe constamment et il est bon que le mandat des conseillers municipaux soit maintenant de trois ans pour qu'ils ne soient pas toujours buttés aux problèmes électoraux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le lieutenant-gouverneur en conseil sonde l'opinion publique avant de donner son approbation au règlement, on peut se demander pourquoi on ne commencerait pas par consulter les électeurs. Pourquoi toujours faire intervenir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil dans des choses relevant de l'autorité des électeurs comme le dit l'article 5?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'est pour mieux suivre l'exécution de la procédure. Il faut que le ministre sache ce qui se passe.

M. Pinard (Drummond): S'il s'agit seulement de compléter les dossiers, on n'a qu'à exiger le dépôt pur et simple.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il s'agit d'une procédure qui date de longtemps, bien avant que l'Union nationale ne prenne le pouvoir. C'est une formalité que nous n'avons pas inventée, qui se trouve déjà dans la loi des cités et villes et dont personne n'a jamais eu à se plaindre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette procédure d'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil favorise les corporations municipales qui obtiennent de meilleurs prix, quand il s'agit de vendre des obligations.

M. Pinard (Drummond): Cela peut porter au chantage!

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Si le député veut parler de chantage dont a été victime le bureau de mon père et le mien, sous l'ancien régime, on en apprendra de belles!

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "la majorité des électeurs ayant voté à cette fin et par".

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit: "6. L'article 260 dudit code est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"En recevant ce bulletin, le président de l'élection doit l'examiner et déclarer sur-le-champ s'il le considère valide ou non et mettre sa déclaration à effet, en y inscrivant, sous sa signature, le mot "admis" ou le mot "rejeté"."

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le but de l'article du bill est de consacrer le principe que le président d'élection ne peut pas remplacer le juge, le président doit se contenter, pour décider s'il y a de rejeter oui ou non, de se baser sur la façon dont les formalités requises ont été respectées. Il n'a qu'à statuer sur la forme.

M. Hamel (Saint-Maurice): Du moment que le président a le droit d'accepter ou de rejeter un bulletin, il se trouve à porter un jugement. Autrefois, il devait expliquer les motifs de sa décision. Maintenant, il ne le devra plus. Je crois que ce n'est pas juste pour le candidat dont le bulletin est rejeté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Les présidents d'élection s'imaginaient parfois qu'en donnant des motifs admissibles au point de vue juridique, ils se trouvaient fondés à rejeter des bulletins. Or, ils n'ont à statuer que sur la forme. L'officier qui rejette un bulletin n'a qu'à vérifier que toutes les formalités ont été remplies et accepter les papiers de nomination. Il ne doit pas agir en tant que juge en décidant si le candidat est éligible pour quelque raison que ce soit.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 16 sont adoptés.

Les articles 11, 12, 13, 14, 15, 16 ainsi que le préambule sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des
opticiens d'ordonnances**

M. Ducharme (Lavolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la loi des opticiens d'ordonnances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 concernant l'École polytechnique de Montréal;

- bill 34 relatif aux problèmes de la voirie provinciale;

- bill 35 concernant la ville de Mégantic, dans le district électoral de Frontenac;

- bill 36 modifiant la loi de la chasse;

- bill 42 modifiant le préambule de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;

- bill 164 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, diocèse de Joliette;

- bill 178 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 181 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos;

- bill 182 changeant le nom de l'Association de la communauté d'Asbestos (Asbestos Community Association) en celui de Centre récréatif d'Asbestos (Asbestos Recreation Centre) et accordant une exemption de taxes à cette corporation de même qu'à l'Association athlétique amateur d'Asbestos;

- bill 186 accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

- bill 192 constituant en corporation de ville la corporation de la Petite-Rivière, comté de Québec;

- bill 197 changeant le nom de Mabel Webber en celui de Mabel Webber Daniel;

- bill 198 confirmant le titre de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy à un certain immeuble de Saint-Martin, comté de Laval;

- bill 206 modifiant la charte de La ville d'Alma;

- bill 210 concernant la ville de Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd.;

- bill 213 concernant le testament d'Arthur Bouvier;

- bill 234 modifiant la charte et définissant les pouvoirs de Le Club Shawinigan;

- bill 235 modifiant la loi médicale de Québec;

- bill 237 concernant le droit d'expropriation par Québec-Téléphone et la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent Limitée;

- bill 238 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi et concernant la municipalité du canton de Chicoutimi.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 188 concernant Pêcheurs Unis de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a. en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "les articles suivants" par les mots "l'article suivant";

b. dans la version anglaise seulement:

b. by replacing in the third line of subsection 16*a*, the word "regulation", by the word: "by-law".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme article 3:

"3. Les articles 25, 26, 27 et 28 de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 280), s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la société."

3. L'article 3 devient l'article 4.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 219 concernant l'Institut Albert Prévost, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a. en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot "infirmière", le mot "licenciée".

2. Dans la version anglaise seulement:

Section 4 is amended:

a. by replacing, at the end of paragraph *a*, the words "nurses and nurses' assistants, by the following words: "registered nurses and practical nurses";

b. by replacing in the fourth and the fifth lines of paragraph *d*, the words "nurses and nurses' assistants, by the following words: "registered nurses and practical nurses".

3. L'article 11 est modifié:

a. en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot "infirmière", le mot "licenciée";

b. en ajoutant dans la quatrième ligne, après le mot "auxiliaire", le mot: "diplômées".

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 15 comme article 16:

"16. Les administrateurs en fonction au moment de l'adoption de la présente loi exerceront leurs pouvoirs jusqu'à l'élection du nouveau conseil d'administration par l'assemblée générale des membres de la corporation."

5. L'article 16 devient l'article 17.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 241 concernant les commissaires d'écoles pour la

municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est biffé.

2. Les articles 3 et 4 deviennent les articles 2 et 3.

Projets de loi:

Pêcheurs Unis de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 concernant Pêcheurs Unis de Québec.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Institut Albert Prévost

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 219 concernant l'Institut Albert Prévost.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Kénogami

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 241 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Demandes de documents:

Projet de code du travail

M. Bélanger (Lévis) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tout projet de code du travail remis au gouvernement de cette province, à un de ses fonctionnaires ou officiers, par le Conseil supérieur du travail, ou un de ses comités ou officiers, au cours de l'année 1953.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) attire l'attention de cette Chambre sur cette motion du député de Lévis et la rejette². Il déclare qu'il a déjà dit au député de Lévis qu'il n'est pas dans l'intérêt public de déposer le document demandé présentement.

La motion proposant que le document soit déposé est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemarre, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 55.

Ainsi, la motion est rejetée.

Assistance aux personnes âgées et aux mères nécessiteuses dans Wolfe

M. Lemieux (Wolfe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de:

1. La liste contenant les noms, prénoms et adresses des personnes du comté de Wolfe qui ont reçu, au cours de l'année civile 1954, l'assistance accordée aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans, avec en regard de chaque nom le montant reçu par chaque personne.

2. La liste contenant les noms, prénoms et adresses des personnes du comté de Wolfe qui ont reçu, au cours de l'année civile 1954, l'assistance accordée aux mères nécessiteuses, avec en regard de chaque nom le montant reçu par chaque personne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare que ces renseignements sont d'ordre confidentiel et le gouvernement ne peut, en conséquence, se rendre à la demande du député de Wolfe (M. Lemieux).

La motion proposant que les documents soient déposés est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemarre, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 55.

Ainsi, la motion est rejetée.

Questions et réponses:

Établissement de fils de cultivateurs dans Gaspé-Sud

M. Lemieux (Wolfe): 1. Quels sont les nom, prénoms et adresse de chacune des personnes du comté de Gaspé-Sud, auxquelles ont été payés des montants en vertu de la politique d'établissement de fils de cultivateurs, au cours des années 1952 et 1953?

2. Quel montant a été payé à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Barré (Rouville):

Adams, Harvey	Cortéreal.....	\$100.00
Alain, Onias	Anse-au-Griffon	200.00
Bisson, Zénon	Petite-Riv.-Ouest.....	200.00
Blanchette, Michel	Cap-des-Rosiers	100.00
Boulay, Henry	Anse-au-Griffon	100.00
Boulay, Thomas	Jersey Cove	100.00
Cassivi, Camille	D'Aiguillon	100.00
Cassivi, François	Cap-des-Rosiers	200.00
Deraiche, André	St-François de Pabos... ..	100.00
Deschesne, Marcellin	Knox Bridge	200.00
Duguay, Xavier	Knox Bridge	100.00
Ferguson, Walter	Cap-des-Rosiers-Est....	100.00
Fortin, Charles	Cap-aux-Os	100.00
Fortin, Théodore	Jersey Cove	100.00

Grenier, Joseph.....	Newport Centre	\$200.00
Hayes, Robert	Little Pabos.....	200.00
Jones, Damase	Rail Office	200.00
Laflamme, Roger.....	Rivière-au-Renard	200.00
Langlais, Mme J.-E	Petit Pabos	100.00
Lapierre, Joseph	Sainte-Thérèse, r.r. 1... ..	100.00
Lapierre, Sigefroid.....	Saint-Isidore	100.00
Lapierre, Thomas	Saint-Isidore	100.00
Levesque, Ambroise....	White Head, Percé.....	200.00
Loiselle, Frank.....	Sainte-Adélaïde	100.00
Malouin, Mme J.-B	Anse-au-Griffon	100.00
McGregor, James	Seal Cove.....	200.00
Ouellet, Alphonse.....	Cap-aux-Os.....	100.00
Perry, Camille.....	Cap-des-Rosiers.....	100.00
Perry, Joseph	D'Aiguillon	100.00
Perry, J.-Alfred.....	Cap-des-Rosiers.....	100.00
Philibert, Élie.....	Rivière-au-Renard	100.00
Pipon, Joseph.....	Anse-au-Griffon	100.00
Piton, Wilfrid.....	D'Aiguillon	100.00
Simoneau, Magloire....	Percé, B.P. Flynn	100.00
Sylvestre, Philippe.....	Rivière-au-Renard	100.00
Travers, Aurel.....	Newport	100.00

Subsidés:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions cent trente-quatre mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le coût de l'enseignement est trop élevé pour qu'un père de famille de deux, trois ou quatre enfants puisse en supporter le coût.

Il (M. Lapalme) blâme le gouvernement pour sa politique d'octrois qui force les commissions scolaires à plier le genou devant le représentant du gouvernement dans les comtés. Il faudrait une

politique de barèmes, dit-il, afin que les commissions scolaires sachent à quoi s'en tenir.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je sais ce que le premier ministre va me répondre: Que le gouvernement a acheté les dettes des commissions scolaires, que le gouvernement a dépensé des montants colossaux pour sauver l'éducation de la ruine. Mais ce n'est pas ici le montant voté qui est mis en cause. Il s'agit du principe malsain que représente le système des octrois et subventions. L'Union nationale a réellement fait peu pour l'éducation et ce qu'elle a fait, elle l'a mal fait. La situation actuelle, poursuit-il, demeure alarmante. Et ce n'est pas avec des octrois qu'on l'améliorera. Le système d'octroi est arbitraire et condamnable. Les octrois sont distribués selon l'humeur de celui qui les distribue.

Quand on parle de subsides sous le gouvernement actuel, on ne se contente pas de la tente d'oxygène, mais on met en plus des menottes aux patients avant de les installer sous ladite tente. Le système actuel des octrois discrétionnaires est arbitraire et condamnable parce qu'il dépend de l'humeur de celui qui les distribue et non des besoins des commissions scolaires. C'est un système d'insécurité et d'esclavage. Il n'y a pas de plan défini. Nous subissons une politique de gémissements. On est obligé de faire la courbette pour les avoir.

C'est un système centralisateur parce qu'il présuppose la volonté d'un seul homme pour dispenser le souffle de vie ou de mort aux commissions scolaires. Il attente à la liberté de pensée, parce que pour les obtenir il faut vanter le gouvernement. Comme tout système centralisateur, il conduit à la dictature. Comme remède, les subventions devraient dépendre d'un plan défini pour la distribution des octrois, non selon l'humeur d'un homme, mais selon les besoins des commissions scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)³:

Le député de Jeanne-Mance se laisse aveugler par la partisanerie politique qui l'empêche probablement de voir les faits. Les faits, c'est, par exemple, qu'en 1946, après 44 ans de régime libéral, toutes les commissions scolaires de la province étaient aux portes de la banqueroute. Elles n'avaient pas d'argent pour payer les professeurs, pour faire des constructions et encore moins, pour leur accorder des augmentations de salaires.

À Montréal, comme à Québec et ailleurs, les dettes scolaires nuisaient au crédit des municipalités et menaçaient les propriétaires. Quand elles venaient demander de l'aide au gouvernement, on leur donnait

le pouvoir d'emprunter, indépendamment de la couleur politique de leurs membres. On creusait leur abîme au lieu de le combler. Pour remédier à la situation, le gouvernement est venu au secours des corporations scolaires en assumant plus de \$100,000,000 de leurs dettes scolaires. Ce geste représentait tout de même quelque chose. Au lieu de creuser un abîme, il a comblé celui qui existait.

Et de l'avis du député, nous n'avons rien fait. Les commissions scolaires ont été libérées de l'obligation de rencontrer le paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement sur leurs dettes. Plus de 92 % des commissions ont demandé et obtenu de se prévaloir de la loi. Même les plus rouges ont bénéficié de cette aide efficace. Et pourtant, le député de Jeanne-Mance prétend que le gouvernement n'a rien fait.

Les évêques, les chefs civils, les plus grands éducateurs, les principaux journaux de la province ont félicité le gouvernement de ce qu'il a accompli dans le domaine de l'éducation. On pourrait citer des témoignages approuvateurs de tous les évêques, d'un archevêque anglican, de tous les journaux de la province et des chefs religieux et civils. Depuis 1944, nous avons construit 10,000 nouvelles classes. Nous avons mis \$12,000,000 par an au service des commissions scolaires. C'est dans la province de Québec que l'éducation a fait le plus de progrès. Il n'est que de parcourir la province pour se rendre compte de ce qui a été accompli. Il n'y a actuellement aucune région de la province qui n'ait son école pour répondre à ses besoins.

Pas un gouvernement en Amérique du Nord n'a autant fait pour l'éducation, pas un endroit en Amérique n'a connu autant de progrès dans ce domaine. Et, les octrois sont encore augmentés cette année. C'est que le gouvernement se rend compte qu'il y a encore quelque chose à faire. Pas une région de la province n'est dépourvue d'école aujourd'hui. Et cependant, le député de Jeanne-Mance ne s'en est pas aperçu. Pas étonnant que ceux qui n'ont rien vu de tout cela siègent là où ils sont aujourd'hui. Que le député de Jeanne-Mance (M. Noël) se donne seulement la peine de regarder et il verra que les progrès dans Québec sont insurpassables.

Ceux qui ne faisaient rien ne devraient point critiquer ceux qui font quelque chose. Si le député de Jeanne-Mance veut faire de la petite politique, qu'il ait au moins la décence de ne pas nier tout ce que le monde voit. Néanmoins, il y a encore des progrès à réaliser et le gouvernement continue sa besogne. S'il lui était possible d'éclairer le député de Jeanne-Mance, le gouvernement ferait volontiers voter un octroi additionnel à la commission scolaire de sa localité.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) réplique qu'il avait prévu le discours du premier ministre.

Le premier ministre aurait pu ajouter que les commissions scolaires, libérées de leurs dettes, ont déjà réussi à accumuler un fardeau d'environ \$130,000,000. Et que dire des salaires de famine payés à nos instituteurs et institutrices? La situation du corps professoral est simplement lamentable. Ce sont les gens les plus mal payés de toutes les provinces de la Confédération. Pendant qu'une teneuse de livres dans la province obtient un salaire hebdomadaire moyen de \$46.90, que le salaire hebdomadaire d'un commis général de bureau est de \$47.43, celui de l'institutrice est de \$20.91. La comparaison avec les salaires payés aux sténographes, aux télégraphistes, aux dactylos n'est guère plus favorable. D'ailleurs, les plus hautes autorités religieuses déplorent ces salaires anormalement bas.

Ces bas salaires n'incitent point les instituteurs et institutrices à faire de l'enseignement une carrière. Devant ce manque de stabilité et de sécurité, on ne peut leur en faire grief. Les salaires payés aux instituteurs dans le Québec sont bien inférieurs à ceux de l'Ontario. L'écart est encore plus grand que dans les cas précédents: un instituteur torontois de 19 ans d'expérience retire \$6,400 par année contre \$3,500 pour l'instituteur catholique montréalais. L'écart entre les salaires payés aux instituteurs catholiques et ceux consentis aux instituteurs protestants à Montréal est de \$1,000 en faveur de ces derniers. Ces derniers gagnent \$2,350 après un an contre \$2,200 pour leurs confrères catholiques après 16 ans; l'écart est de \$5,000 à \$4,000 en faveur des instituteurs protestants.

Et lorsque l'Alliance réclame des salaires semblables pour éducateurs catholiques et protestants, que fait-on? On invoque les bills 19 et 20. Et ces instituteurs de Québec ne doivent pas élever la voix contre l'Union nationale s'ils ne veulent pas être menacés de représailles indirectes. Pas étonnant qu'instituteurs et institutrices, incapables de se faire entendre dans la province, ne restent pas dans l'enseignement! Car en plus de croire en un seul Dieu, il faut maintenant croire en un seul homme. Tout cela, pendant que les instituteurs et institutrices de la province continuent à être les plus mal payés au pays.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député a fait des déclarations très expressives. Il a dit que les chiffres ne sauraient mentir. Pourquoi ne s'en est-il pas tenu à un seul chiffre? Cela aurait été plus exact. Il a dit que les dettes scolaires se chiffraient au

montant de \$130,000,000, mais il n'a pas dit que le gouvernement garantit la moitié de ce montant. Il a oublié que le gouvernement a donné \$350,000,000 à \$400,000,000 pour de nouvelles écoles. Il est profitable pour un propriétaire d'emprunter \$130 pour acheter une propriété de \$400. Si le député avait lu un tant soit peu, il se serait rendu compte que la pénurie de professeurs existe non seulement dans tous les pays, dans les autres provinces, mais aussi aux États-Unis, le pays le plus riche de l'univers.

Cette situation est due à des circonstances dont les gouvernements ne sont pas responsables. Les traitements payés aux instituteurs et institutrices sont meilleurs qu'autrefois. Au temps des régimes libéraux, dans le temps du député, une institutrice en campagne gagnait entre \$60 et même \$120 par année alors que le professeur de Montréal gagnait entre \$1,000 et \$1,200. Depuis 1944, les salaires des instituteurs et institutrices ont été augmentés d'au-delà de \$25,000,000.

Le député de Jeanne-Mance (M. Noël) a parlé de stabilité et de sécurité. Est-ce qu'il y a une profession où il y a plus de stabilité et de sécurité que dans celle du professeur? Qu'il y ait guerre ou non, dépression ou non, il faut des professeurs. En cas de maladie ou de démission, un professeur reçoit immédiatement de l'aide ou une pension que le gouvernement paie en partie. Et le gouvernement souscrit généreusement à ce fonds de pension.

Le député voudrait avoir une politique avec barème. Ce serait trop rigide. Nous n'avons pas besoin de barème, nous procédons avec bon sens! Nous donnons aux commissions scolaires selon les circonstances et les besoins. Nous procédons tellement bien que M. le docteur L.-P. Roy, membre de la Commission scolaire de Giffard, a déclaré que jamais le gouvernement de l'Union nationale n'était intervenu directement ou indirectement dans l'octroi des montants que nous avons accordés pour la construction d'écoles à Giffard. Le député de Jeanne-Mance veut faire parler de lui, c'est clair. Avec des déclarations comme celles qu'il vient de faire, il va certainement faire parler de lui et je n'envie pas son sort⁴.

(Silence dans la Chambre)

M. Bélanger (Lévis): La Fédération des commissions scolaires s'est prononcée en faveur d'octrois statutaires dans le domaine de la construction d'écoles. On ne peut mettre de côté l'opinion des commissions scolaires au sujet de l'intervention du gouvernement dans l'octroi des contrats de construction d'écoles. Les commissions

scolaires réclament des octrois statutaires. Il arrive que les députés du parti au pouvoir ou des anciens députés ont un rôle important à jouer dans la distribution de ces contrats et des octrois. Il y a des demandes répétées en faveur des octrois statutaires; tous ceux qui s'intéressent à la cause de l'éducation sont en faveur d'octrois statutaires.

Le premier ministre a dit qu'avec les octrois le gouvernement a réglé les problèmes des commissions scolaires. Dans le temps des libéraux, elles avaient \$96,000,000 de dettes; elles en ont aujourd'hui pour \$121,000,000 et il faudrait ajouter à cela \$15,000,000 pour la dernière année fiscale, on arriverait alors à un montant de \$136,000,000. On va nous dire, après cela, qu'on a réglé le problème. Les octrois promis sont d'environ \$55,000,000, ce qui veut dire qu'il reste encore une dette de \$80,000,000.

Il y a encore un point bon à noter. Aujourd'hui, on construit de grosses bâtisses voyantes, on tend vers la centralisation de l'école. On construit une école au lieu de six ou sept. Dans certains cas, on a abusé. La centralisation, là où elle est praticable, est une bonne chose, mais il faut tenir compte de l'intérêt des enfants. Les grosses constructions, dont le gouvernement se vante, ne sont pas toujours des œuvres dont il peut se glorifier au point où il le fait. En 10 ans, les commissions scolaires ont assumé presque autant de dettes que de 1867 à 1944.

Il n'y a pratiquement pas une seule école dans la province, si elle a été construite avec des octrois du gouvernement, qui n'ait pas fait augmenter la dette scolaire. Il n'est pas un endroit où ces octrois sont accordés avec le même barème. Il devrait y avoir un système d'octrois statutaires garantissant aux commissions scolaires des sources de revenus fixes. Il y a moyen de fixer un barème statutaire pour que les commissions scolaires puissent compter au moins sur un minimum, quitte au gouvernement d'accorder davantage dans les cas spéciaux. Les octrois devraient être payés comptant et non échelonnés sur une échelle de 10 ans, pour éviter des frais coûteux de financement.

M. Goulet (Témiscamingue) affirme que, dans son comté, on fait certainement de la politique avec les octrois et les constructions d'écoles. C'est à ce point qu'en 1948, par exemple, l'ancien député, M. Nil-Élie Larivière⁵, a donné un contrat pour la construction d'une école de rang, pour la construction d'une école sans l'autorisation de la commission scolaire. Ça continue et M. Nil-Élie Larivière envoie des lettres aux commissions scolaires pour les aviser de ne pas demander de soumissions publiques par la

voie des journaux ou de la radio, mais de procéder plutôt par invitation.

Le député (M. Goulet) lit une lettre adressée depuis aux corporations scolaires par M. Larivière, relativement aux constructions d'écoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pourquoi attaquer ceux qui ne sont pas en Chambre pour se défendre? La politique du gouvernement est démocratique. Celle que l'opposition préconise est automatique. Nous préférons la démocratie. La preuve que nous ne faisons pas de politique avec les octrois, c'est qu'en 1953-1954, nous avons accordé pour \$746,418 dans Jacques-Cartier, pour \$393,666 dans Richmond et pour \$842,086 dans le comté de Québec⁶. Il y en a eu d'autres, je pourrais multiplier les exemples, et cela prouve que la politique n'a rien à voir dans l'administration des affaires scolaires sous l'Union nationale. Nous sommes particulièrement heureux (avec humour) de favoriser les comtés représentés par l'opposition. Plus les électeurs de ces comtés seront instruits, moins les députés qui les représentent actuellement auront des chances de revenir ici.

M. Lemieux (Wolfe) nie cette affirmation et il apporte l'exemple de Bishopton, dans son comté. La municipalité scolaire avait eu la promesse d'un octroi de 80 % en 1952, dit-il, mais après les citoyens, parce que le comté avait changé de politique, l'octroi a été réduit au point que la corporation scolaire est en déficit et que le taux de la taxe scolaire est rendu à \$3.05 du cent.

M. Dupré (Verchères) reproche au ministre de ne pas envoyer directement les octrois aux commissions scolaires, mais de les distribuer par le truchement d'intermédiaires, députés ou agent de l'Union nationale, qui tardent parfois à les transmettre pour obtenir que les travaux soient confiés à des entrepreneurs de leur choix. Un cas du genre qui s'est produit, dit-il, à McMasterville près de Belœil, dans mon comté. Sans mon intervention, les travaux auraient été confiés aux frères du président de la commission scolaire et ils auraient coûté quelque \$12,000 plus cher.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

**Budget des dépenses
1955-1956**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions cent trente-quatre mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères) reproche aux candidats défaits de l'Union nationale et aux organisateurs du parti au pouvoir de faire servir les octrois aux fins du parti. Quand un octroi est accordé, dit-il, on devrait en aviser le secrétaire de la commission scolaire et non pas un organisateur politique. On a même vu un organisateur de l'Union nationale garder un chèque dans sa poche durant huit mois en attendant les élections, pendant que la commission scolaire payait des intérêts. Il (M. Dupré) demande au premier ministre s'il approuve cela et s'il va donner des ordres pour que cela cesse.

Je partage l'avis du député de Lévis (M. Bélanger) au sujet de la centralisation des écoles. J'ai déjà pensé que ce système pouvait avoir du bon, mais j'en reviens. Car j'y vois le danger que notre jeunesse agricole perde le peu qui lui reste de mentalité rurale. Nous devrions garder nos écoles du rang.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis contre la centralisation des écoles!

M. Dupré (Verchères): Les faits ne démontrent pas cela. On doit garder l'école du rang si on veut continuer d'enseigner l'amour de la terre aux enfants des cultivateurs.

Il demande au premier ministre de répondre aux questions qu'il a posées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai toujours été opposé à cette centralisation, je le suis encore et je le serai toujours, car l'école du rang est essentielle. Mais il y a des exceptions qui confirment la règle.

M. Lafrance (Richmond): Québec ne consacre que 19 % de son budget à l'éducation, cependant qu'en Ontario c'est 31 %⁷ et 50 % en Colombie-Britannique. Les salaires des instituteurs et des institutrices sont pitoyables. Il y a trop d'enfants qui quittent l'école avant 14 ans. Il y a 20,000 jeunes enfants de moins de 14 ans dans le Québec qui ne vont pas à l'école et 75 % de tous nos écoliers ne dépassent pas la septième année. C'est là une situation alarmante imputable en partie au fait que la loi de l'éducation obligatoire n'est pas appliquée.

Pour remédier à cela, l'école devrait être obligatoire jusqu'à 16 ans conformément au vœu des autorités religieuses. Il faudrait rétablir la gratuité scolaire mise en vigueur en 1940, mais abolie en 1949. Certaines régions du Québec bénéficient de la gratuité des manuels scolaires, mais la majorité de la population doit acheter les manuels. Il faudrait aussi uniformiser les manuels dans toute la province. Il en coûte trop cher aux parents chaque année.

La partisanerie dans les octrois scolaires est une véritable influence et notre éducation est de plus en plus sous la botte de la politique. Le système actuel prête au marchandage et la politique est installée à tous les stades de l'éducation. La façon dont on distribue les octrois est une véritable influenza et les commissaires d'écoles sont devenus des fonctionnaires du gouvernement, de simples chauffeurs de fournaises.

Il (M. Lafrance) réclame pour les commissions scolaires des revenus suffisants pour leur éviter de quêter continuellement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De l'avis des plus hautes autorités religieuses et civiles, aucun gouvernement n'a fait autant pour l'éducation que le gouvernement actuel. Mais il ne faut pas asservir l'enseignement à la politique. Le meilleur moyen de mettre l'éducation sous la botte politique, c'est de faire payer toutes les dépenses par

le gouvernement. Les parents ont des devoirs en matière d'éducation et ils doivent faire leur part. Si l'on veut faire des Canadiens français une race indigne de leurs aïeux, qu'on continue de dire que le gouvernement doit tout faire.

Le paternalisme d'État peut faire des dommages incalculables et il ne mène qu'au tombeau. Jamais la jeunesse n'a eu autant d'avantages qu'aujourd'hui. Nous payons des millions de dollars en bourses d'études. À entendre certaines gens, il faudrait que le gouvernement paie les écoles, qu'il paie les livres et qu'il paie les études.

Il (M. Duplessis) proclame qu'il a lui-même gagné ses cours, dans le temps qu'il fréquentait le collège, et il a dû travailler pour faire ses études. Personne ne m'a payé des bourses, dit-il. J'ai appris sur les bancs du collège que la gratuité des livres et l'instruction obligatoire étaient des doctrines prêchées par Godfroy Langlois et qu'elles étaient antireligieuses, maçonniques. La responsabilité de l'éducation incombe d'abord aux parents et le gouvernement n'est là que pour les assister.

En outre, la gratuité des livres répugne au bon sens. Les livres qui ne coûtent rien ne valent rien. À preuve, lorsque les manuels sont gratuits, on les retrouve parfois dans les égouts ou dans la rue. Nous avons constaté que les enfants les déchiraient ou les jetaient dans les fossés. Il est juste que les parents fassent leur part si nous voulons que les Canadiens français soient une race digne de ses ancêtres. Je dis que la théorie de l'opposition n'est pas digne de nos aïeux, de notre histoire ni conforme à la véritable mentalité canadienne-française.

Dans le comté de Richmond, le gouvernement a donné en 1952-1953, \$393,000 pour l'éducation. Jamais le gouvernement n'a regardé les couleurs politiques de celui qui réclamait un octroi, lorsqu'il s'est agi de cette cause. Plusieurs protestants ont proclamé que jamais un gouvernement n'a autant fait pour l'éducation que le gouvernement actuel. Il (M. Duplessis) cite les témoignages du chancelier et du vice-président de McGill qui ont dit qu'aucun gouvernement n'a fait autant pour l'éducation que le gouvernement actuel⁸.

Il est incontestable qu'il y a encore beaucoup à faire, c'est évident, mais nous avons fait infiniment plus en 10 ans que tous les régimes précédents en 50 ans. On ne peut réparer en sept ou huit ans le mal qui a été fait pendant près de 50 ans d'incurie. Je pourrais citer encore bien des témoignages. L'opposition peut critiquer, nous allons continuer à bâtir des écoles, nous allons la laisser dans sa critique stérile et sa campagne de dénigrement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne voudrais pas allonger la discussion sur les crédits de l'instruction publique. Dans sa dernière déclaration, le premier ministre laisse paraître qu'il ne s'agit pas de la cause de l'éducation que nous discutons ici, mais celle d'un parti politique. Il parlait à la suite des remarques du député de Richmond (M. Lafrance) de la théorie anticléricale enseignée à l'âge maçonnique. On a eu la gratuité des livres à un moment donné dans la province à cause de la part prise par les autorités religieuses en 1942. Ce sont des choses que l'on retrouve partout dans le monde et que l'on retrouve même dans la province de Québec, chez nos compatriotes de langue anglaise.

Le premier ministre dit qu'il est contre le paternalisme d'État! Soit. Les parents doivent assumer leur part de responsabilités! Très bien. Mais je dis que, gratuité ou non, les parents font plus que leur devoir à l'heure actuelle. En 1955, quelle est la situation des parents en face de l'école et des sommes à y dépenser? À chaque année, l'entrée dans les classes est un drame pour des milliers de parents qui s'interrogent douloureusement pour savoir comment ils assumeront la dépense du coût des livres.

Un homme qui gagne \$50 ou \$80 par semaine et qui a trois enfants aux études, c'est une impossibilité que de mettre un sou par semaine de côté, de préparer les enfants pour la classe, de les vêtir et de payer en plus les manuels scolaires. On se représente facilement la situation à laquelle il a à faire face au début de l'année scolaire. Avec le résultat que trop d'enfants abandonnent la classe trop tôt et ne reçoivent pas l'instruction qui leur serait nécessaire. C'est une chose qui ne devrait pas exister en 1955, dans une province riche comme la nôtre.

Nous nous sommes plaints et nous nous plaignons encore que les Canadiens français n'aient pas les postes de commande dans la province de Québec. Au moment où nous avons les revenus les plus élevés ou les octrois sont distribués par millions, les plus intéressés à la cause de l'éducation sont les parents d'abord, les instituteurs ensuite; l'enfant n'est qu'un dépendant, mais c'est lui qui subira les conséquences. Il n'y a pas de raison de croire que la masse des salariés soit en mesure de prendre le fardeau de la scolarité. Nous sommes des privilégiés, nous les députés. Nous avons des salaires de \$6,000 par année et il y en a parmi nous qui ne sont pas capables de mettre un sou de côté, ils ont la hantise de faire instruire leurs enfants.

Il est inconcevable, avec l'immense potentiel de la province, qu'il y ait encore des familles où l'enfant ne sera pas capable d'atteindre le niveau

d'éducation qu'il veut atteindre. Combien y a-t-il d'exemples d'élèves qui n'ont même pas pu terminer leur cours commercial! Il y a des gens qui ont plus de courage et parviennent quand même à s'instruire malgré les conditions: c'est ce qui explique les réussites. Mais on peut dire qu'aujourd'hui les parents sont obligés de se saigner à blanc pour donner à leurs enfants de l'éducation.

La concurrence rend la vie plus dure. Il est absolument nécessaire que les Canadiens français se rendent le plus loin possible dans le domaine de l'instruction pour occuper les postes auxquels ils ont droit. Et dans une période inflationnaire comme celle-ci, l'État doit aider les familles à porter leurs responsabilités. Nous ne voulons pas que l'État prenne la place des parents, nous voulons que le plus grand nombre d'enfants possible puisse passer à travers les difficultés de l'éducation. L'État a le devoir d'aider le plus grand nombre d'enfants possible parce que nos familles sont plus nombreuses et que les fardeaux sont plus lourds pour les parents. Il n'y a pas une province qui pourrait faire des comparaisons entre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui se produisait il y a 15 ans. Au point de vue des parents, nous avons reculé parce qu'on a mis sur leurs épaules une lourde charge.

Si nous dépensons des sommes énormes pour l'éducation, il est bon de se demander si cet argent est utilisé de la meilleure façon possible. Pourquoi ce régime d'octrois selon l'humeur du moment? Le premier ministre dit qu'on n'habille pas tous les membres d'une famille avec des habits de même grandeur. On a dit: Pourquoi pas des octrois statutaires? Pourquoi pas si l'on considère que des montants uniformes sont octroyés aux collèves classiques et ces collèves ne sont pas tous de la même grosseur. Je veux bien que l'on n'habille pas tout le monde avec le même habit. Mais il y a moyen de créer des barèmes applicables à la plupart des cas.

Que l'on fasse des classifications suivant le nombre d'enfants et la capacité de payer, et que l'on entre ces catégories dans la loi. Le gouvernement peut se garder une marge pour les cas spéciaux. Actuellement, tous les cas sont des cas spéciaux. Chaque année, les commissions scolaires sauront ce à quoi elles ont droit. Avec le régime actuel, quand un besoin surgit, les commissaires doivent commencer par se demander: Est-ce qu'on obtiendra les octrois dont on a besoin? Et c'est alors que les processions commencent. Je me demande pourquoi le gouvernement aime à s'embarasser de délégations sur délégations, alors qu'il en serait autrement avec des octrois statutaires. Est-ce que ce n'est pas surtout là qu'on reconnaîtrait le paternalisme d'État?

Cette discrétion qui s'exerce non seulement aux paliers supérieurs, mais aux paliers inférieurs, jette du discrédit sur la cause de l'éducation. Le premier ministre est certainement au courant de chicanes qui éclatent entre partisans de l'Union nationale et qui ont pour effet de faire attendre les commissions scolaires. Malgré les octrois statutaires, il y aura encore des besoins spéciaux, mais ils seront en moins grand nombre. Aujourd'hui, c'est toute la province qui doit venir solliciter des octrois. N'est-ce pas là ce qui constitue du paternalisme d'État? À qui fera-t-on croire que ces octrois n'attachent personne? Le gouvernement ne veut pas se contenter de garder une marge pour les cas spéciaux.

Si le gouvernement s'entête à refuser un système complet d'octrois statutaires à l'éducation, pourquoi n'accepterait-il pas au moins des barèmes pour une partie de ces octrois? En entendant les arguments du premier ministre, on se dit que le gouvernement croit qu'il a le meilleur système ou qu'il tient à garder une sorte de contrôle sur la distribution des octrois. En somme, le gouvernement veut que tous les cas soient des cas spéciaux pour le moment. Pourtant, l'éducation doit passer avant tout, avant les députés ou les candidats défaits. On doit concevoir les octrois pour l'éducation et non vice versa.

Ceux, parmi nous, qui ont des enfants, ne peuvent demeurer indifférents devant le cas de ces parents qui sont incapables de procurer à leurs enfants les facilités que nous, grâce à notre situation, pouvons leur accorder. De toute façon, la scolarité obligatoire et la gratuité des livres ne sont pas synonymes de paternalisme d'État. Ce n'est pas seulement l'opinion des libéraux, mais de nombreuses personnalités qui ne sont pas dans la politique. Nous ne convertirons sans doute pas le gouvernement dans une soirée, mais je dis que, par la force des choses, il viendra un moment où la gratuité des livres sera rétablie et où les échelles d'octrois entreront définitivement dans la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁹: Ce n'est pas mon habitude de parler bien longtemps. Je vais aller droit au but. Ceux qui prêchent au peuple de toujours compter sur l'État font plus de mal aux leurs que les ennemis avoués de la province. Et que l'on parle d'octrois discrétionnaires ou d'octrois statutaires, on ne doit pas oublier que tous proviennent du gouvernement. De tels octrois statutaires ne feraient qu'étouffer le sens de la responsabilité personnelle. Il n'y a pas deux pères de famille sur dix qui ne peuvent payer \$1.50¹⁰ ou \$2.00

par mois pour l'éducation de leurs enfants. Déclarer le contraire serait mettre en doute le courage de nos chefs de famille.

L'État a trop d'enfants pour être un bon père de famille¹¹. Si on arrive à noyer le sens de la responsabilité personnelle sous un déluge, on aura commis envers la race l'acte le plus dommageable qui se puisse concevoir. On met en doute la responsabilité des pères de famille en leur prêchant le paternalisme d'État. Les problèmes qui se posaient autrefois étaient autrement plus difficiles qu'aujourd'hui; et pourtant, ceux qui n'avaient pas les moyens d'action dont nous disposons aujourd'hui ont pu résoudre ces problèmes. Nos ancêtres, qui n'ont jamais nagé dans l'argent et qui étaient aux prises avec des conditions bien plus difficiles, étaient fiers de faire des sacrifices pour donner à leurs enfants une éducation qu'ils n'avaient pu recevoir eux-mêmes. C'était un sentiment de noblesse.

J'en ai rencontré souvent dans ma vie des gens peu fortunés qui se vantaient avec fierté d'avoir fait des sacrifices pour faire instruire leurs enfants. Voilà un sentiment bien digne de nos aïeux et conforme aux besoins de l'avenir. La logique n'est pas le fort de l'opposition. Elle est contre le paternalisme d'État et elle voudrait que le gouvernement prenne la place des parents et paie tout, les livres et la scolarité obligatoire et l'augmentation des salaires des professeurs. Si jamais une telle théorie s'implantait dans la province, nous serions sur le chemin de la ruine.

L'opposition parle du passé. Au moment où la construction coûtait le moins cher, à cette époque-là, on pouvait bâtir des écoles pour \$4,000, les régimes libéraux ont manqué à leur devoir de donner aux parents et aux enfants les écoles dont on avait besoin. On n'en construisait pas. Il est pourtant des vérités qui ne changent point. Et la preuve, c'est que le gouvernement actuel a dû construire 2,000 nouvelles écoles et donne \$40,000,000 par an pour aider les commissions scolaires et les parents.

Dieu merci, il y a encore des gens de cœur qui sont prêts à consentir des sacrifices pour leurs enfants. Le chef de l'opposition l'oublie. Au lieu de constamment créer et d'aiguiser des appétits stériles, c'est le temps de sonner le clairon du devoir qui nous rappellera que, sur cette terre d'Amérique, où nous sommes la minorité par le nombre, mais la majorité par les droits, nous avons des devoirs à accomplir, et que ce n'est pas au voisin à les accomplir pour nous. C'est à nous de comprendre le sens de nos responsabilités. C'est ce sens des responsabilités qui a fait la force de nos aïeux. On ne doit rien faire pour

laisser croire à l'étranger que les pères de famille de chez nous n'ont pas le sens de leur devoir.

Personne n'a le droit de préconiser une politique défaitiste comme celle que préconise le chef de l'opposition. J'aurais honte de penser qu'il y a encore chez nous des pères de famille qui comptent uniquement sur l'État pour faire instruire leurs enfants.

Va-t-on prétendre qu'un homme retirant un salaire de \$6,000 n'a pas le moyen de consacrer \$300 à l'éducation de ses enfants? J'aime mieux penser que la noblesse du travail et de la compétence, la seule qui existe chez nous, nous oblige à continuer l'œuvre de nos aïeux. Ce n'est d'ailleurs que dans le respect de ces vérités fondamentales que nous pourrions continuer l'œuvre grandiose commencée par nos devanciers dans des conditions autrement difficiles que celles que nous connaissons aujourd'hui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'éloge de la race, les discours du jour de la Saint-Jean-Baptiste n'ont jamais mis un sou dans la poche du Canadien français. Et les déluges de mots ne règlent pas le cas du père de famille qui ne gagne que \$50 par semaine et qui a des enfants à élever. Ce qu'il faut, c'est la scolarité obligatoire. La doctrine catholique y est favorable. Et les autorités catholiques se sont nettement et fermement prononcées à ce sujet.

Il (M. Lapalme) cite des paroles du cardinal J.-M.-R. Villeneuve¹² (1942).

Quand je parlais tout à l'heure d'un homme qui gagnait \$6,000 par an, je parlais du député, du membre de cette Chambre qui gagne \$6,000 par an. Quand il a payé ses dépenses de député, il tombe au niveau du salarié qui peut gagner \$3,000 par an. Si je parle pour celui qui gagne \$2,000 ou \$2,500 par an, on me reproche de prêcher la cause du paternalisme d'État. Mais quand un ministre se penche avec de gros montants sur les commissions scolaires en période électorale, ça ce n'est plus du paternalisme.

Mon honorable ami prétend qu'il est inconcevable qu'on ne puisse faire instruire ses enfants. Il se demande comment un père de famille peut se plaindre de payer \$2.50 à \$3 par mois pour donner de l'instruction à un enfant. Mais ce n'est ni \$2.50 ni \$3 par mois à Québec, c'est \$5 qu'il doit payer... \$5 par enfant! Et il y a, en plus des dépenses occasionnées par l'achat des livres du début de l'année scolaire et de la scolarité, qu'il doit voir également à vêtir convenablement ses enfants en septembre.

Que peut faire celui qui gagne \$2,000 ou \$2,500 en face de ce que coûte l'école? Tout ce qui importe, c'est que l'enfant puisse recevoir l'éducation à laquelle il a droit. Le premier ministre prétend que nous prêchons le paternalisme d'État. Nous ne voyons certainement pas les choses de la même manière. Je ne puis concevoir que le gouvernement ne se rende pas compte de la nécessité des livres et de la scolarité obligatoire. Est-ce que le premier ministre a perdu contact avec la population pour ne pas savoir ces choses?

Il (M. Lapalme) cite le cas d'un garçon d'épicerie qui doit emprunter pour acheter les manuels de ses cinq enfants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'infime minorité!

Des voix de l'opposition: Non! Non! Oh! Oh!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et ce n'est pas tout; il faut habiller les enfants pour qu'ils soient propres à la rentrée des classes. Ce sont là des problèmes qui se posent dans tous les foyers canadiens-français. L'instruction coûte trop cher. Ce n'est pas du paternalisme d'État que nous réclamons, mais une aide pour aider les enfants à gravir tous les degrés de l'éducation. Le premier ministre souligne qu'il reçoit des gens à la journée et qu'ils ne lui font pas entendre ce son de cloche, mais les gens qu'il reçoit sont des gens qui viennent demander des faveurs.

Par mon expérience personnelle, je pourrais montrer au premier ministre ce que ça coûte chaque année pour instruire des enfants. Mais, tous ici, nous sommes encore privilégiés par la grâce du peuple. Parce que nous sommes capables de joindre les deux bouts, on nous dit: Vous créez des appétits, vous oubliez nos aïeux. Le déluge d'or des subventions ne permet pas aux gagne-petit de payer les manuels scolaires et l'école.

Et si les enfants quittent l'école tôt, cela signifie non pas qu'ils ont assez d'instruction, mais que cette institution coûte trop cher. Nous disons ces choses parce que nous voyons là une plaie et que les moyens existent pour la guérir. Il ne s'agit pas là des combats des ancêtres, mais de ceux de l'homme moderne de 1955.

Il (M. Lapalme) réclame la scolarité obligatoire et la gratuité des livres.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition a attiré l'attention de la

Chambre sur le fait que la discussion en cours a permis d'entendre l'exposé de deux doctrines bien différentes. Le premier ministre a exposé la pensée du gouvernement et prône le sens des responsabilités, tandis que le chef de l'opposition se contente de soulever des appétits et dit que cet exposé avait été un discours de la Saint-Jean-Baptiste. Si le discours du premier ministre a été un discours de Saint-Jean-Baptiste, je dois dire qu'il en faudra beaucoup comme celui-là si nous voulons que la race canadienne-française s'achemine vers les destinées qui lui ont été assignées par la Providence.

Il est bon de rappeler non seulement les droits, mais les devoirs. Par ses propos, le chef de l'opposition mine le sens de la responsabilité personnelle. Si on veut ménager sur l'éducation, il faudrait commencer par réduire une foule de dépenses. D'après la doctrine de l'opposition, la dépense qu'un homme fait pour son automobile, c'est admissible, mais pas celle qu'il doit faire pour former le cerveau de son enfant. On paie \$350 pour un radio, mais on refuse de payer \$5 par mois pour l'éducation.

On critique une dépense de \$10 pour acheter des livres d'école, mais on ne passe pas devant un étalage de journaux et de magazines sans acheter chaque jour pour une trentaine de cents de "comics". Pour dix mois de classe, un père de famille qui a quatre enfants paiera environ \$200, soit le prix d'un appareil de télévision que l'on ne voudra pas acheter parce qu'il ne sera pas assez bon. Le premier ministre, contrairement à ce que prétend le chef de l'opposition, est resté en contact avec la population, mais fort heureusement, il a perdu contact avec ceux qui sont en faveur de l'abandon du sens des responsabilités.

Combien il en coûte aux diverses classes de la population pour l'instruction des enfants? L'éducation coûte bien peu de chose aux parents. Aux locataires, il en coûte presque rien. Quant aux propriétaires, ils paient une partie du coût, mais ils reçoivent du gouvernement une aide qu'ils n'auraient jamais espéré obtenir. Le gouvernement a payé les dettes scolaires et il n'est pas intéressé à ce que cette situation d'insolvabilité se reproduise après avoir payé environ \$100,000,000 pour la faire disparaître.

Nous voyons à ce qu'elles ne soient pas obligées de porter de fardeaux au-dessus de leurs forces. Il est impossible d'établir des barèmes rigides pour toutes les commissions scolaires, car les besoins des commissions scolaires sont très différents. Elle ne peut pas tenir compte des cas extrêmes. Il n'y a pas deux commissions scolaires qui ont la même situation financière dans la province de Québec.

La plus belle ressource naturelle de la province de Québec, c'est le talent des enfants canadiens-français. Le chef de l'opposition doit s'arrêter à tout ce que le gouvernement paie pour l'instruction. Le gouvernement fait sa part pour aider les parents à développer ces petits cerveaux, et pour ceux qui, sans se mettre à genoux, n'ont pas les moyens de tout payer, il donne 7,200 bourses chaque année, afin que, par l'instruction de ses fils, la province continue sa marche ascendante vers ses très hautes destinées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le problème fondamental du Canada français est celui de l'instruction. On a le droit de supporter l'instruction obligatoire, mais il ne peut y avoir de véritable scolarité obligatoire sans livres gratuits. À l'heure actuelle, le marché du travail est encombré; on exige de plus en plus de compétence. Pour donner aux nôtres les moyens d'affronter la concurrence, il faut promouvoir l'instruction publique.

Le premier ministre a parlé de la responsabilité des parents. Certes, j'en suis, mais cette responsabilité ne doit pas s'étendre au terrain financier. Là ils ne peuvent plus, dans bien des cas, et malgré tout leur bon vouloir, l'assumer comme il conviendrait. Dans notre province, le père de famille a des charges familiales plus nombreuses que dans les autres provinces, avec des revenus souvent moindres. On n'a pas le droit de blâmer les pères de famille parce que les enfants ne fréquentent pas l'école assez longtemps. Ils n'ont souvent pas les moyens de faire davantage.

Il (M. Hamel) cite des chiffres pour montrer la position que nous occupons dans le domaine de l'instruction publique. La proportion des jeunes gens qui commencent à travailler après la neuvième année est dans la Colombie canadienne de 56.4 %; elle est de 51.1 % en Alberta; 50.2 % en Ontario, 46.6 % au Manitoba; 46.4 % en Nouvelle-Écosse; 39.6 % dans l'Île-du-Prince-Édouard et de 36.2 % dans le Québec. Nous sommes, dit-il, en huitième position des provinces canadiennes. Voilà des faits.

Il ne faut pas blâmer les parents de cette situation peu enviable, mais le gouvernement. Nos enfants ne fréquentent pas l'école assez longtemps; leurs parents n'ont pas les moyens de faire davantage. Le gouvernement affirme qu'il dépense de grosses sommes d'argent à l'instruction publique. Une grosse partie de ces dépenses vont au salaire des instituteurs. Or, dans notre province, ce salaire est de 30 % à 40 % plus bas que dans les autres provinces. De plus, on paie de 20 % à 40 % moins à un instituteur, quand c'est un religieux.

Malgré cette économie dans les deux cas, les dépenses sont très élevées. L'important n'est pas de dépenser beaucoup d'argent, c'est la manière dont il est dépensé qui doit compter. Comment se fait-il que nous soyons obligés de tant dépenser pour l'éducation, alors que les salaires payés aux instituteurs sont inférieurs de 4 % à ceux qui sont payés en Ontario? C'est parce qu'on dépense trop pour la construction des écoles, en donnant les contrats sans soumissions ou en faisant en sorte qu'après soumission, les contrats aillent à des entrepreneurs de l'Union nationale.

Le député cite quelques exemples dans son comté et déclare que les soumissions pour les écoles sont une farce.

Le gouvernement dépense mal son argent. Ce sont les contracteurs qui touchent les montants qui devraient être consacrés à la gratuité des livres, à la scolarité et à l'augmentation du salaire des instituteurs et institutrices. Je ne rends pas le premier ministre responsable de cette situation: il ne peut être au courant de tout ce qui se passe dans la province. Je suis prêt à admettre qu'on lui joue dans le dos. On pratique, souvent à son insu, l'opération chantage. Le seul moyen de corriger la situation serait d'accorder aux commissions scolaires des octrois statutaires sur lesquels ils pourraient compter, sans être soumis au chantage. Même si le gouvernement ne le veut pas, dans bien des cas, il y a chantage.

Je ne dis cela que dans le but de protéger les commissions scolaires, de protéger le gouvernement contre lui-même. On veut que les taxes servent aux fins pour lesquelles elles sont perçues et qu'elles n'aillent pas ailleurs. Fait incontestable en matière d'instruction, nous sommes en huitième place. Nos aîeux ont pu faire de grandes choses: ce n'est pas la question en jeu, ici. Nous ne légiférons pas pour le passé, mais pour l'avenir. Le fait que le premier ministre rappelle toujours le passé est un signe incontestable du vieillissement du gouvernement. Les psychologues nous disent qu'un temps vient où l'on n'a plus la mémoire des faits présents, mais seulement celle des faits passés. Et le gouvernement est encore plus vieux que son âge parce qu'il a fait une vie dévergondée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député dit qu'en vieillissant on ne pense plus qu'au passé. L'oubli du passé est un signe de ramollissement du cœur. J'aime mieux me souvenir du passé que de parler comme il parle; j'y trouve des leçons lumineuses, les vérités fondamentales qui tracent les voies de l'avenir. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a fait tout son discours sur une preuve de ouï-dire que pas un juge n'aurait acceptée.

Il a cité des statistiques incomplètes. Tout cela pour tâcher de déprécier. Sur 2,200 écoles bâties sous le gouvernement actuel, il a parlé de trois qui sont situées dans une même paroisse de son comté. Et l'on vient nous dire que l'Union nationale fait de la politique avec l'éducation! Le député de Saint-Maurice paraît oublier la réplique foudroyante et irréfutable que lui a faite le ministre de la Jeunesse l'an dernier et qui nous renseigne sur la valeur de ses paroles d'aujourd'hui.

Pourquoi cette mentalité de toujours vouloir rabaisser sa province en citant des statistiques incomplètes? On dirait que le député est heureux de dire, à la face du Canada, que la province de Québec est en arrière. Il prend plaisir à afficher devant le Canada tout entier des chiffres qui ne prouvent rien, mais qui sont de nature à nous nuire. Les statistiques qu'il a citées disent que 36 % de ceux qui laissent l'école sont des gens qui ont fait leur huitième ou leur neuvième année. Mais cela ne prouve pas que ceux qui laissent l'école élémentaire ne vont pas poursuivre leurs études ailleurs. Et il est facile de le prouver.

La vérité, c'est que jamais nos collègues classiques n'ont eu autant d'élèves. Et nos universités aussi! Le député oublie aussi de mentionner que, parmi ceux qui laissent l'école primaire en huitième et en neuvième année, il y en a des milliers qui entrent dans les écoles techniques et professionnelles. Il faut encore ajouter que, depuis que le ministère de la Jeunesse a été fondé, le premier ministère de la Jeunesse a été fondé, le premier ministère de la Jeunesse en Amérique, les cours du soir sont fréquentés par des milliers d'élèves...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Trente mille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quel rôle joue le député de Saint-Maurice (M. Hamel)! Par la violence de son langage, par sa façon de regarder celui qui parle, par sa façon de respecter la charité et la vérité, il est en train de se créer une réputation qui va faire que, la prochaine fois, il ne sera pas montrable nulle part, même dans sa ville de Shawinigan.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les statistiques sur la main-d'œuvre de 14 ans et plus contredisent le premier ministre. Le premier ministre discute de chiffres sans se rendre compte de leur signification. Le problème est tout entier dans le fait que nos

jeunes gens ne pourront pas supporter la concurrence des jeunes des autres provinces sur le marché du travail parce qu'ils sont moins favorisés au point de vue de l'éducation.

Il (M. Hamel) se défend de vouloir dénigrer sa province, et en ce qui concerne la violence de langage, il a pris ses leçons de l'autre côté de la Chambre. Le gouvernement, dit-il, a dénigré la province en tentant de faire croire, dans un but politique, que la province était la proie des communistes. Quand le pont de Trois-Rivières est tombé, le premier ministre a crié au communisme. Le tunnel sur les plaines d'Abraham a donné lieu aux mêmes déclarations...

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président demande au député de Saint-Maurice de s'en tenir au sujet.

M. Hamel (Saint-Maurice) finit de parler.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) parle d'une construction d'école dans la paroisse de Saint-Pierre-Apôtre. Les commissaires ont donné le contrat au plus haut soumissionnaire, bien qu'il y eût une différence de plus de \$40,000 entre la plus haute et la plus basse soumission. Un commissaire a démissionné pour protester...

M. le président annonce qu'il est 11 heures.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je donne avis qu'il y aura demain, sur l'ordre du jour, une motion portant que la Chambre tienne désormais deux séances par jour, tous les jours, sauf le dimanche, et que la séance du soir se prolonge jusqu'à ce que l'ajournement soit décidé, ceci, pour accélérer le travail de la session, afin d'éviter de gaspiller inutilement l'argent du public.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures¹³.

NOTES

1. *La Patrie* du 2 février 1955, à la page 12, rapporte que M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) était absent à cette séance pour cause de maladie.

2. *La Presse* du 2 février 1955, à la page 37, rapporte que "ce projet de code de travail a été préparé par le Conseil supérieur du travail et remis à l'honorable M. Barrette, en décembre 1953". Cette motion de M. Bélanger se vit ainsi rejetée pour la quatrième fois depuis cette date. À ce sujet, voir la séance du 15 décembre 1954.

3. *La Patrie* du 2 février 1955, à la page 12, mentionne que M. Duplessis défendait le budget de ce ministère à la place de M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) qui était absent à cette séance.

4. *L'Action catholique* du 2 février 1955, à la page 19, précise à ce moment que M. Duplessis "a fait une déclaration tellement au point que les gens de l'opposition ont été forcés de garder le silence."

5. Nil-Élie Larivière (1899-1969), élu député de l'Action libérale nationale dans Témiscamingue en 1935. Élu député de l'Union nationale en 1936, défait en 1939. Élu de nouveau en 1944 et 1948, puis défait en 1952.

6. Chiffre de *L'Action catholique* du 2 février 1955, à la page 19. *Le Soleil* du 2 février 1955, à la page 11, mentionne plutôt \$746,478 dans Jacques-Cartier, \$393,136 dans Richmond et \$842,000 pour le comté de Québec.

7. Chiffre du *Soleil* du 2 février 1955, à la page 11. *Le Nouvelliste* du 2 février 1955, à la page 1, mentionne 32 %.

8. Le 14 novembre 1954, lors de l'inauguration du Montreal Neurological Institute, le chancelier de

l'Université McGill, B. C. Gardner, ainsi que le principal Cyril James, ont rendu un hommage à M. Duplessis pour son rôle dans le domaine de l'éducation au Québec. Voir Robert Rumilly, *Duplessis et son temps*, tome 2 (1944-1959), Montréal, Fides, Coll. "Vies canadiennes", page 514.

9. Le *Montreal Daily Star* du 2 février 1955, à la page 9, rapporte que M. Duplessis "s'oppose violemment" aux propos de M. Lapalme.

10. Chiffre du *Soleil* du 2 février 1955, à la page 12. Le *Montréal-Matin* du 2 février 1955, à la page 10, mentionne \$1.00.

11. Le *Montreal Daily Star* du 2 février 1955, à la page 9, attribue cette citation à M. Georges Clémenceau (1841-1929).

12. Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve (1883-1947), nommé archevêque (1931), puis cardinal (1933) de Québec.

13. Le *Nouvelliste* du 2 février 1955, à la page 1, rapporte que les spectateurs "ont été les témoins d'une discussion enlevante entre le premier ministre, le chef de l'opposition et plusieurs autres députés".

Séance du mercredi 2 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

Horaire
des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre tienne à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de trois heures de l'après-midi jusqu'à six heures du soir, et la seconde, de huit heures du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, et qu'à chacune de ces séances, l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

Les sessions sont une nécessité pour tenir le public au courant du travail des législateurs. Si tous les députés ont des prérogatives et des droits, ils ont aussi des devoirs. L'un de ces devoirs est de faire épargner aux contribuables autant d'argent qu'il est possible. La session, qu'il faut tenir au moins une fois tous les douze mois, occasionne des frais et des dépenses nécessaires, mais considérables. Il incombe donc de procéder avec diligence, sans répétitions inutiles.

Dans les autres provinces, plus spécialement en Ontario, les sessions durent à peine cinq ou six semaines, bien qu'il y ait des lois nombreuses soumises aux députés. Avant l'Union nationale, les sessions duraient de cinq à six mois¹ et on siégeait à peine trois ou quatre heures par semaine. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous nous sommes efforcés avec succès de hâter le travail parlementaire, sans porter atteinte aux prérogatives des députés.

La présente session a déjà duré plus longtemps que les sessions habituelles de l'Ontario. La session de Québec est dans sa septième semaine. On ne siège que trois jours alors qu'ailleurs on tient séance tous les jours. Il est temps de se mettre au travail pour terminer la besogne, et c'est la raison de la motion que je présente maintenant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) n'a aucune objection à la motion du premier ministre. Mais il importe encore de faire quelques mises au point. La session a duré environ un mois avant le jour de l'An. Après le jour de l'An, c'est à peine trois semaines de travail. Il ne faut pas oublier que la législation privée au Québec est le double de celle de l'Ontario. Cela explique la longueur des sessions. Nous sommes prêts à siéger n'importe quand, tous les jours si on le veut, l'après-midi, le soir et même le matin si c'est nécessaire.

Une voix de l'opposition: Et même la nuit...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand nous n'étions que dix dans l'opposition, on nous a fait siéger très souvent la nuit. Je me souviens même d'une séance qui s'était prolongée jusqu'à 1 heure, le lendemain après-midi. Nous ne sommes pas en faveur de ces tactiques et nous ne les utiliserons pas.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Congrégation des petites filles
de Saint-Joseph

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que le bill 207 concernant la congrégation des petites filles de Saint-Joseph, ayant pour objet l'expansion d'une œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Succession
Charles-Séraphin Rodier

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le bill 202 concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Valeurs mobilières

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 25 concernant les valeurs mobilières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu. Ses dépenses, dit-il, devraient se chiffrer à \$100,000 par année environ, mais elles seront couvertes par les montants que recueillera la commission elle-même.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 concernant les valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons que la province possède en ce domaine une loi qui soit la meilleure possible et qui puisse être appliquée humainement. Voilà pourquoi nous avons laissé ce bill sur la table pendant deux semaines. Nous avons voulu permettre à tous ceux qui le voulaient de nous faire des suggestions. Tout le monde s'entend sur la nécessité d'une telle

législation. Il existe des lois au même effet que la nôtre dans presque tous les pays. Aux États-Unis, on a ce qu'on appelle la "Security Exchange Commission", et aucune émission de débentures ne peut être faite légalement sans la permission de cette commission. Il y a une loi de même nature en Ontario et sans doute ailleurs.

Dans le Québec, la loi passée il y a quelques années avait du bon, mais elle s'est avérée insuffisante à la lumière de l'expérience actuelle. Nous voulons combler ces lacunes. Nous avons déposé le texte du présent projet de loi plusieurs semaines d'avance, pour permettre à tous les intéressés de l'étudier avec soin. Nous sommes prêts à incorporer à notre bill tout changement qui sera susceptible d'améliorer la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mes remarques seront brèves en deuxième lecture. Mais avant de les aborder, je voudrais savoir si le premier ministre, selon ce que nous avons discuté hier, va accorder la motion du député de Drummond (M. Pinard) demandant que la correspondance échangée entre le gouvernement de Québec et des gens de New York soit déposée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai apporté avec moi quelques lettres. J'en ai d'autres que je ne puis déposer, car elles concernent des causes pendantes devant certaines cours. Elles pourraient porter préjudice à des personnes intéressées dans ces causes. Il y a un certain temps, j'ai donné avis que la loi serait amendée. Nous donnons suite à cet avis, mais il n'y a pas une loi humaine qui peut remplacer la prudence élémentaire. Notre désir, sans paralyser le commerce licite, sans créer d'obstacles inutiles, c'est de protéger l'épargne de ceux qui veulent d'abord se protéger eux-mêmes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le principe général de la loi vise à supprimer dans la mesure du possible les fraudes et les tentatives de fraude en matière de valeurs mobilières. Nous admettons ce principe et nous voterons donc la seconde lecture. Mais il y a dans la loi des clauses que nous ne pourrions pas accepter. Je crois qu'elle devra être modifiée sur certains points. Quand nous étudierons le bill en comité, clause par clause, nous aurons probablement des amendements à suggérer. Nous ferons nos remarques à ce sujet en temps et lieu.

Le premier ministre a parlé du délai pendant lequel le bill a été déposé. Je ne sais pas s'il a reçu

des commentaires; moi, j'en ai reçus. Certaines suggestions me semblent justifiées, d'autres pas. Je crois que la loi a besoin de certains amendements pour la rendre plus étanche à la fraude, ou pour la rendre moins dangereuse pour les gens de bonne foi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, les termes suivants signifient ou désignent:

"1° "commission": la Commission des valeurs mobilières du Québec;

"2° "compagnie": toute association de personnes constituées en corporation;

"3° "conseiller financier": une personne ou une compagnie autre qu'un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières qui renseigne ou avise le public, directement ou au moyen de bulletins ou autres publications, sur l'état du marché des valeurs mobilières ou de certaines de ces valeurs; ou qui donne des conseils, fait des suggestions ou exprime des avis sur l'opportunité d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières; ou qui publie ou fait publier des rapports au sujet de certaines valeurs mobilières; ou qui fait profession d'étudier, de surveiller ou d'administrer le portefeuille des valeurs de clients particuliers, ou de les conseiller relativement à la constitution et à l'administration d'un tel portefeuille et au placement de leurs fonds;

"4° "courtier":

"a. une personne autre qu'un vendeur qui, directement ou par l'entremise d'un agent, consacre la totalité ou une partie de son temps au commerce des valeurs mobilières;

"b. une compagnie ou une société qui fait ce commerce et leurs officiers;

"5° "émetteur de valeurs mobilières": une compagnie, une société ou une association quelconque de personnes qui fait le commerce de valeurs mobilières émises par elle-même;

"6° "enquêteur": une personne, y compris un membre de la commission, chargé par celle-ci de faire une enquête en vertu de la présente loi;

"7° "officier": le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier, le directeur-gérant et le gérant général d'une compagnie ou d'une société;

"8° "personne": un individu et toute association d'individus non constitués en corporation;

"9° "registraire": le registraire de la commission;

"10° "règlements": les règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire de la présente loi;

"11° "valeurs mobilières":

"a. tout certificat, titre ou autre document constituant la preuve:

"d'un droit, d'une part ou d'un intérêt dans le capital, l'actif, les gains ou les profits d'une compagnie, existante ou projetée, ou d'une personne et notamment, mais non restrictivement, tout bon, billet, obligation, action, action-obligation ou titre quelconque de participation dans ce capital, cet actif, ces gains ou ces profits; ou

"d'une souscription dans une compagnie projetée; ou

"d'une convention stipulant qu'une somme d'argent reçue par une personne ou une compagnie sera remboursée ou considérée comme une souscription d'actions ou de participation dans le capital ou l'actif d'une entreprise, au gré de toute personne ou compagnie; ou

"d'une participation ou d'un intérêt dans une association de légataires, d'héritiers ou de fidéicommissaires, dans des biens en fidéicommis, dans un contrat de placement de fonds ou dans une valeur bancaire ou fiduciaire; ou

"d'une convention de partage de profits; ou

"d'un intérêt dans un claim ou un bail d'huile, de gaz naturel ou de mine, ou dans une convention de vote en bloc d'actions d'une compagnie d'huile, de gaz naturel ou de mine; ou

"d'un bail, d'un droit à des redevances ou de quelque autre intérêt relatif à une entreprise d'huile ou de gaz naturel;

"b. généralement tout certificat, titre ou document reconnu d'ordinaire dans le commerce comme valeur mobilière ou désigné comme telle par des règlements;

"c. tout certificat, titre ou autre document constituant la preuve d'un droit ou d'un intérêt dans une option consentie sur une valeur mobilière au sens des paragraphes précédents;

"12° "vendeur": une personne employée ou autorisée par un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières aux fins de faire, directement ou par l'entremise de sous-agents, le commerce de valeurs mobilières et toute personne agissant comme remisier."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des précisions au sujet du mot "personne".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait un renvoi à la définition de ce mot où il est dit qu'il s'agit "d'un individu et de toute association d'individus non constitués en corporation".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Au septième alinéa, les termes étant au singulier) Il peut y avoir plusieurs vice-présidents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) ne s'objecte pas à ce que tous les mots "vice-président", "secrétaire", "trésorier", etc. soient écrits au pluriel, à l'exception du président. Ceux que nous voulons viser, dit-il, ce sont ceux qui ont une connaissance directe des transactions. Je ne crois pas qu'il soit raisonnable de faire porter la responsabilité directement sur un directeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Au onzième alinéa) Je crois que la définition des valeurs mobilières va un peu trop loin. Il faudrait soustraire certaines obligations, car il ne faut pas augmenter les procédures inutilement.

Cependant, la présente loi ne s'applique pas aux obligations ou débentures du pays, de la province ou aux débentures ou obligations garanties par le pays ou la province, non plus qu'aux débentures ou obligations municipales ou scolaires de la province et qui ont été autorisées par les corporations municipales ou par le ministre des Affaires municipales.

Il ne s'agit pas de créer d'obstacles. Le but de la loi est de prendre des mesures pour protéger l'épargne populaire. Cette épargne n'est pas en danger lorsqu'on a des débentures comme celles que je viens de mentionner.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"1. Dans la présente loi, les termes suivants signifient ou désignent:

"1° "commission": la Commission des valeurs mobilières du Québec;

"2° "compagnie": toute association de personnes constituées en corporation;

"3° "conseiller financier": une personne ou une compagnie autre qu'un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières qui renseigne ou avise le public, directement ou au moyen de bulletins ou autres publications, sur l'état du marché des valeurs mobilières ou de certaines de ces valeurs; ou qui donne des conseils, fait des suggestions ou exprime des avis sur l'opportunité d'acheter ou de vendre des valeurs mobilières; ou qui publie ou fait publier des rapports au sujet de certaines valeurs mobilières; ou qui fait profession d'étudier, de surveiller ou d'administrer le portefeuille des valeurs de clients particuliers, ou de les conseiller relativement à la constitution et à l'administration d'un tel portefeuille et au placement de leurs fonds;

"4° "courtier":

"a. une personne autre qu'un vendeur qui, directement ou par l'entremise d'un agent, consacre la totalité ou une partie de son temps au commerce des valeurs mobilières;

"b. une compagnie ou une société qui fait ce commerce et leurs officiers;

"5° "émetteur de valeurs mobilières": une personne, une compagnie, une société ou une association quelconque de personnes qui fait le commerce de valeurs mobilières émises par elle-même;

"6° "enquêteur": une personne, y compris un membre de la commission, chargé par celle-ci de faire une enquête en vertu de la présente loi;

"7° "officier": le président, les vice-présidents, les secrétaires, les trésoriers, le directeur-gérant et le gérant général d'une compagnie ou d'une société;

"8° "personne": un individu et toute association d'individus non constitués en corporation;

"9° "registraire": le registraire de la commission;

"10° "règlements": les règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire de la présente loi;

"11° "valeurs mobilières":

"a. tout certificat, titre ou autre document constituant la preuve:

"d'un droit, d'une part ou d'un intérêt dans le capital, l'actif, les gains ou les profits d'une compagnie, existante ou projetée, ou d'une personne et notamment, mais non restrictivement, tout bon, billet, obligation, action, action-obligation ou titre quelconque de participation dans ce capital, cet actif, ces gains ou ces profits; ou

"d'une souscription dans une compagnie projetée; ou

"d'une convention stipulant qu'une somme d'argent reçue par une personne ou une compagnie sera remboursée ou considérée comme une souscription d'actions ou de participation dans le capital ou l'actif d'une entreprise, au gré de toute personne ou compagnie; ou

"d'une participation ou d'un intérêt dans une association de légataires, d'héritiers ou de fidéicommissaires, dans des biens en fidéicommis, dans un contrat de placement de fonds ou dans une valeur bancaire ou fiduciaire; ou

"d'une convention de partage de profits; ou

"d'un intérêt dans un claim ou un bail d'huile, de gaz naturel ou de mine, ou dans une convention de vote en bloc d'actions d'une compagnie d'huile, de gaz naturel ou de mine; ou

"d'un bail, d'un droit à des redevances ou de quelque autre intérêt relatif à une entreprise d'huile ou de gaz naturel;

"b. généralement tout certificat, titre ou document reconnu d'ordinaire dans le commerce comme valeur mobilière ou désigné comme telle par des règlements;

"c. tout certificat, titre ou autre document constituant la preuve d'un droit ou d'un intérêt dans une option consentie sur une valeur mobilière au sens des paragraphes précédents; cependant la présente loi ne s'applique pas aux obligations ou débentures du pays, de la province ou aux débentures ou obligations garanties par le pays ou la province, non plus qu'aux débentures ou obligations municipales ou scolaires de la province et qui ont été autorisées par les corporations municipales ou par le ministre des Affaires municipales.

"12° "vendeur": une personne employée ou autorisée par un courtier ou un émetteur de valeurs mobilières aux fins de faire, directement ou par l'entremise de sous-agents, le commerce de valeurs mobilières et toute personne agissant comme remisier."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Un organisme de surveillance et de contrôle du commerce des valeurs mobilières est constitué, sous le nom de Commission des valeurs mobilières du Québec, avec les pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la présente loi.

"Cet organisme est composé de trois commissaires, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui désigne l'un d'eux pour remplir la fonction de président.

"Celui-ci reçoit un traitement annuel de onze mille dollars et les deux autres commissaires, de dix mille dollars chacun."

M. Cournoyer (Richelieu) suggère de choisir les meilleurs commissaires possible. Il donne l'exemple des établissements universitaires où une telle commission existe constituée de cinq membres nommés par le président de la commission, dont pas plus de trois n'appartiennent au même parti. Il y a peut-être moyen d'augmenter à cinq le nombre des membres, dit-il, et qu'ils soient nommés par le président comme aux États-Unis. Les membres ne seraient pas tous du même parti. On a aussi prévu un système de rotation. L'expérience de ce pays a été bonne et la loi est bien appliquée.

Quant aux salaires, je me demande si \$11,000 sont suffisants. Il va falloir aller chercher une personne qui connaît cela. Un homme qui a réussi dans le domaine de la finance et qui devra consacrer tout son temps à la Commission ne sera pas facile à trouver. On n'ira pas chercher un dentiste. Je soumets qu'un homme du métier ne sera pas intéressé au salaire de \$11,000, s'il n'est pas capable de faire quoi que ce soit en dehors de l'ouvrage qu'on lui assigne. Je crois que l'on trouverait des personnes plus compétentes si le salaire était plus attrayant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas de comparaison possible avec les États-Unis, un pays où le budget est de \$72,000,000,000. Il s'agit simplement d'une affaire transigée dans la province. Il serait difficile dans la province de faire les distinctions de partis dont parle le député. Si la commission américaine est formée de cinq membres, trois doivent suffire dans la province de Québec. Un homme du Québec vaut bien deux ou trois Américains. En Ontario, il y a trois commissaires, mais un seul siège régulièrement. Je crois que \$11,000 par année est un très beau salaire, un salaire clair, toutes dépenses étant payées. Si plus tard, il y a lieu d'augmenter, on le fera. Nous allons nommer de bons hommes dans la Commission.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Les dentistes font beaucoup plus d'argent que bien d'autres. Certains font plus de \$11,000 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas de l'argent facilement gagné. Ils travaillent dur pour cela.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Les dispositions des articles 221, 236, 236a, 237, 238, 239, 240, 240a, 241, 242, 242a, et 243 de la loi des tribunaux judiciaires s'appliquent aux commissaires, *mutatis mutandis*.

"Les années de service pendant lesquelles une personne, avant d'être nommée membre de la commission, a fait partie du service civil de la province lui sont comptées pour les fins de sa pension comme commissaire.

"Les pensions prévues par le présent article sont basées sur le traitement annuel qui était attaché à la fonction de juge des sessions le douze novembre 1952."

Un député de l'opposition suggère que les commissaires soient nommés "durant bonne conduite" et qu'ils puissent être destitués dans le cas où ils ne donneraient pas satisfaction.

Un député ministériel n'a aucune objection à ajouter que l'article 216 de la loi des tribunaux judiciaires s'applique également aux commissaires.

Cet article est amendé et le mot suivant est ajouté: "216".

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Le quorum de la commission est de deux membres.

"Au cas de désaccord sur une décision à rendre, le président a voix prépondérante.

"Lorsqu'une affaire est entendue, sans le concours du président, par les autres commissaires et que ceux-ci ne concourent pas dans une décision, l'affaire est référée au président avec diligence pour décision finale par celui-ci."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) suggère de remplacer le mot "désaccord" par "partage".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse. C'est le juge qui décide des questions de

droit, dit-il. C'est lui qui a la grande responsabilité de tout. Il faut que nécessairement quelqu'un décide. Un meuble, cela remue; il faut aussi que les décisions remuent. Les commissaires ne sont ni plus ni moins que les auxiliaires du président de la commission.

Un député de l'opposition se demande si les deux commissaires qui formeront le nouvel organisme avec le président n'agiront pas surtout l'un comme aviseur légal, et l'autre comme aviseur technique.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si deux commissaires s'entendent, en l'absence du président, leur décision tient sans que le président n'ait à intervenir.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Les commissaires, le secrétaire général, le registraire et les autres officiers et employés de la commission ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est aller beaucoup trop loin. À un certain moment, il pourra y avoir d'excellentes raisons de croire que les commissaires se sont trompés en fait et en droit. Leur décision sera sans appel et ils seront à l'abri des brevets de prérogatives. Il est nécessaire que les pouvoirs de la commission soient étendus, mais il faut tenir compte des possibilités d'erreur. Si un commissaire se trompe, celui qui est victime de l'erreur n'aura aucun recours.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La clause en question a tout simplement pour but de permettre aux commissaires d'agir avec diligence et de prévenir la fraude avant que les épargnants n'aient été fraudés pour des millions. Autrement, nous aurions une commission avec des pouvoirs illusoires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'étonne qu'on fasse disparaître le droit de se protéger contre une décision erronée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les commissaires ont deux mandats, l'un

administratif et l'autre punitif. Lorsqu'il s'agit du mandat administratif, lorsque la Commission décide d'annuler le permis d'un courtier ou refuse d'accorder un permis, il ne peut y avoir appel. Autrement, on s'ingénierait à prendre des procédures dilatoires pour favoriser la fraude en attendant le dénouement des procédures.

Avec des mesures dilatoires, il est possible de frauder le public pour des millions de dollars. Il importe de prévenir le désordre. On rencontrera toujours des gens qui prendront des mesures non point pour avoir justice, mais pour empêcher les autres d'avoir justice.

Dans le domaine qui nous occupe, pour protéger l'épargne populaire, c'est la rapidité qui compte. La suppression des appels dans l'exercice du mandat administratif, cela permet de prévenir la fraude ou de l'empêcher de faire des ravages. Lorsqu'il s'agit du mandat punitif, celui qui se croit lésé a toujours un droit d'appel.

L'article 12 est adopté.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,

"a. les décisions de la commission sont sans appel et ne peuvent être révisées par les tribunaux;

"b. aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre la commission ni contre aucun de ses membres agissant en leur qualité officielle;

"c. les dispositions de l'article 50 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la commission ni à ses membres agissant en leur qualité officielle."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi va beaucoup trop loin en décrétant que les décisions de la commission sont sans appel et qu'on ne peut émettre de brefs de prérogatives contre les commissaires. C'est un mauvais principe qui enlève toute protection aux personnes qui pourraient être lésées par la loi. L'opposition s'est toujours opposée à ce principe. Il peut arriver que la Commission se trompe et ceux qui seront lésés n'auront aucun recours. La Législature a pour mission de protéger le public.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi veut empêcher la fraude et il n'y a qu'un moyen d'y arriver en empêchant les intéressés de

prendre des procédures dilatoires. La commission doit pouvoir intervenir immédiatement en cas de transactions malhonnêtes; dans le commerce des valeurs mobilières, il ne faut pas longtemps pour que le public perde dix ou quinze millions de dollars. Dans l'exercice de ses fonctions, la commission a le devoir de protéger le public. Elle doit, dans ce but, punir les coupables de fraude, et pour protéger le public, elle ne doit pas être en butte aux procédures dilatoires. La clause est nécessaire pour que la commission puisse agir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tout l'ensemble de la loi se reflète dans l'article 13. À aucun moment, dans la loi, il n'est permis d'utiliser un bref de prérogative et il faut s'en tenir tout le temps au bon vouloir des commissaires, puisqu'il n'y aura pas d'appels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition complique inutilement les choses. Il est vrai que les décisions de la nouvelle commission ne peuvent pas être contestées, mais la commission a deux pouvoirs: 1. l'administratif, et dans ce cas il n'y a pas d'appel; et, 2. un pouvoir pénal qui est soumis à l'appel. C'est la même chose que pour la "Security Exchange Commission" des États-Unis. Ce principe n'est pas nouveau, car il existe déjà dans la loi des accidents du travail, dans celle de la Commission des liqueurs, la loi des relations ouvrières.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas juste pour les intéressés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour que la loi favorise la célérité dans les décisions des commissaires, car il s'agit de valeurs mobilières.

L'article 13 est adopté.

Les articles 14 à 19 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 20 qui se lit comme suit:

"20. Aucun enregistrement n'est requis pour les ventes et transactions suivantes de valeurs mobilières:

"a. une vente faite en justice ou par un exécuteur testamentaire, un tuteur, un curateur, un fidéicommissaire, le curateur public, un syndic de faillite ou un liquidateur, en vertu d'une autorisation judiciaire ou d'une disposition législative;

"b. une vente ou une transaction isolée par le propriétaire ou pour son compte, lorsqu'elle n'est pas faite au cours de transactions continues et successives de même nature, ni par une personne dont l'occupation habituelle est le commerce de valeurs mobilières;

"c. une vente faite, dans l'exercice de ses fonctions, par un officier ou employé de Sa Majesté aux droits du Canada ou d'une province canadienne, ou par un officier ou un employé d'une commission constituée en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature d'une province;

"d. une vente faite de bonne foi par un créancier gagiste ou pour son compte, dans le cours ordinaire des affaires, d'une valeur donnée en garantie d'une dette contractée, de bonne foi, dans le but de liquider celle-ci;

"e. la distribution, l'émission ou la vente par une compagnie, à ses seuls actionnaires, de ses obligations ou autres valeurs mobilières, à titre de dividende ou de distribution de ses profits ou surplus, ou au cours d'une réorganisation de la compagnie faite de bonne foi, ou à la suite d'une augmentation de son capital autorisé, pourvu qu'en aucun cas il ne soit accordé de commission ou de rémunération à cet égard;

"f. l'échange de valeurs mobilières d'une compagnie ou pour son compte avec une autre compagnie ou les détenteurs de valeurs mobilières d'une autre compagnie, pour les fins de la fusion ou de l'amalgamation de ces compagnies ou de la réorganisation de l'une d'elles;

"g. les ventes ou transactions nommément soustraites par les règlements à l'application de l'article 16."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une foule d'opérations devraient être prévues dans l'article 20 stipulant qu'aucun enregistrement n'est requis pour certaines ventes de valeurs mobilières. Il (M. Lapalme) cite le cas des billets émis à l'occasion des ventes à tempérament, des valeurs émises par des sociétés n'ayant pas de but lucratif, les actions des caisses populaires, les actions des compagnies privées, etc.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les cas sont prévus par le sous-paragraphe b.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement pour le cas des ventes de valeurs mobilières aux compagnies d'assurance, aux compagnies de fidéicommis et aux banques à charte. (À propos des ventes à tempérament) C'est un genre

de vente qui se répand considérablement; au Canada, il y en a pour \$1,842,000,000, dont \$817,000,000 pour les automobiles.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"20. Aucun enregistrement n'est requis pour les ventes et transactions suivantes de valeurs mobilières:

"a. une vente faite en justice ou par un exécuteur testamentaire, un tuteur, un curateur, un fidéicommissaire, le curateur public, un syndic de faillite ou un liquidateur, en vertu d'une autorisation judiciaire ou d'une disposition législative;

"b. une vente ou une transaction isolée par le propriétaire ou pour son compte, lorsqu'elle n'est pas faite au cours de transactions continues et successives de même nature, ni par une personne dont l'occupation habituelle est le commerce de valeurs mobilières;

"c. une vente faite, dans l'exercice de ses fonctions, par un officier ou employé de Sa Majesté aux droits du Canada ou d'une province canadienne, ou par un officier ou un employé d'une commission constituée en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature d'une province;

"d. une vente faite de bonne foi par un créancier gagiste ou pour son compte, dans le cours ordinaire des affaires, d'une valeur donnée en garantie d'une dette contractée, de bonne foi, dans le but de liquider celle-ci;

"e. la distribution, l'émission ou la vente par une compagnie, à ses seuls actionnaires, de ses obligations ou autres valeurs mobilières, à titre de dividende ou de distribution de ses profits ou surplus, ou au cours d'une réorganisation de la compagnie faite de bonne foi, ou à la suite d'une augmentation de son capital autorisé, pourvu qu'en aucun cas il ne soit accordé de commission ou de rémunération à cet égard;

"f. l'échange de valeurs mobilières d'une compagnie ou pour son compte avec une autre compagnie ou les détenteurs de valeurs mobilières d'une autre compagnie, pour les fins de la fusion ou de l'amalgamation de ces compagnies ou de la réorganisation de l'une d'elles;

"g. les ventes ou transactions nommément soustraites par les règlements à l'application de l'article 16.

"h. les ventes de valeurs mobilières à des compagnies d'assurance ou de fidéicommis ou à des banques à charte."

L'amendement est adopté.

L'article 20, ainsi amendé, est adopté.

L'article 21 est adopté.

Le comité étudie l'article 22 qui se lit comme suit:

"22. L'enregistrement de conseiller financier n'est pas requis:

"a. d'un membre d'un corps professionnel légalement constitué qui, dans l'exercice ordinaire de sa profession, donne occasionnellement des avis de nature financière;

"b. d'un éditeur de journal ou périodique qui, au jugement de la commission, renseigne objectivement et de bonne foi ses lecteurs sur les valeurs mobilières;

"c. d'une banque, d'une société de prêts, d'un syndicat coopératif de crédit, d'une compagnie de fidéicommis ou d'une compagnie d'assurance;

"d. d'une personne ou d'une compagnie reconnue par les règlements comme n'étant pas un conseiller financier au sens de la présente loi."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette clause va très loin. Elle signifie que si un journal renseigne mal ses lecteurs au jugement de la Commission, des sanctions pourront être prises contre lui. Cette phrase est dangereuse pour la liberté de la presse. Et n'oublions pas que les jugements de la Commission sont toujours sans appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut prendre le moyen d'empêcher l'usage de méthodes répréhensibles, que ce soit par l'intermédiaire de journaux ou autrement. Sous prétexte de liberté, il y a par exemple, à Montréal, des journaux qui font une besogne sale, immorale. Ces feuilles ne méritent pas le nom de journal. Et l'on trouve des gens qui disent que le meilleur moyen d'enrayer le mal, c'est de le laisser fleurir...

Ce qui se produit sur le plan de la morale peut se répéter dans le domaine financier. Des journaux peuvent se faire les complices de gens utilisant des méthodes condamnables et répréhensibles. Il ne faut pas fermer la porte et laisser le châssis ouvert... D'ailleurs, la grande majorité des journaux sont dirigés par des gens bien-pensants.

M. Cournoyer (Richelieu): Cela n'empêche pas qu'on met une arme terrible dans les mains de la commission. Des journaux montréalais ont une excellente page financière. De bonne foi, certains rédacteurs peuvent être trompés. Et dans ce cas, en prenant pour prétexte que le public a été mal informé, la commission pourra supprimer le journal

ou condamner l'éditeur. Un tel malheur fera planer le doute sur l'éditeur, alors que tout dépend du rédacteur. Si l'éditeur pouvait aller en appel, ce serait différent.

Il (M. Cournoyer) soumet le cas d'un quotidien qui, dans sa page financière, aurait de bonne foi une information erronée. Quand on sait, dit-il, que le gouvernement a la main haute sur la Commission, on voit le désastre qui peut se produire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il est impossible de faire des lois qui prévoient en détail tous les cas possibles. L'exemple cité par le député de Richelieu est un cas extrême et pour le moins improbable. Les journaux que nous connaissons n'agissent pas comme conseillers financiers. Ils donnent de l'information financière. Le gouvernement ne vise pas les journaux de Montréal et de Québec qui, dans leurs pages financières, publient les nouvelles, des petites feuilles que nous recevons chaque semaine qui se donnent une allure de périodiques et qui sont tout simplement des circulaires pour mousser la vente de valeurs mobilières. Il en vient des quatre coins du pays. Ces feuilles donnent comme de l'information des nouvelles tendancieuses qui sont de nature à inciter les gens à acheter des actions qui n'ont aucune valeur. Ce sont ces périodiques-là qui devront s'enregistrer.

L'article 22 est adopté.

L'article 23 est adopté.

Le comité étudie l'article 24 qui se lit comme suit:

"24. L'octroi des renseignements prévus par la présente loi relève de la juridiction de la commission.

"Elle peut les accorder, les refuser, les suspendre, les révoquer et les remettre en vigueur, à sa discrétion.

"Elle peut, lorsqu'elle le considère opportun dans l'intérêt public, donner, en la manière qu'elle juge convenable, un avis public de tout refus et de toute révocation ou suspension d'enregistrement.

"La commission ne peut accorder aucun enregistrement à un requérant qui n'est pas dans les conditions requises par les règlements pour l'obtenir."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) revient sur l'argument invoqué par l'opposition contre

certaines articles précédents. La décision de la commission sera sans appel; c'est pousser les choses un peu trop loin.

L'article 24 est adopté.

Le comité étudie l'article 25 qui se lit comme suit:

"25. Sous réserve des dispositions de l'article 24, ces enregistrements sont annuels et ils expirent le trentième jour de mai de chaque année, à moins qu'ils ne soient révoqués plus tôt; tout détenteur qui désire en obtenir le renouvellement doit en faire la demande le ou avant le vingtième jour de mai.

"Toutefois, la commission peut accorder l'enregistrement pour une période moindre dans le cas d'un émetteur de valeurs mobilières et d'un vendeur agissant pour le compte de cet émetteur."

Cet article est amendé et les mots "d'avril" sont remplacés par "de mai".

L'amendement est adopté.

L'article 25, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 26 et 27 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 28 qui se lit comme suit:

"28. Les demandes d'enregistrement doivent être faites par écrit, sur des formules fournies par le registraire, et être accompagnées des honoraires prescrits par les règlements et des cautionnements exigés par la loi ou la commission."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'est-ce que cela coûtera?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il va falloir certainement avoir un nouveau tarif. Les honoraires ne seront pas beaucoup plus élevés, mais ils seront mieux répartis, et tout le monde devra payer.

L'article 28 est adopté.

Les articles 29 et 30 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 31 qui se lit comme suit:

"31. Tout requérant qui sollicite un enregistrement de courtier, d'émetteur de valeurs

mobilières ou de conseiller financier doit fournir, avec sa demande, un cautionnement de cinq mille dollars, souscrit par lui-même ou, selon le cas, par la personne ou la compagnie qu'il représente.

"La commission peut, en outre, lorsqu'elle le juge à propos,

"a. exiger qu'un cautionnement additionnel, au montant qu'elle détermine, soit fourni par le requérant ou, selon le cas, par la personne ou la compagnie qu'il représente, ou par une personne ou une compagnie déjà enregistrée;

"b. exiger d'un requérant qui sollicite un enregistrement de vendeur un cautionnement, pour le montant et aux conditions que la commission détermine.

"Ces cautionnements sont fournis au moyen d'un dépôt en espèces entre les mains de la commission, ou par police de garantie d'une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la loi des compagnies de garantie, ou de toute autre manière qui détermine la commission.

"Lorsque le cautionnement est fait au moyen d'un dépôt en espèces, le montant en est transmis par la commission au ministre des Finances de la province, qui le garde en fidéicommis pour en disposer conformément à la présente loi."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les pouvoirs de cette commission sont trop étendus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les erreurs sont humaines, mais les membres de la commission seront d'une grande compétence et d'une honnêteté à toute épreuve.

L'article 31 est adopté.

Le comité étudie l'article 32 qui se lit comme suit:

"32. Tout cautionnement visé par l'article 31 est forfait sur émission d'un certificat de la commission attestant que le courtier, l'émetteur de valeurs mobilières, le conseiller financier ou le vendeur en faveur de qui le cautionnement a été donné, ou que tout officier du courtier, de l'émetteur de valeurs mobilières ou du conseiller financier concerné, a été, relativement au commerce d'une valeur mobilière,

"a. convaincu d'une offense criminelle, ou

"b. trouvé coupable d'un acte frauduleux au sens de la présente loi, par la commission à la suite d'une enquête ou par jugement d'un tribunal de juridiction civile ou pénale."

M. Cournoyer (Richelieu) trouve exagéré que la commission, pour prendre une décision, puisse se baser sur les résultats d'une enquête faite par elle-même.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est assez extraordinaire; et là encore il n'y a pas possibilité d'aller en appel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis bon garçon³!

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "par la commission à la suite d'une enquête".

L'article 32 est adopté.

L'article 33 est adopté.

Le comité étudie l'article 34 qui se lit comme suit:

"34. La commission peut, à même le montant reçu à la suite de la forfaiture d'un cautionnement, indemniser, de la manière et dans la mesure qu'elle le juge possible et équitable, toute personne qui établit à la satisfaction de la commission qu'elle a été lésée par les actes de la personne ou de la compagnie pour qui le cautionnement avait été donné ou, selon le cas, par les actes des officiers de cette compagnie.

"Tout cautionnement forfait ou reliquat de tel cautionnement dont la commission n'a pas ainsi disposé dans les deux ans de sa réception est versé, à l'expiration de ce délai, entre les mains du ministre des Finances de la province."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"34. La commission doit transmettre sans délai au ministre des Finances de la province tout montant qu'elle reçoit par suite de la forfaiture d'un cautionnement."

L'amendement est adopté.

L'article 34, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le paragraphe *h* de l'article 35 qui se lit comme suit:

"*h.* toute fausse déclaration ayant trait à un fait important, contenue dans une demande d'enregistrement, des documents, une déposition ou des renseignements soumis ou donnés à la commission, à ses représentants ou au registraire en

vertu des dispositions de la présente loi ou des règlements, ou dans un prospectus ou une autre publication ayant trait à des valeurs mobilières et destiné à l'information du public;"

Cet article est amendé et le mot suivant est ajouté dans la première phrase: "intentionnelle".

L'amendement est adopté.

L'article 35, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 36 qui se lit comme suit:

"36. La commission peut, en tout temps, de son chef ou à la suite d'une plainte, faire toute enquête, interroger toute personne, exiger tout renseignement et examiner tout document ou pièce, afin de se rendre compte si un acte frauduleux ou une infraction à la présente loi ou aux règlements a été commise ou est sur le point de l'être.

"Elle peut aussi autoriser, par écrit, toute personne, y compris un commissaire, à faire pour elle de telles enquêtes."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): N'y a-t-il pas danger d'indiscrétions? L'enquêteur pourrait divulguer des secrets susceptibles de nuire à une compagnie ou à une personne quelconque.

(Il s'ensuit une brève discussion)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) apporte un amendement.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"36. Sujet aux règles ordinaires de la preuve, la commission peut, en tout temps, de son chef ou à la suite d'une plainte, faire toute enquête, interroger toute personne, exiger tout renseignement et examiner tout document ou pièce, afin de se rendre compte si un acte frauduleux ou une infraction à la présente loi ou aux règlements a été commise ou est sur le point de l'être.

"Elle peut aussi autoriser, par écrit, toute personne, y compris un commissaire, à faire pour elle de telles enquêtes."

L'amendement est adopté.

L'article 36, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 37 et 38 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 39 qui se lit comme suit:

"39. La commission et, avec son autorisation, tout enquêteur peuvent prendre possession de tout document, bien, dossier et objet appartenant à la personne soumise à l'enquête et que la commission croit nécessaire d'examiner."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) fait une suggestion au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) retranche du texte le mot "bien".

Cet article est amendé et le mot "bien" est retranché.

L'amendement est adopté.

L'article 39, ainsi amendé, est adopté.

L'article 40 est adopté.

Le comité étudie l'article 41 qui se lit comme suit:

"41. Constitue une infraction l'omission, sans excuse légitime, ou le refus par toute personne ou compagnie:

"a. de fournir, dans le délai fixé, un renseignement requis par la commission en vertu de la présente loi ou des règlements;

"b. au cours d'une enquête conduite par la commission ou un enquêteur, de comparaître, après assignation, ou de rendre témoignage, ou de répondre à une question qui serait pertinente si elle était posée devant un tribunal civil, ou de produire un document, une pièce ou un objet dont la production est requise, ou de permettre l'examen de documents, de biens, de dossiers ou d'objets par les comptables ou experts visés à l'article 40, ou de répondre aux questions posées par ces comptables ou experts."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"41. Constitue une infraction l'omission, ou le refus, sans excuse légitime, par toute personne ou compagnie:

"a. de fournir, dans le délai fixé, un renseignement requis par la commission en vertu de la présente loi ou des règlements;

"b. au cours d'une enquête conduite par la commission ou un enquêteur, de comparaître, après assignation, ou de rendre témoignage, ou de répondre à une question qui serait pertinente si elle était posée devant un tribunal civil, ou de produire un document, une pièce ou un objet dont la production est requise, ou de permettre l'examen de documents, de biens, de

dossiers ou d'objets par les comptables ou experts visés à l'article 40, ou de répondre aux questions posées par ces comptables ou experts."

L'amendement est adopté.

L'article 41, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 42 qui se lit comme suit:

"42. Toute omission, sans excuse légitime, ou tout refus de faire une chose prescrite par l'article 41:

"a. autorise la commission à décider, sans autre preuve, qu'un acte frauduleux a été commis, et par qui, relativement à l'opération qui fait l'objet de l'enquête.

"b. constitue, pour les fins d'une poursuite pour infraction à l'article 41, une preuve *prima facie* de la commission d'une telle infraction."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"42. Toute omission ou tout refus, sans excuse légitime, de faire une chose prescrite par l'article 41:

"a. autorise la commission à décider, sans autre preuve, qu'un acte frauduleux a été commis, et par qui, relativement à l'opération qui fait l'objet de l'enquête.

"b. constitue, pour les fins d'une poursuite pour infraction à l'article 41, une preuve *prima facie* de la commission d'une telle infraction."

L'amendement est adopté.

L'article 42, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 43 à 49 sont adoptés, mais au cours de l'étude d'un de ces articles,

Un député de l'opposition note qu'il existe bien peu de recours contre la commission, en regard des pouvoirs extrêmement étendus que possède cette dernière.

Le comité étudie l'article 50 qui se lit comme suit:

"50. Sous réserve de l'article 52, aucune valeur mobilière provenant d'une émission faite après l'entrée en vigueur de la présente loi ne peut être en cette province l'objet d'un commerce au sens de l'article 14 avant que la commission ne l'ait permis, ni à moins qu'une mention de cette permission n'apparaisse sur chaque exemplaire du

prospectus qui doit être remis à l'acquéreur d'une de ces valeurs mobilières en vertu de l'article 53, même si la personne, la compagnie ou l'entreprise, existante ou projetée, y compris une entreprise minière quelconque, par laquelle ou pour le compte ou le bénéfice de laquelle cette émission est faite, est domiciliée ou a son siège social hors de la province.

"Cette permission ne comporte, de la part de la commission, aucune garantie quelconque de la valeur des titres émis, ni aucune recommandation à leur sujet. Chaque exemplaire du prospectus remis à l'acquéreur doit contenir, à un endroit en vue, l'inscription suivante: "Émission permise par la Commission des valeurs mobilières du Québec le (date). Cette permission ne comporte, de la part de la commission, aucune garantie quelconque de la valeur de ce titre, ni aucune recommandation à son sujet."

"La permission obtenue, en vertu du premier alinéa du présent article, pour le commerce initial des valeurs mobilières concernées, vaut pour les transactions subséquentes dont elles peuvent être l'objet."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"50. Sous réserve de l'article 52, aucune valeur mobilière provenant d'une émission faite après l'entrée en vigueur de la présente loi ne peut être en cette province l'objet d'un commerce au sens de l'article 14 avant que la commission ne l'ait permis, même si la personne, la compagnie ou l'entreprise, existante ou projetée, y compris une entreprise minière quelconque, par laquelle ou pour le compte ou le bénéfice de laquelle cette émission est faite, est domiciliée ou a son siège social hors de la province.

"Cette permission ne comporte, de la part de la commission, aucune garantie quelconque de l'exactitude du prospectus, ni de la valeur des titres émis, ni aucune recommandation à leur sujet.

"Cette permission peut être révoquée en tout temps par la commission, à sa discrétion, pour toute raison qu'elle considère opportune dans l'intérêt public."

L'amendement est adopté.

L'article 50, ainsi amendé, est adopté.

L'article 51 est adopté.

Le comité étudie l'article 52 qui se lit comme suit:

"52. Les dispositions des articles 50 et 51 ne s'appliquent pas:

"a. aux transactions et valeurs mobilières visées par les articles 20 et 21;

"b. aux émissions de valeurs mobilières qui doivent être autorisées par la Régie provinciale de l'électricité."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "c. aux valeurs mobilières cotées à une bourse reconnue et négociées par l'entremise d'une telle bourse".

L'amendement est adopté.

L'article 52, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 53 qui se lit comme suit:

"53. Toute émission de valeurs mobilières sujettes à l'application de l'article 50 doit être accompagnée d'un prospectus, dactylographié, polycopié ou imprimé, contenant, au sujet de la personne, de la compagnie ou de l'entreprise concernée, les renseignements prescrits par les règlements.

"Des exemplaires de ce prospectus doivent être fournis à la commission, au nombre qu'elle spécifie. Un exemplaire doit en outre être remis à chaque acquéreur, lors de toute transaction initiale relative à des titres provenant de cette émission."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"53. Toute émission de valeurs mobilières sujettes à l'application de l'article 50 doit être accompagnée d'un prospectus, dactylographié, polycopié ou imprimé, contenant, au sujet de la personne, de la compagnie ou de l'entreprise concernée, un exposé complet des faits pertinents selon que prescrit par les règlements.

"Des exemplaires de ce prospectus doivent être fournis à la commission, au nombre qu'elle spécifie. Un exemplaire doit en outre être remis à chaque acquéreur, lors de la vente ou de la distribution au public des titres provenant de cette émission.

"La commission peut exiger que ce prospectus soit révisé ou remplacé, même après qu'une permission ait été accordée en vertu de l'article 50, lorsqu'elle le juge nécessaire pour la protection du public."

L'amendement est adopté.

L'article 53, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 54 et 55 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 56 qui se lit comme suit:

"56. Le courtier qui achète et porte sur marge, pour un client, des valeurs mobilières d'une compagnie ou d'une entreprise quelconque, au Canada ou ailleurs, ne doit pas vendre, ni faire vendre, pour le bénéfice d'un compte dans lequel il est directement ou indirectement intéressé, des valeurs mobilières de cette même compagnie ou entreprise qu'il détient également sur marge, si une telle vente devait avoir pour effet de réduire, à un montant inférieur à celui que le courtier doit porter pour tous ses clients, le montant des valeurs mobilières ou des droits ou intérêts qu'il a en sa possession ou sous son contrôle, pour ce client, dans le cours ordinaire des affaires."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je dois dire que je ne comprends rien du tout à la phraséologie⁴. Il demande au premier ministre d'en expliquer le sens à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas plus que vous ne comprenez le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit simplement d'empêcher un individu d'acheter des valeurs sur marge pour lui et des amis à la fois, de faire un tout de ces valeurs, afin de pouvoir ensuite s'attribuer celles qui sont mieux cotées et de laisser à ses amis celles qui ont baissé. J'ai connu quelqu'un qui spéculait à la Bourse de Montréal avec l'argent des autres. On lui confiait divers montants pour qu'il les fasse travailler. Quand ça montait, il gardait l'argent pour lui et quand ça baissait, il remettait le restant aux autres. En résumé, la loi dit qu'un particulier ne peut faire servir l'argent des autres pour ses fins personnelles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi n'avoir pas dit la chose plus clairement? Si le premier ministre mettait dans la loi ce qu'il vient de dire, ce serait beaucoup plus clair.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Pas un de vous ne connaît quoi que ce soit à propos des transactions boursières. Cela fait deux heures que vous êtes là-dessus et vous n'êtes pas plus avancés que vous ne l'étiez au début.

(Rires)⁵

L'article 56 est adopté.

L'article 57 est adopté.

Le comité étudie l'article 58 qui se lit comme suit:

"58. Au cas de vente par le courrier, ou par son associé ou l'employé de la société dont il fait partie, ou par le directeur, l'officier ou l'employé de la compagnie agissant comme courtier, de valeurs mobilières visées à l'article 56, dans les circonstances énoncées audit article ou à l'article 57, le client lésé peut, à son gré, tenir pour nul son contrat en vertu duquel le courtier a acheté pour lui de telles valeurs mobilières et recouvrer du courtier le montant qu'il lui a payé, avec intérêt, ainsi que les valeurs mobilières par lui déposées, en garantie ou autrement, entre les mains du courtier.

"Le client peut exercer par avis conforme aux dispositions de l'article 29 ce droit de tenir pour nul son contrat avec le courtier.

"Toute vente de valeurs mobilières en violation de l'article 56 ou de l'article 57 constitue en outre une infraction de la part du courtier."

Cet article est amendé et les mots "le directeur, l'officier ou l'employé" sont remplacés par "un directeur, un officier ou un employé".

L'amendement est adopté.

L'article 58, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 59 et 60 adoptés.

Le comité étudie l'article 61 qui se lit comme suit:

"61. Toute démarche à la résidence d'un particulier pour faire le commerce de valeurs mobilières est prohibée et constitue une infraction.

"Toute vente ou transaction de valeurs mobilières conclue avec un particulier lors ou à la suite d'une démarche à une résidence est annulable au gré de ce particulier.

"L'action en annulation et en répétition du montant payé, s'il en est, résultant d'une vente ou d'une transaction visée à l'alinéa précédent peut être intentée devant le tribunal civil de juridiction compétente du domicile du demandeur. Elle se prescrit par deux ans à compter de la date de la vente ou de la transaction."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'empêcher les ventes à haute pression. Il est défendu d'aller offrir des valeurs mobilières dans les résidences. Il vaut mieux que les transactions aient lieu dans un bureau, où il y a plus de témoins que dans une maison privée. Les amendes imposées par la loi sont considérables dont le minimum est de

\$500 et le maximum de \$10,000 pour la première offense, et de \$2,000 minimum et \$15,000 maximum dans le cas des offenses subséquentes. Dans le cas de non-paiement, il y a des peines de prison.

Dans le cas des compagnies, les amendes peuvent être augmentées à la discrétion du juge, à \$10,000 minimum pour une première infraction et à \$25,000 pour les infractions subséquentes ainsi qu'un maximum de deux ans d'emprisonnement. Dans le cas des compagnies, les directeurs peuvent être tenus de payer ces amendes, si la compagnie ne peut le faire. Il y a contrainte par corps. La suggestion provient des autorités de la bourse à Montréal.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "Le présent article ne s'applique pas aux valeurs mobilières pour le commerce desquelles l'enregistrement n'est pas requis".

L'amendement est adopté.

L'article 61, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 62 qui se lit comme suit:

"62. Pour les fins de l'article 61,

"a. le mot "résidence" désigne toute bâtisse ou partie de bâtisse dans laquelle l'occupant réside, en permanence ou temporairement, ainsi que tout local qui en dépend, à l'exclusion d'un bureau d'affaires;

"b. le terme "particulier" ne comprend pas les amis personnels intimes ou les associés en affaires du courtier ou du vendeur, ni les clients avec lesquels il fait habituellement commerce;

"c. l'expression "démarche" comprend les visites, les sollicitations écrites et les communications téléphoniques ou télégraphiques, émanant d'un endroit situé ou non dans la province."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande s'il est immoral pour un courtier de se rendre à une résidence privée dans le but de faire des ventes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le but de la loi est d'empêcher que des courtiers aillent rencontrer des clients quand ils sont seuls chez eux, pour leur conter des contes de fées, ce qu'ils ne feraient pas dans un bureau public, devant témoins.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: "Cette expression ne comprend cependant pas l'envoi par la poste d'invitations à

souscrire à l'achat de valeurs mobilières ou d'offres de vente de telles valeurs, pourvu que ces invitations ou offres soient accompagnées d'un prospectus répondant aux exigences de l'article 53, ni de communications adressées par une compagnie aux détenteurs enregistrés de ses titres, pourvu que dans chacun de ces cas de telles invitations, offres ou communications soient faites de bonne foi et ne constituent pas un acte frauduleux ou une tentative de commettre un acte frauduleux au sens de l'article 35".

L'article 62 est adopté.

Les articles 63 à 77 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 78 qui se lit comme suit:

"78. Un de ces états est préparé par un comptable dont il retient lui-même les services, mais dont le choix doit être approuvé par la commission. Un exemplaire de cet état doit être remis avec diligence à la commission.

"Un autre état doit être préparé, au cours de la même année, par un comptable que désigne la commission, à une date qu'elle détermine et qui ne doit pas être préalablement révélée au courtier."

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) se permet quelques réflexions amusantes et fait remarquer qu'il est 6 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous n'avions pas l'intention de siéger ce soir, mais...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Ce n'est pas moi qui vous empêcherai. Dans ce cas-là, je ne dis plus un mot.

L'article 78 est adopté.

Les articles 79 à 83 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 84 qui se lit comme suit:

"84. Toute personne trouvée coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements, ou d'un acte frauduleux non punissable en vertu du Code criminel du Canada, doit être condamnée, en outre des frais dans tous les cas, pour une première infraction, à une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus cinq mille dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, à un

emprisonnement d'au moins deux mois et d'au plus six mois; et, pour toute infraction subséquente, à une amende d'au moins deux mille dollars et d'au plus quinze mille dollars ou à un emprisonnement d'au moins six mois et d'au plus deux ans, ou aux deux peines à la fois, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, à un emprisonnement d'au moins six mois et d'au plus deux ans.

"Les amendes prévues par l'alinéa précédent doivent également être imposées, en outre des frais, lorsque le contrevenant est une compagnie, mais alors elles peuvent être augmentées, à la discrétion du juge ou du tribunal, jusqu'à concurrence de dix mille dollars pour une première infraction et de vingt-cinq mille dollars pour toute infraction subséquente et le juge ou le tribunal peut ordonner qu'à défaut du paiement de l'amende et des frais par la compagnie, tels directeurs, officiers ou employés de la compagnie qu'il désigne soient tenus de les payer, dans la proportion qu'il indique, à défaut de quoi ils soient emprisonnés pour une période d'au moins deux mois et d'au plus six mois, pour une première infraction, et d'au moins six mois et d'au plus deux ans, pour toute infraction subséquente."

M. Cournoyer (Richelieu) trouve qu'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$5,000 pour une première infraction était trop forte dans le premier cas et, pas assez, dans le second cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se déclare prêt à fixer le maximum à \$10,000, mais ne veut pas changer le minimum.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"84. Toute personne trouvée coupable d'une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements, ou d'un acte frauduleux non punissable en vertu du Code criminel du Canada, doit être condamnée, en outre des frais dans tous les cas, pour une première infraction, à une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus dix mille dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, à un emprisonnement d'au moins deux mois et d'au plus six mois; et, pour toute infraction subséquente, à une amende d'au moins deux mille dollars et d'au plus vingt mille dollars ou à un emprisonnement d'au moins six mois et d'au plus deux ans, ou aux deux peines à la fois, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, à un emprisonnement d'au moins six mois et d'au plus deux ans.

"Les amendes prévues par l'alinéa précédent doivent également être imposées, en outre des frais, lorsque le contrevenant est une compagnie, mais alors elles peuvent être augmentées, à la discrétion du juge ou du tribunal, jusqu'à concurrence de dix mille dollars pour une première infraction et de vingt-cinq mille dollars pour toute infraction subséquente et le juge ou le tribunal peut ordonner qu'à défaut du paiement de l'amende et des frais par la compagnie, tels directeurs, officiers ou employés de la compagnie qu'il désigne soient tenus de les payer, dans la proportion qu'il indique, à défaut de quoi ils soient emprisonnés pour une période d'au moins deux mois et d'au plus six mois, pour une première infraction, et d'au moins six mois et d'au plus deux ans, pour toute infraction subséquente."

L'amendement est adopté.

L'article 84, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 85 à 97 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande la remise de la troisième lecture à la prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) acquiesce volontiers à la demande.

Pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 248 concernant les pères Bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Trefflé Berthiaume

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 253 concernant le

testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et La Cie de publication de La Presse limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Québec-Ouest

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 254 modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 10.

NOTES

1. Estimation du *Soleil* du 3 février 1955, à la page 3. Le *Montréal-Matin* du 3 février 1955, à la page 4, mentionne quatre à cinq mois.

2. *La Presse* du 3 février 1955, à la page 29, est le seul journal à attribuer cette intervention à M. Duplessis. Par contre, tous les autres journaux mentionnent plutôt que c'est M. Sauvé qui intervient.

3. *L'Événement* du 3 février 1955, à la page 18, précise que M. Duplessis fait cette remarque en acceptant d'amender l'article discuté.

4. *Le Soleil* du 3 février 1955, à la page 6, précise que "l'article 56 est d'une rédaction assez compliquée comportant au moins 16 lignes sans point."

5. *La Presse* du 3 février 1955, à la page 29, mentionne que M. Rochon "amuse la Chambre en notant la difficulté des avocats de comprendre ces textes relatifs à des questions de bourse".

Première séance du jeudi 3 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 110 concernant la succession de feu l'abbé Adélard Desrosiers;
- bill 129 concernant la donation de François-Xavier Delâge à Alfred Delâge.

**Succession
Adélard Desrosiers**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant la succession de feu l'abbé Adélard Desrosiers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Donation de
François-Xavier Delâge**

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant la donation de François-Xavier Delâge à Alfred Delâge.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 39 concernant la loi des parcs nationaux;
- bill 41 concernant la révision du Code civil.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 134 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en ajoutant après le mot "division" dans la huitième ligne du paragraphe 28 les mots suivants: "actuelle ou éventuelle";

2. L'article 8 est modifié dans le paragraphe 1a:

a. en remplaçant dans la cinquième ligne les mots ", bâti ou non" par les mots "ou bâti";

b. en remplaçant dans la douzième ligne le mot "volailles" par les mots "des oiseaux";

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 9 comme article 10:

"10. Un règlement adopté en vertu de l'article 8 ne sera pas applicable avant le premier mai 1957 au cas d'une personne gardant actuellement des animaux ou des oiseaux de basse-cour.";

4. L'article 10 devient l'article 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 226 accordant à la corporation du comté de Charlevoix-Est et à la corporation du comté de Charlevoix-Ouest

certaines pouvoirs pour construire et opérer un aéroport, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le paragraphe *d* par ce qui suit:

"*d.* à exercer conjointement tous les autres pouvoirs nécessaires à l'exploitation dudit aéroport, y compris celui d'établir des tarifs et de faire amender ou abroger des règlements concernant l'opération dudit aéroport.";

2. Les articles 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit:

"4. Pour les fins de l'opération conjointe dudit aéroport, par l'exécution des décisions administratives et autres prises conjointement par les deux dites corporations de comté, il est par les présentes établi un "conseil d'administration de l'aéroport de Charlevoix", qui sera composé de trois membres dont l'un désigné par la Corporation du comté de Charlevoix-Est, un deuxième par la corporation du comté de Charlevoix-Ouest. Le troisième qui agira comme président dudit conseil sera désigné par les deux premiers, ou à défaut d'entente, par le président de la Régie des services publics.

Les deux dites corporations de comté pourront augmenter le nombre des membres dudit conseil à cinq, chacune desdites corporations désignant un membre additionnel. Dans ce cas, le président sera choisi par la majorité des membres désignés par les corporations de comtés ou dans le cas d'égalité des voix, par le président de la Régie des services publics.

"5. Le conseil d'administration constitué en vertu de l'article précédent n'exerce que les seuls pouvoirs et attributions qui lui ont été assignés par les règlements adoptés conjointement par les deux dites corporations de comtés. En dehors des cadres ainsi fixés, son rôle est purement consultatif. Il doit faire rapport de ses activités en décembre chaque année aux deux dites corporations et plus souvent si nécessaire ou requis.

"6. Les pouvoirs et attributions, qui doivent être exercés conjointement par les deux dites corporations de comtés, sont exercés valablement par le vote affirmatif des deux tiers des membres des deux dites corporations de comtés, réunis en assemblée conjointe à l'un ou l'autre des deux chefs-lieux. Les formalités relatives à la convocation de ces assemblées conjointes seront déterminées par un règlement adopté à la première assemblée qui sera tenue selon le monde que prescrira le ministre des Affaires municipales.";

3. Les articles 6 et 7 deviennent les articles 7 et 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 240 concernant la Commission de transport de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Dans la version anglaise seulement;

2. *a.* dans la version anglaise seulement;

b. dans la version anglaise seulement;

3. L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. Ce règlement entrera en vigueur à la date qui y sera fixée, pourvu qu'il ait été préalablement approuvé par le surintendant des assurances.

Après son entrée en vigueur, il ne pourra être modifié que par une loi de la Législature.";

4. Dans la version anglaise seulement;

5. Dans la version anglaise seulement;

6. Ce qui suit est ajouté après l'article 5 comme article 6:

"6. À la date de l'entrée en vigueur du règlement, les employés qui étaient membres de l'Association mutuelle de bienfaisance de la Compagnie des tramways de Montréal au moment de sa dissolution et qui auront alors au moins l'âge minimum requis par le règlement, auront droit de participer au fonds de pension de la commission.";

7. Les articles 6 et 7 deviennent les articles 7 et 8;

8. Ce qui suit est ajouté après l'article 7, devenu l'article 8, comme articles 9, 10, 11 et 12:

"9. Les dispositions du paragraphe 13 de l'article 599 du Code de procédure civile s'appliquent au fonds de pension de la commission, aux contributions qui y sont versées et aux pensions qui sont payées à même ce fonds."

"10. L'article 7 de la loi 14 George VI, chapitre 79, est modifié en y substituant au second alinéa les suivants:

"Les commissaires devront consacrer tout leur temps au service de la commission et ne pourront occuper aucun autre emploi ou occupation rémunérée, ni aucune autre fonction publique. Ils ne pourront être ni parties, ni intéressés, directement ou indirectement, dans un contrat avec la commission ou avec la cité de Montréal ou avec une cité ou ville du district métropolitain, ni être membres d'une société ayant un tel contrat.

Toutefois, il sera loisible à un commissaire de terminer l'exécution d'un contrat intervenu, avant sa nomination, avec la cité de Montréal, pour la refonte de sa charte, de prendre part à toute délibération et à tout travail s'y rapportant et de recouvrer toute

rémunération à laquelle il peut avoir droit pour sa participation à cette refonte."

"11. L'article 10 de ladite loi est modifié en y remplaçant le second alinéa par les suivants:

"Tout commissaire pourra, après dix ans de service, prendre sa retraite avec une pension d'au plus cinq mille dollars par année, sa vie durant.

Cependant, toute personne remplissant les fonctions de président de la commission et de gérant général de son entreprise, après avoir été pendant plus de douze ans au service de cette entreprise avant son acquisition par la commission et pendant plus de neuf ans au service de la Commission des tramways de Montréal, aura droit de prendre sa retraite après huit années de service à la commission, avec une pension annuelle de huit mille dollars, sa vie durant."

"12. Les dispositions des articles 9 et 10 de la présente loi ont leur effet depuis le cinq avril 1950.";

9. Les articles 8 et 9 deviennent les articles 13 et 14.

Charte de Côte-Saint-Luc

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Aéroport de Charlevoix

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 226 accordant à la corporation du comté de Charlevoix-Est et à la corporation du comté de Charlevoix-Ouest certains pouvoirs pour construire et opérer un aéroport.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Commission hydroélectrique de Québec

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le onzième rapport

annuel de la Commission hydroélectrique de Québec, pour 1954. (Document de la session no 40)

Valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 concernant les valeurs mobilières soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Discours du budget 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. l'Orateur, l'histoire de l'humanité est remplie d'actions d'éclat qui dépassent les frontières du temps et de l'espace. Conquêtes de l'esprit et victoires de la volonté, elles grandissent avec les années ou s'évanouissent dans la grisaille du passé. Leur résistance à l'usure des ans résulte de l'empreinte profonde qu'elles exercent sur l'âme populaire et les institutions humaines. C'est le destin des grandes œuvres d'art comme des hauts faits d'ordre politique ou militaire. Si l'histoire demeure un juge impartial de leur valeur, l'imagination en garde une image de beauté et de grandeur qui confond la réalité avec la légende. Dans le recul du temps, les œuvres des grandes existences brillent comme des phares, alors que les plus ordinaires s'effacent pour permettre à l'imagination populaire et à l'histoire de fixer sur leurs visages des traits d'immortalité.

Le travail des bâtisseurs du pays, des découvreurs, marins et soldats, des premiers missionnaires, des évêques, des pasteurs de nos paroisses, des grands parlementaires qui ont conquis le gouvernement responsable et jeté les bases des institutions qui ont fait du Canada un grand pays au vingtième siècle, dépasse leur génération. Les critiques à leur adresse s'atténuent, parce que le silence de leur tombeau est plus éloquent que la puissance de leur parole. L'histoire raconte leur contribution à la grandeur de notre province et de notre pays.

Au début de l'année 1955, ne convient-il pas de nous associer à nos frères acadiens pour rendre hommage au courage et à l'héroïsme de leurs ancêtres dispersés sur le continent nord-américain, il y a deux cents ans. Les Acadiens, des provinces maritimes à la Louisiane, rappelleront le miracle de leur survivance et, avec émotion, feront revivre la misère et la grandeur du petit peuple de Grand Pré. Les poèmes de Longfellow chanteront de nouveau la gloire d'Évangéline, image symbolique de beauté et de lumière qui transforma un épisode douloureux en une héroïque aventure, digne des siècles de légende. Aux Acadiens des provinces maritimes, aux 100,000 Acadiens qui habitent la province de Québec et spécialement la région du Bas-Saint-Laurent qui m'est chère, aux Acadiens des autres provinces et de la Louisiane lointaine, nous dirons notre admiration et notre joie de nous inspirer de la leçon magnifique de courage et d'héroïsme qu'ils nous ont léguée en réussissant, en dépit des obstacles, à conserver leur foi, leur langue et leurs traditions. Les Acadiens ont regroupé leurs faiblesses pour devenir une force dans la Confédération. Évangéline, c'est l'histoire acadienne, une histoire inoubliable que le temps ne peut effacer.

Ce miracle de survivance fut aussi le nôtre avec moins de tragique grandeur. Suivant Parkman et nos meilleurs historiens, les Canadiens de langue française doivent leur survivance à leur attachement indéracinable à leur foi, à leur langue et à leurs traditions, aussi bien qu'à leur solide organisation paroissiale. Le régime seigneurial complétait cette première structure sociale. Aboli en 1854, il devait être remplacé en 1855, par de nouvelles institutions municipales dont nous célébrons le centenaire. Le système municipal du Bas-Canada, déclare l'auteur du "Canada sous l'Union", subit alors une réforme complète. La législation de 1855 substituait la municipalité de paroisse à la municipalité de comté instituée par la loi de 1846 et Sir Thomas Chapais, dans son cours d'histoire du Canada, déclare:

"C'était vraiment une sorte de Code municipal que la Législature édictait."

La corporation municipale exerce tout d'abord des pouvoirs délégués par le gouvernement de l'Union et, après 1867, des pouvoirs délégués par les provinces. Avec le développement de la vie moderne, les responsabilités municipales augmentent et ces institutions se trouvent aux prises avec mille difficultés. Au cours de leur évolution depuis 1867, les provinces ont partagé avec les municipalités les sources de revenus disponibles et ont assumé, parfois à diverses époques, quelques-unes de leurs

obligations les plus lourdes. L'institution municipale, essentielle au bon fonctionnement de notre société civile, qui compte maintenant un siècle d'existence, doit son évolution et sa forme actuelle à plusieurs générations d'hommes politiques dont il convient de louer le labeur prévoyant et efficace.

Au cours des derniers mois, nos compatriotes ont fait revivre le souvenir de Sir Wilfrid Laurier. Tour à tour, Montréal et Québec ont gravé ses traits dans le bronze. À Québec, le premier ministre du pays et le premier ministre de notre province, sur la même estrade, le 21 novembre dernier, ont rappelé sa contribution à la grandeur du Canada. Nos compatriotes se souviennent de sa parole prophétique: "Le vingtième siècle sera le siècle du Canada." Sir Wilfrid est entré dans la légende et dans l'histoire. Les hommes de ma génération évoquent sa prestance magnifique et son éloquence. Si certains actes de sa carrière politique prêtent à discussion, nous devons le remercier d'avoir prononcé ces paroles d'étonnante actualité que l'honorable premier ministre du Québec citait lors du dévoilement de son monument:

"C'est un fait historique que la forme fédérative n'a été adoptée qu'afin de conserver au Québec cette position exceptionnelle et unique qu'il occupait sur le continent américain.

Laurier a bien compris l'évolution constitutionnelle du Canada basée sur le respect des droits et libertés provinciales. Ces doctrines, résultats d'un compromis honorable, posent à l'attention des hommes politiques des problèmes multiples auxquels ils doivent apporter des solutions appropriées aux contingences et aux vicissitudes du temps.

Une histoire douloureuse, faite d'héroïsme et de courage, une institution vitale pour le développement de la nation canadienne, une carrière politique féconde constituent des sources précieuses d'inspiration où puiseront des leçons utiles ceux que la chose publique intéresse.

I

Considérations sur l'année financière 1954-1955

Les résultats d'une administration financière traduisent mieux que les discours la politique d'un gouvernement. Ils illustrent ses tendances, ses préoccupations économiques et sa véritable compréhension du bien-être social. L'année financière 1954-1955 se terminera avec un très important surplus au compte ordinaire. Depuis 1945, M. l'Orateur, le surplus annuel moyen de chaque

année financière s'élève à \$35,513,142. Les dépenses ordinaires, pour la présente année, se chiffrent à \$288,746,000 (Cf. *Tableau No 2*). Les plus importantes s'inscrivent aux chapitres de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de la colonisation et de la voirie. Les revenus ordinaires s'élèveront au chiffre record de \$327,325,000 (Cf. *Tableau No 1*). Le surplus au compte ordinaire en conséquence dépassera la somme de \$38,000,000. Les dépenses imputables au capital, qui s'établiront à \$64,596,000, seront encore cette année payées dans une large proportion à même le surplus au compte ordinaire.

a) Les revenus

La plupart de nos sources de revenus ont enregistré une augmentation sur l'année précédente. Bien que, suivant nombre d'experts, la situation économique a été moins brillante au Canada en 1954 qu'au cours de l'année précédente, l'économie de la province de Québec a réussi à se maintenir à un meilleur niveau que la plupart des provinces canadiennes. Une diminution dans l'un ou l'autre des secteurs de l'économie se traduit nécessairement par une diminution corrélative des revenus. Dans notre province, leur augmentation atteindra \$29,507,771, dont \$25,000,000 attribuables à l'impôt sur le revenu. S'il est vrai, comme l'affirment les économistes, que le revenu national brut au Canada a enregistré en 1954 une diminution par rapport au résultat de l'année précédente, ce fait est la conséquence de deux principaux facteurs, à savoir, la mévente du blé et de certaines céréales et la diminution de la valeur des importations et des exportations pour un montant d'environ \$300,000,000. Ces deux facteurs toutefois n'expliquent que d'une façon incomplète le ralentissement de l'activité économique. Ainsi, la mauvaise température a, dans certaines provinces, affecté les récoltes, mais il est très réconfortant de savoir et de pouvoir dire que, dans la province de Québec, cette régression économique ne s'est nullement fait sentir.

b) Les dépenses ordinaires

Les sommes les plus considérables inscrites au chapitre des dépenses sont celles qui concernent l'éducation, la santé, l'agriculture, la colonisation et la voirie. La première catégorie augmente évidemment d'année en année par suite de l'accroissement du nombre d'enfants d'âge scolaire qui nécessite la construction de nouvelles écoles, car la politique énergique du gouvernement de l'Union

nationale tend à assurer à la jeunesse plus de facilités pour s'instruire.

En 1944-1945, le ministère de la Santé consacrait à l'amélioration de l'hygiène et de la santé la somme de \$8,062,972, alors que le département de l'Instruction publique consacrait à la cause de l'éducation la somme de \$9,898,712. Au cours de l'année financière 1954-1955, le ministère de la Santé attribuait à la santé publique la somme record de \$60,428,000 - l'augmentation est de 749 % sur une période de 10 ans - et de son côté, le département de l'Instruction publique et divers autres départements contribuaient à l'éducation pour un montant qui dépasse \$60,000,000. D'ailleurs, ai-je besoin d'ajouter, M. l'Orateur, que les sommes consacrées à l'éducation, à l'hygiène et à la santé, devront nécessairement augmenter au cours des prochaines années. D'ici à 1960, d'après les statistiques fournies par le département de l'Instruction publique, le gouvernement devra assurer de nouvelles classes à plus de 250,000 jeunes enfants. Le nombre des nouveaux écoliers augmente d'environ 50,000 chaque année. Cette réalité contribue à rendre de plus en plus lourde la tâche des officiers du département de l'Instruction publique. Dans le domaine de l'hospitalisation, d'autres circonstances et le prodigieux développement du Québec accroissent aussi les responsabilités du ministère de la Santé.

La revue mensuelle de la Banque de la Nouvelle-Écosse de juillet 1954 contenait des statistiques très précieuses sur la population canadienne, dont l'augmentation dans chaque province n'est pas uniforme. Elle continue toujours sa marche ascendante dans la province de Québec:

"Entre 1941 et 1953, alors que la population de l'ensemble du pays a augmenté de 25 %, celle de la Saskatchewan a diminué légèrement (4 %). Il convient de signaler que le recensement de 1951 faisait ressortir, par rapport à la décade antérieure, une réduction de 7 %. La situation est donc meilleure de 1951 à 1953. Au cours de cette période de douze années, quatre autres provinces ont augmenté légèrement: Manitoba 11 %, Île du Prince-Édouard 12 %, Nouvelle-Écosse 15 % et le Nouveau-Brunswick 17 %. L'augmentation de la population s'est manifestée principalement en Alberta (augmentation de 26 %), au Québec (augmentation de 28 %), en Ontario (augmentation de 29 %) et en Colombie canadienne (augmentation phénoménale de 50 %)."

L'augmentation de la population se traduit par une augmentation des obligations. Si cette augmentation ne suit pas un mouvement uniforme

dans toutes les provinces, elle est toujours très sensible dans la province de Québec. C'est la cause principale de la croissance de nos obligations et de nos responsabilités.

1952	62,074,513
1953	28,887,819
1954	36,456,881
1955	¹ <u>38,579,000</u>

c) Dépenses imputables au capital

\$ 355,131,421

Du 31 mars 1945 au 31 mars 1955, le gouvernement aura consacré une somme totale approximative de \$469,067,802 à des travaux d'une nature permanente. La plus grande partie de ces travaux, soit 75.7 % a été payée à même les surplus au compte ordinaire.

Voici la liste des montants consacrés à des travaux de cette nature au cours des dix dernières années:

<i>Année terminée le 31 mars</i>	<i>Dépenses imputables au capital</i>
1946.....	\$ 12,977,903
1947.....	24,287,135
1948.....	40,927,129
1949.....	64,755,220
1950.....	42,341,455
1951.....	33,825,175
1952.....	60,262,344
1953.....	67,007,015
1954.....	58,088,426
1955.....	¹ <u>4,596,000</u>
	<u>\$469,067,802</u>

¹ Estimation

Voici maintenant la liste des surplus au compte ordinaire pour les mêmes années:

<i>Année terminée le 31 mars</i>	<i>Surplus au compte ordinaire</i>
1946.....	\$14,768,397
1947.....	26,471,830
1948.....	44,367,887
1949.....	33,765,031
1950.....	31,753,562
1951.....	38,006,501

¹ Estimation

Certaines personnes dans notre province, délibérément, ne tiennent pas compte de la différence qui existe entre la méthode de présentation des états financiers du gouvernement de la province de Québec et la méthode utilisée par la plupart des autres gouvernements provinciaux et par l'entreprise privée. Le ministère des Finances dans notre province tient toujours compte, dans la présentation de ses états financiers, et des dépenses ordinaires et des dépenses imputables au capital, alors que dans la majorité des provinces, on ne tient compte, pour stabiliser le budget, que des dépenses ordinaires. Il est admis aujourd'hui, en comptabilité publique, que les dépenses imputables au capital, c'est-à-dire celles qui sont consacrées à des constructions permanentes, ne sont pas nécessairement inscrites aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle les travaux sont exécutés. Ces œuvres, qui bénéficieront aux générations futures et qui constituent par elles-mêmes une source additionnelle de revenus, peuvent être payées avec le produit de l'emprunt. Notre province a voulu conserver son crédit et c'est pourquoi du 1^{er} avril 1945 jusqu'au 31 mars 1954, alors que la valeur des constructions permanentes a atteint \$404,471,802, la dette consolidée, plus les bons du Trésor et moins les fonds d'amortissement, n'a enregistré qu'une augmentation de \$4,288,353, ce qui représente 1 % seulement des travaux effectués.

Si nous examinons maintenant le surplus au compte ordinaire de la province de Québec et celui des autres provinces, nous constatons que notre province est dans une situation extrêmement favorable. Voici, d'après le rapport de la maison Wood, Gundy & Company Limited, de novembre 1954, un état montrant pour l'année 1953, les surplus au compte ordinaire de chacune des provinces canadiennes:

Alberta	\$77,508,956
Québec	28,887,819
Colombie canadienne	8,364,625

Saskatchewan	4,725,336
Nouvelle-Écosse	2,753,830
Terre-Neuve	2,742,000
Île du Prince Édouard.....	1,517,567
Ontario	1,100,871
Manitoba	562,703
Nouveau-Brunswick	85,968

La différence de présentation des états financiers de chaque province ne nous permet pas de comparer adéquatement le montant des dépenses imputables au capital faites par chacune d'elles. Toutes les provinces sont évidemment obligées d'effectuer des travaux d'une nature permanente. Cependant, l'examen du tableau comparatif des surplus au compte ordinaire permet de conclure à l'excellence de la situation financière du Québec, puisque, à raison des économies constituées par ses surplus annuels, elle peut exécuter des travaux d'une nature permanente, sans être obligée d'en payer le coût total au moyen de l'emprunt. En fait, depuis le 31 mars 1945, 75.7 % de ces travaux ont été payés à même le surplus au compte ordinaire, alors qu'il aurait été facilement justifiable de les solder au moyen de l'emprunt. Aussi, notre province jouit-elle d'un très grand crédit sur les marchés financiers, puisque le prix de nos obligations a gagné de 4 à 9 points au cours des derniers mois.

Pour bien comprendre la situation réelle de notre province sur le plan financier, nous pourrions, par exemple, examiner et comparer l'action de deux contribuables dont le revenu serait à peu près identique. Si le revenu du premier est utilisé à défrayer et ses dépenses courantes et des achats d'immeubles ou des constructions, et si, de son côté, le second consacre tout son revenu à des dépenses courantes, le premier paraîtrait peut-être moins fortuné que le second, mais lors de l'inventaire de leur succession respective, il serait facile de constater que le second, c'est-à-dire celui qui a utilisé tout son revenu pour des dépenses courantes, était dans une situation financière précaire, alors que le premier, qui a consacré une partie de son revenu à des placements sur immeubles, jouissait d'une certaine aisance.

Il y a assurément corrélation entre l'augmentation des dépenses imputables au capital et l'état de prospérité d'un pays ou d'une entreprise privée. Les rapports des grandes banques canadiennes pour l'année 1954 indiquent que les dépenses imputables au capital au Canada atteindront un nouveau sommet, soit la somme approximative de \$5,826,000,000.

L'industrie de la construction, celle des maisons privées, des édifices commerciaux et des édifices publics, a continué sa marche progressive en 1954, bien que les dépenses faites pour l'outillage industriel a diminué par rapport à l'année 1953. Dans l'ensemble, l'augmentation des dépenses imputables au capital est un peu moindre que celle enregistrée au cours de l'an dernier. Voici ce que disait le président de la Banque Canadienne Nationale, monsieur Charles Saint-Pierre, lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de cette banque, le 11 janvier dernier:

"Le Bureau fédéral de la statistique évalue à \$4,830,000,000 les travaux de construction, de réfection et d'agrandissement exécutés en 1954. L'augmentation de 5 % que représente cette somme, par rapport à 1953, est inférieure à celles qu'on a relevées, d'année en année, depuis la fin de la guerre. Comme l'année précédente, l'activité a été plus grande dans le bâtiment que dans les travaux de génie civil.

D'après ces estimations, on aurait affecté à la construction et à la réparation de maisons, de locaux industriels et commerciaux, d'écoles, d'églises et d'hôpitaux, une somme de près de trois milliards, les habitations à elles seules comptant pour \$1,347,000,000."

Si nous examinons les dépenses imputables au capital faites par le gouvernement de la province de Québec, soit directement, soit indirectement, nous constatons qu'il contribue dans toute la mesure de ses forces et de ses moyens à la prospérité actuelle du Canada, sans pour cela affecter son crédit pour l'avenir, puisque, si la valeur des constructions permanentes augmente, sa dette nette a diminué et sa dette consolidée reste à peu près stationnaire.

Au cours de l'année 1954-1955, par exemple, le ministère de la Santé a permis l'établissement de 3,000 nouveaux lits d'hôpitaux. Le département de l'Instruction publique a contribué largement à l'ouverture de 1,193 classes nouvelles, pendant que les travaux d'une nature permanente exécutés à la fois par les ministères de la Voirie et des Travaux publics s'élèvent à la somme de \$54,805,000.

d) Surplus consolidé

Le surplus au compte ordinaire atteindra une somme approximative de \$38,579,000 au 31 mars 1955. Ce surplus s'ajoutera au surplus consolidé de la province qui s'élevait, d'après les *Comptes publics*, au 31 mars 1954, à la somme de \$354,048,659, pour former un total de \$392,627,659.

e) Diminution de la dette nette

Au 31 mars 1945, la différence entre le passif direct et l'actif réalisable s'élevait à la somme de \$308,243,440.96. Au 31 mars 1954, d'après les *Comptes publics*, la dette nette de la province s'élevait à la somme de \$280,339,501.47, soit une diminution de \$27,903,939.49 depuis 1945.

La dette nette de la province a été diminuée, bien que le gouvernement, durant cette période de neuf ans, ait effectué des dépenses imputables au capital pour une somme de \$404,471,802 pour accroître du même montant l'actif de la province.

Du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1954, les contributions aux fonds d'amortissement ont atteint la somme de \$68,055,332.65. Ces versements, compris dans les dépenses ordinaires, sont destinés à rembourser à leur échéance les émissions d'obligations de la province. Pendant la même période, les intérêts sur le placement de ces fonds ont rapporté \$21,309,189.40 et cette somme augmente d'autant nos contributions. C'est ce qui explique la stabilisation de la dette consolidée nette, en dépit des importants travaux d'une nature permanente réalisés par le gouvernement.

f) Dette per capita

La dette par tête de la province de Québec, d'après le rapport pour 1954 de la Banque de Montréal - Canada Funded Direct and Guaranteed Loans of the Federal and Provincial Governments - s'établit à \$85. Elle est légèrement supérieure à ce qu'elle était en ces dernières années. Cependant, Québec est la seule province avec Terre-Neuve, à posséder une dette *per capita* inférieure à \$100.

Ainsi, si nous faisons abstraction du fait que la dette de Terre-Neuve a été assumée par le gouvernement fédéral, lors de son entrée dans la Confédération canadienne, en 1947, nous pouvons conclure que la dette *per capita* du Québec demeure toujours la plus basse de toutes les provinces canadiennes.

L'an dernier, le secrétaire trésorier de la province du Nouveau Brunswick, l'honorable D. D. Patterson, appréciait la situation financière de notre province dans les termes suivants:

"Il serait peut-être utile, disait-il, d'examiner brièvement comment certaines des autres provinces font face au problème des dépenses en immobilisations. La province de Québec, par exemple, a récemment présenté son budget (dépenses ordinaires et de capital) pour l'année prochaine. En

chiffres ronds, on prévoit que les revenus de l'année prochaine atteindront \$323,000,000 et les dépenses totales \$321,000,000. Mais ce qui est intéressant, ajoutait-il, est que ce chiffre de \$321,000,000 comprend \$270,000,000 de dépenses ordinaires et \$51,000,000 de dépenses de capital. En d'autres termes, la province de Québec établit son budget sur une base de surplus sur tous comptes, c'est-à-dire après avoir imputé toutes ses dépenses de capital aux revenus courants. C'est grâce à cette sage politique financière que la dette nette de la province de Québec est actuellement inférieure à ce qu'elle était en 1945, alors que celle du Nouveau-Brunswick est considérablement plus élevée."

Voici le tableau de la dette *per capita* (dette consolidée nette, bons du Trésor inclus) de chacune des provinces canadiennes, d'après la publication de la Banque de Montréal:

Terre-Neuve.....	\$35
Québec.....	85
Alberta.....	107
Colombie canadienne.....	147
Manitoba.....	182
Ile du Prince Édouard.....	182
Ontario.....	186
Saskatchewan.....	205
Nouvelle-Écosse.....	274
Nouveau-Brunswick.....	305

Le tableau comparatif (Cf. *Tableau No 3*) de la dette *per capita* (dette consolidée nette, bons du Trésor exclus) de chacune des provinces canadiennes, de 1944 à 1954, établie d'après la publication de la maison Wood, Gundy and Company, démontre toute la solidité de la situation financière du Québec.

g) Les obligations de la province

C'est la politique du gouvernement de conserver l'excellent crédit du Québec. Au cours d'une période de prospérité; un gouvernement prudent doit s'efforcer de faire face à ses dépenses ordinaires sans dépasser ses revenus ordinaires. Cependant, je le répète, toutes les dépenses imputables au capital pourraient être payées à même le produit de l'emprunt. La partie de ces dépenses payée à même le surplus au compte ordinaire forme une réserve de pouvoir d'emprunt pour les périodes de dépression. Le gouvernement a appliqué cette théorie, et c'est pourquoi sa dette nette est encore

aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était au 31 mars 1945. Tous les économistes admettent que la dette nette d'un État est le baromètre de sa stabilité financière.

Au cours de l'année financière 1954-1955, l'administration n'a effectué qu'une seule émission d'obligations, soit une émission de remboursement, le 1^{er} juillet 1954. Il vient de rembourser intégralement, mardi de cette semaine, le 1^{er} février, à même le fonds d'amortissement, un emprunt de \$15,000,000 dont l'origine remonte à 1925.

Je suis heureux d'affirmer, M. l'Orateur, que le ministre des Finances a profité, l'an dernier, des bonnes conditions du marché pour emprunter la somme de \$34,500,000 au taux de 3 % avec échéance en 1969. Le produit de cet emprunt, ajouté au fonds d'amortissement, était destiné à rembourser avant l'échéance, deux emprunts, l'un de \$13,950,000 à 4 % émis en 1941 et dont l'échéance était fixée à 1955, et l'autre de \$31,500,000 à 3½ % émis en 1940 et dont l'échéance était fixée en 1956. L'économie d'intérêt effectuée sur cette opération s'élevait à environ \$200,000. Cette transaction, M. l'Orateur, nous a valu de chaleureuses félicitations des banquiers et des courtiers. En effet, Québec a été la première province canadienne, depuis environ trois ans, à pouvoir financer des obligations à long terme, à un taux de 3 %.

Vers la même date, la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (International Bank for Reconstruction and Development) a vendu au public une émission de

\$50,000,000 d'obligations. Ces obligations, dont l'échéance était fixée en 1969, c'est-à-dire pour la même période de temps, comportaient un taux d'intérêt de 3½ %, tandis que, je le répète, la province de Québec a eu l'avantage d'emprunter pour la même période de temps au taux de 3 %.

J'ai souligné tout à l'heure le remboursement à même les fonds d'amortissement d'un emprunt de \$15,000,000. Voici l'historique de cet emprunt. En 1925, le gouvernement de la province avait emprunté aux États-Unis pour les besoins de la voirie, \$15,000,000 au taux de 4½ % avec échéance le 2 mars 1950. Le capital et les intérêts étaient payables au choix des détenteurs, soit en monnaie canadienne, soit en monnaie américaine. Pour réaliser une économie d'intérêts, le gouvernement de l'Union nationale avait racheté par anticipation cet emprunt le 2 mars 1945 au moyen d'une nouvelle émission à cinq ans, au taux d'intérêt de 2 %. Le 2 mars 1950, le fonds d'amortissement en aurait permis le remboursement intégral, mais comme à ce moment le dollar américain était de 10.5 % supérieur au dollar canadien, le gouvernement a décidé de le renouveler pour une période de cinq ans au taux d'intérêt de 2½ %. Il a ainsi évité le paiement d'une prime qui aurait été défavorable aux finances provinciales. Depuis cette date, le dollar canadien a repris sa valeur sur le marché et, à l'heure actuelle, elle est légèrement supérieure à celle du dollar américain.

En résumé, l'administration de l'Union nationale a épargné, à l'occasion de cet emprunt:

1 ^o De 1945 à 1950, un taux d'intérêt de 2½ % représentant une somme nette de	\$1,713,690.19
2 ^o De 1950 à 1955, l'élimination d'une perte au change de 10.5 %	<u>1,575,000.00</u>
Soit une économie de	\$3,288,690.19

La baisse du taux des intérêts sur les obligations a eu comme corollaire un fléchissement des taux sur les emprunts à très court terme et, le 16 juin 1954, le ministre des Finances a obtenu des banques que l'intérêt sur les bons du Trésor soit ramené de 3 % à 2½ %. Le gouvernement a profité de cet avantage pour ses besoins courants et il a laissé le marché complètement libre pour les emprunts effectués par l'Hydro-Québec, dont l'expansion se traduit par de gigantesques développements.

h) Le niveau de la taxation

Même si les dépenses imputables au capital augmentent encore au Canada, il est évident que des

signes d'inquiétude se manifestent dans l'esprit des économistes. Les travaux d'une nature permanente n'ont enregistré qu'une augmentation de 5 % l'an dernier. Les achats d'outillage considérés comme des dépenses imputables au capital ont diminué, et ce recul a été heureusement compensé par une augmentation dans l'industrie de la construction. Cependant, le chômage a été plus aigu durant l'hiver 1954 qu'au cours des années précédentes, puisque les statistiques fixent à 300,000 le nombre des ouvriers à la recherche d'un emploi au Canada. L'Association des manufacturiers canadiens publiait, dans son bulletin de janvier 1955, des statistiques données par le ministère fédéral du Travail sur les 16,200 nouveaux emplois fournis aux ouvriers en 1954 par l'industrie manufacturière:

<i>Année</i>	<i>Nouveaux emplois</i>
1948.....	16,000
1949.....	8,100
1950.....	11,900
1951.....	15,300
1952.....	34,300
1953.....	23,000
1954.....	16,200

De 1948 à 1952, l'économie canadienne traversait la période anormale de l'après-guerre, mais depuis 1952, les nouveaux emplois sont à la baisse et c'est ce qui explique en partie l'augmentation du chômage. L'entreprise privée dans notre pays, comme aux États-Unis, soutient que le haut niveau de la taxation fédérale paralyse ses projets de développement. Il est anormal en effet que l'essor industriel soit enrayé alors que les recherches scientifiques ont atteint un point de développement inconnu dans le passé. Les hommes de science découvrent pour l'industrie des horizons illimités pour l'économie de demain: l'énergie atomique, l'aviation à réaction, la télévision en couleur, les produits synthétiques dont la liste s'allonge chaque jour. Tout un monde nouveau s'ouvre dans le domaine médical avec les antibiotiques, la cortisone, etc. Devant ces perspectives, l'entreprise privée sera-t-elle paralysée par le haut niveau de la taxation? C'est là à mon avis le point névralgique de l'économie de paix et les démocraties devront résoudre ce problème si elles veulent survivre, assurer plus de débouchés pour la main-d'œuvre et faire en sorte que les peuples de la terre profitent des progrès les plus récents de la science humaine. Les esprits sérieux semblent unanimes sur ce point. Monsieur John W. Hanes, président de la Tax Foundation aux États-Unis, écrivait à ce sujet:

"Me serait-il permis de répéter qu'une réduction importante des dépenses fédérales constitue une condition préalable essentielle à une économie florissante. Un des membres de la Commission Hoover a remarqué - et j'espère que ce n'était pas une prophétie - que la victoire par la banqueroute est peut-être le but machiavélique du Kremlin. Ne serait-ce pas encore pire que par la gestion défectueuse de notre économie, dans le but inspiré par des considérations politiques de donner satisfaction à tous les intérêts égoïstes, nous mettions en banqueroute et détruisions nous-mêmes le système américain, et cela, sans l'aide de Moscou.

"Comme un autre membre de la commission Hoover l'a déclaré: "un gouvernement résolu à restreindre ses dépenses est une nécessité vitale. Si le gouvernement dépense, comme il le fait maintenant, une si forte proportion du revenu total de la nation, il suscitera une situation qui ne contribuera pas au bon fonctionnement d'un gouvernement responsable et de l'entreprise libre. Le gouvernement national prend trop d'envergure et graduellement les gouvernements des États et l'entreprise privée dépériront, et le vide ainsi créé sera rempli par un pouvoir national centralisé. Il importe d'économiser non seulement pour réduire les impôts et pour élever le niveau de vie, mais aussi pour la préservation effective de notre régime et de nos institutions."

Dans une autre partie de son article, le professeur Hanes écrivait:

"Les contribuables américains paient actuellement environ 30 % du revenu national en impôts du gouvernement fédéral, impôts des États et impôts locaux. La déflation qui s'est produite cette année, à laquelle est venu s'ajouter l'enthousiasme grandissant de l'administration pour le "Welfare State" et les dépenses qu'il entraîne, se traduira peut-être par une hausse graduelle des impôts jusqu'au point où un désastre s'ensuivra.

"Dans ces conditions, j'espère qu'avant qu'il ne soit trop tard, nous examinerons de nouveau le problème dans son ensemble. Il est indispensable que nous prenions le temps nécessaire pour considérer attentivement nos programmes de taxation et de dépenses, pour établir des principes fondamentaux de politique fiscale et pour découvrir la mesure dans laquelle ces principes sont ou ne sont pas appliqués dans nos programmes fiscaux.

"Du point de vue de l'homme d'affaires, la situation est critique. Les incertitudes fiscales proviennent de budgets non équilibrés, de la menace de taxes plus élevées et d'un grand nombre de nouveaux programmes de dépenses.

"Comme l'ancien secrétaire d'État, M. James F. Byrnes, l'a si bien dit en juin dernier: "le niveau des affaires est étroitement lié à la stabilité de la politique fiscale du gouvernement".

"Quand existent des doutes et des craintes concernant notre politique fiscale, l'entreprise privée met au rancart ses programmes d'expansion, les marchands n'achètent qu'au jour le jour et la prudence oblige les individus à n'acheter que le strict nécessaire. Le chômage en est la conséquence et le Trésor ne peut fournir suffisamment d'occasions d'emploi pour secourir tous ceux qui tombent en chômage."

Le rapport annuel de la maison Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Beane de New York donne pour sa part le point de vue de l'entreprise privée sur la situation:

"A moins que ne soient éliminées de notre législation fiscale certaines formes de discrimination qui frappent l'épargne privée, les ressources et les efforts conjoints du monde financier ne suffiront peut-être pas pour faire face à de telles responsabilités. Par exemple, l'imposition injustifiée des profits en capital et la double imposition des dividendes des corporations entravent sérieusement le placement de nouveaux capitaux.

"Aucun autre pays au monde ne pénalise ainsi les placements de capitaux. Même à l'époque où le gouvernement travailliste était au pouvoir, la Grande-Bretagne n'imposait pas les profits de capital et elle a toujours accordé aux actionnaires un crédit sur les dividendes pour tenir compte des impôts acquittés par les corporations."

Dans son allocution à l'Assemblée annuelle des actionnaires de la Banque Royale du Canada, M. James Muir parlait dans le même sens:

"De nos jours, l'augmentation du revenu et des taxes de succession nous a procuré un degré d'égalité qui était inconnu il y a à peine quelques générations. Nous en sommes ainsi arrivés à un résultat fort enviable, c'est-à-dire, c'est-à-dire que nous avons relevé le niveau social d'une foule de gens.

"Mais malheureusement, nous avons aussi découragé, dans une certaine mesure, l'esprit d'initiative à produire. En d'autres termes, de lourdes taxes imposées dans le but d'atteindre à l'égalité peuvent, en définitive, créer l'égalité dans la pauvreté et non l'égalité dans la richesse."

Au Canada, les impôts absorbent environ 30 % du revenu national. Pour 1953, d'après les statistiques fédérales (*Comptes nationaux du Canada, 1950-1953*) 29,8 % du revenu national net a été absorbé par l'impôt. Le gouvernement fédéral s'empare de 73,8 % des impôts, alors que les dix provinces canadiennes et les milliers de municipalités et commissions scolaires se partagent le reste, soit 26,2 %. Nous comprenons les lourdes responsabilités du gouvernement fédéral, mais il est permis de se demander si le double emploi des fonds publics dans le domaine de la juridiction provinciale ne contribue pas à augmenter le fardeau du contribuable.

Lors de son discours sur le budget en 1943, le Chancelier de l'Échiquier déclarait que le niveau de la taxation signifiait que sur les 9 milliards de livres

sterling du revenu national du peuple anglais, 3 milliards retournaient à l'État. Cette proportion, ajoutait-il, ne peut être dépassée sans danger. Le prélèvement des impôts peut se transformer durant les années de guerre en une pression fiscale qui ne laisse aux contribuables que l'argent nécessaire pour les dépenses indispensables. La taxation en temps de guerre était en réalité une pression de cette nature. Normalement, en temps de paix, cette pression fiscale doit desserrer son étreinte pour permettre aux contribuables de se procurer, non seulement les objets indispensables, mais même les objets de luxe, sans les empêcher de pratiquer l'épargne. En réalité, nous traversons une période d'économie de paix et nous supportons la pression fiscale d'une économie de guerre, parce que le tiers du revenu national retourne à l'État. Qu'arriverait-il si par malheur un pays, le nôtre, devait supporter le coût d'une nouvelle guerre totale? Faudrait-il que l'État, pour gagner la guerre, enlève aux citoyens le privilège de se procurer les biens indispensables à la vie?

Le moment ne serait-il pas venu pour le gouvernement fédéral de chercher à dégrever le fardeau du contribuable canadien et d'essayer de l'encourager davantage à placer ses épargnes, soit dans les obligations, soit dans les actions de l'entreprise privée? Les partisans de la théorie de l'embauchage intégral sont d'opinion que le gouvernement doit être capable de contrôler les mouvements de la main-d'œuvre, en augmentant ou en diminuant, selon le cas, les travaux d'une nature permanente. A l'heure actuelle, pour accroître le marché de la main-d'œuvre, il faudrait que les travaux de cette nature augmentent. Si cette augmentation n'est pas assurée par l'entreprise privée, elle devra l'être par les gouvernements. Serait-il juste pour l'économie de notre pays d'abandonner tout le poids du problème aux gouvernements, alors que l'entreprise privée pourrait peut-être lui apporter une collaboration encore plus importante?

Ces commentaires ne veulent pas être une critique à l'adresse des autorités fédérales. Ils ne sont destinés qu'à souligner certains faits qui ébranlent fortement, à mon avis, les théories des économistes qui semblent vouloir inspirer toute la politique du pays. Les théories de ces économistes, vous les trouverez, par exemple, dans le rapport Rowell-Sirois et constaterez vous-mêmes, après avoir examiné la situation actuelle, jusqu'à quel point, elles ont été renversées par la réalité. Dans une causerie intitulée: "Le budget et l'entreprise privée", M. Harley-L. Lutz déclare:

"Les principes élémentaires d'ordre économique que soulève la question de l'imposition et des dépenses gouvernementales ont été fréquemment exposés, mais ils continuent à donner lieu à des malentendus et à des interprétations erronées. Tout d'abord, le gouvernement ne peut dépenser que ce qu'il perçoit du peuple. L'imposition constitue un transfert de revenus du citoyen au gouvernement et le mouvement de fonds qui résulte des dépenses d'un gouvernement à même les revenus qu'il perçoit, ne représente que le mouvement de fonds qui aurait résulté des dépenses faites par les particuliers, si leur revenu ne leur avait pas été soustrait par l'imposition.

"L'erreur de l'argument des dépenses gouvernementales consiste dans l'assertion ou l'insinuation qu'en s'emparant des revenus des particuliers et en les dépensant, le gouvernement crée de l'emploi et un revenu supplémentaire, ce qui ne se produirait pas si les citoyens conservaient et dépensaient leurs propres revenus. Dans la mesure où des emprunts bancaires n'ajoutent rien aux fonds dont dispose le gouvernement, l'imposition et les dépenses mises ensemble ne constituent qu'un processus de transfert qui n'ajoute rien au total d'ensemble qu'aurait représenté l'utilisation des fonds par les particuliers."

Pour le placement de ses fonds disponibles, le capitaliste ou l'épargnant a le choix entre l'achat d'actions à revenu variable ou d'obligations comportant un intérêt fixé d'avance: dans le premier cas, il devient un des co-propriétaires de l'entreprise avec tous les risques et les avantages que comporte une telle situation et, dans le second cas, il prête à un gouvernement ou à une entreprise son argent qui lui est remboursé à l'échéance de l'émission. Ces deux formes de placement subissent les influences qui peuvent gouverner le monde économique. Si un contribuable avait placé en 1940 une somme de \$10,000 en obligations, soit canadiennes, soit américaines avec échéance en 1954, il aurait retiré en réalité \$5,000, parce que l'argent ne vaut aujourd'hui que la moitié de ce qu'il valait en 1940. Si le même contribuable avait placé un montant analogue en actions, il aurait retiré en 1954, sans tenir compte de la dépréciation de la monnaie, s'il avait placé son argent en actions de la Canada Cement Company, un montant de \$469,953, soit une augmentation de 4,600 %; il aurait retiré, en actions de l'Aluminum Company of Canada, \$87,500, soit une augmentation de 775 %; il aurait retiré, en actions de la Bell Telephone Company of Canada \$13,937, soit une augmentation de 39 %. Ces exemples sont choisis

évidemment parmi les valeurs des entreprises qui ont bénéficié d'un développement exceptionnel depuis la dernière guerre. La valeur de ces actions est susceptible de dépréciation advenant une crise économique, alors que dans le cas des obligations, la valeur en argent demeure toujours la même.

Les partisans du contrôle de l'économie ont si fortement influencé l'opinion publique qu'il est de plus en plus grand le nombre de ceux qui croient à l'improbabilité d'une nouvelle crise économique. L'élément risque a tendance à disparaître pour les actions de compagnies de premier ordre et certains acheteurs se demandent donc si, dans l'économie actuelle, le risque ne se trouve pas du côté des obligations. Dans une économie où la valeur de l'argent décroît, ce sont les porteurs d'obligations qui en souffrent. Le *Financial Post* du 27 novembre 1954 publiait des statistiques pour démontrer qu'aujourd'hui les fonds des universités américaines étaient placés pour plus de la moitié dans des actions, alors qu'autrefois la totalité servait à l'achat d'obligations. Ces faits démontrent que les administrateurs semblent avoir une confiance plus grande dans les actions de premier ordre que dans les obligations.

Comme explication de ce phénomène, nous pouvons citer ce que publiait le *New York Times* du 21 novembre 1954:

"Le placement des capitaux pose un dilemme dans l'économie d'après-guerre puisque les revenus, jusqu'à concurrence de 92 % du revenu net des personnes et jusqu'à concurrence de 52 % du revenu net des corporations, sont susceptibles d'être confisqués par le Trésor en vertu de la législation fiscale. La tendance qui s'accroît et qui tend à placer les capitaux dont les revenus sont sujets à l'imposition dans des actions de compagnies en voie de plein développement, représente la lutte du capital pour l'existence, dans le but d'assurer plus sa survivance que sa sécurité.

"Jusqu'à un certain point cette tendance s'inspire de principes analogues à la loi de Gresham. Tout comme le mauvais argent tend à faire sortir le bon de la circulation lorsque la monnaie du pays est dépréciée, ainsi, lorsque l'imposition menace les revenus, le capitaliste est par là même encouragé à renoncer au revenu de ses placements, s'il peut se procurer des actions de compagnies dont le développement pourrait offrir une compensation pour les prélèvements massifs du percepteur."

Il est maintenant admis que le haut niveau de la taxation fédérale a pour effet de diminuer la capacité de production. Le travailleur lui-même

refuse parfois du travail supplémentaire parce qu'une partie trop importante de ses gains sera absorbée par le fisc. Au lieu d'une confiscation partielle de leurs intérêts et d'une dépréciation possible de leur capital dans le cas des obligations, nombre de personnes préfèrent placer leurs épargnes dans les actions parce qu'elles espèrent que la hausse des valeurs compensera pour les profits qu'elles sont appelées à verser à l'impôt.

Aux États-Unis, le régime de la taxation sur les intérêts et les capitaux est différent du nôtre. Les intérêts sur les obligations des gouvernements et des municipalités à l'exception des obligations fédérales ne sont pas taxables, mais les profits en bourse (profits de capital) sont taxables à un taux qui ne dépasse pas 26 %, après une période de six mois. Cette année cependant, l'État a accordé une exemption pour le premier \$50 et un soulagement de 4 % sur l'excédent, lorsqu'il s'agit d'un profit réalisé dans un délai de six mois. Pour les raisons que j'ai signalées, les actions de certaines compagnies très solides jouissent actuellement d'une si grande vogue auprès des épargnants et des capitalistes et ont subi une si forte hausse en ces dernières années que le rendement des actions de corporations telles que l'Aluminum Company of America, la Corning Glass Company, Johnson and Johnson et la Minnesota Mining and Manufacturing Company est tombé à un niveau inférieur à celui des obligations à long terme du gouvernement fédéral des États-Unis, bien que celles-ci soient exemptes d'impôt. Une telle situation ne nous paraît guère normale. Les actions de ces compagnies ont un rendement de 2½ %, alors que les obligations dont l'échéance est fixée à 1983 comportent un coupon de 3¼ %. Il est anormal, à mon avis, qu'un gouvernement ne puisse pas emprunter à d'aussi bonnes conditions que les entreprises privées.

Au Canada, la situation des obligations gouvernementales vis-à-vis l'impôt n'est pas aussi favorable qu'aux États-Unis. L'intérêt sur les obligations est toujours taxable. Les profits réalisés à la bourse ne sont pas sujets à la taxation parce qu'ils sont considérés comme profits de capital. Les dividendes sont aussi taxables, mais afin d'éviter la double taxation, le fisc leur accorde un soulagement de 20 %. Il est donc compréhensible que, dans les circonstances actuelles, l'argent a tendance à se diriger beaucoup plus vers l'achat d'actions que vers celui d'obligations. D'autre part, certaines entreprises privées peuvent se financer à meilleur compte que certains gouvernements. S'il existait un équilibre entre les deux formes de placements, les

obligations rencontreraient probablement plus de faveur sur le marché et leur taux d'intérêt serait plus bas. Une nouvelle crise amènerait des répercussions économiques beaucoup plus profondes qu'en 1930, même si personne ne la souhaite ou si personne n'y croit. Il faudrait, à mon avis, réviser certaines notions qui gouvernent aujourd'hui le commerce des valeurs mobilières, car si le public s'éloigne du marché des obligations, ce sont les gouvernements, les corps publics comme les corporations municipales et les commissions scolaires qui seraient les premiers à en souffrir.

Une étude très approfondie de la situation économique actuelle pourrait conduire à des modifications du système de taxation vis-à-vis les intérêts sur les obligations et vis-à-vis les dividendes sur les actions. Une meilleure délimitation des pouvoirs de taxation entre le gouvernement fédéral et les provinces canadiennes, que le premier ministre du Québec a toujours réclamée, aiderait certainement au rétablissement d'un meilleur équilibre dans ce domaine. Nous pourrions faire nôtres ces paroles du président Eisenhower dans son message annuel sur l'état de l'Union, le 6 janvier 1955:

"Les aspirations de la plupart de nos concitoyens peuvent être mieux satisfaites par leur propre entreprise et initiative, sans l'intervention du gouvernement. Notre administration s'est donc inspirée de deux règles très simples: d'abord, dans ce domaine, le gouvernement fédéral ne devrait assumer une tâche essentielle que lorsque celle-ci ne peut être autrement accomplie d'une manière adéquate; en second lieu, en accomplissant cette tâche, le gouvernement ne devrait pas porter atteinte au respect de soi-même, à la liberté et à l'initiative de l'individu. Tant que ces deux règles seront observées, le gouvernement peut et doit faire entièrement face à ses obligations sans créer une population servile ou une bureaucratie autoritaire.

Espérons qu'à la prochaine conférence fédérale-provinciale, une solution plus juste sera trouvée pour les provinces et les municipalités.

II

Relations fédérales provinciales

Le règlement temporaire du différend suscité par l'institution d'un impôt sur le revenu dans la province est un premier pas vers l'amélioration du régime de taxation au Canada, c'est-à-dire de l'équilibre entre les sources de revenu et les obligations imposées aux pouvoirs publics par la constitution canadienne. Il est donc permis d'espérer

que, dans un avenir prochain, notre province pourra plus facilement remplir sa mission politique et sociale.

L'enquête de la commission Tremblay a donné l'opportunité à l'immense majorité de nos organisations professionnelles d'étudier très sérieusement les relations financières du gouvernement fédéral avec les provinces, en regard des intérêts essentiels du Québec. L'opinion publique est mieux éclairée, car ces échanges de vues assurent une meilleure compréhension du passé et une analyse plus intelligente de nos perspectives d'avenir. Il y a évidemment diversité d'opinion sur nombre de problèmes secondaires, mais sur les questions primordiales, l'opinion publique semble unanime, malgré les divergences de culture, de langue et de religion. Ce n'est pas le rôle du gouvernement de tirer des conclusions en marge des suggestions soumises à la commission Tremblay. Je ne vous cache pas cependant tout l'intérêt qu'a suscité le mémoire de l'Institut des comptables agréés présenté par monsieur James C. Thompson, C.A. Monsieur Thompson avait été attaché à la commission Rowell-Sirois à titre d'expert financier, après avoir été chargé en 1939, par le gouvernement Godbout, d'étudier la situation financière du Québec. Fait intéressant, M. l'Orateur, le mémoire de l'Institut des comptables agréés souligne que le gouvernement fédéral devrait mettre fin aux ententes financières actuelles, dès leur expiration en 1957. Voici les premières recommandations de ce mémoire:

"1. En principe, le gouvernement fédéral ne devrait pas prélever de revenus des résidents d'une province déterminée en vue de redistribuer ces revenus au gouvernement de cette province, pour lui permettre d'acquitter le coût des services dont ce gouvernement provincial est responsable.

"2. Lorsqu'un gouvernement provincial est capable de prélever des revenus suffisants pour acquitter le coût des services publics provinciaux, ces revenus devraient être perçus directement de ses propres habitants.

Ai-je besoin de rappeler que l'enquête de la commission Rowell-Sirois sur les relations financières entre le gouvernement fédéral et les provinces avait été demandée par les provinces de l'Ouest, dans le but de trouver une solution aux difficultés financières où les avait plongées la crise économique de 1929. Incapables de faire face à leurs obligations, elles devaient compter sur les subventions du pouvoir fédéral. Or, si nous analysons maintenant leur situation financière, nous constatons qu'elle n'est plus en 1955 ce qu'elle était

en 1937. La légende des provinces pauvres se dissipe au souffle du progrès. L'Alberta, grâce à ses ressources pétrolières, a complètement modifié son économie en l'espace de 10 ans et ses nouveaux revenus l'ont aidée à réduire sensiblement le montant de sa dette. La Saskatchewan et le Manitoba, grâce à des découvertes minières, prennent, elles aussi, un essor nouveau. Il reste le cas des Maritimes. Personne ne s'objectera à ce que le gouvernement fédéral leur accorde une attention particulière. Nous croyons cependant que les gisements de zinc et de cuivre de la région de Bathurst pourront modifier profondément, d'ici quelques années, l'économie du Nouveau-Brunswick. Quoi qu'il en soit, les attributions du pouvoir fédéral, tout comme celles des gouvernements provinciaux, sont suffisamment lourdes pour les engager à demeurer dans leur domaine respectif.

Ces faits prouvent que les économistes de 1939 ont été incapables de prévoir tous les facteurs qui ont modifié depuis l'économie canadienne. C'est pourquoi je me sens sur un terrain plus solide devant les enseignants de l'histoire et les leçons des hommes politiques du passé, qu'en face des théories de jeunes économistes qui viennent à peine de quitter les bancs des universités. L'étude des faits et l'expérience de la vie permettent à l'homme politique d'obtenir des opinions plus réalistes sur le bien-être matériel de la population.

En résumé, l'analyse de la situation, à l'heure présente, prouve que les recommandations du rapport Rowell-Sirois semblent modérées. En d'autres termes, les faits sont modifiés et ils ne peuvent justifier les mêmes conclusions. Les tendances centralisatrices demeurent, mais leur forme varie avec les années. Cette affirmation est la conclusion de la controverse entre le professeur H. F. Angus, doyen de l'École des Gradués de l'Université de la Colombie canadienne et M. Norman MacKenzie, président de la même université. Le premier était membre de la commission Rowell-Sirois et le second était membre de la commission Massey. La différence de pensée entre les deux indique toute la distance parcourue par les théories de la centralisation en l'espace de 15 ans. Le 26 octobre 1954, le professeur Angus publiait dans le journal des étudiants de la Colombie canadienne, "*The Ulysses*", son opinion sur la controverse entre le gouvernement fédéral et la province de Québec en matière d'assistance aux universités. Voici ce qu'il écrivait:

"Au cours de la deuxième année, le gouvernement de Québec a refusé la subvention, tout

comme il avait refusé de participer aux ententes fiscales; il acceptait ainsi un sacrifice financier pour la sauvegarde de l'autonomie provinciale. Les universités de la province ne pouvaient ainsi recevoir l'aide qu'elles espéraient. La Législature de Québec, dont la contribution aux universités n'avait pas été jusque-là très importante, a décidé de leur venir en aide. Le sacrifice pour le maintien de l'autonomie ne serait pas supporté par les universités, mais par les contribuables...

"Il n'y avait rien d'illégal ou d'anti-constitutionnel dans la décision prise par le Québec.

"Sur la question de principe, il ne peut y avoir de compromis. Il n'y a que deux alternatives. Ou bien un gouvernement provincial reçoit ses revenus sans aucune condition et (sur les questions qui, au point de vue constitutionnel, sont de son ressort exclusif) décide comment les dépenser; ou bien, il permet au gouvernement fédéral "d'acheter le contrôle", pour citer l'expression en usage aux États-Unis. Neuf provinces ont accepté le plat de lentilles. Québec a refusé de vendre son droit d'aînesse. Si la question se pose sur un terrain plus étendu - si par exemple des octrois fédéraux sont destinés à l'enseignement secondaire ou primaire - cette question de principe peut prendre d'importantes proportions et avoir des répercussions sur l'essence même du fédéralisme canadien."

Le 23 novembre, le président Norman MacKenzie donnait à son tour son point de vue sur le problème:

"La Constitution de 1867 prescrit à l'article 93 que "dans et pour chaque province, la Législature (de cette province) pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation." L'article édicte en détail certaines dispositions spéciales et limitées concernant les "écoles". J'estime pour ma part que les Pères de la Confédération, en rédigeant ce texte, visaient les "écoles", c'est-à-dire l'"éducation" à ce niveau seulement.

"Je ne crois pas qu'il leur soit venu à l'esprit de couvrir le cas des universités ainsi que celui des autres institutions telles que les églises, les journaux, etc., qui, directement ou indirectement "éduquent" en fait le peuple. À l'époque de la Confédération, la plupart de nos universités étaient fondées; elles avaient été organisées par les groupements religieux ou leur étaient affiliées. Certaines avaient même reçu une charte de Sa Majesté la reine Victoria ou de souverains précédents.

"De convenir ou d'admettre que l'article 93 de la Constitution de 1867 donne aux provinces une juridiction exclusive en matière d'éducation dans

toutes ses formes constitue, à mon avis, un principe dangereux parce que, dans son sens le plus large, l'éducation comprend toutes les influences qui façonnent, moulent et influencent les êtres humains."

En résumé, le professeur Angus souligne que les recommandations de la commission Massey, en ce qui concerne l'éducation, dépassent de beaucoup la pensée des membres de la commission Rowell-Sirois. L'éducation est à son avis l'une des obligations principales du gouvernement des provinces. La commission Rowell-Sirois avait recommandé au gouvernement fédéral de donner des subventions aux gouvernements provinciaux, mais sans en indiquer l'emploi. La commission Massey fait une recommandation analogue, mais elle précise que telles subventions accordées aux provinces doivent servir à l'éducation et place ainsi sur les épaules du gouvernement fédéral une responsabilité de juridiction provinciale. D'ailleurs, les hommes politiques canadiens semblent se rendre compte, beaucoup mieux qu'il y a 15 ans, de toute la portée et toutes les conséquences du mouvement centralisateur. Voyez par exemple, M. l'Orateur, ce que disait en novembre 1954 le ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'honorable John Whitney Pickersgill, devant la Chambre de Commerce de Rouyn-Noranda:

"Nous devons trouver des moyens qui satisferont les désirs de la population du Québec et des autres provinces, tout en sauvegardant leur autonomie, et qui assureront en même temps le genre de distribution du revenu national au gouvernement des provinces moins fortunées pour qu'elles fournissent à leurs citoyens les services auxquels ont droit tous les citoyens canadiens."

Quelques semaines auparavant, il avait, à St. Catharines, Ontario, exprimé un point de vue diamétralement opposé à celui de la commission Massey:

"Il est essentiel, disait-il, au maintien du gouvernement responsable et de nos institutions représentatives que les provinces et les municipalités, aussi bien que le gouvernement fédéral, exercent des fonctions importantes pour lesquelles chacun doit assumer la responsabilité totale...

"À mon avis, ce serait un mal pour le Parlement de voter de grandes sommes d'argent pour n'importe laquelle de ces fins (aide fédérale pour l'éducation élémentaire ou secondaire), sans exercer un contrôle sur la façon dont ces subsides seraient utilisés. Et si nous essayons d'exercer un contrôle sur l'utilisation des subsides, nous empiéterons alors sur la juridiction provinciale dans le domaine de l'éducation."

Et voilà maintenant que la semaine dernière, le 24 janvier 1955, l'honorable Henry Davies Hicks, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, déclarait, devant le Canadian Club de Toronto:

"Il se peut que l'État unitaire soit le régime qui convienne au Canada. Mais je ne suis pas de cet avis. Je m'oppose, avec raison, je crois, à la manière dont on tolère que s'accroisse la tendance à l'État unitaire. Si elle continue, nous aurons perdu le régime fédéral, faute de le défendre, et nous aurons créé un État unitaire sans que le peuple canadien ait eu la chance de décider si c'est opportun..."

"En d'autres termes, de nombreux domaines, qui, dans la plupart des cas, sont réservés aux provinces d'après la tradition et la Constitution sont maintenant soumis à la participation et à l'assistance du gouvernement central."

De pareilles déclarations, la disparition de la légende des provinces pauvres, de même que l'augmentation graduelle des obligations provinciales semblent signifier un recul pour la théorie centralisatrice au Canada. Ne devons-nous pas, M. l'Orateur, nous en réjouir et souhaiter un retour complet à la théorie des Pères de la Confédération.

J'ai eu l'occasion de souligner, dans mes discours antérieurs sur le budget, la résistance manifestée dans certaines grandes fédérations à la centralisation des pouvoirs, notamment aux États-Unis, en Australie et en Suisse. Au cours de la dernière guerre, les tentatives de centralisation fédérale se sont multipliées dans ces pays, comme au Canada.

Je n'ai jamais compris le silence qui entoure la lutte intense menée par le président Eisenhower contre la centralisation aux États-Unis. Au cours de la campagne présidentielle de 1952, Eisenhower s'est constitué le champion des droits des États et l'adversaire de la centralisation. Je me permets de citer certains extraits de ses discours. Le 15 septembre 1952, à Ottawa, dans l'État de l'Illinois, il disait:

"Au lieu de saper ces libertés par de plus larges mesures de centralisation à Washington, l'Amérique mérite un gouvernement qui s'efforce de maintenir la décentralisation des pouvoirs, de respecter et conserver les pouvoirs des États, des communautés, des familles et des individus. Évitez d'enrégimenter les cultivateurs, de réglementer l'instruction, le choix des écoles, le genre de travail que nous accomplissons, ramenons au plus bas point possible la réglementation dans tous les domaines de notre vie économique."

Parlant à Kansas City quatre jours plus tard, il déclarait:

"Le Parti républicain désire renforcer le gouvernement au niveau de l'État et au niveau local - à un niveau plus rapproché du peuple."

Le 22 octobre, répondant à un journaliste, il disait:

"En ce qui concerne les droits des États, je me suis engagé à favoriser la décentralisation et la diffusion des pouvoirs - conformément aux dispositions de la Constitution - presque chaque jour et certainement chaque semaine depuis que j'ai quitté l'armée en 1948.

Le 20 septembre 1952, à St. Louis, Missouri, il ajoutait:

"Ces objectifs constitueront les buts immédiats que nous visons pour le gouvernement des États-Unis... de décentraliser: ceci revient à dire une administration résolue à rapprocher effectivement le gouvernement du peuple. Cette attitude exprime aussi notre profonde croyance que le peuple peut agir plus sagement dans son propre intérêt qu'un bureaucrate éloigné de mille milles."

Il est bien important de signaler, M. l'Orateur, qu'en assumant la présidence de la grande république américaine, le général Eisenhower a recommandé la création d'une commission appelée "Commission on Inter-Governmental Relations" avec mission d'étudier la question complexe de l'ingérence du fédéral dans le domaine de la juridiction des États. Son objet était d'établir une ligne de démarcation logique entre les fonctions et responsabilités du gouvernement fédéral et du gouvernement des États. La Commission doit soumettre son rapport final au président, le 1^{er} mars prochain. Je m'imagine que ce rapport sera d'un intérêt capital pour tous ceux qui s'opposent à la centralisation des pouvoirs fédéraux au détriment de ceux des États.

Dans son discours sur l'état de l'Union, le 2 février 1953, le président Eisenhower a réaffirmé sa foi profonde dans la décentralisation.

"Le régime le mieux approprié, dit-il, pour l'exploitation des ressources naturelles de l'Amérique ne procédera pas d'une subordination exclusive à la bureaucratie fédérale..."

"Depuis longtemps j'estime qu'il importe de clarifier les responsabilités respectives des gouvernements des États et du gouvernement fédéral dans de nombreux domaines. Le gouvernement fédéral a assumé une variété de plus en plus grande d'attributions, dont plusieurs trouvent leur origine dans le gouvernement des États et font double emploi avec celles qu'ils exercent."

Cette citation ne nous rappelle-t-elle pas, M. l'Orateur, l'exposé magistral du premier ministre, lors de la conférence fédérale-provinciale de 1946?

Dans un autre discours prononcé au Congrès, le 30 mars 1953, Eisenhower déclarait:

"Il importe maintenant de passer en revue et d'analyser avec prudence et clairvoyance, les rôles respectifs du gouvernement fédéral, des gouvernements des États et des gouvernements locaux. Dans plusieurs cas, et surtout pendant les vingt dernières années, le gouvernement fédéral a empiété sur des domaines qui, en vertu de notre Constitution, relèvent de la responsabilité des gouvernements des États et des gouvernements locaux. Cette tendance a eu pour effet de porter atteinte aux responsabilités des gouvernements locaux. Elle a abouti au double emploi et au gaspillage. Le moment est venu de soulager le peuple de la nécessité d'acquitter des impôts sur les impôts."

Le 22 mai 1953, le président Eisenhower faisait une déclaration importante à l'occasion de son approbation de la loi rétrocédant aux états leurs droits historiques concernant les gisements submergés:

"Comme je l'ai dit maintes fois, je déplore les empiètements fédéraux sur les droits et les attributions des États et je m'y opposerai en toutes circonstances. La reconnaissance des revendications des États en ce qui concerne ces régions est en harmonie avec les principes fondamentaux d'honnêteté et de justice."

Dans une autre circonstance, le 16 juin 1954, à la convention de l'Association des épiciers en détail, à Washington, le président Eisenhower disait:

"N'oublions pas ceci: lorsque nous étudions notre Constitution, nous constatons que tous les pouvoirs non spécifiquement assignés au gouvernement fédéral sont réservés aux États-Unis et au peuple. Ces dispositions peuvent être méticuleusement observées, mais si par le recours aux pouvoirs en matière d'imposition nous soustrayons aux États et aux municipalités tous les revenus disponibles, comment ces États et ces municipalités pourront-ils se procurer les fonds nécessaires pour exercer leurs légitimes fonctions?"

"En d'autres termes, l'utilisation même sage des pouvoirs en matière d'imposition, aura pour résultat la centralisation de l'autorité et la subordination des États au gouvernement central. Nous essayons de modifier et de transformer cette orientation qui fut celle du passé."

Le 22 septembre 1954, à l'occasion de l'inauguration d'un aéroport municipal à Missoula, Montana, le président Eisenhower déclarait:

"Ceci m'amène à la politique fondamentale suivie par la présente administration à Washington. C'est notre profonde conviction que chaque citoyen des États-Unis a un rôle à jouer pour maintenir la grandeur de notre pays, que nous ne devons pas être soumis à la tutelle d'un régime fédéral centralisé, que le régime fédéral a été institué par le peuple pour lui venir en aide dans toutes les circonstances nécessaires, mais que chaque citoyen est par lui-même mieux qualifié pour protéger ses propres intérêts que ne l'est un bureaucrate installé, loin de lui, à Washington."

Dans une autre allocution prononcée devant le Columbia Republican Club, à Indianapolis, Indiana, le 15 octobre 1954, Eisenhower disait:

"Dans la campagne de 1952, nous nous sommes engagés dans une voie qui représente nos intimes aspirations. Nous estimions que le gouvernement fédéral pénétrait trop profondément dans nos propres affaires, dans la vie de nos villes, de nos États et souvent même de nos familles et s'immisçait certainement trop dans nos affaires. Nous avons essayé de modifier cette orientation. La nouvelle orientation à son début est remplie de promesses. Les réalisations du 83^e Congrès, lorsque nos descendants les regarderont avec un peu moins de parti pris qu'à l'heure actuelle, feront l'objet, permettez-moi de le dire, de l'appréciation suivante: "Voilà un Congrès dont l'Amérique aurait dû être fière. Et dans mon opinion, nos contemporains en sont déjà fiers.""

À la Conférence des maires, à Washington, le 2 décembre 1954, Eisenhower ajoutait:

"Il y a une raison particulière pour laquelle je suis toujours si heureux de rencontrer des maires, c'est parce que vous représentez si typiquement un de ces principes de gouvernement auxquels je suis si fermement attaché: la décentralisation."

"J'estime que la centralisation de l'autorité et des responsabilités constitue une conception erronée à bien des points de vue et j'ai souvent été frappé par cette remarque d'un sage: "La centralisation est un refuge de la peur".

"Et plus, je pense à ces mots, mieux je comprends ce que ce sage avait dans l'esprit, et plus je suis convaincu qu'il avait entièrement raison."

"Nous centralisons en nous-mêmes, en un individu, en une autorité, parce que nous craignons que ceux qui nous sont associés - que nous avons souvent choisis - soient incapables de porter leurs responsabilités. Et ainsi nous créons des entraves au progrès en raison de l'impossibilité pour un individu ou un organisme gouvernemental d'accomplir toutes les tâches nécessaires au bien-être du peuple."

Enfin, à l'occasion de l'inauguration du grand barrage McNary, à Walla Walla, le 23 septembre 1954, le président Eisenhower, dans une remarquable allocution, résume son attitude à l'égard de la centralisation fédérale:

"Il n'entre pas dans les véritables attributions fédérales d'essayer de faire face à tous les besoins de notre peuple en énergie électrique. Le gouvernement fédéral ne devrait pas plus s'y employer que d'assumer la responsabilité de fournir au peuple toute son eau potable, sa nourriture, son logement et son transport.

"Les efforts vers une telle centralisation de l'autorité et de la responsabilité ont toujours pour effet de créer un cycle bien dangereux.

"Entre parenthèses, me serait-il permis de signaler qu'une région qui dépendrait entièrement des fonds nationaux votés par un Congrès - un Congrès qui représente non seulement cette région mais la nation tout entière - s'exposerait souvent à ce que les fonds ainsi distribués ne suffiraient pas aux besoins locaux. Ce qui est important, toutefois, c'est que dans la mesure où le pouvoir fédéral prend plus d'emprise dans une région - et par cela je vise l'autorité et la responsabilité fédérales - les entreprises locales deviennent de plus en plus intimidées et découragées, même si les besoins d'énergie continuent d'augmenter. C'est alors qu'une plus grande intervention fédérale devient nécessaire. Une telle transformation de régions en satellites du gouvernement fédéral constitue une menace mortelle à nos libertés. L'administration de Washington, comme les dirigeants du Congrès, est fermement opposée à une croissance aussi dangereuse de la bureaucratie.

"Quel que soit notre attachement aux habitudes du passé, n'oublions pas qu'il s'agit de protéger des valeurs spirituelles aussi bien que des valeurs matérielles. Avant tout, nous devons protéger la liberté et l'esprit d'indépendance de notre peuple dans nos États, nos comtés et nos cités et villes. Notre nation doit son existence même à notre ferme détermination d'assurer cette liberté. Cette détermination a entraîné vos ancêtres à s'établir dans ce territoire de l'Ouest; elle constitue non seulement la plus solide sauvegarde de nos libertés, mais aussi le facteur principal de notre prospérité nationale.

"Ceux qui croient en la centralisation évitent de nous avertir qu'un monopole est toujours susceptible de mettre en danger la liberté - même lorsque ce monopole est exercé par le gouvernement. Il est curieux de signaler que les mêmes personnes qui proclament leur crainte d'un monopole privé de

l'énergie électrique dans un comté, dans une ville ou dans un État, s'efforcent de nous convaincre des avantages d'un énorme monopole exerçant ses tentacules sur tout le pays. Mais naturellement, elles se considèrent comme les très sages administrateurs de ce monopole en sorte que tout ira bien.

"Le peuple américain ne désire pas un tel monopole et n'en a pas besoin. Il ne désire pas un système qui y aboutisse. Le peuple américain sait que la pleine capacité de nos cours d'eau peut être développée au fur et à mesure des besoins, sans perdre les avantages de la responsabilité et de la participation locales.

"Beaucoup d'entreprises publiques réparties à travers notre pays ont été organisées il y a bien des années par les États, les municipalités, et d'autres par les États, les municipalités et d'autres organismes publics, et ces entreprises ont donné d'excellents résultats. Dans des centaines d'autres cas, l'énergie a été et est encore fournie par l'entreprise privée qui est soumise à la réglementation de l'organisme gouvernemental compétent. Dans chaque cas, le peuple directement intéressé à ces opérations a lui-même décidé s'il était mieux servi par des organisations publiques ou privées.

"En conséquence, le choix n'est pas entre l'énergie fournie par un organisme public et l'énergie fournie par une entreprise privée non soumise à un contrôle. Il faut choisir entre le monopole fédéral de l'énergie et l'énergie fournie par un organisme public ou par une institution privée réglementée; le libre choix entre ces deux dernières alternatives incombe dans chaque cas aux citoyens de chaque région et le rôle du gouvernement fédéral doit se borner à coopérer dans tous les cas où une telle coopération semble nécessaire ou désirable."

Le *New York Times* du 19 décembre 1954 annonçait que le président Eisenhower avait écrit une lettre à monsieur S. Sloan Colt, président du National Fund for Medical Education et président du Bankers Trust Company, dans laquelle il se prononçait énergiquement contre l'ingérence de l'État fédéral dans l'enseignement de la médecine. J'ai eu la curiosité de me procurer une copie de cette lettre et j'ai le plaisir de la signaler à votre attention:

"Washington, le 23 novembre 1954.

"Cher M. Colt,

"Je désire renouveler mes sentiments de reconnaissance envers le National Fund for Medical Education, l'American Medical Association et

l'Association of American Medical Colleges, à l'occasion du Frank H. Lahey Memorial Award qu'ils m'ont décerné.

"Les citoyens de notre pays sont, à juste titre, fiers des réalisations incomparables de la profession médicale de l'Amérique ainsi que du vigoureux esprit progressiste dont elle continue à faire preuve dans notre libre société. Tant que la médecine américaine demeurera libre, elle demeurera insurpassable. Cette constatation justifie pleinement la coopération que doit accorder l'entreprise privée de notre pays au développement de nos facultés de médecine. Notre peuple doit recevoir les soins médicaux appropriés; les fonds nécessaires pour assurer le progrès des études médicales doivent provenir de notre libre système d'entreprise privée ou, en cas d'insuffisance, du gouvernement fédéral. Si les autorités fédérales s'immisçaient dans ce rouage fondamental de nos institutions, elles porteraient atteinte à leur vitalité et compromettraient la position inégalée qu'elles occupent dans le monde. Je félicite donc chaudement le National Fund for Medical Education parce que les efforts qu'il a déployés apportent une contribution substantielle la liberté et à l'indépendance de nos facultés de médecine et à la santé de notre population.

"Bien à vous,

"(s) Dwight D. Eisenhower"

Ne vous semble-t-il pas, M. l'Orateur, que les nombreuses et fréquentes déclarations du président Eisenhower contre la centralisation du pouvoir fédéral se rapprochent singulièrement des déclarations sur le même sujet faites à maintes reprises par le premier ministre de notre province? L'une des principales caractéristiques de la politique du président Eisenhower est la défense de la liberté sous tous ses aspects et la reconnaissance des droits légitimes des états.

III

Considérations sur l'année financière 1955-1956

Le budget, préparé à la lumière de l'expérience du passé, doit être une prévision de la prochaine année. C'est une image imparfaite, sans doute, puisqu'elle est faite par des hommes sur des réalités dont ils ne sont pas les maîtres. Que réserve à notre pays l'année 1955? Des jours de prospérité ou de dépression? Plusieurs affirment leur optimisme; cependant, d'autres, placés aux postes de commande

de la vie économique, hésitent et semblent entrevoir le crépuscule des bonnes années. Peut-être sont-ils influencés par un chômage plus sérieux ou par la diminution de certains revenus agricoles causée cette année dans une partie du pays par une mauvaise température. Cependant, M. O. J. Firestone, conseiller économique au ministère du Commerce, est d'opinion "qu'il n'y a guère d'indice de changement important dans la situation économique". M. J. K. Galbraith, professeur d'économie politique à l'Université Harvard, partage le même avis. Un relevé effectué par l'Université Western auprès des hommes d'affaires canadiens révèle que 61 % de ceux qui ont été interrogés prévoient le maintien du niveau actuel de la production et 17 % croient à une augmentation. Les pronostics des milieux financiers publiés cette semaine dans les journaux sont plus optimistes. Il importe donc, M. l'Orateur, aux gouvernements, aux hommes d'affaires, de se faire mutuelle confiance. Comme le disait un financier d'expérience, M. James Muir, président de la Banque Royale du Canada, lors de la réunion annuelle des directeurs et actionnaires de cette institution, l'année 1955 sera une année de décision.

A Year of Decision. Je cite:

"Je crois que 1955, dit-il, sera une année de décision au cours de laquelle la solution que nous apporterons aux problèmes qui nous touchent de très près, aura d'énormes répercussions, en bien ou en mal, sur les années à venir."

Il ajoutait que nous devrions:

"...nous assurer que toutes les décisions sur les mesures que nous prendrons soient conformes à un rythme approprié de progrès économique et d'expansion de l'économie dans son ensemble."

Le gouvernement de l'Union nationale continuera l'application d'une politique économique et sociale à la fois prudente et courageuse, afin d'assurer le maximum de bien-être à notre population. Il continuera sa collaboration à l'initiative privée. Nos prévisions budgétaires s'inspirent de cette attitude. En les consultant, M. l'Orateur, vous avez compris notre résolution d'intensifier l'aide à l'éducation et à la santé, à l'agriculture, à la colonisation, à la voirie, aussi bien que le développement de nos ressources naturelles. Tous les secteurs de la vie industrielle, tous les membres de la classe agricole, les ouvriers, les colons et les pêcheurs pourront compter sur la compréhension efficace de leurs problèmes.

Le budget soumis aux membres de la Législature, pour l'année 1955-1956, prévoit des

dépenses ordinaires pour un montant de \$281,105,660 (Cf. *Tableau No 5*), laissant un surplus au compte ordinaire de \$50,751,540. Nous prévoyons aussi des dépenses imputables au capital pour un montant de \$50,096,000. Les revenus pour l'année 1955-1956 sont évalués à la somme de \$331,857,200 (Cf. *Tableau No 4*).

a) Contribution à la grandeur du Canada

Il est légitime parfois de comparer la situation du Québec à celle des autres provinces canadiennes, non pour satisfaire notre vanité, mais pour nous encourager à accroître notre contribution à la grandeur du Canada. Il est facile de découvrir les différences fondamentales qui les caractérisent. La province de Québec n'est pas une province comme les autres. Québec est par excellence le pays de la saine tolérance, de la liberté et du respect intégral des droits des minorités. Alors que j'avais l'honneur de représenter la province de Québec à Winnipeg, lors du centenaire de La Vérendrye, en 1938, j'osais dire que la fleur de l'unité canadienne ne doit pas nécessairement s'épanouir sur le tombeau de notre culture et de nos traditions françaises. Si le Québec avait été semblable aux colonies du continent nord-américain, en 1867, nous ne vivrions pas dans une fédération, mais dans un état unitaire. L'esprit de justice et de tolérance dont se sont inspirés les Pères de la Confédération demeure d'une étonnante actualité.

Nous sommes fiers, M. l'Orateur, des caractères distinctifs de notre province, parce qu'ils nous permettent d'apporter une contribution spécifique à l'enrichissement et à la grandeur du Canada.

Dans le domaine économique, notre activité ne diffère nullement de celle de nos compatriotes des provinces d'expression anglaise. Elle se diversifie lorsqu'entrent en jeu les valeurs culturelles. En effet, les sociologues admettent que le "milieu physique exerce sur l'homme une action tellement pénétrante, qu'il modifie à la longue sa structure physique, son tempérament et son caractère." À la fin du régime français, écrit un publiciste, "déjà le rejeton qui poussait vigoureusement sur les bords du Saint-Laurent se différenciait de la souche mère," à tel point que Bougainville déplorait: "Il nous semble que nous soyons d'une nation différente". Il n'est donc pas étonnant que les caractéristiques de chaque province canadienne soient différentes. Et ce sont les qualités distinctives du Canadien français qui constituent l'apport spécial de sa race à la grandeur du Canada.

L'artisan québécois traduit dans la matière un peu de sa culture et de son esprit, et si les qualités essentielles de sa culture diffèrent de celles qui caractérisent l'esprit anglais, écossais ou irlandais, l'œuvre qu'il produit est assurément différente de l'œuvre de son compatriote de culture anglaise. Les sources d'inspiration de l'artisan québécois ne peuvent-elles pas devenir pour l'artisan d'expression anglaise un motif d'inspiration, comme l'œuvre de l'artisan d'expression anglaise peut inspirer dans le Québec des créations nouvelles? La diffusion de la culture française ou anglaise ne peut-elle pas marquer tous les domaines de la vie artistique: musique, peinture ou littérature? Que dire également des distinctions profondes qui caractérisent nos institutions civiles et religieuses?

La véritable unité repose sur la diversité. Aujourd'hui, grâce à l'abolition des distances par l'avion, grâce à une collaboration plus étroite entre les universités, au rapprochement des élites d'expression française et anglaise, grâce à la radio et à la télévision, les deux cultures ne peuvent-elles pas s'épanouir dans une coexistence heureuse, dans une cordiale émulation, pour le plus grand bien de notre pays. Si la science moderne abolit les frontières, le respect des libertés constitutionnelles et fiscales est encore plus nécessaire pour assurer la sauvegarde de nos droits et de nos traditions et garantir au Canada tout entier l'apport de la culture française.

b) Le problème de l'éducation

Si nous voulons que notre province garde son caractère distinctif et continue sa marche en avant, nous devons assurer le progrès de l'éducation et conserver toute la richesse de notre culture. Aussi, les prévisions du département de l'Instruction publique atteignent cette année un nouveau sommet, soit \$46,569,000. À la page 52 des estimations budgétaires, vous avez vu, M. l'Orateur, une note dans laquelle j'attirais l'attention de la Chambre sur le fait que tous les montants dépensés pour l'éducation n'étaient pas inscrits au chapitre du département de l'Instruction publique. D'autres sommes sont également comprises dans le budget des départements de l'Agriculture, de la Colonisation, du Bien-être social et de la Jeunesse, du Conseil exécutif, de l'Industrie et du Commerce, des Mines, des Pêcheries, de la Santé, du Secrétariat provincial et des Terres et Forêts. En groupant toutes les sommes destinées au progrès de l'éducation pour l'année financière prochaine, vous verrez, M. l'Orateur, que le gouvernement de l'Union nationale lui consacre une somme de plus de \$65,000,000.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1944, le gouvernement n'a cessé de donner à l'éducation une attention spéciale. S'intéressant d'abord à l'éducation primaire, il prit des mesures efficaces pour en favoriser la diffusion. Il était urgent de stabiliser la situation financière des commissions scolaires écrasées sous le fardeau des dettes accumulées par plusieurs années de négligence. Le gouvernement assume toutes leurs dettes, afin qu'elles puissent consacrer toutes leurs énergies au progrès de l'enseignement. Des contributions plus généreuses sont accordées aux commissions scolaires, pour faciliter la construction de nouvelles écoles.

De 1944 à 1954, le gouvernement apporta une attention toute spéciale aux institutions d'enseignement secondaire, aux écoles techniques, aux écoles d'arts et métiers, aussi bien qu'aux universités. Est-il nécessaire de souligner que l'ampleur du problème universitaire dépassait notre capacité de payer. C'est pourquoi, le Conseil exécutif décida d'avoir recours à l'impôt sur le revenu pour le solutionner. L'année 1954 marquera certes une date importante dans l'histoire de notre éducation, puisqu'elle rappelle le règlement de ce problème vital pour l'avenir de la jeunesse. Les universités du Québec qui traversaient une période de croissance, par suite de l'essor scientifique et du développement économique de la province elle-même, étaient incapables de continuer avec efficacité leur rôle de formation supérieure, sans une aide plus substantielle de l'État. Le premier ministre, dont la clairvoyance n'est jamais en défaut, a trouvé une solution adéquate. Aussi, le principal de l'université McGill, M. Cyril James, lui rendait ce témoignage d'appréciation bien significatif, le 14 novembre 1954:

"L'histoire vous reconnaîtra, dit M. James s'adressant au premier ministre, comme le grand promoteur de l'éducation dans cette province. Nous ne pouvons nous empêcher d'admirer l'essor éducationnel dans le Québec. D'un bout à l'autre de la province, de nouvelles écoles s'élèvent splendides et un corps professoral d'élite donne une âme à ces immeubles modernes. Nous devons cet état de choses, affirme M. James, à la vision et au travail d'un homme, le Premier Ministre actuel. Les générations de demain lui devront une lourde dette de reconnaissance."

Quel est le citoyen du Québec, M. l'Orateur, qui n'a pas suivi avec admiration les négociations engagées par le premier ministre pour solutionner le problème fiscal et venir en aide aux universités?

L'an dernier, en justifiant le refus du Québec de laisser l'État fédéral s'ingérer dans l'enseignement universitaire, j'ai signalé les principales conclusions de la commission d'enquête formée aux États-Unis par l'Association des universités américaines, la fondation Rockefeller et la fondation Carnegie.

Je n'insiste pas davantage sur cette question parce que le dernier mot n'a pas été prononcé, et nous avons espoir que la prochaine conférence fédérale-provinciale reconnaitra, en matière fiscale, les droits légitimes des provinces. Toutefois, dès la sanction de la loi de l'impôt sur le revenu et avant l'organisation du service de perception, le premier ministre prenait des mesures adéquates pour payer des subventions aux universités et aux collèges classiques pour les deux années antérieures et augmentait la contribution du gouvernement pour l'hospitalisation des pauvres dans les hôpitaux reconnus d'assistance publique.

Chacune de nos universités a donc été favorisée. Le budget de 1955-1956 contient une somme de \$5,411,700 pour les universités Laval, McGill, Montréal, Bishop et pour le Sir George Williams College. Voulez-vous un exemple concret de la générosité du gouvernement? Il y a 10 ans, la cité universitaire de Laval n'était qu'un projet. Aujourd'hui, elle est une réalité en progrès. Les travaux de construction de l'édifice de la Faculté de médecine sont commencés et, d'ici deux ans, ce pavillon s'ajoutera à ceux de la Faculté de commerce et de la Faculté d'arpentage et de génie forestier. Les hommes de science travailleront demain avec leurs élèves dans des salles spacieuses, plus hygiéniques, pourvues d'appareils scientifiques plus modernes, à une protection plus efficace de la santé publique, comme ils recherchent aujourd'hui les méthodes appropriées à une exploitation plus rationnelle de nos richesses forestières, aussi bien que de meilleures techniques pour le commerce et l'industrie. Les édifices qui s'élèvent les uns après les autres sur le site du campus universitaire, M. l'Orateur, proclament mieux que les plus éloquents discours, l'active collaboration de l'Union nationale au progrès de l'enseignement supérieur.

Cette année, le gouvernement, soucieux de favoriser davantage la Faculté des sciences de Laval, lui accorde un octroi de \$25,000 pour assurer l'organisation de la section de génie mécanique, unité nouvelle qui complète l'œuvre des sections de métallurgie, de géologie, des mines et d'électricité. De plus, la loi votée récemment pour permettre la reconstruction de l'École polytechnique à Montréal, grâce à un subside spécial de \$6,000,000, démontre d'une façon tangible que le gouvernement de l'Union

nationale ne néglige rien pour permettre à nos universités de remplir la haute mission qui leur est dévolue.

c) La protection de la santé

Le budget du ministère de la Santé, tout comme celui de l'Instruction publique, indique une augmentation sensible sur le budget de l'année 1954-1955, pour atteindre la somme de \$60,032,000. Le gouvernement a mis en œuvre, dans le domaine de la santé depuis 10 ans, un programme de grande envergure et, pour assurer sa mise en application, il a procédé par étapes, suivant ses revenus. Il a multiplié tout d'abord les lits d'hôpitaux dans les centres ruraux aussi bien que dans les grandes villes. Il a lutté avec efficacité contre la tuberculose, tant par des mesures préventives que par l'organisation de sanatoriums des plus modernes. Aujourd'hui, le Québec est au premier rang des provinces canadiennes pour sa contribution à la santé publique. Il a réussi à réduire considérablement le taux de la mortalité par la tuberculose. Afin de libérer d'autant les corporations municipales, il a pris à sa charge les deux tiers des frais d'assistance publique. Enfin, il a subventionné plusieurs institutions pour faciliter l'hospitalisation des malades mentaux. La situation dans ce domaine était critique depuis plusieurs années, car les hôpitaux affectés au traitement de ces malades n'étaient pas suffisamment spacieux. Ils peuvent maintenant compter sur 1,000 nouveaux lits au Mont Providence à Montréal. D'ici peu, l'hôpital Saint Michel Archange pourra recevoir 2,200 malades additionnels et l'hôpital de Saint-Ferdinand d'Halifax, 700. En outre, trois hôpitaux d'une capacité de 1,500 lits seront construits prochainement à Trois-Rivières, Sherbrooke et Joliette.

d) Lois de sécurité sociale

M. l'Orateur, qui peut aujourd'hui contester le devoir de l'État de se pencher sur les déshérités de la vie? Le gouvernement de l'Union nationale a été, dans la province, le précurseur des lois de sécurité sociale. En effet, dès le mois de juin 1936, l'Union nationale, alors dans l'opposition, a réussi à obtenir de la Législature l'adoption de la loi des pensions de vieillesse. Elle devait quelques mois plus tard la mettre elle-même en application. C'est l'Union nationale qui organisa le système des pensions pour les aveugles et les allocations pour les mères nécessiteuses. Cette année, elle ajoute à cette série de lois sociales une mesure destinée à assurer une

pension aux personnes totalement invalides. Les invalides ont droit à notre assistance parce que leur état de santé précaire les laisse parfois à la charge de leurs parents peu fortunés ou à la charge d'étrangers. La loi nouvelle corrigera cette situation et permettra aux invalides de se procurer les biens indispensables à leur subsistance. Le budget du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse prévoit pour la mise en application des lois sociales, une somme totale de \$17,360,000.

e) L'activité industrielle

Depuis 1944, le gouvernement a coopéré très étroitement avec l'entreprise privée pour assurer le développement de nos ressources naturelles et pour accroître dans toute la mesure du possible l'activité économique de la province. Il a accordé spécialement une place de toute première importance à l'industrie agricole.

1° L'industrie agricole

La puissance de l'essor industriel du Québec fait oublier à certaines personnes l'importance primordiale de l'agriculture, "pierre d'assise de notre économie". L'an dernier, les organisateurs de la Semaine Sociale de Montréal choisissaient comme thème de leurs travaux: "L'agriculture et l'immigration". Dans une lettre adressée au président des Semaines Sociales, le nouvel archevêque de Milan, Monseigneur Montini, qui fut pendant plusieurs années l'un des principaux collaborateurs de Sa Sainteté le pape Pie XII, soulignait l'importance pour un gouvernement de prendre des mesures pour embellir la vie rurale et favoriser son développement. Voici ce qu'il écrivait:

"Le Saint Père a appris avec plaisir que la 31^e session des Semaines Sociales du Canada (très heureusement complétées depuis l'an dernier par une session parallèle d'expression anglaise) avait choisi pour thème le grave problème de l'établissement rural, ... problème d'une pressante actualité pour votre patrie et sous l'un et l'autre de ses aspects; problème aussi d'une importance toute particulière pour l'Église, étant donné les multiples implications morales et religieuses qu'il suppose.

"Le Créateur semble avoir voulu inscrire lui-même dans la constitution géographique du Canada le rôle que serait appelée à y jouer l'agriculture: ses immenses étendues de plaines et de forêts n'étaient-elles pas une muette invitation pour vos populations laborieuses à se dédier aux travaux du défrichage et

de la culture? Et pourtant, sous l'influence de la civilisation industrielle, le Canada connaît aujourd'hui, comme tant d'autres pays, le funeste exode des campagnes vers les villes: de sorte que non seulement de vastes étendues de terre cultivable attendent encore d'être défrichées, mais même (dans certaines régions du moins) des terres d'abord cultivées ont été ensuite délaissées par leurs premiers occupants.

"Cette situation n'est pas seulement dommageable à l'économie du pays, mais aussi contraire au bien-être moral et religieux des populations. Le Saint Père, qui, en maintes occasions, a dénoncé les dangers de l'entassement de grandes masses humaines dans les agglomérations urbaines, invitait naguère les agriculteurs à ne pas abdiquer la noblesse de leur profession pour venir "perdre dans la ville, qui leur réserve le plus souvent que des désillusions, les économies laborieusement amassées et bien souvent la santé, les forces, la joie, l'honneur, l'âme elle-même". (Discours au congrès des agriculteurs italiens, 15 novembre 1946).

"C'est vous dire toute l'importance que le Souverain pontife attache à la question de l'établissement rural choisie comme premier thème de la présente Semaine Sociale."

Je suis heureux d'affirmer, M. l'Orateur, que le gouvernement de l'Union nationale a depuis longtemps fait siennes ces lumineuses directrices. Aucun pays au monde n'a fait davantage pour empêcher l'exode rural des cultivateurs, pour les encourager à demeurer sur leurs terres et leur rendre plus agréable et plus belle la vie de nos campagnes. Il a compris que la "fixation au sol constitue un élément essentiel à la formation d'une nation", et d'ailleurs, c'est la classe agricole qui a joué le rôle de premier plan dans la formation de la nation canadienne française. "C'est le miracle des 60,000 colons français qui sont venus défricher la vallée laurentienne et qui sont les ancêtres des 8,000,000 de Canadiens français qui habitent la province de Québec ou dispersés dans les provinces canadiennes et les États-Unis." (Causerie de M. Albert Rioux, à la Semaine Sociale de Mont Laurier)

Dès son arrivée au pouvoir en 1936, le gouvernement de l'Union nationale institua le prêt agricole qui a sauvé le cultivateur de la ruine et lui a procuré l'aide financière pour l'établissement de ses fils. Sa législation peut servir de modèle à tous les pays agricoles du monde. De 1937 à 1955, l'Office du crédit agricole a prêté aux cultivateurs, à un taux d'intérêt de 2½ %, une somme de \$114,447,570. Il a contribué à consolider la situation financière de 43,680 cultivateurs.

Les octrois aux sociétés agricoles ont été multipliés, le drainage des terres intensifié. Des statistiques révèlent que 1,373 cours d'eau ont été drainés sur une longueur de 5,002 milles, soit près de deux fois la distance entre Montréal et Vancouver et 35,155 cultivateurs en ont bénéficié. La superficie de terres arables ainsi récupérée et améliorée s'étend à 839,333 acres. En 1955, une somme de \$4,415,000 sera consacrée au drainage des terres et une somme de \$1,000,000 à des travaux mécanisés sur les fermes.

Le gouvernement de l'Union nationale a encouragé l'Union catholique des cultivateurs, dont le premier président et l'un des fondateurs a été mon dévoué collègue, l'honorable ministre de l'Agriculture. Le gouvernement a aidé spécialement cette association professionnelle pour l'assurance de ses membres sur la vie, le feu et les accidents. Il donne gratuitement le concours du service des assurances, pour guider et conseiller les 200 compagnies mutuelles d'assurance de paroisse. Il a accordé une généreuse assistance aux coopératives, institué un comité pour étudier les problèmes agricoles, le développement de la vie rurale en face du progrès moderne et l'application pratique de la doctrine coopérative. Les coopératives, sous l'Union nationale, ont connu une expansion croissante, car 69,000 cultivateurs font partie à l'heure actuelle de plus de 600 coopératives agricoles.

Le gouvernement a multiplié les écoles d'agriculture. En 1935, il y avait 3 écoles supérieures et 7 écoles moyennes et régionales; aujourd'hui, il y a 18 écoles régionales; 5 des écoles moyennes de 1935 ont été reconstruites par le gouvernement.

Les coopératives de crédit, c'est-à-dire les caisses populaires reçoivent depuis de nombreuses années, un octroi annuel de \$75,000 pour payer les déboursés d'un système d'inspection adéquat. Le gouvernement leur a permis, par des lois spéciales, l'exercice du commerce des assurances et il leur a, en 1945, confié une émission d'obligations sur le crédit de la province. Depuis 1945, on compte 277 caisses nouvelles avec un effectif de 402,657 nouveaux sociétaires. L'actif total des 1,139 caisses dépasse \$350,000,000.

En 1945, le gouvernement a créé l'Office de l'électrification rurale. Grâce à cette initiative bienfaisante, le gouvernement a encouragé, non seulement la formation de multiples coopératives d'électricité, mais il a engagé les compagnies d'entreprise privée à étendre leurs réseaux de distribution dans les campagnes. Les progrès ont été si rapides que plus de 72,000 fermes bénéficient

aujourd'hui des avantages de l'électricité. Le gouvernement ne pouvait mieux faire pour donner aux cultivateurs du Québec le moyen d'améliorer leurs méthodes d'exploitation et leur permettre d'obtenir à leur domicile autant de confort que les ouvriers des villes.

En effet, l'industrie agricole de notre province augmente sa puissance de rendement, car elle suit de loin le mouvement de mécanisation des entreprises commerciales. Chaque année, le cultivateur du Québec consacre des sommes de plus en plus importantes à l'achat de tracteurs et d'appareils électriques destinés à suppléer au manque de main-d'œuvre agricole. Le nombre des tracteurs, qui était de moins de 2,500 en 1931, s'élevait à 31,000 en 1951; il dépasse aujourd'hui 50,000.

Depuis 1945, les cultivateurs ont affecté \$23,000,000 chaque année à la mécanisation. Qui peut nier que l'électrification rurale et la mécanisation des fermes ont permis aux cultivateurs de décupler leurs énergies et d'augmenter leur puissance de rendement et leur revenu monétaire?

Le gouvernement de l'Union nationale, M. l'Orateur, a donné aux cultivateurs la liberté et la stabilité financières et leur a procuré les bienfaits de l'électricité. Il a intensifié le développement de la vie rurale en encourageant l'agriculture familiale. La voirie rurale a été modernisée; elle a, conséquemment, facilité le transport des produits de la ferme.

Bref, aucun gouvernement n'a fait plus que le gouvernement de l'Union nationale pour assurer la stabilité et le progrès de l'agriculture et de la colonisation, et c'est pourquoi, vous verrez dans nos estimations budgétaires \$19,760,000 pour l'agriculture et, pour son complément indispensable la colonisation, \$12,243,000, soit un total de plus de \$32,000,000.

Des sociologues s'alarment en constatant l'essor prodigieux de l'industrialisation de la province et ils craignent que les fils de cultivateur délaissent la terre paternelle et se laissent attirer par le mirage des villes; mais ils devraient avoir l'esprit de justice de reconnaître qu'aucun gouvernement n'a fait davantage pour encourager l'agriculture. Et comme le disait avec raison un de nos sociologues: "L'État ne peut pas tout faire. L'État doit favoriser l'efflorescence et l'épanouissement de la vie rurale, mais il ne peut pas se substituer aux initiatives locales".

Voilà, M. l'Orateur, les grandes lignes de notre politique agricole. Voulez-vous connaître les

résultats pratiques de cette politique? Comparez d'après les statistiques fédérales le revenu monétaire des cultivateurs de notre province par rapport au revenu monétaire des fermiers canadiens. Le revenu monétaire des cultivateurs du Québec a augmenté de 5 % en 1954 par rapport à l'année 1953, alors que la valeur de la production agricole de tout le pays a diminué comparativement à l'année précédente. D'après un bulletin du Bureau fédéral de la statistique, en date du 13 janvier 1955, le revenu monétaire des cultivateurs du Québec qui était de \$387,075,000 en 1953 s'est élevé à \$408,234,000 en 1954. Les produits laitiers par exemple ont enregistré une augmentation de 3.9 %, la vente du bétail, une augmentation de 12.6 %, l'industrie avicole, une augmentation de 8.8 %, le commerce des fruits et légumes, une augmentation de 60 % et la vente des produits divers, une augmentation de 24.1 %. Nous avons donc là une preuve bien évidente que la légère dépression qui s'est fait sentir au Canada en 1954 n'a heureusement pas frappé notre province.

Si nous examinons la situation du cultivateur depuis 10 ans, nous arrivons aux constatations suivantes:

1° La valeur brute de la production agricole qui en 1944 était de \$292,594,000 se haussait en 1953 à \$477,343,000, soit une augmentation de 63 %;

2° La valeur nette de la production agricole qui était en 1944 de \$210,245,000 s'élevait en 1953 à \$309,851,000, soit une augmentation de 47 %.

3° Le revenu monétaire des cultivateurs qui était en 1944 de \$222,573,000 atteignait le sommet de \$408,234,000 en 1954, soit une augmentation de 85 %.

2° Exploitation de nos ressources naturelles

Le gouvernement comprend que le développement de nos ressources naturelles doit servir à l'accroissement du bien-être de la population. Les ressources hydrauliques sont certainement les plus importantes. Le Québec développe la moitié de l'énergie électrique produite dans tout le Canada, soit 7,773,822 chevaux-vapeur. Les centrales actuellement en construction fourniront d'ici peu 1,500,000 nouveaux chevaux-vapeur. Cependant, la majeure partie de son potentiel d'énergie électrique évalué par les experts à 27,000,000 de chevaux-vapeur, n'est pas encore développé. En consultant les statistiques fédérales sur les tarifs d'électricité à travers le pays, nous constatons que, dans le Québec, les taux ont diminué depuis la dernière guerre, alors que le prix de tous les services et de tous les produits

a augmenté, et en dépit du fait que la valeur de la monnaie a été dépréciée. En fait, le coût de la vie a augmenté de 116 % durant cette période. Aujourd'hui, à l'exception de l'Alberta où les compagnies d'énergie électrique subissent la très forte concurrence des compagnies productrices de gaz et de pétrole, c'est dans le Québec que l'électricité coûte le meilleur marché. (Cf. *Tableau No 6*)

Dans le domaine de la production, l'exploitation forestière tient toujours le premier rang. L'an dernier, la valeur de ces produits s'établissait à plus d'un demi-milliard et notre province continue toujours de fournir à elle seule plus de la moitié de la fabrication totale du papier du Canada. Cette industrie est la seule dont la valeur peut se comparer avec avantage à la valeur des produits agricoles. L'industrie minière de son côté continue de s'accroître, alors que des centres importants se préparent à augmenter le total de leur production. Pour l'année 1954, la valeur de la production de nos mines atteindra \$286,000,000, comparativement à \$253,000,000 en 1953. Environ 1,700,000 tonnes de fer ont été extraites du Nouveau-Québec au cours des derniers mois de 1954. L'extraction doit augmenter graduellement jusqu'à 10,000,000 de tonnes en 1957. Le Nouveau-Québec attire l'attention des capitalistes et d'autres projets importants sont en voie de réalisation. Monsieur Cyrus-S. Eaton, industriel américain de Cleveland, déclarait l'autre jour à un journaliste qui l'interrogeait au Lac Beauport, que l'on verra bientôt s'établir une usine pour traiter le minerai de fer dans l'Ungava. Il ajoutait que, dans les laboratoires de sa compagnie, des ingénieurs et des chimistes élaborent les plans nécessaires.

La production des mines de Chibougamau et de Gaspé est en plein essor et leur rendement augmentera dès que l'énergie électrique sera disponible. L'avenir de l'industrie minière s'annonce brillant car, pour les onze premiers mois de l'année 1954, le ministère des Mines a enregistré 29,208 claims contre 22,352 pour toute l'année 1953. L'Imperial Oil Review de décembre 1954, dans un article intitulé "Spotlight on Quebec" mentionne les espoirs des géologues de trouver des richesses pétrolifères le long des rives du Saint-Laurent, entre Montréal et Québec.

3° L'industrie manufacturière

Tous les observateurs admettent l'étonnante transformation industrielle du Québec. La production

de nos industries a été cinq fois multipliée depuis 1939; elle atteint aujourd'hui une valeur de plus de \$5,000,000. La liste des nouvelles manufactures ne s'allonge pas au même rythme, mais chaque semaine une nouvelle usine ouvre ses portes.

Les projets récents sont plus importants que ceux du passé et je vous souligne, M. l'Orateur, la nouvelle usine de la compagnie Johns-Manville à Asbestos, au coût de \$20,000,000, la nouvelle raffinerie Petrofina en voie de construction à Montréal-Est, et la construction d'une filiale de The American Smelting au Lac Noir, où 20 autres millions de dollars seront dépensés. Au mois de novembre, dans la banlieue de Québec, la Cimenterie du Saint-Laurent inaugurerait une usine des plus modernes érigée au coût de \$13,000,000. Les dirigeants de cette entreprise espèrent maintenant pouvoir fournir au marché canadien annuellement une quantité de 6,000,000 de sacs de ciment. Ce produit contribuera à aider considérablement l'industrie de la construction au Canada, car, chaque année, il faut importer de l'étranger un minimum de 2,400,000 sacs.

Malgré la diminution dans le volume des affaires au Canada, l'industrie du bâtiment a connu une nouvelle augmentation en 1954. La construction des nouvelles maisons et des nouveaux édifices publics et commerciaux a dépassé en valeur celle de 1953. L'an dernier, elle a exigé dans la seule province de Québec, des déboursés pour un montant de \$1,100,000,000. Sur ce montant, \$965,000,000 ont été consacrés à la construction d'édifices nouveaux ou de maisons nouvelles. La loi de l'habitation familiale votée par l'Union nationale rend des services signalés qui justifient la somme de \$3,575,000 inscrite aux estimés budgétaires.

L'industrie manufacturière a aussi enregistré en 1954 des gains additionnels. Suivant les statistiques, les manufactures du Québec ont fourni dans plusieurs catégories de produits, une part très considérable de la consommation canadienne:

Industries

Vêtements féminins	68.2 %
Vêtements masculins	56.5 %
Textile synthétique	62.9 %
Vêtements de laine	43.1 %
Coton	62.4 %
Fourrure	60.5 %
Produits du cuivre	64.4 %
Appareils électriques	48.3 %
Matériel de chemin de fer	47.8 %

L'industrie textile n'a pu retrouver son équilibre. Trente de ses usines sur les 162 qui existaient au Canada ont fermé leurs portes, dont 9 dans notre province.

Le Québec demeure toujours le principal producteur d'aluminium au monde et les progrès accomplis dans l'industrie des produits chimiques sont remarquables. Au cours de l'an dernier, une somme approximative de \$45,000,000 a été dépensée pour améliorer le rendement des usines chimiques de Montréal, Varennes, Shawinigan et Valleyfield.

La stabilité du Québec donne confiance aux industriels. Les grèves sont plus rares. Les chefs d'entreprise sont assurés de trouver chez nous une population respectueuse des lois et du bon ordre. Ils sont de plus en plus convaincus de la compétence de notre main-d'œuvre, grâce au travail de formation des centres d'apprentissage, des écoles techniques et des écoles d'arts et métiers. Au cours des quinze dernières années, près de 15,000 apprentis et compagnons ont eu l'occasion de perfectionner leurs connaissances dans les centres d'apprentissage de la province, alors qu'au cours de la seule année 1953-1954, 30,000 élèves fréquentaient les écoles techniques et les écoles d'arts et métiers.

Voilà les faits, M. l'Orateur, qui ont guidé le gouvernement dans la préparation des prévisions budgétaires soumises aux membres de la Législature. Ces progrès imposent nécessairement au gouvernement des obligations nouvelles, des problèmes urgents auxquels il faut trouver des solutions.

Il nous faut consacrer toutes nos énergies à l'accomplissement du mandat qui nous a été confié à plusieurs reprises par le peuple de la province. Mes collègues ont de temps à autre l'occasion d'exposer plus longuement, en Chambre, la signification des projets qu'ils élaborent pour le bien public et sur lesquels j'ai eu l'extrême plaisir d'attirer votre attention. Les prévisions budgétaires sont préparées dans l'unique but d'être utiles à l'immense majorité de la population. Elles sont dictées par le désir de bien servir, pour que le Québec demeure par sa stabilité financière au premier rang des provinces canadiennes.

IV Faits saillants

1° L'année financière 1954-1955 se terminera par un surplus au compte ordinaire de \$38,579,000, soit le dixième surplus en l'espace de 10 ans d'administration;

2° Les revenus pour l'année 1954-1955 s'élèveront à environ \$327,325,000;

3° Le surplus au compte ordinaire de \$38,579,000 a servi au paiement d'une partie des dépenses imputables au capital qui s'élèveront à la somme de \$64,596,000;

4° La dette nette de la province au 31 mars 1954 s'élevait à \$280,339,501.47, soit une diminution de \$27,903,939.49 comparativement au montant de la même dette au 31 mars 1945;

5° Le surplus consolidé de la province atteindra, au 31 mars 1955, \$392,627,659;

6° Les revenus de l'année 1955-1956 s'élèveront, d'après nos prévisions, à la somme de \$331,857,200, alors que les dépenses ordinaires se chiffreront à \$281,105,660, ce qui laissera un surplus au compte ordinaire de \$50,751,540;

7° Le budget de 1955-1956 prévoit des dépenses imputables au capital pour une somme totale de \$50,096,000;

8° Depuis 1931, une somme de plus de \$200,000,000 a été payée en indemnités aux travailleurs de la province de Québec, en vertu de la loi des accidents du travail et ses amendements. Plusieurs catégories d'indemnités ont été augmentées à partir du 1^{er} janvier 1955;

9° Depuis 1936, une somme globale de \$396,762,035 a été payée aux vieillards, aux aveugles, aux mères de famille nécessiteuses, en vertu des lois sociales de la province;

10° Les argents versés aux indigents augmenteront encore cette année par suite de l'entente faite au sujet de la pension aux invalides;

11° Le budget de 1955-1956 contient des prévisions pour une somme totale de \$5,411,700 destinée à des subventions pour l'enseignement universitaire;

12° Depuis 1944, les dépenses totales du ministère de la Santé se sont élevées à la somme de \$445,119,445, dont \$309,211,172 pour l'assistance publique et \$87,589,442 en octrois pour de nouveaux hôpitaux;

13° La province de Québec demeure toujours la première province du Canada dans l'industrie de la pulpe et du papier et sa production en 1954 a atteint une valeur de \$550,000,000. La production de 1954 a dépassé de 2,000,000 de tonnes celle de 1953;

14° En 1954, \$1.1 billion a été dépensé dans l'industrie de la construction dans le Québec;

15° L'industrie du tourisme en 1954 a rapporté à la province la somme de \$148,490,000, soit le plus fort montant dans toutes les provinces canadiennes;

16° Au cours des cinq dernières années, une somme de \$300,000,000 a été consacrée à des dépenses imputables au capital pour l'industrie minière du Québec et suivant un article publié dans le supplément du 8 janvier de la *Gazette* de Montréal, sous la signature de l'honorable George Prudham, ministre des Mines et des relevés techniques, on peut lire:

"Depuis la guerre, le développement des ressources minières du Québec a atteint un record vraiment remarquable et tout porte à croire qu'à l'avenir ce haut niveau sera maintenu et même dépassé."

17° La population de la province de Québec atteint maintenant 4,388,000 (estimation de juin 1954), d'après les dernières statistiques fédérales, soit 29 % de toute la population canadienne;

18° Suivant le supplément de la *Gazette* de Montréal, du 8 janvier 1955, le marché des obligations a été très actif au cours de l'année 1954. Certaines obligations ont enregistré une augmentation de 4 à 9 points, comme c'est le cas, par exemple, pour certaines obligations de l'Hydro ontarienne et de la province de Québec;

19° Les centres d'apprentissage des métiers et de la construction de la province de Québec, qui sont en opération depuis neuf ans, afin d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre, ont fourni au cours de ces années, l'occasion à 15,000 jeunes travailleurs de se perfectionner dans les divers métiers de la construction.

Conclusion

Les grandes idées maîtresses de mon exposé, M. l'Orateur, ne vous donnent qu'un pâle reflet de la transformation de notre province. Elles vous indiquent néanmoins le souci du gouvernement de travailler sans relâche au bien-être de la population du Québec, aussi bien qu'à la grandeur du Canada. Ne signifient-elles pas une économie plus diversifiée, un marché plus riche pour nos produits agricoles, un travail mieux rémunéré pour nos ouvriers de métier. La marche du Québec vers le progrès nous rend plus fiers de notre passé, plus confiants dans la Providence et dans les promesses de l'avenir. Notre confiance en la stabilité de notre province éloignera de nous la dépression économique qui est en réalité une crise de confiance en soi, une crise de confiance envers ses compatriotes, envers sa province et son pays.

Une seule ombre au tableau, c'est la pression centralisatrice qui s'exerce sur nous et qui pourrait

amoindrir l'héritage de nos droits et de nos traditions, conservés au prix de sacrifices héroïques et au cours de longues années de luttes politiques.

J'avais l'occasion, l'an dernier, dans mon discours sur le budget, de signaler les déclarations faites par le juge en chef de la Haute Cour d'Australie, aussi bien que par le premier ministre Menzies, contre la centralisation fédérale. L'Australie est aux prises avec le même problème que le Canada, mais les États provinciaux sont plus ardents dans la défense de leurs droits que les provinces canadiennes. Dernièrement, j'avais l'occasion de lire une brochure publiée le 20 mai 1954, par Son Excellence Mgr D. Mannix, archevêque de Melbourne, à l'occasion des élections fédérales d'Australie. Cette brochure intitulée "*The Australian Commonwealth and the States*" contenait un exposé doctrinal de l'enseignement de l'encyclique *Quadragesimo Anno* sur la fonction subsidiaire de l'État:

"Dans la même encyclique, le principe de la fonction subsidiaire de l'État était ainsi défini:

"On ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens; ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes."

"Le principe de la fonction subsidiaire dans le cas de l'Australie peut être décrit brièvement de la façon suivante:

"Le gouvernement central possède ses propres attributions que les autres gouvernements ne peuvent exercer. En dehors de ces attributions, sa fonction l'oblige à venir en aide aux gouvernements moins importants, à coordonner leurs efforts pour le bien commun, mais sans jamais les dominer ou les absorber. Détruire l'autorité des gouvernements secondaires est l'essence du totalitarisme, même si ce gouvernement central est une dictature ou un gouvernement démocratique de nom."

Mgr Mannix ajoutait que, dans l'esprit des Pères de la Confédération australienne, les États devaient demeurer souverains dans le domaine de l'agriculture, de l'éducation et de la santé publique et il rappelait que la commission royale d'enquête sur la Constitution en 1929 s'était prononcée formellement en faveur du maintien de la souveraineté des États dans le Commonwealth.

Dans ses conclusions, le distingué prélat s'oppose énergiquement à la centralisation fédérale en matière fiscale:

"Il y a danger que la centralisation d'une puissance financière si énorme en les mains du gouvernement du Commonwealth se traduise par l'extravagance dans la gestion de ses propres affaires et l'indifférence envers les besoins et les opinions des États.

"La question qui se pose pour l'Australie dans ce domaine est donc très claire. Allons-nous nous laisser entraîner, comme le souhaitent certains, à une centralisation politique complète qui attribuerait tous les pouvoirs au Commonwealth et réduirait les États au rôle de gouvernements locaux jouissant de pouvoirs délégués? Ou bien rétablirons-nous l'équilibre primitif de la Constitution en assignant des pouvoirs effectifs tant aux États qu'au Commonwealth et en prévoyant pour les deux juridictions des sources de revenus suffisantes et indépendantes?"

Ne pourrait-on pas affirmer, M. l'Orateur, que ces commentaires sont la conclusion logique de l'enseignement de l'Église en matière de politique sociale? Espérons que les rayons de cet enseignement dissiperont un jour les nuages accumulés à notre horizon politique. Je reprends ces paroles de M. James Muir, président de la Banque Royale du Canada: "L'année 1955 sera une année de décision au cours de laquelle la solution que nous apporterons aux problèmes qui nous touchent de très près, aura d'énormes répercussions, en bien ou en mal, sur les années à venir." Espérons que 1955 verra les droits légitimes des provinces reconnus, leurs libertés fiscales garanties et s'il nous est permis, M. l'Orateur, de voir luire l'aurore de ce beau jour, nous devrons cette joie et ce résultat heureux à l'énergie et à la vision du chef de l'Union nationale.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens.

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1955**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus:

Provenant d'impôts et de droits:

Sur les corporations (capital)	\$15,500,000	
Sur les corporations (profits)	<u>50,000,000</u>	
		\$65,500,000
Impôt provincial sur le revenu		25,000,000
Sur la gazoline.....		58,380,000
Ventes	42,700,000	
<i>À déduire:</i>		
Partie attribuée au fonds d'éducation.....	<u>21,260,000</u>	
		21,440,000
Sur les successions		13,000,000
Sur le tabac.....		12,500,000
Sur transferts de valeurs mobilières.....		1,200,000

Loi de l'assistance publique:

Courses.....	1,750,000	
Divertissements.....	3,170,000	
Pour hôpitaux (sur repas).....	<u>4,400,000</u>	
		9,320,000
Pour la prévention des incendies.....		<u>127,000</u>

\$206,467,000

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1955 (suite)**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus (suite):

Provenant d'autres sources:

Ressources Naturelles:

Terres et Forêts	\$11,570,000
Mines.....	4,453,000
Ressources hydrauliques.....	3,770,000
Chasse	1,318,000
Pêcheries	12,000
Terres de colonisation	52,000

Attribué au Fonds d'Éducation:

Droits de coupe	\$ 630,000	
Ressources hydrauliques.....	<u>5,200,000</u>	<u>5,830,000</u>

\$27,005,000

Licences et permis:

Véhicules automobiles	24,700,000
Hôtels, restaurants, etc.	560,000
Loi de l'assistance publique.....	240,000
Divers	<u>438,000</u>

25,938,000

Honoraires et divers:

Loi de l'assistance publique.....	1,000,000
Département du procureur général.....	1,165,000
Département du travail.....	735,000
Secrétariat de la province.....	190,000
Terres et Forêts	45,000
Divers	<u>569,000</u>

3,704,000

Intérêts:

Placement des fonds d'amortissement	3,400,000
Divers comptes.....	<u>751,000</u>

4,151,000

Fonds d'éducation..... 28,352,000

À déduire:

Revenus figurant à la rubrique Ressources Naturelles	<u>5,830,000</u>
--	------------------

22,522,000

Commission des liqueurs de Québec:

Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, chapitre 255, article 31)	1,550,000
Permis et droits	11,000,000
Compte de commerce	22,000,000

À déduire:

Octroi à l'assistance publique	<u>1,000,000</u>	<u>21,000,000</u>
--------------------------------------	------------------	-------------------

\$33,550,000

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1955 (suite)**

9 mois terminés - 3 mois en cours

Revenus (suite):

Provenant d'autres sources:

Autres revenus:

Subside canadien.....	\$3,173,000	
Amendes, etc.....	742,000	
Divers.....	<u>73,000</u>	
		<u>3,988,000</u>
Total des revenus		\$327,325,000

Tableau No 2

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1955**

9 mois terminés - 3 mois en cours

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	Dépenses	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales	\$ 5,249,000	\$ 5,249,000	
Agriculture	17,870,000	17,700,000	\$ 00,000
Bien-être social et Jeunesse	28,684,000	27,298,000	1,386,000
Chasse	2,703,000	2,433,000	270,000
Colonisation.....	12,063,000	10,173,000	1,890,000
Conseil exécutif	18,868,000	18,868,000	.....
Finances	5,545,000	5,545,000	.....
Industrie et Commerce	1,664,000	1,664,000	.....
Instruction publique	40,818,000	40,818,000	.....
Législation.....	1,182,000	1,182,000	.....
Mines.....	4,011,000	1,511,000	2,500,000
Pêcheries	3,172,000	2,848,000	324,000
Procureur général	10,226,000	10,226,000	.....
Ressources hydrauliques	4,625,000	1,537,000	3,088,000
Santé.....	60,428,000	60,408,000	20,000
Secrétaire de la province	4,376,000	4,218,000	158,000
Terres et Forêts	6,370,000	6,315,000	55,000
Transports et Communications	250,000	250,000	.....
Travail.....	2,275,000	2,275,000	.....
Travaux publics.....	22,455,000	11,560,000	10,895,000
Voirie	<u>73,807,000</u>	29,897,000	43,910,000
	\$326,641,000	\$262,045,000	\$64,596,000
Service de la dette publique	\$26,701,000	\$26,701,000	

*Sommaire***Compte ordinaire:**

Revenus.....		\$327,325,000
Dépenses:		
Ordinaires.....	\$262,045,000	
Service de la dette publique.....	<u>26,701,000</u>	<u>\$288,746,000</u>
Surplus au compte ordinaire		<u>\$38,579,000</u>

Compte immobilisation	\$64,596,000
------------------------------------	---------------------

Tableau No 3

**Dette per capita de chacune des provinces canadiennes
(1944-1953)**

	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Terre-Neuve	....	....	....	....	....	....	\$ 11	\$ 11	\$ 10	\$ 35
Québec	\$ 93	\$ 92	\$ 93	\$ 87	\$ 82	\$ 90	82	81	79	83
Alberta	136	134	142	137	128	124	188	94	88	83
Colombie canadienne	....	100	96	94	100	106	119	125	163	142
Manitoba	91	84	78	75	55	65	84	96	131	150
Île-du-Prince-Édouard	87	87	80	94	98	127	140	139	148	152
Ontario	153	145	137	134	127	122	130	126	140	145
Saskatchewan	119	114	109	108	112	114	121	142	144	154
Nouvelle-Écosse	136	135	151	139	175	196	....	221	240	260
Nouveau-Brunswick	....	202	204	209	228	256	260	302	301	305

Cf. Canadian Government and Municipal Financial Statistics, novembre 1954, par Wood, Gundy & Company Limited.

*Tableau No 4**Province de Québec*

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1955-1956**

Revenus:

<i>Provenant d'impôts et de droits:</i>		
Sur les corporations (capital)	\$16,000,000	
Sur les corporations (profits)	<u>50,200,000</u>	
		\$66,200,000

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1955-1956 (suite)**

Revenus (suite):

<i>Provenant d'impôts et de droits:</i>		\$27,000,000	
Sur la gazoline.....		59,680,000	
Ventes	\$42,940,000		
<i>À déduire:</i>			
Partie attribuée au fonds d'éducation.....	21,290,000		
		21,650,000	
Sur les successions		12,000,000	
Sur le tabac.....		12,800,000	
Sur transferts de valeurs mobilières.....		930,000	
<i>Loi de l'assistance publique:</i>			
Courses.....	1,750,000		
Divertissements.....	3,000,000		
Pour hôpitaux (sur repas).....	<u>4,300,000</u>		
		9,050,000	
Pour la prévention des incendies.....		<u>125,000</u>	
			\$209,435,000
<i>Provenant d'autres sources:</i>			
Ressources naturelles:			
Terres et Forêts		11,139,000	
Mines.....		4,578,500	
Ressources hydrauliques.....		3,787,200	
Chasse		1,495,600	
Pêcheries		15,000	
Terres de colonisation		50,000	
Attribué au fonds d'éducation:			
Droits de coupe	560,000		
Ressources hydrauliques.....	<u>5,200,000</u>	<u>5,760,000</u>	
			26,825,300
Licences et permis:			
Véhicules automobiles		26,525,000	
Hôtels, restaurants, etc.		550,000	
Loi de l'assistance publique.....		255,000	
Divers		<u>340,000</u>	
			27,670,600
Honoraires et divers:			
Loi de l'assistance publique.....		1,000,000	
Département du procureur général.....		1,020,000	
Département du travail.....		820,000	
Secrétariat de la province.....		200,000	
Terres et Forêts		40,000	
Divers.....		<u>535,000</u>	
			3,615,100

**Revenus probables
pour l'exercice financier 1955-1956 (suite)**

Revenus (suite):

Provenant d'impôts et de droits:

Intérêts:

Placements des fonds d'amortissement	\$3,700,000	
Divers comptes.....	<u>661,000</u>	\$4,361,000

Fonds d'éducation..... 28,350,000

À déduire:

Revenus figurant à la rubrique Ressources naturelles	<u>5,760,000</u>	22,590,000
--	------------------	------------

Commission des liqueurs de Québec:

Impôt spécial sur les spiritueux

(S.R.Q., 1941, c. 255, a. 31)..... 1,500,000

Permis et droits 11,000,000

Compte de commerce \$22,000,000

À déduire:

Octroi à l'assistance publique	<u>1,000,000</u>	<u>21,000,000</u>	33,500,000
--------------------------------------	------------------	-------------------	------------

Autres revenus:

Subside canadien..... 3,173,400

Amendes, etc. 639,800

Divers..... 47,000

3,860,200

Total des revenus \$331,857,200

Tableau No 8

Province de Québec

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1955-1956**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 3,639,100	\$ 3,639,100	.....
Agriculture	19,760,000	19,610,000	\$ 150,000
Bien-être social et Jeunesse	30,611,500	28,010,500	2,601,000
Chasse	2,758,000	2,448,000	310,000
Colonisation	12,243,000	10,643,000	1,600,000
Conseil exécutif	5,763,000	5,763,000	.....
Finances	5,985,560	5,985,560	.....
Industrie et Commerce.....	1,690,000	1,690,000	.....
Instruction publique	46,569,000	46,569,000	.....
Législation.....	1,225,900	1,225,900	.....
Mines.....	3,485,500	1,485,500	2,000,000
Pêcheries	2,966,000	2,666,000	300,000
Procureur général	10,157,000	10,157,000	.....

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1955-1956 (suite)**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Ressources hydrauliques.....	\$ 5,961,000	\$ 1,946,000	\$ 4,015,000
Santé.....	60,032,000	60,012,000	20,000
Secrétaire de la province.....	1,890,500	1,890,500	.....
Terres et Forêts.....	6,628,000	6,603,000	25,000
Transports et Communications.....	510,000	510,000	.....
Travail.....	2,395,000	2,395,000	.....
Travaux publics.....	19,210,600	11,085,600	8,125,000
Voirie.....	61,715,000	30,765,000	30,950,000
	<u>\$305,195,660</u>	<u>\$255,099,660</u>	<u>\$50,096,000</u>
Service de la dette publique.....	\$ 26,006,000	\$ 26,006,000	

Sommaire

Compte ordinaire:

Revenus.....		\$331,857,200
Dépenses:		
Ordinaires.....	\$255,099,660	
Service de la dette publique.....	<u>26,006,000</u>	<u>145,234,360.00</u>
Surplus au compte ordinaire		<u>\$ 50,751,540</u>

Compte immobilisation \$ 50,096,000

Tableau No 6

**Coût de l'électricité pour le service domestique dans chaque province (x)
(1935-1939 = 100)**

Province	1939	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Île-du-Prince-Édouard	94.12	73.91	73.91	77.32	77.32	77.32	77.32	91.92	91.82	91.82
Nouvelle-Écosse	95.99	80.10	81.49	75.22	76.93	78.27	87.40	90.34	91.01	91.01
Nouveau-Brunswick	104.09	90.49	90.43	83.47	84.45	85.39	85.39	88.73	88.73	88.73
Québec	104.35	89.89	89.78	83.24	83.23	84.19	84.64	84.67	84.67	84.67
Ontario	100.96	86.10	87.65	81.06	81.62	81.65	90.78	90.94	91.54	100.84
Manitoba	108.43	105.77	105.45	97.71	97.71	97.71	97.35	97.40	97.40	97.28
Saskatchewan	107.00	106.28	105.28	97.48	96.98	96.98	97.98	98.19	98.15	98.15
Alberta	97.07	87.23	72.74	67.80	67.80	67.80	67.80	67.80	71.11	71.11
Colombie canadienne	110.03	101.41	107.61	99.67	102.23	102.28	102.23	141.69	145.02	145.02
Canada	103.25	90.90	91.47	84.78	85.35	85.67	90.01	94.32	95.08	99.01

(x) Suivant les taux en vigueur au 31 décembre de chaque année.

Cf. Extrait d'une publication du Bureau fédéral de la statistique, 1953.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas huit millions cent trente-quatre mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) fait de très longues remarques en introduction à son discours. Il dit qu'il a des choses importantes à déclarer et tourne autour du sujet.

M. Bellemare (Champlain): S'il vous plaît, dites-le-nous.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le système actuel des octrois encourage la corruption et les écoles coûtent deux, trois et parfois quatre fois ce qu'il en coûterait à l'entreprise privée. La cause du mal, c'est qu'on ne demande pas de soumissions. L'absence de barèmes statutaires et l'ingérence politique font que les écoles coûtent deux, trois et même quatre fois plus cher qu'elles ne devraient. Le résultat, c'est qu'en 1951-1952, chaque nouvelle classe construite par les commissions scolaires avec des octrois du gouvernement a coûté \$15,377.

Il cite le cas de la construction de l'école Saint-Pierre-Apôtre à Longueuil où le contrat a été adjugé à Descaries Construction à un prix dépassant de \$40,000 le montant demandé par le plus bas soumissionnaire. Il reproche au gouvernement de publier dans le rapport

de l'Instruction publique de 1955 des renseignements qui remontent à 1951 et même à 1950.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pourquoi le député s'en prend-il injustement au meilleur surintendant de l'Instruction publique que la province ait jamais eu? Il ne faut pas avoir d'esprit de justice pour reprocher ce retard au surintendant, lui qui travaille jour et nuit, et dont tout le monde fait l'éloge, notamment l'épiscopat de cette province. Sa compétence et son dévouement sont bien connus de tous les amis de l'éducation dans la province de Québec. Le député s'attaque aux commissaires d'écoles pour les constructions d'écoles quand il sait que l'on a établi dans le département de l'Instruction publique un département spécial, sous la direction de M. Pagé², pour étudier les plans, les devis et les prix des écoles nouvelles. Comme M. Desaulniers³, M. Pagé est un fonctionnaire dévoué, au-dessus de tout soupçon.

Au Québec, rien ne laisse à désirer en ce qui concerne la construction des écoles. Nous avons le département de l'Instruction publique le mieux organisé du monde. Ce sont les commissions scolaires qui donnent les contrats, mais nous avons un bureau de construction qui vérifie tous les plans et voit à ce que les écoles soient construites à un coût raisonnable. L'an dernier, il s'est construit des écoles pour \$39,000,000 dans la province. Le gouvernement a donné au-delà de \$27,000,000. Et tout s'est fait dans l'ordre, de façon à protéger les intérêts de la province de Québec, sous la direction de M. Omer-Jules Desaulniers, l'un des plus grands surintendants de l'Instruction publique que nous n'ayons jamais eus, et de M. Joseph-L. Pagé, chef du bureau de construction.

M. Roche (Chambly): Je profite de l'occasion pour rendre hommage au surintendant de l'Instruction publique et à ses aides. Mon comté a profité de leurs services. On a dit dans l'opposition que le gouvernement ne s'intéressait pas toujours à l'instruction comme il devait le faire. Je citerai le message de Mgr Forget⁴ qui a remercié le premier ministre pour le travail qui a été fait dans son diocèse au point de vue instruction. Les commissaires de Longueuil nommés par le député de Jeanne-Mance (M. Noël) jouissent de l'estime de leurs concitoyens, ils n'ont pas agi sous l'influence de personne. Ils ont agi avec l'autonomie que leur gouvernement leur accorde. Le député a été mal renseigné. Le commissaire Morin n'a pas démissionné; il a rempli son terme au complet. C'est lui qui a fait la proposition de donner un contrat à un entrepreneur plutôt qu'à un autre. La commission scolaire de Longueuil a eu un octroi de

\$324,000, octroi basé sur ses besoins financiers et non sur une soumission. L'entrepreneur dont le député de Jeanne-Mance a parlé - il avait comme avocat ce même député - n'a pas eu deux contrats consécutifs de la même commission scolaire.

L'opposition voudrait des octrois statutaires, mais chaque cas est un cas d'espèce, on doit tenir compte du budget de l'évaluation et des éléments techniques. Le gouvernement actuel a fait ce qu'aucun autre gouvernement a fait: il a augmenté les salaires de l'instituteur, etc. Je crois que le gouvernement est trop modeste; il ne publie pas assez tout le bien qu'il fait. Par exemple, il encourage les commissions scolaires à payer des salaires suffisants aux instituteurs. Les octrois sont accordés pour balancer le budget des commissions, pour maintenir leurs taxes au plus bas niveau possible.

Le fardeau de choisir les entrepreneurs appartient d'abord aux commissions scolaires, elles sont libres de construire elles-mêmes les écoles. Le gouvernement ne peut payer entièrement les travaux de construction des écoles et, le jour où le gouvernement paiera 100 % des obligations des commissions scolaires, nous n'en aurons plus besoin ni des commissaires. Il faut que le gouvernement donne une aide supplétive.

M. Gérin (Stanstead) se lève.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) se lève.

M. le président donne la préférence au député de Stanstead parce que celui-ci a été le premier à lui demander la parole.

M. Gérin (Stanstead): Je crois qu'en toute justice il faut rétablir les faits. Dans mon comté, depuis sept ans, une quinzaine d'écoles ont été bâties. En aucune circonstance, les commissions scolaires sont tenues de voir le député pour savoir qui sera l'architecte, jamais les contrats ne sont donnés autrement qu'au plus bas soumissionnaire. Il est absolument faux que les contrats soient donnés par l'intervention du député.

C'est faux pour mon comté, et je crois que c'est à peu près comme cela pour tous les comtés de la province.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Tous les membres de cette Chambre m'ont entendu. Je n'ai jamais accusé le surintendant de l'Instruction publique. C'est une malhonnêteté intellectuelle que de dire cela.

Je déplorais le fait que le rapport du surintendant, pour l'année 1951-1952, ne nous soit parvenu qu'aujourd'hui, après trois ans. Quand le surintendant produira-t-il les rapports de 1952-1953 et de 1953-1954 tel que l'exigent les Statuts refondus de la province? Je crois que le gouvernement actuel a le plus manqué de confiance envers le surintendant en lui enlevant le pouvoir de distribuer les octrois tel qu'il le faisait auparavant...

Une voix ministérielle: Les rapports sont dans les *Comptes publics*.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): ... c'est dans ce domaine qu'on devrait faire diligence et suivre scrupuleusement la loi. Le système des octrois aux commissions scolaires est un système de corruption et de gaspillage. En 1951-1952, le coût moyen de construction d'une classe a été de \$15,277. C'est honteux.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député n'a pas le droit de faire des grimaces comme cela.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me demande si c'est le député de Jeanne-Mance ou si c'est l'avocat de M. Thériault qui parle actuellement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je ne suis pas l'avocat de M. L.-P. Tha... (le député se fourvoie dans la prononciation de ce nom)

(Éclats de rire général dans la Chambre)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit que la Chambre ne rit pas de ses déclarations, mais de lui.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je ne suis pas l'avocat de M. L.-P. Thériault. Je ne connais pas cette personne et je ne l'ai jamais rencontrée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis que le surintendant actuel de l'Instruction publique est en fonction, le prix payé pour la construction des écoles dans la province est plus bas que partout ailleurs. Le surintendant est un homme dévoué et compétent.

M. Dupré (Verchères): J'endosse les paroles du premier ministre quand il dit que le surintendant et M. Pagé sont des hommes dévoués et compétents. Mais il me faut bien constater que les *Comptes*

publics ne fournissent pas suffisamment d'informations et que le rapport de l'Instruction publique n'arrive qu'avec bien du retard. Par ailleurs, je crois qu'il devrait y avoir des octrois statutaires de 70 %, 75 % pour aider les commissions scolaires à construire les écoles; cela devrait satisfaire les commissions.

M. Noël (Frontenac): Ce n'est pas le surintendant ni M. Pagé qui décident de la construction des écoles. Ça se règle chez les patroneux de comté. Je vais citer un cas. En 1952, à Saint-Gédéon, on avait besoin de construire une école. La commission voulait confier les travaux à M. G. Morin. Il s'agissait, je crois, de travaux de \$18,000. Par la suite, il y eut les élections. M. Morin devint mon organisateur... Il n'a pas construit l'école. En fait, l'école n'a été bâtie qu'en 1954. Pourquoi? C'est qu'il fallait faire des génuflexions auprès du "patroneux" qui ne représente pas la population⁵.

Une voix ministérielle: Le public ne connaît le député de Frontenac que par les journaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne manque pas grand-chose.

M. Noël (Frontenac): Je ne fais pas les lois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, comme une statue, vous êtes toujours debout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout ce que l'opposition reproche, c'est qu'un tel n'a pas eu le contrat. Accorder des contrats, c'a été leur politique pendant 40 ans. Maintenant, ils pleurent comme un enfant à qui on a ôté sa suce⁶...

Un député fait le bruit d'un enfant qui pleure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de construire une école, le bureau de construction de l'Instruction publique examine les plans, les besoins; et les contrats sont donnés à des conditions meilleures que jamais dans la province de Québec et que partout ailleurs au Canada. L'année financière se termine le 31 mars dans les *Comptes publics*; l'année scolaire finit le 30 juin; le rapport de l'Instruction publique ne peut être fait en même temps que les *Comptes publics*. Tous les comtés ont leur part; le comté de Frontenac a eu pour \$334,821 d'octrois pour des écoles en un an. Nous allons continuer de faire notre devoir.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent soixante-sept mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions et à des particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Marquis (Québec-Est): Il y a trois écoles de sourds-muets dans la province; où en est le projet d'une quatrième école?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai parlé que du projet d'acheter une propriété au Lac-Saint-Joseph pour les Clercs de Saint-Viateur. Le projet n'aura pas de suite.

La propriété ne convenait pas, était trop cher, trop éloignée. Mais la principale raison de l'abandon du projet, c'est que des membres du clergé, bien au courant du problème des sourds-muets, ont représenté qu'une telle école devait être établie à proximité des écoles d'arts et métiers ou autres écoles spécialisées.

Il faudra trouver un endroit plus proche de Québec. Toutefois, le projet de doter Québec d'une école pour sourds-muets n'est pas mis de côté.

Il (M. Duplessis) promet d'étudier, toutefois, la requête du député de Québec, en vue de la création d'une telle école dans la vieille capitale ou dans son voisinage immédiat.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois annuels-Collèges classiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois annuels-Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois

annuels-Université de Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-deux mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois annuels-Université McGill, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'instruction publique", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) réclame une véritable scolarité obligatoire et la gratuité des manuels scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La fréquentation scolaire actuelle est certainement plus forte que jamais, puisqu'on ne suffit point à bâtir de nouvelles écoles. Les écoles coûtent moins cher dans le Québec que dans n'importe quelle autre province: si une école coûte \$15,000 dans le Québec, cela se compare avantageusement au coût de \$20,000 que l'on doit déboursier en Ontario.

La résolution est adoptée⁷.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Une voix de l'opposition: Qui est G. Demers et quel est son salaire?

M. Goulet (Témiscamingue): M. Demers est un cultivateur qui n'a pas entièrement mérité le salaire que le département lui a versé en tant que garde forestier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): G. Demers est une sténographe qui s'appelle Mademoiselle Gabrielle.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des gardes-forestiers à Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses-Dépenses en immobilisations (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée vers 6 heures.

Deuxième séance du 3 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Impôt sur le revenu, déductions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 43 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Que la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifiée en y ajoutant, après l'article 47, le suivant:
"47a. Tout contribuable a droit, pour chaque année d'imposition, de déduire de son impôt, payable en vertu de la présente loi, un montant égal à quinze pour cent du crédit pour dividendes qu'il peut réclamer, pour la même année, en vertu de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu en vigueur le premier janvier 1954."

Adopté.

2. Que ladite loi soit modifiée en remplaçant l'article 112, par les suivants:

"112. Dans la présente loi, l'expression "revenu en main non distribué" a le sens que lui donne la loi fédérale de l'impôt sur le revenu en vigueur le premier janvier 1954.

"112a. Lorsqu'un contribuable, au cours d'une année d'imposition, reçoit ou est réputé avoir reçu, aux termes de l'article 111, un montant provenant d'un revenu en main non distribué d'une corporation, ce montant doit être considéré comme un revenu distinct dont il ne doit pas être tenu compte, pour le calcul de l'impôt prévu par les autres dispositions de la présente loi; mais ledit montant est imposé à raison de deux et un quart pour cent.

Cette disposition n'a d'application que s'il s'agit d'un revenu en main non distribué d'une corporation, libéré d'impôt au sens de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu, à la suite du paiement par la corporation, au receveur général du Canada, de l'impôt relatif à ce revenu non distribué."

Adopté.

3. Que l'article 167 de ladite loi soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il peut aussi, pour assurer l'application des articles 47a et 112a et leur donner leur plein effet, adopter tout règlement compatible avec ces articles."

Adopté.

4. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions auront leur effet depuis le premier janvier 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement de Québec n'apportera aucun changement au taux de son impôt sur le revenu ni aux exemptions accordées par la loi provinciale aux célibataires et aux gens mariés. Les célibataires gagnant entre \$1,000 et \$1,500 et les gens mariés gagnant entre \$2,000 et \$3,000 continueront de ne rien payer à Québec et garderont pour eux le bénéfice de l'allègement de 10 % accordé par Ottawa du fait de l'existence de l'impôt provincial.

Pour d'autres contribuables, dont le revenu se situe entre \$3,000 et \$6,000 par année, l'impôt provincial restera inférieur au montant représenté par la réduction fédérale, à cause des exemptions plus élevées accordées par Québec. Ils garderont la différence pour eux. Nous ne trouvons pas juste de taxer les petits salaires et nous exerçons nos droits en ne les taxant pas.

Lorsqu'un contribuable, au cours d'une année d'imposition, reçoit ou est réputé avoir reçu un montant provenant d'un revenu en main non distribué, ce montant doit être considéré comme un revenu distinct dont il ne doit pas être tenu compte pour le calcul de l'impôt prévu par les autres dispositions de la loi de l'impôt provincial sur le revenu; mais ledit montant est imposé à raison de 2.25 %.

Cette disposition n'a d'application que s'il s'agit d'un revenu non distribué, libéré d'impôt au sens de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu si la corporation a payé au fédéral l'impôt relatif à ce revenu non distribué.

Le changement apporté par le bill 43, en ce qui concerne les revenus de placement et les dividendes non distribués, élimine une différence qui existait entre les deux lois, de façon que l'impôt provincial ne puisse jamais dépasser 15 % de l'impôt fédéral.

Le gouvernement accorde ainsi une nouvelle réduction de taxes de \$1,500,000⁵ par année pour l'ensemble des contribuables québécois. Le bureau provincial de perception entend faire tout en son possible pour faciliter aux contribuables l'accomplissement de leurs obligations et la rédaction de leurs rapports. Nous allons être moins exigeants qu'ailleurs.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Goulet (Témiscamingue): Je remarque qu'il y a une augmentation de \$630,000 à cet item comparativement à l'an dernier: \$1,400,000 contre \$770,000. Je suis d'avis qu'on pourrait obtenir un meilleur rendement avec l'effort qu'on fait pour la protection des forêts au moyen d'éducation et de propagande.

Nous dépensons 0.5 % des revenus des forêts pour assurer leur protection. Le feu détruit pour des centaines de milliers de dollars par année, sans compter les dommages causés au sol, des arbres précieux sont détruits, la faune, décimée, le paysage perd de son cachet, choses qui ne peuvent s'évaluer en termes de dollars.

Il (M. Goulet) cite le cas du comté de Témiscamingue où le feu a fait beaucoup de ravages, faute d'éducation et de propagande. Il rappelle qu'autrefois on allumait des incendies dans les forêts tout simplement pour se débarrasser du bois. Il précise que cet esprit demeure encore ancré dans une partie de notre population actuelle.

Aujourd'hui, une terre boisée vaut plus qu'une terre entièrement défrichée. Il me semble que nous conservons trop nos vieilles méthodes de protection des forêts. Le département établit des tours d'observation sur les hauteurs et il engage des gardes-feux.

Si un incendie se déclare, il arrive que le garde ne le découvre pas tout de suite, et le feu a le temps de prendre des proportions considérables avant qu'il ne soit éteint. J'ai été invité l'an dernier à une démonstration en Ontario. Là on se sert d'avions. On a lâché des bombes sur un feu et il s'est éteint.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation forestière dans le Québec est supérieure à celle de l'Ontario.

M. Goulet (Témiscamingue): Il serait plus effectif d'éteindre des feux au moyen d'avions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on a encore du bois, c'est parce qu'on l'a conservé.

M. Goulet (Témiscamingue): Je ne parle pas de la coupe du bois, mais des feux. Avec un avion, on pourrait couvrir une étendue considérable de territoire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut éteindre des feux de forêt avec des avions.

M. Goulet (Témiscamingue): On ne les éteint pas avec des avions, mais on peut les trouver plus facilement de cette façon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons fait, nous aussi, des expériences avec des avions dans la province. On a même essayé de faire ainsi du reboisement. On a jeté des graines de semence. On a oublié que les arbres ne poussent pas de haut en bas mais plutôt de bas en haut.

M. Goulet (Témiscamingue): Les associations forestières et les clubs 4H, qui sont en contact constant avec la population, ont fait un bien énorme pour la protection des forêts. Je crois que ce serait de l'argent bien placé que de faire de l'éducation par ces associations en leur octroyant un plus fort montant. Le fédéral accorde des octrois au Nouveau-Brunswick, pour la protection des forêts. Québec ne pourrait-il pas bénéficier des mêmes avantages? Je comprends que nous puissions refuser l'aide pour l'éducation, mais pour la protection des forêts, ce n'est pas la même chose.

Il (M. Goulet) ajoute certaines remarques...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui demande ce qu'il veut dire.

M. Goulet (Témiscamingue): Je veux dire que le gouvernement demande \$500,000 pour faire de l'arrosage contre les insectes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) parle des arrosages, par voie des airs, pour tuer les

insectes qui ravagent nos forêts, tels que la mouche à scie, la tordeuse des bourgeons, l'arpenreuse du printemps, etc. Des expériences ont été commencées au Nouveau-Brunswick et Québec est entré dans le mouvement, l'an dernier. Des gens prétendent que ces arrosages donnent de bons résultats, d'autres prétendent le contraire. L'expérience vaut d'être tentée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je voudrais que l'extinction des feux de forêt ne coûte que \$25,000, tel que prévu au budget. Il en coûtera probablement beaucoup plus cher que prévu. De plus, on fait de l'éducation à la radio et dans les journaux. Nous avons dépensé \$100,000 pour la publicité. Nous avons établi des permis de circulation dans les forêts. Des expériences d'avions ont également été faites, mais on ne peut réprimer par avion les dommages qui se font dans les racines des arbres. Nous avons 200,000 milles carrés de boisé à couvrir. Il nous faudrait tous les avions du Canada et des États-Unis pour pouvoir exercer une surveillance vraiment efficace.

Le rapport de l'enquête Kennedy, en Ontario, recommande d'abandonner la surveillance au moyen d'avions et d'adopter un système analogue à celui de la province de Québec, qui coûte moins cher et donne de meilleurs résultats. En Ontario, on a abandonné le système de tours. Avec des avions, on fait une tournée le matin; si le feu se déclare après, il faut attendre au lendemain avant qu'on ne s'en aperçoive et alors, souvent, les ravages sont faits. Nous avons le meilleur système de protection contre le feu dans tout le Canada.

Le ministère dispose d'un outillage très varié et d'une équipe de nombreux surveillants pour veiller à la protection de nos forêts. Ce système de protection comprend 485 tours, 9,918 milles de lignes téléphoniques, 337 inspecteurs, 2,248 gardes-feux, 625 sous-gardes-feux, 2,600 inspecteurs et gardes-feux auxiliaires, 145 stations météorologiques, 1,600 pompes à moteur, 2,559 pieds de boyaux d'arrosage, 318 stations radiophoniques, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a demandé tout à l'heure pourquoi la province n'acceptait point d'aide du fédéral au point de vue de la protection des forêts. C'est pour une raison bien simple. En vertu de la Constitution canadienne, les forêts sont des richesses naturelles qui appartiennent aux provinces. Je n'admets pas le droit du fédéral de taxer pour protéger ce qui nous appartient. Puisque, de l'aveu de tous, les forêts

constituent une de nos plus belles richesses, restons-en les maîtres. Nous ne pourrions être complices d'actes que nous réprouvons en recevant une aide du genre. Chacun doit rester dans son domaine, dans sa juridiction.

M. Dupré (Verchères) pose une question sur les gardiens de tours.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les gardiens de tours sont payés par le gouvernement quand ils exercent leurs fonctions sur les terres de la couronne. Dans le cas de concessions, ce sont aux compagnies à s'occuper de la protection des forêts. Le ministère des Terres et Forêts force les compagnies à aller couper ce bois attaqué par les maladies ou les insectes, afin de sauver ce bois et pour protéger les forêts environnantes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelles sont les principales causes d'incendie en forêt?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le plus grand nombre de feux de forêt ont leur origine dans des feux d'abatis. L'autre catégorie principale est due aux voyageurs imprudents. À propos des feux d'abatis, il (M. Bourque) explique qu'on ne peut en allumer sans permis. Quant à ceux qui allument des feux de forêt, ils sont poursuivis quand on peut prouver leur culpabilité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec le recul des forêts par rapport aux rivières, il a fallu y trouver accès par des chemins. Le va-et-vient dans ces chemins est un danger d'incendie. Le gouvernement a rendu par sa législation l'accès à la forêt plus difficile et il a pris aussi d'importantes mesures de sécurité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur le service d'entomologie.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le service d'entomologie du ministère compte actuellement 16 employés, sous la direction de M. Gérard Paquet. Ce service a été établi par l'Union nationale en 1937. Ces employés parcourent la province pour faire un relevé de la situation en ce qui a trait aux ravages causés aux arbres par les insectes.

Il (M. Bourque) souligne que son département a procédé à l'arrosage au DDT d'un certain territoire de forêt près de la frontière du Nouveau-Brunswick, en vue de faire disparaître la

tordeuse. On ne connaîtra les résultats de cette initiative que cette année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le poison qu'on lance du haut des airs est assez violent pour tuer la tordeuse des bourgeons, il est assez violent également pour tuer les jeunes saumons et les insectes dont ils se nourrissent. Nous avons des plaintes à ce sujet. Quand nous aurons le résultat des expériences, nous verrons ce qu'il y aura à faire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La réserve forestière du Québec s'élève à 200,000 milles carrés, dont 80,000 en concessions. On peut affirmer que le tiers de ce territoire a fait l'objet d'inventaire. Ces inventaires qui se font sur les terrains de la couronne sont confiés à des compagnies qui font le travail à tant du mille carré. L'objet de ces enquêtes est de déterminer la quantité de bois utilisable et les possibilités de reboisement. Au sujet du reboisement, le ministre souligne, en passant, que le reboisement naturel est préférable à celui que l'on fait par des moyens artificiels.

M. Lemieux (Wolfe) demande au ministre de faire l'impossible pour assurer des réserves de bois dur aux industries du Lac-Mégantic, de Scotstown, de Waterloo et, généralement, des Cantons-de-l'Est.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à l'étude.

M. Goulet (Témiscamingue): Combien y a-t-il de scieries dans la province?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y en a 2,400 qui emploient 35,000 ouvriers gagnant environ \$65,000,000 par année. Ces scieries produisent environ un milliard de pieds de bois, mesure de planche. Il y a 54 pulperies consommant 7,000,000 de cordes de bois par année.

M. Goulet (Témiscamingue): Il se produit actuellement un phénomène économique dommageable à la classe agricole et aux colons. Plus

le prix du papier augmente, plus baisse le prix de la corde de bois. Le prix du bois est passé de \$15 la corde au bûcheron, en 1951, à \$12.50 en 1954. Il y a là un manque d'équilibre certain. Pendant ce temps, le prix du papier montait de \$105 à \$110 la tonne.

Il (M. Goulet) demande au gouvernement d'établir un prix minimum pour le bois de pulpe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement ne peut pas établir des minima partout. La province ne peut pas intervenir dans le prix du bois coupé sur les terres des particuliers. Il faut laisser certaines libertés aux gens. Puis, il faut être juste pour les compagnies. Le prix du papier augmente, mais il ne faut pas oublier que les salaires ont beaucoup augmenté dans les usines de pâte et de papier. Je ne veux pas dire qu'il ne se commet pas d'injustices, mais c'est un gros problème.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le salaire moyen dans l'industrie du papier est de \$98 par semaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Même si le gouvernement fixait un prix minimum, il ne pourrait pas forcer les compagnies à acheter le bois.

M. Lemieux (Wolfe): Les compagnies établissent des zones dans lesquelles un jobbeur contrôle le prix du bois de pulpe et touche tant de la corde. Cet homme a le contrôle absolu du territoire, et c'est par ce moyen qu'on arrive à uniformiser les prix à environ \$12 la corde. Les compagnies font acheter le bois par des entrepreneurs à forfait qui se divisent les territoires où ils règnent en maîtres. C'est devenu une épidémie. Le gouvernement n'en est peut-être pas responsable, mais il devrait tout de même faire quelque chose pour empêcher cette exploitation qui opère au détriment des cultivateurs et des colons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cela se produit sur des terrains privés et le gouvernement n'y peut rien.

M. Lemieux (Wolfe) proteste et réclame de l'action pour empêcher cette exploitation.

M. Goulet (Témiscamingue): Quels ont été les revenus du service forestier?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): \$10,975,000 cette année. Ces revenus proviennent des primes d'affermage, des rentes foncières, des droits de coupe, etc.

M. Goulet (Témiscamingue): Dans quelle mesure embauche-t-on les 500 employés et plus du département?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): ... Il y a beaucoup d'employés...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il y en a exactement deux de trop⁹.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Goulet (Témiscamingue): Pourquoi \$590,000 sont-ils prévus pour les travaux de l'inspection, ce qui fait \$90,000 de plus que pour l'exercice financier courant?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

C'est pour le travail qui se fera dans le nord de la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reboisement et Pépinières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Goulet (Témiscamingue) demande l'agrandissement de celle de Saint-Bruno-de-Guigues dans le Témiscamingue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Elle n'est pas assez centrale.

M. Goulet (Témiscamingue) veut voir une nouvelle pépinière soit dans Rouyn-Noranda, soit en Abitibi-Ouest.

Un député pose une question au ministre sur la pépinière de Berthier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La pépinière de Berthier coûte quelque \$80,000 par an. Elle rend d'utiles services, mais le reboisement naturel est encore meilleur que le reboisement artificiel.

M. Lemieux (Wolfe) attire l'attention du ministre sur une certaine variété de pin qu'on trouverait aux États-Unis, qui s'acclimaterait dans la province et qui résisterait aux maladies qui ravagent les pépinières du Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (transports et communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères): Combien y a-t-il d'employés?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Cinq actuellement. Le sous-ministre est nommé. Il faudra des employés de bureau et une quinzaine d'inspecteurs pour veiller à ce que les ordonnances de la régie des transports soient respectées dans la province. Il y a peu d'employés dans le service civil intérieur et extérieur. Il s'agit d'un organisme en voie d'organisation.

M. Dupré (Verchères): Quel est le salaire du ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Zéro, comme le ministre!

(Rires de la Chambre)¹⁰

Un député déclare qu'on attendra à l'an prochain pour passer au crible les crédits de ce ministère.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité

éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté¹¹.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. M. Côté (Montréal-Saint-Jacques), selon *La Tribune* du 4 février 1955, à la page 18, était absent à cette séance pour cause de maladie.

2. Joseph-L. Pagé, secrétaire du département de l'Instruction publique (1955-1962).

3. Omer-Jules Desaulniers, surintendant du département de l'Instruction publique (1948-1964).

4. Mgr Anastase Forget (1885-1955), évêque du diocèse de Saint-Jean (1934-1955).

5. Le *Chronicle Telegraph* du 4 février 1955, à la page 3, précise que "quand M. Noël décrit les tactiques "corrompues" du gouvernement, M. Sauvé hoche la tête et fait des grimaces comme pour indiquer qu'il pense que le gouvernement n'est qu'un méchant garnement".

6. Le *Chronicle Telegraph*, à la page 3, mentionne qu'à ce moment précis, "on entendit un gémissement qui provenait du côté de la Chambre indiquant que quelqu'un pleurait".

7. *L'Événement* du 4 février 1955, à la page 1, mentionne que le débat sur les crédits du département de l'Instruction publique a duré près d'une heure et demie.

8. Chiffre du *Soleil* du 4 février 1955, à la page 1. *L'Action catholique* du 4 février 1955, à la page 1, mentionne \$1,350,000.

9. Le *Chronicle Telegraph* du 4 février 1955, à la page 3, précise que M. Rochon "semble ennuyé par ce sermon".

10. Selon Pierre Laporte, cette "pointe" soulève l'hilarité de la Chambre. Voir *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, pages 31-32.

11. *L'Action catholique* du 4 février 1955, à la page 2, mentionne que "l'Assemblée législative a adopté hier soir en moins de cinq minutes tous les crédits du nouveau ministère des Transports et Communications".

Séance du vendredi 4 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 37 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 38 modifiant le Code municipal;
- bill 136 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 172 concernant le titre de Gérald Legault à la propriété d'un immeuble dans la paroisse de Pointe-Claire;
- bill 173 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine;
- bill 190 modifiant la charte de la cité de Sorel;
- bill 193 concernant la succession de feu J.-Émile Dubreuil;
- bill 216 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles;
- bill 229 modifiant la charte de la ville de Beauport;
- bill 233 modifiant la charte de la corporation du village de Bois-des-Filion;
- bill 239 concernant The Children's Memorial Hospital.

Questions et réponses:

**Location du lot de colonisation,
canton Rouyn**

M. Noël (Frontenac): Quel est le propriétaire ou le détenteur du billet de location du lot de colonisation 23 nord, numéro 19,120, rang 10 nord, canton Rouyn?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en rapport avec la construction d'un chemin sur ce lot, du 1^{er} janvier 1952 au 1^{er} janvier 1955?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

1. La province est propriétaire et aucun billet de location n'a été émis.

2. Rien.

Demande et dépôt de documents:

**Chemin de colonisation
à l'Anse aux Canards**

M. Noël (Frontenac) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du rôle-de-paie relativement aux travaux de chemins de colonisation exécutés au cours du mois d'août 1954, sous la direction de monsieur Zotique Collin, sur le lot 3, rang de l'Anse aux Canards, dans la municipalité de Pabos, comté de Gaspé-Sud.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit document. (Document de la session no 41)

Adopté.

Projets de loi:

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, toute fusion, vente ou cession d'entreprise de transport doit être au préalable approuvée par la Régie des transports, sous peine de nullité. La présente loi exige de plus l'approbation de la Régie pour toute transaction ou contrat de nature à changer le propriétaire d'une telle entreprise.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 33 de la loi de la Régie des transports (Statuts refondus, 1941, chapitre 16, édicté par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 21), modifié par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 23, est de nouveau modifié

a. en y ajoutant, après le mot "champs" dans la deuxième ligne du paragraphe g, les mots "ou pierre concassée;"

b. en y ajoutant, après le paragraphe *i*, le suivant:

"*j.* relatif à l'enlèvement des vidanges dans les limites d'une municipalité."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il ne serait pas opportun de mentionner aussi le transport de la neige?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Je n'en vois pas la nécessité.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Cournoyer (Richelieu): Je voudrais ne passer que des remarques aimables à l'endroit du ministre des Travaux publics, mais nous n'avons pas encore reçu son rapport. On dit toujours que c'est dans les *Comptes publics*; on semble oublier que les rapports doivent être produits dans les 10 jours qui suivent l'ouverture de la session.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le rapport est aux impressions. D'ailleurs, les détails sont dans les *Comptes publics*¹.

M. Dupré (Verchères): Combien y a-t-il eu d'augmentations de salaires au cours de l'année?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il y en a eu pour \$40,840 l'an dernier au service civil extérieur et intérieur. Les montants que nous demandons cette année vont nous permettre de faire des rajustements de salaires. Nous avons particulièrement haussé le salaire des techniciens. Nous avons aussi besoin d'ingénieurs en chauffage et en électricité, de techniciens, de surveillants des travaux, de trois architectes. C'est pourquoi nous demandons à la Chambre \$50,000 de plus que l'an dernier.

M. Dupré (Verchères): On ne peut avoir donné l'an dernier \$40,000 en augmentations de salaires; on a eu \$28,000 de reste. De plus, je trouve que le montant de \$40,000 n'est pas assez élevé pour augmenter et payer des salaires convenables, si l'on considère que le département a l'intention d'embaucher du personnel supplémentaire.

M. Bélanger (Lévis): Je veux parler ici du règlement du ministère des Travaux publics qui concerne le travail des employés civils dans le département des Travaux publics, à l'item du temps supplémentaire, des retards, des absences. Si un employé fait du temps supplémentaire, dans tous les métiers, on lui paie en temps et tous ne sont pas sur le même pied. Mais il arrive que certains autres employés sont payés en argent. Les uns ont du temps et les autres ont de l'argent. Il n'est pas juste de payer en temps. C'est une situation discriminatoire et injuste pour les employés.

Si une période de vacances est épuisée, on ne se gêne pas pour couper le salaire. D'autre part, en cas de retard d'un employé, on réduit son traitement comme s'il avait manqué deux fois plus longtemps. Ce règlement est à l'encontre de tout ce qui se fait généralement ailleurs. Des fonctionnaires m'ont dit qu'ils n'étaient pas satisfaits de pareils règlements. N'y aurait-il pas moyen de changer cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La grande majorité des employés civils sont des employés modèles, mais certains autres ne le sont pas. Les employés civils d'une manière générale travaillent à peine six heures par jour sur 24. Ils doivent arriver à 9 heures, le matin et repartir à 5 heures, l'après-midi, avec une heure et demie à eux pour le dîner. Mais certains trouvent moyen d'arriver à 9 h 30 et ne se mettent au travail qu'à 10 heures. Il

y en a qui arrivent en retard, d'autres qui tuent le temps à l'ouvrage.

M. Bélanger (Lévis): Les affirmations du premier ministre ne sont pas conformes aux faits. Aux employés modèles, on devrait leur donner le même encouragement que dans les compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a qui ne sont pas raisonnables. Il faut avoir des règlements. Il y en a qui passent leur temps à lire les journaux, à tricoter...

M. Dupré (Verchères): On tricote des chaussons pour le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut en toute justice qu'il y ait des règlements. Les employés civils jouissent de pensions, d'assurances, etc... Ce n'est pas juste pour les bons employés qui sont en majorité de laisser faire ceux qui ne travaillent pas. Les employés civils ont droit à trois semaines de vacances, plus les autres congés à l'occasion des Fêtes.

En somme, cela fait un mois et demi ou deux mois de vacances par année. Quant aux règlements, ils ont été préparés par des officiers que nous n'avons pas nommés nous-mêmes et à la lumière de l'expérience. On est bien en droit de s'attendre à ce qu'ils fournissent le travail que la province attend d'eux.

M. Bélanger (Lévis): On devrait donner temps et demi pour le temps supplémentaire. D'après les règlements, on fait huit heures par jour. Les employés des Travaux publics travaillent plus de six heures par jour. Les fonctionnaires des Travaux publics, dit-il, arrivent à 8 heures du matin et travaillent jusqu'à 5 heures. Les gardiens de nuit sont en devoir de 6 heures du soir à 6 heures du matin et suivant les règlements, ils n'ont droit qu'à 16½ jours ouvrables de vacances par année.

Même dans le Parlement, il y a bien des députés et bien des ministres qui lisent les journaux et on ne coupe pas leur paie. D'après l'article 9 des règlements, il n'y a que 16½ jours de vacances par année. Lorsqu'on dit qu'il y a 1½ mois à 2 mois, on contredit les règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète qu'il y a au moins un mois et demi de vacances. Noël, le jour de l'An, Pâques, etc., les employés ont au moins un mois et demi de vacances.

M. Bélanger (Lévis): J'aime mieux prendre le règlement imprimé là en noir sur blanc que de prendre les exclamations du premier ministre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les règlements que le député de Lévis invoque existaient bien avant mon temps. J'ai fait changer bien des choses.

Pour rendre justice à l'employé qui travaille, il faut évidemment payer le temps supplémentaire en temps et demi. Mais je dois remarquer que les employés qui font du temps supplémentaire le font surtout pour compenser pour des retards.

Chose certaine, si les employés de mon ministère étaient si mal payés et traités tel que le dit le député, je n'aurais pas, sur ma liste d'attente, 2,735² demandes d'emplois de personnes qui veulent entrer au service de mon ministère. Tous les bons employés sont satisfaits aujourd'hui.

Les gardiens de nuit ont demandé eux-mêmes de travailler une nuit complète, mais à tous les deux jours seulement. Il y en a même qui ont le temps de jouer aux cartes, de lire les journaux... Les gardiens de nuit passent leurs heures de travail à tirer aux cartes.

M. Pinard (Drummond): Qu'est-ce que dit la bonne aventure?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La bonne aventure dit que les employés sont heureux. Il y en a un qui se nomme l'ingénieur en chef en calorifères. Sa fonction consiste à fermer les calorifères pendant la chaude période et à les ouvrir aussitôt que le froid se déclarait³.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-Routes (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que l'étude des demandes de crédits pour les ponts-routes (\$3,000,000) et pour la construction des ponts permanents (\$5,000,000) ait lieu en même temps.

M. Cournoyer (Richelieu): Depuis quelques années, le ministre demande toujours \$3,000,000 avant un exercice financier, mais au cours de l'exercice, les dépenses sont toujours plus fortes. Le ministre croit avoir assez de \$3,000,000 pour les ponts-routes?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): \$3,500,000... \$500,000 ont été prévus dans le budget supplémentaire.

M. Cournoyer (Richelieu): Dans le dernier budget, le ministre a demandé \$8,000,000 pour les ponts-routes et la construction de ponts permanents. Quelles sont les dépenses pour 1954-1955?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Au cours du dernier exercice financier, il s'est dépensé \$9,500,000 pour les ponts permanents et les ponts-routes. Il est assez difficile de prévoir à l'avance quelles seront les dépenses. Ainsi, cette année, nous avons eu besoin d'un budget supplémentaire de \$500,000 pour réparer les dommages causés par l'ouragan Edna dans Bonaventure, l'an dernier, puis il y a eu des inondations.

L'année précédente, le pont de Cascapédia a brûlé. Pendant l'année en cours, il y a eu 143 ponts nouveaux, 115 réparations de ponts. Depuis le 1^{er} septembre 1944, on a construit 1,100 nouveaux ponts, on a réparé 7,145 ponts. En prenant à sa charge certains ponts, le ministère a évité aux contribuables municipaux une somme de \$71,000,000.

Un député de l'opposition: Le gouvernement a également soulagé la population d'une partie de son argent.

M. Cournoyer (Richelieu): Un examen des budgets antérieurs démontre que le ministre a toujours dépensé plus qu'il ne demandait. Il augmente ses dépenses l'année des élections, l'année qui précède et l'année qui suit. Il cite des exemples: en 1946-1947, il s'est dépensé \$2,300,000 pour les ponts-routes, en 1947-1948, \$4,200,000, en 1948-1949, \$6,600,000, en 1949-1950, \$7,100,000, en 1950-1951, \$4,700,000, en 1951-1952, \$7,200,000. Aux environs des élections de 1948 et de 1952, le

ministère a largement dépassé ses appropriations budgétaires. On commence des ponts à la veille des élections et on ne termine pas les travaux, si le candidat libéral est élu. Cela s'est produit pour trois ou quatre ponts dans Richelieu. Et cela va recommencer l'année prochaine. Je suis surpris que le ministre ne demande pas plus que \$8,000,000 cette année, avec les rumeurs d'élections pour l'an prochain.

Des députés ministériels se moquent de la remarque du député de Richelieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas sûr qu'il y ait des élections l'année prochaine⁴. Contrairement à certaines rumeurs qui ont circulé récemment, le gouvernement de Québec n'est pas pressé du tout de tenir des élections générales. Peut-être n'y aura-t-il même pas d'élections l'an prochain. Le gouvernement de l'Union nationale est élu jusqu'en 1957.

M. Cournoyer (Richelieu): Un nombre croissant de vieux ponts de bois se sont effondrés l'année dernière. Le gouvernement pourra prétendre tout à son aise que des centaines de ponts ont été construits sous l'ancien régime, mais cela ne préviendra pas les catastrophes, si l'on n'effectue pas les réparations qui s'imposent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce sont les ponts construits par les rouges qui craquent.

M. Cournoyer (Richelieu): Si le ministère ne surveille pas, ne répare pas les ponts situés dans les comtés libéraux, il ne faut pas s'étonner s'ils croulent... Jamais il ne s'est effondré autant de ponts que l'an dernier. Ce n'était pas toujours aussi spectaculaire que pour le pont de Trois-Rivières...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne parle pas du pont Cournoyer dans son comté?

M. Cournoyer (Richelieu): Le premier ministre m'a parlé autrefois du pont de Saint-Roch-de-Richelieu en me disant que c'était mon père qui l'avait construit. Depuis, je me suis renseigné; ce pont a été bâti après une demande de soumissions en 1940...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous étiez là à cette époque-là?

M. Cournoyer (Richelieu): Pas vraiment. Le premier ministre ne cesse pas de me reprocher d'être trop jeune pour pouvoir faire partie de l'Assemblée... Les travaux ont été confiés à l'entrepreneur qui avait présenté la soumission la plus avantageuse. M. Lucien Lachapelle qui s'était engagé à exécuter le travail pour \$5,650, alors que les autres soumissionnaires demandaient l'un \$9,000, l'autre \$7,200, un troisième \$6,550 et alors que le ministère des Travaux publics prévoyait une dépense de \$7,000. En 1945, les ingénieurs recommandèrent de faire certaines réparations. En 1946, l'Union nationale reconstruisit le pont. C'est celui-là qui a été emporté...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Combien reste-t-il de ponts à péage dans la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'exception évidemment des deux ponts fédéraux, Jacques-Cartier et Victoria, qui relient Montréal à la rive sud et où l'on exige toujours un péage, il n'y a plus un seul pont sous la responsabilité du gouvernement où l'on demande un droit de passage⁵.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande s'il n'y en a pas appartenant à des intérêts privés où l'on paie pour passer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pense qu'il n'y en a que deux ou trois.

M. Pinard (Drummond): Le pont de Drummondville aurait un urgent besoin de réparation. Par suite de la fermeture de la route numéro 2 Montréal-Québec, après l'écroulement du pont de Trois-Rivières, le trafic lourd passait par Drummondville. Il est passé sur le pont des charges de près de 90,000 livres. La situation est dangereuse. Je voudrais savoir si le ministre veut faire quelque chose. Le conseil municipal de Drummondville, au cours d'une séance à laquelle assistait l'ancien député, M. Bernard⁶, a présenté une motion, appuyée d'ailleurs par M. Bernard lui-même, pour attirer l'attention du ministère sur cette situation et lui demander de faire quelque chose.

En attendant, le conseil demandait au ministère de lui prêter ou louer une balance pour peser les camions. L'ingénieur en chef, M. O. Desjardins, a répondu qu'une telle balance était trop onéreuse. Il a fallu que Drummondville aille chercher une balance aux États-Unis. De toute manière, il faudrait un nouveau pont à Drummondville pour la route actuellement en construction.

Il (M. Pinard) veut savoir si le gouvernement a l'intention de réparer sans retard le pont qui relie Drummondville à Saint-Cyrille, près des usines de la Southern Canada Power.

C'est un pont, dit-il, qui a été construit pour une circulation de cinq tonnes et sur lequel passent des camions de 45 tonnes. De plus, le pont s'en va en ruines. C'est un pont désuet sur lequel deux gros camions ne peuvent se rencontrer.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): J'ai écrit aux autorités de Drummondville pour leur signaler que les ingénieurs de mon ministère ont été saisis de la chose au cours de l'hiver, et le projet de réparation est présentement à l'étude pour commencer le travail au printemps.

M. Dupré (Verchères) ne peut se contenter des réponses vagues du ministre. Il veut savoir s'il y a des projets arrêtés, fixés. Le gouvernement a-t-il décidé de construire le pont qui permettra de relier Drummondville à la voie Sir-Wilfrid-Laurier?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il s'agit d'un pont de \$1,000,000 à \$1,500,000 et le département n'a pas reçu de demandes officielles à ce sujet.

M. Pinard (Drummond) prétend le contraire, mais si des demandes officielles n'ont pas été faites, il se fait le porte-parole de toute la population pour réclamer la construction immédiate du pont de Drummondville. Va-t-on construire un pont à Drummondville sur la route no 9?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'en a pas été question. Il est impossible de construire ce pont cette année.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On a juste envisagé la question. La construction du pont de Drummondville sur la route 9 ne serait pas commencée cette année. Il est bien difficile, voire impossible d'établir à l'avance un plan précis. Les ingénieurs sont à étudier des plans pour la reconstruction du pont de la rivière Cascapédia, détruit par un incendie d'origine criminelle. Le ministère reçoit des centaines de demandes qu'on ne peut évidemment satisfaire toutes immédiatement. Nous établissons notre programme définitif au printemps. Nous devons aussi attendre le programme de la Voirie, car il faut faire coïncider les deux programmes.

Il faut aussi tenir compte des surprises que peut nous réserver le printemps. La circulation augmente, et les 4,000 ponts en bois qui n'ont pas encore été remplacés continuent à se détériorer. On ne peut répondre à toutes les demandes que nous avons, on en reçoit pour plus de \$30,000,000 de nouveaux ponts. Nous ne pouvons tout faire à la fois. Il faut commencer par exécuter les travaux jugés les plus urgents. Nous pouvons environ répondre à des demandes annuelles de \$10,000,000. Il nous faut faire un choix.

M. Dupré (Verchères): Le ministre peut-il donner quelques précisions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a aussi l'entretien des ponts qui figure dans le montant demandé.

M. Dupré (Verchères): Que le premier ministre laisse donc parler son ministre. On peut s'entendre tous les deux. Ça va bien. Qu'il ne vienne donc pas mettre le feu. Sur \$8,000,000, mettons sur \$5,000,000, tout ne peut pas être forcément de l'imprévu.

M. Pinard (Drummond): On a parlé au conseil municipal de Drummondville de la construction d'un pont en 1955, peut-être en 1956. Je me fais le porte-parole de la population de Drummondville, on ne peut laisser la situation telle quelle. Le pont actuel est dangereux; il peut survenir une catastrophe et j'espère que le gouvernement n'attendra pas ce moment-là pour prendre une décision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province n'est pas obligée de construire les ponts dans les villes. Le seul projet actuellement à l'étude, c'est celui de la réparation du pont actuel. Ce pont intéresse surtout la ville de Drummondville et aussi la Southern Canada Power.

M. Pinard (Drummond): Les camions et autos qui empruntent le pont de Drummondville paient des taxes à la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ne peut-on avoir quelques détails?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète qu'il y a des situations plus urgentes que celle de Drummondville. Nous ne pouvons construire

un nouveau pont maintenant. Pour le pont actuel, la situation est telle que l'a décrite le député à cause des abus. Il est passé sur ce pont des charges exagérées. Il est insensé de voyager à de grandes vitesses comme ils le font sur nos routes, particulièrement dans les districts ruraux, où les ponts ne sont pas construits pour supporter de lourdes charges. C'est à cause du manque de sens de proportion de certaines compagnies qui ont des camions excessivement longs, larges et pesants que nous avons dû édicter des règlements pour le transport. Et nous allons faire respecter ces règlements.

M. Pinard (Drummond): Le gouvernement doit faire quelque chose pour le pont de Drummondville, sinon il portera la responsabilité de ce qui arrivera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'a ni la responsabilité légale ni la responsabilité morale des ponts. Mais nous voulons quand même aider. Avant de procéder à la réparation demandée, nous avons voulu obtenir des renseignements que nous n'avions pas.

M. Dupré (Verchères) demande si le gouvernement a préparé des plans pour la reconstruction du pont sur la Cascapédia.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce pont couvert, le plus long de la province, a été détruit il y a deux ans par un incendie criminel. On évalue le coût de remplacement entre \$1,500,000 et \$2,000,000. Le trafic a été détourné temporairement et, à l'heure actuelle, les ingénieurs du département, de concert avec ceux de la Voirie, étudient le choix d'un site ainsi que des plans possibles. Nous ne savons pas s'il sera nécessaire de déplacer le chemin. Il est souvent nécessaire de nous adapter aux exigences de la voirie pour répondre à l'intérêt général. Il n'est pas question que les travaux commencent cette année. Il faut commencer par exécuter les travaux qui sont jugés les plus urgents.

M. Dupré (Verchères) demande plus de précisions sur les projets de construction que pourrait envisager le ministère pour l'année en cours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la politique du ministère d'étudier toutes les demandes qu'on lui soumet et de s'attaquer d'abord aux problèmes les plus urgents; toutes les demandes ne pouvant évidemment être acceptées. Ainsi, la

construction d'un pont à Chambly est plus urgente que la construction d'un pont à Drummondville.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) réclame du ministre qu'il soumette à la Chambre au moins quelques-uns des projets concrets qu'il entend réaliser avec les millions de dollars qu'il réclame.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) lit une longue liste de demandes de ponts qui lui ont été adressées⁷.

Il (M. Lorrain) mentionne ceux de Chambly, de Pontiac, de Bersimis, de Châteauguay. Dans Champlain, un pont à Saint-Adelphe et un autre à Saint-Narcisse. Dans Maskinongé, un à Saint-Antoine-de-Rivière-du-Loup, un à Saint-Léon et un à Saint-Alexis. Dans Nicolet, un à Saint-Célestin, un à Sainte-Cécile-de-Lévrard et un à Bécancour. Dans Saint-Maurice, un à Saint-Mathieu et un à Saint-Gérard-des-Laurentides. Le comté de Saguenay, pour sa part, réclame 27 nouveaux ponts.

M. Goulet (Témiscamingue) s'enquiert des intentions du ministre concernant la construction d'un pont dans le canton de Latulippe sur la route 62. Il (M. Goulet) affirme que ses informations sont à l'effet que le contrat avait même été donné à un individu dont il mentionne le nom.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) répond au député qu'il n'a pas de dossier à ce sujet, qu'il ne connaît pas l'entrepreneur nommé par le député mais que, de toute façon, il étudiera toute l'affaire.

La résolution est adoptée

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Comité pour faciliter l'établissement d'aqueducs et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection de ponts occasionnés par le drainage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Mon ministère fait actuellement confectionner un monument de glace qui sera un hommage au drapeau de la province de Québec et sera prêt dans une semaine environ. Ce monument empruntera la forme d'une immense fleur de lys fabriquée avec des blocs de glace. Les ingénieurs dirigent les travaux et les lignes de la fleur de lys ont été dessinées avec un art parfait. Le monument sera illuminé et, sans contredit, sera l'un des plus beaux, sinon le plus beau de tous ceux qui ont été érigés à l'occasion du Carnaval de Québec. Les ouvriers affectés à ces travaux ont eu un grand mérite car, depuis quelques jours, ils doivent travailler par un froid qui maintient le mercure en bas de zéro. Le monument coûtera \$1,500⁸.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont sur la rivière Richelieu entre Richelieu de Chambly (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont sur la rivière Bersimis, à Bersimis (travaux préliminaires) (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont interprovincial sur la rivière Ottawa entre Pembroke, Ontario, et Île aux Allumettes, Québec, (Travaux préliminaires) (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Savard (Québec-Ouest) pose une question concernant la construction du pont international à Pembroke⁹.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les gouvernements d'Ottawa, de Toronto et de Québec participeront à la réalisation de ce projet. C'est le gouvernement fédéral qui est censé préparer les plans, mais nous n'avons encore rien reçu. Dès que nous aurons les plans, nous serons en mesure de commencer les travaux. Le gouvernement demande justement des crédits de \$400,000 pour être prêt à toute éventualité.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'informe des intentions du gouvernement au sujet de la

construction d'un pont sur la route 19 entre Shawinigan et Île Melville sur le Saint-Maurice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons déjà bâti un pont sur la route 19, sur le chemin de Trois-Rivières-Shawinigan. On nous a demandé de construire l'autre pont. Nous avons dit non. Le maire de Shawinigan, M. Hardy, a alors demandé si l'on pouvait aider à la confection de plans. Nous sommes prêts à fournir tous les renseignements possibles et des plans. Le gouvernement a autorisé la ville de Shawinigan à y ériger un pont de péage. Quant à ce qui concerne le gouvernement, il ne le bâtera certainement pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si je comprends bien, le ministère s'applique surtout à régler des cas d'urgence. Le ministre est-il au courant que l'on a bâti un pont à Charette?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On en a bâti un, il y a plusieurs années.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y en a un qui est construit depuis trois ans environ, sur une coulée, entre Charette et Saint-Boniface. Il y a une chose qui ne me semble pas normale là-dedans.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) ne possède pas de documents en mains à ce propos et demande à donner réponse la semaine prochaine sur cette question.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont au village de Châteauguay (travaux préliminaires) (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que les comités auront du gros travail à faire la semaine prochaine. On s'attaquera, par exemple, au bill des chiropraticiens, puis il sera question de celui des dentistes.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi quarante-cinq minutes.

NOTES

1. *Le Soleil* du 5 février 1955, à la page 3, précise que "l'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics, assisté de son ingénieur en chef, M. Olivier Desjardins, et de l'architecte en chef des Travaux publics, M. LaFontaine, a répondu aux questions des députés de l'opposition."

2. Chiffre de *L'Action catholique* du 5 février 1955, à la page 19. *Le Soleil* du 5 février 1955, à la page 7, mentionne 2,737.

3. *L'Événement* du 5 février 1955, à la page 11, rapporte que M. Lorrain raconte cette anecdote en riant.

4. *L'Événement* du 5 février 1955, à la page 11, précise que M. Duplessis fait cette remarque sur un ton mi-sérieux, mi-badin.

5. *L'Événement* du 5 février 1955, à la page 11, est la seule de nos sources qui mentionne que c'est M. Lorrain, et non pas M. Duplessis, qui répondit à deux reprises à M. Noël.

6. Robert Bernard (1900-1962), député unioniste dans Drummond de 1944 à 1952, puis de 1956 à 1960.

7. *Le Soleil* du 5 février 1955, à la page 7, rapporte que "la liste couvre à peu près tous les comtés de la province".

8. *Le Montréal-Matin* du 5 février 1955, à la page 2, est la seule source qui nous rapporte ces propos de M. Lorrain. Bien que rien ne nous indique avec certitude qu'il fit cette intervention à ce moment, cela semble être le moment le plus logique (dépenses imprévues).

9. Ce pont sera inauguré le 16 septembre 1955. Voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, tome 2 (1944-1959), Montréal, Fides, Coll. "Vies canadiennes", page 536.

Séance du mardi 8 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 251 refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal;
- bill 245 concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul;
- bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée;
- bill 214 accordant à la corporation de Havre-aux-Maisons, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux concernant une piste d'atterrissage. Le titre de ce bill a aussi été modifié.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Piste d'atterrissage
de Havre-aux-Maisons**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 accordant à la corporation de Havre-aux-Maisons, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux concernant une piste d'atterrissage.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 214 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Fiducies de
Irving Louis Paul**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 245 concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 245 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Compagnie
E. & A. Leduc limitée**

M. Marcotte (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 247 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**École polytechnique
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 251 refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 251 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité fait rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 183 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, et le bill 221 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Le rapport est adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 126 concernant la succession de Romain Joron, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. Dame Antonia Saint-Aubin Joron et Lucien Joron sont confirmés dans leur charge d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu Romain Joron avec pouvoir d'agir jusqu'à l'exécution complète du testament."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 130 érigeant la municipalité scolaire du village de Chuteaux-Outardes, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne de la page 2 les mots "dix ans" par les mots: "six ans".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 135 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 14 est modifié en remplaçant dans la dix-septième ligne de la page 8 les mots "rouliers publics" par le mot "taxis".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 166 modifiant la charte de la cité de Drummondville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme article 3:

"3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, si la compagnie Ametex Limited construit une usine dans le territoire de la cité de Drummondville et à compter du premier janvier suivant la fin de la construction, la taxe foncière annuelle imposée et prélevée pour fins municipales, sur cette usine et sur le terrain sur lequel elle sera construite, sera basée

a. pour la première année sur un dixième de l'évaluation de ces biens apparaissant au rôle d'évaluation;

b. pour la deuxième année sur deux dixièmes de l'évaluation de ces biens apparaissant au rôle d'évaluation;

c. pour la troisième année sur trois dixièmes de l'évaluation de ces biens apparaissant au rôle d'évaluation;

d. pour la quatrième année sur quatre dixièmes de l'évaluation de ces biens apparaissant au rôle d'évaluation;

e. pour la cinquième année sur cinq dixièmes de l'évaluation de ces biens apparaissant au rôle d'évaluation."

Et l'article 3 devient article 4.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 176 modifiant la charte de la ville de Mackayville et lui accordant certains pouvoirs, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Dans la version anglaise seulement (article 1):

"1. Section 1 is amended by striking out in the last line the word: "entertainment";"

2. L'article 2 est biffé;

3. Les articles 3 et 4 deviennent les articles 2 et 3.

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 4, devenu l'article 3, comme article 4:

"4. L'article 14 de la loi 14 George VI, chapitre 114, est remplacé par le suivant:

"14. Sans autres formalités que celles que requiert l'adoption d'un règlement ordinaire, le conseil de la ville de Mackayville peut abroger le règlement de construction et de zonage numéro 74 qu'avait édicté la ci-devant corporation de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, suivant le Code municipal, et le remplacer par un règlement de construction et un règlement de zonage suivant la loi des cités et villes. Ces règlements nouveaux, une fois adoptés, ne pourront être amendés ou modifiés ou remplacés qu'en observant les prescriptions du deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 426 de la loi des cités et villes.

Le règlement numéro 5 intitulé règlement de construction, adopté le 2 mars 1948 par la ville de Mackayville et publié le 12 avril 1948, restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par les règlements autorisés par le premier alinéa du présent article."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 179 modifiant la charte de la ville de Dorval, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant dans la huitième ligne du sous-article 526a, immédiatement après le mot "nature" les mots: "sujette aux mêmes exemptions que la taxe perçue par la province".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 180 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 13 est modifié en ajoutant dans la huitième ligne du sous-article 526a, immédiatement après le mot "nature", les mots: "sujette aux mêmes exemptions que la taxe perçue par la province";

2. L'article 18 est modifié en remplaçant dans les première, deuxième et troisième lignes les mots "ou inexactitudes dans la désignation du propriétaire aux" par les mots: "dans les";

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 18 comme articles 19, 19a, 19b, 20, 21 et 22:

"19. Nonobstant l'acte de cession passé devant Me Hector Beaudin, notaire, le 27 décembre 1922, entre Georges Marcil et la ville de Pointe Claire, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 11,581, le conseil de la ville est autorisé à adopter un règlement pour fermer la partie de l'avenue Old Station entre les avenues Coolbreeze et Sunnyside,

portant le numéro 71 de la subdivision du lot 53, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire, et la ville de Pointe Claire est autorisée à vendre à la Commission hydroélectrique de Québec le lot susdit, ainsi que les lots portant le numéro 81 de la subdivision du lot numéro 52, et les lots numéros 30 et 32 de la subdivision du lot numéro 54 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, tous lesdits lots étant déjà affectés par une servitude de lignes de transport d'énergie électrique à perpétuité établie en faveur de la compagnie Provincial Light Heat and Power ou ses successeurs, conclue devant le notaire J.-A. Charest, le 29 juillet 1907 et enregistrée sous le numéro 136,227 (Hochelaga et Jacques-Cartier), et sujet à la servitude en faveur de la compagnie du Téléphone Bell, conclue devant Me C. Brault, notaire, le 9 septembre 1895 et enregistrée sous le numéro 58,338 (Hochelaga et Jacques-Cartier).

"19a. Nonobstant l'acte de cession passé devant Me Hector Beaudin, notaire, le 27 décembre 1922, entre Georges Marcil et la ville de Pointe Claire, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 11,581, le conseil de ville est autorisé à adopter un règlement pour fermer la partie extrême nord de l'avenue Sunnyside devenue désaffectée à raison de la construction du boulevard Métropolitain, portant le numéro 70 de la subdivision du lot numéro 53 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire, ladite partie étant bornée au nord par le lot numéro 71 de la subdivision du lot numéro 53, propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, au sud par la ligne nord du boulevard Métropolitain, à l'ouest par le lot numéro 69 de la subdivision du lot numéro 53, et à l'est par partie du lot numéro 71a de la subdivision du lot numéro 53, le tout au même cadastre, et la ville de Pointe Claire est autorisée à vendre la partie susdite du lot ci-dessus.

"19b. Nonobstant l'acte de cession passé devant Me H. J. Creswell, notaire, le 14 juin 1912, entre Otto Frederick Lilly et la ville de Pointe Claire, enregistré au bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, sous le numéro 218,049, la ville de Pointe Claire est autorisée à vendre à la Commission hydroélectrique de Québec les lots portant les numéros 70, 70a, 146 et 146a de la subdivision du lot numéro 42 et la partie extrême nord du lot portant le numéro 78 de la subdivision du lot numéro 42, mesurant cette dernière partie 66 pieds par 66 pieds et ayant une superficie de 4,356 pieds, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire, tous ces lots étant déjà affectés par une servitude à perpétuité de

lignes de transmission électrique établie en faveur de la compagnie Provincial Light Heat & Power ou ses successeurs, conclus devant le notaire J.-A. Charest, le 29 juillet 1907, et enregistrée sous le numéro 136,227 (Hochelaga et Jacques-Cartier), le tout sujet à une servitude de passage à perpétuité en faveur de la ville de Pointe Claire, ses contribuables et le public, sur toute la largeur des lots susdits et le lot voisin situé à l'ouest d'iceux, et appartenant déjà à la Commission hydroélectrique de Québec, et donnant issue sur le boulevard Métropolitain.

"20. Le territoire ci-après décrit est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire et est annexé à la municipalité de la ville de Pointe Claire, savoir:

"a. Les lots numéros: 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135 et 136, tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire, ainsi que toutes les subdivisions qui pourraient exister sur ces lots primitifs; cette partie du chemin Saint-Jean et la moitié sud-ouest du chemin Saint-Rémi, ou chemin Des-Sources, situé en bordure de lots ci-dessus mentionnés;

b. les subdivisions du lot primitif 108: 108-691, 692, 693, partie de 701, 719, 720, 721, 737, 738, 739, partie de 747, 760, 761, 762, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire, limités par une ligne partant d'un point situé sur la ligne séparative entre les lots primitifs 57 et 108, à une distance de cent soixante-quinze (175) pieds, mesurée en suivant ladite ligne séparative, en allant vers l'ouest et en partant du coin sud-est du lot 108, continuant vers le sud-ouest sur une distance de soixante-quinze (75) pieds, et tournant ensuite, à angle droit, vers le nord-ouest et se poursuivant jusqu'à un point situé au coin nord-ouest du lot 108-760; de là, tournant, à angle droit, et se dirigeant vers le nord-est jusqu'à un point situé sur la ligne séparative entre les lots primitifs 108 et 109, à une distance de cent quatre-vingt-quinze (195) pieds à l'ouest en partant du coin nord-est du lot 108; de là, tournant, à angle droit, vers le sud-est et se prolongeant jusqu'à un point étant le point de départ de la présente description;

c. toutes les rues non enregistrées et ouvertes à la circulation, s'il y en a, ainsi que tous les chemins dont des parties sont situées à l'intérieur du territoire décrit."

"21. Les taxes devant être imposées sur les lots et les bâtiments présentement dessus érigés,

situés dans le territoire annexé et décrit à l'article 20 ne doivent pas dépasser une demie d'un pour cent de la valeur inscrite au rôle d'évaluation en vigueur au moment de l'annexion, aussi longtemps que cesdits lots demeureront terres en culture et ne seront pas subdivisés."

"22. Ladite annexion entrera en vigueur à compter de la sanction de cette loi; la corporation de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire devra cependant percevoir la taxe foncière imposée pour l'année 1955."

4. L'article 19 devient l'article 23.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 195 constituant en corporation de ville le village de Plessisville, comté de Mégantic, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 9 est modifié en remplaçant dans les sixième et septième lignes du sous-paragraphe *f* les mots "dix mille dollars" par les mots "six mille dollars".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 200 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié dans la version anglaise seulement:

"1. Section third is amended by replacing in the third, fourth and fifth lines of paragraph *a*, the words "school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain", by the words: "City of Cap-de-la-Madeleine,";

2. L'article 5 est modifié en ajoutant après le paragraphe *a*, à la page 4, après les mots "janvier 1955" dans la troisième ligne ce qui suit comme paragraphe *b*:

"b. L'évaluation de cent cinquante-quatre mille deux cent quarante-cinq dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1^{er} janvier 1955 au 1^{er} janvier 1960.";

3. L'article 6 est modifié en y ajoutant ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"L'évaluation de cent cinquante-quatre mille deux cent quarante-cinq dollars qui apparaît au rôle d'évaluation pour l'année 1954 pour les propriétés industrielles de la compagnie Electro Refractories & Abrasives Canada Limited, devra demeurer au même montant durant toute ladite période du 1^{er} juillet 1955 au 30 juin 1960.";

4. L'article 9 est modifié en remplaçant dans les trois dernières lignes du sous-paragraphe 27c les mots "une pénalité n'excédant pas quarante dollars par infraction à tout chauffeur de taxi non muni de taximètre" par les mots: "les peines prévues par l'article 398 à tout chauffeur de taxi non muni de taximètre".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 205 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 15 est modifié en remplaçant le paragraphe 1a par ce qui suit:

"1a. Pour obliger tout propriétaire qui soumet des plans de bâtiment projetés, à obtenir d'un officier désigné par le conseil moyennant paiement d'un honoraire de soixante cents pour chaque mille pieds cubes, une autorisation de construire, dite "permis de construction", de même qu'un certificat attestant que les travaux ont été exécutés conformément aux plans préalablement acceptés. Cependant, le conseil peut passer un règlement décrétant que l'honoraire à percevoir ne devra pas être inférieur à vingt-cinq dollars. Les honoraires déjà perçus pour les fins du présent article par la corporation, sont déclarés avoir été valablement perçus."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 207 concernant La Congrégation des Petites Filles de Saint-Joseph, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié en ajoutant immédiatement après le mot "ériger" dans la première ligne du sous-article 6 les mots suivants: "en conformité des règlements municipaux, ".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 215 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié dans la version anglaise seulement:

"1. Section 2 is amended by striking out in the fourth and fifth lines of subsection 494, the words: "and public notice of the council";

2. Les articles 6 et 7 deviennent les articles 3 et 4;

3. L'article 7, devenu article 4, est modifié en remplaçant dans la troisième ligne du sous-article 11 les mots "cinq mille dollars" par les mots "six mille dollars";

4. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne les mots "une année" par les mots "deux années".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 224 modifiant la charte de la ville de Courville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en biffant dans les deux dernières lignes, à la page 4, les mots "et obtenir l'approbation du conseil".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 228 autorisant la ville de Mistassini à imposer une taxe de vente, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant dans la quatrième, cinquième, sixième et septième lignes les mots "de Mistassini, de la paroisse Saint-Michel de Mistassini, et de la ville de Dolbeau mais à condition que les autorités de la ville de Dolbeau y consentent, une taxe" par les mots suivants: "de Mistassini et de la paroisse Saint-Michel de Mistassini, et aussi dans le territoire de la ville de Dolbeau si, dans ce dernier cas, les autorités de cette ville y consentent, une taxe".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny et la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant dans la cinquième ligne, à la page 2, immédiatement après le mot "nature" les mots "sujette aux mêmes exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 231 concernant la ville d'Acton Vale et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Acton Vale, dans le comté de Bagot, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 8 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne à la page 5 les mots "de la ville" par les mots: "du village".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 242 concernant la Commission métropolitaine de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant dans les deux dernières lignes de la page 2 et dans les deux premières lignes de la page 3 les mots: "Ce taux

d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an, au lieu du taux d'intérêt n'excédant pas deux et sept huitièmes pour cent."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 244 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant les deux dernières lignes "Si celui-ci ou celle-ci signifie son acceptation, elle tient lieu de contrat écrit" par ce qui suit:

"Si celui-ci ou celle-ci signifie par écrit son acceptation, cette résolution et cette acceptation tiennent lieu de contrat";

2. L'article 4 est modifié en ajoutant à la septième ligne du sous-article 3, après les mots "1^{er} juillet", ce qui suit:

"Si ce choix n'est pas ainsi fait, il devra l'être conformément aux dispositions de la loi de l'instruction publique".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 209 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de: Loi concernant la charte de l'hôpital Notre-Dame;

2. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Sous réserve du second alinéa du présent article, les lois 44-45 Victoria, chapitre 48; 61 Victoria, chapitre 82; 2 Édouard VII, chapitre 97; 7 Édouard VII, chapitre 121; 14 George V, chapitre 117; 24 George V, chapitre 110, et 3 George VI, chapitre 142, sont abrogés.

Cette abrogation n'affecte aucun des droits acquis, ni aucune obligation assumée par la corporation de l'hôpital Notre-Dame et, nonobstant cette abrogation, ladite corporation continue de posséder et d'exercer tous les droits et toutes les prérogatives médicales et scientifiques qui lui avaient été conférés par les lois ainsi abrogées.";

3. L'article 4 est modifié en remplaçant aux sixième, septième, huitième, neuvième et dixième lignes, les mots "La corporation peut maintenir et administrer des écoles d'infirmières et d'auxiliaires, de techniciens, de technologistes et d'autres fonctions paramédicales" par ce qui suit:

"La corporation peut maintenir et administrer des écoles d'auxiliaires, de techniciens, de technologistes et d'autres fonctions paramédicales, ainsi que des écoles d'infirmières conformément à la loi des infirmières de Québec, 10 George VI, chapitre 88.";

4. L'article 9 est modifié en remplaçant dans la neuvième ligne le mot "nursing" par les mots: "service hospitalier";

5. L'article 17 est modifié en biffant, après les mots "Code civil" dans la quatrième ligne, les mots suivants:

"ou autrement, selon que le lui aura permis une résolution adoptée par le vote majoritaire des deux tiers des gouverneurs présents à une assemblée générale des membres de la corporation."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 170 concernant la ville de Murdochville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est amendé en remplaçant à la cinquième ligne du paragraphe a les mots "La Commission de pouvoir" par les mots: "La Commission hydroélectrique";

2. L'article 8 est amendé en remplaçant, de la huitième ligne jusqu'à la fin de l'article, les mots "et, à cette fin, la commission sera aussi et en même temps saisie de et aura le droit de partager en commun avec la compagnie les servitudes créées ou à être créées en faveur de la compagnie, sur les terres comprises dans la municipalité de Murdochville, et qui sont nécessaires ou utiles en rapport avec ce système de distribution d'électricité" par les mots:

"pour ces fins, la commission sera aussi, en même temps, saisie des servitudes qui ont été ou qui seront stipulées en faveur de la compagnie sur les terres comprises dans la municipalité de Murdochville, et qui sont nécessaires ou utiles en rapport avec ce système de distribution d'électricité, et elle aura droit d'en jouir, en commun avec la compagnie, comme si telles servitudes avaient été stipulées en faveur de la commission."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 29 pour faciliter l'expédition des affaires judiciaires, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. À la suite du préambule ce qui suit est ajouté comme article 1:

"1. L'article 15 du Code de procédure civile, modifié par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 18, est de nouveau modifié:

a. en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Des jugements sur confession de jugement, sur désistement et sur consentement des parties, suivant règlement ou accord intervenu entre elles";

b. en ajoutant, après le paragraphe 16 et avant les deux derniers alinéas dudit article, le paragraphe suivant:

"17. De procédures incidentes au litige et de jugements sur ces procédures, lorsque les parties y consentent.";

2. L'article 1, qui devient article 2, est amendé dans les première et deuxième lignes en remplaçant les mots "du Code de procédure civile" par les mots: "dudit code";

3. Les articles 2, 3, 4 et 5 deviennent les articles 3, 4, 5 et 6.

Projets de loi:

Succession de Romain Joron

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 126 concernant la succession de Romain Joron.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Municipalité scolaire de Chute-aux-Outardes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 130 érigeant la municipalité scolaire du village de Chute-aux-Outardes.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Laval-des-Rapides

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 135 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Drummondville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 166 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Mackayville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 176 modifiant la charte de la ville de Mackayville et lui accordant certains pouvoirs.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Dorval

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 179 modifiant la charte de la ville de Dorval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Pointe-Claire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 180 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Plessisville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 195 constituant en corporation de ville le village de Plessisville, comté de Mégantic.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Cap-de-la-Madeleine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 200 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sainte-Foy

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 205 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Congrégation des petites filles de Saint-Joseph

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 207 concernant la congrégation des petites filles de Saint-Joseph.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 215 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Courville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 224 modifiant la charte de la ville de Courville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe de vente à Mistassini

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 228 autorisant la ville de Mistassini à imposer une taxe de vente.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Montmagny

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny et la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Acton Vale

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 231 concernant la ville d'Acton Vale et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Acton Vale, dans le comté de Bagot.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission métropolitaine de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 242 concernant la Commission métropolitaine de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 244 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de l'hôpital Notre-Dame

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 209 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Murdochville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 concernant la ville de Murdochville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Affaires judiciaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 29 pour faciliter l'expédition des affaires judiciaires.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Ministère des Terres et Forêts, Rapport 1953-1954

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère des Terres et Forêts, pour l'année finissant le 31 mars 1954. (Document de la session no 42)

Questions et réponses:

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Quel était le montant total des bons du Trésor émis et impayés au 31 janvier 1955?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quant à cette date, même réponse que celle fournie au même député, le 1^{er} février 1955.

Loi du Barreau

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 97 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1955-1956 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 3 février courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)¹:

M. l'Orateur, jeudi dernier, en écoutant l'honorable ministre des Finances, je me suis rappelé que l'année 1955 marque pour lui un anniversaire important. Il y aura, en effet, 20 ans, le 30 août de cette année, qu'il était assermenté comme ministre dans le gouvernement conservateur de monsieur Bennett. En acceptant de faire partie de cette administration fédérale, le ministre des Finances décidait d'adopter une ligne de conduite dont il ne dévierait que très rarement. En entrant dans le gouvernement Bennett, le ministre endossait le budget présenté peu de temps auparavant par un de ses collègues, budget qui se soldait par un déficit de \$116,000,000.

Vingt ans après, en cette Chambre, l'ancien ministre fédéral vient de nous annoncer un déficit de \$26,000,000, son troisième en trois années consécutives. Ce qu'il nous offre en cet anniversaire, pour ces trois dernières années, c'est un déficit global de \$85,000,000.

Évidemment, je ne puis le féliciter de nous avoir apporté un déficit, mais je dois au moins reconnaître que le ministre des Finances a été logique avec lui-même, tout en faisant remarquer cependant que les raisons de cette constance ont varié. En 1935, la cause du déficit, c'était le marasme économique. En 1954-1955, la cause du déficit, c'est la prospérité.

Comme chaque discours sur le budget prononcé par l'actuel ministre des Finances contient toujours des éphémérides, je voudrais également rappeler un autre anniversaire, et ceci, en restant exclusivement dans le domaine financier. L'*Annuaire statistique de Québec* (1940, page 20), à l'année 1855, nous rappelle ceci: "Formation des partis politiques libéral et conservateur." Dans la province de Québec, après cent ans, il ne reste, de ces deux partis, qu'un seul survivant, le parti libéral. Et ce parti, aujourd'hui comme il y a cent ans, combat ceux qui enregistrent déficits sur déficits, sans se soucier des contribuables et dépensent au-delà du budget. Comme autrefois, ils combattent pour que le Parlement garde le contrôle des subsides.

Le discours du ministre des Finances constitue un essai sur l'histoire d'un régime beaucoup plus qu'un exposé financier. C'est sans doute ce mélange de littérature et de finances qui a quelque peu jeté la confusion dans certains journaux. Un journal de Québec, le lendemain, annonçait en gros caractères et en première page ceci: "Dixième surplus de la province depuis 1945." Par contre, un journal de Montréal nous apprenait que: "Québec enregistre un déficit global de \$26,017,000."²

Une telle contradiction démontre qu'il est nécessaire non seulement d'expliquer le discours sur le budget, mais qu'il faut même l'interpréter, ce qui est assez extraordinaire. En 1945, l'actuel ministre des Finances, citant Adolphe Thiers, disait: "Un budget, c'est la photographie d'un gouvernement." La photographie que l'on vient de nous présenter est un peu brouillée, semblable à ces photographies aériennes sur lesquelles il faut se pencher longtemps avec une loupe avant d'en saisir les détails.

Pour en arriver à bien détailler cette photographie du gouvernement actuel, nous commencerons d'abord par étudier, à l'aide des *Comptes publics*, l'exercice terminé le 31 mars 1954. Puis, nous inspirant du discours sur le budget, malgré le peu d'aide et de lumière qu'il nous apporte, nous nous arrêterons à l'exercice en cours, l'exercice 1954-1955, pour enfin passer aux prévisions budgétaires de 1955-1956.

Quelles furent les prévisions du ministre des Finances pour l'année qui vient de se terminer? Selon que l'on siège d'un côté ou de l'autre de cette Chambre, on se souvient ou on ne se souvient pas que, dans son discours sur le budget, le 5 février 1953, le ministre des Finances prévoyait, pour l'exercice financier 1953-1954, des revenus de \$288,494,900 et des dépenses totales de \$286,904,800, et qu'il prédisait alors que l'exercice se solderait en fin d'année par un surplus de \$1,590,000 pour le plus grand avantage des contribuables de la province de Québec!

Or, comme chacun le sait, le ministre des Finances est obligé de publier, chaque année d'après la loi, à la fin du mois d'août, dans la *Gazette officielle*, un état sommaire des revenus et des dépenses de la province pour l'exercice financier terminé le 31 mars précédent, et c'est alors qu'on peut comparer ses prévisions antérieures avec la réalité actuelle. Habituellement, le ministre des Finances et le premier ministre profitaient de cette occasion pour tenir des conférences de presse au cours desquelles ils vantaient à qui mieux mieux leur extraordinaire administration, surtout lorsque le hasard de cette administration leur permettait d'annoncer un surplus.

Cette année cependant, lors de la publication de l'état sommaire des finances provinciales dans la *Gazette officielle* du 28 août 1954, ce fut le silence complet tant de la part du ministre des Finances que de la part du premier ministre. Il n'y eut pas de conférence de presse, il n'y eut pas cette cantilène dans laquelle revenaient habituellement toutes les apologies du régime. Les contribuables furent assez surpris de ce mutisme du premier ministre. Il faut croire sans doute que le premier ministre ne jugeait pas que l'annonce d'un déficit, - d'un second déficit consécutif -, et d'une augmentation de la dette, constituait une occasion propice à la vantardise. Ils sont nombreux ceux qui croient que son devoir envers les payeurs de taxes lui commandait de donner des explications.

C'est un vieux principe établi, en effet, qu'une reddition de comptes, surtout lorsqu'elle est déficitaire, doit entraîner des explications plausibles. Puisque le premier ministre parle souvent de l'entreprise privée, rappelons-lui que l'administration d'un capital confié à un individu ou à une institution financière oblige l'un ou l'autre à fournir un compte-rendu détaillé accompagné d'explications qui s'imposent, surtout quand il s'agit d'un déficit bien réel au lieu d'un surplus promis. Le gouvernement actuel, lui, ne donne des explications que quand il s'agit de vanter ses œuvres, mais il refuse de s'expliquer quand les écarts de son administration nous apportent un déficit.

Après la publication de l'état sommaire des revenus et des dépenses dans la *Gazette officielle* du 28 août 1954, le gouvernement a déposé en Chambre, au cours de cette session, les *Comptes publics* de l'exercice financier 1953-1954. Sans procéder à l'abolition de cette publication, le gouvernement n'en diminue pas moins chaque année le compte rendu des dépenses qu'il a effectuées, se contentant dans bien des cas de donner la somme totale de la dépense faite dans certains postes, sans plus de détails.

Les *Comptes publics* que le ministre des Finances a déposés au cours de la session nous ont révélé que les revenus, pour l'exercice financier 1953-1954, estimés par le ministre des Finances à \$288,494,900, se sont élevés à \$297,817,229.13, soit \$9,322,329.13 de plus que les prévisions du ministre. Certes, on ne peut exiger du ministre des Finances de calculer ses revenus à un cent ou à \$100, ou même à \$1,000 près, mais lorsqu'il s'agit d'un écart de près de \$10,000,000, il y a lieu de s'interroger sur les prévisions du ministre à qui le gouvernement confie la tâche de lui préparer son budget, ou bien de se

demander si le gouvernement n'agit pas intentionnellement en sous-estimant ses revenus de manière à prévenir les réclamations des contribuables pour un dégrèvement des taxes. De fait, le ministre des Finances a toujours sous-estimé considérablement ses revenus chaque année, et il semble que nous nous trouvons en présence d'un véritable système établi par le gouvernement actuel pour se justifier de ne pas diminuer les taxes.

Partant de cet écart de près de \$10,000,000 quant aux revenus, examinons d'un peu plus près les dépenses que le gouvernement a effectuées en regard du montant qu'il avait été autorisé à dépenser. C'est dans ce domaine de la dépense que l'on peut mieux juger de la compétence d'un bon intendant, de sa vigilance administrative et du respect qu'il a de l'autorisation qui lui a été accordée, mais surtout, de celle qui ne lui a pas été donnée.

Pour l'exercice financier 1953-1954, le ministre des Finances avait soumis à l'approbation des membres de l'Assemblée législative des crédits budgétaires qui s'élevaient à la somme totale de \$286,904,800 - exception faite du budget supplémentaire soumis à la fin de l'exercice. C'est dire que le ministre des Finances avait demandé et obtenu des membres de l'Assemblée législative, de ceux qui sont les mandataires et les représentants des contribuables, l'autorisation de dépenser \$286,904,800 "y compris une somme de \$48,905,000 pour des dépenses imputables au capital et \$237,999,800 de dépenses ordinaires" pour employer les paroles textuelles du ministre. C'était précis ou plutôt c'était, comme dirait le premier ministre, clair comme de l'eau de roche: la dépense devait être limitée à \$286,904,800.

En face de cette demande du ministre et de cette autorisation des députés, qu'est-ce que nous trouvons dans les *Comptes publics*? De quelle façon le gouvernement a-t-il respecté l'autorisation qu'il avait demandée et qui lui avait été donnée par le Parlement? Les *Comptes publics* ont révélé que le gouvernement avait dépensé \$319,448,774.60, soit \$32,543,974.60 de plus que la somme totale autorisée par l'Assemblée législative! Cet écart énorme, ce déficit considérable s'est trouvé quelque peu atténué par le fait que les revenus excédèrent de presque \$10,000,000 les prévisions du ministre. En tenant compte de l'excédent de \$10,000,000 dans les revenus, le déficit final de l'exercice 1953-1954 n'en demeure pas moins un déficit de \$21,631,545.47! Nous voilà bien loin du surplus de \$1,590,100 prédit par le ministre des Finances dans son discours du budget, le 5 février 1953.

Ce n'est pas tout. Les *Comptes publics* ne donnent pas une idée juste de la situation. En réalité, les recettes et les déboursés du gouvernement, en 1953-1954, furent beaucoup plus élevés que les montants mentionnés dans l'état des revenus et des dépenses publié aux pages 6 et 7 des derniers *Comptes publics*. En effet, lorsqu'on examine attentivement les états des dépenses des divers départements, on constate que ceux-ci ont encaissé des recettes considérables à titre de contributions provenant du gouvernement fédéral, des municipalités, de compagnies, de particuliers, de ventes de matériel, etc., et que ces recettes ont été déduites de leurs dépenses par les départements eux-mêmes.

Par exemple, le ministère de la Santé a dépensé à l'item "Institutions pour malades mentaux" en 1953-1954, une somme de \$7,560,097.08, mais il a ensuite reçu de la part du gouvernement fédéral et des patients payants, des montants s'élevant à \$932,768.15, réduisant ainsi le montant de sa dépense à \$6,627,328.93, (*Comptes publics*, C-15, pages 7 et 8).

Toujours à titre d'exemple, citons le cas des unités sanitaires pour lesquelles le gouvernement a dépensé \$2,608,909.63. Mais, à ce même titre, le gouvernement a ensuite encaissé, de la part des municipalités, des conseils de comtés et du gouvernement fédéral \$674,495.29, qui ont été appliqués contre la dépense de \$2,608,909.63, (*Comptes publics*, G-15, page 10). À l'item de l'assistance publique, le ministère de la Santé a dépensé \$49,121,965.09, puis il a ensuite reçu du gouvernement fédéral \$2,529,929.47, des municipalités \$7,260,915.59, divers autres montants des institutions, des indigents \$240,874.85, soit un total de \$10,031,719.91, montant qu'il a soustrait de ses dépenses. (*Comptes publics*, G-15, page 16). Autre exemple: en vertu de la loi favorisant une collaboration intergouvernementale et municipale en matière de santé publique, le gouvernement a dépensé une somme de \$6,125,722.69, alors que le gouvernement fédéral remettait ensuite à la province une somme de \$6,107,457.19, montant appliqué contre les dépenses ci-dessus mentionnées. On trouve ainsi dans presque tous les départements des sommes considérables encaissées comme recettes et qu'on a, dans chaque cas, déduites de la dépense. Si on additionne toutes ces recettes, on arrive à un montant total de \$39,150,880.01 que les départements ont encaissé et qu'ils ont ensuite soustrait de leurs déboursés, tel qu'il appert du tableau détaillé suivant:

Recettes encaissées par divers départements

1. Recettes encaissées par divers départements	\$ 4,468,293.93
2. Contributions versées par le gouvernement du Canada à divers départements	\$19,232,174.55
3. Contributions versées par des corporations municipales à divers départements	\$ 9,012,481.70
4. Contributions versées par des particuliers à divers départements	\$ 4,626,092.12
5. Recettes provenant de vente de matériel, etc.	\$ 1,609,927.59
6. Indemnités, etc., encaissées par divers départements	\$ 1,910.12

\$39,159,880.01

En réalité, d'après les chiffres ci-dessus, la province a eu un revenu de \$297,817,229.13 en 1953-1954, tel qu'indiqué dans l'état des revenus dans les *Comptes publics*, plus \$39,159,880.01 encaissés par les divers départements, soit un total de \$336,968,109.14, et elle a fait des dépenses de \$319,448,774.60 plus les \$39,159,880.01 qui ont été déduits de leurs dépenses par les départements, soit une dépense totale \$358,599,654.61, et un revenu total de \$336,968,109.14. Donc, un déficit de \$21,631,545.47 qui est le chiffre du déficit mentionné à la page 7, de l'état des revenus et des dépenses dans les *Comptes publics*. (Il serait recommandable d'ajouter à l'avenir un état additionnel dans les Annexes de l'état des revenus, dans les *Comptes publics*, mentionnant toutes les recettes perçues et déduites de la dépense par les départements.)

Le ministre des Finances s'était donc considérablement trompé dans ses prévisions pour l'exercice financier 1953-1954! Il s'était trompé d'abord de près de \$10,000,000, quant aux revenus anticipés; il s'était trompé une deuxième fois d'un montant de \$32,543,974.60, quant aux dépenses du gouvernement, et ceci est beaucoup plus grave parce qu'en excédant par une marge aussi considérable le montant total des crédits qu'avaient votés les membres de l'Assemblée législative, il a agi avec un peu trop de désinvolture, tant à l'égard des députés qu'à l'égard des contribuables qui devront solder les écarts de son administration. Enfin, le ministre s'est trompé une troisième fois quant au surplus de \$1,590,000 qu'il avait annoncé aux contribuables et qui s'est transformé à la fin du compte en un déficit de \$21,631,545.47!

Comme on peut le voir, les prévisions ont manqué d'un peu de vision et les calculs financiers n'ont pas marché de pair avec les calculs d'ordre pratique. Dans n'importe quelle entreprise commerciale ou financière, une telle comptabilité serait l'objet d'une critique assez vive de la part du

conseil d'administration. Que dirait, en effet, la direction de n'importe quelle entreprise privée devant un tel écart?

Ce n'est pas la première fois que le ministre actuel des Finances se trompe dans ses prévisions. On se souvient que, dans son discours précédent sur le budget, il avait annoncé, pour l'exercice financier 1952-1953, des revenus de \$262,700,000 et des dépenses totales de \$260,848,244, le tout devant se solder par un surplus global de \$1,851,756. Or, cette année-là, les revenus s'élevèrent à \$283,617,541.43, exception faite des revenus déduits de la dépense par les départements, dépassant de \$20,917,541.43 les prévisions du ministre. Le gouvernement déclara des dépenses au montant de \$321,736,737.77, soit \$60,888,493.77 de plus que le montant des estimés budgétaires que le ministre avait demandé à l'Assemblée législative de lui voter. Et 1952, ce fut l'année des élections, au cours desquelles le gouvernement fit l'orgie des dépenses que l'on sait pour conserver le pouvoir à tout prix.

Quant au surplus de \$1,851,756, que le ministre avait prédit, il s'était transformé à la fin de l'année en un déficit de \$38,119,196.34. Et si les revenus n'avaient pas excédé de \$21,000,000 les prévisions du ministre, le déficit aurait alors été de \$60,000,000.

Triple erreur du ministre des Finances en 1952-1953: quant au revenu, quant aux dépenses et aussi quant au surplus! De nouveau triple erreur du ministre en 1953-1954, quant au revenu, quant aux dépenses et quant au surplus! Une triple erreur du ministre des Finances survenue pendant deux années consécutives nous a valu deux déficits successifs de l'administration actuelle: soit \$38,119,196.34 en 1952-1953, et déficit de \$21,631,545.47 en 1953-1954.

Ces deux déficits énormes, se totalisant à près de \$60,000,000 en deux années consécutives de mauvaise administration, représentent toute une année de recettes du gouvernement en 1937-1938.

Pour récolter le montant représenté par deux années de déficits de l'Union nationale, il faudrait additionner les revenus totaux perçus par les dix gouvernements qui se sont succédé au cours des vingt-sept années qui ont suivi l'année de la Confédération!

Pour arriver à un tel déficit global, il a fallu distribuer, à même les fonds publics, les octrois à droite et à gauche. Il a même fallu inscrire sur les listes de paie officielles de la voirie des noms d'enfants en bas âge³ ou de vieillards impotents.

Le gouvernement rend un compte bien incomplet de son administration financière. Il dissimule des revenus et des dépenses s'élevant à plusieurs millions de dollars. Il ne rapporte pas dans l'état général des revenus et des dépenses toutes les sommes qu'il a perçues et dépensées, et dans les états détaillés des dépenses des départements, il omet de rendre un compte complet et détaillé de la dépense. Le gouvernement, qui exige un état détaillé et complet des recettes et déboursés de toute nature des municipalités et des corporations scolaires, en plus de leur état de revenus et dépenses, devrait commencer lui-même à donner l'exemple en produisant dans ses propres *Comptes publics* un tel état détaillé de toutes ses recettes et de tous ses déboursés pour permettre aux contribuables de savoir exactement à quoi s'en tenir.

Non seulement le gouvernement dépense-t-il au-delà des crédits votés annuellement par le Parlement, mais il ne rend même pas un compte détaillé et complet des dépenses qu'il effectue. L'an dernier, un examen rapide des *Comptes publics* de 1952-1953 nous avait révélé que le gouvernement omettait de rendre un compte détaillé de diverses sommes d'argent dont le total dépassait \$60,000,000. C'est-à-dire, presque le montant alors dépensé en excédant des crédits votés par la Législature. Pour 1953-1954, le total des dépenses pour lesquelles le gouvernement ne donne pas de détails dans les *Comptes publics* s'élève à \$47,886,779, tel qu'il appert de l'état détaillé suivant:

Dépenses pour lesquelles aucun détail
n'est donné dans les *Comptes publics*:

Départements	États	Montants
Affaires municipales.....	C-1	\$ 62,576
Agriculture.....	C-2	2,773,209
Bien-être social et Jeunesse.....	C-3	2,099,612
Chasse.....	C-4	459,561

Colonisation.....	C-5	8,235,062
Conseil exécutif.....	C-6	502,352
Finances.....	C-7	1,793,751
Industrie et Commerce...	C-8	149,834
Instruction publique.....	C-9	2,022,400
Législation.....	C-10	81,746
Mines.....	C-11	286,218
Pêcheries.....	C-12	583,445
Procureur général.....	C-13	1,614,535
Ressources hydrauliques.....	C-14	369,446
Santé.....	C-15	1,114,801
Secrétariat.....	C-16	478,144
Terres et Forêts.....	C-17	3,842,768
Travail.....	C-18	227,843
Travaux publics.....	C-19	3,736,093
Voirie.....	C-20	17,492,683

\$47,886,779

NOTE

Il n'a pas été tenu compte, dans l'addition des sommes dépensées pour lesquelles le gouvernement ne donne aucun détail, des items suivants:

1. Remboursements des emprunts scolaires.....	\$ 3,267,135
2. Des contributions d'intérêts aux prêts agricoles: Québécois.....	2,097,242
Fédéral.....	83,550
3. Loi de l'habitation: portion d'intérêt.....	2,907,522
4. Pensions de vieillesse.....	14,385,066
5. Pensions aux aveugles.....	1,549,354
6. Pensions aux mères nécessiteuses.....	7,621,429
7. Dette publique.....	25,989,435
	\$57,900,736

Cette somme de \$47,886,779 ne comprend pas les montants versés aux bénéficiaires des pensions aux vieillards, aux aveugles et aux mères nécessiteuses, aux propriétaires, qui se prévalent de la loi provinciale de l'habitation, ainsi que nombre d'autres items.

Comme on peut le constater, le gouvernement a effectivement commencé à mettre en pratique, depuis quelques années déjà, le principe énoncé par un ministre au cours de la présente session, principe voulant que les députés n'aient pas à se préoccuper du détail de la dépense à faire. Ce principe a été,

dans les faits, poussé beaucoup plus loin, car les députés ne peuvent même pas se préoccuper des dépenses faites, faute de détails.

Il serait opportun de rappeler ici la promesse du ministre des Finances, en 1945, alors qu'il préconisait la formation d'un comité du Trésor pour contrôler les dépenses: "Afin d'assurer le contrôle, le gouvernement a décidé de former un comité du Trésor qui sera composé de quelques ministres de la couronne. Ces ministres exerceront un droit de contrôle sur le budget et sur les dépenses publiques..."

Le gouvernement mentionne dans le bilan de la province (*Comptes publics*, 1953-1954, État du bilan, pages 2 et 3) que "le solde constituant la dette nette de la province s'établissait à \$280,339,501.47", au 31 mars 1954. Le bilan de l'année antérieure indiquait que "le solde constituant la dette nette" était de \$273,933,254.94 au 31 mars 1953.

Il y a donc eu augmentation de \$6,406,246.53 en un an, de ce que le ministre des Finances désigne comme étant le "solde constituant la dette nette".

S'il fallait ajouter foi à cette déclaration du gouvernement on en déduirait que cette augmentation de \$6,406,246.53 du "solde constituant la dette nette" - pour employer l'expression chère au ministre des Finances - représenterait, à un taux d'intérêt annuel de, disons 4 %, une dépense additionnelle d'intérêts de \$256,249.86 par année pour la province, c'est-à-dire pour les contribuables.

Or, à la page XII de son rapport, dans son tableau comparatif des dépenses (*Comptes publics*, 1953-1954), l'auditeur de la province mentionne que le seul service annuel de la dette a augmenté de \$944,965 depuis l'an dernier, et que la dépense imputable au fonds d'amortissement de la dette a augmenté, elle, de \$647,799 soit une augmentation totale de \$1,592,764 en une seule année, au chapitre de la dette.

L'on réalise tout de suite que la prétention du gouvernement ne tient pas. Le ministre déclare que "le solde constituant la dette nette" a augmenté de \$6,406,246.53 depuis un an, alors que, de son côté, l'auditeur affirme que le service annuel de la dette a augmenté de \$944,965; il faudrait en conclure que la province devrait payer un intérêt annuel de 14¼ % sur cette prétendue augmentation de \$6,406,246.53 pour pouvoir arriver au chiffre de \$944,965 d'augmentation des charges annuelles d'intérêts que rapporte l'auditeur, ce qui serait totalement inexact puisque le gouvernement a effectivement emprunté à 3¼ % et 4 % tel que mentionné à la page 2 de l'État C-22 des *Comptes publics*, 1953-1954: "dette publique: nouvelles émissions."

En réalité, le service total de la dette a été de \$29,234,192.43 (C-21, p. 2) dont \$3,244,757.08 ont été remboursés par les cultivateurs, la Commission des liqueurs, la Raffinerie de sucre, etc., ce qui laisse un déboursé net de \$25,989,435.35 ou environ 10 % des dépenses ordinaires totales. Au 31 mars 1953, ce déboursé était de \$24,396,671.51; il y aurait donc eu dans une seule année une augmentation de \$1,592,763.84 au seul item de la dette et le ministre tente de nous faire croire que la dette nette n'a augmenté que de \$6,400,000.

L'intérêt seul, sur la dette consolidée et non consolidée (sans tenir compte de l'amortissement de la prime et de l'escompte) accuse une augmentation de \$1,081,477.51 sur 1953. Cela voudrait donc dire que le ministre aurait payé environ 18 % d'intérêt sur sa prétendue augmentation de dette de \$6,400,000?

Comment un ministre des Finances peut-il raisonnablement prétendre qu'une supposée augmentation de dette de \$6,406,246.53 peut entraîner une augmentation de \$1,081,477.51 au seul service des intérêts annuels sur la dette?

La vérité, c'est que le gouvernement a eu recours à un tour de passe-passe pour essayer d'offrir un tableau un peu présentable aux contribuables, mais en tentant de faire de l'acrobatie-comptable, il s'est joué à lui-même un bien mauvais tour, comme on vient de le voir, puisque l'auditeur s'est chargé de le contredire.

Quel est au juste le sens de l'expression "solde constituant la dette nette" qu'emploie le gouvernement dans la présentation de son bilan? Cela signifie-t-il que la dette totale de la province n'était que de \$280,339,501.47 au 31 mars 1954? Pas du tout, quoique c'est ce que le gouvernement cherche à faire croire à la population, en soustrayant l'actif dont il disposerait d'un état incomplet du passif.

Le ministre des Finances part du principe que lorsqu'un actif égale un passif, il n'y a pas de dette, et il s'emploie à représenter qu'en déduisant du passif incomplet de \$410,590,242.78 rapporté au bilan, l'actif réalisable de \$130,250,741.31 la province n'aurait qu'une "dette nette" de \$280,339,501.47.

En vertu de cette théorie, un individu qui a \$1,000 en banque et qui achète un appareil récepteur de télévision de \$300 sur lequel il ne verse qu'un acompte de \$100 ne devrait rien!

L'expression "solde constituant la dette nette" est une image de rhétorique à laquelle recourt le gouvernement ou, - ce qui serait plus exact "un mirage", - qui ne correspond pas du tout à la réalité.

Laissons de côté les théories et les images du ministre des Finances et venons-en aux faits, à la "vérité vraie", comme dit souvent le premier ministre, et parlons plutôt de la dette totale de la province "laquelle comprend tous les items qui affectent le passif et non seulement ceux qui affectent le compte d'opération", comme le déclarait si justement le ministre des Finances lui-même dans son discours du 5 avril 1945, page 14.

Le bilan que présente le gouvernement dans les *Comptes publics* de 1953-1954 est incomplet; l'état du passif ne mentionne pas tous les engagements que le gouvernement a contractés et qu'il s'est engagé à payer lui-même.

Les *Comptes publics* indiquent bien que la dette totale de la province s'établissait comme suit: (*Comptes publics*, État du passif, p. 3)

<i>Dette exigible</i>	<i>31 mars 1954</i>
Comptes à payer.....	\$ 18,556,653.45
Intérêts courus sur dette consolidée et non consolidée	4,144,248.04
Dépôts en fidéicommis, dépôts spéciaux et compte en suspens	7,054,056.49
Dépôts judiciaires.....	<u>2,045,194.90</u>
	31,800,152.86
Dette consolidée : Déduction faite des fonds d'amortissement.....	357,644,621.58
Obligations des écoles techniques assumées par la province (S.R., c. 63, a. 22)	415,000.00
Solde des obligations émises à la Banque Canadienne Nationale 14 George V, c. 3.....	<u>5,791,301.13</u>
	\$395,651,075.57

(Abstraction faite des revenus différés pour un montant de \$14,939,167.21 lesquels n'étaient que de \$8,981,635.64, le 31 mars 1953. Ce qui signifie que si le gouvernement ne s'était pas servi des revenus de l'année subséquente pour solder une

partie de ses dépenses de 1953-1954, le déficit de 1953-1954 n'aurait pas été seulement de \$21,631,545.57, mais bien de \$36,570,712.68.)

Or, cet état du passif de la province n'est pas complet,
il faut ajouter à ce montant de..... \$395,651,075.57

Le passif direct suivant :

Solde dû le 31 mars sur les obligations émises par la Commission municipale, c'est-à-dire le gouvernement, en paiement des anciennes dettes des corporations scolaires A-19, p. 40).....	42,884,700.00
Montants dus sur propriété achetée à terme par le gouvernement (A-8, p. 29).....	21,250.00
Obligations de l'École technique de Saint-Hyacinthe garanties par le gouvernement (9 George V, chapitre 41 et amendements. État A-19). Le gouvernement incluant cette école dans son actif "Immobilisations, A-8, p. 26", doit rembourser lui-même ces obligations	260,000.00
Engagements envers des institutions en vertu de la loi de l'assistance publique et sur divers crédits pour acquitter en tout ou en partie l'amortissement du principal et de l'intérêt (A-20, p. 43).....	1,731,674.90

Engagements en vertu de la loi de l'assistance publique payables aux institutions par versements annuels égaux (A-21, p. 44, 45, 46).....	37,354,631.43
(Le ministre des Finances déclarait lui-même dans son discours du budget du 5 avril 1945: "Les octrois de l'assistance publique sont payables sur une certaine période d'années, mais il est indéniable aussi que ces octrois augmentent la dette dans l'année où ils sont donnés.")	
Engagements en vertu de divers crédits (A-22, p. 47).....	37,144,313.11
(dont \$34,005,563.11 en vertu de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation: montant engagé et non payé)	
Fonds de pension des fonctionnaires (ce fonds de pension qui apparaît pour la première fois dans les <i>C. P.</i> (A-10, p. 30) est la propriété des fonctionnaires et constitue un passif direct	<u>11,067,442.46</u>
	\$526,115,087.46

À ce montant de \$526,115,087.46, il faut encore ajouter les promesses d'octrois du gouvernement envers les commissions scolaires et dont on ignore quel était le montant exact au 31 mars 1954, puisque les *Comptes publics* n'en font aucune mention. Toutefois, comme le rappelait M. Marler l'an dernier, les contribuables de la province ont appris dans le prospectus publié par leur gouvernement aux États-Unis, à l'occasion de l'emprunt de \$50,000,000 contracté à New York par l'Hydro-Québec, le 9 décembre 1953, qu'en date du 30 septembre 1953, soit six mois avant la fin de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1954, les promesses d'octrois, c'est-à-dire les engagements de la province envers les commissions scolaires, s'élevaient à \$58,521,000.

L'on peut présumer que pendant ce laps de temps de six mois, c'est-à-dire du 30 septembre 1953

au 31 mars 1954, le gouvernement a dû verser des acomptes à même ses promesses d'octrois; mais, par contre, le gouvernement a certainement fait de nouvelles promesses d'octrois, pour des montants peut-être plus considérables encore. Ces promesses d'octrois, qui ont été escomptées par les corporations scolaires et qui ont été portées à l'actif de leur propre bilan, doivent, par conséquent, être considérées comme un passif direct de la province puisque c'est le gouvernement de la province seul qui devra les acquitter. À ce sujet, le ministre de l'Industrie et du Commerce disait, l'an dernier, que ces engagements ne pouvaient être comptés dans le passif parce que, si cela était, il faudrait faire entrer les écoles dans l'actif. Rappelons que l'endosseur dont la banque reporte l'endossement au passif ne fait jamais passer dans son propre actif celui de la personne pour laquelle il signe un endossement.

En l'absence complète de renseignements dans les <i>Comptes publics</i> présentés aux contribuables de la province, il faut donc s'en tenir au montant que le gouvernement avait révélé aux banquiers américains lors de l'emprunt à New York, en décembre 1953, soit.....	58,521,000.00
En outre, il faut aussi tenir compte des items suivants qui sont des engagements directs contractés par le gouvernement de la province:	
Solde de l'engagement contracté en vertu de la loi 7 George VI, 1943, chapitre 5 concernant l'établissement à Québec d'une école de génie électrique (<i>C. P.</i> État C-16, p. 11) subvention payable en vingt versements annuels de \$50,000 à compter de 1943 - 9 versements annuels de \$50,000 chacun encore dus après le 31 mars 1954	450,000.00

Solde le l'engagement contracté en vertu de la loi 10 George VI, 1946, chapitre 6, pourvoyant à l'établissement à Québec d'une école forestière (<i>C. P.</i> , État C-16, p. 11) subvention annuelle de \$60,000 payable pendant dix années à compter du 1 ^{er} avril 1946 - 2 versements annuels de \$60,000 chacun encore dus le 31 mars 1954	120,000
Solde le l'engagement contracté en vertu de la loi 10 George VI, 1946, chapitre 5, pourvoyant à l'établissement à Québec d'une école d'hygiène à Montréal (<i>C. P.</i> , État C-15, p. 15) subvention annuelle de \$40,000 payable pendant une période de vingt ans à compter du 1 ^{er} avril 1946 - 12 versements annuels de \$40,000 chacun encore dus le 31 mars 1954.....	480,000
Solde le l'engagement contracté en vertu de la loi 2 George VI, 1938, chapitre 9, accordant une subvention de \$200,000 à l'École supérieure de commerce de Québec, (<i>C. P.</i> , État C-16, p. 10) payable à raison de \$10,000 par année pendant vingt ans à compter du 1 ^{er} décembre 1938 - 3 versements annuels de \$10,000 encore dus au 31 mars 1954.....	30,000
Solde de l'engagement contracté envers la corporation municipale du village de La Pérade, en vertu de la loi 4 George VI, chapitre 35, autorisant l'acquisition du pont sur la rivière Sainte-Anne à Sainte-Anne de la Pérade. - Un versement annuel encore dû le 31 mars 1954 (<i>C. P.</i> , État C-19, p. 30).....	20,000
Solde de l'engagement contracté envers la cité de Grand'Mère en vertu de la loi 8 George VI, chapitre 5, concernant l'abolition des péages sur le pont de Grand'Mère - 7 versements annuels de \$26,000 encore dus le 31 mars 1954 (<i>C. P.</i> , État C-19, p. 28).....	182,000
Solde de l'engagement contracté envers la corporation de la cité de Trois-Rivières en vertu de la loi 5 George V, chapitre 10 - 1915. (À ce sujet, les <i>C. P.</i> 1953-1954 sont inexactes; à l'État C-19. Travaux publics, p. 28, ils réfèrent à la loi 5 George VI, chapitre 10 concernant un contrat entre le gouvernement et la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants!	
C'est une autre preuve que les états financiers du gouvernement ne sont pas toujours véridiques!) 5 paiements annuels de \$5,583.33 chacun encore dus le 31 mars 1954 en paiement des $\frac{2}{3}$ de l'intérêt et de l'amortissement sur les \$125,000 d'obligations échéant le 1 ^{er} novembre 1958, émises par la cité de Trois-Rivières.....	<u>22,916.65</u>
<i>Dettes de la province</i>	\$585,941.65

Pour résumer, disons que le gouvernement aura beau s'employer à cacher aux contribuables québécois les montants de ses engagements financiers - alors qu'il est obligé de les révéler aux banquiers américains lorsqu'il va leur emprunter de l'argent - la logique et l'honnêteté commandent de les inclure dans le passif de la province; tous ces engagements, en effet, sont pour des dépenses faites par d'autres personnes qui ont, en conséquence, contracté des dettes.

D'ailleurs, de tels engagements sont généralement admis comme devant faire partie du passif. Je n'en veux pour preuve que la déclaration déjà citée du ministre des Finances le 5 avril 1945, déclaration qui se lit comme suit: "Le surplus ou le déficit global n'est en définitive qu'une partie de l'augmentation ou de la diminution de la dette totale de la province, laquelle comprend tous les items qui affectent le passif et non seulement ceux qui affectent le compte d'opérations."

Au cours de l'année financière 1953-1954, le gouvernement a :

1. Augmenté la dette obligataire de	\$ 8,533,042.82
2. Augmenté la dépense annuelle du service et de l'amortissement de la dette de	1,592,764.00
3. Émis des bons du Trésor pour	55,000,000.00
4. Payé en intérêts seulement sur ces bons du Trésor, au cours de l'année comparativement à \$394,766.84 l'année précédente	439,849.15
5. Payé en intérêts sur ces comptes à découvert aux banques	1,365.88
6. Contracté deux nouveaux emprunts obligataires au total de \$51,000,000, le premier en date du 15 avril 1953	
au montant de	\$26,000,000
4 %, 13 ans, à escompte de 1.75 %.....	<u>455,000</u>
<i>Montant net (98.25 %).....</i>	25,545,000.00
Le second, en date du 1 ^{er} février 1953, au montant de	\$25,000,000
3¾ %, 13 ans à escompte de 2.422 %.....	<u>605,000</u>
<i>Montant net (97.578 %).....</i>	24,394,500.00
Le coût de ces deux emprunts, au total de \$51,000,000.00 a donc été de \$1,060,500.00. Le gouvernement a remboursé des obligations (anciens emprunts) pour un montant de \$33,477,000.87, dont \$4,475,848.59 à même le fonds d'amortissement, et la différence de \$20,941,347.72 a sans doute été versée au fonds consolidé du revenu.	
7. Le service de la dette publique, qui coûtait au Trésor provincial en 1944-1945, \$17,241,387.00 par année, (C. P. 1944-1945, État des dépenses, p. 7) (fonds d'amortissement compris) a coûté en 1953-1954.....	25,989,435.35
donc \$8,748,048.35 de plus qu'il y a 9 ans.	

Comme le disait l'actuel ministre des Finances dans son discours du budget du 5 avril 1945: "Il y a là preuve bien évidente que l'administration... a augmenté la dette d'une façon considérable, tout en retirant des contribuables... des millions de plus en taxes, chaque semaine."

C'est dire que la dette a augmenté d'une façon considérable et que le tableau de l'administration financière du gouvernement n'est donc pas tout à fait aussi brillant que celui que le ministre des Finances a voulu présenter aux contribuables.

Au 31 mars 1954, le gouvernement avait des comptes courants et des taxes à percevoir pour \$18,311,104.14. Ceci dénote de l'inefficacité - ou peut-être encore une certaine complaisance coupable - de la part de l'administration. Cet état de choses ne correspond pas tout à fait à la déclaration que le premier ministre faisait ici, en cette Chambre, la semaine dernière, à l'effet que son gouvernement voyait, lui, à faire payer les taxes par ceux qui en

devaient à la province, laissant entendre par là que les anciens gouvernements toléraient des retards, etc.

Par ailleurs, le gouvernement avait en mains des comptes à payer, au 31 mars 1954 pour \$18,556,653.43, (augmentation de \$1,523,333.86 par rapport à l'année précédente) et, comme le mentionne l'auditeur, à la page XII de son rapport, ce montant ne comprend pas "les factures non encore apurées, ni les engagements contractés par les divers départements", ce qui permet de croire que le gouvernement garde des factures dans les tiroirs pour ne les sortir qu'à l'exercice suivant afin d'éviter de trop surcharger la dépense de l'exercice courant.

Pourtant, en 1945, le ministre des Finances se scandalisait du montant des comptes à payer, qui était alors de \$7,727,000. (Discours du budget 1945, page 9)

La dette totale de la province, soit le passif direct et indirect de la province, qui s'élevait à \$418,132,000 le 31 août 1944, suivant la déclaration faite par l'actuel ministre des Finances dans son

discours sur le budget du 5 avril 1945, (Rapport Courtois, annexe au discours du budget du 5 avril 1945, page 53) atteint maintenant \$585,941,004.11 au 31 mars 1954, soit une augmentation de \$167,809,004.11 en 9 ans et 7 mois d'administration d'Union nationale! Et cette dette directe de la province, au montant de \$585,941,004.11, ne comprend pas les obligations et emprunts garantis par la province et dont le total s'élevait, au 31 mars 1954, à \$289,415,836.92, comme suit:

Commission hydroélectrique de Québec.....	\$232,217,900.00
Diverses municipalités et institutions.....	14,060,736.92
Diverses sociétés agricoles et autres	637,200
Commissions des écoles catholiques de Montréal	1,000,000.00
Protestant School Board of Greater Montreal	<u>500,000.00</u>
	\$289,415,836.92

Depuis l'entrée en office du gouvernement actuel jusqu'au 31 mars 1954, la dette totale de la province s'est accrue à un rythme moyen de \$1,459,208.73 par mois et de \$17,510,504.76 par année! Et cela, en une période de prospérité économique comme notre pays n'en avait jamais connue auparavant et au cours de laquelle les revenus de la province ont atteint des sommets encore jamais vus.

En effet, durant cette même période, le gouvernement actuel a encaissé des revenus et des recettes au total de \$2,198,011,862. Mais, depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a perçu beaucoup plus que cela.

En 1956, le gouvernement de l'Union nationale aura perçu à lui seul au-delà de trois milliards de dollars.

En effet, si on additionne les montants des revenus et des recettes encaissés par le gouvernement actuel de 1936 à 1939 et de 1945 à 1954, on obtient les chiffres impressionnants qui suivent:

De 1936 à 1939	\$ 170,756,052
De 1945 à 1954	<u>2,198,011,862</u>
Total	\$2,368,767,914

1954-1955

État provisoire des revenus	\$ 327,325,000
Prévisions pour le prochain exercice.....	<u>331,857,200</u>
	\$3,027,950,114

Et dire que tous les autres gouvernements de la province depuis la Confédération, pendant une période de 75 ans, n'ont perçu qu'une somme totale de \$1,257,518,329, comme en fait foi le tableau suivant: (Voir le tableau à la page suivante)

*Revenu par gouvernement
de 1867 à date*

1867-1873	Gouvernement	Chauveau (C).....	\$ 10,123,914
1873-1874	Gouvernement	Ouimet (C).....	2,041,174
1874-1878	Gouvernement	De Boucherville (C).....	9,096,037
1878-1879	Gouvernement	Joly (C).....	2,694,697
1879-1882	Gouvernement	Chapleau (C).....	8,885,151
1882-1884	Gouvernement	Mousseau (C).....	5,702,922
1884-1887	Gouvernement	Ross (C).....	8,877,978
1887-1891	Gouvernement	Mercier (L).....	14,360,339
1891-1892	Gouvernement	De Boucherville (C).....	3,458,403
1892-1895	Gouvernement	Taillon (C).....	11,365,673
1895-1897	Gouvernement	Flynn (C).....	7,758,020
1897-1900	Gouvernement	Marchand (L).....	12,852,813
1900-1905	Gouvernement	Parent (L).....	23,698,060
1905-1920	Gouvernement	Gouin (L).....	132,399,884
1920-1936	Gouvernement	Taschereau (L).....	492,380,373
1936-1939	Gouvernement	Duplessis (UN).....	170,756,052
1939-1945	Gouvernement	Godbout (L).....	511,522,862
1945-1954	Gouvernement	Duplessis (UN).....	2,198,011,862
1954-1955	(État provisoire)	Duplessis (UN).....	327,325,000
1955-1956	(Revenus probables)	Duplessis (UN).....	<u>331,857,200</u>
			\$4,285,468,443

Gouvernement Duplessis

1936-1939	\$ 170,756,052
1945-1954	2,198,011,862
1954-1955	327,325,000
1955-1956	<u>331,857,200</u>
	<u>\$3,027,950,115</u>
	\$1,257,518,329

Et malgré tous ces milliards récoltés par le gouvernement, il a fallu débalancer le budget et opérer à perte pendant les deux dernières années. Le premier ministre a souvent parlé de la nécessité d'avoir des hommes d'expérience comme lui pour gouverner la province. Combien d'autres, avec beaucoup moins d'expérience, auraient pu faire beaucoup mieux!

Depuis 1945, il n'a jamais été question d'économie dans le budget de la province. Ce mot semble effrayer le gouvernement.

Dans son discours du budget de 1945, le ministre actuel des Finances parlait d'économie et de réduction de taxes dans les termes suivants: "Notre politique d'économie est d'autant plus justifiée que,

dès cette année, nous abolissons la taxe de vente sur toutes les nécessités de la vie. Nous laisserons ainsi aux contribuables, et en particulier aux familles nombreuses, un montant annuel de plus de \$10,000,000. Ces \$10,000,000, l'ancienne administration est allée les chercher durant cinq ans, dans le gousset des classes laborieuses. Nous étions opposés à la taxe de vente parce qu'elle constituait une lourde charge sur les familles nombreuses..."

"Notre politique d'économie", disait le ministre! Voyons un peu les résultats de cette économie. (Voir le tableau à la page suivante)

De 1945 à 1954, le gouvernement a dépensé:

En dépenses de voyages.....	\$ 23,383,974.00
En frais de bureau, impressions, clavigraphes, machines-comptables, etc.	55,986,872.00
En publicité.....	6,360,700.00
En honoraires et commissions	19,577,145.00
En octrois, subventions et allocations seulement, distribuées selon la discrétion et le bon vouloir du premier ministre.....	700,428,099.00
En contrats et achats divers, sans soumissions évidemment	560,075,944.00
Pour outillage, essence, etc.	<u>55,583,133.00</u>

Total \$1,421,395,867.00

Et pourtant, dans son discours du budget du 5 avril 1945, le ministre des Finances déclarait que son gouvernement avait "l'intention de restreindre autant que possible, la politique d'octrois si chère aux administrations libérales". À cette époque, 35.2 % du budget était dépensé en octrois. Or, en 1953-1954, 47 % du budget a été dépensé en octrois!

Et ces chiffres je ne les invente pas; n'importe qui peut les vérifier en consultant les tableaux des résumés des dépenses qui sont publiés chaque année dans les *Comptes publics* de la province comme annexe à l'état des revenus et des dépenses.

Ceci étant dit, on voit que la politique d'économie de 1945 s'est muée en une politique de dépenses incontrôlables, tellement incontrôlables, qu'il fallut, malgré les promesses solennelles, garder la taxe de vente devant laquelle la célèbre taxe de luxe dut céder le pas.

Promesse du ministre des Finances, promesses du premier ministre, promesses même de ceux qui n'étaient pas encore ministres! Or, à cette époque, la taxe de vente était de 2 %, et loin d'être abolie, on la retrouve aujourd'hui généralisée à 5 % dans toute la province. Le revenu que la province en retirait en 1944-1945 n'était que de \$12,960,972.58; en 1953-1954, les contribuables ont dû déboursier en taxes de vente \$77,917,207.78, dont \$41,710,809.46 à la province et \$36,206,398.52 aux municipalités et aux commissions scolaires. Si, en 1945, le ministre pouvait dire que \$12,000,000 de taxes de vente constituaient une lourde charge sur les familles nombreuses, que ne devrait-il pas dire maintenant!

Il serait trop long d'énumérer ici toutes les augmentations de taxes apportées par le présent

gouvernement. Contentons-nous de rappeler qu'une nouvelle taxe, l'an dernier, est venue s'ajouter aux autres. Et à ce sujet, il faudrait également rappeler la déclaration du ministre, le 5 avril 1945, lorsqu'il disait: "Ne serait-il pas à propos de parler ici de la danse des impôts?" Veut-on une déclaration encore plus récente et plus précise de la part du ministre? Le 5 février 1953, le ministre affirmait ceci: "Le taux des impôts ne sera pas modifié. Pour le gouvernement de l'Union nationale, il est le même pour l'année qui suit les élections que pour celles qui les précède."

Les contribuables ne partagent plus cet avis. À côté de toutes ces augmentations ou de ces nouvelles taxes, le gouvernement peut placer une petite diminution sur les petites successions, mais un tableau comparatif des taxes sur les successions dans Québec et les autres provinces ne nous impressionne pas favorablement en tant que Québec est concerné. Voici les chiffres publiés dans un fascicule du Royal Trust Co.:

Succession transmise directement à la veuve

<i>Valeur nette de la succession</i>	<i>Ontario</i>	<i>Québec</i>	<i>Autres provinces</i>
\$10,000
\$20,000	\$ 280	.....
\$25,000	\$ 450	.....
\$30,000	\$ 640	.....
\$35,000	\$ 850	.....
\$40,000	\$1,080	.....
\$50,000	\$1,600	.....

*Succession transmise directement et en parts égales
à trois enfants de plus de 25 ans*

<i>Valeur nette de la succession</i>	<i>Ontario</i>	<i>Québec</i>	<i>Autres provinces</i>
\$10,000
\$20,000	\$ 280	.....
\$25,000	\$ 450	.....
\$30,000	\$ 640	.....
\$35,000	\$ 850	.....
\$40,000	\$1,080	.....
\$50,000	\$1,600	.....

Québec est en tête des autres provinces du Canada pour le nombre des taxes qui frappent le contribuable. Comme on peut le voir, la taxe québécoise sur les successions demeure beaucoup plus élevée que dans les autres provinces.

À ce sujet, je crois intéressant de rapporter la déclaration que faisait, ces jours derniers, M. J. G. Hungerford, président du National Trust Co., à l'occasion de l'assemblée annuelle des actionnaires de cette société: "Les droits imposés sur les petites successions devraient être abaissés, aussi bien dans la province de Québec que dans les autres provinces."

M. Hungerford a également mentionné que le total des droits de succession à payer dans certains cas est cinq fois plus élevé au Canada qu'aux États-Unis.

Voici maintenant le nombre de taxes provinciales qui frappent les contribuables dans chacune des provinces canadiennes:

Île-du-Prince-Édouard.....	7
Manitoba.....	7
Terre-Neuve.....	8
Nouvelle-Écosse.....	8
Saskatchewan.....	8
Alberta.....	8
Nouveau-Brunswick.....	10
Ontario.....	11
Colombie-Canadienne.....	11
Québec.....	18

Toutes ces taxes, mais surtout leur montant, sont le résultat de l'augmentation considérable des dépenses et surtout des dépenses extravagantes et souvent utiles du gouvernement. En plus de grever considérablement le budget des familles, qui sont chez nous plus nombreuses qu'ailleurs et dont le chef supporte une charge beaucoup plus onéreuse, les

taxes trop lourdes et trop nombreuses ont une influence désastreuse sur l'économie générale de la province et contribuent à l'exode du capital.

Non seulement des entreprises qui avaient leur bureau-chef dans le Québec se sont-elles transportées ailleurs, mais l'immense majorité des nouvelles entreprises qui viennent, par exemple, d'Angleterre, s'en vont de préférence dans les autres provinces, et la conséquence malheureuse de ceci, c'est la perte d'autant d'emplois pour la main-d'œuvre québécoise profondément atteinte par le chômage actuellement.

Il faut absolument que le gouvernement mette fin à ses dépenses inutiles et extravagantes en abolissant la douzaine d'organismes et commissions inutiles qui ont coûté et coûtent encore annuellement aux contribuables des centaines de milliers de dollars. Chaque session voit s'ajouter aux organismes anciens des organismes nouveaux.

Au seul chapitre des réceptions et des banquets, le gouvernement a dépensé, d'après les *Comptes publics* de 1953-1954, \$157,638.18. Ceci ne tient pas compte des montants dont le détail n'est pas mentionné dans les *Comptes publics*. Ceci ne tient pas compte non plus des montants payés à tous les employés de la province pour les dépenses occasionnées par leurs voyages. Le gouvernement pourrait certainement diminuer considérablement cette dépense.

Le premier ministre lui-même disait autrefois qu'en demandant des soumissions publiques pour l'octroi des contrats le gouvernement pourrait économiser des centaines de mille dollars par année et même des millions. Or, sur une dépense totale d'environ \$100,000,000, ne devons-nous pas croire, en utilisant les enseignements du premier ministre, que la province aurait pu économiser au bas mot 5 % de ce montant, soit \$5,000,000, au cours de la seule année dernière?

En organisant son service d'achat sur une base sérieuse et en demandant des soumissions publiques dans l'octroi des contrats, comme l'a si souvent recommandé l'auditeur de la province, le gouvernement pourrait certainement économiser au moins \$500,000 par année.

En pratiquant une saine économie, le gouvernement pourrait alléger suffisamment son budget des dépenses pour pouvoir en faire bénéficier les contribuables. Comme adoucissement au régime des taxes de la province de Québec, le gouvernement pourrait alors abolir:

1. La taxe de vente sur l'huile à chauffage, qui est devenue une nécessité courante, ce qu'elle n'était pas encore il y a 10 ans.

2. La taxe sur les médicaments brevetés, ce qui contribuerait à diminuer d'autant le coût de la maladie.

3. La taxe sur les repas de \$1 et moins. De nos jours, cette taxe n'a plus de sens.

En outre, il ne faut pas oublier que le gouvernement provincial reçoit annuellement des contributions considérables du gouvernement fédéral pour la santé publique. Le gouvernement ne devrait-il pas faire bénéficier les municipalités de ces contributions en les libérant complètement de l'obligation de contribuer aux dépenses de l'assistance publique et des unités sanitaires, permettant ainsi une diminution de la taxe foncière et un dégrèvement de la petite propriété, le tout tel que réclamé autrefois par le premier ministre actuel?

En faisant bénéficier les commissions scolaires des revenus du fonds d'éducation, celles-ci seraient alors en mesure non seulement de faire face à leurs obligations financières, mais elles pourraient diminuer leurs taxes. La gratuité de l'enseignement et des manuels scolaires pourrait même être rétablie, afin de rendre l'instruction plus accessible aux enfants de nos familles nombreuses et diminuer d'autant les charges des pères de famille.

Parlant des commissions scolaires, ne doit-on par rappeler combien souvent le premier ministre s'est vanté d'avoir libéré les commissions scolaires du fardeau de leurs dettes dont étaient responsables, disait-il, les administrations antérieures. Lors de la présentation de cette loi destinée à libérer les commissions scolaires de leurs dettes, le premier ministre avait déclaré que les dettes scolaires s'élevaient, en 1946, à \$90,000,000, et que sa loi avait pour but: *a.* de sortir les corporations scolaires du gouffre; *b.* de les empêcher de creuser un nouveau gouffre; *c.* de permettre aux commissions scolaires de réduire leurs taxes; *d.* de dégrever la petite propriété.

Le secrétaire provincial déclarait, pour sa part, le 12 avril 1946: "que cette loi avait pour but d'assurer le règlement définitif des finances scolaires du Québec".

Il est difficile de connaître exactement le montant total des dettes scolaires dont le gouvernement a assumé le remboursement, par la loi de 1946, puisqu'il n'a jamais publié de rapport complet à ce sujet. Toutefois, l'*Annuaire statistique de la province de Québec*, de 1953, mentionne à la page 265 qu'"au 31 octobre 1952, 1,027 commissions scolaires s'étaient prévaluées de cette loi et le gouvernement de la province avait assumé leurs dettes contractées antérieurement au 17 avril 1946 et

il avait fait émettre, en remplacement des obligations en cours de ces commissions scolaires, des obligations de la Commission municipale de Québec garanties par la province. Le montant des dettes ainsi assumées par la province s'élève à environ \$100,000,000 et l'émission d'obligations faite par la Commission municipale de Québec est de \$61,422,700.

En vertu de la loi pour assurer le progrès de l'éducation, chaque commission scolaire qui s'est prévalu de la loi doit soumettre pour approbation son budget annuel à la Commission municipale de Québec.

Comme on voit, dans son *Annuaire statistique*, le gouvernement mentionne "environ \$100,000,000" sans plus de précision, mais déclare avoir émis des obligations pour un montant de \$61,422,700. L'on sait qu'en prenant à sa charge le paiement des dettes, le gouvernement s'est en même temps emparé des fonds d'amortissement accumulés par les corporations scolaires en cause et qu'il a appliqué les argents de ces fonds d'amortissement en paiement des dettes assumées par lui.

Par la suite, le premier ministre a parlé de \$100,000,000, puis de \$110,000,000!

Dans les derniers *Comptes publics* de la province, l'on voit que le solde des obligations que le gouvernement avait émises par l'intermédiaire de la Commission municipale, en paiement de ces anciennes dettes scolaires, s'élevait, au 31 mars 1954, à \$42,884,700 et que le total des déboursés encourus à cette date par la Commission municipale (en paiement de ces dettes) s'élevait à \$46,068,190.33, ce qui fait un total de \$88,952,890.33.

Donc, selon les derniers *Comptes publics*, le gouvernement devait encore, au 31 mars 1954, pour le remboursement des anciennes dettes des corporations scolaires dont il avait assumé le remboursement par la législation de 1946, une somme de \$42,884,700, dont le dernier montant ne sera effectivement remboursé qu'en 1977 seulement. Or, le sommaire des revenus et des dépenses du fonds d'éducation du 1^{er} avril 1946 au 31 mars 1954, reproduit à l'Annexe B-17 de l'*État des revenus de la province*, à la page 58 des *Comptes publics*, indique que le revenu total du fonds d'éducation durant cette période fut de \$171,261,556.30, et qu'à même ce montant le gouvernement avait déboursé, par l'intermédiaire de la Commission municipale, c'est-à-dire pour le remboursement des anciennes dettes scolaires, un montant de \$46,068,190.33. C'est \$125,000,000 de plus que les remboursements effectués jusqu'ici.

L'on aurait pu croire qu'avec des recettes aussi considérables au fonds d'éducation, le gouvernement se serait appliqué à alléger les charges des commissions scolaires et, partant, celles des contribuables de la province, qu'il aurait rétabli la gratuité de l'enseignement et des livres de classes, qu'il aurait amélioré davantage le sort des instituteurs et des institutrices et qu'il aurait établi un barème fixe pour la distribution des octrois aux commissions scolaires comme celles-ci le réclament depuis si longtemps.

Mais non! En huit années, avec des revenus aussi considérables que \$171,261,556.30 au fonds d'éducation, le gouvernement n'avait déboursé au 31 mars 1954 qu'un montant de \$46,068,190.33 en paiement des anciennes dettes scolaires. Il n'a rien fait pour dégrever la petite propriété, ni pour permettre aux commissions scolaires de réduire leurs taxes, ni pour les empêcher de creuser un nouveau gouffre; en un mot, le gouvernement n'a rien fait pour assurer le règlement définitif des finances scolaires du Québec.

Le gouvernement s'est servi des surplus du fonds d'éducation pour dégrever en quelque sorte les budgets de quelques départements comme l'Instruction publique et le Secrétariat; c'est-à-dire qu'en versant aux budgets de ces départements des sommes puisées dans le surplus du fonds d'éducation, cela lui a permis d'augmenter davantage les budgets de la Voirie et des Travaux publics, afin de multiplier les contrats sans soumissions qui constituent les principales sources, je ne dirai pas, d'alimentation du parti au pouvoir, mais de son enthousiasme.

Le gouvernement, avait déclaré le premier ministre, voulait empêcher les commissions scolaires de creuser un nouveau gouffre, et leur permettre de réduire leurs taxes, afin de dégrever la petite propriété.

Or, par suite de la politique d'incurie suivie par le gouvernement, les commissions scolaires ont dû s'endetter plus au cours des dernières huit années qu'elles ne l'avaient fait de 1867 à 1946, soit en 79 ans, période pendant laquelle elles avaient contracté environ \$100,000,000 de dettes, pour citer le chiffre du premier ministre.

Depuis le 1^{er} avril 1946, en effet, les corporations scolaires de la province ont contracté de nouvelles dettes obligataires pour un montant qui se chiffrait, en fin de décembre 1954, à \$152,799,400, et cela, sans tenir compte de leurs autres dettes, des emprunts temporaires aux banques, etc.

<i>Année</i>	<i>Nombre d'emprunts</i>	<i>Montant total des emprunts</i>
1946	15	\$ 1,433,500
1947	39	3,920,400
1948	117	15,692,700
1949	103	15,883,200
1950	116	19,044,000
1951	70	11,861,900
1952	122	30,886,000
1953	104	22,661,200
1954	<u>136</u>	<u>31,416,500</u>
	822	\$152,799,400

Sur un total de 822 nouveaux emprunts scolaires depuis 1946, le gouvernement a promis des octrois dans 646 cas. Or, le paiement de ces octrois étant échelonné sur un certain nombre d'années, les versements annuels que le gouvernement fait aux commissions scolaires ne suffisent pas dans la majeure partie des cas à payer le coût des intérêts annuels.

Le résultat a été que, loin de réduire leurs taxes, les commissions scolaires ont dû les augmenter, et ce sont les contribuables qui doivent supporter le poids de ce nouveau fardeau financier, de cette nouvelle dette considérable. La petite propriété est plus grevée que jamais. Les cotisations scolaires générales et spéciales ont augmenté considérablement depuis huit ans; dans certains cas, elles ont doublé. Les frais de l'enseignement n'ont cessé d'augmenter de même que le coût des manuels scolaires.

C'est malheureusement ici, dans la province de Québec, sous un gouvernement qui se proclame l'ami du peuple, que le coût de l'instruction publique écrase le plus le peuple dans toute l'Amérique du Nord. Et les charges de nos pères de famille en sont d'autant plus lourdement accrues du fait du plus grand nombre d'enfants de nos familles québécoises. Et les revenus des chefs de familles québécois sont inférieurs à ceux des chefs de familles des autres provinces et des États américains.

Les deux principales causes de l'augmentation considérable des dettes et des taxes scolaires dans Québec, et partant du fardeau qui grève le budget des chefs de familles, sont:

1. La politique d'octrois discrétionnaires pratiquée par le gouvernement qui laisse la porte ouverte au patronage politique et aux abus qui en découlent;

2. Le fait que le gouvernement préfère dépenser lui-même, en quelque sorte à sa guise, le surplus du fonds d'éducation, plutôt que de le distribuer automatiquement chaque année aux commissions scolaires suivant un barème fixe.

Si au début de leur année financière, les commissions scolaires connaissaient à l'avance le montant d'octroi statutaire qui leur revient, il leur serait facile d'établir leur budget annuel et, lorsqu'elles ont une école à réparer, à agrandir ou à construire, elles sauraient exactement sur quel octroi statutaire elles peuvent compter en toute liberté. Malheureusement, avec le système établi par le gouvernement, tout est laissé à l'entière discrétion du chef du gouvernement. C'est un système arbitraire, conçu en vue du patronage et qui vise à assujettir les commissions scolaires au contrôle du parti au pouvoir.

Depuis 10 ans, aucun organisme de l'administration publique n'a été épargné dans le domaine de la taxation ou dans l'aggravation de ses charges. Après la province, après les commissions scolaires, ce sont les corporations municipales que l'on trouve aux prises avec des dettes trop lourdes et des revenus insuffisants.

Malgré l'accroissement de leurs besoins, les municipalités n'ont eu qu'une source additionnelle de revenus: la taxe de vente. Aussi, n'est-il pas surprenant de constater que nos municipalités ont vu leur passif passer de \$466,765,275 en 1945 (*Annuaire statistique* de 1950, page 256) à \$808,636,000 en 1953. Si nos municipalités ont dû s'endetter de près de \$400,000,000 en sept années de prospérité, c'est qu'elles n'ont pas eu les revenus nécessaires pour payer leurs dépenses sans cesse croissantes.

C'est le gouvernement provincial qui encaisse le produit de toutes les taxes sur les automobiles, l'essence, les permis de conduire, etc., alors que les municipalités ont des déboursés qui, dans certains cas, excèdent ceux de la province. La ville de Montréal dépense à elle seule de \$4,000,000 à \$5,000,000 par hiver pour l'entretien de ses rues et l'enlèvement de la neige; la ville de Québec, plus de \$1,000,000, alors que la province a dépensé, sous cet item en 1953-1954, une somme de \$5,000,000 (*Comptes publics*, C-20, page 18).

Non content de priver les municipalités des revenus auxquels elles ont droit, le gouvernement leur impose des charges écrasantes pour des services comme l'assistance publique et les unités sanitaires. En 1944-1945, il retirait de celles-ci \$1,659,620.72 pour l'assistance publique; en 1953-1954, il en retirait \$7,260,915.59.

En 1944-1945, les municipalités payaient au gouvernement, au titre des unités sanitaires, \$134,064.46; en 1953-1954, \$316,909.59. Il faut remarquer qu'en 1944-1945 la province ne recevait absolument rien du fédéral pour les unités sanitaires, alors qu'en 1953-1954 le fédéral lui a versé \$357,585.93. En 1953-1954, la contribution fédérale pour l'assistance publique s'est élevée à \$2,529,929.47, alors que le fédéral n'avait payé que \$44,918.80 en 1944-1945.

Si les finances municipales sont une indication de l'administration générale de la province, elles nous apprennent que la satisfaction du ministre des Finances ne peut être partagée par ceux qui, au cours de la dernière année, ont été à même d'éprouver des difficultés de toutes sortes présentées par le problème financier.

Partant d'un exercice financier déficitaire de \$21,000,000, passons à l'exercice en cours, soit celui qui se terminera le 31 mars 1955. Malheureusement, non seulement nous n'assisterons pas à une amélioration des conditions financières mais, au contraire, à une aggravation.

L'an dernier (20 janvier 1954), le ministre soumettait à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice 1954-1955, pour un montant de \$308,746,660. Toutefois, lorsque le ministre prononça son discours sur le budget, le 12 février suivant, le tableau des prévisions des dépenses du gouvernement qu'il déposa en Chambre contenait un item additionnel de \$12,500,000 pour "l'éducation, la santé publique et la législation sociale", montant qui devait être pris à même le produit de la nouvelle taxe sur le revenu personnel décrétée par l'Assemblée législative dans l'intervalle (bill no 43).

Le total des dépenses que le gouvernement prévoyait pour 1954-1955 et pour lesquelles il a alors demandé à la Chambre de lui voter les crédits nécessaires s'élevait donc à \$321,246,660.

Dans son discours sur le budget, le ministre des Finances déclarait alors que les revenus de la province, pour l'exercice 1954-1955, s'élèveraient à \$322,955,400 et que les dépenses ordinaires et de capital atteindraient la somme totale de \$321,246,660, laissant prévoir que l'exercice se solderait par un surplus de \$1,708,740.

Cependant, comme le gouvernement, - suivant sa mauvaise habitude - a encore dépensé cette année au-delà du montant du budget des dépenses qui avait été soumis à l'Assemblée législative, le ministre des Finances pria les députés, le 16 décembre dernier, de lui voter un budget

supplémentaire au montant de \$13,794,650 pour permettre au gouvernement de payer les dépenses qu'il avait faites au cours de l'année, sans autorisation du Parlement!

À propos de budget supplémentaire, il est peut-être opportun de rappeler ici l'expression qu'employait le ministre des Finances dans son discours du budget du 5 avril 1945 pour qualifier cette procédure qui consiste à venir, une fois les dépenses faites, solliciter des députés l'autorisation de payer ces dépenses. Le ministre, en effet, déclarait, en 1945, qu'un budget supplémentaire était "un budget rectificatif", impliquant par là qu'il s'agissait d'un budget destiné à rectifier les imprévisions d'un gouvernement.

Or, comme les prévisions du ministre des Finances se sont avérées fausses chaque année depuis 10 ans, il a été obligé de se "rectifier" lui-même à dix reprises pour des sommes s'élevant à au-delà de quatre-vingt-cinq millions de dollars, comme suit:

Budgets rectificatifs

1945-1946	"budget rectificatif"	\$ 2,733,000
1946-1947	"budget rectificatif"	2,969,300.00
1947-1948	"budget rectificatif"	2,916,224
1948-1949	"budget rectificatif"	9,821,300
1949-1950	"budget rectificatif"	7,989,525
1950-1951	"budget rectificatif"	8,525,200
1951-1952	"budget rectificatif"	10,487,500
1952-1953	"budget rectificatif"	14,912,300
1953-1954	"budget rectificatif"	12,474,900
1954-1955	"budget rectificatif"	<u>13,794,650</u>

Montant total des budgets rectificatifs

présentés par le ministre des

Finances actuel \$86,623,899

Un budget "rectificatif", d'après le ministre des Finances, a donc pour but de corriger les imprévoyances du gouvernement pour l'année entière, pour une année de douze mois.

Or, n'est-ce pas le même ministre des Finances qui déclarait ici même à l'Assemblée législative, le 5 avril 1945, que: "la tradition parlementaire la plus saine veut qu'un gouvernement présente aux députés les prévisions budgétaires pour toute une année et non pas seulement pour une couple de mois." Cette condamnation parle par elle-même.

Je rappelais, il y a un instant, les prévisions qu'avait faites l'an dernier le ministre des Finances pour l'exercice en cours:

Prévisions pour l'exercice en cours

Revenus	\$322,955,400
Dépenses.....	<u>321,246,660</u>
Surplus.....	\$ 1,708,740

Or, le ministre des Finances a avoué, la semaine dernière, qu'il s'était encore trompé cette année. Il nous a révélé jeudi dernier, que

Revenus et dépenses

Excédent sur les prévisions du ministre

Le revenu atteindra	\$327,325,000	(\$4,369,600)
Les dépenses totales...	\$353,246,660	(\$32,095,340)

Et qu'au lieu du surplus de \$1,708,740 qu'il avait prévu, il y aura un déficit de: \$26,017,000. Évidemment, le ministre n'a pas déclaré brutalement, comme ça, à la population qu'il terminerait l'exercice en cours avec un déficit de \$26,017,000. Il a entouré sa déclaration de maintes précautions oratoires, et il a eu recours à des circonlocutions pour dire que les revenus atteindront le montant énorme de \$327,325,000 et que les dépenses "ordinaires" se chiffreront à \$288,746,000, et qu'en soustrayant ces deux sommes l'une de l'autre, on arrivera à un surplus de \$38,579,000, mais..., il y a un mais..., que les dépenses de capital se "stabiliseront"(!) À \$64,596,000. Pourquoi ne pas avoir la franchise de dire carrément aux contribuables que:

Revenus et dépenses

Les dépenses ordinaires atteindront	\$288,746,000
Les dépenses en immobilisations ...	<u>\$ 64,596,000</u>

Soit des dépenses totales de.....	\$353,342,000
Et que le revenu sera de.....	<u>\$327,325,000</u>

Et que le déficit sera de..... \$ 26,017,000

Évidemment, l'administration actuelle s'emploie à cacher le fait qu'elle accumule déficit par-dessus déficit:

(C. P. 1952-1953, p. 7) déficit de...	\$38,119,196.34
(C. P. 1953-1954, p. 7) déficit de...	\$21,631,545.47
(1954-1955, d'après l'aveu du ministre) Déficit.....	<u>\$26,017,000.00</u>

Total des déficits depuis trois ans... \$85,767,741.81

Si, par ailleurs, le gouvernement enregistrait véritablement des surplus, comme il s'emploie à le faire croire, à l'encontre de la vérité, ne serait-ce que des surplus de l'ordre de \$5,000,000, ou \$10,000,000 ou de \$15,000,000, il s'empresserait, il me semble, d'annoncer en même temps des dégrèvements d'impôts.

Il ne faut pas oublier en outre que le déficit de l'année en cours ne sera pas plus considérable pour une raison bien simple: c'est que l'impôt sur le revenu provincial, apportant une somme additionnelle de \$25,000,000, évitera au gouvernement l'annonce d'un déficit de \$61,000,000.

En d'autres termes, l'impôt sur le revenu des particuliers dans la province de Québec a servi à combler la moitié du déficit de \$51,000,000 que nous aurions eu, si ce même impôt n'était venu à la rescousse.

Et maintenant, sachant ce que nous savons des prévisions passées du ministre et surtout de leur justesse, ce n'est pas sans appréhension, appréhension justifiée par le mauvais sort que la réalité a fait subir aux prévisions budgétaires du ministre pour les trois derniers exercices financiers, que nous nous laisserons guider par ces prévisions budgétaires pour l'année 1955-1956.

À compter du 1^{er} avril prochain, d'après le ministre des Finances, la province aura, pendant l'année qui suivra:

Revenus et dépenses à compter du 1^{er} avril

Des revenus de \$331,857,200

Des dépenses ordinaires de \$281,105,660

Des dépenses de capital de \$ 50,096,000

Soit, des dépenses totales de \$331,202,660

En d'autres termes, le ministre laisse entrevoir un léger surplus de \$ 655,540

Ce dernier chiffre, c'est moi qui le donne, car le ministre, lui, a à peine murmuré le mot surplus. Qu'il soit devenu craintif dans ses prédictions, cela se conçoit, et pour lui et pour nous.

Il s'est trompé tellement et tant de fois, en 1952-1953, en 1953-1954, en 1954-1955, que quand il prononce le mot "surplus", il ne peut certainement s'empêcher de penser à la moyenne des déficits des trois dernières années, moyenne qui s'élève au chiffre de \$28,300,000.

Le ministre prévoyait pour:

Prévisions pour 1952-1953, 1953-1954, 1954-1955

1952-1953	un surplus de.....	\$1,851,756
	le déficit a été	\$38,000,000
1953-1954	un surplus de.....	\$1,590,000
	le déficit a été	\$21,000,000
1954-1955	un surplus de.....	\$1,708,740
	le déficit a été	\$26,000,000

Placé devant de telles erreurs passées, et en dépit de prévisions fort optimistes, il nous est bien difficile de croire à un surplus pour l'année qui s'en vient, et ce, malgré les revenus les plus considérables qu'aucun gouvernement n'a jamais eus dans la province de Québec.

Le seul impôt sur le revenu lui rapportera \$27,000,000, mais comme cet impôt n'a pas suffi pour l'année en cours, il est raisonnable de croire qu'il ne suffira pas pour l'année qui s'en vient.

Nous sommes donc probablement en face d'un autre déficit considérable que l'on tentera d'expliquer encore une fois en invoquant ce que le ministre appelle "les dépenses imputables au capital qui se stabiliseront". C'est la leçon à tirer des précédents exposés budgétaires. On y prévoyait des surplus. Mais ces surplus se transforment automatiquement en déficits quand l'exercice est terminé.

Alors que la plupart des administrations publiques entretiennent un peu d'appréhension quant à une diminution possible de leurs revenus et font preuve d'une réserve prudente dans la préparation de leur budget, le gouvernement du Québec, lui, entend - non pas maintenir ses dépenses au niveau de l'année dernière - mais, au contraire, continuer de les augmenter d'année en année. Faisant fi des mises en garde des économistes, le gouvernement de Québec estime que ses revenus, en 1955-1956, seront de: \$9,000,000 plus élevés que ses prévisions de l'année dernière, et il prévoit des dépenses pour une somme de \$10,000,000 supérieure à celle de ses estimés de l'an dernier.

Le seul domaine où il se montre un peu plus conservateur, c'est dans ses prévisions quant au surplus anticipé; contrairement à sa prévision d'un surplus de \$1,708,740 faite l'an dernier (surplus qui s'est transformé depuis, comme on le sait, en un déficit de \$26,000,000), le gouvernement se montre un peu plus modeste quant à sa prédiction d'un surplus qu'il anticipe comme devant être de \$655,540 pour 1955-1956.

Il est bien difficile d'en dire plus long sur les prévisions du ministre, car, dans son discours de 71 pages, le ministre n'a consacré que très peu

d'espace à exposer la véritable situation financière de l'administration et à l'analyse de la situation économique de la province. Il a consacré deux pages à l'année financière 1955-1956, dont une page et demie consacrée à rapporter des citations d'autrui quant aux prévisions concernant l'avenir. Personnellement, le ministre n'a pas voulu risquer une prédiction personnelle. Il se rappelle sans doute ses propres prédictions des années passées. Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que le ministre n'a consacré que "six" lignes pour exposer la politique financière qu'entend suivre le gouvernement, "six" lignes en tout pour dire que le gouvernement prévoit des revenus de tant, des dépenses ordinaires de tant, et enfin des dépenses de capital de tant. Un point, c'est tout.

Il y a deux choses qui caractérisent le discours sur le budget. La première, c'est que ce discours n'est qu'une longue rétrospective sur le passé d'un parti politique, et la seconde, c'est qu'il ne contient aucun programme pour l'année qui s'en vient.

Cette rétrospective ne tient aucun compte de certaines conditions économiques qui se prolongent dans le présent et que nous retrouverons peut-être l'an prochain. Cette glorification du parti a fait, par exemple, oublier au ministre que, quelques semaines seulement avant le prononcé de son discours, il y avait dans la province de Québec 85,000 chômeurs dont l'avenir n'est aucunement discuté.

Quant au programme pour l'année qui s'en vient, il est complètement inexistant. À ce sujet, il est assez intéressant de lire d'autres discours sur le budget préparés par d'autres ministres pour constater comment on entend, dans ces cas-là, dépenser l'argent des contribuables. Ces budgets auxquels je réfère sont de véritables photographies, non seulement du gouvernement, mais des États auxquels ils s'appliquent.

Un domaine dans lequel le gouvernement devrait préciser sa politique de l'avenir et surtout réviser sa politique actuelle, afin de retirer des revenus plus considérables pour le bénéfice des contribuables québécois, c'est celui de l'exploitation de nos ressources naturelles. Or, dans ce dernier cas comme dans d'autres, ce n'est pas le gouvernement qui entend donner des directives. Il laisse à d'autres, à des étrangers, le soin de modifier le présent et de modeler l'avenir.

Il est inconcevable qu'une province aussi riche en ressources naturelles n'en ait retiré qu'un pourcentage aussi minime que 9.13 % (*Comptes publics, 1953-1954, Rapport de l'auditeur, page X*)

par rapport à ses revenus totaux, alors que d'autres provinces en retirent au-delà de 50 %. En 1953-1954, le gouvernement de l'Alberta, par exemple, a retiré \$102,960,000 de l'exploitation de ses richesses naturelles sur un revenu total de \$197,000,000. La province d'Ontario, qui a des ressources naturelles moins considérables que celles de Québec, en retirait en 1952-1953 \$28,310,140.98, alors que le Québec ne retirait que \$27,175,912, en 1953-1954.

En pensant à nos ressources, c'est évidemment au fer que nous songeons surtout, et c'est surtout dans ce domaine que notre politique est dictée par l'étranger. Il est assez extraordinaire de voir le gouvernement invoquer la déclaration d'un industriel américain, disant que l'on verra bientôt s'établir une usine pour traiter le minerai de fer de l'Ungava. Quand des Canadiens français parlaient précisément de ces choses et qu'ils étaient supportés dans leurs prétentions par le parti libéral, ces Canadiens français se faisaient traiter d'utopistes et le gouvernement de la province de Québec préférait accepter les prétentions des autres. Le même gouvernement ne croyait pas à l'exploitation, par nous-mêmes, de nos propres ressources. Aujourd'hui, parce qu'un Américain préconise ce que des savants canadiens-français et le Parti libéral lui-même préconisaient naguère, le gouvernement parle de possibilités qu'il n'ait hier. Il commence à réaliser que l'exportation des ressources naturelles n'a jamais enrichi un seul pays producteur de ces mêmes richesses dans le monde, mais qu'au contraire, l'exploitation sur place a toujours apporté la prospérité.

Il est certainement préférable de toujours enregistrer des victoires, mais nous ne devons cependant jamais perdre de vue la réalité. Le gouvernement ne semble pas se rendre compte de ce qui se passe ailleurs et de ce qui ne se passe pas chez nous. Depuis deux ou trois ans, 112 compagnies britanniques sont venues s'établir au Canada. Les renseignements les plus récents remontant au mois de janvier de cette année nous indiquent que, sur ce nombre, 17 seulement se sont établies dans la province de Québec, et que la grande majorité des autres sont allées dans la province voisine.

Ceci veut dire qu'un empire industriel, en particulier dans l'industrie lourde, est en train de se créer à nos portes, mais pas chez nous, et que, d'ici une période plus ou moins longue, notre inertie aura contribué non seulement à nous faire dépasser, mais à nous faire distancer considérablement. Comme d'habitude, le discours du ministre des Finances se compose en majorité de citations et quand il aborde

le domaine des relations fédérales-provinciales, il s'en va chercher au dehors les textes dont il a besoin. Nous avons fait avec lui, en quelque sorte, le tour du monde et dire qu'on nous reproche quelquefois d'en appeler au témoignage de notre province-sœur, l'Ontario. Parmi ces citations, il en est une que le ministre des Finances aurait pu glisser pour indiquer que, s'il y a des théories et des hommes démodés, pour employer son expression, cela se retrouve dans tous les groupes et dans tous les partis, et que personne n'a le monopole de la vérité.

Parlant le 27 février 1935, à la Chambre des communes, l'actuel ministre des Finances déclarait ceci: "Je prétends, M. l'Orateur, qu'il est très dangereux de faire des questions constitutionnelles des problèmes purement économiques. Vous n'êtes pas sans savoir que l'opinion publique dans tout le Canada aujourd'hui est très en faveur de la réforme sociale. Y a-t-il un financier, un homme d'État, un économiste, ou un simple citoyen, doué de bon sens, pour prétendre qu'en édictant une loi d'assurance sociale, l'on menace la Constitution ou que l'on empiète sur les droits des provinces? En réalité, nous protégeons les trésoreries provinciales, parce que nous prenons à notre charge tous les frais de cette législation sociale que les députés d'en face critiquent, sous prétexte qu'elle est de trop grande envergure. Pourquoi les provinces se plaindraient-elles si nous prenons à notre charge le coût total des pensions de vieillesse? Pourquoi se plaindraient-elles de nous voir inaugurer une politique d'assurance sociale qui ne leur coûtera rien? Pourquoi les provinces s'opposeraient-elles à ce que nous atténuions le chômage en votant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, en fixant un salaire minimum et en prenant les dispositions nécessaires pour brider et détruire les monopoles et les coalitions qui se sont formés sous le régime libéral de 1921 à 1930? Les députés d'en face devraient hésiter à susciter ces chicanes de partis et ces dissensions politiques, car les consommateurs du Canada ont trop souffert depuis la Confédération de certaines inutiles et vaines luttes entre les provinces et le dominion. Considérez par exemple, l'affaire des pêcheries que l'honorable député de Gloucester et moi-même avons discutée l'autre jour au comité chargé d'étudier la procédure à suivre pour amender la Constitution. Ce litige, commencé en 1882, ne s'est terminé qu'en 1919 ou à peu près. La situation est devenue pire du fait que les pêcheries maritimes de Québec ont été transportées à cette province illégalement et contrairement à la Constitution; les pêcheries maritimes étant en grande partie la propriété du domaine fédéral."

Je dois vous avouer, M. l'Orateur, que je n'ai jamais osé prononcer de telles paroles... disons, démodées.

Lorsque j'entendais le ministre des Finances citer le président Eisenhower, je ne pouvais m'empêcher de songer à une recommandation que je faisais l'automne dernier et que le ministre s'est trouvé à déclarer non démodée.

À la page 26 de son discours, le ministre des Finances rappelait en effet que le président Eisenhower a recommandé la création d'une commission appelée: "Commission on Inter-Governmental Relations". N'y a-t-il pas là une relation assez directe avec la suggestion faite par nous d'établir un secrétariat permanent intergouvernemental, ayant pour but d'étudier de façon permanente les questions complexes qui séparent le gouvernement fédéral des provinces? Pour l'instant, cependant, espérons que nous en viendrons à l'établissement d'un *modus vivendi* que la politique ne viendra pas perpétuellement troubler. Dès les premières pages de son discours, le ministre des Finances disait ceci: "Les résultats d'une administration financière traduisent mieux que les discours la politique d'un gouvernement."

Ces résultats, nous pouvons les traduire en résumant tout simplement comme suit:

1. Alors que le ministre des Finances prévoyait un surplus de \$1,590,000 pour l'année 1953-1954, la province a enregistré un déficit de \$21,631,545.47.

2. Pour la même année, \$32,543,974.60 ont été dépensés au-delà du budget voté.

3. En 1953-1954, les recettes déduites de la dépense se sont élevées à \$39,150,880.01.

4. Durant les deux dernières années précédant l'année en cours, la province a enregistré un déficit global de \$59,750,741.81.

5. Pour la dernière année, les *Comptes publics* ne donnent aucun détail pour une somme globale de \$47,886,779.00

6. La dette globale de la province s'élève à \$585,941,004.11.

7. En 9 ans et 7 mois d'administration de l'Union nationale, la dette globale a subi une augmentation de \$167,809,004.11.

8. En 1956, le gouvernement de l'Union nationale aura perçu, à lui seul, au-delà de trois milliards de dollars.

9. De 1946 à 1954, le gouvernement a dépensé en frais de voyages, frais de bureau, en octrois, etc., \$1,421,395,867.

10. Le gouvernement n'a aucunement l'intention de faire des économies.

11. La province de Québec a plus de taxes que n'importe quelle autre province.

12. Un dégrèvement s'impose sur certaines choses d'utilité courante et nécessaires à la vie.

13. En huit ans, les corporations scolaires se sont endettées de \$152,799,400, alors que, sous les régimes précédents, elles s'étaient endettées d'environ \$100,000,000 sur une période de 79 ans.

14. Les corporations municipales ont vu leur passif s'augmenter de près de \$400,000,000 en sept ans d'administration de l'Union nationale.

15. L'exercice financier en cours va enregistrer un déficit de \$26,017,000.

16. Avec la fin de l'exercice en cours, le gouvernement de l'Union nationale nous aura donné un déficit global de \$85,000,000, durant les trois dernières années.

17. Les prévisions pour l'exercice 1955-1956 indiquent que nous aurons encore un déficit considérable.

En somme, s'il est vrai que les résultats d'une administration financière traduisent la politique d'un gouvernement, le résumé ci-dessus nous montre que la politique du gouvernement actuel doit être complètement révisée et qu'elle se doit de tenir compte de la situation du contribuable, des charges très lourdes que celui-ci doit payer et du dégrèvement qu'il est en droit d'attendre de ses administrateurs.

Au 31 décembre 1954, le gouvernement devait aux banques la somme énorme de \$60,500,000 sous forme de bons du Trésor, c'est-à-dire d'emprunts temporaires à courts termes. C'est probablement le montant le plus considérable qu'aucun gouvernement n'ait jamais encore emprunté depuis la Confédération. Et, pourtant, à cette époque le gouvernement avait déjà encaissé au-delà de \$16,000,000 au titre de la nouvelle taxe sur le revenu personnel. Voilà un autre résultat financier qui traduit de façon très claire la politique du gouvernement.

Les discours n'y changeront rien. Les discours ne transformeront jamais un déficit en un surplus; c'est à l'administration qu'il appartient d'accomplir ce redressement. Mais l'administration actuelle semble totalement incapable de donner le coup de barre qui s'impose et ce sont les contribuables qui seront obligés un jour de lui forcer la main⁴.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):
La politique fiscale du gouvernement de l'Union

nationale a pour effet de tenir éloignées du Québec des nouvelles industries ou usines qui devraient normalement s'installer, de préférence dans le Québec, à cause de ses immenses ressources minières et hydrauliques. On prélève de la population de cette province 30 % d'impôts de trop, et ceci a des effets désastreux sur la croissance de la province. L'un des effets désastreux de cette surcharge est de nuire à la croissance même de la province.

Les richesses naturelles si abondantes de la province devraient attirer une plus forte proportion de nouvelles industries chez nous que partout ailleurs au pays, mais la politique fiscale du gouvernement actuel les en éloigne. Elles donnent de plus en plus la préférence aux autres provinces, spécialement à l'Ontario. En 1947, l'Ontario attirait 48 % de tout le nouveau capital investi au Canada. En 1952, cette proportion était montée à 52 %.

Dans la même période, la part d'investissement reçue par la province de Québec a baissé de 34 %⁵ à 18 %. Avec le résultat que le produit de notre impôt sur les corporations commence à baisser. Durant l'année 1951-1952, le gouvernement avait recueilli en taxes sur les corporations \$68,704,000, tandis qu'il ne récoltait plus de cette même source que \$65,500,000 en 1954-1955. Autre preuve de la tendance à la baisse de l'activité industrielle dans la province. Le remède à cette situation réside dans l'abolition de nombreuses taxes de nuisance.

Le premier ministre a déjà déclaré qu'il n'était pas nécessaire d'avoir un bureau commercial de la province au Royaume-Uni, que tout ce que nous avions à faire était d'annoncer là-bas que nous avions d'immenses ressources minières et hydrauliques et que les usines de l'Europe s'en viendraient ici. Au fait, ce qui arrive, c'est que de très nombreuses industries, qui devraient normalement s'installer de préférence dans le Québec, viennent au Canada, mais donnent de plus en plus la préférence aux autres provinces, spécialement à l'Ontario, et très peu dans le Québec. Et elles continueront de le faire tant que notre politique fiscale n'aura pas été modifiée. Le fardeau trop lourd de la fiscalité provinciale nuit à l'expansion industrielle du Québec. Le Québec est loin derrière les autres provinces dans le secteur manufacturier. La seule façon de résoudre ce problème est de rechercher de nouveaux capitaux et de réduire les taxes.

Le gouvernement perçoit une taxe dite de chômage qui lui rapporte entre \$1,500,000 et \$2,000,000 par année et ne fait rien pour venir en aide aux 85,000 chômeurs de la province⁶.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Comme le souligne le *Montréal-Matin* du 9 février 1955, à la page 6, c'était la première fois que M. Lapalme agissait comme critique financier de l'opposition: "Il recueillait ainsi la succession de l'honorable George C. Marler, devenu membre du gouvernement fédéral."

2. *Le Devoir* du 4 février 1955, à la page 1.

3. Allusion aux chèques aux enfants de Bonaventure.

4. *Le Soleil* du 9 février 1955, à la page 1, estime que M. Lapalme a discoursé de 3 h 20 à 5 heures.

5. Chiffre de *L'Action catholique* du 9 février 1955, à la page 11. *Le Soleil* du 9 février 1955, à la page 14, mentionne 32 %.

6. *Le Soleil* du 9 février 1955, à la page 1, estime que M. Earl a discoursé pendant 55 minutes.

Séance du mercredi 9 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Cléophas et Mélina Saint-Aubin

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de René Saint-Aubin, demandant l'adoption d'une loi relative au contrat de mariage entre Cléophas et Mélina Saint-Aubin, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de René Saint-Aubin, demandant l'adoption d'une loi relative au contrat de mariage entre Cléophas et Mélina Saint-Aubin (M. Johnson).

Rapports des comités permanents:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 249 concernant une propriété de Joseph Duhamel et René Duhamel;
- bill 243 concernant la Commission scolaire du village de Cap-Chat;
- bill 252 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Projets de loi:**Propriété de Joseph et René Duhamel**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 249 concernant une propriété de Joseph Duhamel et René Duhamel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 249 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 252 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 252 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Cap-Chat

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 243 concernant la Commission scolaire du village de Cap-Chat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 243 sans l'amender.

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 254 modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest.

Votre comité fait rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 168 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne à la ville de Terrebonne.

Projets de loi:

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Québec-Ouest

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 254 modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 254 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des dentistes

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 96 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1955-1956 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 8 février courant sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)¹: La grande partie des revenus de la province vient de Montréal et de la région métropolitaine. Il s'étonne que le gouvernement ne donne pas à la population de la métropole la représentation à laquelle elle a droit. Car 75 % de l'impôt sur le revenu provincial provient de la ville de Montréal, qui paie également de 45 % à 60 %² de tous les impôts perçus dans la province de Québec. C'est la grande source des revenus anticipés chaque année par le ministre des Finances. Mais que recevons-nous en retour? Je conçois mal que 35 %³ de la population du Québec ne soit représentée en cette Chambre que par 15 députés sur 92. Proportionnellement, nous devrions en élire une trentaine. Le gouvernement fédéral traite plus justement la ville de Montréal puisque sur les 75 députés élus dans la province, 23 sont élus par les électeurs de la région métropolitaine.

Comme première mesure rémédialrice à la situation dans laquelle se trouve Montréal, il (M. Lalonde) réclame la municipalisation de la vente de l'électricité, afin que la ville de Montréal puisse faire des bénéfices comme en fait la ville de Westmount.

Le gouvernement a perdu la confiance des villes et du peuple. C'est pour cela qu'il a fait voter le bill 4. L'élection d'Outremont, dit-il, est venue confirmer ce que le scrutin de juillet 1952 nous avait démontré. Que le gouvernement fasse des élections partielles dans Westmount et ailleurs, s'il veut se rendre compte de sa popularité dans les villes... Les ouvriers de Montréal sont les plus taxés de la Confédération, ils sont aussi les plus mal logés et leurs salaires sont inférieurs à ceux des ouvriers de l'Ontario.

Il (M. Lalonde) réclame l'abolition de la taxe de vente, comme le premier ministre actuel l'avait promis, il y a près de 10 ans, afin de favoriser les ouvriers. Il réclame qu'on mette fin à l'écart des salaires entre Ontario et Québec, écart qui atteint 22 cents l'heure. Une enquête impartiale a révélé que, dans la ville de Montréal, 200,000 personnes habitent des maisons insalubres dont la plupart sont classées comme taudis. Je sais, dit-il, qu'il existe une loi provinciale de l'habitation, mais elle est insuffisante, puisque pratiquement le nombre des propriétaires n'a pas augmenté, si l'on tient compte de l'augmentation proportionnelle de la population.

Il (M. Lalonde) réclame une entente avec Ottawa pour favoriser la construction, comme cela s'est produit dans les autres provinces. Ce n'est pas en construisant des logis avec l'aide d'Ottawa qu'on mettrait en danger la survivance de notre race. Le *Devoir* lui-même est favorable à une entente de ce genre.

Il (M. Lalonde) examine la question scolaire et reproche au gouvernement d'avoir supprimé la gratuité des manuels scolaires et rétabli les rétributions mensuelles. Il réclame qu'on allège la charge du père de famille en donnant aux enfants l'instruction gratuite. Le fonds d'éducation devrait servir en entier aux fins pour lesquelles il a été créé. Les octrois pour la construction des écoles devraient être statutaires et le gouvernement devrait remettre aux commissions scolaires toute leur autonomie, de même qu'il devrait faciliter l'accès aux études secondaires. Il demande au gouvernement d'instituer un système d'assurance-santé, pour suppléer au système d'hospitalisation. Les hôpitaux ne devraient pas être laissés à la merci des campagnes de souscription. On n'a qu'à regarder autour de soi pour se rendre compte qu'avec le coût actuel de l'hospitalisation, la grande majorité des gens n'ont pas les moyens de se faire soigner. Le moment n'est-il pas venu d'examiner sérieusement la possibilité d'instituer le plus tôt possible un système d'assurance-santé?

Il (M. Lalonde) dénonce la politique de voirie du gouvernement à l'égard de Montréal. La population, a quelquefois l'impression d'être prisonnière de sa position géographique. Que le gouvernement fasse l'addition des taxes qu'il perçoit, dans la région métropolitaine, sur la vente de la gazoline, des voitures, des pneus et des pièces détachées, et il constatera que les bénéfices qu'il retire de cette industrie sont assez élevés pour que nous recevions en échange autre chose que des embouteillages aux sorties de Montréal. Il demande une nouvelle politique de voirie qui permettrait la construction de grandes routes de communication entre les grandes villes, pour diminuer les accidents. Le gouvernement devrait payer le coût des routes nouvelles et ne pas recourir au péage pour le financement des travaux.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande que le gouvernement mette fin à une situation injuste en abolissant la taxe sur les repas et la taxe de vente sur l'huile à chauffage ainsi que sur les médicaments brevetés. La F.A.T.⁴ a demandé la même chose dans son mémoire au gouvernement, hier matin. Personne ne prétendra qu'un repas de 60 cents aujourd'hui soit du luxe, dit-il.

Il en est de même de l'huile à chauffage, qui est, depuis quelques années, le combustible le plus répandu, même parmi les classes moyennes. À Verdun, 90 % des foyers sont chauffés à l'huile. Cette taxe n'existe pas sur le charbon et le bois. En conséquence, le moment est certainement venu de l'exempter de toute taxe, comme bénéficient déjà le bois et le charbon.

On devrait établir au plus tôt un système de bourses dans l'enseignement secondaire. Nombre de jeunes gens remplis de talents ne peuvent terminer leurs études secondaires, ne peuvent aller à l'université ou ne peuvent même entreprendre aucun cours, parce qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour le faire. C'est là une perte considérable pour notre province et notre pays, qui manquent de médecins, de chimistes et d'ingénieurs, etc. La province a le devoir de mettre à profit toutes les ressources intellectuelles de sa population.

Il (M. Ross) demande au gouvernement d'étudier la possibilité d'établir un système d'allocation de maternité. Je sais, dit-il, qu'il existe déjà des pensions aux vieillards, aux aveugles et aux invalides, mais je crois qu'il serait essentiel également qu'au nombre de nos mesures sociales, on porte une attention particulière à la mère. La naissance d'un enfant entraîne aujourd'hui des dépenses

considérables qui créent souvent des perturbations dans le budget familial. En Alberta, la mère reçoit \$40, que la naissance ait eu lieu à l'hôpital ou au foyer. Un jour viendra où de telles allocations devront être accordées dans la province de Québec. Une semblable somme aide grandement à réduire les dépenses considérables qu'entraîne la maternité. Le capital humain étant notre bien le plus précieux, il faut le protéger.

Pour aider les villes à construire, entretenir et déneiger leurs artères qui servent à tous les citoyens de la province, le gouvernement devrait leur abandonner un certain pourcentage de la taxe sur la gazoline de 13 cents le gallon. Les municipalités dépensent des sommes considérables pour l'entretien et la construction de routes ou de rues qui servent à tous les automobilistes de la province. Et pourtant, elles doivent défrayer seules le coût de telles constructions, ce qui est tout à fait injuste. L'Union des municipalités a fait cette demande à plusieurs reprises.

Il (M. Ross) demande au gouvernement d'abolir la "pétition de droit", chapitre 41, articles 1011 à 1025, afin qu'il soit permis à n'importe qui de pouvoir poursuivre le gouvernement, quand il se sentira lésé dans ses droits. L'État est ainsi juge et partie à la fois. On devrait le mettre sur le même pied que les autres contribuables. Pour éviter les poursuites futiles, on n'a qu'à remplacer la pétition de droit par une requête au tribunal.

M. Montpetit (Maisonnette): L'exercice financier en cours va se solder par un large déficit et je suis convaincu qu'on aurait pu, si on avait pris les dispositions voulues, non seulement équilibrer le budget, mais même faire bénéficier les citoyens de cette province d'une diminution de taxes. Avec des revenus de \$331,857,200, le gouvernement ne pouvait prendre le risque d'imposer de nouvelles taxes.

Ce qui est encore pire, c'est qu'avec ces revenus, il n'a pas cru bon de soulager les citoyens de cette province d'un fardeau qui pèse sur leurs épaules depuis trop longtemps. Parmi ces taxes qu'on aurait pu supprimer, il y a en particulier la taxe sur les repas, la taxe sur les cigarettes, la taxe sur les remèdes, la taxe de vente et combien d'autres.

Il est regrettable aussi que le discours du budget n'indique point que le gouvernement entend s'efforcer d'attirer dans la province de nouvelles industries lourdes, qui permettraient de relever le niveau des salaires et, partant, le niveau économique de toute la population. Devant le chômage croissant,

le gouvernement provincial devrait aussi considérer comme étant de son devoir de mettre à exécution des travaux publics pour procurer du travail aux nôtres.

À ce sujet, il me fait plaisir de mentionner le projet mis en avant, la semaine dernière, par le député de Maisonnette-Rosemont, à la Chambre des communes, de la construction d'un tunnel ou d'un pont traversant le Saint-Laurent vis-à-vis du boulevard Pie IX. Je souscris à cette idée et je forme des vœux pour que ce projet rencontre l'approbation et la collaboration du gouvernement de Québec. Il (M. Montpetit) déplore le nombre trop petit de ceux qui peuvent décrocher des emplois du gouvernement ou de ses commissions, s'ils ne sont pas recommandés par un député ministériel.

En dépit du montant d'environ \$60,000,000 que le gouvernement doit dépenser pour la santé publique, laissez-moi vous dire qu'il s'élève un cri de détresse dans la province. Je me demande si l'on songe assez à ceux de la classe moyenne, c'est-à-dire à ceux qui ne peuvent bénéficier de l'assistance publique et qui, par ailleurs, n'ont pas les moyens financiers voulus pour payer des comptes d'hôpital élevés. C'est par milliers que des malades négligent de se faire soigner, étant dans l'impossibilité de rencontrer les frais d'hôpitaux qui sont absolument exorbitants.

On est rendu à un point que seuls les très pauvres ou les très riches peuvent se faire soigner dans nos hôpitaux. Ceux de la classe moyenne s'endettent pour des années à venir, s'ils entrent à l'hôpital. Le montant dont on dispose pour la construction d'hôpitaux devrait, à mon sens, non pas être employé à construire des châteaux, qui seront bientôt en marbre si ça continue, mais plutôt des édifices modestes, ce qui permettrait à ceux qui les administrent de charger moins cher et à ceux qui y sont hospitalisés, de ne pas être saignés à blanc.

M. Lafrance (Richmond): Le but principal de mon discours est de traiter du problème ouvrier dans la province de Québec. Je le ferai à l'invitation du premier ministre lui-même et du ministre du Travail, qui ont voulu que ce problème se discute lors du débat sur le budget, plutôt que lors de l'étude des crédits du ministère du Travail. Je regrette qu'on ait attendu aussi tard durant la session pour permettre aux députés d'en causer, malgré la création d'un comité des relations ouvrières dans la députation. Ce comité n'a siégé qu'une fois pendant à peine 30 minutes. Ceux qui s'étaient réjouis de cette innovation dans la Législature de Québec ont dû déchanter.

Ceux qui conservaient encore des illusions sur les bonnes dispositions du gouvernement envers la classe ouvrière commencent à réaliser que cet organisme n'est qu'un autre instrument d'apparat destiné tout au plus à servir les fins de la propagande du gouvernement. Le discours du ministre des Finances (M. Gagnon) n'est pas un exposé financier des affaires de la province, mais plutôt un éloge de la politique du parti. Le ministre des Finances n'a pas fait allusion au problème le plus important de l'heure, celui de l'ouvrier. Je déplore cette attitude du gouvernement et du ministre des Finances. Quand le gouvernement se préoccupe des ouvriers, c'est pour les brimer par des mesures comme les bills 19 et 20, malgré les grandes organisations ouvrières.

Le gouvernement, obligé de retirer le Code du travail qu'une haute autorité en sociologie avait qualifié de "pure infamie", s'est appliqué depuis à faire adopter les clauses de cette mesure une à une...

M. l'Orateur: Le député n'a pas droit de référer à un débat antérieur sur cette question.

M. Lafrance (Richmond): Le gouvernement a déjà dit qu'il n'avait pas de leçons à recevoir des évènements en matière de questions sociales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de lire son discours. C'est contraire aux règlements.

M. l'Orateur: En effet il est défendu de lire des discours en Chambre.

M. Bélanger (Lévis) cite un article du Règlement qui, sans autoriser la lecture d'un discours tiré d'un texte, permet à un député d'employer des notes copieuses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien de copieux à propos de telles notes; elles sont plutôt copiées.

M. Lafrance (Richmond) reproche au gouvernement de ne jamais prendre position en faveur des petits ouvriers. Il donne pour exemple ce qui s'est passé lors de la grève de Louiseville. Il veut la mentionner comme exemple pour expliquer le climat social qui existe dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de traiter cette question parce qu'il y a des causes pendantes devant les tribunaux

criminels de Trois-Rivières où sont certains des fauteurs de désordre et des saboteurs. Le député n'a pas droit d'y référer durant ce débat.

M. l'Orateur: Je demande au député d'observer les règlements.

M. Lafrance (Richmond): Je constate que ce chapitre ne plaît guère au premier ministre.

M. l'Orateur: Le député est en Chambre depuis trois ans et il viole constamment les règlements. Ils existent pour lui comme pour les autres. Je le rappelle à l'ordre pour la dernière fois et je le nommerai s'il continue.

Une voix ministérielle: Une autre page⁵!

M. Lafrance (Richmond) affirme son désir de paix sociale. Ce n'est pas en ignorant les problèmes ouvriers, dit-il, que le gouvernement va les régler. Il nie que le climat social soit bon dans la province de Québec, comme l'a déclaré à plusieurs reprises le ministre du Travail.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je l'ai prouvé...

M. Lafrance (Richmond): Ce n'est pas à coups de matraques qu'on établit la paix sociale et qu'il faut inspirer confiance à l'ouvrier. Pour régler la question ouvrière de façon satisfaisante, il faut faire deux choses: créer un climat de confiance entre le gouvernement et les ouvriers, et cesser de boudier le mouvement ouvrier comme on le fait depuis longtemps. Pour cela, il faut accepter, pas seulement en théorie mais aussi en pratique, que les ouvriers s'unissent. L'organisation syndicale est essentielle au bien-être de l'ouvrier et son seul moyen de défense. Le gouvernement devrait la reconnaître pleinement et entièrement.

Il faudrait adopter un véritable Code du travail qui tienne réellement compte de l'opinion de la classe ouvrière. Il y a déjà les Codes maritimes, commercial, civil, pénal, municipal, scolaire, mais il n'y a pas de Code ouvrier, bien qu'il y ait un tribunal pour les conflits ouvriers. Mais ce tribunal, la Commission des relations ouvrières, est formé de créatures du gouvernement qui y pratiquent un paternalisme arbitraire. Les politiciens doivent cesser de se mêler des questions ouvrières.

Ce n'est qu'à ce prix que l'ouvrier pourra obtenir justice et que la province obtiendra la paix

sociale. Le système actuel engendre la lutte des classes. Le gouvernement ne se préoccupe pas du chômage. Il estime à 100,000 le nombre de chômeurs dans la province, et à 500,000 le nombre de personnes affectées par la crise économique qui se fait sentir chez nous. Je reproche au gouvernement de ne pas se préoccuper du chômage et des gens qui en souffrent...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de faire un débat sur cette question du chômage qui a déjà été discutée deux fois depuis le début de la session. On n'a pas le droit de revenir sur un débat antérieur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En quelles circonstances eut lieu le premier débat?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu un débat provoqué par le député de Jeanne-Mance (M. Noël) sur la taxe du chômage et j'ai alors déclaré, entre autres choses, que le chômage était une responsabilité fédérale. Il y eut, par la suite, une question à l'ordre du jour sur le produit de cette taxe relative au chômage et le gouvernement a répondu. Cela clôt le débat, en vertu des règlements. L'alinéa 7 de l'article 285 du Règlement, entre autres, défend d'y référer de nouveau.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si je me souviens bien, il y eut un débat sur cette taxe, provoqué par le député de Drummond. On a dit alors que cette taxe n'existait plus, puis le gouvernement a répondu à une question. Mais jusqu'à date, il n'y a jamais eu ici un débat sur les questions du chômage. On y a fait tout au plus une brève allusion à l'occasion d'une discussion sur la taxe dite de chômage. Pendant la discussion de certains crédits, quand nous avons voulu parler du chômage, on nous en a empêchés en nous disant que nous pourrions en parler durant le débat sur le budget.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) intervient.

M. l'Orateur: Il a eu une réponse du gouvernement à une question à ce sujet du chômage. La question est réglée et on ne peut pas y revenir.

M. Dupré (Verchères): Parlant sur le point d'ordre, je ferais remarquer que si le député avait parlé de cette taxe sur les alcools pour le chômage, il serait hors d'ordre. Mais il parle du problème du chômage lui-même.

M. Lafrance (Richmond): La preuve que le problème du chômage n'a jamais été discuté, c'est que je cherche depuis le début de la session l'occasion d'en parler.

M. l'Orateur: Je sais qu'il y a eu une question à l'ordre du jour où le chômage était mentionné. Je ne me rappelle pas au juste quelle en était la teneur. Si le député veut ajourner la suite de son discours, je verrai ce qui en est et je déciderai en conséquence. Si la question concernait le chômage lui-même, on ne peut pas y revenir.

M. Lafrance (Richmond) (Hésitant quelques secondes) répond qu'il lui est difficile de dire combien de temps il lui faudra pour discuter de cette question du chômage...

M. l'Orateur déclare que, dans ces conditions, il ne peut lui laisser aborder cette question.

M. Lafrance (Richmond): J'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il est prêt à laisser continuer le débat si la Chambre y consent à l'unanimité, et que dans le cas contraire, il prendra l'affaire en délibéré et permettra plus tard au député de Richmond de parler de ce sujet, s'il en vient à la conclusion qu'il n'a pas déjà fait l'objet d'un débat au cours de la présente session.

M. Lafrance (Richmond) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme,

Ledoux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Lafrance (Richmond): Ce n'est pas en se cachant la tête dans le sable, comme l'autruche, que le gouvernement réglera le problème ouvrier. Nous ne tirons pas des ressources naturelles des revenus suffisants. En 1953-1954, le gouvernement a retiré des mines \$5,273,000, mais les dépenses du ministère ont été de \$4,930,000. La province n'a donc perçu de nos immenses gisements miniers qu'un revenu net de \$343,152. Plus la production augmente dans nos mines, moins la province retire de revenus. C'est à peine si le gouvernement retire actuellement \$300,000 par année des ressources naturelles. Ce n'est donc pas cela, la grande richesse de la province.

C'est à croire que la plus grande richesse naturelle de la province c'est la Commission des liqueurs qui rapporte bon an, mal an \$35,000,000 au ministre des Finances. Tout le contraire se produit dans les autres provinces. L'Alberta a perçu \$323,000,000 en sept ans de ses richesses naturelles. Québec, avec les mines de fer les plus riches du monde, retire à peine un million de dollars par année⁶. Dans quelques années, nos richesses seront dilapidées, et le Québec pourra dire comme Perrette...

M. l'Orateur avertit le député de Richmond que son heure est expirée.

Une voix ministérielle: Adieu, veau, vache, cochon, couvée...⁷

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): L'an dernier, j'avais fait remarquer à l'honorable solliciteur général (M. Rivard) que des membres de la police de la route manquaient parfois de politesse élémentaire. Il m'a promis d'y voir. De fait, il y a eu amélioration. L'été dernier, alors que je me rendais au congrès de l'Union des municipalités, j'ai été arrêté par des officiers de la circulation qui m'ont dit que j'excédais la vitesse permise. Je leur ai répondu que je n'avais pas vu de poteau indicateur de vitesse et que je me croyais dans une zone de 60 milles. Je dois dire que ces officiers ont été très polis. Il félicite les officiers ainsi que leur patron (M. Rivard) qui est toujours aimable avec les députés de l'opposition.

Il est resté insensible aux influences qu'on a exercées sur lui, parfois pour faire révoquer des châtiments imposés aux violateurs de la loi, en disant

qu'il était au Parlement pour faire observer les décrets. Le solliciteur général devrait améliorer le système de signalisation routière pour indiquer plus nettement les vitesses maximums permises aux différents endroits, 30, 40, 50 ou 60 milles. Nombre d'associations réclament cette amélioration. Dans certaines municipalités, les autorités en place ont profité des limites de vitesse pour remplir leurs coffres de...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'argent de poche.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): J'ai aussi demandé au premier ministre, il y a un an, que les autorités exercent une surveillance étroite pour que la vitesse des véhicules automobiles, et particulièrement des véhicules lourds, autobus, camions, soit l'objet d'une surveillance plus étroite et reste dans de justes limites. La police devrait faire observer la loi avec plus de rigueur. La situation s'est améliorée sensiblement pendant quelques mois, mais tout a recommencé depuis comme auparavant. On est revenu au régime de la vitesse.

Il arrive souvent, vers la fin de la journée de travail, de voir des camions de quatre ou cinq tonnes faire des concours de vitesse, sans s'occuper de la sécurité publique. Des autobus et des camions roulent encore à des vitesses excessives, mettent pourtant en danger la vie d'autrui. Le gouvernement devrait sévir. Ne serait-il pas possible de créer un bureau provincial pour la prévention des accidents qui travaillerait à diminuer le nombre des accidents d'automobile?

La presse dénonce le grand nombre de ces accidents. À Montréal seulement, depuis le début de janvier, il s'est produit 16 accidents mortels. La police devrait faire observer la loi avec rigueur, mais justice. Et les juges devraient se montrer plus sévères surtout quand ils fixent la caution dans les cas de délits de fuite. Je connais un homme qui a été arrêté sept ou huit fois et qui s'en est toujours tiré, grâce à ses influences. Il continue de rouler en auto. C'est le devoir du département du procureur général de veiller à ce que les récidivistes n'échappent pas à la prison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le nom? Donnez-moi son nom et j'y verrai dès demain.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je vais vous le donner en privé demain, et je suis certain que vous n'aurez pas de difficulté à le ramasser dans la

rue. Il offre ses meilleurs souhaits au premier ministre. Certains peuvent ne pas apprécier ma déclaration, mais elle est franche. Il ne faut pas considérer mes remarques comme des critiques. Je suis assuré de la collaboration du premier ministre dans ce domaine et je parle dans l'intérêt public.

Il (M. Rochon) réclame une vitesse minimum sur la route, comme il y a une vitesse maximum. Cela existe aux États-Unis. Une telle mesure permettrait d'éviter certains accidents. Il attire l'attention du gouvernement sur les jeunes de 14, 15 et 16 ans qui, sans permis de conduire, conduisent le tracteur de leur père sur la route et sont un danger public. On devrait obliger ces gens à se procurer un permis et à se conformer aux mêmes règlements que les automobilistes ordinaires.

Il (M. Rochon) dénonce les méfaits de l'alcool au volant, car 62 % des accidents d'automobile seraient les conséquences de l'alcoolisme. Fait surprenant, 42 % des femmes qui sont tuées dans des accidents de la circulation aux États-Unis sont sous l'influence de l'alcool.

En cas d'accident, ne serait-il pas sage de faire des analyses de sang pour déterminer la quantité d'alcool contenue dans le sang des conducteurs et chauffeurs? Cependant, la situation s'est améliorée et les accidents sont moins nombreux. La meilleure preuve que le nombre d'accidents a diminué, c'est que les compagnies d'assurances ont réduit leurs taux.

Il cite des magazines qui félicitent le gouvernement pour sa campagne de sécurité routière de l'an dernier. Tout n'est pas encore parfait et (avec humour) tout récemment, sur le boulevard métropolitain, un conducteur d'auto trouvait moyen de se couper la barbe avec son rasoir électrique, lors d'un embou... emboute...

M. Ross (Montréal-Verdun): Embouteillage.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): (Regardant M. Ross) Mon adjoint parlementaire. La situation est sérieuse. En 1953, il y a eu 88,000 accidents au Québec où circulaient 600,000 automobiles; cette même année, on n'a enregistré que 65,000 accidents en Ontario où l'on trouvait pourtant 1,400,000 véhicules automobiles...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les statistiques ne sont pas calculées de la même manière dans les deux provinces. En Ontario, on ne tient pas compte des accidents entraînant des dommages de \$25 et \$30.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) cite le cas d'un automobiliste qui a été arrêté pour ivresse, mais qui a obtenu que "tout s'arrange".

Les avocats qui sont des législateurs devraient respecter les lois qu'ils promulguent. Il cite le cas du député du Parlement d'Ottawa qui défend un homme accusé d'avoir fraudé le gouvernement fédéral de \$40,000 d'impôt non payé. Les députés de la Chambre ne devraient jamais intervenir pour disculper un ami accusé d'avoir contrevenu aux lois de la circulation. Des choses comme cela ne devraient pas exister. On fait des lois; qu'on les fasse appliquer! Mais je dois rendre justice au solliciteur général car, à ma connaissance, dans aucun cas il n'est intervenu personnellement. Je le félicite pour le rôle qu'il joue dans l'observance des règlements de la circulation. Tout récemment, on est intervenu pour qu'il passe l'éponge. Il a tout simplement répondu qu'il n'était pas seulement au Parlement pour faire des lois, mais aussi pour les faire observer.

M. Marquis (Québec-Est): La poésie et la rhétorique utilisée par le ministre des Finances sont utiles mais ne doivent pas, dans l'exposé d'un budget, ensevelir sous les fleurs la vérité toute nue, dût-elle scandaliser la population de la province. Le chef de l'opposition, par son exposé, a démontré que la situation exacte de la province, au point de vue financier, n'était pas ce que le ministre avait tenté d'exposer. Il me semble que la présentation fleurie du budget de l'honorable ministre des Finances fait partie du rouage de propagande orchestrée de l'Union nationale. Cette propagande ressemble étrangement à celle que la France employait pendant l'hiver de 1939-1940 pour assurer son peuple et ses alliés contre les dangers de l'invasion, les laissant ainsi dans une fausse sécurité. Son discours sur le budget était rempli de poésie, mais dépourvu d'états financiers précis.

Je suis bien prêt à présenter à nos frères de l'Acadie, à l'occasion du 200^e anniversaire du grand dérangement, l'expression de notre admiration. Mais ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est la situation économique de notre province, dans notre Québec.

Il (M. Marquis) parle des développements miniers et se demande comment on peut blâmer aujourd'hui certains chevaliers de l'industrie, s'appuyant sur les déclarations du gouvernement d'avoir réussi à convaincre le peuple à souscrire à des entreprises basées sur les affirmations des orateurs de l'Union nationale. Ils ont toujours prétendu que la province de Québec était la mieux nantie en ressources naturelles. Aux dernières élections, ils

affirmaient que le sol de la province était rempli d'or et de métaux précieux, que, dans les régions de Montmagny et de L'Islet, on marchait sur le plomb et le zinc, etc. Ceci est complètement faux. Et ce n'est pas surprenant que des investisseurs américains se soient fait extorquer leurs épargnes qui ont été investies dans des développements imaginaires.

Les libéraux ont appuyé la loi présentée pour contrôler la réclame et la vente des valeurs mobilières dans le but de protéger l'épargne populaire. Or, il est arrivé que les plus grands propagandistes des valeurs mobilières spéculatives de la province de Québec furent les orateurs de l'Union nationale. On voit à la droite de l'Orateur des alchimistes modèle 1955, qui non seulement changent le vil plomb et les métaux sans valeur en un or pur, mais encore changent les déficits en surplus et passent à l'actif des dettes que les générations futures paieront.

Le compte capital est un mot magique qui permet au ministre des Finances de camoufler des déficits. Le déficit global des 10 années d'administration de l'Union nationale s'élevait à \$111,000,000. C'est ce qui explique la raison de la hausse vertigineuse de la dette de la province à \$585,000,000.

Si c'est au Québec que la dette *per capita* est la plus basse au pays, par ailleurs, il faut remarquer que c'est dans notre province que se trouvent les familles nombreuses et qu'il n'y a généralement qu'un payeur de taxes par famille, surtout lorsque les enfants sont en bas âge. Le payeur de taxes est généralement le père de famille. Or, le chef de famille chez nous représente environ sept personnes, tandis qu'il n'en représente que quatre en Ontario, par exemple. Le contribuable du Québec est infiniment plus taxé que son voisin d'Ontario. Il n'y a pas de taxes de vente, ni de taxe sur le tabac, et la gazoline et les licences d'automobiles y sont moins dispendieuses qu'au Québec.

À l'administration provinciale, l'automobiliste paie en Ontario deux cents de moins qu'au Québec par gallon d'essence, et le prix des plaques d'autos est de 50 % inférieur en Ontario. L'Union nationale n'aime pas que l'on révèle ces faits à la population, dit-il.

Il faut la laisser dormir dans une douce quiétude jusqu'à ce qu'elle se réveille à la brutale réalité, comme il arrive habituellement dans le domaine industriel et ouvrier. Je ne veux pas que les députés du gouvernement laissent la politique seulement à cause de la santé. Il existe une manière plus démocratique de démissionner.

Il (M. Marquis) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Ledoux), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Projets de loi:

Annexion à Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne à la ville de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport⁸.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que le bill 168 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne à la ville de Terrebonne n'ayant pas été accueilli favorablement, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Demande et dépôt de documents:

Travaux de voirie dans Bonaventure

M. Bédard (Québec) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous rôles de paie ou factures pour travail exécuté pour le compte du ministère de la Voirie, du 15 juin au 31 juillet 1952, dans les municipalités suivantes du comté de Bonaventure: Saint-Siméon, Paspébiac, Saint-Godefroi, Port-Daniel et Gascons.

Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 43)

Vente de valeurs mobilières

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Drummond (M. Pinard), proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, un de ses ministres ou fonctionnaires et le procureur général de l'État de New York ou aucun de ses fonctionnaires touchant la vente de valeurs mobilières du 1^{er} janvier 1953 au 9 décembre 1954.

M. Pinard (Drummond) déclare retirer sa motion.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon le *Montréal-Matin* du 10 février 1955, à la page 5, et *Le Devoir* du 12 février 1955, à la page 3, c'est le premier discours que fait M. Lalonde depuis son élection en 1952.

2. Chiffre du *Soleil* du 10 février 1955, à la page 3. *L'Action catholique* du 12 février 1955, à la page 3, mentionne plutôt 50 %.

3. Chiffre de *L'Action catholique* du 10 février 1955, à la page 3. *Le Soleil* du 10 février 1955, à la page 3, mentionne plutôt 55 %.

4. F.A.T-C.M.T. La Fédération du Travail du Québec, selon *La Presse* du 10 février 1955, à la page 47.

5. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 10 février 1955, à la page 3, rapporte que quelqu'un fit cette remarque alors que M. Lafrance "continuait de consulter ses notes, essayant de choisir un autre sujet".

6. Chiffre du *Soleil* du 10 février 1955, à la page 9. \$300,000 par année selon *La Tribune* du 10 février 1955, à la page 8 et *La Presse* du 10 février 1955, à la page 48.

7. De la fable de Jean de La Fontaine *Perrette et le pot au lait*.

8. Selon l'article 332 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1941, à la page 112, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 6 (§ 6) du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure. Cette motion a pour effet de tuer le bill.

Première séance du jeudi 10 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 194 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

Projets de loi:

Corporation
de Prêt et Revenu

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 191 modifiant la charte de la cité de Hull;

- bill 220 refondant la charte de la ville de Buckingham;

- bill 98 modifiant la loi des opticiens d'ordonnances.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 246 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Votre comité recommande de prolonger au 22 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Loi des
opticiens d'ordonnances

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 modifiant la loi des opticiens d'ordonnances.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 98 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte
de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 191 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Buckingham

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 220 refondant la charte de la ville de Buckingham.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 220 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 246 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 246 sans l'amender.

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition de René Saint-Aubin est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice au tiers.

En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité recommande de prolonger au 22 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Cléophas et Mélina Saint-Aubin

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 255 relatif au contrat de mariage entre Cléophas Saint-Aubin et Mélina Saint-Aubin.

Adopté.

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 255 relatif au contrat de mariage entre Cléophas Saint-Aubin et Mélina Saint-Aubin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Serbian Orthodox Church-School

M. Johnson (Bagot) propose que le bill 171 constituant en corporation The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity ayant pour objet des fins d'une nature religieuse, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 24 modifiant la loi des mines de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est amendé dans le paragraphe 51c, page 2, en remplaçant aux sixième et septième lignes

les mots "profits nets résultant de cette exploitation" par les mots "profits résultant de cette exploitation, établis conformément aux articles 14 et 15", et en ajoutant à la dernière ligne de ce paragraphe, après les mots "payable à la Couronne" les mots "pour la même année financière";

2. Les articles suivants sont ajoutés comme articles 3 et 4 à la suite du paragraphe 51e:

"3. L'article 75 de ladite loi est modifié:

a. en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots "à cent milles ou plus d'un chemin de fer" par les mots "au nord du cinquantième degré de latitude septentrionale";

b. en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du dernier alinéa, les mots "à cent milles ou plus d'un chemin de fer" par les mots "au nord du cinquantième degré de latitude septentrionale";

c. en y retranchant tous les mots compris dans la douzième ligne et les lignes suivantes du dernier alinéa jusqu'à la fin de celui-ci.

"4. L'article 80 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, les mots "et de prospection géophysique" par les mots "de géophysique et d'autres recherches scientifiques".

3. L'article 3 devient l'article 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 28 modifiant l'article 79 de la loi des mines de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en substituant au paragraphe c le paragraphe suivant:

"c. en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa du paragraphe 4, les mots "cinquante centins" par les mots "vingt-cinq cents";

2. L'article suivant est inséré, comme article 3, à la suite de l'article 2:

"3. Les dispositions du paragraphe d de l'article 1 de la présente loi auront leur effet à compter du trente et un octobre 1955.";

3. L'article 3 devient l'article 4.

Projets de loi:

Loi des mines

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 24 modifiant la loi des mines de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des mines

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 28 modifiant l'article 79 de la loi des mines de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1955-1956 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 9 février courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Marquis (Québec-Est): En un temps de prospérité inconnue jusqu'ici, le gouvernement ne s'est pas intéressé à dégrever le champ des taxes provinciales, pour placer les contribuables sur un pied qui permette au moins la comparaison avec la province voisine. On a ainsi créé chez nous un climat nettement défavorable à l'industrie, comparativement à l'Ontario, comme l'a démontré le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl).

Les impôts trop lourds font que les industriels étrangers qui viennent s'établir au Canada évitent d'ouvrir leurs usines au Québec. Sur 92 industries nouvelles fondées au Canada depuis deux ans par les Européens, 12 seulement sont établies dans la province de Québec. Sur 72 entreprises américaines, une demi-douzaine seulement se sont établies chez nous. Il y a là de quoi rendre songeurs ceux que préoccupe l'intérêt de la province de Québec.

Comme bilan de l'administration de l'Union nationale, sous le présent gouvernement, la dette réelle a été augmentée de \$180,000,000, les taxes et les impôts ont été augmentés, et il y a dans notre province plus de chômeurs qu'ailleurs. Les déficits budgétaires se sont élevés à \$111,000,000.

Le chômage est le problème le plus important de l'heure; le gouvernement du Québec, comme celui d'Ottawa et des municipalités, a sa part de responsabilités. Le chômage relève de la juridiction

fédérale, mais il faudrait permettre à chaque père de famille de gagner son pain au lieu de jouer au ballon avec le chômeur. C'est le moment d'entreprendre des travaux publics qui seraient très utiles. Comme travaux à faire immédiatement, au Québec, il y a ceux de drainer la rivière Lairet qui est dommageable à la population de Limoilou et de Québec-Est.

Une autre cause du chômage, c'est la façon dont le gouvernement de Québec dispose des ressources naturelles. Il (M. Marquis) rappelle les fêtes qui ont marqué, à Philadelphie, l'an dernier, l'arrivée du premier cargo de fer de l'Ungava aux États-Unis. La population était contente parce que c'est la plus grande conquête pacifique des États-Unis. Cette conquête signifie aussi du travail pour les Américains et du chômage pour les travailleurs du Québec, qui auraient pu transformer le minerai, si le gouvernement n'avait pas été aussi pressé de le céder. Le minerai de fer de l'Ungava fait travailler les ouvriers des fonderies américaines et non canadiennes. Il déplore le peu de revenus que rapporte à la province l'exploitation de ses richesses naturelles.

Me permettez-vous d'attirer l'attention sur la situation étrange dans laquelle se trouvent certains collèges classiques dans la province? Le séminaire Saint-Alphonse dirigé par les Rédemptoristes à Sainte-Anne-de-Beaupré, le séminaire Saint-Antoine dirigé par les Capucins à Cap-Rouge et le séminaire de Chambly dirigé par les Oblats, tous affiliés à l'Université Laval, et qui ne reçoivent pas comme les autres les octrois du gouvernement à l'enseignement supérieur. Il (M. Marquis) réclame des subventions pour toutes les maisons d'enseignement classiques.

Québec ne possède pas encore son école des arts et métiers. Je serais heureux d'en avoir une dans mon comté mais, au point de vue de l'intérêt public, je n'ai pas d'objection, dit-il, à ce qu'on l'établisse dans Québec-Centre ou Saint-Sauveur, pourvu que la Vieille Capitale ne soit pas privée des avantages que peut offrir à la jeunesse une telle institution. Cette école servirait non seulement à Québec-Est, mais à tous les comtés de la ville, et le gouvernement devrait songer à réaliser cette promesse qu'il faisait en 1948 aux citoyens de Québec.

Il serait facile au gouvernement de se rendre aux demandes de Québec-Est et de la ville de Québec. Le gouvernement pourrait économiser des millions de dollars à pratiquer une saine économie aux items dépenses de voyage, \$23,383,974; frais de bureau, impressions, clavigraphes, machines comptables, \$55,975,872; publicité, \$60,000,000; octrois, \$700,428,099; contrats sans soumissions,

\$560,075,944, pour prendre soin de certaines déficiences sociales. Dans le cas des contrats, le moyen d'économiser, c'est de demander des soumissions publiques.

Croît-on que \$40 par mois pour une mère nécessiteuse et que quatre trente sous par mois par enfant soient convenables? En Ontario, on verse \$90 par mois à la mère et \$5 par enfant, sans compter une allocation de chauffage. Il (M. Marquis) se déclare également en faveur des allocations de maternité, de l'école gratuite et de la gratuité des livres.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)
s'élève contre le tableau injurieux que l'opposition a brossé du Québec.

Il y a quelque temps, dit-il, un député C.C.F. de la Colombie affirmait que la province de Québec était mûre pour le communisme². Venant d'un député de la lointaine Colombie-Britannique qui ne connaît la province que pour y avoir passé deux jours, cela pourrait être compréhensible. Il avait l'excuse de l'ignorance et des préjugés dans lesquels il a grandi. Mais, si noir soit-il, le tableau qu'il traçait de notre province est bien pâle à côté de celui que peignent depuis quelques jours ceux qui siègent à gauche de l'Orateur. Ce n'est pas tolérable dans la bouche d'hommes qui sont nés et ont passé leur vie dans la région. Ces propos deviennent incompréhensibles.

Dans tous leurs discours, jamais un mot qui soit plaisant pour la population du Québec. Jamais une constatation qui soit honnête. Nous avons seulement entendu parler de province arriérée, en banqueroute, de municipalités et de commissions scolaires en faillite, d'écoles construites à un prix trois ou quatre fois trop élevé, de populations ignorantes et illettrées, de citoyens qui se laissent mener comme du bétail par leur gouvernement, qui dépensent des centaines de millions de dollars pour l'achat de boisson alcoolique et qui négligent leurs écoles et l'éducation de leurs enfants, une province où les cultivateurs sont arriérés, où les richesses naturelles sont exploitées au profit des autres, de production minière à la baisse, d'absence de législation sociale.

Nos ouvriers seraient les plus mal payés, les plus ignorants, les plus taxés du pays. On nous a dit que nous allons à la révolution. Je ne peux pas croire qu'ils veulent dénigrer systématiquement leurs compatriotes; je pense plutôt qu'ils souffrent d'une espèce de maladie. Je demande au Seigneur de guérir ces gens-là le plus tôt possible de leur jaunisse³ politique qui fait qu'en plein soleil, ils marchent au milieu des ténèbres et qu'ils vivent au milieu de leurs compatriotes sans les aimer.

Si ce qu'ils disent était vrai, si la province de Québec était vraiment une terre de désolation, une terre qui meurt, nous verrions la population s'en aller vers les États-Unis ou vers les autres provinces, comme cela s'est vu pendant si longtemps au début du siècle sous les régimes libéraux qui forçaient nos compatriotes à s'exiler pour vivre. La province était pauvre, ses perspectives limitées, et sa population devait s'exiler pour vivre.

Mais ce n'est pas ce que nous voyons. Si la description odieuse que font de notre province les députés de l'opposition était vraie, on ne verrait pas les étrangers et la presse étrangère exprimer leur émerveillement devant ce qu'ils voient dans la province de Québec. Il n'y a que l'opposition qui voit noir. Comment ces gens-là peuvent-ils s'imaginer qu'ils vont gagner la confiance de leurs compatriotes en passant leur temps à les dénigrer et à les bafouer?

Qu'on ouvre les yeux. Qu'on fasse donc le tour de la province pour voir ce qui s'y passe! Sous l'Union nationale, le Québec est en plein essor. Le domaine national s'agrandit. Des régions hier désertes et improductives sont aujourd'hui bourdonnantes d'activités: l'Abitibi, les régions de Chibougamau et du lac Allard, la Côte-Nord, l'Ungava. Même chose pour la Gaspésie! Ce sont les routes ouvertes par le gouvernement actuel qui permettent cet essor. Partout il y a du renouveau. Partout nos richesses naturelles sont mises en valeur au bénéfice de la population de la province.

Le chef de l'opposition reproche au gouvernement actuel d'avoir perçu des recettes plus considérables que tous les gouvernements libéraux précédents. C'est vrai. Mais nous avons fait plus avec cet argent que ces mêmes gouvernements libéraux! Le régime actuel a fait tellement de choses en si peu de temps parce que si peu de choses ont été accomplies en tellement de temps⁴. Nous avons des œuvres à notre actif! Les jeunes trouvent des carrières dans leur province. Ils ne sont plus obligés de s'expatrier.

Au début du siècle, si tant de nos jeunes sont partis pour les verts pâturages des États-Unis, c'était à cause de l'incurie des autorités provinciales d'alors. Si aujourd'hui nous avons avec nous les quelques millions de nos frères qui peuplent maintenant la terre américaine, il n'y aurait pas de problème constitutionnel. Nous ne serions pas obligés de soutenir les luttes qui nous mettent actuellement aux prises avec Ottawa. Il n'y aurait même plus de querelle fiscale. Notre force et notre nombre le règleraient tout seul. L'incurie de la politique libérale a appauvri notre province de ce qu'elle avait de plus précieux, le capital humain.

Mais aujourd'hui, nos jeunes ne sont plus obligés de s'adresser aux États-Unis pour trouver du travail. C'est par centaines et par milliers qu'on compte les nouveaux emplois dans la province de Québec dans des industries venues s'établir chez nous grâce à la politique du gouvernement.

Les députés de l'Union nationale tapent sur leur bureau en signe d'approbation.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

On nous reproche de parler du passé. Nous sommes à l'aise pour parler du passé, du présent et de l'avenir. Nous nous efforçons d'être le lien entre le passé et l'avenir. Personne de ce côté-ci de la Chambre n'a honte de regarder son passé. Il y a par contre des gens - et cela se comprend - qui n'aiment pas regarder leur passé, un passé qui prend couleur de conscience gênante. S'il y a des gens de l'autre côté qui sont gênés de regarder leur passé, il n'y en a pas de ce côté-ci. L'Union nationale prépare à la province un avenir brillant.

Le chef de l'opposition demande des réductions de taxes d'un côté, et plus de mesures de bien-être social de l'autre. La vérité, c'est que les libéraux qui sont arrivés au pouvoir avant le début du siècle n'ont pas institué une seule mesure de bien-être social en 40 ans.

L'opposition se complaint à se dire le parti de la justice sociale et à réclamer une législation sociale. Où ça? Quand ça? Comment ça? Elle est comme le sourd qui refusait d'apprendre la musique avant de perdre l'ouïe et qui, après l'avoir perdue, accuse tout le monde de fausser. Comment l'opposition peut-elle décemment revendiquer le titre de parti de la justice sociale? De toutes les lois sociales en vigueur actuellement dans la province, il n'y en a pas une seule qui ait été votée sous un gouvernement libéral. Comment se fait-il qu'il n'ait, pendant qu'il était au pouvoir, adopté aucune loi sociale, que toute la législation sociale du Québec, sans exception soit l'œuvre de l'Union nationale?

Les pensions de vieillesse pour les personnes âgées de 65 à 70 ans ont été votées en 1951 et appliquées le 1^{er} janvier 1952. C'est l'Union nationale qui a commencé à verser des pensions aux mères nécessiteuses en 1937; des pensions sont versées aux aveugles également depuis 1937 grâce à l'Union nationale; et c'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui a voté les pensions des invalides au début de la présente session. Si l'on n'a pas fait de législation sociale dans le passé, ce ne sont pas les occasions qui ont manqué aux gouvernements

libéraux de passer des lois sociales. En 1927, quand la loi fédérale des pensions de vieillesse a été votée, et appliquée dans les provinces qui consentaient à payer 50 %, est-ce que le gouvernement libéral provincial s'en est prévalu? Non. En 1931, la part d'Ottawa a été portée de 50 % à 75 %. En a-t-on profité dans le Québec? Pas du tout.

(Regardant l'opposition) Il est extraordinaire comme ces gens-là sont généreux quand ils n'ont pas le portefeuille. S'ils avaient voté les pensions de vieillesse en 1927, les vieillards du Québec auraient reçu, de 1927 à 1936, \$60,000,000 du gouvernement fédéral. Avec la contribution provinciale, le montant total versé aurait été de \$80,000,000.

Il passe en revue le domaine de la santé pour montrer, chiffres à l'appui, que jamais on a tant fait pour non seulement la guérison des maladies, mais pour la sauvegarde et la préservation de la santé. Plus de 20 % du budget actuel est consacré à la santé. Toutefois, dit-il, je ne veux pas passer en revue tous les ministères: leurs titulaires le feront, je vais me limiter au mien.

De 1936 à 1951, quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir, par contre, les vieillards de la province ont reçu des pensions qui se sont élevées à \$247,000,000. La pension de vieillesse pour les personnes âgées de 65 à 70 ans existe depuis le 1^{er} janvier 1952. Au 31 décembre 1954, \$40,688,749 ont été distribués aux personnes de cet âge au Québec. De 1937 à la fin de 1954, grâce à la pension des aveugles, 7,500 de ces derniers ont reçu \$16,814,491. De 1937 à 1954, 45,000 familles et 121,315 enfants ont bénéficié de la loi des mères nécessiteuses qui leur a rapporté \$73,771,219. Le montant total des allocations sociales payées dans la province, grâce à l'Union nationale, se chiffre à \$378,420,459. Pas un sou n'a été distribué grâce aux libéraux!

Quand les libéraux sont revenus au pouvoir en 1939, en ont-ils profité pour augmenter les allocations aux mères nécessiteuses? Non. Ils les ont au contraire diminuées de \$40 à \$26 par mois, en février 1940. À part tous les bénéfices sociaux distribués ainsi directement par le gouvernement de l'Union nationale, il y a des agences sociales qui, avec des subsides provenant en partie du gouvernement, distribuent chaque année de \$12,000,000 à \$15,000,000. En résumé, nous faisons plus dans Québec, au point de vue social, que dans n'importe quelle autre province du Canada.

Et ce ne sont pas les seules mesures sociales édictées par le gouvernement actuel. Le prêt agricole, l'électrification rurale, les contributions décuplées au

fonds d'assistance publique, les constructions et l'agrandissement des hôpitaux, d'écoles et d'hôpitaux, l'aide aux universités, l'aide à l'habitation, la défense de l'autonomie sont également, à un point de vue différent, des œuvres sociales.

Et la défense de l'autonomie provinciale n'est pas la plus belle des mesures sociales jamais prises par le présent gouvernement? L'aide aux universités et à l'éducation sont également des mesures sociales. Dans ce domaine, le gouvernement ne craint pas le jugement du peuple de la province de Québec, car ce peuple a reçu de son gouvernement plus que le gouvernement de n'importe quelle autre province n'ait jamais donné à ses administrés. Le jugement sera favorable au gouvernement de l'Union nationale, car celui qui n'a jamais rien fait dans le passé n'offre pas de garanties qu'il fera mieux dans l'avenir.

L'enseignement spécialisé a été organisé par le gouvernement, dit-il, pour aider aux jeunes à prendre les premières places dans l'industrie de chez nous. Il compare deux périodes de l'histoire de notre province: premièrement, la période d'avant 1944 qui fut l'année du retour au pouvoir de l'Union nationale, et deuxièmement, la période qui s'étend surtout de 1946 à nos jours.

De 1907 à 1946, le bilan s'est terminé à quelques efforts isolés qui ont donné naissance à quatre écoles techniques subventionnées par la province, à quelques centres d'initiation artisanale mal équipés et mal logés et à trois institutions offrant un enseignement propre à des domaines particuliers de l'industrie. Toutes ces institutions avaient des budgets insuffisants, des équipements hétéroclites, des locaux de fortune. Il y avait manque d'uniformité dans l'enseignement et d'équivalence dans les diplômes. En 1946, le chef de l'Union nationale crée le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, avec mission principale d'aider aux jeunes et de leur fournir les outils nécessaires à l'établissement d'une carrière fructueuse.

En huit ans et demi seulement, les quelques centres d'initiation artisanale sont devenus 35 écoles d'arts et métiers répartis dans tous les coins de la province, en plus de former des ouvriers spécialisés en deux ans; elles offrent les deux ou les trois premières années du cours technique. Les quatre écoles techniques sont devenues huit, entièrement supportées par la province et ce chiffre est bien en dessous de la réalité puisque, comme je viens de le souligner, les deux ou trois premières années du cours technique se trouvent à la portée de presque toutes les régions dotées d'une école d'arts et métiers: le cours technique, d'une durée de quatre

ans, prépare aux fonctions supérieures de l'industrie. Enfin, le ministère maintient douze écoles spéciales dont plusieurs possèdent une réputation internationale.

En tout, 53 écoles où les jeunes peuvent acquérir, dans les techniques et les métiers de l'industrie, un diplôme ou un certificat qui constitue la clef d'une situation. Et ce chiffre ne comprend pas les écoles ménagères ouvertes à l'intention de jeunes filles provenant des milieux ruraux. Ces écoles techniques, spéciales ou d'arts et métiers sont dirigées par un personnel de choix, munies d'un outillage moderne et installées pour la plupart dans des édifices spacieux conçus pour les fins qu'ils servent. Ce souci d'assurer aux élèves le confort et les moyens matériels nécessaires à la diffusion de cette formation technique est toujours présent à l'esprit du ministère.

C'est ainsi que l'on procède présentement à la construction, à Montréal, d'un nouvel immeuble dans lequel logera l'École des arts graphiques, et cette institution deviendra la seule école, sur le continent nord-américain, où tous les métiers et techniques des arts graphiques s'enseigneront sous un même toit. L'École de l'automobile, également à Montréal, subit actuellement des travaux de réaménagement et de construction qui portera l'étendue de ses ateliers à 75,000 pieds carrés comparativement aux 21,000 pieds actuels. Le ministère vient également de faire procéder à l'agrandissement de l'École des textiles de la province de Québec, située à Saint-Hyacinthe, agrandissement qui double la superficie des ateliers et qui fait de ce centre de formation l'un des plus complets en son genre dans notre hémisphère.

L'École de papeterie de la province de Québec, située à Trois-Rivières et qui, avec son usine à l'échelle réduite, a représenté l'immobilisation de près de deux millions de dollars, est la mieux outillée au monde. L'École de marine, installée à Rimouski, est la seule au Canada à posséder son propre vaisseau d'entraînement. L'École technique de Montréal est la plus importante institution de ce genre dans tout le Commonwealth des nations britanniques, tant par son outillage que par le nombre de ses élèves. On le voit, la province de Québec a effectué des pas de géant depuis huit ans et demi. À elles seules, les écoles relevant du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse enseignent quelque 70³ spécialités ou techniques, et ce, aux cours du jour seulement, le nombre des disciplines enseignées aux cours du soir est beaucoup plus considérable.

Les plus récentes statistiques pour une année scolaire complète démontraient la présence, dans ces écoles, de plus de 10,000 élèves aux cours du jour, et de plus de 17,000 élèves aux cours du soir. Si on y ajoute les jeunes inscrits à de nombreux cours spéciaux, l'ensemble représente un total de près de 30,000 jeunes du Québec acquérant au même moment des connaissances leur assurant la maîtrise d'un métier ou d'une technique ou un précieux perfectionnement des connaissances déjà acquises. Ils y apprennent un métier ou viennent y chercher un complément à leurs connaissances. En plus, 2,000⁶ jeunes gens suivent des cours de culture populaire, qui leur donnent une formation dans les domaines les plus variés.

La Direction générale des études a de plus assuré l'uniformisation de l'enseignement et l'équivalence des diplômes, assurant par exemple au diplôme de l'école de Lauzon les mêmes connaissances et le même organisme que celui de Saint-Jérôme. On a créé un service d'orientation, qui dirige les élèves dans le choix d'un métier, un service de placement, qui assure aux diplômés un emploi dans l'industrie, un Office des cours par correspondance, qui a produit près de 100 manuels techniques en français, dont plusieurs ont été traduits en anglais.

On a donné aux jeunes gens peu fortunés les écoles et les professeurs nécessaires, il fallait alors leur donner les moyens de suivre les cours. C'est pourquoi nous avons institué le système de bourses le plus parfait qui soit auquel je ne connais d'égal nulle part au Canada et même dans le monde. Sous le régime libéral, ces prétendus champions de l'éducation pour tous, la province a donné, en 1940-1941, 60 bourses d'une valeur totale de \$9,000. Sous l'Union nationale, pour l'année courante, notre gouvernement a accordé 8,200 bourses, soit une augmentation de 13,600 %, pour un montant total de \$1,300,000, ce qui représente une autre augmentation de 14,444 % pour le montant donné.

Nous réalisons qu'il reste beaucoup à faire mais nous sommes étonnés, cependant, que les libéraux, qui ont été longtemps au pouvoir, aient si peu fait alors que nous, qui avons été peu de temps au pouvoir, avons tellement fait... On se demande comment il est possible que les successeurs de ceux qui ont failli à leur devoir, prennent un malin plaisir à dénigrer ceux qui font envers le peuple de toute la province, sans tenir compte de la politique de chacun, tout leur devoir. Le chef de l'opposition voudrait baisser les taxes et faire deux fois mieux que nous? Je ne le crois pas. Ça ne se peut pas.

Il est curieux, également, que ce soient les étrangers qui remarquent tout ce qui s'accomplit dans la province. J'ai reçu, du moins en ce qui concerne mon département, de nombreux témoignages d'admiration sur notre enseignement spécialisé, des témoignages qui viennent d'aussi loin que de l'Iran, la Grèce, de Formose, de la France, de l'Inde, de l'Italie, de l'Afrique du Sud, de la Suisse et du Japon au sujet de l'excellence de nos écoles spécialisées. Plusieurs gouvernements étrangers sont venus dans le Québec chercher des professeurs comme MM. Albert Landry et Marie-Louis Carrier pour établir cet enseignement chez eux. Ils ne sont pas venus puiser leur inspiration en Alberta ni en Ontario, ni même aux États-Unis, mais dans notre province de Québec, si mal organisée d'après l'opposition. Ces gens-là seraient-ils tous fous?

Il reste beaucoup à faire, mais nous étions partis de rien. Il est regrettable cependant que ce soient les étrangers qui remarquent ce qui s'accomplit dans la province et que les fils de cette province s'acharnent à la diminuer dans un but de mesquine politique. Tout le monde, sauf l'opposition, aperçoit pour notre province un avenir merveilleux. Peut-être que l'opposition n'est pas heureuse parce que la population du Québec est satisfaite et qu'ils savent que cela signifie qu'ils ne reviendront pas au pouvoir avant longtemps. Je dois ajouter que les citoyens de la province de Québec qui ont du cœur reconnaissent ce que le gouvernement actuel fait pour eux. Or, j'aime mieux le témoignage de ces gens et de celui des étrangers que le témoignage de l'opposition, qui est en mal de pouvoir.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)⁷ se fait le porte-parole de la minorité irlando-catholique pour remercier le premier ministre qui, par sa sage administration, a mérité pour sa province le titre de "dynamo de la nation". Il a des paroles élogieuses pour le ministre des Ressources hydrauliques (M. Bourque). Le développement de nos richesses naturelles a contribué, dit-il, à faire du Canada une puissance mondiale au service de la paix et du christianisme. Il est regrettable que l'on s'acharne en certains milieux à critiquer violemment le premier ministre de cette province qui a fait plus que quiconque pour les Canadiens français et les groupes minoritaires, et qui s'est révélé le plus grand homme d'État canadien-français qu'ait connu la province.

Il ne peut comprendre l'attitude de certains députés libéraux qui critiquent constamment le Québec et placent l'Ontario sous un meilleur angle. Je commence à penser que ces députés préféreraient habiter en Ontario plutôt que dans leur province

natale. Il loue le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) qui a eu le courage d'exprimer sa gratitude au solliciteur général de la province et aux autres ministres pour leur coopération.

Il (M. Hanley) aborde le problème des relations fédérales-provinciales en matière d'impôt. Je crois, dit-il, que si les gens de cette province en avaient l'occasion, ils voudraient féliciter personnellement le premier ministre de son attitude à la fois ferme et conciliante à l'endroit d'Ottawa. Le plus gros problème auquel la Législature a été confrontée, c'est l'adoption d'une loi instaurant la double taxation dans la province. Mais le premier ministre a bénéficié du soutien de toute la population et il pourra le prouver à la première occasion que les électeurs lui fourniront. Le premier ministre du Québec a pris sur lui de téléphoner au chef du gouvernement fédéral et il a consenti, dans un geste de bonne entente, à supprimer du préambule de sa loi un mot qui pouvait choquer les sentiments d'Ottawa. Il a accompli un geste de bonne entente dont toute la population du Canada devrait lui être reconnaissante.

Sa fermeté et sa compréhension auront valu des revenus additionnels de quelque \$20,000,000⁸ au Trésor provincial. Et son attitude aura arraché au fédéral une concession jamais faite auparavant, une concession qui vaut pour toutes les provinces. Le premier ministre a pavé la voie de la bataille pour les droits de la province. Les premiers ministres des neuf autres provinces se tourneront à l'avenir vers le Québec pour leur donner l'exemple. Il approuve entièrement le gouvernement de Québec de se refuser à accepter les mêmes bases d'exemption que celles de l'impôt fédéral. Les bases d'exemption adoptées par la Législature provinciale, dit-il, respectent le caractère particulier de cette province.

Il cite les chiffres du Bureau fédéral de la statistique pour souligner la croissance industrielle et économique de la province, croissance qu'il attribue pour une large part à la politique du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu). Il est faux de dire, comme l'affirmait le député libéral de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que l'industrie évite notre province pour s'établir ailleurs. Il tient également, à titre de représentant de la minorité de langue anglaise de cette province, à proclamer le généreux traitement accordé, au point de vue de l'éducation, par le gouvernement de la province. Il cite, en particulier, M. Cyril James, principal de l'Université McGill, qui déclarait récemment, en parlant du premier ministre, qu'il avait été le grand promoteur de l'essor connu par l'éducation chez l'élément anglais de la population.

Un député de l'opposition a prétendu que le manque d'initiative de la part du gouvernement était responsable de l'existence de 200,000 taudis⁹. Il ne faudrait tout de même pas oublier que le gouvernement a consacré quelque \$60,000,000 au chapitre de l'aide à l'habitation et qu'une bonne partie de ces montants a profité à la métropole. Il ne faudrait pas oublier non plus que le premier ministre actuel a été le premier à approuver le programme d'élimination des taudis à Montréal, après une étude d'une demi-heure alors que la réponse d'Ottawa se fait encore attendre.

À entendre les députés de l'opposition, la situation ouvrière ne serait guère rose dans la province. Et pourtant les ouvriers eux-mêmes reconnaissent le dévouement et l'intérêt que manifestent à leur endroit et le premier ministre et le ministre du Travail. Tous deux ont toujours travaillé au véritable bien-être de la classe ouvrière. Le gouvernement actuel travaille sincèrement pour le bien des ouvriers, à qui l'expansion industrielle de la province a valu 30,000 emplois additionnels.

Je remercie le gouvernement de l'attention qu'il apporte au grave problème de la circulation aux abords de l'île de Montréal et à l'aide généreuse qu'il accorde à la métropole dans bien des domaines. Encore récemment, le premier ministre a promis une substantielle contribution à l'érection d'un centre civique à Montréal. Il a été premier, dans la province, à offrir une aide économique à cette fin, aide qui entend s'élever à \$1,000,000 ou même davantage. C'est pourquoi, tant pour souligner cette aide particulière que celle qu'il a apportée à la métropole en général, l'on devrait appeler l'édifice à venir "Le Centre civique Duplessis". Ce serait là un magnifique monument. L'honorable premier ministre a donné toute sa vie à la province et le peuple devrait lui ériger un monument non pas après sa mort, mais tout de suite, pendant qu'il est encore avec nous.

Je n'ai pas encore décidé si je solliciterai un renouvellement de mandat aux prochaines élections. J'ai toujours payé de ma poche mes dépenses d'élection. Mais je dois dire que j'ai hautement apprécié l'orientation reçue ici depuis 1948. Dans la vie canadienne, Sir Wilfrid Laurier a été un grand homme d'État, mais je crois que le premier ministre actuel du Québec le surpasse de beaucoup et il est, au fait, le plus grand chef que le Canada français n'ait jamais eu.

Je rends particulièrement hommage à la bienveillance dont il a toujours fait preuve à l'endroit des minorités, qu'elles soient catholiques ou protestantes. Je serai fier de déclarer que j'ai siégé ici

en cette Chambre avec le meilleur politicien canadien français.

M. Roche (Chambly) félicite le ministre des Finances (M. Gagnon) de la clarté de son discours qui a donné des affaires de la province de Québec un aperçu bien vivant et bien complet. Ce discours, dit-il, était centré sur la question primordiale de l'heure: nos relations fiscales avec le gouvernement central. Puis, il signale l'accueil particulièrement favorable qui a accueilli ce discours dans la presse française comme anglaise. Toute la presse a mis particulièrement en valeur la préoccupation du gouvernement de défrayer le coût de la plus grande partie des déboursés de quelque nature qu'ils soient à même les recettes de l'année en cours. Il ressort donc en résumé du discours du ministre des Finances que la dette de la province se trouve actuellement inférieure à ce qu'elle était il y a 10 ans et qu'elle a même diminué de près de \$29,000,000¹⁰ depuis cette date. Divers journaux, dont *Le Soleil*, journal libéral, félicitent le gouvernement de sa gestion financière.

Il retrace brièvement la carrière du ministre actuel des Finances de la province et affirme que le patriotisme et les vertus civiques ont justement désigné pour être le bras droit du premier ministre. Au sujet des anniversaires dont se moque le chef de l'opposition, il y a 20 ans, cette année, avait lieu l'enquête des comptes publics qui conduisit au renversement du gouvernement libéral. Le chef de l'opposition prétendait, à Ottawa, n'être pas un spécialiste des questions financières. Ce qu'il disait en 1945 est encore vrai aujourd'hui: son discours de mardi le prouve.

Au sujet du manque de détails dont se plaint le chef de l'opposition, l'ancien auditeur de la province, M. Dolbec, dont le chef de l'opposition a toujours aimé à invoquer l'opinion quand il veut prendre le gouvernement en faute, M. Dolbec lui-même insiste sur le fait qu'il faut réduire les détails dans les *Comptes publics* dans le but d'alléger le texte et de rendre et les références ordinaires plus faciles. Le gouvernement ne fait donc que suivre les conseils de l'auditeur.

À Québec, on ne donne pas de détails pour les dépenses inférieures à \$1,000. À Ottawa, le manque de détails va jusqu'à \$10,000 en général et jusqu'à \$25,000 dans le cas du ministère de la Défense nationale. Le manque de détails se totalise à des centaines de millions. Quant à l'Ontario, dont les obligations et la dette dépassent le milliard, on ne donne pas les salaires d'au-dessous de \$3,600. Au Québec, on ne va pas si loin que cela.

Quant à la dette de la province, le chef de l'opposition a embrouillé une chose claire en en parlant comme il l'a fait. Il vaut mieux s'en tenir aux expressions employées par l'auditeur de la province plutôt qu'à celles du chef de l'opposition. Il (M. Lapalme) a parlé de "dette nette, engagements de la province, solde constituant la dette nette, dépenses imputables au fonds d'amortissement, dette totale"...etc. Une analyse simple de la situation montre que la dette nette de la province n'est que de \$280,000,000. En réalité, il n'y a que la dette nette, la dette exigible et la dette consolidée tel que l'exprime le rapport de l'auditeur. La dette nette comprend tout ce que doit la province: déduction de ses comptes à recevoir et de son actif liquide. La dette exigible comprend les comptes courants à payer, tels que les dépôts judiciaires, remboursables sur demande, et les comptes des fournisseurs qui sont payés régulièrement; la dette consolidée signifie la somme totale des emprunts contractés sous forme d'obligations.

Les chiffres du chef de l'opposition ne reflètent pas la véritable situation. Il est faux de dire que la dette a été augmentée de \$647,799. Cette somme n'est qu'un placement de la province pour faire face à ses obligations futures. C'est même globalement une économie de \$12,714,216 pour 1954 mis de côté pour le remboursement au moyen de versements au fonds d'amortissement. Je me demande où le chef de l'opposition a puisé son chiffre de 14.75 % qu'il cite comme celui d'intérêt sur la dette. Dans l'ensemble, l'intérêt, en se rapportant aux *Comptes publics*, est de 3.31 %.

Il (M. Roche) veut ensuite dissiper la confusion qui peut se créer entre la dette consolidée, qui représente le montant des obligations en cours, moins les fonds d'amortissement, et la dette nette, qui tient compte de la dette exigible d'une part et, d'autre part, des créances dues à la province. Pour l'année fiscale 1953-1954, la dette consolidée est de \$363,000,000¹¹ et la dette nette de \$280,000,000¹² seulement. En ce qui concerne le service total de la dette pour cette année 1953-1954, qui se chiffre à \$26,000,000, environ, cette somme comprend \$12,714,215, mis de côté pour le remboursement de la dette au moyen de versements aux fonds d'amortissement.

Le ministre des Finances a organisé l'an dernier un service d'examen pour l'obtention du permis de conduire: durant la première année, 140,694 examens ont été passés. De plus, la coopération du ministère des Finances avec le solliciteur général a eu pour résultat une diminution considérable des accidents, avec le résultat que les

compagnies d'assurance ont annoncé des réductions de taux des polices d'assurance contre les accidents qui ont baissé de 5 % à 25 %. Cette politique du ministre des Finances a valu au gouvernement des éloges très mérités. Les journaux ontariens ont fait des pressions auprès de leur gouvernement pour que l'Ontario adopte un système semblable à celui de la province de Québec. Je félicite le ministre des Finances d'avoir donné un compte rendu fouillé de l'économie de la province.

Il (M. Roche) signale aussi l'organisation des services de la perception de l'impôt provincial. Malgré tout ce que l'opposition peut faire pour tâcher de prouver que la province est en face de déficits, dit-il, ce qui doit compter, c'est la réalité. Pendant que le chef de l'opposition critique l'état financier de la province, un extrait du *Financial Post* (il le cite) démontre que la situation financière de notre province est des plus solides et des meilleures qui soient. J'aime autant cette opinion impartiale que celle que peut inspirer la politique partisane. Ces commentaires réduisent à néant les efforts du chef de l'opposition pour déprécier une administration à qui l'on doit pleinement d'avoir placé la province au niveau social et économique insurpassé auquel elle se trouve.

Au sujet des relations fédérales-provinciales, le chef de l'opposition n'a pas formulé d'opinion précise. Il s'est contenté de rappeler un discours prononcé à Ottawa par le ministre des Finances en 1953: Il eût pourtant été intéressant d'apprendre ce qu'un chef de parti pense de la question. On sait qu'il est lié par une foule de liens politiques, mais il me semble que cette question primordiale aurait dû être traitée autrement que par allusions. Nous ne savons pas plus qu'avant la position du Parti libéral provincial en matière d'impôt direct. De la part du chef d'un parti qui voudrait assumer la responsabilité de gouverner la province, la chose est plutôt incompréhensible.

M. Marquis (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Ledoux), que le débat soit suspendu pour être repris au cours de la présente séance.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 26 constituant le district judiciaire de Mégantic;
- bill 232 concernant la succession de Benjamin Drolet et de dame Rosanna Gauvreau;
- bill 43 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 187 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la suite du préambule comme articles 1, 2 et 3:

"1. L'article 2 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est remplacé par le suivant:

"2. Le chapitre 233 des Statuts refondus de Québec, 1941, étant la loi des cités et villes, ainsi que toutes refontes et tous amendements subséquents d'icelui, s'appliqueront à la cité de Sherbrooke et formeront partie de sa charte, excepté dans les cas où la présente loi contiendra des dispositions incompatibles avec ce chapitre et ses refontes et amendements.

Les dispositions du présent article sont et ont toujours été en vigueur pour la cité de Sherbrooke depuis le 20 mars 1941."

"2. L'article 10 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est remplacé par le suivant:

"10. Les échevins actuels ou leurs remplaçants resteront en fonction jusqu'à l'époque où ils sortiront de charge conformément au système d'élection par rotation tel qu'établi par l'article 13 de la loi 2 George V, chapitre 58, et en vigueur lors de la refonte de la charte de la cité par la loi 1 George VI, chapitre 105.

Nonobstant l'article 3 de la loi 1 George VI, chapitre 105, les dispositions du présent article sont et ont toujours été en vigueur depuis le vingtième jour de mai mil neuf cent trente-sept."

"3. L'article 15 de la loi 1 George VI, chapitre 105, est remplacé par le suivant:

"15. Entre le 1er et le 10 mars de chaque année, le greffier doit préparer, pour chaque quartier, une liste des électeurs qualifiés pour voter aux élections municipales."

2. L'article 1, devenu l'article 4, est amendé dans le paragraphe 173, à la septième ligne de la page 2, en remplaçant le mot "concorde" par le mot: "coïncide";

3. Les articles 2 et 3 deviennent les articles 5 et 6;

4. À la suite de l'article 3, devenu article 6, ce qui suit est ajouté comme article 7:

"7. La loi 1 George VI, chapitre 105, est amendée en ajoutant, après l'article 49, le suivant:

"49a. La cité pourra, selon qu'elle le jugera à propos, vendre, fournir ou distribuer le gaz, soit dans des cylindres, soit par le moyen de tuyaux souterrains; elle aura également le droit de vendre du gaz aux commerçants.

Le présent article s'applique à tout gaz de chauffage actuellement en usage ou qui pourrait lui être substitué."

5. Les articles 4, 5, 6 et 7 deviennent les articles 8, 9, 10 et 11;

6. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 7, devenu l'article 11, comme articles 12 et 13:

"12. Le trésorier de la cité est autorisé à retirer le montant de treize mille dollars (\$13,000.00) et les intérêts accumulés, provenant du fonds du centenaire de la cité de Sherbrooke pour la construction d'une bibliothèque municipale, et à l'employer pour les besoins de la bibliothèque municipale établie en vertu du réglementaire numéro 825 de la cité de Sherbrooke.

"13. Le défaut d'observation du paragraphe 4 de l'article 2 de la loi des dettes et des emprunts municipaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 217) et de l'article 583 de la loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), ne peut pas être invoqué comme motif de nullité du règlement numéro 835 de la cité de Sherbrooke."

7. L'article 8 devient l'article 14.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 212 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le paragraphe 5 de l'article 2 est amendé dans la version anglaise seulement.

2. L'article 9 est amendé dans le paragraphe 23b, à la septième ligne, en remplaçant les mots "le premier mercredi" par les mots "le dernier mercredi".

Projets de loi:

Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 212 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 187 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture.

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

22 Loi concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels;

23 Loi modifiant la loi du ministère des Finances;

24 Loi modifiant la loi des mines de Québec;

26 Loi constituant le district judiciaire de Mégantic;

27 Loi modifiant la loi concernant la preuve photographique de certains documents;

28 Loi modifiant l'article 79 de la loi des mines de Québec;

29 Loi pour faciliter l'expédition des affaires judiciaires;

30 Loi établissant le district judiciaire de Hauterive;

31 Loi constituant la division d'enregistrement de Sept-Îles;

32 Loi concernant l'école polytechnique de Montréal;

33 Loi modifiant le Code de procédure civile;

34 Loi relative aux problèmes de la voirie provinciale;

35 Loi concernant la ville de Mégantic, dans le district électoral de Frontenac;

36 Loi modifiant la loi de la chasse;

37 Loi modifiant la loi des cités et villes;

38 Loi modifiant le Code municipal;

39 Loi concernant la loi des parcs nationaux;

41 Loi concernant la révision du Code civil;

42 Loi modifiant le préambule de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;

43 Loi modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;

102 Loi concernant la ville de Lachute;

116 Loi changeant le nom de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel;

126 Loi concernant la succession de Romain Joron;

127 Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield;

128 Loi modifiant la charte de la cité de Westmount;

130 Loi érigeant la municipalité scolaire du village de Chute-aux-Outardes;

131 Loi constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis;

132 Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis;

133 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Stanley A. Bardecki à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec;

134 Loi modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;

135 Loi modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides;

136 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;

137 Loi conférant aux président et syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, certains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique;

139 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

140 Loi constituant en corporation le Collège Marie-de-l'Incarnation;

141 Loi constituant en corporation le Collège Jésus-Marie d'Outremont;

142 Loi constituant en corporation le Collège Basile-Moreau;

143 Loi constituant en corporation le Collège Marie-Anne;

144 Loi constituant en corporation le Collège Marguerite-Bourgeoys;

145 Loi constituant en corporation le Collège Jésus-Marie de Sillery;

146 Loi constituant en corporation le Collège Saint-Maurice;

147 Loi constituant en corporation le Collège Angèle-Mérici;

148 Loi constituant en corporation le Collège Notre-Dame de Bellevue;

149 Loi constituant en corporation le Collège du Bon-Pasteur;

150 Loi constituant en corporation le Collège Notre-Dame-de-l'Assomption;

156 Loi constituant en corporation de ville le village de Macamic;

158 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;

159 Loi concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Saint-Laurent, de La Présentation-de-la-Sainte-Vierge et de Côte-Saint-Luc;

161 Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski;

162 Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières;

164 Loi étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, diocèse de Joliette;

166 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;

167 Loi concernant l'Aluminium Company of Canada Limited et la ville de La Tuque;

170 Loi concernant la ville de Murdochville;

172 Loi concernant le titre de Gérald Legault à la propriété d'un immeuble dans la paroisse de Pointe-Claire;

173 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine;

175 Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park;

176 Loi modifiant la charte de la ville de Mackayville et lui accordant certains pouvoirs;

178 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

179 Loi modifiant la charte de la ville de Dorval;

180 Loi modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;

181 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos;

182 Loi changeant le nom de l'Association de la communauté d'Asbestos (Asbestos Community Association) en celui de Centre récréatif d'Asbestos (Asbestos Recreation Centre) et accordant une exemption de taxes à cette corporation de même qu'à l'Association athlétique amateur d'Asbestos;

186 Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

189 Loi modifiant la loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby;

190 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel;

192 Loi constituant en corporation de ville la corporation de la Petite-Rivière, comté de Québec;

193 Loi concernant la succession de feu J.-Émile Dubreuil;

195 Loi constituant en corporation de ville le village de Plessisville, comté de Mégantic;

196 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières et concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;

197 Loi changeant le nom de Mabel Webber en celui de Mabel Webber Daniel;

198 Loi confirmant le titre de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy à un certain immeuble de Saint-Martin, comté de Laval;

199 Loi constituant en corporation la congrégation du Très Saint-Sacrement;

200 Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;

201 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean;

205 Loi modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy;

206 Loi modifiant la charte de La ville d'Alma;

207 Loi concernant la congrégation des petites filles de Saint-Joseph;

208 Loi concernant La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie;

209 Loi modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame;

210 Loi concernant la ville de Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd;

211 Loi constituant en corporation le Collège du Sacré-Cœur;

212 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;

213 Loi concernant le testament d'Arthur Bouvier;

215 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

216 Loi modifiant la charte de la ville de Sept-Îles;

217 Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

219 Loi concernant L'Institut Albert Prévost;

223 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;

224 Loi modifiant la charte de la ville de Courville

225 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette;

226 Loi accordant à la corporation du comté de Charlevoix-Est et à la corporation du comté de Charlevoix-Ouest certains pouvoirs pour construire et opérer un aéroport;

228 Loi autorisant la ville de Mistassini à imposer une taxe de vente;

229 Loi modifiant la charte de la ville de Beauport;

230 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny et la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny;

231 Loi concernant la ville d'Acton Vale et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Acton Vale, dans le comté de Bagot;

232 Loi concernant la succession de Benjamin Drolet et de dame Rosanna Gauvreau;

233 Loi modifiant la charte de la corporation du village de Bois-des-Filion;

234 Loi modifiant la charte et définissant les pouvoirs de Le Club Shawinigan;

235 Loi modifiant la loi médicale de Québec;

237 Loi concernant le droit d'expropriation par Québec-Téléphone et la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée;

238 Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi et concernant la municipalité du canton de Chicoutimi;

239 Loi concernant The Children's Memorial Hospital;

240 Loi concernant la Commission de transport de Montréal;

241 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi;

242 Loi concernant la Commission métropolitaine de Montréal;

244 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1955-1956 (suite)

La Chambre reprend le débat suspendu au cours de la présente séance, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 10 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi du Barreau

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des dentistes

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cléophas et Mélina Saint-Aubin

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 255 relatif au contrat de mariage entre Cléophas Saint-Aubin et Mélina Saint-Aubin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1955-1956 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la séance précédente, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le chef de l'opposition a prouvé que le surplus annoncé par l'honorable ministre des Finances n'était en réalité que du camouflage, puisqu'il s'agissait en fait du troisième déficit consécutif. Le chef de l'opposition s'est révélé un expert financier de première force. C'est le meilleur discours sur le sujet que j'ai entendu depuis que je siège à Québec. Je suis surpris que les députés ministériels n'aient pas répondu au discours du chef de l'opposition. Les gens d'en face auraient pu répondre. Ils ont eu le temps de se préparer, mais ils n'avaient pas en main les chiffres du chef de l'opposition. Ils n'ont pas trouvé un seul cas où le chef de l'opposition n'a pas dit la vérité, dans son fameux discours qui restera historique.

Nous avons entendu cet après-midi les premiers coups de canon, avec le sauveur, l'inévitable ministre de la Jeunesse. Je vais d'abord répondre au député de Chambly. En citant le texte du

chef de l'opposition, le député de Chambly a dit qu'il allait rétablir les faits. Jamais un gouvernement n'a été aussi bien servi, on lui a remis le texte du chef de l'opposition avec un index. Cela ne s'est pas vu depuis la Confédération! Et, en deux jours, tous ensemble, ils n'ont pas encore trouvé le moyen de contredire un seul des chiffres qui y sont mentionnés.

Il cite un extrait du discours du chef de l'opposition où il est question du service de la dette, et soutient que le député de Chambly (M. Roche), dans ses commentaires, s'est mis les pieds dans les plats.

Le ministre de la Jeunesse nous a dit cet après-midi qu'avant l'Union nationale, il n'y avait que quatre écoles techniques et que maintenant il y en a huit. Je prends l'*Annuaire statistique* de 1937, publié par conséquent par nos amis d'en face, je trouve la liste des écoles techniques existant alors et j'y lis qu'il y avait, en 1936, des écoles techniques à Montréal, Québec, La Tuque, école qui a été transformée depuis en école d'arts et métiers, Beauceville, Trois-Rivières, Hull et Lachine. Ça fait huit. Merci au ministre de la Jeunesse de nous avoir rappelé cette belle œuvre des régimes libéraux: les écoles techniques!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. J'ai dit qu'il y avait quatre écoles techniques en 1944, avant l'arrivée de l'Union nationale, et non de 1937. Il n'y en avait pas à Beauceville et il n'y en avait pas à Lachine. Je n'ai pas parlé des écoles qui ont existé 15 jours ou trois semaines. En 1944, il n'y avait que quatre écoles techniques dans la province.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): (Continuant) Sous le régime des libéraux, il y avait 334 écoles spécialisées; en 1948, sous l'Union nationale, on n'en retrouve que 286...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ridicule!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable ministre de la Jeunesse peut s'amuser aux dépens des contribuables; moi, je vais continuer à rectifier.

Il (M. Dupuis) nie que le gros de l'émigration des Canadiens français aux États-Unis se soit produit au temps des libéraux. Le mouvement d'émigration a commencé en 1840 et, d'après les historiens, c'est de 1867 à 1878, sous les régimes conservateurs, que s'est produite la plus désastreuse émigration vers les

États-Unis, du temps des ancêtres du ministre de la Jeunesse, du premier ministre et du ministre des Finances. Ces régimes étaient les ancêtres du gouvernement actuel.

Le premier ministre a été élu chef du parti conservateur en 1935 et il n'a jamais démissionné depuis. Je demanderais au ministre de la Jeunesse de visiter les campagnes. Il se rendra compte que les fils de cultivateurs désertent la terre pour aller travailler dans l'Ontario.

Le premier ministre et le solliciteur général s'étaient engagés à abolir la taxe de vente, lors d'une campagne électorale.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est là-dessus que j'ai été battu.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) cite des extraits de journaux où le premier ministre actuel promettait d'abolir cette taxe de vente. En dépit des promesses formelles, non seulement on ne l'a pas abolie, mais on l'a portée de 2 % à 5 %. Il l'a augmentée au contraire dans la proportion de 150 %. C'est une honte de prendre cette taxe à 2 % et de la porter à 5 %.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **quelques ministériels:** Ce n'est pas vrai. On ne paie que 2 % au provincial. Les 3 % sont pour les municipalités et les commissions scolaires.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): On veut nous faire oublier, en parlant des ancêtres, que le gouvernement est en train de miner la province de Québec. Dans le temps du régiment de Carignan, un nommé Gatineau-Duplessis s'était fait arrêter et condamner pour avoir fait la traite de l'eau-de-vie.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est bon de faire de la bouffonnerie de temps en temps, mais il y a des limites!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Québec est la province la plus taxée; le revenu moyen des ouvriers, des cultivateurs et des instituteurs est le plus bas au Canada. C'est un triste tableau qu'on a à regarder et c'est la faute de ceux qui gouvernent la province et qui sont en train d'écrire déficits sur déficits. Nous espérons trouver demain un député de l'autre côté de la Chambre pour contredire les chiffres mentionnés par le chef de l'opposition. Nous avons aujourd'hui un gouvernement anti-familial, anti-social. C'est facile de dépenser beaucoup quand on perçoit beaucoup.

On fait des pourcentages pour jeter de la poudre aux yeux, mais on ne dit pas combien on a donné de plus que les libéraux. En dépit d'un budget bien supérieur à celui de ses devanciers, le gouvernement actuel a aboli la gratuité des livres et ne donne plus un sou de primes sur le beurre et le fromage. Les libéraux ont construit des écoles techniques. On essaie de saper à la base les moyens d'instruction de nos enfants. L'Union nationale n'est pas responsable de la prospérité du pays; elle est responsable de prélever des taxes plus que jamais et de donner moins que jamais.

Ce ne sont pas les libéraux qui ont fait passer la province de Québec pour un repaire de communistes, mais ceux qui ont parlé des communistes à tort et à travers à propos du pont de Trois-Rivières, du tunnel, du musée, etc. C'est à force d'en parler dans la province qu'on a fait dire aux gens de l'Alberta que le Québec est mûr pour le communisme. Du temps des libéraux, on n'en parlait pas. Les citoyens commencent à voir clair dans la province de Québec où 47 % du budget est versé en octrois qui ne sont pas statutaires.

Quand on veut vivre ici, il faut faire une genuflexion devant les ministres ou le premier ministre. C'est un fait que l'on peut constater dans tous les départements. Ce n'est pas avec les discours que l'on va changer des déficits en un profit. La province de Québec serait plus prospère si ses richesses naturelles lui appartenaient. On est en train d'y établir un sombre record. La seule chose que je vois de prospère, ce sont les ministres et les députés...

M. l'Orateur: Je demanderais à l'honorable député de retirer ces dernières paroles. Elles ne sont pas parlementaires.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je les retire. Je demande aux citoyens libres de la province de ne pas laisser passer le discours sur le budget sans intervenir. Je le demande à ceux qui en ont assez du burlesque en cette Chambre!

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) félicite le ministre des Finances de son exposé clair et lumineux des recettes et des dépenses de la province. Le chef de l'opposition, dit-il, a tenté de pyramider les sophismes pour détruire l'effet de ce discours du grand argentier provincial, mais il n'a pas pu nier que la province avait un surplus de \$38,000,000 au compte ordinaire, que la province paie avec ses revenus les trois quarts de ses dépenses en immobilisation et que la dette provinciale a été réduite de \$28,000,000.

Ces faits ne peuvent être contredits et ce qui est merveilleux, c'est que le ministre des Finances a pu atteindre ces résultats avec seulement 13 cents par dollar de taxe perçu au Canada. Qu'est-ce qu'il aurait pu faire s'il avait la part des revenus nationaux que le gouvernement d'Ottawa refuse à la province de Québec? Il y a 10 ans, le premier ministre m'invitait à entrer dans le cabinet à titre de ministre de la Voirie. Je veux profiter de cet anniversaire pour rappeler ce que mon ministère a fait dans le domaine de la Voirie depuis 1944 pour améliorer le réseau routier de la province de Québec.

On ne peut se faire une idée exacte de la situation sans songer à l'étendue de notre province, à la densité de sa population par rapport au territoire, à l'aspect tourmenté et à la nature de son sol et les difficultés du climat. Notre province est très pittoresque mais, en voirie, c'est une situation qui joue contre nous.

En somme, le ministère n'a que 100 jours par année pour faire des routes que le climat prend 265 jours à briser. La piastre d'autrefois ne vaut plus que 40 cents aujourd'hui et les travaux coûtent deux et trois fois plus cher que par le passé. En dépit de toutes ces difficultés, le gouvernement a fait en 10 ans une œuvre admirable et gigantesque.

Notre réseau routier, qui était de 20,402 milles en 1944, est maintenant de 41,000 milles de chemins dont 28,955 sont des chemins améliorés. En 1955, la province entretient 26,350 milles de chemins alors qu'elle n'en entretenait que 20,402 milles en 1944. De plus, les ministères de la Colonisation et des Mines entretiennent des centaines de milles de chemins. En 1954, 8,106 milles étaient pavés en asphalte ou en ciment, et 75 % des revêtements permanents ont été posés sous la deuxième administration de l'Union nationale.

Il parle (M. Talbot) des comparaisons que les députés de l'opposition font avec l'Ontario. Dans l'Ontario, il n'y a que 9,500 milles de routes entretenues par le gouvernement. L'Ontario n'entretient que les grandes routes alors que les routes rurales sont à la charge des municipalités de villes et de villages.

Dans Québec, le gouvernement entretient plus de 26,000 milles. C'est dans Québec, selon les statistiques fédérales, que le gouvernement entretient le plus fort pourcentage des chemins, soit 18 %, comparativement à 15 % pour Ontario.

Depuis 1952, vous avez entendu à maintes reprises nos adversaires vous parler des lourdes taxes que paient les automobilistes. C'est peut-être vrai, mais avant de faire de telles comparaisons, qu'on ne

perde pas de vue le fait que la province de Québec donne deux ou trois fois plus aux automobilistes que l'Ontario. Et je le prouve par des statistiques.

En 1948, selon des statistiques fédérales, Québec dépensait \$229.35 par véhicule-moteur, tandis que l'Ontario en dépensait \$74.71. Cette proportion se maintient jusqu'en 1952, alors que Québec a dépensé \$184.52 contre \$85.01 en Ontario par automobiliste.

À ceux qui prétendent que le Québec n'emploie pas, pour les routes, tout ce qu'il retire de l'automobiliste, c'est le contraire qui existe. En 1949, la province a perçu de l'automobiliste \$127 et a dépensé pour lui \$221. En 1952, la proportion était de \$128 contre \$184.

L'Ontario dépense moins que le Québec. En 1948, l'Ontario a perçu \$79 et dépensé \$74. En 1951, cette proportion s'établissait à \$77 perçu contre \$74 dépensé. Cela veut dire que, dans l'Ontario, on ne s'occupe pas des campagnes et qu'on se fiche des cultivateurs.

En 1944, lorsque le gouvernement actuel prit le pouvoir, le mot d'ordre de son chef fut d'apporter une attention particulière à la voirie rurale, délaissée sous le gouvernement précédent.

Il fallait que les cultivateurs aient des routes pour envoyer leurs enfants aux écoles, pour communiquer avec les hôpitaux et profiter de toutes les œuvres sociales que le gouvernement développait parallèlement.

Depuis que je suis ministre de la Voirie, nous avons dépensé au-delà de \$126,000,000 pour l'amélioration des routes de campagne, un montant que l'Ontario a économisé au détriment de son agriculture. Cent vingt-six millions de dollars qui ont servi à payer 2,332 milles de routes rurales; à reconstruire 5,705 milles de routes rurales; à graver 8,779 milles de routes rurales et à asphalter 900 villages.

Nous avons également amélioré 5,351 milles de routes diverses dont nous avons enlevé l'entretien aux municipalités rurales pour le confier entièrement au ministère de la Voirie. Et, cette année, on pourra ajouter encore 600 milles de routes à celles déjà mentionnées.

Nous avons aussi donné une attention toute particulière à l'entretien des routes d'hiver. Nous en entretenons cet hiver, soit directement soit par subvention, un total de 28,165 milles contre seulement 3,511 milles en 1944. Nous consacrons chaque année à l'entretien des routes d'hiver au-delà de \$5,000,000 contre à peine \$500,000 en 1944, dernière année du gouvernement libéral. Et cette

somme ne tient pas compte des réparations après la période de dégel dont le coût s'élève entre \$4,000,000 et \$6,000,000. Nous avons construit ou réparé 2,775 ponts ou ponceaux, supprimé 31 passages à niveau, dont certains étaient reconnus comme dangereux comme celui de Ville Saint-Pierre et un autre à Dorval qui nous a coûté entre \$350,000 et \$400,000, des sommes considérables.

L'entretien de la voirie se fait à un rythme normal et les travaux se poursuivent sans relâche. C'est tout le temps que nous consacrons à l'amélioration de nos routes et non pas seulement, comme le faisaient jadis nos adversaires quand ils étaient au pouvoir, en année d'élection. En 1954, qui n'était pas une année d'élection, nous avons revêtu d'asphalte 542 milles de routes et avons réparé 850 milles de grandes routes. Et il nous faut tenir compte du climat. Des experts de la Caroline du Nord sont venus nous voir, nous ont dit que, chez eux, un fondement de 10 pouces était suffisant pour assurer la solidité des routes à revêtement permanent. Dans le Québec, à cause de notre climat, c'est au moins de 4 à 5 pieds de fondations qu'il faut prévoir quand ce n'est pas davantage et, jusque parfois, de 20 à 25 pieds à certains endroits.

C'est ainsi que la route de Chicoutimi, sur laquelle le peuple a jugé les libéraux, a occasionné un travail gigantesque dont on ne se fait pas idée. Il a fallu pratiquer le défrichage, l'essouchage et le minage de plus de 430 acres de forêt vierge; il nous a fallu miner 1,247,234¹³ verges cubes de roc du type granitique qui ont exigé deux millions de livres de dynamite. Il nous a fallu déplacer près de 4,000,000 de verges cubes de terre noire, utiliser 2,131,254 tonnes de gravier. On a construit environ 600 ponceaux et mon collègue des Travaux publics a construit 5 ponts. Les armatures ont représenté 1,500,000 tonnes d'acier.

Nous avons pensé à toutes les routes; jadis, sous les anciens régimes, les ministres de la Voirie étaient choisis dans le même coin, ce qui fait que seule une région de la province était dotée de routes convenables. L'est de la province fut toujours négligé. Mais depuis que l'Union nationale a pris le pouvoir, aucun coin de la province n'a été oublié. Je puis affirmer, sans crainte d'être démenti, que, dans tous les comtés, les comtés de ville exceptés, nous avons effectué des travaux considérables sans tenir compte de l'allégeance politique.

L'exercice budgétaire 1953-1954 a marqué un autre grand progrès de la voirie québécoise. Le ministère a maintenu ses activités au rythme accentué des neuf dernières années. Constructions et

reconstructions, réfections et améliorations diverses, entretien d'hiver et d'été, le tout a marché à vive allure, en tenant compte des besoins routiers de la province dans toute leur ample diversité, des besoins immédiats et en même temps des besoins à venir. L'accroissement numérique des véhicules ne donne pas toutefois une idée juste du changement dans les problèmes de voirie. Les véhicules ont augmenté non seulement en nombre, mais en vitesse, en dimensions, en poids, en volume de charge. Camions, tracteurs et remorques d'autrefois paraissent des nains à côté de ceux d'aujourd'hui.

La politique du ministère de la Voirie est de donner et d'assurer à la province, dans son ensemble et dans chacune de ses parties, à ses centres urbains, à ses communautés rurales, à ses diverses régions, même les plus à l'écart, du moment qu'elles sont habitées, des voies de communication faciles et commodes, accessibles en toutes saisons au véhicule-moteur; d'assurer aussi à la province une pareille facilité de communication avec les provinces qui lui sont voisines et avec ceux des États-Unis qui lui sont voisins.

Les travaux de voirie au cours de 1953 ont porté sur un itinéraire total de 2,886 milles, répartis par toute la province. Le réseau routier de la province à l'inventaire du 31 mars 1954, était de 41,938 milles de voies carrossables, dont 28,952 milles de voies améliorées et, de celles-ci, 25,181 entièrement à la charge du ministère. Ces voies améliorées représentent 69 % du réseau provincial. À la fin de l'exercice 1944-1945, la proportion était de 57 %. L'augmentation pour une période de neuf ans s'établit à 12 %. Au 31 mars 1954, la province possédait 7,961 milles de routes revêtues d'asphalte ou de ciment, soit 3,619 milles de plus qu'en 1944-1945.

Des constructions nouvelles ont donné une extension déjà considérable au réseau des routes qui dépendent du ministère: grandes routes provinciales, routes régionales, chemins municipaux que la province a pris à sa charge. Des travaux d'élargissement, de rectification et d'aplanissement qui équivalent, dans la plupart des cas, à des reconstructions complètes, ont apporté des améliorations très sensibles au réseau des routes et des chemins qui existaient antérieurement. Aux abords d'un grand nombre de centres urbains, le ministère a procédé à des aménagements des types les plus modernes. Partout, à l'année longue, hiver comme été, il assure maintenant l'entretien efficace de cette voirie qui s'améliore et s'augmente selon les standards les plus récents et les mieux éprouvés.

Indépendamment des appartenances politiques, le gouvernement a entrepris et terminé de vastes projets d'autoroutes des Îles-de-la-Madeleine dans le golfe Saint-Laurent à la frontière de l'Ontario. Le gouvernement de la province a pratiqué une politique de voirie qui a été avantageuse à ses administrés de toutes les classes sociales, dans toutes les régions et dans tous les domaines. Dans la mise à exécution de cette politique, le ministère de la Voirie a constamment eu un soin particulier, marqué une attention spéciale pour la voirie rurale.

À même les crédits que le budget de la Voirie, pour 1953-1954, affectait au service de la réfection routière, une part substantielle d'environ les deux cinquièmes du total s'est employée sur des chemins municipaux, c'est-à-dire des chemins ruraux. L'entretien des chemins municipaux ou ruraux, aux frais de la province, a porté, au cours de la seule saison d'été, sur un itinéraire total de près de 19,000 milles. Les chemins municipaux ou ruraux que le ministère a fait recouvrir d'asphalte ou de béton de ciment représentent maintenant un itinéraire total d'environ 7,000 milles.

Les autres entreprises du ministère sur les grandes routes provinciales et sur les routes régionales n'ont par ailleurs pas languï. Des travaux de construction ou de reconstruction, en plus des simples travaux de réfection, se sont poursuivis en maints endroits, notamment: sur la Côte-Nord, route nouvelle entre Baie-Comeau et Sept-Îles. La route provinciale no 15 va présentement de Québec à Baie-Comeau, un itinéraire de 262 milles. Le ministère travaille depuis deux ans au prolongement de cette voie, entre Baie-Comeau et Sept-Îles, à travers un pays extrêmement difficile. Cette entreprise routière est l'une des plus gigantesques et des plus ardues qui se soient encore vues au Canada et en Amérique du Nord.

À cause des conditions géographiques, et sur le conseil des ingénieurs du ministère de la Voirie, les travaux s'accomplissent de Sept-Îles vers Baie-Comeau, c'est-à-dire en direction est-ouest. À l'automne de 1953, la route était ouverte sur un parcours de 43 milles¹⁴ et reliait Sept-Îles à Shelter Bay. Les travaux se poursuivent avec diligence et la route sera terminée d'ici deux ou trois ans. On prévoit déjà le jour où le centre de Sept-Îles, déjà port de mer et terminus ferroviaire, se trouvera relié à la voirie du reste de la province.

La réfection de la côte Saint-Antoine, à Baie-Saint-Paul; la réfection de la route des Caps; une route en construction pour faire disparaître la fameuse côte de la Miche; la route de Chicoutimi de

132 milles de longueur, cette porte de sortie d'une des régions les plus riches en ressources naturelles du pays pour faire cesser l'isolement du royaume du Saguenay d'une population de 200,000 âmes; la route de Roberval et la route du tour du lac Saint-Jean; la route Grand'Mère, La Tuque, une des plus belles et des plus pittoresques de la province; la route de Shawinigan à Yamachiche, qui a coûté \$1,750,000 mais constitue un important placement; les routes des comtés de Maskinongé, Berthier, Joliette et Montcalm; le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier de Sillery, Sainte-Foy; l'aménagement des routes du pont de Québec selon des standards qui soutiennent la comparaison avec ce qui s'est fait de mieux ailleurs; le boulevard de Sainte-Anne-de-Beaupré, la route de Laval, la route de Saint-Raymond, la route de Québec-Saint-Ignace; la route sur les hauteurs de Lévis pour décongestionner la traverse; la route de Saint-Henri au Maine, la route de Montmagny à Saint-Fabien, la route Lévis-Jackman, la route de l'Islet à la frontière; la route de Kamouraska (route 51) du fleuve au Nouveau-Brunswick; la route de Sainte-Anne-de-la-Pocatière à la Rivière-du-Loup; la route de Rivière-du-Loup à la frontière du Nouveau-Brunswick. À l'heure actuelle, un automobiliste, par la route no 2, peut voyager 12 mois par année à travers la province de Québec, de l'Ontario au Nouveau-Brunswick.

En Gaspésie, où la construction de la route de ceinture s'est poursuivie, à la fin de 1953-1954, le revêtement d'asphalte était posé sur 463¹⁵ des 561 milles de l'itinéraire; sur 44 autres milles, la route reconstruite était prête à l'asphaltage, il ne restait à reconstruire qu'un bref parcours de 54 milles dans Gaspé-Sud et Gaspé-Nord. Un parcours de 20 milles sera asphalté cette année sur le côté nord et un autre de 20 milles aussi le sera l'année prochaine. En neuf ans, le ministère a affecté \$24,000,000¹⁶ qui doit rendre au centuple pour la modernisation du "Tour de la Gaspésie". Elle a rapporté à la population pour plus de \$200,000,000 de revenus l'an dernier seulement.

Au cours du même exercice, le ministère a poursuivi l'ouverture d'une première route transgaspésienne, du golfe Saint-Laurent à la Baie des Chaleurs pour permettre de traverser la Gaspésie et d'éviter d'en faire le tour quand ce n'est pas nécessaire ou opportun en franchissant les hauts plateaux de l'intérieur de la péninsule. À l'automne de 1953, la construction était faite sur 18 des 78 milles de l'itinéraire prévu. Les routes nouvelles évitent des détours aux automobilistes et réduisent le millage. Elles augmentent dans bien des cas les biens-fonds municipaux.

Au Lac-Saint-Jean, les travaux de reconstruction de la route du "Tour du Lac" ont progressé. À l'automne de 1953, sur un parcours de 144 milles, construction et asphaltage étaient complétés sur 66 milles, la construction était achevée sur 32 autres milles qui n'attendaient plus que le revêtement d'asphalte. Un bref parcours de 19 milles restait au programme de reconstruction. Dans la Mauricie, la nouvelle route entre Grand'Mère et La Tuque a été complétée. À la fin de l'exercice 1953-1954, il ne restait qu'à poser l'asphalte sur un parcours de 12 milles. Au Témiscamingue et en Abitibi, le ministère a poursuivi en 1953-1954 son programme d'amélioration et de modernisation routières. Les principaux travaux se sont accomplis sur la route Senneterre et La Reine, sur la route entre Macamic et la ville de Témiscamingue, sur la route entre Chiminis et Louvicourt, sur la route entre Amos et la Rivière-Héva, sur plusieurs routes secondaires et sur des chemins municipaux que le ministère a pris à sa charge.

Dans la région montréalaise, au cours de l'exercice en revue, le ministère a accompli des travaux de première importance et de grande envergure. À l'intersection de la grande route provinciale no 2 et de la 55^e rue de Lachine: construction d'un mur de soutènement qui a permis l'aménagement d'un rond-point. La circulation de l'est au nord et du nord à l'ouest se trouve de ce fait facilitée et sans entrave à la circulation très dense du boulevard métropolitain. À Dorval, route no 2-B, aménagement d'un viaduc qui élimine le croisement de la Côte-de-Liesse et du chemin de l'aéroport. Les chemins de fer "Canadien-Pacifique" et "Canadien-National" ont aménagés conjointement, à ce même endroit d'une route très fréquentée, un autre viaduc qui élimine fort heureusement un passage ferroviaire à niveau.

À Ville-Saint-Pierre, le ministère a construit un viaduc qui décongestionne l'intense circulation à la croisée des routes no 2 et no 4. La construction, par le ministère des Travaux publics, d'un nouveau pont qui franchit le fleuve Saint-Laurent entre Coteau-du-Lac et Valleyfield - le pont Mgr Langlois - a nécessité l'aménagement d'approches dans ces deux localités. Les travaux commencés en 1953, seront achevés en 1954. Le ministère de la Voirie a de plus continué la réfection de la route provinciale no 3 entre Beauharnois et Valleyfield.

La route du boulevard Pie-IX a permis à Ville Saint-Michel et Montréal-Nord, deux villes aux portes de la faillite, de sortir de l'ornière: les voies d'accès à la métropole par les ponts de Charlemagne, Hippolyte-LaFontaine, Arthur-Sauvé et Monseigneur-

Langlois; la route Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue, la route Montréal-Mont-Laurier; la route Mont-Laurier-Senneterre; les routes de l'Abitibi; les routes Montréal-Hull et Hull-Pembroke, la route Hull-Maniwaki; la route Marie-Victorin, sur la rive sud du Saint-Laurent.

Le rapport du ministère signale encore les immenses progrès de la voirie d'hiver. Au cours de la saison 1953-1954, le ministère s'est occupé à ses seuls frais de l'entretien de 3,476 milles de routes et il a subventionné l'entretien par des municipalités ou par des corps publics ou des associations de 24,689 autres milles de routes. Le déneigement a donc porté, au cours de l'exercice en revue, sur un itinéraire de 28,165 milles de routes et de chemins d'hiver.

La comparaison s'établit avec un entretien d'hiver de 83 milles en 1928-1929, et de 4,225 milles en 1944-1945. La présente politique d'entretien d'hiver date de la saison 1950-1951, alors que le ministère a commencé d'assumer le coût entier de cette tâche sur les routes les plus importantes et, en même temps, de subventionner plus généreusement l'entretien des routes et des chemins que les municipalités ou des intérêts locaux jugent à propos de tenir ouverts à l'année longue. L'entretien routier l'hiver est maintenant un fait généralisé jusque dans des régions à l'écart comme la Gaspésie, le Témiscouata, l'Abitibi, le Témiscamingue, le Lac-Saint-Jean et le Saguenay.

Les routes du comté de Yamaska, représenté par un membre du gouvernement depuis 25 ans; et les routes du comté de Lévis, représenté par un député libéral...

M. l'Orateur fait remarquer à l'honorable ministre de la Voirie que l'heure qui lui est allouée est pratiquement épuisée.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Sans doute, il reste encore quelque chose à dire et il reste de l'ouvrage à faire mais, depuis 10 ans, nous avons accompli une œuvre assez considérable pour donner à tout homme qui veut voir l'assurance que l'Union nationale fait son devoir dans le domaine de la voirie et veut placer la province à la tête de la Confédération. Le programme routier de plusieurs millions du gouvernement du Québec des 10 dernières années a facilité l'essor de la province. Toutes ces routes, en plus de contribuer au développement de nos ressources naturelles et au bien-être des citoyens de la province, ont pour effet de développer grandement notre industrie du tourisme.

(Applaudissements à droite)

Des voix: Adoptée! Adoptée!¹⁷

M. l'Orateur demande si c'est le désir de la Chambre.

(Personne ne se lève du côté de l'opposition)

La motion est mise aux voix. La Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des voies et moyens¹⁸.

En comité:

La Chambre siège durant quelque temps, sans avoir fini de délibérer.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas six millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagements et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) pose une question.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Mon ministère dépense cette année environ \$1,660,000 pour des travaux à la prison de Bordeaux et dépensera l'an prochain \$375,000, ce qui fait un total de \$2,000,000, quand on aura fini de tout remettre en ordre. Sur cette somme, environ \$1,500,000 auront servi à réparer les dégâts résultant de l'émeute. Ces 10 dernières années, les travaux ordinaires d'entretien de la prison ont coûté en moyenne \$75,000 par an.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À Montréal, il n'y a pas de place pour garder les délinquants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le problème du manque d'espace dans les prisons est général dans le monde et le Canada. Des prisonniers qui sont à Bordeaux devraient être au pénitencier à Saint-Vincent-de-Paul. La construction de trois nouveaux hôpitaux pour personnes souffrant de maladies mentales va permettre de faire de la place dans la prison de Bordeaux.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) attire l'attention du gouvernement sur la situation à la prison des femmes et à la morgue de Montréal. Les bâtiments ne répondent plus aux besoins de l'heure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement compte s'occuper du problème; mais on ne peut pas prendre tout l'argent de la province pour les criminels et les fous.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au cours de la session, le ministre nous a parlé d'une certaine propriété Dufour à La Malbaie. Il nous a dit qu'il l'avait achetée \$20,000, qu'il y avait fait pour \$25,000 de réparations et que l'édifice valait maintenant \$70,000. J'ai reçu des lettres de protestation des gens de l'endroit. Il s'agit d'une cabane abandonnée.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il est exact de dire que j'ai acheté la propriété; mais les \$27,000¹⁹ de réparations ne sont pas faites: les travaux vont commencer dans quelques semaines. C'est un excellent placement qui permettra à l'administration provinciale des économies en lui évitant de payer des loyers. Le bâtiment permettra de loger la police, des bureaux de l'Agriculture et de la Colonisation, des Terres et Forêts ainsi que l'unité sanitaire, et peut-être plus tard un service de tourisme.

M. Cournoyer (Richelieu): J'ai ici la photo du bâtiment. Ça a l'air d'un hangar, d'une cabane abandonnée. Le propriétaire a dû être heureux de la transaction.

M. Dupré (Verchères): Il faudrait tout démolir avec un bulldozer et reconstruire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je connais le ministre des Travaux publics, son honnêteté et sa compétence. Il a consulté les ingénieurs et les architectes du ministère. L'opposition veut-elle dire que ces gens-là ne sont pas honnêtes? Si l'on veut des renseignements complets, qu'on convoque donc le comité des comptes publics!

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Une photo, ça peut être truqué. Le député ne sait pas sans doute que le terrain a une superficie de 70,000 pieds carrés et la bâtisse un cubage de 100,000 pieds cubes. Après l'aménagement des services administratifs que j'ai mentionnés, il restera encore de la place pour les besoins à venir. Le marché est excellent d'après les architectes. Le propriétaire voulait obtenir \$35,000. Nous avons conclu l'affaire pour \$20,000. Il en eût coûté beaucoup plus cher de construire à neuf, et le gouvernement ne craint aucune enquête là-dessus. Que l'opposition aille répéter ce qu'elle dit, dans Charlevoix aux prochaines élections, et elle verra.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce sont des gens du comté qui m'ont écrit. Le ministre nous a trompés en nous disant que les réparations étaient faites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) veut faire retirer ces paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) refuse.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) demande au chef de l'opposition de prendre sa parole et dit que les réparations étaient à faire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) accepte.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Agrandir le palais de justice de La Malbaie aurait coûté trop cher: \$50,000. Et d'après l'architecte Fontaine, il était plus économique d'acheter. Pour \$50,000, on pourra loger la police de la route, l'unité

sanitaire, l'agronome et, plus tard, probablement les Terres et Forêts et un bureau du tourisme.

M. Cournoyer (Richelieu): C'était un hangar.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): J'invite le député à venir photographier lui-même le bâtiment après les réparations. Il verra que l'Union nationale fait avec \$25,000 ce que son parti faisait pour \$75,000.

M. Savard (Québec-Ouest) pose quelques questions relativement aux baux que paie le gouvernement pour des bureaux dans les édifices Cadrin, Garneau et Lindsay de Québec.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les loyers sont de \$2.10 le pied cube dans l'édifice Garneau, \$2 dans l'édifice Lindsay et \$1.10 à \$2, selon les étages, dans l'édifice Cadrin. Les espaces loués à ces endroits ont respectivement 26,500, 15,000 et 19,500 pieds cubes.

M. Savard (Québec-Ouest): À ce prix, les édifices en question seront entièrement payés par le gouvernement en très peu d'années sans en devenir propriétaire. La province devrait plutôt construire.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement provincial paye moins cher que la plupart des établissements commerciaux et beaucoup moins cher que le gouvernement fédéral. Il ne faut pas oublier que l'entretien, le chauffage, l'éclairage, les taxes et les assurances sont à la charge des propriétaires. La banque de la Nouvelle-Écosse, qui est locataire également dans l'édifice Garneau, paie deux fois plus cher de loyer que le gouvernement.

M. Savard (Québec-Ouest) mentionne le cas d'un édifice que le gouvernement aurait acheté au prix de \$45,000 alors qu'il n'était évalué qu'à \$18,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de préciser son accusation.

M. Savard (Québec-Ouest) (Cherchant dans ses notes) ne peut retrouver sa documentation.

M. Dupré (Verchères) (Profitant du silence qui marque les recherches du député de Québec-Ouest) demande au ministre si son ministère a établi des barèmes pour le prix de location des édifices où il doit loger des bureaux.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Cela dépend des endroits, des édifices, des circonstances, etc. Le prix de location, dit-il, commence à 55 cents environ le pied cube, en montant.

M. Dupré (Verchères): Quand le gouvernement va-t-il faire peindre les bureaux des députés de l'opposition?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quand on les fera peindre, on peindra les députés avec!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, de consentement unanime que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon le *Montreal Gazette* du 11 février 1955, à la page 3, M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) n'est pas présent à cette séance.

2. Selon *La Presse* du 28 janvier 1955, à la page 1, c'est le député fédéral de Erhart Regier (Coopérative Commonwealth Federation (C.C.F.), Burnaby-Coquitlam, C.-B.) qui, le 12 janvier 1954, dans une

intervention en Chambre qui eut un grand écho dans les journaux du Québec, fit cette déclaration, tout en accusant le Québec "de ne pas traiter équitablement ses minorités."

3. Terme de *L'Action catholique* du 11 février 1955, à la page 2. *Le Soleil* du 11 février 1955, à la page 3, utilise plutôt "jaunisme", mais deux journaux hebdomadaires favorables à l'Union nationale, *L'Étoile du Nord* du 23 février 1955, à la page 9 et le *Courrier de Saint-Hyacinthe* du 25 février 1955, à la page 3, mentionnent eux aussi la "jaunisse politique".

4. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 11 février 1955, à la page 3, explique que, dans cette citation "adaptée" de Sir Winston Churchill, M. Sauvé fait ici allusion au règne des libéraux.

5. Le *Montréal-Matin* du 11 février 1955, à la page 7, est la seule source à mentionner "sept" disciplines au lieu de "70".

6. Chiffre du *Soleil* du 11 février 1955, à la page 22. *La Tribune* du 11 février 1955, à la page 2, mentionne plutôt 3,000.

7. Le *Montreal Star* du 11 février 1955, à la page 4, précise que M. Hanley fit son discours en anglais.

8. Chiffre du *Soleil* du 11 février 1955, à la page 22, et de *La Presse* du 11 février 1955, à la page 1. Le *Montréal-Matin* du 11 février 1955, à la page 3, mentionne \$25,000,000.

9. Selon le *Montreal Gazette* du 11 février 1955, à la page 3, il s'agit de M. Rochon.

10. Chiffre du *Soleil* du 11 février 1955, à la page 22. *Le Devoir* du 11 février 1955, à la page 5, et *L'Action catholique* du 11 février 1955, à la page 9, mentionnent \$28,000,000.

11. Chiffre du *Soleil* du 11 février 1955, à la page 22. *La Presse* du 11 février 1955, à la page 1, rapporte \$585,941,000.04.

12. Chiffre du *Soleil* du 11 février 1955, à la page 22. *Le Devoir* du 11 février 1955, à la page 5, mentionne \$80,000,000.

13. Chiffre du *Soleil* du 11 février 1955, à la page 23. *L'Action catholique* du 11 février 1955, à la page 9, mentionne 1,247,934 verges de roc.

14. Chiffre du *Progrès du Saguenay* du 11 février 1955, à la page 6. *L'Action catholique* du 11 février 1955, à la page 9, écrit plutôt 60 milles.

15. Chiffre du *Progrès du Saguenay* du 11 février 1955, à la page 6. *Le Soleil* du 11 février 1955, à la page 23, écrit plutôt que "cette route de 560 milles est maintenant terminée sur 488 milles". *L'Action catholique* du 11 février 1955, à la page 9, mentionne quant à elle 492 milles.

16. Chiffre du *Progrès du Saguenay* du 11 février 1955, à la page 6. *L'Action catholique* du 11 février 1955, à la page 9, mentionne \$25,000,000 et le *Montreal Star* du 11 février 1955, à la page 25, \$27,000,000.

17. *Le Soleil* du 11 février 1955, à la page 3, rapporte que "comme personne, des deux côtés de la Chambre, ne faisait mine de se lever pour continuer le débat, le président, l'honorable Alexandre Taché, proclama l'adoption de la motion et la fin du débat sur le budget." Selon le journaliste, il était 10 heures lors de l'adoption du débat sur le budget.

18. Selon *Le Devoir* du 12 février 1955, à la page 3, "au moins trois autres ministres devaient participer au débat sur le budget. Ce sont MM. Antonio Barrette, Paul Beaulieu et Yves Prévost. Le débat s'étant terminé brusquement, ils ont dû s'abstenir."

19. Chiffre du *Soleil* du 11 février 1955, à la page 23. *L'Action catholique* du 11 février 1955, à la page 3, mentionne plutôt \$25,000.

Première séance du vendredi 11 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Visite du président d'Haïti
Paul-Eugène Magloire¹**

(Ovation au général Magloire et à son épouse)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il me fait plaisir de vous souhaiter chez nous une bien cordiale bienvenue. Je suis membre de cette Chambre depuis 28 ans, je suis la politique depuis longtemps, et je constate que c'est la première fois qu'un visiteur aussi distingué a le privilège d'être reçu en cette Chambre où siègent les élus du peuple. Cet événement mémorable, ce précédent se justifie pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, nous apprécions la courtoisie et la délicate pensée dont vous avez fait preuve en venant visiter la Vieille Capitale du Canada français. Nous savons que vous êtes un militaire distingué et un homme d'État remarquable. À ce double titre, vous avez droit à nos hommages les plus respectueux. Vous êtes aussi le président d'une république avec laquelle nous avons des liens communs d'amitié. La république de Haïti a livré des luttes mémorables, héroïques, avant de conquérir son indépendance.

Parmi ceux qui ont joué un rôle de premier plan pendant les luttes homériques, il y a un patriote pour lequel nous avons un culte particulier dans la province de Québec: je veux dire Toussaint Louverture², ancien général de division de l'armée de Bonaparte, qui a joué dans cette lutte un rôle considérable et qui a su donner à son pays l'indépendance administrative et législative, sans briser les liens culturels qui nous unissent à notre commune mère-patrie, la France. Et c'est depuis ce temps, aussi, que la langue et la culture française ainsi que la foi catholique sont en honneur, et avec raison, dans votre république.

Ici, sur ce vieux sol québécois, nous avons dû livrer des luttes considérables difficiles, même sanglantes, en coopération avec nos compatriotes de

langue anglaise pour obtenir le gouvernement responsable. La Législature de Québec, que vous visitez aujourd'hui, est la manifestation vivante du triomphe de nos aïeux pour le gouvernement responsable. La province de Québec possède des caractéristiques particulières. La forme fédérative du gouvernement a été décidée pour lui conserver sa situation unique et exceptionnelle sur le continent américain.

Comme le Québec, Haïti a soutenu des luttes pour son indépendance. Comme nous, les citoyens de ce pays ont su garder leur langue et leur foi. Le rôle de Haïti et du Québec pour la conquête et la conservation de nos traditions françaises et catholiques est donc identique. Car, qu'on le sache bien, le soleil se refroidira avant qu'on réussisse à nous faire abandonner notre langue et notre foi. Ceux qui voudraient faire disparaître du monde, en particulier du Canada, la langue française, n'auront pas plus de succès que ceux qui voudraient obscurcir les rayons du soleil.

(Applaudissements de la Chambre)

Nous avons ici, dans la province, environ 200 étudiants Haïtiens pour lesquels nous avons beaucoup d'estime. Par ailleurs, votre république compte une couple de cents des nôtres, religieux et religieuses en grande partie, qui coopèrent avec vous au développement culturel et spirituel de votre peuple. Parmi eux, je suis heureux de saluer l'un de mes grands amis, ancien supérieur général des pères de Sainte-Croix, Mgr Cousineau, évêque coadjuteur du Cap haïtien, qui a l'honneur de vous compter parmi ses fils spirituels les plus distingués, sinon le plus distingué.

De plus, la province a eu l'avantage, à la demande du gouvernement, de vous envoyer l'un de nos experts en matière agricole, M. Jean-Charles Magnan qui a donné à votre administration des informations sur l'organisation d'un office de prêt agricole et de coopératives rurales modelés sur les organismes du genre chez nous. Il a été heureux de coopérer avec vous, aussi, dans les domaines de la santé et de l'éducation et de vous apporter les fruits de notre expérience en ces matières.

C'est toujours un plaisir pour la province de Québec que d'échanger des informations et de coopérer dans tous les domaines avec la république d'Haïti. Nous avons à cœur de continuer ces échanges qui ne peuvent que profiter à nos deux pays. J'espère que votre visite au Québec vous sera agréable et vous incitera à revenir souvent.

Le premier ministre a terminé son discours en souhaitant au président Magloire et son épouse un séjour très agréable et un prompt retour dans la province de Québec.

(Applaudissements de la Chambre)

M. Magloire³ évoque les origines du Canada et rend hommage à ces immortels pionniers qui essaimèrent des deux côtés de l'immense fleuve et créèrent les premiers établissements européens sur cette terre, aujourd'hui l'un des plus grands pays du monde. Si le Canada jouit aujourd'hui d'une prospérité enviable, dit-il, s'il bénéficie d'une Constitution essentiellement démocratique, s'il a pu militairement et économiquement contribuer à la victoire des Alliés durant la dernière guerre, il le doit à ses intrépides colons qui affrontèrent, il y a plus de quatre siècles, ces solitudes glacées, défrichèrent les terres boisées, traversèrent des torrents impétueux, amenant avec eux la civilisation chrétienne. C'est cette même foi inébranlable, c'est ce même courage qui ont permis aux fils des valeureux pionniers d'aboutir à ce résultat impressionnant qu'il m'est donné de constater.

En effet, n'est-il pas étonnant d'observer le phénomène plein d'enseignement de la vitalité du peuple canadien et de ce sens si profond des principales normes démocratiques qui n'ont jamais cessé d'être respectées sur cette terre canadienne, si noble parmi les terres nobles du Nouveau Monde? En nos temps de doute, n'est-il pas réconfortant de penser que la patience et l'opiniâtreté que vous avez héritées de vos ancêtres ont guidé victorieusement vos recherches sur les conditions essentielles de la dignité humaine depuis votre première Constitution jusqu'à votre magnifique équilibre actuel, conquis sur mille difficultés créées tant par la différence d'origine des populations des provinces que par la nature des rapports existant entre ce peuple habitué à l'usage de la liberté et son souverain? Et tout cela n'est que la preuve de la persistance en vous des vertus invincibles de vos aïeux.

La république d'Haïti s'est toujours intéressée au destin de toutes les nations de cet hémisphère, qu'elle considère, non sans raison, comme des sœurs. Elle a toujours suivi avec sympathie le développement progressif du Canada. Depuis qu'aux relations culturelles sont venus s'ajouter des échanges commerciaux qui s'intensifient chaque jour davantage, les Haïtiens et les Canadiens apprennent à se mieux connaître. De ces contacts étroits est née entre nous une profonde estime qui se traduit aujourd'hui si éloquemment par les pompeuses manifestations d'affection qui m'ont

accueilli au Canada, et particulièrement celle d'aujourd'hui qui me procure l'opportunité d'exprimer aux représentants les plus qualifiés de la province de Québec les sentiments de mon peuple à l'endroit de ce noble peuple frère, frère tant par la langue que par la communauté d'origine.

Il remercie le gouvernement provincial de fournir à son pays des experts de différents domaines pour aider son peuple à développer ses diverses ressources. Même si nos pays ont des régimes politiques différents, c'est toujours le même esprit qui guide les actions de nos gouvernements respectifs et c'est le même humanisme qui dicte tous nos actes.

L'hommage que vous m'avez rendu et les paroles aimables à l'adresse de la présidente⁴ et qui, je le sens bien, va moins à notre personne qu'à tous ceux dont je suis le porte-parole, m'a profondément touché. J'y vois non seulement une marque de courtoisie: à l'endroit d'un chef d'État ami, mais bien une nouvelle preuve de cette solidarité sans cesse grandissante qui prend corps de plus en plus en Amérique et qui fait la force de notre continent.

(Applaudissements de la Chambre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) présente ses ministres, le chef de l'opposition, les adjoints parlementaires et plusieurs députés.

(L'Orateur, M. Taché et les invités quittent pour une brève réception dans les bureaux du lieutenant-gouverneur et M. Tellier occupe pendant ce temps le fauteuil présidentiel)⁵

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Cournoyer (Richelieu): Le ministre a-t-il l'intention de construire un palais de justice dans la ville de Sorel, qui est dans un état pitoyable? C'est une amélioration qui s'impose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans le temps des libéraux, le comté de Richelieu n'a rien reçu...

M. Cournoyer (Richelieu) s'oppose à ce que le premier ministre fasse un discours. Il ne s'agit pas de savoir ce qui n'a pas été fait du temps des libéraux, dit-il, mais des intentions du gouvernement pour l'avenir dans le comté de Richelieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je le répète: sous les libéraux, dans le comté de Richelieu, rien de rien. Les libéraux n'avaient même pas construit un hôpital à Sorel et, quand je suis arrivé au pouvoir, on est venu m'en demander un. Le gouvernement tente d'améliorer la situation partout où c'est nécessaire, mais il y a des besoins considérables dans les régions nouvelles. C'est ainsi qu'il faut construire à Rouyn, Baie-Comeau. Il faut organiser Sept-Îles. Quand le tour de Sorel viendra, nous y verrons.

M. Dupré (Verchères) demande au premier ministre s'il a déjà eu l'occasion de visiter le palais de justice de Sorel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Chaque fois que le député de Richelieu manque son coup, c'est le député de Verchères qui se lève. Il ajoute qu'il a fait faire des travaux à Sorel à la demande de M. Cardin, un ancien ministre libéral⁶. Il promet d'examiner toute la question. (Avec humour) Il y a pas mal de réformes à faire à Sorel.

M. Pinard (Drummond): Le ministère des Travaux publics paie un loyer annuel de \$3,600 à la ville de Drummondville pour l'usage de son immeuble pour les sessions des cours de justice. La situation est devenue anormale pour l'administration de la justice dans le district de Drummond qui dessert une population de près de 80,000 âmes. La seule ville de Drummondville compte 30,000 âmes. L'ancien palais de justice a été jugé dangereux. On

ne pouvait y recevoir de foules. On l'a alors transformé en bureau d'enregistrement. À l'heure actuelle, les cours siègent à l'hôtel de ville, où l'on paie un loyer de \$3,600 par année.

Mais les causes sont souvent retardées parce que le conseil municipal de Drummondville a besoin de sa salle. Je demande au premier ministre et au ministre des Travaux publics d'apporter une attention particulière au problème judiciaire dans le comté de Drummond. Il importe de construire un palais de justice à Drummondville et tous les justiciables du district le réclament. D'ici quelques années, il faudra diviser le district judiciaire d'Arthabaska pour en créer un à Drummondville. C'est absolument nécessaire pour accélérer l'administration de la justice, car actuellement il arrive que des causes soient retardées de 18 mois.

Il (M. Pinard) réclame la construction d'un nouveau bureau d'enregistrement. Celui qui existe est désuet, dit-il, et n'offre aucune protection aux archives qui datent de plus de 200 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je suis bien au courant du problème posé par le député de Drummond. L'édifice actuel ne répond certainement pas aux besoins du district de Drummond. Il y a bien des endroits où il faut des palais de justice neufs. Mais à Drummondville, il a déjà été question de faire un édifice qui servirait à la fois d'hôtel de ville et de palais de justice. Nous allons étudier le problème sans considération partisane. La province serait prête à collaborer à l'exécution d'un tel projet.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 11 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 44 modifiant la loi des véhicules automobiles, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est biffé.

Et les articles 3 et 4 deviennent les articles 2 et 3.

Projets de loi:

Loi des véhicules automobiles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 44 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Cournoyer (Richelieu): Avant de confier les travaux à un entrepreneur, le ministre demande-t-il des soumissions publiques?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui. En autant que nous le pouvons, nous aidons les entrepreneurs sérieux de chaque région.

M. Cournoyer (Richelieu): Qu'est-ce que le ministre entend par "entrepreneurs sérieux"?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quelqu'un qui a déjà construit des ponts et qui a l'expérience... Quelqu'un qui est responsable légalement... En effet, avant l'ouverture d'un chantier, nous exigeons des entrepreneurs un chèque accepté se montant à 10 % de la valeur des travaux, et une police d'assurance de garantie pour une somme s'élevant à 50 % de la valeur des travaux.

M. Cournoyer (Richelieu): Combien le ministre a-t-il dépensé dans les journaux pour annoncer les soumissions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand des travaux doivent être exécutés, il en est question aux séances des conseils municipaux. C'est le conseil municipal qui demande la plupart du temps l'exécution des travaux. La demande est publique, connue de tout le monde. Des techniciens du ministère font estimations et devis. Puis, on prie quelques entrepreneurs solvables de présenter des soumissions.

M. Cournoyer (Richelieu): Combien le ministre a-t-il dépensé pour les annonces dans les journaux?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous signons toujours le contrat avec l'entrepreneur qui a présenté la soumission la plus avantageuse. Et, si le prix le plus bas demandé par l'entrepreneur est encore plus élevé que les prix figurant dans les devis préparés par nos ingénieurs, nous forçons l'entrepreneur à baisser son prix.

M. Cournoyer (Richelieu): Le ministre ne répond pas à ma question.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous signons le contrat avec l'entrepreneur qui a soumis le projet le plus intéressant et se rapprochant le plus des plans des techniciens du ministère, sans tenir compte des préférences politiques. J'ai déjà eu l'occasion de dire ce qu'il faut penser de l'ancien système. D'ailleurs, l'opposition sait parfaitement que le système de soumissions publiques que préconise le député de Richelieu a été abandonné par le gouvernement précédent. MM. Dansereau⁷ et Bouchard⁸, ministres du gouvernement Godbout, n'ont pas hésité à dire que c'était stupide de réclamer des soumissions publiques.

Les demandes de soumissions, selon la formule des anciens régimes, étaient illusoires, puisqu'on ne s'engageait jamais à accepter la plus basse soumission et que certains ponts coûtaient parfois trois fois plus cher qu'on l'avait annoncé. Au temps où les libéraux étaient au pouvoir, le gouvernement a confié les travaux, non à l'entrepreneur qui avait présenté la soumission la plus avantageuse, mais à un entrepreneur qui réclamait \$200,000 de plus que le prix prévu dans la plus avantageuse soumission. Et, quand les travaux furent terminés, l'administration dut déboursier encore \$600,000 de plus. Et tel pont qui devait coûter \$400,000 a coûté trois fois plus.

M. Cournoyer (Richelieu): Je crois comprendre que pas un sou n'a été dépensé pour annoncer dans la presse des demandes de soumission.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Non. L'expérience a démontré qu'une telle façon de procéder coûte beaucoup trop cher. Il n'est pas sage de dépenser inutilement dans le seul but de jeter de la poudre aux yeux. Nous ne procédons pas autrement que les grandes compagnies de la province de Québec, que ce soit le Téléphone Bell ou toute autre firme.

M. Cournoyer (Richelieu): Ce qui arrive actuellement, c'est que le gouvernement demande des soumissions à des amis, trois ou quatre, dans une région. Il se passe alors que ces amis s'entendent entre eux pour se partager les contrats et les obtenir au plus haut prix possible. Cela coûte cher à l'administration et c'est au détriment de l'intérêt public. Qui choisit les entrepreneurs?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est le ministre des Travaux publics. Je consulte mes collaborateurs. J'ai des hommes d'expérience avec

moi. Et depuis 10 ans que je suis ministre, je connais la question des ponts et de la construction de ponts à fond. Nous confions les travaux de façon à ce que ce soit dans le meilleur intérêt de la province. Les plans et devis sont préparés par les ingénieurs du ministère qui font aussi leurs estimations, et la plupart de ces ingénieurs sont des gens responsables, nommés sous les anciens régimes libéraux.

L'ingénieur en chef, M. Olivier Desjardins, est à l'emploi du département depuis 40 ans. Il a été nommé par les libéraux et personne ne songe à mettre en doute sa compétence et son intégrité. Nous prenons toutes les garanties possibles pour protéger les intérêts de la province. Si nos adversaires sont sous l'impression que les intérêts de la province ne sont pas bien protégés, qu'ils fassent des enquêtes. Mais rira bien qui rira le dernier. Tous nos ponts ont été construits à un prix raisonnable! Nous nous adressons pour les travaux à des entrepreneurs qui se sont fait une réputation.

M. Cournoyer (Richelieu): Comme si c'était M. Desjardins qui choisissait les entrepreneurs!

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les ingénieurs préparent plans et devis. Depuis 1944, notre ingénieur en chef s'est occupé de la construction de 1,158 nouveaux ponts. C'est de l'expérience, cela! C'est sûrement un homme qui possède une certaine expérience et je ne cache pas que personne n'ait encore mis son intégrité en doute. Tous les gens sérieux du système pour lequel le député de Richelieu parle... C'est un système hypocrite! Dans l'intérêt de la province, nous préférons procéder comme le feraient des hommes d'affaires. Nous n'avons pas peur des enquêtes.

M. Cournoyer (Richelieu): Les soumissions sont-elles ouvertes à une date déterminée, à heure fixe, devant les intéressés?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les soumissions sont ouvertes en présence des ingénieurs du ministère. Il n'y a rien de secret là-dedans. Par la suite, tous peuvent prendre connaissance de leur contenu.

M. Cournoyer (Richelieu): Est-ce que les députés sont consultés lorsqu'il s'agit de la construction d'un pont?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Certainement et c'est normal.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande des détails sur un pont à Saint-Boniface.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il s'agit d'un pont construit par la Voirie.

M. Cournoyer (Richelieu): Pour résumer, le ministre demande des soumissions à des amis du gouvernement. On ne respecte pas la loi. Pourtant, le ministre est tenu à se plier à la loi qui a été votée dans cette Chambre par les représentants du peuple. Cette loi spécifie qu'il doit y avoir des demandes de soumissions publiques. Il se trouve souvent que les travaux commencent avant la signature du contrat: c'est encore contraire aux stipulations de la législation. Qu'on modifie la loi, si on ne veut pas la suivre! Le ministre a admis qu'il ne la suit pas.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Voilà 10 ans que le sujet revient sur le tapis d'année en année dans cette Chambre. Elle a été débattue par des gens beaucoup plus éloquents que mon honorable ami de Richelieu. Toute la situation a été mise devant l'opinion publique. Et l'Union nationale a toujours été reportée au pouvoir avec une écrasante majorité. Le peuple a jugé et l'Union nationale se présentera encore avec confiance devant la population de cette province quand sonnera l'heure des prochaines élections.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi la deuxième partie du pont, située entre l'Île Saint-Christophe et le Cap-de-la-Madeleine, qui avait été ouverte à la circulation, fut refermée puis ouverte, et fermée à nouveau?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La deuxième partie du pont a été l'objet d'études et de délibérations de la part des ingénieurs pour savoir si l'on reconstruira le pont ou si on le consoliderait simplement. Entre-temps, les précautions nécessaires furent prises pour ouvrir le pont à la circulation, entre autres à l'occasion des fêtes mariales récentes au Cap-de-la-Madeleine⁹.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais enfin, a-t-on décidé de reconstruire le pont ou de le renforcer (sic)?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La première partie, la plus longue, a été reconstruite. La seconde sera renforcée, sur la recommandation des ingénieurs.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'étonne qu'on n'ait pas renforcé cette partie du pont immédiatement après le désastre, au lieu de construire un pont Bailey. Il est tout de même curieux, dit-il, qu'on ait mis cinq ans pour décider qu'on ne reconstruirait pas ce pont. De plus, j'attends encore qu'on produise en Chambre les plans et les contrats concernant les ponts de Trois-Rivières, ce que j'avais demandé à la dernière session¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député semble vouloir soulever un point qui a été l'objet d'une enquête et qui est classé. Le rapport a été clair, pourtant; la chute du pont a été due à des causes inconnues. D'ailleurs, le major-général Howard Kennedy, qui est un honnête homme, a juré lors de l'enquête où l'opposition était représentée que, d'après lui, la chute du pont n'était pas accidentelle. Il m'a juré, encore il y a trois ou quatre mois, que la chute du pont provenait de sabotage. Le capitaine d'Artois a fait le même serment. De plus, on a constaté que les deux étranges fissures qui ont provoqué la chute furent faites près du sol de chaque côté du pont.

Le raisonnement du député de Saint-Maurice est vraiment pitoyable. Après l'accident, nous n'avons pris aucun risque et nous avons construit les ponts Bailey. Enfin, j'invite le député de Saint-Maurice et l'opposition à venir parler du pont dans mon comté de Trois-Rivières. Les députés verront qu'ils seront plutôt mal reçus. Ce n'est pas en jetant de la boue à droite et à gauche que l'on règlera la question. Mes adversaires ont voulu faire de la politique avec cette catastrophe pour tenter de me nuire. Il y a un homme qui a voulu faire de la politique avec cela et il est disparu de la politique.

M. Hamel (Saint-Maurice): On n'a toujours pas répondu à ma question. Je veux savoir quand le gouvernement produira les documents sur le pont devant cette Chambre? Il y a un ordre de la Chambre qui date de l'an dernier à cet effet. J'ajouterai que la question de sabotage dont parle le premier ministre est ridicule. Quand le premier ministre a affirmé à l'époque que le pont avait été saboté par les communistes, il s'est rendu parfaitement ridicule. Ce sont des déclarations comme celle-là qui nous attirent les remarques et la réputation de "province mûre pour le communisme", comme ce fut le cas récemment¹¹. Il ne faut pas oublier qu'avant de tomber, le pont avait craqué pendant toute une année et qu'on n'avait rien fait pour le réparer. De plus, la chute s'est produite le jour le plus froid de l'hiver, ce

qui laisse supposer que la température a eu quelque chose à faire là-dedans. C'est le froid qui l'a achevé. Pourquoi ne pas admettre que le pont a été mal construit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répondrai qu'une enquête a été tenue, que l'opposition était représentée et qu'elle a en main tous les renseignements qu'elle demande, et ce, depuis longtemps.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement donne des contrats sans soumission, même à des contracteurs non qualifiés. On obtiendrait de bien meilleurs prix et de meilleurs contracteurs si l'on faisait des soumissions. On exige des municipalités qu'elles fassent des soumissions, c'est très bien. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas la même chose?

Lorsque le premier ministre était chef de l'opposition, il était en faveur des demandes de soumission. Il se disait convaincu qu'on épargnerait ainsi des millions de dollars. Il change d'avis; il ne dit plus la même chose, maintenant.

Ne pas demander des soumissions, c'est de la mauvaise administration. Je ne voudrais pas administrer ma ville comme cela¹². Le gouvernement veut garder la haute main sur tout. Actuellement, un contracteur doit même lui soumettre la liste des journaliers qu'il emploie; si c'était parce qu'il a peur que s'y glissent des communistes, ce serait bien.

Mais ce n'est pas pour cela. Le gouvernement exige aussi la liste des fournisseurs, de l'acier, du ciment; les fournisseurs doivent être acceptés par le ministère. Le ministre déclare qu'il ne craint pas d'enquête...

L'honorable M. Lorrain (Papineau): C'est vrai. Et n'importe quand!

M. Dupré (Verchères): Je ne doute pas de sa bonne foi. Mais ne pourrait-on pas prendre les estimés du ministère, les estimés faits par ses ingénieurs pour servir de base? Au lieu de laisser des entrepreneurs amis s'entendre entre eux pour présenter à tour de rôle la plus basse soumission, le gouvernement devrait considérer qu'il peut arriver à l'occasion que des entrepreneurs, à un moment donné sans travail, s'offrent à faire des travaux à meilleur compte pour garder leur main-d'œuvre occupée. Pourquoi le gouvernement ne profite-t-il pas de ces occasions? C'est mieux que le roulement de soumission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés de l'opposition disent que je répète toujours les mêmes discours depuis 20 ans. Et voilà que le député de Verchères dit que je ne dis plus la même chose. Qu'ils se mettent donc d'accord avant de parler. Avant les députés de Verchères et de Richelieu, l'opposition entre 1944 et 1948, qui était une véritable opposition, a voulu faire des élections sur les prétendus contrats sans soumission. M. Choquette¹³, à ce moment député de Montmagny, a cité l'article de la loi. Il en a parlé sur les tribunes. Ils ont fait de grandes campagnes à ce sujet et réclamé, eux aussi, un amendement à la loi. M. Choquette a été battu, M. Godbout¹⁴ a été battu; ils ne sont revenus que huit.

Je suis prêt à prouver n'importe quand que, sous l'Union nationale, les constructions coûtent beaucoup moins cher que sous les libéraux, et qu'avec les libéraux, les soumissions n'étaient qu'un trompe-l'œil. Les constructions finissaient par coûter beaucoup plus cher que le plus haut soumissionnaire à cause des "extras" que les amis du régime demandaient. Le ministère, par l'intermédiaire de ses ingénieurs, dresse des estimés. Si les soumissions répondent à ces estimés, on accorde le contrat, sinon, on le refuse.

Je le répète, le peuple s'est déjà prononcé sur cela. En 1948, les libéraux en ont fait leur gros cheval de bataille. Ils ne sont revenus qu'une poignée. Après les prochaines élections, s'ils continuent ainsi, je me demande s'ils reviendront une demi-douzaine. J'aimerais quand même qu'on en conserve plus que cela...

M. Cournoyer (Richelieu): Le mieux serait de supprimer les élections, faire comme à Moscou et permettre au gouvernement d'avoir 100 % des votes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme l'organisation à 100 % du député de Richelieu à Sorel. Les libéraux sont mal venus de parler de tout cela; ils ont construit un pont qui a coûté \$400,000 et qui s'est enfoncé dans un marécage. La machine qu'on a employée pour le sortir s'est aussi enfoncée. Du temps de M. Bouchard, on a construit une grande route qui aboutissait dans un terrain vague de l'État de New York. Le peuple le sait et l'a montré. Je conseille aux libéraux, s'ils veulent faire bonne figure, de changer de tactique.

M. Dupré (Verchères): J'aurais aimé que le premier ministre explique pourquoi il était en faveur des contrats avec soumission, alors qu'il était dans l'opposition, et pourquoi, maintenant qu'il est au pouvoir, il a changé d'idée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien simple. Quand on est au pouvoir, on peut voir des choses qui nous échappent quand on est dans l'opposition. Je défie mes honorables amis de nier que, sous les régimes libéraux, les travaux n'ont pas finalement coûté plus cher que la plus haute soumission. D'ailleurs, en 1936, quand nous avons pris le pouvoir, j'ai fait un relevé de 52 contrats accordés sous l'ancien régime au département de la voirie.

J'ai constaté que dans 51 cas, où la plus basse soumission avait été acceptée, les travaux, une fois terminés, avaient coûté généralement quelque 30 % de plus que ce que demandait le plus haut soumissionnaire.

C'est comme cela que l'on procédait. Les amis obtenaient les contrats et réussissaient à se faire payer de petits extras qui augmentaient le coût des travaux.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): C'est curieux comme le premier ministre change facilement de principes. On l'a entendu dire par exemple qu'on n'ouvrirait jamais les ponts à la circulation tant que l'on ne possédait pas les garanties voulues de sécurité. Or, dans le cas du pont Duplessis, on avait noté des fissures en 1950, un an avant qu'il ne tombe. Le pont était pourtant resté ouvert. On a parlé de sabotage. Peut-être qu'une raison de sa chute, c'est qu'il y avait plus de graisse que d'acier...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député est mieux d'être poli et de ne pas trop parler de "graisse".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): demande au député d'être poli.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous êtes un vaurien.

Des députés ministériels se joignent au chahut.

(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Polisson!

Une voix: Voyou!

(Désordre dans la Chambre)

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): M. le président, je demande au ministre de la Jeunesse de retirer le mot "voyou".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne le retirerai pas, car j'ai traité le député de polisson, mais je n'ai jamais prononcé le mot "voyou".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre de la Jeunesse a dit "polisson" et j'ai entendu le premier ministre dire "voyou"¹⁵. Je demande que tous deux soient forcés de retirer leurs paroles¹⁶.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis prêt pour ma part à retirer le mot "polisson". Je comprends que le député parle comme il a été élevé.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je demande au premier ministre de retirer le mot "voyou".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais prononcé le mot "voyou" à l'adresse du député de Sainte-Marie.

(Les députés de chaque côté commencent à taper sur leurs bureaux et à échanger des sarcasmes)

M. le président: À l'ordre!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. le président, j'ai entendu le premier ministre employer le mot "voyou" et je demande une décision.

M. le président: Le chef de l'opposition veut une décision. Elle est très simple. Le député de Sainte-Marie interpelle sans cesse les membres de l'autre côté de la Chambre et il est surpris de se voir interrompre. Je lui demande d'arrêter d'attaquer les autres députés. Le premier ministre a dit que cette expression ne s'appliquait pas au député de Sainte-Marie. Il n'y a donc pas de point d'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a un point d'ordre. J'ai entendu le premier ministre dire le mot "voyou".

M. le président: Le chef de l'opposition a entendu comme moi le premier ministre expliquer qu'il n'avait jamais prononcé ce mot à l'adresse du député de Sainte-Marie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le mot reste antiparlementaire et j'en appelle de votre décision.

M. le président cherche du regard le président Alexandre Taché dans la Chambre, mais ne le voit nulle part¹⁷.

(On envoie un appel urgent à M. Taché.)

Un député se souvient que le président est parti au Château Frontenac pour assister à un déjeuner en l'honneur du général Paul Magloire.

M. le président hésite.

(On hésite pendant quelques instants)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour simplifier, j'ai dit et je répète que je n'ai pas déclaré que le député de Sainte-Marie était un voyou, mais si l'on veut que je retire cette expression que je n'ai pas dite, je la retire¹⁸.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je retire mon appel.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je vais continuer à parler du pont de Trois-Rivières. En parlant de ce pont, M. Mongrain a réussi à diminuer la majorité du premier ministre de 60 %...

(Désordre dans la Chambre. On s'interpelle des deux côtés de la Chambre)

M. le président: À l'ordre! À l'ordre! Qu'on cesse de s'interpeller de part et d'autre¹⁹.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Si on continue, je vais faire l'arbitre.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Quoi qu'il en soit, on a eu une idée de l'opinion publique à Trois-Rivières. Les gens se demandent comment il se fait qu'on n'entend plus parler du pont Duplessis. Il est encore en réparation. On passe toujours sur un Bailey (il prononce Beley). Ce pont a une existence stratégique qui porte la marque d'une mauvaise administration. Je demande au ministre des Travaux publics combien ce pont a coûté à la province.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Trois millions cinq cent mille dollars.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Et combien en a-t-il coûté pour réparer les fissures?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Pas un sou.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) insiste davantage sur les fissures et rappelle quelques-unes des paroles qui ont été prononcées quelques instants plus tôt, lorsqu'il a été question de "voyou".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne sommes pas en Chambre pour entendre des déclarations qui n'ont aucun rapport avec la convenance et la politesse.

M. le président: Qu'on s'en tienne au pont de Trois-Rivières. Je ferai remarquer que c'est la troisième fois que je rappelle le député à l'ordre. Si cela continue, je vais faire rapport à l'Orateur.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Par qui ont été faites les réparations des fissures?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Par la Dominion Bridge. De tout ce qui s'est fait après la chute du pont, la province n'a pas payé un sou. Le pont ne s'est pas brisé à l'endroit où l'on avait réparé les fissures.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je demande au premier ministre si ce pont était une belle construction lorsqu'on a vu les fissures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je refuse de répondre à ce genre de questions.

M. Pinard (Drummond) demande alors si la cité de Trois-Rivières a contribué à l'érection du pont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

M. Dupré (Verchères) demande des nouvelles de la subvention réclamée par Belœil. C'est, dit-il, la période de préparation du budget municipal et il serait intéressant de savoir si l'on pourra compter sur la subvention provinciale.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les demandes sont nombreuses et, pour y donner suite, le ministère devrait déboursé quelque \$2,000,000.

M. Dupré (Verchères): La protection des municipalités contre le feu est une chose primordiale. Le gouvernement devrait faire ouvrir des crédits plus considérables au ministère pour l'aide aux services des incendies, à une condition toutefois, à la condition que l'aide soit automatique et que tous y aient droit.

Le gouvernement établirait un barème bien établi et, par exemple, lors de l'achat de boyau à incendie par une municipalité, le ministère des Travaux publics paierait 50 % du prix d'achat. On pourrait exiger que les achats de matériel soient approuvés par les commissaires des incendies, qui veilleraient à ce qu'ils soient faits à bon escient.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Nous allons étudier avec plaisir et sérieusement les suggestions du député. Le gouvernement actuel a fait énormément pour aider les municipalités à se protéger contre les incendies. Dans ce but, il dépense \$750,000 par année, alors que le gouvernement libéral ne dépensait que \$181,000 en cinq ans.

M. Lafrance (Richmond): J'estime que j'ai le devoir d'attirer l'attention du ministre des Travaux publics sur le sort injuste qui est fait à mon comté dans la distribution des subventions de son ministère, en particulier dans le domaine des systèmes à incendies. Tous les centres de mon comté ont à souffrir de ce système d'octrois non statutaires, laissé à l'entière discrétion du gouvernement, sans aucun barème. Le comté de Richmond n'a pas sa juste part dans ce domaine, comme dans la plupart des autres, dans la redistribution des taxes qui sont prélevées dans la province.

Même au temps de mon prédécesseur, M. Goudreau²⁰, mon comté était négligé. Pourtant, le comté de Richmond est un des plus progressifs de la province. Ses municipalités connaissent un développement sans précédent depuis quelques années, à cause des riches gisements d'amiante, les plus riches au monde, à cause de ses industries. Il y a chez nous des centres industriels des plus importants comme Asbestos, Richmond, Windsor Mills, Brompton, Danville, etc. Eh bien! Si nous consultons les *Comptes publics* de la province, nous voyons que des comtés voisins, comme Arthabaska, avec une population identique, ont reçu en quatre ans plus de \$74,000, tandis que Richmond ne retirait que \$18,000.

Si nous regardons maintenant la répartition de ces subventions dans les municipalités, on se rend compte que la ville très progressive de Richmond,

avec une population de 5,000, n'a pas reçu un seul sou depuis quatre ans, toujours d'après les *Comptes publics*, tandis qu'une petite municipalité voisine, Warwick, avec une population d'à peine 2,000 a retiré comme subventions pour système à incendie plus de \$22,000, également en quatre ans, Arthabaska \$16,000, Victoriaville, \$25,000, etc. Ma circonscription a été mal traitée et n'a pas reçu justice. En 1951, Arthabaska a eu \$20,000; Richmond, \$8,000; en 1953, Arthabaska, \$22,000 et Richmond, \$5,000; en 1954, Arthabaska \$15,000 et Richmond \$7,000.

Prenons maintenant le cas de la ville d'Asbestos qui profite d'une expansion incomparable et n'a reçu qu'une promesse d'octroi de \$15,000, dont elle n'a touché que \$7,500, d'après les *Comptes publics*. Windsor Mills, \$5,000 en quatre ans, Danville, \$3,250. Brompton, pas un seul sou, tandis que Lennoxville avec une population d'à peine 2,000 a reçu, en trois ans, \$30,000. Je me réjouis que ces municipalités soient aussi bien traitées, mais je considère que j'ai le devoir comme représentant du comté de Richmond de me lever pour protester contre ce système arbitraire et injuste causé par le patronage politique qui est exercé dans tous les domaines de l'administration provinciale, et je réclame le même traitement pour les municipalités de mon comté que celui accordé aux municipalités des comtés voisins.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le député a tort de poser le problème de cette façon, car je puis lui dire que Richmond n'a reçu que \$2,350²¹ en cinq ans du gouvernement libéral, alors que l'Union nationale lui a donné \$45,000, soit vingt fois plus.

M. Lafrance (Richmond) demande des nouvelles d'octrois promis à Asbestos et à Danville. J'ai entendu dire qu'on retardait à les payer pour punir le député libéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de rappeler le député à l'ordre. Il n'a pas le droit d'imputer une intention malveillante au gouvernement. On n'a pas le droit de répéter les cancans en Chambre.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Qui va payer le nouveau pont de Trois-Rivières?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une question légale!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): La commission d'enquête devait nous trouver les responsables de la chute du pont. Je prends la parole pour manifester le mécontentement général des citoyens du Québec, qui veulent qu'on les renseigne. Le premier ministre a prétendu ce matin qu'il y avait eu sabotage et que c'était l'œuvre des communistes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai simplement dit que le major général Howard Kennedy avait juré qu'il y avait eu sabotage et que le capitaine d'Artois avait fait le même serment. Et j'ai ajouté que la commission d'enquête ne s'était pas prononcée.

M. Lafrance (Richmond) cite un article paru dans une revue technique et où il est dit que la mauvaise qualité des matériaux employés pour la construction du pont a été prouvée par des analyses et a causé la catastrophe. Le gouvernement provincial, dit-il, a dépensé des sommes considérables pour le pont de Trois-Rivières. De toute façon, toute la province a le droit de savoir les causes de l'accident.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le comité d'enquête était présidé par un juge dont personne ne peut mettre en doute l'intégrité. L'ingénieur L. Dansereau a pris part à l'enquête ainsi que M. Pigeon, l'avocat de l'opposition. Les enquêteurs n'ont pu en arriver à aucune conclusion. L'enquête n'a rien prouvé... Depuis lors, il y a eu d'ailleurs des élections; on en sait les résultats: le peuple a jugé.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Nous demandons au gouvernement: Trouvez-nous les responsables! Les contribuables du Québec ont droit de savoir. Un pont qui a coûté plus de \$3,000,000! Il n'y a pas eu sabotage, le fait que des fissures se sont produites avant la catastrophe, dans la partie du pont qui ne s'est pas effondrée, prouve la mauvaise qualité de la charpente métallique d'acier. Et le fil électrique dont on a dit qu'il avait servi aux saboteurs n'était qu'un fil téléphonique! *L'Engineering News Record* attribue la chute du pont à la mauvaise qualité de l'acier qui a cédé à cause de la basse température.

Quant à la commission d'enquête, elle a été nommée par le gouvernement. Est-ce que vous avez déjà vu un accusé choisir son juge? Les contribuables ont le droit de savoir qui est responsable de la chute d'un pont qui a coûté \$3,555,000. Le peuple du Québec ne peut accepter le verdict de sabotage, parce qu'il n'y a pas eu sabotage.

La meilleure preuve est que le gouvernement a défendu pendant un certain temps de passer sur la seconde partie du pont. Si le gouvernement avait réellement cru au sabotage, il se serait contenté de le faire garder par des policiers. Si le gouvernement a dû fermer l'autre moitié du pont à plusieurs reprises depuis ce temps, c'est qu'il existe une autre cause.

Il y a eu une première fissure le 25 février 1950, par un froid de 10° sous zéro; on a fait des réparations, mais sans changer la structure; et le pont est finalement tombé le 31 janvier 1951, par un froid de 28° sous zéro. Le gouvernement n'a jamais fourni aucune explication plausible de ces faits, l'hypothèse du sabotage est illogique et il y a eu négligence soit du gouvernement, soit de la compagnie qui a construit le pont. Nous voulons connaître les responsables. Nous voulons savoir qui va payer pour le pont: les contribuables ou la compagnie? Aux dernières élections, le peuple n'a rien jugé du tout. Il attendait la réponse du gouvernement à ces questions.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Après l'effondrement du pont, le chef du Parti libéral a déclaré à la radio qu'un scandale qui ferait tomber le gouvernement sortirait d'une enquête. Il n'en fut rien. Nous avons institué une enquête à laquelle le Parti libéral était représenté par deux avocats. Nous avons invité à témoigner tous ceux qui se disaient en mesure de fournir des renseignements. Qu'est-ce qui a été trouvé au cours de l'enquête? Nous avons alors assisté à la faillite complète de la preuve promise pendant des mois par les gens de l'opposition. Les meilleurs ingénieurs du pays ont comparu. Tous, sans exception, ont dit qu'ils étaient incapables d'attribuer des responsabilités à qui que ce soit. Ils n'ont trouvé aucun défaut dans les plans et devis.

Si le député de Saint-Maurice en savait plus long que les meilleurs ingénieurs du Canada, son devoir était de venir à l'enquête. Le pont de Québec est tombé deux fois, mais jamais personne n'a songé à en tenir responsable le premier ministre du temps à Ottawa. C'est un malheur qui a coûté la vie à 100 personnes. On a reconstruit le pont et c'est aujourd'hui une des merveilles du monde. Cela juge deux mentalités. Le député de Sainte-Marie aurait dû venir à l'enquête, au lieu de se cacher derrière son immunité parlementaire pour lancer de la boue.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le suave ministre des Travaux publics fait apparemment une petite crise de colère. Quand on m'a demandé des commentaires, le matin de la chute du pont, je

me suis contenté d'offrir mes condoléances aux familles des victimes. C'est le premier ministre qui, quelques heures plus tard le même jour, mais d'avance, a présenté la défense du gouvernement en accusant les communistes d'avoir saboté le pont de Trois-Rivières. Sa déclaration était d'un ridicule absolu et je n'ai fait une déclaration qu'après que le premier ministre eût lancé la rumeur de l'action des communistes.

Quand j'ai parlé pour la première fois de la question, il y avait déjà plusieurs jours que tous les orateurs de l'Union nationale avaient rendu jugement à la suite du premier ministre. À ce moment, la commission d'enquête n'était pas nommée et elle n'avait pas siégé. Elle n'a eu lieu que plus tard. Comment, alors, le premier ministre, lui, pouvait-il se prononcer aussi ouvertement et aussi vite? Et on vient nous accuser d'avoir tenté d'exploiter cette chute du pont, quand nous n'avons pas ouvert la bouche avant 10 jours²² après la catastrophe?

Le gouvernement a refusé de payer l'avocat du projet de loi. C'est le Parti libéral qui a supporté cette dépense et bien qu'ils n'aient eu aucune coopération, ce sont les avocats du Parti libéral qui ont empêché qu'on fasse passer pour un fil de sabotage un fil accroché au pont qui appartenait au Bell Telephone. Les avocats, à l'enquête, n'ont pas cherché à trouver la cause du désastre. Ils n'avaient qu'un but: empêcher qu'on fasse porter le blâme sur le département des Travaux publics. Il est temps qu'on nous dise si l'on entend soumettre la question aux cours de justice ou si l'on envisage un règlement.

Après trois ans, le gouvernement parle encore de sabotage possible, mais l'autre pont, celui qui avait craqué mais n'est pas tombé, qu'en dit-on? On oublie que la commission du gouvernement n'a jamais cru au sabotage. Ça fait trois ans de cela, on ne sait pas encore où sont les responsabilités légales et le premier ministre nous parle de sabotage. Le meilleur témoin que la compagnie pourrait invoquer en sa faveur, c'est le premier ministre, quand on tentera de trouver les responsables de la chute du pont. Après trois ans, la province n'en sait pas plus long qu'alors et le gouvernement continue de parler de communisme.

C'est une question aussi sérieuse que toutes celles qui ont coûté \$3,000,000, mais il faut penser à ceux qui sont morts. Le gouvernement a-t-il accepté sa responsabilité ou tente-t-il de la faire porter à la compagnie? Ce n'est pas dans les déclarations qu'on pourra établir les responsabilités. Si cette question doit être soumise aux cours, que le gouvernement le dise, mais qu'il cesse d'invoquer le sabotage comme cause de ce désastre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition emploie un ton violent pour essayer de salir les commissaires et les avocats qui étaient sous serment. L'animosité dont il fait preuve en discutant cette question est regrettable. Il y a eu une enquête menée avec impartialité par des hommes au-dessus de tout soupçon et que l'opposition n'oserait sûrement pas suspecter. Lui, membre du Barreau, chef de parti, il essaie de faire croire que le juge Lippé, un honnête homme, et Lucien Dansereau, nommé depuis membre de la Commission des eaux limitrophes par le gouvernement du Canada, ont été nommés avec l'idée de taire la vérité. Il a passé son temps à vouloir salir les juges et les avocats qui étaient sous serment et qui sont aussi honnêtes que lui. Il est pitoyable que le chef du Parti libéral tente de les salir de cette façon.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas parlé des commissaires, mais du travail qui se faisait au banc des avocats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a dit que, sans les avocats du Parti libéral, on aurait pris un fil de téléphone pour une preuve de sabotage. Je suis sûr qu'on ne manifesterait pas tant d'animosité et d'acharnement s'il s'agissait d'un autre pont que celui de Trois-Rivières. On n'aime pas celui qui parle et je m'en flatte. J'ai la confiance des honnêtes gens. Le chef de l'opposition ne se grandit pas en utilisant de pareilles tactiques. On m'a réveillé à 5 heures du matin pour m'annoncer que le pont de Trois-Rivières était tombé et qu'il y avait deux morts. Pour moi qui savais que jamais un pont n'avait été construit avec autant de soins, j'ai eu de la peine et j'ai, par la suite, exprimé mes sentiments sur le parquet de la Chambre.

J'ai alors dit que je ne concevais pas qu'un pont construit avec autant de soins par les meilleurs ingénieurs et les compagnies les plus réputées, aussi responsables que la Dominion Bridge soit tombé quand des ponts semblables construits ailleurs restaient debout. Et je me suis posé la question: "S'agirait-il de sabotage?" Je me le suis demandé alors et je me le demande encore.

Je n'ai pas dit que c'en était; j'ai dit que ça pouvait en être. Et je le crois encore. Pour sa part, le major-général Kennedy, un des experts, m'a déclaré dans mon bureau, il y a trois ou quatre mois, qu'il était sûr qu'il s'agissait de sabotage. Et il me l'a encore répété il y a quelques semaines. On ne doit pas oublier que les fissures se sont produites tout près des rives, à des endroits où il était facile de les faire.

Nous avions choisi ce qu'il y avait de mieux en fait d'ingénieurs et de compagnies. Que pouvions-nous faire de mieux?

Quand on n'est pas certain d'une chose, on se tait. Et, si on veut parler du pont de Trois-Rivières, qu'on aille répéter là même ce qu'on affirme en Chambre. On verra alors ce qu'il adviendra. Je ne comprends pas que le chef de l'opposition, qui est membre du Barreau, ose employer son temps de la sorte à vouloir salir les juges et les avocats d'une commission dûment constituée... On me reproche d'avoir parlé de sabotage avant même de connaître les faits. Voici comment les choses se sont passées. Il était 5 heures du matin. J'étais dans ma chambre quand on m'appelle pour me dire que mon pont était tombé et qu'il y avait deux victimes. Tout homme de cœur comprendra ce que j'ai ressenti en apprenant cette nouvelle. Ce fut pour moi une épreuve pénible, car ce malheur frappait au cœur même de cette région qui m'est si chère.

Au début de la séance de l'après-midi, j'ai exprimé ces sentiments sur le parquet de la Chambre; j'ai dit en Chambre que je ne pouvais pas comprendre comment ce pont était tombé. En fait, je ne le comprends pas encore aujourd'hui. Le pont a été construit par une compagnie réputée qui gère d'autres travaux importants sur le continent de l'Amérique du Nord. Le ministre des Travaux publics avait supervisé les travaux personnellement et avait pris des précautions extraordinaires dans la construction de ce pont, sachant qu'il était érigé dans le comté de son chef.

Nous avions confié les travaux aux meilleurs ingénieurs et aux meilleurs contracteurs. J'ai alors exprimé l'avis, en Chambre, que la chute du pont pouvait bien être l'œuvre de saboteurs. Je n'ai pas dit que cela était, mais simplement que cela était dans le domaine des possibilités. Quant aux responsabilités légales, l'enquête elle-même n'a pu les établir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'en est fallu de peu que la preuve reste inattaquée à l'effet que le fil en question avait été utilisé pour des fins de sabotage. Ce sont les avocats du Parti libéral qui sont allés chercher les gens du Bell Téléphone et les ont fait témoigner à l'enquête. Un fait demeure, sans les avocats du Parti libéral, qui ont trouvé et amené à l'enquête les témoins qui ont démontré que le supposé "fil des saboteurs" était en réalité un simple fil du Bell Telephone, les experts produits devant la Commission auraient continué à soutenir que le fil avait été employé pour causer l'explosion qui a supposément projeté le pont dans la rivière Saint-Maurice.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il y aurait lieu de s'arrêter également sur l'aspect légal du problème. Quels sont les responsables, demande-t-il? Qui va payer les dommages aux parents pour les victimes? Qui va payer les réparations? Quels sont les responsables? Le gouvernement attend-il que les droits des contribuables de la province soient prescrits? On s'achemine vers la prescription avec la connivence du gouvernement!

(Désordre dans la Chambre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition ne devrait pas invoquer les victimes dans un but politique...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas là le sens qu'il faut donner à l'intervention de l'opposition. La perte matérielle n'est pas tout. Il faut savoir qui va indemniser les familles des victimes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Ironique) demande au député de Jeanne-Mance (M. Noël) de retourner à l'université. Il a parlé, dit-il, de responsabilité délictuelle, semi-délictuelle, contractuelle et a oublié la responsabilité légale. Il ne sait même pas que les travaux ont été exécutés par la couronne et qu'il n'y a pas de prescription contre la couronne. D'ailleurs, toutes les précautions ont été prises pour qu'il n'y ait pas de prescription. Le gouvernement ne s'est jamais soustrait à ses responsabilités propres et il continue à s'occuper des cas non réglés par la chute du pont.

Quant aux dépenses, le gouvernement n'a pas déboursé un seul sou ni pour la construction du pont Bailey, qui a dû coûter plus d'un million de dollars, ni pour la démolition de la section tombée, ni pour la reconstruction du pont, du côté de Trois-Rivières, ni pour les réparations effectuées à l'autre partie. La Dominion Bridge, qui est une compagnie responsable, a déboursé le million de dollars nécessaire pour la construction du pont Bailey.

C'est elle qui a la responsabilité. Il n'y a pas eu de contrat à ce sujet. À l'heure actuelle, nous sommes à examiner tous les aspects du problème et la province n'a pas payé un sou. Quand tout sera terminé, la province verra ce qu'il y a à faire. La seule chose à faire, après l'accident était de rétablir les communications sur une grande artère. Il ne pouvait être question d'attendre que les tribunaux se soient prononcés sur la responsabilité.

M. Pinard (Drummond): Pourquoi les documents relatifs à cette affaire n'ont-ils pas été produits en Chambre tel qu'ordonné?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il n'y a pas de documents.

M. Bélanger (Lévis): Le gouvernement aurait dû établir les responsabilités d'avance, afin de s'assurer qu'après coup il n'aurait pas à payer les frais de reconstruction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il fallait ne pas interrompre la circulation sur cette route très achalandée. La construction d'un pont Bailey s'imposait pour rétablir la situation tôt sur la route no 2.

Un député de l'opposition s'informe ensuite s'il y a eu contribution du gouvernement fédéral dans cette construction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans cette affaire du pont de Trois-Rivières, nous avons eu beaucoup plus de coopération de la part du fédéral que du côté de l'opposition. M. Howe²³ est un homme de cœur. Il n'a pas fait de petite politique avec un malheur et a accordé au gouvernement de la province toute l'aide dont il avait besoin.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre n'a pas le droit de faire allusion à de la petite politique en Chambre.

M. le président: Les remarques de "petite politique" du premier ministre s'appliquent à la collectivité et non à l'individu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai plus que cela, je dirai que c'est de la grande politique. Je dirai qu'il a fallu construire le pont Bailey à travers nombre de difficultés, à travers des remous, des billots, des débris de vieux pont. Une enquête a été menée par deux personnes compétentes et nous avons pris ensuite les moyens d'accélérer les travaux. La chute du pont, loin de me nuire au cours des dernières élections provinciales, n'a pas empêché que j'aie en ma faveur 1,200 votes de plus que le député d'Outremont²⁴, même si le comté de Trois-Rivières compte 25,000 électeurs de moins.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis prêt à ajouter un dollar de plus au pari, lors de la prochaine élection.

M. Bélanger (Lévis): Le pont de Trois-Rivières est tombé il y a quatre ans, et on ne sait pas

encore à qui en attribuer la responsabilité légale. Le gouvernement aurait dû, à l'avance, prendre les mesures nécessaires pour n'avoir pas à payer des frais de reconstruction. Je dis que les gens de la Dominion Bridge n'ont pas dû se lancer dans des travaux sans savoir où ils allaient. Il y a certainement eu un échange de correspondance ou un contrat entre le gouvernement et la compagnie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à désespérer de l'opposition. Ce n'est pas malin. Aucun contrat n'a été passé avec la Dominion Bridge pour les travaux de réfection. C'est la Dominion Bridge qui est responsable de la partie des travaux où il y a eu fissure.

C'est une compagnie solvable et responsable qui a été mise en demeure de remplir ses obligations. Il n'y a eu aucune convention entre elle et le gouvernement. Lorsque les responsabilités seront assumées, nous examinerons la question.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Combien y a-t-il eu d'actions à la suite de la chute du pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Trois ou quatre²⁵.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À combien s'élevaient ces actions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est assez difficile à dire. Il y a eu la cause d'un M. Gendron, qui s'élevait à une trentaine de mille dollars, je crois. L'épouse de l'une des victimes, M. Gendron, chauffeur de taxi du Cap-de-la-Madeleine, m'a écrit pour se plaindre des procédés de certains avocats libéraux.

M. Gendron avait une famille de près d'une dizaine d'enfants. Il avait des dettes et n'avait pas de quoi manger. Ce sont des gens charitables qui ont payé sa maison et ont donné de la nourriture. Chez nous, on a du cœur.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À combien s'élève le montant global des actions? Sont-elles réglées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les actions sont en voie de règlement.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): N'y avait-il pas un M. Vallée comme sous-ministre des Travaux publics dans le temps?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui. Il était sous-ministre et ingénieur en chef.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil y compris les salaires des employés du Service des eaux courantes (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur la Commission des eaux courantes.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La Commission des eaux courantes est supprimée, mais on gardera deux commissaires en fonction, en attendant la réorganisation au sein du ministère des Ressources hydrauliques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il est entendu que le gouvernement n'entend pas se priver de leurs services, du moins pas tant que se fera la réorganisation.

M. Bélanger (Lévis) demande quelques renseignements au sujet de la compagnie Photo-Air Laurentides à laquelle les *Comptes publics* révèlent qu'il a été payé \$294,557.13 pour le dernier exercice financier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agit d'une compagnie dirigée par trois Canadiens français et qui a son bureau rue MacMahon, à Québec. C'est nous qui les avons aidés à s'organiser. Ils prennent des photos aériennes de nos rivières, cours d'eau et forêts. Ils opèrent surtout dans le nord du Québec, le long de la Bersimis, et dans l'Ungava.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des eaux courantes (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En quoi consistent les travaux sur les rivières pour lesquels on demande de voter au département un montant de \$552,500?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agit de murs de pierre construits le long des rivières pour empêcher l'érosion de causer des dommages à des ponts ou à des chemins riverains. Beaucoup de municipalités font des demandes pour de telles constructions; il y a actuellement des demandes pour un montant global de \$90,000,000, mais il s'agit de travaux qui relèvent, pour les cas généraux, des municipalités.

Le gouvernement n'entend s'occuper que des cas extraordinaires. Quand les municipalités peuvent le faire, ce sont elles qui paient. Le gouvernement construit à ses frais quand il y a urgence et qu'on ne peut payer.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des renseignements concernant les câbles sous-marins installés entre la presqu'île de Manicouagan, sur la Côte-Nord, et Les Boules, comté de Matane.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
L'Hydro a donné un contrat à la Canadian Wire & Cable pour la construction de trois câbles sous-marins destinés à la transmission du pouvoir électrique de Manicouagan aux Boules. Le travail devrait être terminé le 1^{er} décembre 1954. Ce câble, construit pour l'Hydro-Québec, devait assurer la transmission régulière du courant à travers le fleuve à partir du 1^{er} décembre 1954. Au cours de l'été, on a fait venir d'Angleterre un bateau spécial pour la pose du câble qui avait été terminé à Rimouski et avait donné du travail à cet endroit pendant deux ans.

Lorsque la pose fut terminée, on y a lancé un faible courant qui a circulé normalement pendant 78 heures. Les premiers essais furent satisfaisants. On s'est alors pour la première fois aperçu qu'il y avait une défectuosité dans le câble. On l'a trouvée, puis on a effectué la réparation. Le câble s'est brisé une deuxième fois.

Comme l'Hydro s'était engagée à fournir l'électricité à la Gaspésie, elle avait pris une assurance des Lloyds qui paye, maintenant, \$5,000

par jour de retard de production d'électricité du Bas-Saint-Laurent. On construit actuellement une centrale thermique, avec trois moteurs diesel installés pour produire du courant et alimenter en électricité la rive sud du Saint-Laurent, en attendant la réparation du câble qui ne peut s'effectuer pendant l'hiver. Nous allons recommander les travaux de réparation au printemps. L'Hydro ne perd absolument rien.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur la rupture du câble.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La brisure s'est effectuée à 1 mille et demi environ de la rive. Il y eut une autre cassure à environ 12 milles. On a posé trois câbles, à une distance d'environ 5 à 7 milles l'un de l'autre pour empêcher qu'une ancre, par exemple, puisse, par accident, casser les trois câbles ensemble. L'un est pour le transport du courant positif, l'autre du courant négatif et le troisième est un câble de secours pour les remplacements possibles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les câbles installés entre les Boules et Manicouagan pour transmettre l'électricité sont les plus longs du genre au monde. Ils ont 31 milles de longueur. Ils descendent jusqu'à une profondeur de 1,200 pieds. Ils sont recouverts d'un revêtement métallique fait d'un alliage aluminium-acier; ils ont un diamètre de trois quarts de pouce sur une longueur de 27 milles; leurs extrémités renforcées ont un diamètre d'un pouce environ. Ils pèsent dans la partie centrale 11 livres au pied courant, ce qui lui fait une pesanteur de plus de 800 tonnes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien ont coûté au gouvernement ces câbles et leur installation?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le coût fut d'environ \$3,000,000. Seulement, il n'en coûte rien présentement à la province ou plus exactement à l'Hydro-Québec qui est protégée par les assurances.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À quoi attribue-t-on la cassure?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On ne le sait pas exactement. La compagnie mène une enquête. Il se peut, qu'à une profondeur de 1,200 pieds, le câble ait été sectionné par l'arête d'une

roche coupante. L'installation des moteurs diesel en attendant que les conditions de la glace permettent de réparer les câbles coûtera environ un quart de million.

M. Noël (Frontenac) pose une question sur les travaux du barrage du lac Saggy.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ces travaux devaient être faits l'été dernier, mais il a trop plu. Si nous avons un été normal en 1955, dit-il, ce ne sera pas long. Il donne des détails sur la difficulté que rencontre son département dans les réparations à faire au barrage de Mégantic²⁶.

L'eau mine le bout du réservoir, explique-t-il. Le gouvernement travaille actuellement à boucher cette ouverture avec du béton, et si ce béton peut prendre avant la fonte des neiges, il y a lieu de croire que tous les troubles disparaîtront de ce côté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des eaux courantes - Dépenses en immobilisations (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, ne

s'ajournera pas, comme à l'ordinaire, à mardi, mais bien à lundi, 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin* du 12 février 1955, à la page 6, précise que "le président et Madame Magloire, accompagnés des membres de leur suite, sont arrivés à l'Hôtel du gouvernement un peu après 10 heures et demie". La séance semble donc s'être ouverte avec leur arrivée pour débiter avec l'adresse de M. Duplessis à l'endroit des visiteurs. Le *Montréal-Matin* rapporte dans quelle ambiance toute cette cérémonie se déroule: "Le premier ministre les a accueillis à l'entrée du parlement, en compagnie de l'honorable Onésime Gagnon, du président de l'Assemblée législative et de Madame Alexandre Taché. Les membres de la sûreté provinciale assuraient la garde d'honneur dans les couloirs des deux Chambres. Les abords des deux Chambres avaient revêtu leur toilette d'apparat des grandes circonstances, avec les tapis rouges moelleux et les palmes. Après une courte halte au salon du président du Conseil législatif, le président et Madame Magloire sont entrés à l'Assemblée législative où ils ont reçu une longue ovation." *La Patrie* du 12 février 1955, à la page 18, mentionne ici que Mme Taché "a présenté une gerbe de roses à Mme Magloire". Ensuite, selon le *Montréal-Matin*, "après avoir signé le livre d'or de la province, ils ont pris place en bas des marches du trône, en compagnie de M. et Mme Taché. Puis, M. Duplessis leur a souhaité la bienvenue de la province."

2. Toussaint Louverture (1743-1803), homme politique et général haïtien qui lutta pour fonder une république noire en Haïti.

3. Normalement, les règles de la Chambre interdisent qu'un non-élu s'adresse à la Chambre lors d'une séance parlementaire. Il est donc exceptionnel que M. Magloire ait pu profiter d'un tel privilège. Il existe toutefois un précédent remontant à la séance du 4 mars 1919 lors de la visite du général Paul-

Marie-César Gérald Pau (1848-1932), qui était à la tête d'une délégation française en visite au Canada. Assistant à la séance en tant qu'invité, le général Pau fit une brève intervention qui était en complète violation avec les règles parlementaires.

4. *Le Devoir* du 12 février 1955, à la page 1, qui n'est pas favorable à l'Union nationale, mentionne que M. Duplessis "n'a même pas mentionné la présence de la femme du président. Il était pourtant si normal qu'il lui souhaitât la bienvenue que M. Magloire, dans son discours préparé d'avance, remerciait M. Duplessis des paroles aimables qu'il avait eues à l'adresse de la présidente!"

5. Cette information nous provient de *La Tribune* du 12 février 1955, à la page 12, rapportant: "que M. Tellier remplace M. Taché qui accompagnait M. et Madame Magloire chez le lieutenant-gouverneur".

6. Le 24 novembre 1954, M. Cournoyer a rendu hommage à Pierre-Joseph-Arthur Cardin (1879-1946), député libéral de Richelieu (1911-1935) et député indépendant de Richelieu-Verchères (1935-1945) à la Chambre des communes. Il fut ministre des Travaux publics (1935-1942) dans le cabinet King.

7. Georges-Étienne Dansereau (1898-1959), ministre des Travaux publics dans le cabinet Godbout de 1942 à 1944 et ministre de la Voirie pendant quelques mois en 1944.

8. Téléphore-Damien Bouchard (1881-1962), ministre de la Voirie de 1939 à 1944.

9. Ces fêtes eurent lieu un peu avant le début de la présente session. M. Lapalme y fait allusion lors de la séance du 23 novembre 1954.

10. *Le Nouvelliste* du 12 février 1955, à la page 1, explique bien le contexte entourant ce débat sur le pont de Trois-Rivières: "On se rappelle que la chute du pont Duplessis avait causé tout un émoi un peu partout en Amérique au matin du 31 janvier 1951. Immédiatement après la catastrophe, le gouvernement avait constitué une commission d'enquête formée du juge René Lippé et de M. Lucien Dansereau, ingénieur. Après leur enquête, ceux-ci n'ont pu déterminer de façon certaine qui était responsable de cette chute. De son côté, M. Duplessis n'a pas encore abandonné sa théorie de sabotage."

11. Selon *La Presse* du 28 janvier 1955, à la page 1, c'est le député fédéral de Erhart Regier (C.C.F., Burnaby-Coquitlam, C.-B.) qui, le 12 janvier 1954, dans une intervention en Chambre qui eut un grand écho dans les journaux du Québec, fit cette déclaration tout en accusant le Québec "de ne pas traiter équitablement ses minorités."

12. M. Dupré fut maire de Belœil (1937-1961).

13. Fernand Choquette (1895-1975), député libéral dans Montmagny de 1939 à 1948.

14. Adélard Godbout (1892-1956), élu député libéral dans L'Islet en 1929, premier ministre du Québec en 1936 et de 1939 à 1944, chef de l'opposition jusqu'en 1948.

15. Selon *La Voix de l'Est* du 12 février 1955, à la page 4, M. Duplessis a traité M. Dupuis de "lâche", mais c'est la seule source qui fait mention de ce qualificatif.

16. Le *Montreal-Star* du 12 février 1955, à la page 24, remarque que M. Lapalme "se leva d'un air indigné" pour cette intervention.

17. Le *Soleil* du 12 février 1955, à la page 6 explique qu'au "moment où le vice-président de la Chambre veut faire rapport à l'Orateur de la situation, on s'aperçoit que ce dernier est absent. En fait, l'honorable Alexandre Taché se trouve en ce moment en compagnie du président de la république d'Haïti au Château Frontenac à la suite de la réception au parlement deux heures plus tôt." *La Presse*, à la page 47, précise que "M. Tellier remplace normalement M. Taché quand il est absent, mais il ne pouvait tout de même se faire rapport à lui-même."

18. *La Presse* du 12 février 1955, à la page 47, mentionne que, par cette intervention, "le premier ministre a tiré la Chambre de cette situation embarrassante."

19. *Le Nouvelliste* du 12 février 1955, à la page 7, rapporte qu'à ce moment, M. Tellier "réussit avec peine à maintenir l'ordre" dans la Chambre.

20. Albert Goudreau (1887-1962), député unioniste dans Richmond de 1936 à 1939 et de 1944 à 1952.

21. Chiffre du *Soleil* du 12 février 1955, à la page 7. *L'Action catholique* du 12 février 1955, à la page 19, mentionne plutôt \$2,550.

22. *La Patrie* du 12 février 1955, à la page 26, mentionne plutôt 11 jours.

23. Clarence Decatur Howe (1886-1960), ministre du Commerce dans le gouvernement Saint-Laurent.

24. Le comté du chef de l'opposition, M. Lapalme.

25. Données du *Soleil* du 12 février 1955, à la page 7. *L'Action catholique* du 12 février 1955, à la page 19, mentionne plutôt "quatre ou cinq" réclamations.

26. Il y a eu un débat en Chambre sur cette question durant la séance du 25 janvier 1955.

Première séance du lundi 14 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi des
problèmes d'hospitalisation**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Problèmes
de législation agricole**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
problèmes d'hospitalisation**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

Adopté.

**Problèmes
de législation agricole**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole.

Adopté.

Travaux de la Chambre:

**Horaire
des séances**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'à partir de jeudi, le 17 février courant, la Chambre tienne à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de dix heures et demie du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, et la seconde, de trois heures de l'après-midi jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, avec suspension de six à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces deux séances, l'ordre du jour soit réglé suivant des dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

M. Dupré (Verchères): Les députés vont avoir une grosse semaine sur les bras.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Sainte-Geneviève

L'ordre du jour appelle l'examen de l'amendement du Conseil législatif au bill 107 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Prévost (Montmorency)** propose que le message ci-après soit porté par le greffier au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 107 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève, mais en l'amendant comme suit:

Le deuxième paragraphe de l'article 787*b* de l'amendement du Conseil législatif et commençant par les mots "À défaut d'entente", est amendé en le remplaçant par le suivant:

"À défaut d'entente entre les parties, la Régie des services publics est autorisée à agir comme arbitre définitif et dont la décision est finale et sans appel. Le différend peut être porté devant la Régie des services publics par toute partie intéressée et

suivant les règles ordinaires de pratique devant la Régie des services publics."

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Pêcheurs Unis de Québec

L'ordre du jour appelle l'examen des amendements du Conseil législatif au bill 188 concernant Pêcheurs Unis de Québec - Quebec United Fishermen.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le message ci-après soit porté par le greffier au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréée les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 concernant Pêcheurs Unis de Québec - Quebec United Fishermen, mais en les amendant comme suit:

Le paragraphe 2 desdits amendements du Conseil législatif est amendé en ajoutant après les mots "à la société", dans la dernière ligne de l'article 3 décrété par ledit amendement, les mots ci-après: "toutefois, les mots "et il a toujours été", dans la première ligne dudit article 25, sont biffés".

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Charte de Sherbrooke

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **M. Gérin (Stanstead)** propose que les amendements du Conseil législatif au bill 187 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soient maintenant acceptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille huit cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pensions spéciales - Ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil-Ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers - Ministère des Finances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait remarquer qu'il y a une augmentation de \$35,000 sur les crédits de l'an dernier. Ils sont passés de \$180,000 à \$215,000.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Les vérificateurs de la taxe de vente vont bénéficier d'une augmentation statutaire. Le département embauchera également une dizaine de nouveaux employés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers - Bureau de l'auditeur (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette dépense comprend un montant de \$660,000 de plus que l'an dernier.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cette augmentation a pour but de pourvoir à des salaires

d'employés nouveaux. Au département des licences d'automobiles, on a fait subir l'an dernier 140,000 examens. Nous avons 12 bureaux d'examen et deux unités mobiles. Nous avons également engagé un certain nombre d'employés pour l'impôt sur le revenu. Il nous faudra des cotiseurs; l'an prochain, nous n'aurons pas besoin d'acheter des machines de comptabilité. Cette année, le coût de perception de l'impôt sur le revenu coûtera \$800,000¹, mais l'an prochain, il y a certaines dépenses que nous faisons cette année que nous ne serons pas obligés de faire. Dans d'autres départements, nous avons aussi 190 employés de plus. Nous sommes obligés de vérifier la perception de la taxe de vente d'au-delà de 200 municipalités et commissions scolaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quel est le pourcentage des frais de perception dans les municipalités?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ces frais coûtent plus cher au gouvernement qu'aux municipalités. À Montréal et à Québec, cela représente 2 %. Partout ailleurs, il n'en coûte pas plus de 3 % avec minimum de \$1,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans le cas de la ville de Beauharnois, par exemple il en coûte près de 10 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si ces corporations étaient obligées d'établir un budget de perception, il leur en coûterait beaucoup plus cher.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) parle des réclamations de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) au sujet du remboursement de la taxe de la gasoline aux cultivateurs. Certains cultivateurs, dit-il, se plaignent de la lenteur des remboursements. Pourquoi y a-t-il des délais?

L'honorable M. Gagnon (Matane): La motorisation de nos fermes a fait de tels progrès que le Trésor provincial en est rendu à rembourser \$8,000,000 par année en taxe sur la gasoline aux cultivateurs du Québec. Il y a quelques années, le total des remboursements ne dépassait guère \$1,000,000. Il est vrai qu'un grand nombre de cultivateurs attendent très longtemps ce remboursement, mais nous essayons d'être très larges, d'être aussi humains que possible.

Les réclamations doivent être faites dans l'année et elles arrivent souvent en retard. Le

département doit aussi vérifier si les comptes ont été vraiment payés. Lorsque les cultivateurs ont manifesté leur bonne foi, nous sommes prêts à fermer les yeux. Le ministre ne doit pas faire de cadeaux. On procède avec toute la diligence possible, compte tenu de la multiplicité des réclamations.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans le cas soulevé par l'U.C.C., il s'agirait de retards de la part du ministère des Finances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci comporte un ouvrage considérable. En fait, nous faisons un cadeau aux cultivateurs. Nous ne pouvons pas remettre à qui n'a pas payé. Les retards sont attribuables parfois à ceux qui réclament.

M. Dupré (Verchères): Ce sont les enquêtes qui souvent retardent le remboursement. Serait-il possible qu'il y ait plus d'enquêteurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va y voir. La perception des taxes est difficile. Il n'est pas juste qu'un homme qui paie ses taxes régulièrement subisse les contretemps de celui qui ne les paie pas régulièrement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers - Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de perception - Bureau du revenu (Finances), pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien y a-t-il de fonctionnaires au bureau de l'impôt sur le revenu?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cent trente, environ.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien les machines de comptabilité ont-elles coûté lors de l'implantation du service d'impôt sur le revenu?

L'honorable M. Gagnon (Matane): La perception de l'impôt coûtera à la province, cette

année, \$600,000. Ce montant élevé s'explique par le fait qu'il a fallu acheter pour \$40,008 de machines de comptabilité ainsi que des bureaux nouveaux. Ces dépenses ne revenant pas l'an prochain, le coût de perception s'en trouvera d'autant diminué.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Où le public pourra-t-il se procurer les formules de déclaration d'impôts sur le revenu?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans des bureaux dépendant du revenu et du procureur général, dans les palais de justice, les bureaux d'enregistrement, chez les notaires et les greffiers, et dans certains hôtels de ville.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai lu un article de journal disant que, pour cette année, les contribuables n'auront pas à fournir de reçus pour les dons de charité. Il veut savoir si cette rumeur est fondée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de l'impôt sur le revenu s'applique à partir de janvier 1954; mais elle a été votée après cette date. Certains dons ont été faits avant la sanction de la loi. Certaines associations comme la Croix-Rouge nous ont demandé s'il leur était nécessaire de donner des reçus. Le contrôleur du revenu, M. Georges Shink, leur a répondu que ce ne serait pas nécessaire cette année. Toutefois, dans le cas où la déclaration du contribuable, en ce qui concerne les dons de charité, causerait quelque doute, la province se réserve le droit de faire enquête. Le maximum prévu pour les dons, c'est 10 % du revenu².

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs - Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'an dernier, nous avons eu à faire face pour la première fois au problème des examens des nouveaux chauffeurs d'automobiles. Depuis, des remarques venant de l'extérieur ont été faites concernant l'émission des plaques et surtout des nouveaux permis. Ceux qui n'ont jamais conduit sont obligés de subir un examen.

Il y a des bureaux où on ne passe pas plus de cinq ou six personnes par jour; on doit attendre parfois 15 jours ou trois semaines pour avoir son tour. On a pu voir par une nombreuse correspondance qu'il y a eu lieu de se plaindre de l'encombrement des bureaux. Si on envoyait directement par la poste la licence de Québec, dans le cas des anciens chauffeurs, ce serait un excellent moyen d'éviter l'encombrement dans les bureaux. Prévoit-on une amélioration dans ce domaine?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il n'est pas nécessaire de prévoir une amélioration. Elle s'est accomplie sur une très large échelle au cours des derniers mois. Nous avons fait subir l'an dernier 140,694 examens. Le personnel subissait en quelque sorte son entraînement; nos officiers ont fait leur devoir. Le ministère des Finances a aussi embauché une centaine d'employés nouveaux pour l'émission des licences d'automobiles. Il y a eu 59,628 examens à Montréal, 19,747³ à Québec, 8,280 à Trois-Rivières, 7,498 à Sherbrooke. Nos unités mobiles en ont fait subir 18,250. Il y en a eu 2,594 à Granby.

Parfois, ces examens durent au-delà d'une heure; c'est le cas d'un très grand nombre d'immigrants qui ne parlent ni français ni anglais. Il a fallu recourir à des interprètes et la chose n'était pas toujours facile. On prévoit que le chiffre baissera à 75,000 cette année. Nous avons également donné des permis temporaires, l'été dernier. D'ailleurs, tous les corps publics, les compagnies d'assurances, les chefs de police admettent une très grande amélioration chez les automobilistes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En ce moment même où nous parlons, il n'y a pas d'affluence considérable dans les bureaux. L'affluence commencera surtout en mars et en avril. C'est actuellement qu'il faut faire un effort pour que nos bureaux ne soient pas congestionnés. Combien y a-t-il de chauffeurs enregistrés actuellement?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 125,000⁴.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Y a-t-il moyen d'obtenir par la poste des formulaires d'enregistrement?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Seulement à Québec et à Montréal d'une manière générale. On peut en avoir ailleurs, par erreur. Il y en a toujours qui donnent de fausses adresses. Ce système contribue à décongestionner les bureaux d'émission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le recours à ces examens a été une initiative heureuse, qui a probablement contribué à sauver des vies humaines. Mais il faut penser que des réformes de ce genre ne s'organisent pas du jour au lendemain.

Comme au théâtre, il y a toujours des retards et, les choses se sont améliorées malgré l'énorme augmentation du nombre de véhicules. Il y a eu pour \$850,000,000 d'autos vendues à crédit l'an dernier. Ceci augmente d'autant plus la difficulté des examens.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Certains automobilistes n'apprennent qu'en fin de journée qu'ils ne pourront pas passer l'examen le même jour. À ceux qui ont vainement attendu deux ou trois heures pour obtenir leurs permis et qui ne peuvent pas être admis au bureau d'enregistrement le jour où ils vont pour la première fois, ne pourrait-on pas donner les cartes de préférence pour le lendemain?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois que nous avons fait tout ce qui est humainement possible de faire. On a sauvé en assurances cette année plusieurs millions de dollars.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)⁵: Je crois que la suggestion du député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) devrait mériter un peu plus de considération. Cela éviterait des dépenses aux contribuables.

L'honorable M. Gagnon (Matane) dit qu'il va étudier la suggestion.

M. Pinard (Drummond): Un garagiste ne pourrait-il pas émettre des plaques de licence?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous ne pouvons donner ce pouvoir à tout le monde. Ce contrôle est incompatible avec la vente des automobiles.

M. Dupré (Verchères) demande d'établir des bureaux pour l'émission des licences dans des villes comme Sorel ou Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a l'intention d'ouvrir un bureau à Saint-Hyacinthe.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Où en est le travail du comité chargé de la révision des lois d'assurances?

L'honorable M. Gagnon (Matane):

Le travail marche de façon satisfaisante. La partie concernant les assurances sur la personne est prête. Il reste à compléter le travail sur la loi administrative et le travail touchant aux assurances autres que sur la personne tels les accidents, l'incendie, etc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Conseil privé a déclaré, après trois jugements sans équivoque, que les assurances sont strictement de la juridiction des provinces.

La Cour suprême l'a dit également mais, à Ottawa, on s'entête à s'occuper de ce domaine, et on persiste à maintenir en exercice un surintendant des Assurances, un certain M. Fynlanson, qui est intéressé à garder ses fonctions, et c'est ainsi qu'Ottawa continue à s'occuper des assurances, à recevoir des dépôts, ce qui est contraire à la constitution canadienne.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (Service de la dette publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur les bons du Trésor.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La valeur des bons du Trésor en circulation s'élève à \$46,000,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
14. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères) pose une question sur les augmentations de salaires.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Au cours de l'exercice actuel, il y a eu 858⁶ augmentations de salaire s'élevant à \$216,849 au ministère de la Voirie. Il y en aura d'autres cette année ainsi que quelques nominations.

M. Dupré (Verchères): Le ministre entend-il constituer cette année des divisions additionnelles de la Voirie?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Une dans Portneuf. Pour la réparation et l'entretien des chemins, le ministère a besoin de \$22,675,000 en 1955-1956.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux millions six cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Cournoyer (Richelieu): Dans ce domaine, quelles sont les dépenses du ministère durant l'année en cours?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Vingt-deux millions cent vingt-sept mille dollars.

M. Cournoyer (Richelieu): Vous demandez pour le prochain exercice près de \$600,000 de plus, et le produit de la taxe sur l'essence a augmenté de \$5,000,000.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous devons réparer et entretenir 600 milles de chemins de plus.

M. Cournoyer (Richelieu): Je représente un comté assez négligé au point de vue de la voirie. Les cultivateurs en particulier se trouvent désavantagés par le manque de bonnes routes qui empêche les camions de se rendre chercher leurs produits. Richelieu est au fait le comté qui a été le plus négligé depuis quelques années. Je crois qu'on devrait apporter plus d'attention à la route rurale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député vient de parler de voirie rurale, je me permettrai de rappeler ce que j'ai dit dans mon discours de jeudi dernier ici en Chambre: Le gouvernement, ai-je alors affirmé, a consacré \$126,000,000 à la voirie rurale. Le député a parlé des taxes payées par l'automobiliste.

Dans mon discours de jeudi dernier, j'ai également expliqué que la province donne un retour à l'automobiliste québécois deux ou trois fois plus que l'automobiliste ne reçoit en Ontario. En 1948, la province a perçu \$127.61 par automobiliste et a dépensé \$229 pour chacun d'eux. La proportion a été de \$118 à \$153 en 1949, etc.

Le député de Richelieu dit que le comté de Yamaska est mieux traité que son comté. Le comté de Yamaska a été assez persécuté par l'ancien régime qu'il méritait bien qu'on s'en occupe un peu. Ainsi, la route numéro 3 était pavée dans tout le comté de Richelieu et le pavage s'arrêtait à la première maison du comté d'Yamaska.

Le comté de Richelieu est loin d'avoir été négligé. Il est même mieux traité présentement par l'Union nationale qu'il l'était par les propres amis du député. En 1945⁷, seulement 50 % des chemins du comté étaient des chemins améliorés. En 1954, cette proportion atteignait 77 %.

M. Cournoyer (Richelieu): On parle de \$70,000 pour l'entretien de la voirie, mais où cet argent a-t-il été dépensé dans mon comté?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) cite une liste d'endroits où des travaux ont été exécutés dans le comté de Richelieu.

M. Cournoyer (Richelieu): Ça paraît bien sur la liste, mais que ça ne représente pas grand-chose en réalité. Il souligne le cas d'un bout de route où l'on avait répandu du gravier sur de l'asphalte, gravier qu'il avait fallu ensuite enlever.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il s'agissait là de réparations. J'admets que tout n'est pas parfait en matière de voirie dans Richelieu, mais le présent gouvernement en a assez fait pour donner confiance à la population. Aucun gouvernement n'a fait autant pour la voirie rurale que celui de l'Union nationale.

M. Dupré (Verchères) parle des grattes d'autrefois. Il se demande si l'on ne devrait pas retourner au régime de la petite gratte, dans le cas des rangs au moins. Chaque cultivateur qui avait le contrat de la gratte, dit-il, se faisait un point d'orgueil d'entretenir son rang aussi bien que le rang voisin.

Les grattes mécaniques font de moins nombreuses apparitions et, entre-temps, les routes se détériorent. On pourrait aussi mettre davantage les ingénieurs à l'abri des interventions des organisateurs de troisième ordre dans la réalisation des travaux de voirie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Jamais les chefs de division, au ministère de la Voirie, n'ont eu autant de liberté que sous l'Union nationale. Les ingénieurs sont maîtres du budget qu'ils ont à administrer; jamais je ne suis intervenu ni directement ni indirectement auprès du divisionnaire et je ne m'occupe pas de la distribution des grattes.

Je leur ai toujours dit que je leur faisais confiance, pourvu qu'ils aient des résultats à montrer. Dans le cas de Verchères, comme dans d'autres comtés, il faut tenir compte du fait qu'il n'y a pas de gravier dans la région et qu'il en coûte les yeux de la tête pour le faire venir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'an dernier, j'ai donné une liste d'enfants qui avaient été payés par le ministère de la Voirie en 1952 dans le comté de Bonaventure et qui n'étaient pas en âge de travailler pour la voirie⁸. Le ministre de la Voirie avait alors déclaré qu'un remboursement de \$3,000 avait été fait.

Le 14 décembre, le député de Richelieu a obtenu un ordre de la Chambre ordonnant la production de la liste des noms. Depuis, aucune liste n'a été produite et les remboursements n'apparaissent pas aux *Comptes publics*.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Pour répondre à la question de l'opposition, il faudrait détailler une somme globale de \$300,000 et disséquer plusieurs contrats. Il faudrait au moins un mois de travail pour répondre à cette question de l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'opposition aura-t-elle prochainement la liste des enfants? Nous n'avons encore rien reçu après deux mois d'attente. Où dans les *Comptes publics* apparaît ce remboursement dont parle le ministre? Aux items du ministère de la Voirie?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les remboursements ont été faits directement au ministère du Trésor et les détails devraient apparaître dans les prochains *Comptes publics*. Les parents ont imité la signature de leurs enfants et encaissé les chèques. Il n'est pas d'intérêt public de révéler les noms de ces jeunes enfants parce qu'une loi fédérale défend de publier les noms de ces jeunes impliqués dans des affaires criminelles. La loi fédérale s'applique aux parents comme aux enfants.

Pourquoi livrer à la vindicte publique les noms de ces jeunes qui, après avoir fait des choses injustes, ont fait les remboursements nécessaires au gouvernement? Je peux être dans l'erreur, mais je ne crois pas que l'Assemblée est au-dessus des lois. Cette disposition de la loi est parfaitement juste et, par surcroît, tout l'argent a été remboursé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En Chambre, les députés peuvent parler de tout ce qui ne viole pas les règlements de la Chambre et je ne peux admettre l'explication du ministre. Alors, que fait de l'ordre de la Chambre le ministre de la Voirie? La motion que l'Assemblée législative a adoptée n'a pas été rejetée pour les motifs que mentionne le ministre. Elle fut au contraire adoptée, qu'il s'y conforme! L'incident des chèques n'est rien à côté de son attitude de refus d'obtempérer à un ordre de la Chambre. Une révolution a éclaté en Angleterre pour refus du souverain de se soumettre aux vœux des députés.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Des avocats du ministère sont à étudier cette question au point de vue légal, et je me conformerai à leur décision.

M. Bélanger (Lévis): Les enfants qui ont retiré des chèques ne sont pas à blâmer. Ceux qu'il

faut blâmer sont les parents qui leur ont donné ou fait donner ces chèques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il appartient non pas aux conseillers juridiques du gouvernement, mais à la Chambre de décider si ces prérogatives se trouvent violées. Il ne s'agit pas de protéger des enfants qui ne sont pas les vrais coupables, car ces enfants avaient de 7 à 12 ans, et ils n'ont rien eu à faire avec cette affaire. Il faut punir les vrais coupables, ceux qui ont forgé leurs signatures pour recevoir l'argent.

Il n'y a pas que des enfants qui ont retiré sans raison des argents de la province. Des adultes ont aussi reçu ainsi des chèques sans motif. Il cite un citoyen du nom de C. Joshuas, qui aurait 90 ans, d'un conducteur de chemin de fer du nom de Poirier et d'un employé du gouvernement du nom de Smith de New-Carlisle. J'ai d'autres noms de jeunes enfants qui ont reçu des argents de la province durant l'élection de 1952, dit-il, mais je ne les nommerai pas pour ne pas en faire de "jeunes délinquants".

Il veut attirer l'attention de la Chambre sur un autre cas et il cite le nom de M. Vernon Tozer de New-Carlisle qui lui a écrit avoir reçu une somme de \$14 sans avoir travaillé. M. Tozer affirme que d'autres citoyens de New Carlisle et d'autres régions du comté de Bonaventure et de la région de la Baie des Chaleurs ont reçu ainsi des argents, bien qu'ils n'aient pas travaillé pour le ministère de la Voirie.

Il ne faut pas se contenter d'un remboursement, mais faire une enquête complète et sérieuse sur toute l'affaire dans ce coin-là. Le ministre a beau affirmer que les ingénieurs de district ont toute liberté d'agir, il y a de la liberté qui se perd en route. Je crois qu'un ordre de l'Assemblée doit être suivi.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) déclare qu'après l'élection de 1952, il fut absent pendant environ un mois. À son retour, il fut averti que des irrégularités avaient été commises dans le comté de Bonaventure. J'ai alors donné des ordres de faire immédiatement une enquête approfondie, dit-il, et l'enquête a eu lieu. On a trouvé que des enfants étaient sur la liste de paie, hors de notre connaissance. Une seule chose restait à faire: exiger le remboursement. Et le remboursement a été effectué.

Mais que nos honorables amis ne se scandalisent pas. Ce n'est pas la première fois que de pareilles irrégularités sont révélées en période électorale. En 1944, lorsque nous avons pris le pouvoir, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) était

un adversaire des libéraux⁹; il y eut des irrégularités dans le comté de Gaspé-Nord où des noms fictifs ont été mis sur la liste de paie. Nous avons découvert que des chèques ont été payés à des enfants, à des inconnus, à des gens qui n'avaient aucun droit à ces argents. On s'est organisé pour faire payer du temps double. Le gouvernement a reçu des comptes pour des clous et autres marchandises qui n'ont jamais été livrés. Le total des irrégularités atteignit \$50,000.

Des irrégularités se sont également produites en 1931 dans le comté de Berthier. Des enquêtes furent tenues. Sur des listes de paie, on a trouvé le nom d'un homme mort depuis 10 ans, celui d'un individu qui était supposé avoir travaillé avec deux chevaux et qui n'était pas à l'emploi du gouvernement, celui d'un homme décédé en 1922, celui d'un bébé de deux ans, etc. Encore une fois, que nos amis ne se scandalisent pas. Nous aurions bien des choses à leur rappeler.

Pour ma part, je regrette ce qui s'est fait dans Bonaventure. Aussitôt que j'ai appris que des chèques avaient été émis au nom de certains résidents du comté de Bonaventure et encaissés par ces derniers pour des travaux de voirie qui n'avaient pas été exécutés, nous avons étudié le problème minutieusement, et le gouvernement a été entièrement remboursé par ceux qui avaient indûment soutiré de l'argent au gouvernement.

Il donne alors sa parole d'honneur que tous les argents ont été remboursés.

Il ajoute qu'il met son siège de ministre et de député en jeu, disant qu'il se retirerait de la vie publique si l'opposition prouvait qu'il avait menti.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qui s'est passé en 1944 ne règle pas le cas de 1954. Nous avons demandé la liste des remboursements. La Chambre a ordonné que cette liste soit produite. Et nous ne l'avons pas encore. Pour passer outre à l'ordre de la Chambre, on invoque la loi des jeunes délinquants. Je me demande jusqu'à quel point nous pouvons être liés par une loi comme celle-là.

On m'a communiqué d'autres noms d'enfants ayant reçu des chèques en paiement de supposés travaux de voirie. Il aurait été facile de constater si les sommes impliquées avaient été remboursées au gouvernement, si seulement on s'était conformé à l'ordre de la Chambre de déposer les documents relatifs à cette affaire. Le ministre invoque la loi de la délinquance juvénile pour ne pas produire les documents; qu'il ne s'attende pas alors que, moi, je lui fournisse d'autres noms d'enfants comme il le demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est la deuxième fois que l'opposition soulève cette question. Elle ne dit pas que le ministre n'est pas honnête, et pour cause. Personne ne peut reprocher quoi que ce soit au ministre de la Voirie. En apprenant les irrégularités commises, le ministre a immédiatement fait faire une enquête.

Malgré tous ses efforts, l'opposition n'a découvert que \$3,000 d'irrégularités sur un budget de \$72,000,000... \$3,000 sur les \$72,000,000 du budget de la Voirie, ce n'est rien. Les remboursements ont été effectués à la suite d'une enquête sévère instituée sur ces irrégularités, je suis le premier à regretter. Le montant en jeu était d'environ \$3,000. La province n'a pas perdu un sou.

L'opposition veut soulever une tempête dans un verre d'eau. Je considère que le ministre s'est montré excellent administrateur. D'ailleurs, les libéraux ne peuvent en dire autant. Il a été prouvé que ceux qui critiquent aujourd'hui sont les héritiers politiques des gens qui inscrivait des bébés de deux mois sur les listes de paye comme chauffeurs de camions dans la construction de la route de Berthier. Il y a eu aussi l'enquête sur les Comptes publics avec le résultat que vous savez¹⁰.

Quant aux documents, il n'y a pas un gouvernement qui en ait produit autant et avec plus de célérité que le nôtre. Nous avons produit tous les documents que nous devons produire. Mais il y a des lois qui défendent de produire certains documents, et pas un gouvernement ne produit tous les documents demandés par l'opposition.

Nous sommes liés par les lois, certains documents ne peuvent être déposés. À Ottawa, dernièrement, un ministre fédéral, l'honorable M. Marler¹¹, a refusé de publier des documents à propos du nouvel hôtel du C.N.R. à Montréal en disant que la chose n'était pas d'intérêt public. Cette décision était conforme à la tradition parlementaire.

Si l'opposition veut se retrancher derrière cet ordre de la Chambre de produire les documents, nous allons faire scinder cet ordre. La province a l'avantage de posséder le plus grand ministre de la Voirie que la province n'ait jamais eu. Le chef de l'opposition devrait lui demander pardon d'avoir douté de lui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette remarque démontre le peu de sérieux du premier ministre dans l'apologie qu'il vient de faire d'un de ses ministres. Tout le sérieux de l'argumentation du premier ministre se synthétise dans sa dernière phrase. Pourtant, l'importance dans l'affaire présente,

c'est que le ministre n'a pas voulu obtempérer à un ordre de la Chambre. Je ne mets pas en question l'honnêteté du ministre et je ne doute pas non plus qu'il soit intégralement honnête.

Le premier ministre dit que c'est la deuxième fois que nous parlons de cette affaire. C'est vrai! Mais nous avons demandé des détails sur les remboursements et le ministre ne nous les a pas encore donnés. Nous ne les trouvons nulle part. Les *Comptes publics* sont muets là-dessus.

Je comprends que l'on refuse de produire un document, en se retranchant derrière l'intérêt public et la loi des jeunes délinquants pour ne pas obtempérer à un ordre de la Chambre. J'ai pourtant l'impression qu'en Chambre, nous pouvons parler de tout ce qui n'est pas défendu par les règlements. Il appartient alors à la Chambre de décider.

Mais, dans le cas présent, c'est la Chambre elle-même qui a donné l'ordre de produire tel document. Comment le ministre peut-il passer outre à cet ordre? Ce que M. Marler à Ottawa ne peut faire, ce qu'un ministre ici non plus ne peut pas faire, c'est de se refuser à se conformer à un ordre de la Chambre.

Le premier ministre prétend aussi que l'on se cramponne à des détails. Il fut un temps où il était moins chatouilleux. Il se souvient peut-être de l'époque des "culottes à Vautrin"¹². Je pense que, dans cette question des chèques aux enfants, on est allé assez loin. Le ministre a lui-même dit que l'on était allé plus loin que je l'avais moi-même dit l'an dernier. Je pense qu'on est allé encore plus loin. Je pense que le système s'est étendu à tout le comté de Bonaventure.

Je le répète, il ne faut pas que le ministre soit pris les mains dans le sac pour qu'une affaire soit mauvaise. Dans ce cas, j'accuserais le ministre, mais je n'ai jamais accusé le ministre. J'admets que cela s'est fait dans bien des élections. Aussi, ce que je défends surtout ici, c'est le principe en jeu: le ministre ne s'est pas conformé à un ordre de la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je n'ai jamais dit que je ne voulais pas me conformer à un ordre de la Chambre. Je n'ai pas dit que je refusais de le produire. J'ai simplement dit que la question avait été soumise aux conseillers légaux du gouvernement et que je me conformais à leur avis. Je répète que je n'ai jamais refusé d'obtempérer à un ordre de la Chambre.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 14 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Appareils de jeu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi concernant les appareils de jeu soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi est réclamé par l'opinion publique. En 1946, nous avons passé une loi pour corriger des abus, pour empêcher la possession et la propriété des "slot-machines". Ces appareils étaient alors dans une situation quasi-privilegiée. On en était même rendu à employer des jetons pour acheter de la marchandise. Ce geste s'est avéré efficace. Les "pin balls" conduisent au gaspillage d'argent durement gagné et nous avons de nombreuses plaintes des autorités à leur sujet de tous les côtés. Ces appareils peuvent être innocents en eux-mêmes, mais il n'y a aucun doute qu'ils servent au jeu et

aussi à encourager l'habitude du jeu, particulièrement parmi les adolescents. Nous voulons mettre un terme à cette menace pour la moralité de nos jeunes. C'est la raison pour laquelle nous avons présenté cette loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 19, est remplacé par le suivant:

"1. Pour les fins de la présente loi, l'expression

a. "appareil de jeu" désigne:

1° toute machine automatique ou appareil à sous employé ou destiné à être employé à toute autre fin que la vente de marchandises ou de services;

2° tout appareil, dispositif ou mécanisme utilisé ou destiné à être utilisé pour fin d'amusement ou de récréation, dont la mise en mouvement requiert l'usage de jetons, de pièces de monnaie ou d'autres pièces quelconques, quel que soit le rôle de l'habileté de l'opérateur dans le maniement d'un tel appareil, dispositif ou mécanisme ou dans les résultats de son fonctionnement;

3° toute machine automatique ou appareil à sous utilisé ou destiné à être utilisé pour la vente de marchandises ou de services, si le résultat de l'une quelconque des opérations des opérations de la machine ou appareil est une affaire de hasard ou d'incertitude pour l'opérateur, ou si, en conséquence d'un nombre donné d'opérations successives par l'opérateur, la machine ou appareil produit des résultats différents, ou si, lors d'une opération quelconque la machine ou appareil émet ou laisse échapper des piécettes ou jetons;

b. "juge de paix" désigne aussi un juge des sessions, ainsi qu'un juge de district;

c. "officier de la paix" comprend un officier de la Sûreté provinciale de Québec, un constable, un agent de la paix et un huissier de la Cour supérieure."

2. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En vertu des dispositions du bill, on pourra assimiler les phonographes automatiques aux jeux de bagatelle et les saisir. Cette disposition prohiberait l'usage de ces "juke box". Il est question d'amusement et de pièces de monnaie. Je ne crois pas qu'on puisse assimiler les "juke box" aux "pin balls". On devrait les exclure des dispositions de la loi. Les "juke box" utilisés dans la plupart des restaurants où l'on sert des repas sont-ils visés par la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans la définition du mot "jeu de bagatelle", il vaut mieux couvrir plus que moins. Il est entendu que la loi ne vise pas les machines en question qui sont innocentes en elles-mêmes et qui n'entraînent pas le jeu. La définition donnée dans le bill est très large, précisément pour prévenir les agissements de ceux qui s'ingénient à contourner la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si le phonographe est très facilement reconnaissable, pourquoi ne pas l'exclure de la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'en ai même fait jouer moi-même.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a fait jouer "Embrasse-moi, Joséphine".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les phonographes automatiques seront tolérés. Les autorités chargées de faire respecter la loi recevront des ordres en conséquence. Il faut que la définition soit tout de même assez large.

M. Pinard (Drummond): Il y a aussi les cartes à poinçonner. Est-ce que la loi va les couvrir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est visé dans l'article 170 du Code criminel. Tous les jeux de hasard sont couverts. La loi vise à prévenir tous les jeux à l'argent.

M. Pinard (Drummond) demande au gouvernement de donner une définition plus précise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement s'est délibérément abstenu de ne

mentionner aucun appareil par son nom. Si l'on se met à les nommer dans la loi, ils vont tout simplement changer de nom et il deviendra très difficile d'intenter des poursuites. C'est pourquoi la loi a été rédigée de telle façon qu'elle pourra atteindre son but.

M. Pinard (Drummond): Il reste aussi le cas des machines électro-magnétiques où l'on va à la pêche des cadeaux. Il y a des gens qui déposent de l'argent pour obtenir des cadeaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils sont aussi visés dans la loi.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): L'an passé, j'ai eu l'occasion de rencontrer un propriétaire de "pin ball". Je lui ai demandé de coopérer et d'empêcher les enfants au-dessous de 16 ans de jouer avec ces machines. Il ne l'a pas fait, qu'il en subisse les conséquences. À ma connaissance, il y a des hôtels dans le nord de Montréal qui ont le droit d'avoir des "slot-machines". Si cela est, les autres devraient avoir le même droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous en avons saisi huit ou neuf de ces appareils dans le nord de Montréal en fin de semaine, et nous allons continuer de surveiller étroitement les violateurs de la loi. La police provinciale poursuivra son opération contre les "slot-machines". Nous allons continuer de faire de notre mieux pour faire en sorte que les opérateurs soient chassés du Québec. La police provinciale continuera sa surveillance dans ce district. Si on en trouve, ils seront saisis immédiatement. La loi va suivre son cours.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux millions six cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) reprend la question du refus du ministre de la Voirie de produire la liste des noms des enfants qui ont reçu de l'argent durant les élections de 1952 dans le comté de Bonaventure. Le ministre, dit-il, n'a pas le droit de se soustraire à un ordre de la Chambre. La situation s'est aggravée du fait que le ministre de la Voirie a fait preuve de négligence, les documents auraient dû être produits depuis longtemps, comme l'exigent les règlements de l'Assemblée législative, et qu'il a déclaré qu'il attendait les instructions des officiers en loi, pour prendre action.

Il déclare qu'il attache encore plus d'importance à ce refus du ministre en face d'un ordre direct de la Chambre qu'aux irrégularités qui se sont produites. Ni le ministre, ni les officiers en loi ne sont au-dessus de la Chambre. La motion concernant la production des documents a été votée par la Chambre. Il (M. Lapalme) cite les règlements à ce sujet et il affirme qu'il est du devoir du ministre de produire le document que la Chambre lui a ordonné de produire il y a deux mois. Une très importante question de principe est en jeu et voilà pourquoi je la soulève.

Il y a donc eu négligence de la part du ministre, car c'est lui qui est en cause pour n'avoir

pas montré la diligence exigée par les règlements. Non seulement il n'a pas fait preuve de diligence, mais il a refusé carrément de donner la liste des noms comme la Chambre le lui avait ordonné. Le ministre est allé plus loin encore en déclarant qu'il attendrait pour répondre l'opinion légale des officiers de son département. Le ministre place l'opposition en face d'une fin de non recevoir. Il aurait dû donner ses raisons lors de discussion de la motion, il y a deux mois.

Il n'y a pas d'autorité qui prime celle des représentants du peuple, et ce fait est affirmé par tous les auteurs de droit constitutionnel, notamment Bourinot et May qui disent que celui qui refuse d'obéir à un ordre de la Chambre peut être cité à la barre de la Chambre. La question est d'une telle importance que le ministre, en s'obstinant à produire les documents, à la suite d'un ordre de la Chambre, n'aurait plus qu'à donner sa démission, puisqu'il serait passible d'être traduit à la barre de la Chambre, réprimandé et puni. Nous sommes en face d'une violation flagrante de privilège.

Je ne conçois pas qu'un ministre doive se laisser citer à la barre de la Chambre. Son devoir est plutôt de démissionner parce qu'il s'obstine d'obéir à un ordre de la Chambre elle-même. Ce n'est pas une tempête dans un verre d'eau, parce que la manière d'agir du ministre démontre clairement qu'à l'avenir, rien ne servira d'obtenir un ordre de la Chambre, si on décide aujourd'hui que ce privilège des députés est un vain mot.

Comme une pareille question ne peut être discutée en comité plénier, les règlements ne permettent pas au comité de la Chambre de citer un ministre ou un député à la barre de la Chambre, il ne me reste plus qu'à demander au président de faire un rapport à l'Orateur, à l'effet qu'un privilège de la Chambre a été violé. C'est à la Chambre elle-même que ce pouvoir incombe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tout le bruit que fait le chef de l'opposition, c'est la montagne en travail qui a enfanté une souris. Il ne peut pas être question de faire rapport à la Chambre quand le comité plénier et en train d'examiner un item des crédits de la voirie. Si la question ne peut être discutée en comité, pourquoi la soulève-t-il alors que nous siégeons en comité? Il ne faut pas trop s'attacher aux formalités. Les règlements permettent à un ministre d'affirmer qu'un document n'est pas d'intérêt public et de refuser de le produire en Chambre. Une fois que le ministre a fait cette déclaration, la discussion finit là.

Récemment à Ottawa, quand l'opposition a demandé la production d'un contrat entre les chemins de fer nationaux et les intérêts Conrad Hilton, au sujet d'un grand hôtel dans la ville de Montréal. M. Marler a déclaré que la production de ce document n'était pas d'intérêt public et la discussion a fini là. Mais pour calmer les alarmes de l'opposition, je vais dire immédiatement que j'ai l'intention de présenter une motion pour faire révoquer l'ordre de la Chambre dont il est question dans le présent débat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette déclaration de M. Marler a été faite durant la discussion de la motion présentée par l'opposition conservatrice avant que décision soit prise, et la motion a été refusée. Mais, si la motion avait été adoptée ordonnant la production du contrat, le ministre des Transports aurait été tenu de la produire. Il (M. Lapalme) réclame de nouveau un rapport du président du comité à l'Orateur de la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Avant d'être traîné à la barre de la Chambre, j'ai bien le droit de me défendre. Il n'y a pas eu violation des privilèges de la Chambre et, s'il y a retard à répondre, le chef de l'opposition aurait dû soulever cette question devant la Chambre et non pas en comité plénier. Il s'agit de savoir si la Chambre peut ordonner une violation d'une loi fédérale ou d'une loi provinciale. À mon avis, si j'ai tort, la Chambre me le dira et je produirai alors les documents demandés. Je n'ai pas refusé de produire les documents; tout ce que j'ai demandé, c'est du délai.

M. Bélanger (Lévis): Le ministre semble vouloir se réfugier derrière la loi pour ne pas avoir à déposer les documents concernés. Il dit vouloir auparavant consulter l'avocat de son ministère. Quant à moi, je suis d'avis que la Chambre n'a pas à être soumise à l'officier légal d'un département quelconque. La meilleure preuve que le gouvernement a peur, c'est qu'il annonce son intention de faire révoquer l'ordre de la Chambre. Au Moyen Âge, le prince était au-dessus de la loi. Le ministre de la Voirie a reçu un ordre de la Chambre l'obligeant à déposer les documents; il doit se soumettre. Notre histoire raconte de rudes combats livrés pour obtenir le gouvernement responsable. Ce gouvernement responsable, qui est en voie de disparaître dans la province de Québec...

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare, en se basant sur l'article 234 des règlements de la

Chambre, qu'il soulève le cas de la violation de privilège et demande que les députés qui siégeaient en comité plénier reviennent devant la Chambre.

(Il y a un débat sur l'interprétation de l'article 381 des mêmes règlements auquel participent le premier ministre, le chef de l'opposition et le député de Lévis)

M. le président: Selon l'article 381, le présent débat doit porter uniquement sur l'article à l'étude, soit la réparation et l'entretien des chemins et il ne peut être question de demander au président de décider s'il y a eu violation de privilège et de faire rapport à la Chambre. Cette question n'est pas pertinente à propos de cette discussion. Les députés peuvent continuer à siéger en comité plénier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sur cette importante question, je me vois forcé d'en appeler de votre décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, alors, que la Chambre siégeait en comité des subsides et que la discussion était ouverte sur l'item 4 des crédits de la Voirie, à savoir: "Répartition et entretien des chemins", l'honorable chef de l'opposition (M. Lapalme) se plaint que l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot) ne se serait pas conformé avec diligence raisonnable à un ordre de la Chambre comportant production de certains documents, et, invoquant le deuxième paragraphe de l'article 324 des règlements, il soutient qu'il y a violation des privilèges de la Chambre, et demande que je signale cette prétendue violation à la Chambre.

L'honorable ministre de la Voirie répond qu'il attend l'opinion des officiers en droit pour savoir si cette production est compatible avec la loi des jeunes délinquants.

L'honorable ministre maintenant soutient que le président du comité n'a pas juridiction pour décider cette question.

Vu que la Chambre est actuellement en comité des subsides sur motion adoptée à l'unanimité, vu le premier paragraphe de l'article 381 des règlements, je décide que l'application de l'honorable chef de l'opposition est inopportune et non conforme aux règlements.

L'honorable chef de l'opposition en appelle maintenant à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bourque, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Labbé (Arthabaska), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Tellier, 43.

Contre: MM. Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Marquis, Montpetit, Pinard, Rochon, Ross, Savard, 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux millions six cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

(L'atmosphère est tendue dans la Chambre)

M. Dupré (Verchères) demande au ministre si, inversement, des travaux n'avaient pas été effectués par des ouvriers qui n'auraient pas été encore payés par le ministère de la Voirie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Tous les travaux autorisés par le ministère de la Voirie en 1952 ont été payés en 1952.

M. Dupré (Verchères) demande si un contracteur du nom de M. Jean-Marie Berthelot a été payé.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) (Consultant son sous-ministre) Ce nom ne se trouve pas sur la liste de la Voirie. Dans certains cas, il peut s'élever une certaine confusion: des gens travaillent pour la Colonisation ou les Mines et croient travailler pour la Voirie et réciproquement.

M. Hamel (Saint-Maurice) met en cause le divisionnaire en charge du comté de Bonaventure et trouve inouï que le ministère n'ait pris aucune mesure contre lui qui avait signé les listes de paie où se trouvaient les noms des enfants.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) proteste contre cette interprétation et dit que les noms des enfants se trouvaient disséminés dans peut-être 300 listes; ce n'est qu'après que la fraude a éclaté. Et il ajoute que la province a été intégralement remboursée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député se laisse aller comme d'habitude à l'énervement et à l'excitation et perd le sens de la mesure. Tous les renseignements ont été fournis; il a les listes devant lui et n'a pas eu le courage de les consulter. Le député s'acharne sur cette irrégularité malheureuse réparée d'ailleurs, qui se chiffre par \$3,000 sur un budget de \$300,000,000.

M. Dupré (Verchères): Quel est le salaire des contremaîtres?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il est de 75 cents l'heure.

M. Dupré (Verchères) ne veut pas rendre le divisionnaire du comté responsable de tout. D'après les listes de paye produites par le gouvernement relativement aux travaux de voirie dans le comté de Bonaventure en 1952, plusieurs contremaîtres ne gagnaient que 65 cents l'heure. C'est là la cause de tout le mal. Comment voulez-vous qu'un père de famille se tire d'affaire avec 65 cents l'heure? C'est un mauvais exemple que donne le ministère de la Voirie. Si les contremaîtres qui ont signé les listes de paie étaient bien payés au lieu de recevoir 60 cents l'heure l'été, et de chômer l'hiver, cela pourrait éviter bien des irrégularités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Exhibant une photographie) L'opposition aime ça les photographies? En voici une représentant des hommes que M. Bouchard, T.-D. Bouchard¹³, le plus

grand inspirateur de l'opposition, a fait atteler pour travailler à un salaire de 15 cents l'heure.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'ingénieur divisionnaire qui a contresigné les listes de paye dans le comté de Bonaventure est-il encore en fonction?

Un député ministériel lui répond affirmativement¹⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): Donc le gouvernement est complice des irrégularités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ingénieur divisionnaire n'est sûrement pas responsable de ce qui s'est passé; il ne pouvait pas connaître personnellement tous les gens qui travaillaient dans sa division.

M. Hamel (Saint-Maurice): Des irrégularités comme celles que nous avons dénoncées dans Bonaventure, il s'en est produit dans tous et chacun des comtés de la province. Il s'en est produit également dans Saint-Maurice, dans Champlain...

M. Bellemare (Champlain): Je demande au député de retirer ce qu'il vient de dire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'en ai nulle envie. Je veux simplement dire qu'il y a quelque chose qui cloche.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Comme d'habitude, le député parle de choses qu'il ne connaît pas. Il parle à travers son chapeau; je me demande même s'il ne travaille pas du chapeau. S'il est un homme, il va prouver ses avancées. Mais il n'est pas capable de le faire, il n'y a pas eu d'irrégularité de commise sous l'autorité du ministère de la Voirie autre que celle que nous avons relevée, que nous avons fait réparer dans le comté de Bonaventure. S'il veut porter des accusations, qu'il le fasse comme un homme, en mettant son siège en jeu et en venant répéter devant les électeurs ce qu'il avance.

Alors, d'après la thèse du député de Saint-Maurice, tous les ingénieurs divisionnaires des comtés de la province seraient des fraudeurs, il faudrait les mettre tous à la porte. Le député parle à travers son chapeau. Il est incapable de prouver un iota de ce qu'il affirme. Heureusement que son collègue de Verchères montre plus de sens de la mesure en ne voulant pas mettre le divisionnaire du

comté en jeu; il sait comment les choses se passent. L'opposition continue d'exploiter les incidents de Bonaventure parce qu'elle est incapable de trouver autre chose.

M. Hamel (Saint-Maurice): On aura tout vu. Le chef de l'opposition demande production des noms et le ministre se refuse de le faire en invoquant des arguments légaux, et il me demande de produire des noms mêlés dans un scandale. Le ministre manque de sérieux...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Ce problème a été réglé par le vote de la Chambre.

M. Cournoyer (Richelieu) intervient.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comme d'habitude le premier ministre manque de logique...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai peut-être pas eu assez de logique, mais j'ai eu assez de cœur pour faire instruire le député de Saint-Maurice pour lui aider à terminer ses études de droit et, ensuite aller les parfaire à Louvain.

M. Hamel (Saint-Maurice)¹⁵: Comme j'ai déjà eu l'occasion de le déclarer, tout ce que j'ai reçu du premier ministre, c'est \$25. Et pour ne plus en entendre parler, je lui en remets \$50, en présence de toute la Chambre, pour que ce soit fini, cette affaire-là.

(Il appelle un page auquel il remet quelques billets de banque en lui disant d'aller les porter au premier ministre. Le petit page s'exécute et place l'argent sur le pupitre du chef du gouvernement. Celui-ci place dessus un presse-papier)

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne lui dois plus rien maintenant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est toujours un petit acompte que je vais remettre à un prêtre pour qu'il dise des messes pour redonner un peu de cœur au député. Il affirme n'avoir reçu que \$25. Le député a eu beaucoup plus que ça. J'ai des lettres de lui dans lesquelles il écrit: "Jamais je ne pourrai vous rendre ce que vous avez fait pour moi". Entre autres choses, je l'ai envoyé à l'Université de Louvain, en Belgique, pour deux ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je déclare sur mon honneur que je n'ai jamais reçu du premier

ministre un sou de plus que \$25. Quant à la bourse que j'ai reçue pour poursuivre mes études, ce n'est pas au premier ministre, mais à ma province que je la dois. Je la méritais ou je ne la méritais pas. Si je la méritais, on n'a pas à m'en faire reproche. Ma première reconnaissance doit donc aller à ma province dont je veux essayer d'améliorer les conditions sociales que le premier ministre s'efforce de maintenir au plus bas niveau du Canada.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) offre à l'opposition de discuter en même temps que le poste de la réparation des routes celui de leur construction, parce que les deux se chevauchent.

M. Dupré (Verchères): Payer ces contremaîtres 50 cents l'heure, c'est ridicule; d'autant plus qu'ils ne travaillent que l'été et, que l'hiver, ils sont des chômeurs et que ce sont des pères de famille. C'est donner le mauvais exemple.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle quantité de sel répand-on dans la province?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Vingt-cinq mille¹⁶ tonnes par an. Cela coûte \$600,000¹⁷. Ce sel est mélangé à du sable sur les routes de la province pour empêcher la chaussée d'être glissante. Le gouvernement fait des efforts considérables pour venir en aide aux automobilistes et nous recevons des éloges d'un peu partout sur la façon dont les chemins d'hiver sont entretenus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On a fait une certaine expérience à Sainte-Rose en incorporant des particules de caoutchouc à l'asphalte, qu'en est-il résulté?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est un procédé qui venait de Hollande. La chaussée n'était guère meilleure qu'avec l'asphalte ordinaire; mais elle coûtait beaucoup plus cher.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): A-t-on essayé un autre procédé utilisé au Nouveau-

Brunswick, également pour empêcher que la glace nuise aux véhicules?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il n'y a que 300 milles de routes de ciment dans la province et le ministère n'en construit pas plus parce qu'elles résistent mal à l'action du sel l'hiver et aux déformations du sol lors du dégel. C'est excellent la première année mais, tous les deux ans il faudrait recommencer la construction de la route, ce qui est impossible. Autrefois les entrepreneurs étaient chargés du travail; aujourd'hui, ce sont les équipes de la Voirie qui l'exécutent. La province y trouve son compte. Le système donne plus de satisfaction que quand on avait recours aux entrepreneurs. Les épandeurs du gouvernement sont en service sur toutes les routes de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le grand ennemi de l'automobiliste, c'est la glace.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Elle se fait d'heure en heure... Partout, nous sablons les routes. Nous allons jusqu'à Mont-Joli. Nous entretenons maintenant 28,000 milles de routes l'hiver. Jamais cela ne s'était fait sur une si grande échelle avant 1949. Au cours de l'été prochain, son ministère procédera à la réparation de 600 milles de routes de plus que l'an dernier.

Un député de l'opposition parle de la taxe imposée sur la gazoline, 2 cents le gallon, pour l'entretien des chemins d'hiver.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) nie qu'elle soit suffisante pour payer toutes les dépenses inhérentes à l'entretien des chemins d'hiver.

M. Bélanger (Lévis): L'an dernier, cette taxe a rapporté \$8,800,000 et la dépense fut de \$5,000,000. Il demande d'en profiter pour augmenter les octrois à l'entretien des routes dans les campagnes, car il arrive que des cultivateurs doivent se cotiser entre eux pour payer cette dépense dans leur municipalité.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réfection du chemin entre Cadillac et le Rapide VII - Dépenses en immobilisations (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection occasionnés par le drainage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'Assemblée législative finira demain les crédits de la Voirie et commencera ensuite ceux de la Santé.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée¹⁸.

NOTES

1. Chiffre du *Soleil* du 15 février 1955, à la page 12. *Le Devoir* du 15 février 1955, à la page 13, mentionne plutôt \$600,000.

2. Le *Montréal-Matin* du 15 février 1955, à la page 2, est la seule de nos sources qui dit que c'est M. Gagnon, et non M. Duplessis, qui fait cette intervention.

3. Chiffre du *Soleil* du 15 février 1955, à la page 12. *Le Droit* du 15 février 1955, à la page 9, mentionne 17,747.

4. Chiffre du *Soleil* du 15 février 1955, à la page 12. *L'Action catholique* du 15 février 1955, à la page 15, et *Le Droit* du 15 février 1955, à la page 9, mentionnent 175,000 plaques.

5. *La Tribune* du 15 février 1955, à la page 13, est la seule source à attribuer cette intervention à M. Lafrance (Richmond).

6. Chiffre du *Soleil* du 15 février 1955, à la page 3. *L'Action catholique* du 15 février 1955, à la page 15, mentionne 848.

7. Date prise dans *Le Soleil* du 15 février 1955, à la page 3. *L'Action catholique* du 15 février 1955, à la page 15, mentionne plutôt 1944.

8. À ce sujet, voir Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli. Mémoires*, tome 2, Ottawa, Leméac, Coll. "Vies et mémoires", pages 197-198.

9. M. Hamel était à cette époque candidat du Bloc populaire dans Saint-Maurice. Il fut défait.

10. Le premier ministre fait allusion à l'enquête des Comptes publics qu'il mena en 1936 contre le gouvernement Taschereau.

11. George Marler, ancien chef de l'opposition libérale.

12. M. Lapalme fait allusion à la comparution, en 1936, du ministre de la Colonisation Irénée Vautrin qui, lors de l'enquête des Comptes publics, avoua s'être fait payer des "breeches" par son ministère.

13. Téléphore-Damien Bouchard, ministre libéral des Travaux publics (1939-1942) et de la Voirie (1939-1944).

14. Nos sources ne nous indiquent pas quel député unioniste parle à ce moment. Toutefois, nous croyons qu'il s'agit très probablement de l'honorable M. Talbot.

15. *La Patrie* du 15 février 1955, à la page 7, mentionne qu'à ce moment, M. Hamel "rebondit sur ses pieds" pour répondre au premier ministre.

16. Chiffre du *Soleil* du 15 février 1955, à la page 24. *L'Action catholique* du 15 février 1955, à la page 3, est la seule de nos sources qui mentionne le chiffre peu réaliste de "25,000,000" de tonnes de sel.

17. Chiffre du *Soleil* du 15 février 1955, à la page 24. *L'Action catholique* du 15 février 1955, à la page 3, mentionne \$260,000.

18. Le lendemain, *La Patrie* du 15 février 1955, à la page 7, rapporte que, jusqu'au milieu de la séance de l'après-midi, "tout s'était déroulé dans une atmosphère de calme qui ne faisait nullement présager la séance tumultueuse de la soirée. Les députés paraissaient reposés, malgré leur brève fin de semaine. La Chambre se réunissait dans une atmosphère de détente et même de bonne humeur, avec la perspective de la fin de la session pour la fin de semaine. Mais si des incidents comme ceux d'hier soir se répètent, il est bien possible qu'on soit obligé de revenir la semaine prochaine".

Séance du mardi 15 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 255 relatif au contrat de mariage entre Cléophas Saint-Aubin et Mélina Saint-Aubin.

Projets de loi:

Cléophas et Mélina Saint-Aubin

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 255 relatif au contrat de mariage entre Cléophas Saint-Aubin et Mélina Saint-Aubin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 96 modifiant la loi des dentistes de Québec;

- bill 97 modifiant la loi du Barreau.

Projets de loi:

**Loi
des dentistes**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 96 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du Barreau

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 97 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 97 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Problèmes
de législation agricole**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 48 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que la loi 15-16 George VI, chapitre 7, modifiée par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 26, et par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 50, soit de nouveau modifiée en remplaçant les articles 6 et 7 par l'article suivant:

"6. Le comité doit faire rapport de ses constatations et de ses conclusions et le transmettre avec la documentation recueillie au lieutenant-gouverneur en conseil au plus tard le 1^{er} octobre 1955."

M. Dupré (Verchères): Quand le gouvernement a présenté une loi en 1951 pour créer cette commission, j'ai dit que ce n'était qu'une mesure électorale. En 1952, une loi est survenue pour prolonger d'un an le délai de la commission Héon pour faire rapport. J'ai alors protesté de nouveau et j'ai prédit alors que la Chambre n'aurait pas de législation basée sur les recommandations de la commission avant les élections de 1956. Je constate aujourd'hui que mes prédictions se sont réalisées à la lettre. Cette commission étudie depuis l'année 1951 et c'est la troisième fois qu'on nous demande une prolongation de délai. Les délais s'éternisent et le gouvernement fait du patinage de fantaisie pour leurrer les cultivateurs en leur faisant croire que le gouvernement leur donne quelque chose quand il ne leur donne rien. Il est temps qu'elle aboutisse dans son travail.

La commission présente au gouvernement, chaque année, des embryons de rapports qui coûtent cher: \$14,066 une année, \$22,007, l'autre année. Les rapports préliminaires présentés par la commission

ne sont qu'un procès-verbal des pèlerinages accomplis dans la province et ailleurs. Ils ne contiennent rien qui puisse justifier une autre extension de délai. L'an dernier, les commissaires se sont promenés en Europe et dans d'autres pays. Je me demande s'ils iront cette année en Amérique du Sud.

Ce ne sont que des récits de voyages aux frais de la province. Pendant ce temps-là, les élections approchent. Nous ne pouvons pas accepter cette façon de procéder. L'opposition est contre ces prolongements parce que ce qu'il faut aux cultivateurs, c'est de l'action, non pas des mirages des paroles et des voyages. L'ancien président de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), M. Abel Marion, a changé d'attitude depuis que le gouvernement l'a nommé membre de cette commission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'est pas honnête d'attaquer ainsi un absent.

M. Dupré (Verchères):

Je n'attaque personne. Je rappelle seulement les événements qui se sont déroulés. En 1954, l'U.C.C. demandait de faire diligence dans la préparation du rapport définitif. Au lieu de se hâter, le gouvernement propose de prolonger le délai. Depuis 1951, la commission aurait certainement pu présenter un rapport convenable. La présente loi n'est qu'un mirage électoral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

C'est une déclaration scandaleuse et non fondée, et je demande au député de la retirer.

M. Dupré (Verchères):

Je retire ma déclaration, mais il n'en reste pas moins que c'est la seule raison qu'on a donnée pour la retarder.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Verchères répète toujours la même chose. La loi est simple et claire. Elle ne cache aucun piège. Elle n'a qu'un but: donner à un comité d'études formé par le gouvernement un délai pour finir de se renseigner sur les problèmes agricoles relatifs à la vente et à la distribution des produits de la ferme. Les problèmes de la province de Québec à ce sujet sont les mêmes que ceux des autres pays. La production et la vente des produits agricoles posent dans tous les pays des problèmes compliqués. Notre province est très vaste et les solutions qui pourraient s'appliquer dans une région pourraient ne pas convenir à d'autres.

Il ne faut pas perdre de vue aussi que dans les relations internationales et interprovinciales, la province n'a pas de pouvoirs. Elle est obligée de subir la concurrence, ce qui aggrave davantage les problèmes. Il faut du temps pour les résoudre. On ne peut les examiner à la légère. Les questions des marchés et de distribution doivent tenir compte d'une foule de facteurs et l'on ne peut présenter des solutions sérieuses sans une étude approfondie.

La commission a pour mission de nous fournir des renseignements sur un grand nombre de problèmes touchant la production, la vente et la distribution des produits agricoles, la protection légitime des intérêts des producteurs et des consommateurs, la classification et la mise sur le marché des denrées, l'obtention de nouveaux débouchés, la situation de l'industrie laitière, etc.

Ce sont des problèmes aussi vastes qu'importants et qui ne sont pas particuliers à la province de Québec. Dans le but de mener cette enquête à bonne fin, la commission a voyagé en Europe, puis a tenu des centaines de séances et entendu un grand nombre d'organismes susceptibles de l'éclairer dans ses études.

Nous avons nommé comme commissaires M. le juge Georges Héon, M. Abel Marion, alors président de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et M. Antoine Larue, cultivateur et préfet de comté de Portneuf, trois honnêtes citoyens très compétents qui ont tenu des centaines de séances et accueilli des centaines de mémoires. D'ailleurs, nous avons reçu ce matin une délégation de l'U.C.C. qui nous a dit qu'elle n'avait pas encore eu le temps de compléter son mémoire à la commission, et qui a demandé du délai.

Le député de Verchères (M. Dupré) voudrait que nous refusions cette demande et que la commission décide, sans attendre le point de vue de l'U.C.C.? Je ne comprends pas que le député de Verchères veuille qu'on lui refuse cette demande légitime. Si l'on refusait la demande, l'opposition serait la première à nous reprocher de ne pas écouter les revendications de l'U.C.C.

M. Dupré (Verchères): La nomination de M. Marion à une position dans cette commission a été un rude coup pour l'Union catholique des cultivateurs. L'U.C.C. s'est prononcée sur ces problèmes dès 1951 et elle a toujours demandé depuis que la commission en arrive le plus tôt possible à quelque chose de pratique. La commission ne fera pas de rapport avec les élections. Il y a une limite à rire de la classe agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En approfondissant les problèmes à l'étude, l'U.C.C. a constaté qu'ils étaient complexes et difficiles. Il faut du temps pour l'étudier à fond et trouver les remèdes.

M. Dupré (Verchères): L'U.C.C. était parfaitement bien outillée pour pouvoir faire un rapport bien avant. Les fédérations diocésaines qui composent cette Union étudient les problèmes propres à chaque région. De plus, la commission avait parmi ses membres le président de l'U.C.C.; elle était donc particulièrement bien placée pour pouvoir présenter son rapport. Depuis 11 années que je siége en cette Chambre, je connais la mentalité de l'Union nationale, je sais ses façons d'agir et je n'hésite pas à déclarer qu'on avait, dès la formation de cette commission Héon, l'intention d'en faire un mirage électoral.

Le cas s'est déjà produit en 1947 d'ailleurs. Une autre commission agricole avait fait rapport. Ce rapport a servi à la campagne électorale, puis, il a été mis dans un tiroir. Encore une fois, il s'agit ici de mirage électoral, un rapport inutile qui n'est qu'une façon d'agiter le drapeau de l'Union nationale juste avant les élections. C'est ça, l'Union nationale pour la classe agricole. On s'est dit: Pourquoi donner aux cultivateurs autre chose que le crédit agricole, puisque ce dernier nous sert si bien? En conséquence, j'ai toutes les raisons pour déclarer que je voterai contre ce prolongement demandé en faveur de la commission Héon. Il en sera de cette commission comme de toutes les autres de l'Union nationale: on sortira un rapport à la veille des élections et on l'enfouira dans les tiroirs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est l'opposition que le peuple a mise dans un tiroir aux dernières élections.

L'honorable M. Barré (Rouville) se lève...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il est vrai que l'U.C.C. a demandé un rapport en 1952 mais que, réalisant toute l'ampleur du problème alors qu'elle tentait elle-même de présenter ses suggestions à la commission, elle s'accorda avec cette dernière pour demander un délai. Elle est en parfait accord avec le gouvernement. D'habitude, quand le député de Verchères critique un projet de loi, c'est qu'il est pour.

Le député de Verchères a parlé au moins 27 fois des élections dans ses discours, prouvant par là que le souci électoral l'emporte sur le reste. Qu'il ne se fasse pas d'illusions: le résultat des élections

prochaines est connu d'avance, car les cultivateurs de la province connaissent ceux qui les ont protégés et leur ont fourni les moyens de surmonter la crise.

Pourquoi y aurait-il des élections au mois d'octobre? Nous avons encore deux ans pour en faire. Il serait inutile de tenir des élections cette année, en 1956, et même en 1957, quand le mandat du gouvernement actuel se terminera. Nous en tiendrons probablement en 1956 ou en 1957, mais uniquement parce que la Constitution l'exige. Le peuple n'a pas tellement hâte, il sait bien que ça ne changera rien. Tenir des élections sera une perte de temps et d'argent.

M. Dupré (Verchères): Il est évident que le ministre de la Jeunesse n'est pas dans son domaine lorsqu'il s'agit d'agriculture. Je lui dirai que l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) s'est déclarée prête, au contraire, à présenter son rapport en 1951-1952 et qu'en 1954, elle a demandé un rapport final de la commission. Cela ne signifie pas qu'il y aura des élections cette année. Le rapport sera présenté en octobre pour permettre au gouvernement de présenter une loi avant les élections de 1956.

M. Lemieux (Wolfe): C'est comme la toile de Pénélope. On défait l'ouvrage à mesure, en attendant une session pré-électorale...

M. le président le rappelle à l'ordre.

M. Lemieux (Wolfe) intervient.

M. le président le rappelle à l'ordre.

M. Lemieux (Wolfe): Cette commission n'est pas nécessaire et les cultivateurs connaissent la réponse de tous les problèmes qui les concernent pour les avoir étudiés maintes et maintes fois. On se moque des cultivateurs avec cette commission et, en conséquence, bien que représentant un comté entièrement agricole, je suis obligé, après cinq ans d'attente, de voter contre la présente loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement donne pour unique raison de la demande d'extension de la commission Héon que l'U.C.C. n'a pas encore produit son rapport. Je ne crois pas que cela soit exact. L'U.C.C., en collaboration avec la Coopérative fédérée a présenté à la commission la plus grande partie de son rapport. Elle l'a affirmé elle-même ce matin en présentant son mémoire annuel au gouvernement. Nous avons une copie de ce rapport.

L'U.C.C. n'a pas demandé la prolongation du mandat de la commission Héon. De plus, on me dit que le premier ministre est prêt à poser des actes aujourd'hui. Si, lui, il connaît suffisamment les problèmes agricoles pour agir, comment se fait-il alors que la commission n'ait pas présenté, depuis 1951, un seul rapport préliminaire pour faire des recommandations sur les problèmes agricoles? Pourtant, chaque année, l'U.C.C. a fait des suggestions au gouvernement et aucune n'a été appliquée. Il devient donc évident que la commission n'a été que partie des méthodes électorales.

L'U.C.C. actuelle a accompli son devoir en fournissant au moins la majorité de son rapport. Il est curieux de constater que l'U.C.C. produit un rapport au moment où un membre de la commission Héon cesse d'en être le président. La lenteur de la commission ne le laisserait point croire. Est-ce un cours d'agronomie que l'on fait faire aux commissaires? Ça fait quatre ans et demi qu'ils étudient. Et pourtant, dès 1951 on admettait que les problèmes agricoles dans la province réclamaient une action urgente. Ça n'en finira donc jamais?

Je trouve que, pour un problème urgent, la commission Héon a eu suffisamment d'extension. L'U.C.C. devrait maintenant être disposée à soumettre son mémoire d'autant plus qu'elle a formulé déjà des suggestions sur plusieurs questions pertinentes. Les commissaires voyagent depuis déjà assez longtemps. Leur rapport était attendu et il y a un besoin apparent d'accorder un délai. C'est pourquoi je ne puis consentir à ce qu'on lui accorde un nouveau délai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le débat a duré déjà trop longtemps. Je n'ai pas l'intention de le prolonger. Mais je suis étonné des déclarations du chef de l'opposition. Dans ses déclarations, il a donné des signes certains du fait qu'il ne connaît pas la loi dont il parle. Il a répété à plusieurs reprises que ça fait quatre ans et demi que la commission existe. Or, la loi a été adoptée en décembre 1951 et les commissaires n'ont été nommés qu'en mars 1952. Ça ne fait même pas trois ans qu'ils sont en fonction. Cela prouve que quand des gens sont aveuglés par l'esprit de parti, ils ne sont même pas capables de lire les Statuts. La commission a besoin d'un délai additionnel pour terminer son rapport qui couvre des questions très difficiles. Ce délai demandé, délai final, est amplement justifié.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 48 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland,

Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses 1955-1956**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars

soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection du public aux passages à niveau - Dépenses en immobilisations (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Cournoyer (Richelieu) veut obtenir certaines explications. Le montant qui apparaît aux estimés budgétaires, dit-il, est généralement largement dépassé dans le cours de l'exercice en question. On est surtout généreux au cours de l'année des élections, alors que les travaux augmentent et que les salaires augmentent. Les années d'élections, on accorde des contrats de voirie pour des montants beaucoup plus considérables que durant les années ordinaires. Ainsi, en 1948-1949, année d'élections, le montant des contrats s'élève à \$34,200,000; en 1951-1952, il n'est que de \$16,104,000, mais il passe à \$38,000,000 en 1952-1953, autre année d'élections.

Les mêmes comparaisons peuvent se faire aussi, entre les années d'élections et les autres, pour ce qui est des montants payés en salaires aux journaliers. Ces salaires payés aux journaliers ont été de \$7,000,000 en 1948-1949, ils n'ont été que de \$2,578,000 en 1950-1951, puis ils ont atteint le sommet de \$7,917,000 en 1952-1953. Sous le gouvernement actuel, on a dépensé pratiquement toujours deux fois plus que le montant autorisé.

Il cite d'autres statistiques semblables en ce qui a trait aux expropriations, aux déplacements de poteaux, etc. Il est étonnant, dit-il, de voir comment l'on préfère ajuster ces dépenses de voirie aux besoins électoraux plutôt qu'aux besoins du peuple et de la province. Devant ces faits, nous avons le droit d'affirmer que la politique de l'Union nationale est à base d'électoralisme. Quels sont les projets que le ministre entend réaliser avec les \$30,000,000 qui apparaissent aux estimés budgétaires?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Quelle naïveté! À entendre le député de Richelieu, on pourrait croire que les libéraux n'ont jamais fait de travaux d'élections. Est-ce que ses amis libéraux ne s'étaient pas spécialisés dans les travaux de voirie en année d'élection seulement?

Le député de Richelieu a toujours été rouge et son parti a été pendant 40 ans au pouvoir. Que se passait-il alors? On ne faisait rien pendant trois ans, puis tout était mis en œuvre l'année des élections. Dès le lendemain de l'élection, c'était l'inactivité la plus complète.

Les temps ont changé et, sous l'Union nationale, la différence c'est que les travaux de voirie se poursuivent régulièrement avant, pendant et après les élections. M. René Chaloult¹, ancien député

indépendant de Québec-Comté, en a déjà fait la remarque à propos d'un comté particulier après les élections de 1948.

M. Cournoyer (Richelieu): Le ministre n'a pas répondu à ma demande de renseignements ni à mes observations touchant les dépenses beaucoup plus considérables faites par la Voirie en période électorale sous l'Union nationale. J'ai cité des chiffres pris dans les *Comptes publics*, on ne peut les contredire. Et l'on a droit de savoir ce que l'on va faire avec les \$30,000,000 qui apparaissent aux estimés budgétaires. La chose est d'autant plus importante que l'on ne sait que trop comment les contrats sont accordés sans demande préalable de soumissions publiques.

Dire que les représentants de ce gouvernement, par une motion de M. Béique², appuyé par le député de Yamaska (M. Élie), reprochaient au gouvernement libéral d'accorder des contrats sans soumissions et préconisaient ici même en Chambre, en 1934³, un système d'octrois avec soumissions publiques...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Une erreur de jeunesse!

M. Cournoyer (Richelieu): Ces hommes ont donc changé d'avis⁴. Sous le présent gouvernement, on ne se contente pas d'accorder les travaux sans soumissions, mais on fait souvent signer les contrats après que l'exécution des travaux a été faite, et l'on n'exige même pas de chèque de garantie de l'entrepreneur. On a parlé du système de soumissions publiques comme d'un système hypocrite. Sous les libéraux, a-t-on prétendu, on pouvait peut-être accepter les plus basses soumissions, mais il y avait toujours des "extras" qui augmentaient considérablement les prix. Mais que fait-on sous l'Union nationale?

Un contrat de la Highway Paving Company pour un bout de route entre Sept-Îles et Baie-Comeau, contrat qui devait coûter \$1,890,578, s'est élevé, une fois terminé et avec les extras, à \$3,171,000. Il ne s'agit là que d'un exemple. L'ingénieur en chef Ernest Gohier du ministère de la Voirie a été utilisé par le gouvernement pour faire des discours et donner de la publicité au régime actuel. Tout cela prouve que, sous l'Union nationale, les faits et les déclarations ne sont pas en accord. J'espère qu'on aura, tout de même, une idée des projets qu'entend réaliser le ministère avec les millions de dollars qu'il veut dépenser.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Vous venez d'avoir une preuve de la logique du député. Il se refuse à ce que l'on remonte en arrière pour blâmer les gouvernements de ses amis et lui-même, et, dans un inutile effort pour nous prendre en faute, il vient évoquer des faits de 1934. Je suis heureux d'avoir une occasion de parler des travaux sans soumissions publiques.

Je voudrais maintenant attirer l'attention sur un fait: À l'heure actuelle, au ministère de la Voirie, il serait physiquement impossible, matériellement impossible de procéder pour l'exécution des travaux de voirie par adjudication des contrats en enchère publique. Le réseau de la province s'est tellement développé: aujourd'hui le gouvernement s'occupe lui-même de l'entretien de 26,000 milles de routes. Nous avons donc été obligés de décentraliser les travaux de Voirie et les contrats sont beaucoup plus nombreux. Nous ne pouvions plus, comme jadis les libéraux, nous limiter à faire exécuter les travaux dans quelques régions seulement.

Pour employer rigoureusement le système des soumissions publiques, il nous faudrait faire des devis extrêmement précis et répondre à des spécifications de détails imprévisibles à la stipulation des conditions à remplir pour l'adjudication des contrats. Même si on le voulait, on ne pourrait pas. Aux endroits où il faut enlever le roc, il serait nécessaire de faire des sondages très rapprochés, et indispensables, ce qui coûterait extrêmement cher. Nous serions dans l'obligation de multiplier nos équipes d'ingénieurs qui parcourraient toute la province.

On imagine le travail que cela exigerait et les dépenses que nous devrions faire. Cela coûterait excessivement cher. Dans certains cas, la préparation des spécifications serait plus coûteuse que les travaux de voirie proprement dits.

On alléguera que cela se fait dans les autres provinces, c'est possible. Mais dans les autres provinces, la voirie ne s'occupe que des grandes artères, ce qui fait une différence très considérable. En Ontario, la Voirie ne s'occupe que des grandes artères, ce qui fait une différence très considérable. En Ontario, où on a fait des appels d'offres pour des travaux de voirie, ce système n'a pas donné les résultats escomptés si on se fie au "scandale" de l'année dernière au ministère de la Voirie de l'Ontario. Même si nous le voulions, nous ne le pourrions pas. Il faudrait diminuer la marche des travaux de voirie dans la proportion des deux tiers.

Notre personnel, qui travaille déjà de 10 à 12 heures par jour, parfois plus pendant l'été, et je

tiens à lui en rendre hommage, n'en viendrait pas à bout. Nous l'avons cependant essayé le système de soumissions; mais chaque fois, le coût fixé d'avance a au moins doublé. D'ailleurs, ce n'est pas l'Union nationale qui a inventé le système actuel des contrats donnés sans soumission. On ne fait, en cela, que suivre l'exemple des libéraux.

Je pourrais citer de nombreux exemples. En 1944, année des élections, le gouvernement Godbout a donné 124 contrats sans soumission; or, en 1943, qui n'était pas une année d'élection, le nombre total des contrats donnés ne fut que de 84; 40 de moins...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne peux croire ça. Les libéraux n'ont pas pu faire ça.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je tiens aussi à faire une mise au point. Je proteste contre les paroles du député de Richelieu à l'adresse de l'ingénieur en chef du ministère de la Voirie. Lorsqu'il est allé à Toronto, c'est de lui-même qu'il a adressé la parole et personne ne lui a dicté ses paroles. Il pourrait en témoigner n'importe quand. M. Gohier a été invité à parler en de nombreux endroits dont Toronto. Tous les ans, nous réunissons tous les ingénieurs de district: nous étudions en détail la situation générale; on passe en revue les travaux effectués l'année précédente, les prix payés l'année précédente et l'on s'efforce d'établir les prix pour la prochaine année.

Lorsqu'il est, ensuite, question des travaux à entreprendre, avant même qu'il ne soit question d'entrepreneurs, les ingénieurs font des devis, fixent les prix et les conditions générales dans chaque cas. Il est impossible de prévoir tous les détails et de fixer les prix. Chez nous, ce sont les ingénieurs de la voirie qui fixent les barèmes de prix et les quantités approximatives. C'est sur les plans et devis ainsi établis qu'on se base pour accorder les contrats aux entrepreneurs qui fournissent au gouvernement les meilleures garanties d'exécution et de prix. Le ministre n'intervient dans ce domaine ni avant ni après l'octroi des contrats. C'est seuls et selon leur compétence qu'agissent les ingénieurs de la Voirie.

M. Savard (Québec-Ouest): En 1952, le gouvernement de l'Union nationale, en vue de soulager la circulation du trafic lourd dans la ville de Québec, commença la construction d'une route, laissant le côté nord du boulevard Laurier près du pont de Québec, en direction du chemin Sainte-Foy. Cette route semblait être le début d'un projet

d'ensemble pour faire circuler en dehors de la ville de Québec un trafic lourd venant de la rive sud et nord et se dirigeant soit dans la région de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean ou sur la Côte-Nord en passant par le boulevard Sainte-Anne. Cette route, entre le boulevard Laurier et le chemin Sainte-Foy, fut complétée et même, les travaux furent continués sur une distance d'environ 1,000 pieds de l'autre côté du chemin Sainte-Foy. Le lendemain des élections de 1952, les travaux furent arrêtés et rien n'a été fait depuis.

Ce boulevard a été bénéfique pour Sainte-Foy, qui a connu un essor considérable depuis les dernières années. Aujourd'hui, le boulevard Laurier et la Grande Allée, qui traversent des quartiers résidentiels dans le comté de Québec-Ouest, sont devenus des artères absolument commerciales, surchargées de trafic lourd, au grand détriment des résidents et avec le résultat que tous les propriétaires, tant sur le boulevard Laurier que sur la Grande Allée, ont vu leur résidence perdre leur valeur et que la circulation est devenue intenable.

De gros camions-remorques non seulement se rendent jusqu'à la rue Holland ou Belvédère pour descendre ces deux côtes et ensuite traverser les quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch, mais d'autres se rendent même jusqu'à la rue D'Auteuil pour ensuite descendre la côte d'Abraham et traverser tout le quartier Limoilou pour se diriger soit dans le comté de Charlevoix, à Chicoutimi et ailleurs sur la rive nord ou pour aller rejoindre le boulevard Talbot.

Présentement, on n'utilise pas le boulevard comme il devrait l'être. La ville de Québec perd chaque année un gros montant de taxes parce que le gouvernement achète un grand nombre de propriétés. Est-ce que le gouvernement a en vue de continuer cette route déjà commencée au pont de Québec et éventuellement vers la route de Montréal, afin de décongestionner la circulation sur le boulevard Laurier?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le projet dont parle le député de Québec-Ouest est un projet soumis par la ville de Québec. Il s'agit d'une route pour détourner le trafic lourd au pont de Québec par le boulevard Charest. Nous avons déjà construit une route entre le boulevard Laurier et le chemin Sainte-Foy pour rendre service. La ville a demandé de l'aide et nous avons promis de collaborer dans la mesure du possible. C'est un projet urbain.

M. Savard (Québec-Ouest): Pourquoi les travaux ont-ils été arrêtés au lendemain de l'élection de 1952?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député est mal renseigné. Les travaux n'ont pas été arrêtés. Les travaux ont été faits avant et après les élections. Ils intéressent Québec et Sainte-Foy. Nous les avons terminés entre le rond-point du pont de Québec jusqu'au chemin Sainte-Foy. Dans le moment, le projet est considéré comme terminé. Le gouvernement a été heureux de coopérer avec les autorités municipales pour réaliser ce projet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette route est dans les limites de Sainte-Foy, Québec n'a rien à voir là-dedans. Il est donc faux de prétendre que c'est un projet de la ville de Québec.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La route a été construite à la demande des villes de Québec et Sainte-Foy qui désiraient un détournement du trafic lourd. Le chef de l'opposition aime à parler de l'Ontario. En Ontario, le ministère de la Voirie n'exécute jamais de travaux à l'intérieur d'une municipalité. Les équipes du ministère ontarien de la Voirie cessent tout travail en arrivant aux portes des villes. Nous avons déjà collaboré avec les villes de Québec et de Sainte-Foy et nous sommes prêts à collaborer encore.

M. Savard (Québec-Ouest) déclare que la situation actuelle est loin d'améliorer le trafic dans cette partie de la ville de Québec et de son comté. Il a demandé au ministre de continuer ces travaux dans le plus bref délai. Ils permettraient de détourner utilement le trafic, en diminuant notamment le nombre de véhicules lourds qui empruntent le boulevard Laurier et la Grande Allée, ou le Chemin Sainte-Foy.

M. Noël (Frontenac) critique l'attribution des fonds pour construction et amélioration de routes dans les divers comtés de la province. Il se plaint de ce que le ministère de la Voirie n'a pas continué les travaux dans sa région depuis les élections de 1952.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La proportion des chemins améliorés dans Frontenac est passée de 46 % en 1944 à 60 % aujourd'hui, ce qui veut dire que le comté de Frontenac ne peut se plaindre de n'être pas bien traité. Le député rouge qui représentait Frontenac à la Chambre basse en 1941-1942 n'a obtenu que \$21,000⁵ en 1941-1942 pour la construction et l'amélioration des chemins, et \$48,000 en 1943-1944. Or, le gouvernement actuel a dépensé en 1953, dans ce même comté, pour la construction et l'amélioration des routes, \$187,000⁶. Et nous avons d'autres projets cette année.

M. Noël (Frontenac) réclame la poursuite des travaux de voirie commencés dans son comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Frontenac s'il se souvient d'avoir déclaré, le 8 septembre dernier, dans un discours à Martinville: Votez pour le Parti libéral! Votez contre le gouvernement! C'est le meilleur moyen d'obtenir des travaux. Autrement vous ne pourrez obtenir jamais autant du gouvernement. Chez nous, nous avons voté contre et nous n'en avons jamais tant eu.

Il (l'honorable M. Duplessis) exhibe une feuille de papier portant la signature de témoins qui ont entendu la déclaration de M. Noël.

M. Noël (Frontenac) déclare qu'il n'a pas parlé ainsi...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'affidavit parle par lui-même. Ce document porte les noms de plusieurs personnes qui attestent que les déclarations du député à Martinville sont exactes. Le député de Frontenac n'a pas été si mal traité par le gouvernement de l'Union nationale, puisqu'il a pu faire cette déclaration.

M. Noël (Frontenac) demande la production du document.

Dépôt de documents:

Martinville, comté de Compton

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre, à la demande du député de Frontenac (M. Noël), copie d'un document ayant comme entête "Martinville, comté de Compton" et portant les signatures suivantes: Louis Martineau, André Desrosiers, Robert Lessard et Omer Desrosiers. (Document de la session no 44)

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

La Chambre reprend le débat en comité des subsides sur la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) proposant:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Protection du public aux passages à niveau - Dépenses en immobilisations (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Frontenac) accuse le ministère de la Voirie d'être celui qui fait le plus d'électoratisme. Quoi que dise le ministre, dit-il, on n'a presque rien dépensé dans Frontenac depuis 1952. Il (M. Noël) demande des chemins convenables, spécialement pour relier la ville de Mégantic aux centres américains pour inciter les touristes à venir admirer la campagne dans la région de Mégantic.

M. Bélanger (Lévis): Le ministre a remarqué que la voirie électorale est presque une tradition dans nos annales politiques. Il faudrait rétablir les faits. Au temps des gouvernements libéraux, il se faisait plus de travaux de pavage permanent les années autres que les années d'élections. Ainsi, en 1940, on fit des travaux sur une distance 1,784 milles et, en 1944, sur 780 milles seulement. Par contre, sous l'Union nationale, c'est l'inverse: 3,642 milles en 1948, à comparer avec 2,230 milles en 1947 et 1,544 milles en 1949: 3,600 milles en 1952, à comparer avec 3,200 milles en 1951 et 2,616 en 1953. La longueur moyenne de chemins construits en un an était de 1,384 milles de 1940 à 1944: il a été de 1,430 de 1944 à 1953, augmentation de 3 %. Or, les libéraux faisaient le travail avec un budget de \$7,494,000 alors que pour faire un travail à peine plus important le ministère de la Voirie a actuellement un budget de \$60,000,000... 3 % de chemins de plus! Et ça coûte 900 % plus cher! La cause de cela, ce sont les contrats sans soumission!

Il énumère une liste de contrats qui ont été accordés au cours des années 1952 et 1953 pour la construction de chemins dans son comté. Des contrats ont été signés, dit-il, après que les travaux eurent été exécutés et que d'autres travaux se trouvaient dans l'impossibilité d'être terminés à la date prévue dans le contrat.

Je disais hier que le gouvernement n'accorde pas aux municipalités ce à quoi elles sont en droit d'attendre pour la voirie rurale. Que le gouvernement accorde des subventions à toutes les municipalités sans exception. Et il devrait le faire indépendamment du député qui représente le comté à l'Assemblée. En Ontario, il y a une loi pour donner des octrois sans conditions à toutes les municipalités sans distinction.

J'ai fait un relevé des octrois dans Lévis: sous les régimes libéraux, on a accordé \$10,971 en 1944, \$7,600⁷ en 1943, \$5,405 en 1942; sous l'Union nationale, on a accordé \$3,200 en 1946, \$3,800 en

1948, \$3,900 en 1949, \$900 en 1951 et \$4,450 en 1952. Ce dernier montant se répartit sur une période de deux ans. J'en parle parce que les gens de nos campagnes se plaignent. Dans certains chemins, il n'y a pas eu de gravelle depuis 8 à 10 ans. Si l'on voulait aider nos municipalités de campagne, il n'en coûterait pas des fortunes et cela aiderait au budget de ces petites municipalités.

M. Ouellet (Saguenay): La circonscription électorale de Saguenay couvre le vaste territoire de la rive nord du fleuve Saint-Laurent qui s'étend des régions forestières des environs de Baie-Comeau jusqu'à la frontière qui sépare Terre-Neuve du Québec et du Labrador. Sous les régimes libéraux, le comté de Saguenay a été négligé complètement. Sous l'Union nationale, depuis 1944, le gouvernement a construit dans le comté de Saguenay 235 milles de routes. Mon comté a été négligé pendant 40 ans.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il fait aussi rapport du dépôt du document de la session no 44.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. René Chaloult (1901-1978), député unioniste (1936-1937), du Parti National (1937-1939), libéral (1939-1944), puis député indépendant (1944-1952).

2. Hortensius Bêïque (1889-1951), député conservateur (1931-1935), puis unioniste (1936-1939).

3. *La Patrie* du 16 février 1955, à la page 12, mentionne 1935.

4. Selon *La Patrie* du 16 février 1955, à la page 13, M. Courmoyer fait allusion à "une motion de députés de l'opposition de 1935 blâmant le gouvernement Taschereau de donner des contrats sans soumissions."

5. Chiffre du *Soleil* du 16 février 1955, à la page 15. Le *Montréal-Matin* du 16 février 1955, à la page 8, mentionne \$22,000.

6. Chiffre du *Soleil* du 16 février 1955, à la page 15. Le *Montréal-Matin* du 16 février 1955, à la page 8, mentionne \$185,000.

7. Chiffre du *Soleil* du 16 février 1955, à la page 15. *La Presse* du 16 février 1955, à la page 49, mentionne \$7,000.

Séance du mercredi 16 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 248 concernant les pères bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac.

Projets de loi:

Pères bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 248 concernant les pères bénédictins de Saint-Benoit-du-Lac.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 248 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill 206 modifiant la charte de La ville d'Alma n'ayant été présenté dans les délais prescrits à cause de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Loi des problèmes d'hospitalisation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 47 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 55, soit modifiée en remplaçant les articles 6 et 7 par l'article suivant:

"6. Le comité doit faire rapport de ses constatations, de ses conclusions et de ses recommandations et le transmettre, avec la documentation recueillie, au ministre de la Santé, dans les vingt-quatre mois de sa constitution."

Les membres du comité, le Dr Lesage, de Montréal, le Dr Lucien Larue¹, de Québec, les sous-ministres de la Santé, les docteurs Jean Grégoire², Jean-C. Beaudet³, et M. Jack Latter, ont fait jusqu'à présent un excellent travail. Le gouvernement actuel a déjà construit 99 hôpitaux⁴ ou sanatoriums dans la province. D'autres sont en voie de construction. Mais les demandes se font quand même de plus en plus nombreuses au ministère de la Santé.

C'est dans le but de répondre à tous les besoins réels sans cependant créer d'institutions inutiles que nous avons créé ce comité, dont la mission est d'étudier les requêtes, de s'enquérir sur place de la densité de la population, de nous renseigner sur le genre d'hôpitaux à construire, etc. Dans tous les cas, le gouvernement fait étudier le projet soumis et le comité fait enquête et soumet un rapport.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que l'on table quelques-uns de ces rapports ou qu'on en publie les plus intéressants.

L'honorable M. Paquette (Labelle): En attendant de présenter son rapport final, le comité a déjà envoyé une quinzaine de recommandations sur divers sujets qui lui ont été soumis par le gouvernement et qui nous ont été extrêmement utiles. Le travail a été fait avec diligence, mais il reste encore beaucoup de questions à étudier, d'où la prolongation de délai prévue par le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut que le gouvernement se rende compte d'une foule de problèmes. Il y avait, par exemple, un de ces problèmes à Gaspé où le gouvernement a construit un sanatorium. Par la suite, la population de Gaspé a demandé au gouvernement de construire un hôpital. D'autres étaient d'avis que le sanatorium pouvait être utilisé à la fois comme hôpital et comme station thermale. Les membres du comité sont allés faire enquête sur place et nous ont présenté un rapport. Le comité a étudié la question et a décidé qu'il y avait présentement des problèmes importants à régler et qu'il était préférable de reporter à plus tard la construction d'un hôpital à Gaspé.

Ce qui presse le plus actuellement dans la province, c'est de régler le problème des malades mentaux en leur fournissant des hôpitaux. C'est à la recommandation unanime de ce comité que le gouvernement a décidé la construction de trois hôpitaux pour malades mentaux à Sherbrooke, Trois-Rivières et Joliette.

Le comité recommandera aux autorités les meilleurs emplacements possibles. Mais il reste une foule de problèmes à régler et le gouvernement a encore besoin de la collaboration des commissaires. Il est certain que le gouvernement pourra, dès la prochaine session, présenter à la Chambre un rapport complet du comité sur toutes ces questions si complexes de l'hospitalisation. Les problèmes d'hospitalisation sont très complexes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voici donc enfin un comité qui a fonctionné, qui a travaillé, qui a montré qu'il était là pour faire quelque chose de concret. Je comprends que les problèmes à l'étude sont compliqués. Dans ces circonstances, vu la preuve du travail déjà accompli, nous sommes en faveur de la résolution et du projet de loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction et réfection des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lafrance (Richmond) demande au ministre si c'est pour punir la municipalité d'Ascot Corner qu'on a refusé de lui donner, après les élections, un octroi promis avant les mêmes élections.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) n'a jamais entendu parler de ce fait. Il dit au député que s'il lui avait dit la veille qu'il avait l'intention de l'interroger sur ce fait précis, il aurait pu consulter

ses dossiers pour être en mesure de lui répondre. Il ne peut être au courant, de mémoire de tous les cas de la province. Il tient cependant à ajouter que des travaux ont été exécutés dans Ascot Corner pour lesquels le gouvernement a payé.

M. Lafrance (Richmond) reproche au ministre de favoriser certains comtés aux dépens des autres dans les versements des octrois aux municipalités pour la réfection de routes municipales. Dans mon comté, dit-il, les municipalités n'ont reçu en 1953-1954 que pour \$7,114 d'octrois, contre \$85,654 dans le comté d'Arthabaska.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je suis habitué aux extravagances de langage du député de Richmond. En 1953-1954, le comté de Richmond, qui est dans l'opposition, a obtenu \$484,000 en travaux de voirie, soit environ un demi-million et autant que la moyenne des 80 comtés de la province où il se fait des travaux de voirie. Cela comprend des travaux effectués dans les municipalités, qui ont préféré que le gouvernement paye tous les travaux lui-même plutôt que de recevoir seulement 50 %. Si on dépense autant d'argent dans chaque comté que celui de Richmond, on dépenserait \$40,000,000 dans la province: S'il y a eu favoritisme, c'est en faveur du comté de Richmond.

M. Savard (Québec-Ouest): Le gouvernement a-t-il l'intention de terminer la côte de la Miche sur la route de La Malbaie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La côte de la Miche a été refaite en éliminant les tournants. Le travail est en cours.

M. Savard (Québec-Ouest): Est-ce que le projet de prolonger le boulevard Talbot jusqu'à Québec est toujours à l'étude?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond par l'affirmative.

M. Pinard (Drummond) fait écho à un discours prononcé assez récemment à Toronto par M. Ernest Gohier⁵, ingénieur en chef de la voirie. M. Gohier exprimait-il les vœux du gouvernement quand il disait que la route Trans-Canada serait terminée? Ce dernier aurait dit que la route Trans-Canada allait de l'avant dans la province de Québec. Est-ce que le gouvernement va compléter cet été le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier? La population de la province a le

droit de se demander si le gouvernement a réellement l'intention de terminer cette route et d'accepter l'entente que lui propose Ottawa à cette fin.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier n'est pas du tout la route Trans-Canada. Il n'est nullement question de transformer la voie Sir-Wilfrid-Laurier en route Trans-Canada.

M. Pinard (Drummond): Le fédéral offre 50 % aux provinces pour faire la route Trans-Canada. Les autres provinces ont accepté l'offre. Si c'est bon ailleurs, ce doit être bon ici également. Ça ne mettrait pas l'autonomie en danger et il resterait de l'argent pour les autres routes. En Ontario, 309 milles ont déjà été construits d'après le plan fédéral. Cette entente a été profitable à la province qui a retiré, depuis 1950, \$13,600,000. Québec conclura-t-il un accord avec le gouvernement fédéral? L'ingénieur en chef a prétendu que c'est dans la province de Québec que les chemins coûtaient le moins cher. La route de Chicoutimi a coûté \$22,050,000, soit \$215,886 du mille en moyenne. Cela est de nature à diminuer la portée des prétentions de l'ingénieur en chef. L'ingénieur en chef a-t-il bien parlé de lui-même, ou bien si ses propos lui ont été dictés par le gouvernement?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre pour dire qu'il a la veille fait une déclaration claire et nette à ce sujet: l'ingénieur en chef, M. Gohier, n'a parlé de ce qui se passe dans son ministère. Il sait, dit-il, que les ingénieurs sont responsables des travaux de voirie et il a voulu les défendre contre certaines attaques.

M. Pinard (Drummond): Le gouvernement a-t-il l'intention de terminer la route Montréal-Québec par Drummond qui raccourcirait le chemin d'une vingtaine de milles: par la route nord, il y a 170 milles entre Montréal et Québec; par la route de Drummondville, il n'y en a que 150 et, de plus, on évite les grands centres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) tient à répondre lui-même au député de Drummond, parce que celui-ci a mis directement en cause toute la politique générale du gouvernement. Il veut, d'abord, avec son ministre de la Voirie, s'élever contre ceux qui insinuent que M. Gohier aurait parlé sur dictée du gouvernement: M. Gohier est responsable de tous

les travaux qui s'accomplissent au ministère. Il a une très haute réputation qui dépasse les frontières du Québec; c'est un homme de grande compétence, compétence reconnue partout au Canada et même aux États-Unis.

Il a parlé à Toronto pour répondre à un homme politique, de bonne foi, mais trompé par certains renseignements partisans fournis par des amis trop zélés, a fait certaines déclarations qui ne correspondaient pas tout à fait avec la situation. M. Gohier, qui est à la tête des ingénieurs de la Voirie, a été mis en cause avec ses ingénieurs, et en homme de responsabilité et de devoir, il a tenu à les défendre. Il a tout simplement rétabli les faits, en toute justice pour ses ingénieurs. Il l'a fait en homme de devoir, sans attaquer pour cela l'homme de bonne foi qui avait été trompé par des renseignements partisans.

M. Gohier a dit, à Toronto, que nous avions des chemins modernes et qu'en général le coût de la construction des routes était plus bas dans le Québec qu'ailleurs. Il l'a prouvé. En effet, ils peuvent subir la comparaison avec tous les chemins qui se font ailleurs. Personne n'a été capable de réfuter l'affirmation de M. Gohier à l'effet que la construction des chemins coûtait moins cher dans la province de Québec qu'ailleurs. Je n'y reviendrai pas.

Le député de Drummond cite le cas particulier de la route de Chicoutimi. Il doit pourtant savoir qu'il s'agit là d'un cas tout spécial; cette route, dont la construction a été examinée par les plus grands ingénieurs, non seulement du Canada, mais des États-Unis et d'Europe, et reconnue comme un chef d'œuvre de génie, a sans doute coûté plus cher, si on tient compte de tous les travaux qui ont dû être faits.

La route de Chicoutimi fait l'admiration des plus grands ingénieurs du monde entier et les députés du Saguenay qui ont voulu la critiquer ne sont plus en Chambre aujourd'hui. Mais elle n'a pas augmenté la moyenne générale du coût des chemins. Quant au coût de construction des routes, l'opposition devrait savoir que le boulevard Taschereau, construit à une époque où le matériel et la main d'œuvre coûtaient beaucoup moins cher qu'aujourd'hui, a coûté \$224,000 le mille.

Quant à la collaboration avec le fédéral pour la route Trans-Canada, c'est une autre affaire. Soit dit en passant, il y a actuellement un scandale de voirie en Ontario, où sont impliqués le gouvernement d'Ottawa et de Toronto. Cela n'arrive pas dans le Québec. Mais là n'est pas la question. Dans le cas présent, le gouvernement fédéral nous propose de

nous verser très généreusement à ses conditions notre propre argent. En s'occupant des chemins, domaine que la Constitution attribue sans équivoque aux provinces, le gouvernement fédéral empiète sur un terrain qui n'est pas le sien. Selon l'entente établie entre Ottawa et les provinces, le gouvernement fédéral offre de nous rembourser de l'argent qui nous appartient et qui devrait nous être remis selon nos propres conditions. S'il a de l'argent pour les travaux de voirie, cet argent ne lui appartient pas et devrait être versé aux administrations provinciales sans condition.

Si chacun demeurerait chez soi, les problèmes seraient bien moins compliqués. Il n'y aurait même pas de problèmes constitutionnels. Quand une autorité s'arroge des droits et perçoit de l'argent pour des fins autres que celles qui sont de sa juridiction, si nous acceptons, dans les conditions présentes, la signature d'une entente avec Ottawa pour l'exécution de travaux de voirie, nous nous rendrions complices d'un empiètement, et nous nous trouverions à sanctionner le principe de la perception par un gouvernement de taxes pour des fins autres que celles qui sont de sa juridiction.

De plus, Ottawa veut se réserver le droit de faire les plans et devis des routes: il ne s'occupe que des grandes routes, en négligeant la voirie rurale. Or, nous ne voulons pas ignorer les campagnes. Selon les données d'Ottawa, il faudrait aussi accepter des travaux d'élargissement de routes et de ponts, qui risqueraient de nous coûter des centaines de millions de dollars. L'acceptation du plan fédéral voudrait dire que pratiquement tous les crédits de la voirie seraient consacrés à une seule route et qu'il ne resterait rien pour les campagnes. Nous ne priverons pas les campagnes des travaux dont elles ont besoin.

Mais, je le répète, nous ne pouvons accepter une entente sur la base présente, parce que cette entente est basée sur une usurpation de pouvoirs dans un domaine exclusivement provincial. Que chacun reste chez soi; qu'Ottawa nous remette sans condition l'argent qui nous revient; nous pourrions financer nos routes nous-mêmes. D'ailleurs la province de Québec est allée de l'avant elle-même et son réseau routier peut soutenir la comparaison avec n'importe quelle province.

La province de Québec a d'excellentes routes qui conduisent aux frontières des provinces voisines et qui seront reliées à la route Trans-Canada, ici. Mais elle ne peut pas collaborer à la construction d'une route transcanadienne aux conditions actuellement imposées par Ottawa, parce que ces conditions constituent un empiètement sur les droits

provinciaux. Quant à ce qu'on appelle la route Trans-Canada, les travaux avancent.

Certains gens croient que l'argent est tout. Nous ne sacrifierons pas nos droits essentiels pour de l'argent. Le droit à la vie et à la survie, ça ne se vend pas. Un homme a vendu son maître pour de l'argent⁶. Mais nous ne céderons pas les droits de la province pour quelque montant que ce soit.

Quand on vole à l'opposition sa montre et sa chaîne et qu'on lui rend un chaînon seulement de cette chaîne, elle se déclare satisfaite; c'est pour elle une collaboration qu'elle est prête à accepter. Nous refusons. Et le peuple de la province la refusera aussi.

Je n'exclus pas l'hypothèse d'une entente. Je connais très bien l'honorable M. Winters, ministre fédéral des Travaux publics. Je sais qu'il est parfaitement bien disposé. Je suis convaincu qu'il sera possible de s'entendre avec M. Winters sur des bases constitutionnelles dans le respect des droits de chacun. Si chacun restait chez soi, en se contentant de son bien, de ses sources de revenus, tout irait mieux au Canada comme dans le monde.

M. Bélanger (Lévis) tente de relever l'argumentation du premier ministre, au sujet de la route Trans-Canada.

M. le président le rappelle à l'ordre. Il n'est plus temps de parler sur ce sujet.

M. Bélanger (Lévis): *Le Devoir*, qui s'est acharné à défendre l'autonomie provinciale...

M. le président: Une deuxième fois, je rappelle au député que la discussion entre le premier ministre et le député de Drummond (M. Pinard), au sujet de la route Trans-Canada, a été un incident. Ayant toléré que le député de Drummond parle d'un sujet hors d'ordre, je n'ai pu empêcher le côté ministériel d'exposer également son point de vue. Mais je demande maintenant qu'on revienne au débat; il ne s'agit pas de discuter pour le moment de questions constitutionnelles. Il va falloir s'en tenir là. L'incident est clos.

M. Bélanger (Lévis) intervient.

M. le président avertit le député qu'il sera nommé s'il persiste.

M. Bélanger (Lévis): Je me vois forcé d'en appeler de votre décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur les crédits de la Voirie, "Construction et réfection de chemins", le député de Drummond (M. Pinard) a demandé à l'honorable ministre de la Voirie si c'était l'intention du gouvernement d'accepter la participation des deniers du gouvernement fédéral pour la construction de la route Trans-Canada.

L'honorable premier ministre a répondu que les questions de route étaient de juridiction exclusivement provinciale, que le gouvernement provincial considérait que, pour la sauvegarde de l'autonomie provinciale, l'offre de participation du gouvernement fédéral ne pouvait être acceptée dans la forme et la manière où elle était faite.

Le député de Lévis (M. Bélanger) a voulu entreprendre un débat sur cette question constitutionnelle de la route Trans-Canada. J'ai rappelé le député à l'ordre à deux ou trois reprises, décidant que ce débat ne pouvait se faire à ce stage-ci de la procédure.

On en appelle maintenant à cette Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 22.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Pinard (Drummond): J'ai posé une question très précise. Quels sont les projets du ministre au sujet des \$30,000,000 qu'il aura à dépenser pour la construction de routes?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je n'ai rien à cacher. Le ministère de la Voirie poursuivra ses travaux de réfection et de pavage sur toutes les grandes routes de la province, y compris la voie Sir-Wilfrid-Laurier, en plus d'accorder une attention spéciale aux chemins ruraux.

Pour ce qui est des grandes routes, j'ai exposé l'autre jour mes projets. Par exemple, en Gaspésie, nous avons reconstruit et asphalté 492 milles de la route de ceinture de 1,660 milles; il reste à faire de 50 à 60 milles; dans le comté de Gaspé-Sud, nous allons paver les 10 milles refaits l'an dernier et préparer une autre section de 10 milles qui sera pavée en 1957. Dans Gaspé-Nord, on va refaire complètement la section de 20 à 25 milles qui reste, en plus de paver les 20 milles refaits l'an dernier. On va aussi continuer la route trans-gaspésienne.

Il reste à asphalté 38 milles de route dans Roberval et le comté de Lac-Saint-Jean, en ce qui concerne la route du tour du Lac-Saint-Jean, ce qui sera fait cette année. La route de Sept-Îles à Baie-Comeau aura 125 milles; de 50 à 60 milles sont terminés; nous allons continuer. La route Mont-Laurier à Senneterre, construite par l'Union nationale et qui ouvre à Montréal le marché de l'Abitibi, sera continuée.

L'an dernier, nous l'avons asphaltée sur une distance de 40 milles et nous avons préparé 40 autres milles à l'asphaltage; nous allons asphalté cette année ces 40 milles et préparer 40 autres milles pour l'an prochain.

Nous allons poursuivre nos travaux sur la route de Val-d'Or à Rouyn où l'on a terminé le terrassement l'an dernier, sauf dans une section. On va aussi commencer la réfection de la route conduisant de Rouyn à la frontière de l'Ontario.

La route La Sarre-Amos est presque terminée; il ne reste plus que quelques milles à asphalté. Nous travaillons depuis cinq ou six ans à la route 11 qui va de Hull à la route de l'Abitibi; nous allons travailler sur un tronçon de 20 à 25 milles pour arriver à Maniwaki et sur un autre tronçon de 15 milles plus loin. On va également continuer la route 8 conduisant de Hull à l'Île-aux-Allumettes.

Pour ce qui est de la route Sir-Wilfrid-Laurier, nous avons donné l'an dernier aux entrepreneurs un contrat pour faire 15 milles de dalle de béton. À cause du mauvais temps, les travaux ne se sont faits que sur une distance de 10 milles. Il restera 25 milles de dalle à construire. Cette année, les travaux se continueront sur cette route. Nous allons doubler la bande de ciment. Nous en ferons le plus possible.

Bref nous allons aussi continuer les travaux commencés dans toute la province. Nous allons travailler à la route qui part de la route no 2 et traverse le comté de Montmagny. Bref, nous allons continuer les travaux commencés dans toute la province.

J'en aurais pour une heure s'il me fallait énumérer tous les projets que nous entendons réaliser cette année.

M. Pinard (Drummond) demande au ministre de hâter davantage les travaux sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier. Parce qu'elle n'est pas terminée, dit-il, cette route est extrêmement dangereuse. C'est là qu'il s'est produit le plus d'accidents mortels. Entre Drummondville et Montréal, il y a eu au moins 600 accidents et une centaine de pertes de vie. Je me demande pourquoi les députés de l'Union nationale ne se joignent pas à nous pour réclamer le parachèvement de cette route.

M. Dupré (Verchères): L'honorable ministre de la Voirie a déjà laissé entendre qu'il n'approuvait pas les travaux de béton. Le boulevard Wilfrid Laurier sera-t-il continué en béton?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ce sera probablement continué en béton parce que les fondations ont été faites pour du béton et non pour de l'asphalte.

M. Dupré (Verchères): Je demande au ministre de faire l'impossible pour le continuer. Le projet a été fait en vue de la construction de deux voies; de Saint-Hubert jusqu'au boulevard, il y a deux voies également. Qu'on y mette au moins un accotement d'asphalte.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande la réponse à une question qu'il avait posée il y a quelques semaines au sujet d'un pont dans son comté, plus précisément entre Charette et Saint-Boniface. Il s'informe si la route entre ces deux localités va être continuée.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond qu'il ne le sait pas encore, que le projet est à l'étude.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection du public aux passages à niveau - Dépenses en immobilisations (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères) demande la raison de cette diminution.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'an dernier, nous avons eu à construire tout particulièrement le viaduc de Dorval. Cette année, les projets sont nombreux mais moins considérables. Nous sommes obligés d'attendre longtemps parfois les décisions de la Commission des chemins de fer. Il est question actuellement que les chemins de fer augmentent leur contribution à la construction des passages à niveau.

M. Dupré (Verchères): Sur la route no 9, dans le comté de Drummond, il y a un passage à niveau où il y a eu plusieurs accidents. Y a-t-il des pourparlers d'entrepris avec la Commission des chemins de fer?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Tout cela est devant la Commission.

M. Lemieux (Wolfe) parle d'une voie ferrée surélevée située dans son comté, où passe la Compagnie de chemin de fer Québec-Central. Il demande s'il n'y a pas moyen de faire disparaître le danger du passage à niveau.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La Commission des chemins de fer prend des mois et parfois des années à rendre une décision.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lemieux (Wolfe) remarque une hausse de \$15,000.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le département a engagé sept nouveaux employés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et d'administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lemieux (Wolfe): Certaines rumeurs courent à l'effet qu'un des principaux fournisseurs du ministère aurait des relations étroites avec le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député d'apporter des précisions.

L'honorable M. Paquette (Labelle) déclare son honnêteté.

M. Lemieux (Wolfe) se déclare satisfait.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande au ministre combien il paye aux ministres du culte pour les rapports que ces derniers lui fournissent.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous avons payé 15 cents le rapport. Les ministres du culte nous en ont fourni plus de 300,000 l'an dernier, sur les naissances, les mariages, les décès, etc...

L'an prochain, nous paierons 25 cents le rapport.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je crois qu'on devrait même payer 50 cents le rapport. Plusieurs prêtres m'ont dit que ces rapports occasionnent beaucoup d'ouvrage de compilation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y aurait pas moyen de donner gratuitement les examens de laboratoire et de clinique pour tous? Ces examens, qui sont essentiels à un diagnostic sûr, coûtent excessivement cher. Serait-il possible d'étendre de plus en plus les facilités gratuites pour ces examens? Il y a toujours cette classe de gens qui n'est pas assez pauvre pour bénéficier de l'assistance publique et pas assez riche pour se permettre de se faire soigner convenablement, surtout lorsqu'il s'agit d'analyses cliniques. Les gens de condition moyenne sont dans une situation bien embarrassante.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le chef de l'opposition touche un problème très important: celui de la classe moyenne. Mon département fait tout en son possible pour rendre service à ces gens; on dépasse même parfois les limites de la loi. Nous essayons d'être aussi humains que possible. Nous donnons toujours à la loi l'interprétation la plus large. Nous intervenons très souvent pour régler des cas qui ne sont pas à proprement parler des cas d'assistance publique, mais qui dépassent tout de même la capacité de payer des parents.

M. Noël (Frontenac): Le traitement de la polio coûtait extrêmement cher et 90 % de la population ne peut subvenir aux frais qu'entraîne cette maladie. Et ce qui est triste, c'est que les enfants seront infirmes, s'ils ne sont pas traités adéquatement. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire quelque chose contre la polio?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous absorbons actuellement pratiquement tous les frais

des traitements de la phase aiguë de la maladie. Nous avons aussi des centres de réhabilitation où les patients peuvent recevoir par la suite, gratuitement dans 90 % des cas, les traitements appropriés à leur état. La Société de réhabilitation dirigée par le Dr Gingras fait un magnifique travail. On va même donner les traitements à domicile.

De plus, le gouvernement se montre très généreux pour aider à l'achat d'appareils orthopédiques. La presque totalité du coût d'achat des appareils d'orthopédie est payée par le gouvernement. Grâce à l'aide d'organisations bénévoles et à celle du département, les appareils orthopédiques ne coûtent rien dans la plupart des cas. Certains clubs sociaux font aussi dans ce domaine une œuvre admirable.

M. Noël (Frontenac) demande au ministre d'étudier la possibilité d'assurer des octrois aux hôpitaux des principaux centres de la province qui seraient en mesure de mettre au service du public un service d'orthopédie. Les gens éloignés des grands centres pourront bénéficier des services d'orthopédie. Il importe, dit-il, que les enfants affectés par la poliomyélite soient traités dès le tout début.

M. Lemieux (Wolfe): Certains hôpitaux, en étant assurés de ces subventions, pourraient, disent-ils, accorder les soins voulus pour la réhabilitation des victimes de la polio, et cela, dans la plupart des centres de la province.

Le problème est d'une importance capitale, quand on songe que de 200 à 250 jeunes sont frappés par cette maladie chaque année. Je suggère l'organisation de services spéciaux dans des hôpitaux tels que ceux de Québec, Lévis, Sherbrooke, Saint-Georges, lesquels seraient subventionnés par le gouvernement.

Il (M. Lemieux) préconise la préparation de spécialistes.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le ministère entend favoriser dans toute la mesure du possible le traitement de la polio. Mais il ne faut pas oublier qu'à l'heure actuelle, la médecine n'en est actuellement qu'à la période des tâtonnements. Certains médicaments se sont avérés inefficaces. Une expérience vient d'être faite sur 600,000 enfants à New York.

Nous entrevoyons qu'un traitement sera bientôt mis au point. Dès qu'il le sera, nous proposerons de le distribuer gratuitement à tout le monde dans la province pour contrôler cette maladie.

M. Noël (Frontenac) traite du problème de l'inspection du lait par les unités sanitaires. Un arrêté ministériel assez récent rend la situation difficile pour les petits producteurs laitiers de se plier à toutes les ordonnances.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous visons à protéger le consommateur et nous appliquons les règlements avec bon sens et indulgence.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lemieux (Wolfe) pose des questions relativement à la syphilis.

L'honorable M. Paquette (Labelle) déclare qu'il ne peut dire si nos gens sont plus ou moins vertueux qu'autrefois, mais que grâce à des moyens de contrôle plus efficaces, la maladie est en régression un peu partout dans le Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique - Dépenses en immobilisations (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. M. Lucien Larue était le médecin personnel de M. Duplessis. Voir Pierre Godin, *La fin de la grande noirceur. La Révolution tranquille*, vol. 1, Montréal, Éditions du Boréal, 1980, page 80.

2. Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé (1937-1963).

3. Jean-Charles Beaudet, sous-ministre adjoint de la Santé (1942-1963).

4. Chiffre de *L'Action catholique* du 17 février 1955, à la page 18. *Le Soleil* du 17 février 1955, à la page 36, mentionne plutôt 90 hôpitaux.

5. M. Gohier prononça ce discours lors d'un congrès à Toronto le 8 novembre 1954.

6. Référence biblique au geste de Judas Iscariote, qui vendit Jésus aux Romains pour 30 pièces d'argent.

Première séance du jeudi 17 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 227 érigeant en corporation de ville la municipalité de l'Île-Perrot.

Projets de loi:

Île-Perrot

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 érigeant en corporation de ville la municipalité de l'Île-Perrot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bélanger (Lévis): La route no 2 est fermée à la suite d'une récente tempête de neige,

entre Saint-André et Sainte-Anne-de-la-Pocatière. On doit actuellement faire un détour par la route 2-A, l'ancien chemin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'entretien des chemins d'hiver se fait de la manière la plus parfaite possible dans les circonstances. Je parlerai au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot)¹ des problèmes rencontrés par le député libéral sur la route.

M. Savard (Québec-Ouest): La taxe de vente provinciale rapporte à la province \$45,000,000 par année. Cette taxe affecte le budget non seulement des petits salariés mais de toute la population en général.

Je propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Bélanger), que la motion en discussion soit amendée en en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime l'opinion que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour étudier la possibilité d'abolir la taxe de vente sur tous les médicaments."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est singulier de constater que ceux qui présentent cette motion soient les descendants en ligne directe de ceux qui ont imposé cette taxe de vente. Une taxe de vente est également imposée par les corporations municipales et scolaires. Celles-ci ont besoin de ces revenus pour balancer leur budget. On voudrait du mal à ces corporations qui doivent assumer leur part de responsabilité. Ce serait attenter à l'autonomie municipale que d'intervenir dans ce domaine-là. Enlever cette taxe actuellement serait surtout préjudiciable aux corporations scolaires et municipales qui ont, ensemble, 3 % des 5 % de la taxe. Un amendement sur une motion pour aller en subsides équivaut à un vote de non confiance.

La population de la province a déjà manifesté une confiance qu'elle n'a pas démentie à l'endroit du gouvernement et qu'elle n'a pas eu l'occasion de regretter depuis. Nous ne pouvons pas voter méfiance au gouvernement qui a la confiance du peuple. Le gouvernement n'a aucune objection à rajuster son champ de taxation pour soulager principalement les classes pauvres, mais il ne peut s'y risquer tant qu'Ottawa continuera à percevoir des

taxes pour des fins qui ne sont pas de sa juridiction, chargeant d'autant le contribuable à son profit, tout en empêchant les provinces d'apporter les soulagements qu'elle voudrait apporter. Quand le gouvernement aura récupéré toutes ses sources de taxation, il lui sera possible de faire des rajustements.

M. Marquis (Québec-Est): On parle d'exemption de taxe sur tous les remèdes. Il y en a une quantité qui sont vendus sur prescription et ne sont pas taxés; il en reste encore qui le sont. Le fait d'exempter tous les médicaments ne compliquerait pas du tout la perception de cette taxe. Je crois que le gouvernement perdrait un pourcentage de ses revenus, mais cette perte serait amplement compensée par les allègements des obligations du peuple. Le gouvernement ne perdrait pas grand-chose. Les médicaments sont des choses de première nécessité; on ne devrait pas les taxer, quels qu'ils soient. On exempte les vêtements pour enfants et on taxe ce qui est d'usage courant pour les bébés, comme les bouteilles à lait.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): En 1934-1935, la ville de Montréal a été la première à imposer une taxe de vente. Dans différents États des États-Unis, la taxe de vente commence à \$0.50 ou \$0.60. Je suis en faveur d'abolir la taxe de vente sur les médicaments. Je pense qu'on rendrait ainsi service aux familles pauvres. Personnellement, je pense que la taxe de vente est la plus juste pour tout le monde.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

M. Pinard (Drummond) entre en Chambre.

M. l'Orateur rappelle le député à l'ordre et lui demande de quitter la Chambre.

Des voix de l'opposition se plaignent.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) entre en Chambre.

M. l'Orateur lui demande de partir.

Des députés de l'opposition sont tout joyeux².

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bélanger, Courmoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde,

Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 19.

Contre: MM. Auger, Barrette, Bégin, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chalifour, Chartrand, Côté, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, 47.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six millions vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux: entretien des pauvres, construction, etc. (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lemieux (Wolfe): Comment les \$19,150,000 seront utilisés? Quel montant est affecté à la construction, réparation, entretien des hôpitaux?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il est difficile de fournir des explications précises parce que les \$19,150,000 et les \$36,020,000 seront employés aux mêmes fins: construire et agrandir les hôpitaux, payer les dépenses de l'assistance publique. Les deux sommes n'ont pas la même origine, mais on ne peut étudier séparément leur usage. Les \$19,150,000 proviennent de la taxe sur les amusements, du sou du pauvre, de la taxe imposée aux hôpitaux, de la Commission des liqueurs.

M. Lemieux (Wolfe) consent à ce que le ministre réponde pour l'ensemble des \$55,170,000. Comment le ministre entend-il dépenser cette somme?

L'honorable M. Paquette (Labelle): L'assistance publique absorbera probablement les

3/5 ou les 3/4 de la somme. Il y a 10 ans, l'assistance publique ne coûtait à l'administration provinciale que de \$4,000,000 à \$4,500,000 par an; aujourd'hui, le gouvernement du Québec dépense près de \$40,000,000 annuellement pour cette même assistance publique. Dans le domaine de la santé publique, le gouvernement du Québec assume présentement une proportion plus généreuse du fardeau que n'importe quel gouvernement de n'importe quelle autre province.

M. Lemieux (Wolfe): Comment fonctionne le versement des octrois?

L'honorable M. Paquette (Labelle): La somme de \$55,170,000 servira d'autre part au paiement des versements annuels pour le remboursement d'emprunts contractés par certaines institutions. Il s'agit de versements que le gouvernement s'est engagé à faire. Une partie de ces argent permettra de payer, par tranches, des subventions pour la construction d'hôpitaux. Ces subventions atteindront \$7,500,000 cette année.

M. Noël (Frontenac): À combien se totalisent les engagements pris par le gouvernement pour construction d'hôpitaux?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je ne puis vous répondre avec exactitude, mais actuellement, je puis vous dire approximativement le montant total, y compris les subventions promises par les régimes libéraux précédents, car nous payons encore aujourd'hui des octrois promis il y a 30 ans. Je crois que c'est \$32,000,000 environ.

M. Noël (Frontenac): Les octrois devraient être payés le plus tôt possible après la construction d'un hôpital, sinon dans leur entier, du moins dans la proportion de 50 % au lieu de les échelonner sur une période de plusieurs années³.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Depuis quelques années, le gouvernement provincial a pris l'habitude de payer les subventions très rapidement, parfois comptant, parfois en échelonnant les versements sur des périodes de deux, trois ou cinq ans. Ces cinq dernières années surtout, nous nous en sommes tenus au système des trois ans, quelques fois de cinq ans. On a maintenant tendance à raccourcir les périodes pour la construction d'hôpitaux. Cela fait une grande différence avec ce qui se passait antérieurement.

Autrefois, les gouvernements libéraux accordaient des subventions payables en 10 ans, 20 ans et même 30 ans, ce qui n'était pas de nature à aider les hôpitaux... L'hôpital Laval, \$220,000 payables en 20 ans, dernier versement cette année; hôpital Saint-François d'Assise et Hôtel-Dieu de Montréal, subventions payables en 20 ans; etc. Je pourrais citer 50 ou 60 de ces exemples. J'ai sur ma liste une foule de ces octrois promis au déluge et payés au jugement dernier. C'est dire que les libéraux ont donné et que nous avons payé comme d'habitude...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pire que cela! Dans les arrêtés en conseil, les gouvernements libéraux disaient: "On vous donne des octrois, mais on ne vous les paiera que s'il y a de l'argent nécessaire. On ne s'engage pas à les payer de façon formelle." Honte! Honte!

(Protestations et tapage à gauche)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il y a un progrès marquant dans la province; sous les régimes libéraux, de petits octrois de \$10,000 étaient payés en 10 ans à raison de \$1,000 par année. Des octrois de moins de \$100,000 étaient payés en 20 ans. Et on donnait \$0.18⁴ par jour par enfant aux crèches, quand nous donnons aujourd'hui \$1.50. C'est le résultat d'une saine administration avec une saine compréhension de la charité chrétienne et une conception humaine de tous les problèmes de la santé publique.

M. Noël (Frontenac): C'est une excellente politique que de payer les octrois dans une période aussi brève que possible. On devrait même payer au moins 50 % de l'octroi lors de la construction, comme fait le gouvernement fédéral. Autrement, la situation des hôpitaux est impossible. Le fédéral paye d'un seul coup. Je comprends que l'annonce d'un octroi crée un effet sur le public et que cet effet est salutaire à la réputation du gouvernement, mais les institutions, elles, qui doivent attendre les versements, ne sont pas aussi favorablement impressionnées.

L'honorable M. Paquette (Labelle) est d'accord avec le député. C'est ce que nous faisons dans la mesure du possible, dit-il. Je dirais au député que nous avons payé d'un seul coup plus de \$4,000,000 au Montreal General Hospital. À l'hôpital Saint-Michel-Archange, nous avons payé \$3,000,000

en trois ans. Nous avons donné des millions d'un seul coup, aussi, à l'Hôtel-Dieu de Montréal et l'Hôtel-Dieu de Québec. Et la balance des octrois sera payée en deux ans. Il est arrivé souvent que nous avons même payé les hôpitaux en voie de construction. C'est comme cela que nous aidons généreusement les hôpitaux.

Mais il ne faut pas oublier que le gouvernement fédéral ne donne que \$1,000 par lit, soit \$75,000 pour un hôpital de 75 lits qui coûte \$1,250,000. Nous donnons huit et 10 fois plus. Et une fois l'hôpital construit, le fédéral retourne chez lui et ne s'occupe plus de rien. Tandis que, nous, il nous faut veiller au maintien de l'institution et payer pour le soin des malades.

L'opposition aime faire les comparaisons avec l'Ontario. Je dirai au député que, dans la province voisine, le gouvernement n'a donné que \$2.32 par lit par jour pour l'assistance publique, tandis que, dans Québec, pour la troisième fois en six ans, le gouvernement provincial a augmenté ses versements aux hôpitaux, par jour et par malade: \$7.50 aux hôpitaux classe A, et \$6 aux hôpitaux classe B. C'est une différence énorme.

Les octrois à terme pour construction d'hôpitaux coûteront cette année \$7,500,000 et le budget prévoit un autre montant de \$3,000,000 pour octrois spéciaux. Le gouvernement absorbe une grosse partie du fardeau, ce que n'a fait aucun gouvernement avant lui et de n'importe quelle autre province. L'effort de l'Union nationale pour la santé publique, à la vérité, est sans parallèle nulle part au Canada.

M. Noël (Frontenac): Le gouvernement a-t-il un barème fixe?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous n'avons pas de barème fixe. Tout dépend des besoins et de la capacité de payer. Nous sommes aussi généreux que possible. Pas un gouvernement ne fait autant pour la santé que celui de Québec.

M. Lemieux (Wolfe) fait remarquer au ministre que sa comparaison n'est pas exacte. Le \$2.32 d'assistance publique, dit-il, est basé sur le nombre de jours d'hôpital, tandis que \$7.50 et \$6.00 sont les taux d'assistance publique établis dans la province de Québec.

Le gouvernement actuel fait plus que ceux d'autrefois parce qu'il a plus de revenus. Dans les limites de leurs moyens, les autres administrations ont aussi fait beaucoup pour la santé.

Le gouvernement devrait avoir la décence de ne pas faire de politique avec les problèmes de la santé. On devrait plutôt s'occuper de trouver une solution au problème posé par l'accroissement des cas de maladies mentales dans la province. Je sais qu'après 12 années d'inaction, le gouvernement a enfin décidé de s'occuper de ce problème, puisqu'il a annoncé la construction de trois hôpitaux pour le traitement de ce genre de maladie. Mais il y a aussi le problème de l'hygiène préventive pour les maladies mentales.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) attire l'attention du gouvernement sur la situation extrêmement grave dans laquelle se trouvent les malades mentaux à Montréal. J'ai déjà, dit-il, en 1952, attiré l'attention du gouvernement sur ce problème. À Montréal, le problème des malades mentaux est plus aigu qu'ailleurs. Il y a des centaines de personnes dont l'état mental requiert une hospitalisation immédiate mais qu'on est obligé de laisser à leur famille, faute de place dans les institutions. Beaucoup d'entre elles sont un danger constant pour la société; à tel point que, lorsque survient une disparition d'enfant, on se demande toujours s'il n'a pas été victime d'un de ces grands malades; c'est tellement vrai qu'à la première alerte, la police consulte la liste de ces malades pour commencer son enquête.

Étant donné cet état de choses, je demande instamment au gouvernement d'établir une clinique d'urgence spéciale à Montréal pour s'occuper des cas urgents, en attendant de pouvoir les placer dans des institutions ordinaires pour malades mentaux. Dans les conditions actuelles, ni les policiers ni les médecins de famille ne peuvent obtenir l'admission immédiate de ces cas dans les hôpitaux pour malades mentaux déjà surpeuplés. À l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, dans l'est de la ville, il n'y a que 3,684 lits et on hospitalise actuellement 5,671 malades. Cette situation est inconcevable. Je ne blâme personne de cette situation parce que ce n'est la faute de personne si les cas mentaux ont autant augmenté.

Mais je crois fermement que l'établissement d'une clinique mentale d'urgence à Montréal, placée sous la juridiction immédiate du ministère de la Santé publique et où l'on statuerait si un malade doit être immédiatement hospitalisé ou non, serait un bon pas en avant vers la solution de ce problème. On ne peut plus attendre pour l'établissement d'une clinique d'urgence. Les cellules de la police provinciale, à Montréal, regorgent non de prisonniers, mais de malades parce qu'on n'a pas de place pour eux ailleurs.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mon ministère est parfaitement au courant de cette grave situation et on fait diligence pour parer tout d'abord aux cas les plus urgents. La province a mis en application depuis un an ou deux un plan pour résoudre ce problème. On a ouvert plusieurs nouveaux hôpitaux pour malades mentaux dans la province et on en a agrandi plusieurs autres. Ainsi, à Roberval, il y a de la place pour 700 lits. À Saint-Michel-Archange, à Québec, on achève la construction de pavillons qui abriteront 2,200 lits; il y a le nouvel hôpital de Saint-Ferdinand d'Halifax avec 680 lits; à Montréal, le Mont-Providence, qui compte 800 lits, a commencé à ne recevoir que des malades mentaux.

Le gouvernement a déjà fait connaître son projet de construction de trois nouveaux hôpitaux pour malades mentaux dans la province. On établira bientôt un centre de triage à Montréal: on possède déjà un personnel compétent et de jeunes médecins expérimentés. Ce sont des améliorations. D'ici 12 mois, on aura des résultats de ce côté. Mais le problème est de grande envergure par suite du fait que les problèmes se sont accumulés depuis nombre d'années.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Un centre de triage n'est pas suffisant; il y a urgence et l'on doit songer immédiatement à l'installation d'une clinique d'urgence.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le gouvernement a aussi à cœur que le député de Jeanne-Mance la santé publique. Mais on ne peut pas tout réaliser en moins de 10 ans. Lorsqu'on a pris la succession de l'opposition, tout était à faire. Nous avons commencé littéralement à zéro. Nul ne peut nier que nous perdons 50 % moins d'enfants avec une population presque doublée qu'en 1937. Les maladies contagieuses sont en régression partout. L'opposition s'acharne à tout critiquer, à ne rien reconnaître dans le progrès que nous réalisons. Nous continuons, néanmoins, à faire notre devoir et à faire face à la situation.

Le gouvernement apporte une attention au problème des malades mentaux; il y a progrès là aussi. On a fait adopter plusieurs lois et construire plusieurs hôpitaux qui leur sont spécialement affectés. On n'oublie pas Montréal et la population peut être assurée de tout le souci du gouvernement de régler ce problème. Nous ne négligerons rien pour le résoudre. Mais encore une fois, on ne bâtit pas une œuvre de cette envergure en quelques années seulement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fait tout son possible pour régler ce problème urgent.

M. Lemieux (Wolfe) attire l'attention du gouvernement sur l'importance d'aménager des maternités privées dans les comtés, afin de libérer les hôpitaux des grands centres. Ces maternités devraient recevoir des octrois du gouvernement.

M. Noël (Frontenac) reconnaît qu'il y a eu des améliorations dans le domaine des maladies mentales.

Il réclame ensuite une réponse à la requête qu'il présentait au ministre de la Santé pour un hôpital de 100 à 125 lits dans la ville de Lac-Mégantic⁵. La région du Lac-Mégantic, dit-il, ne possède pas de services médicaux adéquats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est vrai que Lac-Mégantic est un centre important, mais le gouvernement reçoit de multiples demandes qu'il ne peut pas remplir tout de suite parce que la construction d'un hôpital de 100 lits représente une dépense de plusieurs millions. Je suis allé moi-même au Lac-Mégantic, et le gouvernement est très sympathique à la belle et florissante région dont parle le député.

Voilà pourquoi nous avons nommé une commission chargée de faire enquête sur la situation. Pour moi, le gros problème de l'heure auquel le gouvernement doit faire face dans le plus bref délai possible dans le domaine de la santé est la construction d'hôpitaux pour malades mentaux.

Voilà pourquoi nous avons décidé de construire trois nouveaux hôpitaux de 1,500 lits chacun. Les villes de Sherbrooke, celles de Joliette et Trois-Rivières sont les endroits probables où le gouvernement a l'intention de construire des hôpitaux pour les malades mentaux.

On n'oublie pas Montréal où se font actuellement des travaux. Le coût de ces travaux sera de \$55,000,000 et plus. Quant aux problèmes qui se posent au Lac-Mégantic, la requête sera étudiée par le comité nommé pour faire enquête sur les besoins hospitaliers.

M. Lemieux (Wolfe): Il existe dans les Cantons-de-l'Est un hôpital où les patients ne reçoivent pas les soins qu'ils sont en droit d'attendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel hôpital?

M. Lemieux (Wolfe): Je ne veux pas salir de réputations. Je ferai des représentations personnellement au ministre de la Santé.

M. Savard (Québec-Ouest) demande au ministre de la Santé s'il a songé à établir un centre de dépistage du cancer, maladie très longue et nécessairement dispendieuse, soit à Québec ou ailleurs.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Sur la recommandation du comité d'étude sur les problèmes d'hospitalisation, le gouvernement se propose d'utiliser l'ancien hôpital Sainte-Justine pour le traitement des cancéreux. Le comité étudie un projet à peu près semblable pour la région de Québec⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Frontenac) demande au ministère de la Santé de nommer et de payer des médecins pour répondre aux appels des infirmières dans les colonies.

Le gouvernement, dit-il, devrait également payer le transport des médecins. Actuellement, les médecins vont soigner par charité dans certaines régions de colonisation. Il conviendrait que le ministère de la Santé aide dans ces cas.

L'honorable M. Paquette (Labelle) promet d'étudier ce problème⁷.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté son amendement à l'amendement du Conseil législatif, en ce qui concerne le bill 107 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 45 modifiant la loi de la Régie des transports, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié, en ajoutant à la fin, à la page 2, après les mots "par le présent article", les mots suivants:

"Aucune poursuite pour une infraction visée au présent alinéa ne peut être intentée sans l'autorisation écrite et préalable du procureur général.";

2. L'article 4 est modifié, en biffant dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 40*a* les mots "ou avec l'effet".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est amendé dans le paragraphe *e*, à la dixième ligne, en insérant après les mots "fermeture des établissements" les mots:

"ou parties d'établissements";

2. Dans la version anglaise seulement.

3. L'article 11 est modifié:

a. en ajoutant dans la deuxième ligne du paragraphe 8, à la page 8, après le mot "déterminer" ce qui suit:

"conformément à la loi";

b. en ajoutant dans la deuxième ligne du paragraphe 10, à la page 8, après le mot "adoptées" ce qui suit:

"conformément à la loi";

4. L'article 12 est amendé en remplaçant le paragraphe 374, par le suivant:

"374. Avant d'entrer en fonction, l'estimateur et l'estimateur-adjoint prêteront le serment suivant devant le maire ou le greffier de la cité:

"Je, A. B., nommé estimateur (ou estimateur-adjoint) pour la cité de Montréal déclare sous serment que je remplirai les devoirs d'estimateur (ou d'estimateur-adjoint) suivant la loi, avec fidélité, impartialité, honnêteté et diligence. Ainsi Dieu me soit en aide."

Avant d'entrer en fonction, les membres du personnel du service des estimations de la cité prêtent devant le maire ou le greffier de la cité le serment suivant:

"Je, A. B., membre du personnel du service des estimations de la cité, déclare sous serment que je remplirai les devoirs de ma charge suivant la loi, avec fidélité, impartialité, honnêteté et diligence. Ainsi Dieu me soit en aide.";

5. L'article 13 est amendé dans le paragraphe c, aux huitième et neuvième lignes, en insérant après les mots "1^{er} décembre 1954", les mots suivants:

"et amendements à ces rôles supplémentaires jusqu'à la date de leur homologation, pour les cas prévus par les deux avant-derniers alinéas du sous-paragraphe 7 du paragraphe a de l'article 375.";

6. L'article 15 est amendé:

a. en remplaçant, aux huitième, neuvième et dixième lignes, les mots "en y ajoutant, après le paragraphe 28, les paragraphes suivants" par ce qui suit:

"a. en biffant le paragraphe 14;

b. en biffant le paragraphe 15;

c. en ajoutant après le paragraphe 28, les paragraphes suivants:

"b. en remplaçant le paragraphe 28d par le suivant:

"28d. Tout contribuable qui omet, refuse ou néglige de faire tenir dans le délai de trente jours de son envoi la déclaration ainsi demandée est considéré avoir abandonné sa plainte à moins qu'il n'en ait été empêché par force majeure ou pour d'autres raisons jugées valables par le bureau de révision, auquel il devra cependant soumettre ces raisons dans les soixante jours de la date de l'envoi de la formule de déclaration mentionnée aux paragraphes 28a et 28b qui précèdent.";

7. L'article 24 est biffé;

8. Les articles 25, 26, 27 et 28 deviennent les articles 24, 25, 26 et 27;

9. Ce qui suit est ajouté après l'article 28, devenu l'article 27, comme articles:

"28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34,"

"28. En ce qui concerne l'irrégularité dans les avis de vente, est ratifié, à toutes fins que de droit, et déclaré valide et légal, le contrat de vente consenti par le shérif du district de Montréal à la cité

de Montréal, en date du 11 juin 1940, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal le 25 du même mois, sous le numéro 478,842, et concernant une ferme située dans le quartier Ahuntsic, composée d'une partie du lot numéro 289 et d'une partie du lot numéro 290 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

"29. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le budget de la cité pour l'exercice financier 1955-1956 pourra être valablement déposé au bureau du greffier le ou avant le 2 mars 1955. Ce budget deviendra automatiquement en vigueur trente jours à compter de la date de son dépôt, si le conseil ne l'a pas adopté avant l'expiration dudit délai de trente jours.

Tout ce qui doit être fait en relation avec ce budget devra être fait en tenant compte de ces changements de dates.

Le présent article a son effet à compter du 14 février 1955.

"30. Nonobstant toute disposition à ce contraire, la cité est autorisée à payer, par résolution du comité exécutif, à même le revenu réel de l'exercice courant (1954-1955), tel qu'estimé par le directeur des finances, un montant n'excédant pas \$1,400,000.00, pour rencontrer les dépenses additionnelles qui lui sont occasionnées pour ledit exercice par l'augmentation imprévue du coût d'hospitalisation, de séjour et d'entretien des indigents dans les institutions d'assistance publique.

"31. La vente intervenue le 2 juin 1954, entre la cité de Montréal à titre de venderesse et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) à titre d'acheteuse, avec conditions que mentionne le projet d'acte de vente préparé par le notaire de la cité, accepté par résolution du comité exécutif de la cité le 28 mai 1954 et ratifié par résolution du conseil de ladite cité le 2 juin 1954, d'un emplacement composé des lots 838-P 44 et 839-P 63 du cadastre du quartier Saint-Jacques, situé entre les rues Ontario et DeMontigny, la ruelle "Savoie" et la rue Berri, d'une superficie totale de 170,825 pieds carrés et que montré par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, Q, R, S, O et P, sur le plan B-61, Saint-Jacques, annexé audit projet, est ratifiée et déclarée parfaite, valide et légale à toutes fins que de droit.

La Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) est déclaré propriétaire de l'emplacement composé des lots 838-P 44 et 839-P 63 du cadastre du quartier Saint-Jacques, situé entre les rues Ontario et DeMontigny, la ruelle Savoie et la rue Berri, d'une superficie totale de

170,825 pieds carrés et tel que montré par les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, Q, R, S, O et P, sur le plan B-61, Saint-Jacques, annexé au projet.

Le bail emphytéotique passé entre la cité de Montréal et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) le 2 août 1950 devant Me Louis Auguste Marchessault, sous le numéro 9,112 de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le numéro 847,876 est annulé à toutes fins que de droit.

La cité de Montréal et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) sont tenus de signer ledit projet d'acte et de remplir les conditions y stipulées.

Tout sous-bail de la lisière de terrain comprise dans ledit bail emphytéotique et non comprise dans ladite vente, et destinée à l'élargissement de la ruelle Savoie, est annulé, et Le Palais du Commerce Incorporé (Show-Mart Incorporated) paiera à tout sous-locataire les dommages que la cité de Montréal elle-même aurait à payer à tel sous-locataire, en vertu de sa charte, dans le cas d'expropriation.

"32. Les droits et privilèges que consentira la compagnie du Marché Central Métropolitain Itée en faveur de ses créanciers, conformément aux dispositions de l'article 74 de la loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 276), auront la préférence sur les droits et privilèges stipulés en faveur de la cité dans l'acte de cession intervenu entre celle-ci et la compagnie, le 18 juin 1953, sous le numéro 11,573 des minutes du notaire L.-A. Marchessault, ou qui pourront être stipulés en sa faveur dans tous actes de cessions subséquentes, à condition que les deniers ainsi garantis par la compagnie n'excèdent pas trois millions de dollars et soient empruntés et employés exclusivement pour fins de construction et d'aménagement immobilier de son marché central de gros de produits agricoles seulement.

En cas de mise en liquidation volontaire ou forcée de la compagnie, soit en vertu de la loi des compagnies de Québec, soit en vertu des lois de faillite ou de liquidation (Winding up) du Canada, la cité pourra, afin de protéger ses intérêts, assumer les obligations et dettes de la compagnie qui auront été contractées, garanties et employées, conformément aux dispositions précédentes pour fins de construction du marché central de gros de produits agricoles, les acquitter et se faire subroger dans tous les droits et privilèges des créanciers ainsi garantis.

Advenant que les immeubles de la compagnie soient vendus aux enchères publiques, le comité exécutif pourra désigner le directeur des finances ou

toute autre personne pour enchérir ou acquérir au nom de la cité les immeubles ainsi offerts en vente, afin de protéger ses intérêts, et la cité pourra par la suite les exploiter elle-même ou les céder à toute autre personne, société ou corporation qui les utilisera pour fins de marché central de gros de produits agricoles.

"33. Nonobstant toute disposition incompatible de toute loi générale ou spéciale, la cité de Montréal paiera, à toute personne qui a occupé ou qui occupera la charge de président du comité exécutif de ladite cité pendant au moins douze ans, une pension annuelle et incessible de dix mille dollars, sa vie durant, sauf toutefois pendant toute période où elle occuperait de nouveau cette charge. Ladite pension sera payable d'avance, par versements mensuels égaux, le premier de chaque mois, à partir du premier mois suivant la date de la sanction de la présente loi dans le cas de toute personne y ayant alors droit et à partir du premier mois suivant la fin de l'exercice de ladite charge quant à toute personne qui pourra y avoir droit par la suite.

"34. Sur demande de toute personne ayant droit, en vertu de quelque disposition législative, à une pension payable par la cité de Montréal, le greffier de ladite cité devra faire tenir au directeur des finances de celle-ci un certificat attestant la durée de toute période pendant laquelle cette personne a occupé la charge à laquelle une telle pension est attachée, en indiquant la date du début et de la fin de telle période, et s'il apparaît à ce certificat que la personne concernée a rempli sa charge pendant le temps requis par la loi, le directeur des finances de ladite cité devra lui payer les versements de pension prévus par la loi, nonobstant toute disposition législative au contraire.

La présente disposition s'applique au cas de toute personne ayant rempli la charge de maire, celle de président du comité exécutif ou toute autre charge de la cité de Montréal et ayant droit à une telle pension, à l'exception des personnes qui bénéficient d'un fonds de pension institué pour les employés de ladite cité.";

10. L'article 29 devient l'article 35.

Projets de loi:

Loi de la Régie des transports

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 45 modifiant la loi de la Régie des transports.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Service civil (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Pinard (Drummond) demande au premier ministre et au solliciteur général (l'honorable M. Rivard) si le nombre des policiers provinciaux sera augmenté étant donné qu'il y a \$300,000 de plus dans les crédits à l'item "Salaires". Il pose la même question pour la police de la route.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon département pourvoit aux besoins au fur et à mesure. La province s'agrandit sans cesse.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La police de la route va-t-elle continuer de relever du procureur général ou si elle sera transférée au nouveau département des Transports et Communications?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que son département gardera le contrôle de la police de la route. Il signale la présence en Chambre de Me Charles-Édouard Cantin, ancien député libéral de Saint-Sauveur, nommé récemment assistant procureur général par le gouvernement actuel.

M. Dupré (Verchères): Je constate que le premier ministre est obligé d'aller chercher des libéraux pour améliorer son parti.

M. Pinard (Drummond) parle des accidents nombreux qui ont lieu chaque année sur la route de Drummondville à Montréal, surtout sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier où il y a eu 100 pertes de vies depuis 1949. Il réclame la présence d'un plus grand nombre de policiers à cet endroit.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La situation est satisfaisante. Des progrès immenses ont été accomplis en ce domaine. L'an dernier, le nombre des accidents a diminué considérablement. Les progrès ont été tels que les compagnies d'assurance ont réduit leurs taux d'une somme globale de \$5,000,000 par année pour les automobilistes. Dans certains cas, le nombre des accidents a diminué de 50 %. En 1953 le nombre des accidents a été de 32,220; en 1954, ce nombre est tombé à 13,781.

Dans les districts ruraux, ceux-là mêmes qui sont sous la surveillance de la police de la route, il y avait eu 32,220 accidents en 1953. En 1954, il n'y en a eu que 13,781. Nous avons augmenté le nombre des agents et nous leur avons donné des instructions précises, qui ont été bien suivies. Je les remercie. La

loi et les agents de la route ne sont pas capables de tout faire tout seuls. Les juges ont aussi contribué à l'amélioration en prononçant des sentences sévères. Les ligues de sécurité, les clubs sociaux et la presse ont admirablement collaboré à la campagne de sécurité routière que nous avons entreprise. Nous allons continuer cette campagne, car il y a encore place pour de nouveaux progrès. L'important, c'est de provoquer un réveil de conscience contre les dangers de mal conduire un véhicule automobile chez ceux-là qui conduisent.

M. Dupré (Verchères): Si c'est dû au gouvernement que l'an dernier les propriétaires d'automobile ont payé \$5,000,000 de moins en primes, le gouvernement doit être blâmé pour avoir attendu 12 ans pour se mettre à l'œuvre. En 12 ans, c'est \$60,000,000 que les automobilistes ont payés inutilement, par l'incurie du gouvernement.

M. Cournoyer (Richelieu) appuie le député de Verchères à ce sujet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare avoir vu dans le *Montréal Star* une photo montrant un hélicoptère servant à une certaine police pour la surveillance des routes dans certains pays. La police provinciale envisage-t-elle la possibilité de recourir à l'hélicoptère pour la surveillance de la route, notamment à la fin de la semaine dans la région de Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas du tout. L'hélicoptère, c'est un problème en l'air.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) attire l'attention du gouvernement sur les enfants qui fréquentent les cinémas.

On se plaint d'une tolérance particulière qui serait exercée à certains endroits. Les journaux en ont d'ailleurs parlé. Or, nous avons une loi interdisant aux enfants de moins de 16 ans d'aller au cinéma. Il faut la respecter.

Nous avons aussi le souvenir d'une expérience malheureuse: celle du Laurier Palace⁸. Il ne faut pas attendre qu'une catastrophe comme celle-là se répète. Après de telles catastrophes, tout le monde se réveille. Il y a le point de vue moral et il y a aussi le point de vue de la sécurité physique. Je crois que la surveillance devrait être plus sévère pour faire observer la loi.

A-t-on poursuivi des propriétaires de cinéma pour n'avoir pas respecté la législation? Observe-t-on la loi comme on le devrait pour des considérations de morale et de prudence?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi a été votée à la suite de l'hécatombe du Laurier Palace à Montréal. On l'a faite non tant pour protéger la morale des présentations choquantes sur l'écran et sur la scène que pour protéger les vies humaines. La question de l'admission des enfants dans les cinémas est d'ailleurs très controversée. Certaines gens sérieux prétendent que les enfants devraient pouvoir aller au cinéma...

Mais il est un fait. Une loi existe. Elle est souvent critiquée, mais le gouvernement l'applique dans la mesure du possible. En général, les autorités religieuses et civiles sont en faveur du maintien de la loi.

Toutefois, nous recevons très souvent des demandes nombreuses de la part d'autorités civiles et même religieuses, nous demandant de suspendre l'application de la loi pour permettre aux enfants de voir certains films qui leur conviendraient...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'agit de cas particuliers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'était pour suspendre l'application de la loi dans le cas de certains films. Et il est vrai que les autorités en général restent en faveur du maintien de la législation telle qu'elle existe... Il est d'ailleurs plus difficile de l'appliquer qu'on ne croit généralement. Des enfants de 14 ans paraissent parfois avoir 17 ans...

Dernièrement, S. E. le cardinal Paul-Émile Léger m'a dénoncé certains abus au théâtre Luxor dans Montréal-Nord. Nous y avons vu tout de suite: J'ai aussitôt alerté la police. Le propriétaire a reçu un avertissement. On lui a dit que s'il continuait à enfreindre la loi, il perdrait sa licence.

Tant que la présente loi existera, le gouvernement veillera à ce qu'on la respecte. Mais nous ne pouvons pas surveiller partout à la fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande à nouveau s'il y a eu des poursuites contre les violateurs de la loi.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Des gens ne croient pas que la loi soit applicable. Ils font remarquer que, dans la province de Québec, la législation permet de se marier à 14 ans et non d'aller au cinéma. Néanmoins, la loi défendant aux enfants d'aller au cinéma est en général bien observée... Dans la mesure du possible bien entendu! En cas d'infraction, il y a des avertissements. Plusieurs

poursuites avaient été prises au cours de l'année. Certaines salles de cinéma ont été menacées de perdre leur permis. Il y a eu amélioration et, d'une façon générale, la loi est bien observée.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je dois reconnaître que la loi est bien observée à Montréal. La police municipale visite continuellement les cinémas. Mais, dans les campagnes, ça n'est pas la même chose; le samedi soir, j'y ai vu d'innombrables enfants assister à la projection de films.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il est plus difficile d'appliquer la loi dans les campagnes qu'à la ville. C'est qu'il y a moins de distractions qu'à la ville. Par contre, au point de vue de la sécurité, elle est plus grande qu'à la ville.

M. Pinard (Drummond): Le solliciteur général nous a dit que l'effectif de la police de la route, dans la région de Montréal, est de 218 hommes. Quel est l'effectif de la police de la route dans le district de Québec?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Deux cent vingt-quatre hommes⁹.

M. Pinard (Drummond): Le solliciteur général croit-il qu'il y a suffisamment d'agents à sillonner nos routes?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Oui.

M. Pinard (Drummond) ne le croit pas. Dans mon district, dit-il, il y a l'agent Rocheleau qui s'est énormément dépensé au point de compromettre sa santé parce que le personnel est insuffisant. Et je constate par les *Comptes publics* qu'il ne gagne que \$1,730 par année. Les agents de police et les détectives sont maigrement payés: moins de \$1,800 pour un agent; moins de \$2,150 pour un détective. Leurs responsabilités sont pourtant grandes.

Il attire l'attention sur la situation sur nos routes à la fin de la semaine: près des deux tiers de nos accidents se produisent à ce moment; camions et remorques en sont d'ailleurs responsables pour une large part.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député voudrait qu'on fasse disparaître les remorques. Il faudrait faire disparaître ce que le Parti libéral remorque...

Une voix: Qui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les blocs!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Des remorques immenses circulent sur nos routes.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les camions et remorques n'ont pas le droit de circuler sur nos routes le dimanche... On les arrête quand on le peut.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): D'une part, un procureur de la couronne ne doit pas se mettre dans la tête qu'il a pour seule mission celle de condamner les gens et, d'autre part, qu'il faut ôter de la tête de certains agents de police qu'ils sont là eux aussi simplement pour faire condamner les gens.

Il (M. Lapalme) se plaint de l'impolitesse de certains agents. Il émet le regret qu'il n'y ait pas dans la province d'école où l'on enseigne aux policiers du Traffic Engineering.

Je crois que, si nous avons seulement 50 % des agents de circulation qui patrouillaient les routes durant la campagne de sécurité en 1954, ce serait déjà une grande amélioration.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Durant la semaine de sécurité, nous avons eu le concours de nombre d'officiers municipaux. Même après la campagne, j'ai constaté qu'il y a eu amélioration du service sur les routes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On a même employé des agents de la police judiciaire; on en a vu qui circulaient sans uniforme. Je remarque cependant que les patrouilleurs de nuit sont excessivement rares.

De plus, à propos des "sunday drivers", est-ce que la police est capable de nous en débarrasser? Il y en a qui se promènent avec leur blonde et ne font que 20 milles à l'heure. Ils retardent la circulation en cheminant à pas de tortue, retenant derrière eux des files de 50 et 60 voitures. C'est un danger public et les agents devraient intimider aux retardataires l'ordre de circuler plus rapidement. La police de la route devrait leur dire: Si vous voulez admirer les paysages, allez dans les chemins de traverse.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Peut-être que c'est la compagnie qui ne veut pas aller dans les chemins de traverse.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ces chauffeurs sont la plaie des routes. Un moment donné, on rencontre des rangées de 10 automobiles à la suite de ces "sunday drivers", et quand on voit une courbe...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Où ça la courbe?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce sont peut-être les femmes qui sont cause de ces agglomérations d'automobiles, ce sont peut-être aussi les vieilles machines.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les policiers feront tout leur possible pour remédier à la situation.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Quels sont les salaires payés à la police provinciale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) les énumère. Les salaires des débutants commencent à \$1,700 par année.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) suggère un traitement meilleur pour nos gendarmes provinciaux.

M. le président: On n'est pas à l'étude du service civil.

M. Dupré (Verchères) parle de l'éducation de la police de la circulation. Il y en a, dit-il, qui arrêtent "très bien" les gens. Quant aux autres, on se demande s'ils ne sont pas des bandits. Avant de mettre un homme sur la route, on devrait lui donner une préparation convenable.

On a des polices de circulation qui manquent beaucoup d'éducation. Il arrive assez souvent qu'on a des plaintes sur la manière dont on procède lors des arrestations. Ce n'est pas une façon d'attirer le tourisme dans la province.

On devrait plutôt donner un salaire de \$1,700 pendant que ces agents apprendraient leur métier, et les payer mieux une fois qu'ils sont lancés sur les routes. Cinq ou six mois de formation ne seraient pas exagérés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On va étudier cela.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "dépenses de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (dépenses appliquées contre le revenu) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Pinard (Drummond): Le procureur général a-t-il donné des instructions précises aux procureurs de la couronne à propos de ceux qui vendent de la boisson sans licence? Pour une première offense, la loi prévoit une amende variant entre \$100 et \$200; pour une seconde offense et les offenses subséquentes, la loi prévoit la prison sans option. Dans mon district, ce sont toujours les mêmes individus qui sont arrêtés. Il y en a même qui l'ont été entre 15 et 20 fois et ils ont toujours écopé d'amendes seulement. Est-ce une tolérance qu'on leur accorde? Si oui, c'est de nature à jeter du discrédit sur l'application de la loi.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les instructions sont à l'effet qu'on doit porter plainte selon la loi et suivre la loi.

M. Pinard (Drummond): On a des plaintes pour les endroits où il se vend de la boisson sans permis. Le solliciteur général devrait faire une enquête spéciale sur la question. Ceux qui n'ont pas de permis devraient être empêchés d'ouvrir leurs portes. Si ces tenanciers faisaient de la prison comme la loi le dit, il y en aurait beaucoup moins à vendre de la boisson sans permis.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Voici des statistiques couvrant la période entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 1954; il y a eu 1,641 poursuites intentées pour vente de boisson illicite; 1,596 contentions, 903 saisies, 35 saisies d'autos, 257,593 bouteilles saisies; le total des amendes et des frais se chiffre à \$164,113.35¹⁰; en 1944, il y a eu 636 poursuites, 590 contentions, 309 saisies, 7 saisies d'automobiles, 28,000 bouteilles de boisson confisquées et \$50,000 d'amendes et de frais.

M. Pinard (Drummond): Ce sont des chiffres révélateurs sur le travail de la police, mais ce sont également des chiffres révélateurs sur l'existence des endroits où l'on vend sans permis. Dans les campagnes, il y a presque toujours un établissement non licencié où il se vend de la boisson. Si le propriétaire est arrêté, il plaide coupable et est arrêté, il plaide coupable et on le libère pourvu qu'il paie \$10 d'amende et les frais. Pour certaines personnes, il est plus payant de payer l'amende et de vendre encore plus de boisson par après.

Les juges n'appliquent pas la loi en ce qui concerne les récidivistes et une peine de prison de un à trois mois est obligatoire pour ces derniers. Il me semble qu'on devrait fermer l'établissement si les offenses se renouvellent. Alors, on verrait moins de "petits canots"¹¹ dans la province.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est le juge qui condamne.

M. Pinard (Drummond): Si l'on avait observé la loi, cet homme aurait dû aller en prison. Quand les amendes ne suffisent pas, on prend d'autres dispositions. On n'impose pas toujours la prison après la deuxième offense. Il devrait y avoir des instructions très précises à donner là-dessus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, les députés libéraux ont provoqué toute une tempête à ce sujet. D'après la théorie des libéraux, on ne pouvait même pas demander à un accusé s'il avait déjà été condamné. Selon eux, cela pouvait amener des préjugés contre lui.

M. Pinard (Drummond): La consommation d'alcool est un grand mal social. Que fait-on pour empêcher nos jeunes de fréquenter les endroits où il se vend de la boisson?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont les juges qui décident quand une cause est

entendue et ils ne sont pas tous sévères également relativement à la vente de boisson sans licence. Il est bien clair que la boisson est un mal social, mais comment changer la nature humaine?

M. Dupré (Verchères): Les juges devraient être plus sévères pour ceux qui donnent de la boisson que pour ceux qui en vendent.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ce n'est pas avec la loi qu'on rend les gens vertueux.

M. Pinard (Drummond): Il est difficile de changer la nature humaine, mais il est toujours possible d'empêcher la tolérance. Dans la province de Québec, l'an dernier, on a perçu plus de \$11,000,000 de droits de vente. Ceux qui jouissent de tolérance ont en quelque sorte une existence légale de nos jours. On ne corrigera pas le mal de cette façon-là.

En 1952, dans la province de Québec, il s'est bu pour \$126,000,000 de liqueurs alcooliques. En moyenne, ce sont des jeunes entre 17 et 25 ans qui se rencontrent dans les grills d'hôtel. Il faut prendre les mesures nécessaires pour que le mal ne s'aggrave pas. Les autorités religieuses s'alarment.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) cite une annonce parue dans *Le Soleil* de Québec, en date du 3 décembre 1952. Dans cette annonce, on offrait à vendre un hôtel à Princeville et l'on mentionnait qu'il jouissait de la tolérance pour la vente des liqueurs alcooliques. Il est symptomatique, dit-il, qu'on en soit venu à croire tellement en la légalité de la tolérance qu'on se permette ainsi de l'annoncer publiquement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On ne voit pas de pareilles annonces dans *Montréal-Matin*, mais dans *Le Soleil*.

M. Pinard (Drummond): Un hôtel licencié doit avoir 20 chambres d'après la loi. On permet à des individus de placer à la devanture de leur maison ou de leur établissement l'annonce "Hôtel" alors que cinq chambres seulement sont disponibles.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): On peut avoir un permis d'hôtel non licencié sans disposer de 20 chambres et sans avoir droit nécessairement à une licence pour vente des boissons alcooliques. Mais si le propriétaire, en pareil cas, annonce un hôtel licencié, je m'engage à prendre des procédures contre lui.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Quel est le nombre des licences émises aux hôtels dans la province pour la vente des boissons alcooliques?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De mémoire, il est d'environ 2,000.

M. Lafrance (Richmond): Combien y a-t-il de policiers de la Commission des liqueurs dans la région de Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a entre 115 et 125, sans compter les policiers secrets dont je ne veux pas divulguer le nombre. Cette police des liqueurs de Montréal fait de l'excellent travail sous la direction de son chef.

M. Lafrance (Richmond) pose une question sur le salaire des policiers de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le salaire moyen des policiers de la Commission des liqueurs est de \$2,200 à 2,300 par année, les enquêtes se font parfois à la suite de plaintes, parfois sans qu'il n'y ait eu de plaintes. Quant à savoir le nombre d'emprisonnements décrétés l'an dernier, le département n'a pas de telles statistiques. La police de la Commission des liqueurs fait un excellent travail. On s'efforce de faire respecter la loi partout. Grâce à une équipe nombreuse d'agents réguliers et aussi d'agents secrets, 26 permis ont été supprimés l'an dernier, dans le district de Montréal. J'ai moi-même fait suspendre cinq ou six permis de grill.

Il fournit des chiffres sur le nombre de plaintes reçues, d'inspections faites, de bouteilles saisies, etc.

M. Lafrance (Richmond): Ces statistiques établissent en somme que la loi est violée. Combien, demande-t-il, y a-t-il eu d'agents de la Commission des liqueurs suspendus l'an dernier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Trois ou quatre, dont deux pour ivresse.

M. Lafrance (Richmond): Il faudrait prendre les moyens pour faire respecter la loi. Je voudrais suggérer, entre autres, qu'on augmente le nombre des agents, qu'on les choisisse sérieusement, qu'on leur paie un salaire raisonnable et qu'on leur donne un certain entraînement. Et qu'on ait surtout la volonté arrêtée de la faire observer. Quand le premier

ministre fait des déclarations comme "on fait tout ce qui est possible", il invite en somme à la violation de la loi. C'est pour cela que la loi est si mal observée. L'ancien député de Richmond, M. Goudreault, protège les débits clandestins, ceux qui ne suivent pas la loi...

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est faux. M. Goudreault est venu me voir. Il fait l'impossible pour faire disparaître les débits clandestins.

M. Lafrance (Richmond): Il y a des organisateurs du comté qui sont venus me voir, me dire que...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond devrait apporter autre chose que des preuves de ouï-dire.

M. le président: Le député ne peut recourir à du ouï-dire pour contredire la parole du ministre. Je demande au député de se conformer aux règlements de la Chambre et de prendre la parole du ministre des Terres et Forêts. Un député n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement.

M. Lafrance (Richmond): J'ai assez d'estime pour le ministre pour ne pas croire que ces abus se commettent à sa connaissance personnelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On s'efforce de faire respecter la loi partout. Ainsi, tout dernièrement, nous avons fait une descente dans un camp militaire où il y avait invitation à des abus. Le ministre fédéral concerné n'était sans doute pas au courant de la chose. Nous avons tout de même fait notre devoir en saisissant pour des milliers de dollars de boisson que l'on vendait à des jeunes gens et à des jeunes filles dans un camp. On est venu nous trouver pour nous demander de permettre la boisson et nous avons refusé.

M. Lafrance (Richmond): C'est par devoir que j'interviens. Quoi qu'on dise, la loi est violée ouvertement dans toute la province, en particulier dans la ville de Sherbrooke, par des hôteliers amis du ministre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) Ceci est une insinuation!

M. Lafrance (Richmond): C'est une accusation!

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Que le député cite donc un seul cas de plainte qui n'a pas eu de suite. Il peut y avoir violation de la loi dans quelques hôtels, mais je n'ai reçu aucune plainte.

M. Lafrance (Richmond): À Sherbrooke, les gens boivent à toute heure du jour et de la nuit. On peut se procurer de la boisson partout.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À Sherbrooke, comme ailleurs, les hôteliers et les restaurateurs ont droit de vendre du vin et de la bière avec les repas, le dimanche. S'il y avait des plaintes, le gouvernement sévirait.

M. Lafrance (Richmond): Je répète qu'on en vend entre les repas. Ce sont des amis du député...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne vois pas ce qu'il y a de mal dans ce que vient de dire le député de Richmond. Est-ce qu'on peut répondre de tous ses amis, de ses amis politiques surtout?

M. le président: Avant de rendre ma décision, je voudrais demander au député s'il a voulu dire que les prétendus amis du ministre violent la loi en vendant bière et vin hors des heures réglementaires à la connaissance et sous la protection du ministre.

M. Lafrance (Richmond): Nullement. Je fais assez confiance au ministre pour savoir qu'il ne protège personne.

M. le président: Dans ce cas, je ne demande pas au député de retirer ses paroles.
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député possédait seulement un dixième de l'honnêteté du ministre, ce serait une amélioration.

M. le président: Je demanderais, cependant, au député de Richmond de cesser ses insinuations et les personnalités, en violation des règlements.

M. Lafrance (Richmond): Je dénonce un des plus grands dangers qui menacent la race: ce danger est plus grand que la violation de l'autonomie provinciale. Un ministre est même venu me

demander ma protection; je lui ai répondu que j'avais assez de m'occuper des hors-la-loi de mon comté sans m'inquiéter à propos des autres...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci est une déclaration blessante. Je ne demanderai pas au député de nommer le ministre parce que cela serait une invite à une autre déclaration blessante. Je demande au député de retirer ses dernières paroles. Il met un ministre en cause. S'il a le courage, tout ce qu'il a à faire est d'exiger une enquête et qu'il mette donc son siège en jeu et qu'il vienne faire ses personnalités devant les électeurs.

M. Lafrance (Richmond): Je retire mes paroles.

M. le président: Je demande encore une fois au député de Richmond de s'en tenir au sujet et d'éviter les personnalités pour ne pas susciter à tout moment des points d'ordre.

M. Lafrance (Richmond): Je dénonce la tolérance du gouvernement qui existe, une tolérance au vu et au su de toute la province. L'Association des licenciés a elle-même protesté. Les maires du comté de Champlain ont émis une protestation...

M. Bellemare (Champlain): Ce cas a été réglé.

M. Lafrance (Richmond): Qu'on s'élève donc au-dessus des considérations partisans. La mentalité du gouvernement est plus difficile à changer que la nature humaine. La loi des liqueurs est devenue une loi de revenus plutôt qu'une loi de tempérance. Si le Parti libéral prend le pouvoir, je prends l'engagement de m'élever chaque fois qu'il y aura violation de la loi.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Jamais il n'y a tant eu de poursuites et de condamnations que depuis que l'Union nationale est au pouvoir. Nous faisons respecter scrupuleusement la loi.

Nous ne pouvons pas savoir ce qui se passe partout à chaque moment, mais chaque fois qu'il y a des plaintes, nous leur donnons immédiatement suite. Et il n'y a jamais autant eu de condamnations qu'en 1954. Dans le comté de Richmond, nous avons sévi un nombre incalculable de fois et non suite à l'intervention de l'actuel député, mais suite à celle de l'ancien député, le député de l'Union nationale.

Il (M. Rivard) en donne une longue liste. L'un des accusés, dit-il, a été condamné sept fois au cours de l'année. Dans l'espace d'un an, pas moins de 25 condamnations ont été prononcées dans le comté de Richmond. C'est une réponse à l'accusation du député libéral selon laquelle les violations de la loi sont tolérées.

D'ailleurs, personne n'a obtenu de celui qui parle en ce moment ni d'un autre ministre de la couronne une tolérance quelconque pour violer l'une ou l'autre des lois de la province. Nous sommes ici pour appliquer les lois, et nous le faisons avec justice comme avec humanité.

M. Lafrance (Richmond): Je ne croyais pas qu'il y avait eu tant de poursuites. Mais comment se fait-il que la loi soit tellement violée? Il y a quelque chose qui ne va pas.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les lois n'ont jamais réformé la nature humaine.

M. Lafrance (Richmond): Nous sommes en présence d'un mal social, et le gouvernement devrait prendre toutes les mesures à sa disposition pour le faire cesser. Il réclame une augmentation du nombre des agents.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill B concernant l'article 7 de la loi constituant en corporation Congregation Beth-El, qu'il prie l'Assemblée d'agréer.

Projets de loi:

Congregation Beth-El

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que le bill B concernant l'article 7 de la loi constituant en corporation Congregation Beth-El soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté ses amendements aux amendements du Conseil législatif, en ce qui concerne le bill 188 concernant les Pêcheurs Unis de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 46 modifiant la loi concernant les appareils de jeu;
- bill 48 modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole;
- bill 129 concernant la donation de François-Xavier Delâge à Alfred Delâge;
- bill 214 accordant à la corporation de Hâvre-aux-Maisons, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux concernant une piste d'atterrissage;
- bill 243 concernant la Commission scolaire du village de Cap-Chat.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 9 h 30¹²

M. l'Orateur au fauteuil

Projets de loi:

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que les amendements du Conseil législatif au bill 100

modifiant la charte de la cité de Montréal soient maintenant acceptés.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) explique les amendements dont les plus importants sont la prolongation, au 2 mars, du délai accordé au conseil de ville de Montréal pour la présentation du budget annuel et le paiement d'une pension de \$10,000 par année, sa vie durant, à toute personne qui aura occupé pendant 12 ans consécutifs les fonctions de président du comité exécutif.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) n'a aucune objection à formuler et approuve tous les amendements du Conseil, sauf en ce qui concerne la pension au président de l'exécutif. Personnellement, dit-il, je ne m'oppose pas à ce qu'une pension soit payée à M. J.-O. Asselin, mais je crois comprendre que les autorités de la ville s'objectent à ce qu'on les force à le faire sans qu'ils n'aient eu l'occasion de se prononcer sur le sujet. Depuis que le paiement de la pension a été proposé, des protestations se sont élevées de la part du maire et du président du comité exécutif. Nous n'aurons pas d'objection à ratifier l'amendement si le Conseil le demande.

Mais je ne crois pas que ce soit le rôle du Conseil législatif d'imposer sa volonté à la population de Montréal. Le premier ministre parle souvent d'autonomie. Eh bien, voici un cas où on porte atteinte à l'autonomie de Montréal, et je crois que cette Chambre ne devrait pas ordonner aux autorités de la ville de faire quoi que ce soit, si ces mêmes autorités n'ont pas demandé un tel pouvoir. Si nous imposons notre volonté à Montréal, nous violons l'autonomie municipale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le ministre des Affaires municipales de son exposé. Je trouve singulier, dit-il, de voir l'opposition prendre cette attitude, de constater qu'elle est subitement prise d'un grand amour pour l'autonomie de Montréal. En 1940, alors que plusieurs députés de l'opposition se trouvaient ici, le gouvernement libéral du temps a fait voter une loi qui mettait la métropole en tutelle, qui lui imposait un mode d'administration que le peuple n'avait jamais demandé avec un maire et 99 conseillers sur lequel il n'avait jamais été consulté. J'ai voté contre le projet de loi en 1940. Les successeurs de ce régime sont bien mal venus, aujourd'hui, de nous parler de l'autonomie de Montréal.

La question est simple. Le Conseil législatif, sur la motion d'un conseiller libéral, M. Connors, a

mis un amendement ordonnant unanimement à la ville de Montréal de payer une pension de \$10,000 à celui qui aura occupé pendant 12 ans les fonctions de président du comité exécutif. Pas un seul conseiller n'a voté contre, et je me demande si les députés de l'opposition savent ce que cela signifie. Probablement pas, mais je vais le leur dire. Si la Chambre basse s'opposait à cet amendement, le bill de Montréal courrait le risque de mourir entre les deux Chambres.

Or, il y a dans ce bill des clauses très importantes dont la ville a absolument besoin pour s'administrer: entre autres, celle qui prolonge le délai accordé à Montréal pour la présentation de son budget. Cela voudrait dire que la ville ne pourrait pas préparer son budget, que toute sa finance serait désorganisée, avec tout ce que cela comporte d'inconvénients, qu'elle ne pourrait pas payer les salaires, que les cultivateurs de la région de Montréal seraient privés du marché central, etc. Cela voudrait dire que toute l'administration de la ville de Montréal serait paralysée pendant 12 mois. Ce serait désastreux...

M. Cournoyer (Richelieu): Point d'ordre. Le premier ministre tente de faire croire que l'opposition est contre tous les amendements apportés au bill de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le bill meurt entre les deux Chambres, la pension à l'ex-maire Houde¹³ même ne pourra être payée, car elle dépend de l'acceptation du budget. Quant à la pension à M. Asselin, je n'ai aucune hésitation à dire que je suis en faveur de cette mesure. Je trouve que c'est juste.

Voici un homme qui a été à la tête de l'administration pendant 12 ans. Je crois qu'il n'est que juste qu'on donne une pension à quiconque a servi la ville comme président de l'exécutif pendant 12 ans ou plus. Une pension a été votée à l'ex-maire Houde, à l'ex-maire Borne¹⁴ et au maire Wilson, de Verdun. Des pensions sont payées aux députés fédéraux, après huit ans seulement de stage parlementaire, à ceux de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan.

Celui qui a été pendant 14 ans à la tête de l'administration de Montréal a droit à la reconnaissance de ses concitoyens. Je suis bien à l'aise pour en parler, car sa femme et son fils ont travaillé contre moi en 1952. M. Asselin est un adversaire politique, mais je place la justice avant les considérations de parti.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) s'oppose à cette pension parce que la façon dont on l'impose à Montréal viole l'autonomie de la métropole. Ce n'est pas le conseil municipal de Montréal qui a demandé cette pension. On devrait plutôt permettre au conseil municipal de voter cette pension, dit-il, au lieu de le forcer.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Dans le cas des pensions au maire Houde, au maire Borne et au maire Wilson, les conseils municipaux l'avaient demandé. Ce n'est pas à nous à imposer cette obligation à la ville de Montréal.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition n'a pas bien saisi la question. La Chambre basse n'est pas appelée à se prononcer sur un seul amendement, mais sur toute une série, et il faut penser que, si la Chambre basse refuse un des amendements, c'est tout le bill qui risque de rester en plan entre les deux Chambres. La question de la pension vaut-elle la peine que l'on risque de détruire tout le bill de Montréal, avec tous les inconvénients que cela comporte?

M. Bélanger (Lévis) trouve singulière la façon d'agir du gouvernement. Il ne faut pas se faire d'illusion, dit-il; cet amendement impose une taxe aux citoyens de Montréal, sans que le conseil municipal ne l'ait demandée. Cette taxe, si la pension de \$10,000 est payée pendant 10 ans, équivaldra à une taxe de \$100,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question de taxe dans le bill...

M. Bélanger (Lévis): Une ville qui paie \$10,000 ou \$100,000 doit taxer ses citoyens pour se procurer l'argent nécessaire. L'Assemblée législative est bien plus importante que le Conseil législatif. C'est elle qui contrôle les deniers publics et les affaires de la province. Ce n'est pas le rôle du Conseil législatif d'imposer cette charge à Montréal.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose un amendement dont le but est de substituer l'expression "paiera" par "est autorisée à payer".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre sur la régularité de l'amendement.

M. Ross (Montréal-Verdun) accepte d'en modifier la forme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Roche): Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréée les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, mais en les amendant comme suit:

L'article 33, tel qu'apporté par l'amendement numéro 9 du Conseil législatif, est amendé en remplaçant le mot "paiera", dans la deuxième ligne, par les mots "est autorisée à payer".

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Contre: MM. Auger, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fox, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 53.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fox, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 53.

Contre: MM. Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Les amendements du Conseil législatif relatifs au bill 100 sont, en conséquence, acceptés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 110 concernant la succession de feu l'abbé Adéland Desrosiers, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant à la fin ce qui suit comme paragraphe *i*:

"*i*. Ratifier à toutes fins que de droit l'acte de vente consenti à Leslie Fulton Hall le 16 juin 1954 devant Me W. Deschesne, notaire, sous le numéro 5,645 de ses minutes;"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 151 concernant la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la municipalité du village de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié, en remplaçant dans la treizième ligne du troisième paragraphe le mot "1956" par le mot "1955";

2. L'article 2 est modifié, en remplaçant dans la cinquième ligne du quatrième paragraphe, à la page 4, le mot "1956" par le mot "1955";

3. L'article 5 est modifié, en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes les mots "au conseil" par les mots "à la corporation";

4. L'article 8 est modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes les mots "au conseil municipal" par les mots "à la corporation du village";

5. L'article 9 est modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes les mots "au conseil municipal" par les mots "à la corporation du village".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 245 concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'annexe et les annexes A, B, et C sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 251 refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 18 est modifié en ajoutant dans la troisième ligne du dernier paragraphe après les mots "les présentes" les mots suivants "sauf la loi des ingénieurs professionnels (Statuts refondus, 1941, chapitre 270), et ses amendements."

Projets de loi:

Succession Adéland Desrosiers

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 110 concernant la succession de feu l'abbé Adéland Desrosiers.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commissions scolaires d'Arthabaskaville, Princeville et Warwick

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 concernant la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la municipalité du village de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Fiducies de Irving Louis Paul

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 245 concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

École polytechnique de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 251 refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande une augmentation d'indemnité pour les témoins assignés et veut, d'une manière générale, que l'administration de la justice s'améliore. Bien entendu, dit-il, les témoins dont il est question ne sont pas ceux assignés pour les causes civiles mais les "causes de la société pour la protection de la société".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La somme de \$2 à laquelle fait allusion le député n'a

trait qu'aux causes pénales: le cas des causes civiles est différent. Quant aux premières, ce sont des causes au cours desquelles la société elle-même se défend. L'administration de la justice dans la province coûte déjà entre \$750,000 et \$800,000 par année.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il y a toutefois encore place pour amélioration.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) parle des mauvaises conditions de logement et de nourriture dans lesquelles se trouvent les prisonnières incarcérées sur la rue Fullum, à Montréal. Les prisonnières qui y sont logées vivent dans des conditions impossibles, dit-il, et l'espace est trop restreint pour la quantité de pensionnaires qui y sont hébergées.

Il apporte plusieurs témoignages puisés surtout dans des articles de journaux. Il demande si le gouvernement a l'intention de faire quelque chose pour améliorer le mode de vie de cette prison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est là un sujet dont le député parle assez régulièrement. Il y a, à Montréal une prison pour femmes qui comprend deux ailes dont l'une loge des catholiques sous la direction de religieuses, et l'autre, des protestantes dirigées par des matrones. Parlant de cas particuliers d'évasion, le premier ministre demande aux journaux de ne pas faire trop de publicité à ce sujet. Une telle publicité peut, dit-il, comme cela est déjà arrivé, servir de mauvais exemple. Ce sont toujours des cas malheureux. Le député voudrait qu'on reconstruise la prison. Actuellement, il presse plus de bâtir des hôpitaux d'aliénés pour lesquels nous allons dépenser entre \$45,000,000 et \$50,000,000. Si le député continue de parler de cela, il n'aura pas un gros programme à présenter. Il est sûr que la prison en question a besoin d'améliorations, mais nous avons des besoins plus pressants ailleurs pour le moment.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Juges de districts (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

M. Pinard (Drummond) demande l'autorisation de parler du problème des revues et publications obscènes en général. Il déclare que, dans ce domaine, la situation est loin de s'améliorer.

Dans tous les kiosques de journaux et de revues, dit-il, jeunes comme vieux peuvent se procurer une littérature malsaine et dégoûtante qui s'étale plus que jamais à profusion dans nos kiosques et dont un trop grand nombre tombent aux mains des jeunes pour lesquels elles constituent un danger moral.

Il demande si le procureur général a en vue de faire quelque chose contre ces ordures qui ne sont pas toutes de l'importation américaine.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Des hommes sont spécialement affectés au travail de surveillance des publications dans les kiosques. Ils en saisissent souvent qu'ils soumettent au Bureau de censure qui la prohibe.

Mais il arrive qu'une publication soumise au Bureau de censure, et condamnée, revient quelques mois plus tard sous une autre forme. Il faut tout recommencer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les autorités religieuses ont reconnu les efforts faits par le gouvernement pour combattre la littérature obscène.

Il y a trois ou quatre ans, dans un débat à Ottawa, M. Fulton¹⁵, député de Kamloops, avait fait une charge contre les "comics" à la Chambre des communes et le ministre de la Justice, l'honorable Stuard Garson¹⁶, a déclaré, au cours du débat, que c'est la province de Québec qui, en ce domaine, faisait le mieux respecter les stipulations du Code pénal à ce sujet.

Mais il faut compter avec la nature humaine qui est faible et que les lois ne peuvent améliorer. Malgré cela, nous avons passé une loi qui nous a attiré des félicitations, tout particulièrement de L'Action catholique de Montréal.

Nous avons fait des améliorations dans le domaine du respect de la moralité et nous allons continuer à en faire.

M. Pinard (Drummond): La loi provinciale ne précise pas suffisamment ce qu'il faut entendre par les mots "obscène" ou "immoral" et que, pour cette raison, les causes sont difficiles à faire. On a mis au ban les revues américaines, mais on n'a pris aucune mesure efficace contre les petits journaux dégoûtants qui circulent librement dans la province.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Cela relève du Code pénal et donc d'Ottawa.

M. Pinard (Drummond) demande au gouvernement ce qu'il entend faire de toute cette pléiade de journaux hebdomadaires obscènes qui sont en train de gâter notre jeunesse.

M. Lafrance (Richmond): Cette question des revues et des journaux immoraux est suffisamment grave pour qu'on prenne la peine de la discuter avec soin et sérieusement. La province est inondée de ces publications.

Partout c'est un étalage scandaleux; tous nos enfants sont menacés. J'ai conscience de me faire l'interprète des parents et des honnêtes gens en demandant que le gouvernement agisse. L'audace des vendeurs n'a plus de limites. Induire les jeunes au mal est devenu un véritable commerce. S. E. le cardinal Léger...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond est hors d'ordre, puisque l'item sur lequel on parle actuellement a déjà été voté¹⁷.

M. Lafrance (Richmond): (Se tournant vers la galerie de la presse) La presse est témoin qu'un gouvernement qui se dit catholique nous empêche de dénoncer la littérature immorale.

M. le président: Dans tous les crédits du procureur général, il n'y a aucun item qui autorise à traiter pareille question.

M. Lafrance (Richmond) pour protester, ramasse ses papiers et sa serviette et, avec un mouvement de mauvaise humeur évidente, quitte brusquement sa place et sort de la salle.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 30¹⁸.

NOTES

1. *La Tribune* du 18 février 1955, à la page 9, rapporte que M. Talbot est absent de la Chambre à ce moment.

2. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 18 février 1955, à la page 3, explique que "les libéraux sont tout joyeux parce que sa présence égalisera les votes puisque M. Hanley vote traditionnellement avec le gouvernement".

3. *La Patrie* du 18 février 1955, à la page 12, est la seule de nos sources à attribuer cette intervention à M. Lemieux, alors que les autres sources indiquent que c'est plutôt M. Noël qui parle.

4. Chiffre de *L'Action catholique* du 18 février 1955, à la page 17. Le *Montréal-Matin* du 18 février 1955, à la page 7, mentionne \$0.10.

5. *La Presse* du 18 février 1955, à la page 27, est le seul quotidien à attribuer cette intervention au député de Wolfe (M. Lemieux). Nous croyons qu'il s'agit d'une erreur, puisque la ville de Lac-Mégantic est située dans le comté de Frontenac.

6. *Le Soleil* du 18 février 1955, à la page 6, mentionne que c'est M. Duplessis qui donne cette réplique au député libéral.

7. *Le Soleil* du 18 février 1955, à la page 6, mentionne que c'est M. Duplessis qui donne cette réplique au député libéral.

8. Le 9 janvier 1927, un incendie a causé la mort de 78 enfants au cinéma Laurier Palace (Montréal). La loi interdisant les enfants âgés de 16 ans et moins dans les cinémas fut adoptée à la séance du 22 mars 1928.

9. *Le Soleil* du 18 février 1955, à la page 3, est le seul quotidien qui mentionne 204 hommes.

10. Chiffre du *Soleil* du 18 février 1955, à la page 11. Le *Sherbrooke Daily Record* du 18 février 1955, à la page 3, mentionne plutôt \$114,113.

11. Il s'agit de débits de boisson clandestins.

12. Selon le *Montréal-Matin*, à la page 2, la séance "n'a débuté qu'à 9 h 30. Auparavant, il y avait eu une séance du comité des bills privés pour l'étude d'un bill concernant une succession".

13. Camillien Houde, maire de Montréal de 1928 à 1954.

14. Lucien Borne, maire de Québec de 1938 à 1953.

15. Edmund D. Fulton, député conservateur de Kamloops (1945-1962 et 1963-1965).

16. Stuart S. Garson, ministre de la Justice dans le cabinet Saint-Laurent (1948-1957).

17. *L'Action catholique* du 18 février 1955, à la page 17, précise que "l'heure de l'ajournement était passée depuis cinq minutes et [...] c'est par tolérance qu'on avait permis à M. Pinard de soulever la question des publications obscènes et immorales".

18. Selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 18 février 1955, à la page 3, à un moment indéterminé de la séance, M. Ouellet (Saguenay) s'est levé et "les libéraux, qui ressentent une étrange sympathie à son égard, l'ont applaudi. M. Ouellet n'avait pas l'intention de parler, mais ne faisait que sortir de la salle de l'Assemblée".

Séance du vendredi 18 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 253 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs intéressés dans ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre en soit changé en celui de: Loi concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et La Cie de Publication de La Presse Limitée.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Succession
Trefflé Berthiaume**

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 253 concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et La Cie de Publication de La Presse Limitée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 253 sans l'amender.

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Congregation Beth-El

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill B concernant l'article 7 de la loi constituant en corporation Congregation Beth-El soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill B sans l'amender.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je n'ai pas d'objection à revenir à Québec pour le Carnaval, mais il me semble qu'il serait possible de terminer la session cette semaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Personne n'est plus ambitieux que moi de finir la session au plus tôt. J'assiste à chaque séance et j'ai aussi du travail administratif à faire. Des gens du Carnaval m'ont demandé de déclarer la journée de mardi congé civique, mais c'est impossible pour cette semaine tant que je ne serai pas certain que la session est terminée. Nous voulons coopérer avec les organisateurs du Carnaval, mais on admettra que la Législature doit passer avant le Carnaval.

À mon avis, on ne peut brusquer les événements parce que ça ne serait pas la bonne chose à faire. Je ne veux pas qu'on puisse accuser le gouvernement de procéder avec une vitesse

incompatible avec les droits des citoyens. Nous avons des questions importantes à régler. Dans le cas du bill concernant la succession Berthiaume¹, l'impression n'a pas pu être faite en temps pour permettre au Conseil législatif de l'étudier hier. Il y a aussi quelques bills qui n'ont pas été présentés encore devant le Conseil législatif, dont le bill de Québec, auquel la Chambre haute a fait plusieurs retouches. De plus, le Conseil a fait plusieurs amendements au bill concernant les valeurs mobilières.

Nous voulons les étudier avec soin avant de les soumettre à l'Assemblée législative. Il nous serait donc impossible de terminer la session cette semaine. À mon grand regret, nous ajournerons à mardi matin. Si tout marche normalement, nous serons peut-être capables de terminer mardi soir, mais il se peut que les formalités de clôture soient reportées au lendemain. Sinon, ce sera pour mercredi.

M. Dupré (Verchères): La Chambre peut siéger ce soir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a plusieurs députés qui veulent prendre le train de 2 heures de l'après-midi, afin de rejoindre leur famille pour l'heure du souper.

M. Dupré (Verchères): Et que feront ceux qui sont célibataires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Penser aux députés qui sont mariés.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La Chambre pourrait siéger demain pour terminer les affaires en cours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des bills qui ne seraient pas imprimés avant lundi.

Une voix ministérielle: On ne peut donner aux députés du Conseil une page blanche sur laquelle travailler.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Ce serait assez bon pour eux.

M. Cournoyer (Richelieu): La vraie raison, c'est que le premier ministre nous veut près de lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aime voir les députés libéraux à Québec.

M. Dupré (Verchères): C'est de mauvais augure.

M. Montpetit (Maisonneuve) dit qu'il doit savoir la date exacte de la prorogation parce que la compagnie de chemin de fer qui l'emploie veut savoir quand rappeler son successeur par intérim.

M. Dupré (Verchères): On serait mieux d'abroger la session mercredi² pour pouvoir tous chanter "Oh, Saint-Joseph". Je suis prêt à siéger jusqu'à 11 heures ce soir pour étudier les crédits du département de la Jeunesse et du Bien-être social pour la prochaine année fiscale³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il a hâte de terminer la session parce qu'il a reçu une lettre de la femme du chef de l'opposition qui disait qu'elle n'aimait pas l'idée du premier ministre de garder son mari éloigné de la maison pendant si longtemps.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Des voix de l'opposition: Une minute... Un moment, s'il vous plaît... Le crédit est adopté.

(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que je peux poser une question concernant mon département? Où en sommes-nous maintenant⁴?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six millions trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles professionnelles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

L'opposition est prête à adopter tous les autres postes, sauf 7, 8 et 11.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses pour cours additionnels (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi y a-t-il une nouvelle méthode de classer les octrois dans les *Comptes publics*?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Nous avons adopté cette nouvelle méthode à la suggestion de M. Marler. L'ancien député de Westmount a représenté que des organisations qui ont leur bureau chef dans son comté et sont établies ailleurs apparaissent dans les *Comptes publics* comme des organisations de Westmount recevant des subventions de l'État. Nous avons jugé la demande raisonnable et nous avons suggéré à l'auditeur de faire le changement désiré.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose quelques questions concernant certaines institutions qui reçoivent des octrois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le gouvernement considère qu'il appartient d'abord aux parents d'organiser les loisirs de leurs enfants et ne veut en aucune façon prendre le contrôle des centres de loisirs, ce qui serait relativement facile. En sept ou huit ans, il pourrait, s'il le voulait, s'en faire une arme politique. Mais il s'en tient à des principes bien établis. Lorsqu'une organisation nous fait une demande, nous exigeons qu'elle nous fournisse un bilan. Nous aidons, s'il est nécessaire d'aider. Nous accordons, par exemple, un octroi à partager pendant une période de quatre ou cinq ans, puis nous mettons fin à l'octroi.

Naturellement, quand le dernier versement a été payé, on vient nous demander pourquoi cet octroi n'est pas accordé en permanence. Nous répondons que l'État ne peut se substituer aux œuvres. Nous aidons quand il est important d'aider. Il ne faut pas tout donner aux mêmes organisations. Il faut aider toutes celles qui ont besoin d'aide.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) déplore le fait que certains organismes de son comté, tout en ayant augmenté leurs activités, ne perçoivent plus d'octrois depuis 1952. C'est le cas de la paroisse Saint-Marc à Montréal. Je considère que dans mon comté, dit-il, il y a eu suspension d'octrois de la part du ministre. J'essaie de savoir si on a donné quelque chose en 1953 et en 1954.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Si on se rapporte aux *Comptes publics*, il est plutôt difficile de se retrouver. Quant aux octrois, je dois dire au député que nous avons averti tous les centres de loisirs que nous n'avions pas l'intention d'accorder des octrois annuels. Nous avons dit: Nous sommes prêts à aider. L'expérience a prouvé, dans d'autres pays, en Europe notamment, que ce n'est pas le rôle de l'État de se substituer aux parents. Le gouvernement ne peut faire cela sans mettre en danger les libertés de ces futurs citoyens. Plusieurs ont laissé l'État s'ingérer dans leurs affaires et ont découvert trop tard qu'ils avaient perdu leur liberté. Si nous voulions créer une machine politique en sept ou huit ans, nous n'aurions qu'à patronner des centres de loisirs dans la province.

Tout ce que mon département a à faire, c'est de donner des octrois à des organisations de sport, de jeunesse ou de bien-être social, nommer des

inspecteurs du gouvernement et faire en sorte que tous les jeunes se "détournent" des doctrines de l'Union nationale. La première chose qu'on va savoir, c'est qu'il y aura une sorte de jeunesse de Hitler dans notre propre province. Au lieu de cela, lorsque des groupements réclament des octrois, nous leur demandons un bilan. Notre rôle est d'aider et d'encourager la formation de ces groupements, mais notre budget deviendrait bientôt hors de proportion si nous nous rendions à toutes les demandes. Nous donnons des subventions pour la formation de centres nouveaux. Nous ne pouvons aider pendant 20 ans une association; nous l'aidons parfois pendant trois ou quatre ans.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Dans le comté de Jeanne-Mance, la paroisse Saint-Marc a reçu \$500 en 1952. Dans certains cas, dans le district de Montréal, il y a eu des subventions annuelles depuis 1948. Il y a des subventions qui se donnent sans enquête. Il n'y a pas de barème. Pourquoi le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse n'établit pas un barème pour la distribution des octrois, afin que certains comtés ne soient pas condamnés à l'abandon total tandis que d'autres sont généreusement traités?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous demandons aux associations des bilans et nous désirons également qu'elles aient dans l'avenir des revenus suffisants pour voir à leur entretien. Mon département n'accorde aucun montant quelque peu substantiel sans se rendre compte si l'Association en faveur de laquelle on fait une demande est viable. Si elles ne sont pas viables, nous ne sommes pas intéressés à les mettre au monde. À quoi bon donner chaque année des octrois pour combler des déficits? Si l'on juge qu'une organisation est viable, on lui accordera un octroi temporaire, mais il n'est pas question d'octrois permanents.

On veut que le montant à disposer profite au plus grand nombre possible d'organisations, alors que ces octrois sont d'un véritable secours. Nous ne voulons pas nous substituer aux parents pour organiser les loisirs des jeunes. Il n'y a généralement pas d'enquêtes élaborées dans le cas de petites subventions de \$50 ou \$100 par exemple. Il y a une enquête s'il y a un montant considérable. Il (M. Sauvé) rappelle le cas de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal, où un octroi de \$50,000 a été donné.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Dans le cas de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, les paroissiens

ont fourni un effort considérable pour leur centre de loisirs. Le gouvernement les a aidés dans la même proportion. Le groupement de la paroisse de l'Immaculée-Conception est également sérieux et il a reçu un traitement proportionnellement égal. Il y a deux paroisses qui ont bénéficié de subventions de \$1,000 pour commencer leurs activités, mais elles n'ont pu continuer parce qu'il y a manque de dévouement. Même si la contribution n'était que de \$500, s'il n'y a pas de dévouement, ce serait de l'argent donné inutilement.

Je remercie le ministre au nom des électeurs de mon comté. Dans les centres de loisirs, on a souvent l'impression que c'est le travail des autres et on oublie sa propre part. Le comté de Mercier gravite autour du Parc Lafontaine et organise des jeux dont bénéficient toutes les paroisses environnantes. Il y a parfois des foules de 10,000 à 20,000 qui assistent aux joutes de baseball, l'été. Ce centre de loisirs collabore à la formation et à l'éducation de la jeunesse.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose ensuite des questions au sujet des organisations de la paroisse Saint-Sacrement de Québec qui ont obtenu des octrois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) répond qu'il distribue 1,700 octrois et ne peut donner des détails sur chacun sans consulter les dossiers. Ce qui prête à confusion, dit-il, c'est que les chèques sont faits payables à chaque organisation en particulier.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce qu'il y a beaucoup d'octrois aux institutions de loisirs qui ne sont pas complètement payés?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y en a quelques-uns. Entre autres, il reste deux versements sur le centre des loisirs de l'Immaculée-Conception.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Peut-on dire que vous avez pour environ \$400,000 d'engagements présentement?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nos engagements se totalisent à une somme certainement inférieure à \$100,000.

M. Pinard (Drummond): Un chèque d'octroi est envoyé par qui et à qui?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Nous envoyons les chèques à ceux qui font les démarches pour les obtenir; et ce sont généralement les députés qui, eux, les remettent à qui de droit à la direction des œuvres intéressées.

M. Pinard (Drummond): Le camp de santé de Drummond, qui reçoit les enfants pauvres durant l'été, demande de l'aide chaque année. Il n'a rien reçu depuis 1952.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

J'ai expliqué précédemment que le but du ministère de la Jeunesse, c'est d'aider au départ d'une œuvre. Lorsqu'elle est lancée, il n'incombe pas à l'État de la faire vivre. C'est le devoir des citoyens et des mouvements de charité d'assumer leurs responsabilités et de poursuivre le travail. Le tort de plusieurs œuvres, c'est de croire que l'aide que nous avons apportée pour les mettre au monde se change en un octroi annuel. De façon générale, nous contribuons à l'organisation lorsque nous la croyons viable, puis nous la laissons ensuite à ses propres moyens pour aider à d'autres.

Il y a d'autres œuvres qui débutent et qui ont besoin de nous. Nous pouvons donner un octroi quand par exemple les revenus prévus n'ont pas donné le résultat attendu et qu'il s'agit d'un simple accident. Mais si le député me disait que le camp de santé de Drummond a un déficit annuel, je refuserais d'accorder un octroi pour payer des déficits. À tout événement, il faudrait qu'on justifie la demande d'octroi.

Il fait remarquer (avec humour) qu'avec lui comme ministre de la Jeunesse et du Bien-être social, il n'y a aucun danger pour les futures générations. Mais à quoi peut-on s'attendre pour les autres générations quand quelqu'un d'autre l'aura remplacé comme ministre?

M. Pinard (Drummond): Vous donnez des octrois annuels au camp Bruchési, à Boscoville et à bien d'autres organisations.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est que ces œuvres anciennes se sont montrées viables. Nous leur accordons un octroi pour compenser une perte de revenus une année ou pour compenser des sommes additionnelles qu'elles ont dépensées en améliorations. Mais quand nous constatons qu'une œuvre n'est pas viable, qu'elle accumule déficits sur déficits, c'est que les citoyens la négligent et qu'alors, l'aide qu'on lui apporterait serait en pure perte.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre ne suit pas le principe qu'il invoque. Dans sa circonscription de Deux-Montagnes, il aide d'année en année certaines œuvres qui ont dépassé le stage de l'installation. Il consacre dans cette circonscription des sommes beaucoup plus élevées que dans les autres circonscriptions libérales, bien qu'elle ne compte que 11,958 électeurs... Un petit comté fait sur mesure pour le ministre! En 1952, les subventions se sont élevées à \$29,450 dans Deux-Montagnes, dont \$6,000 pour l'Association sportive de Rivière du Chêne; en 1953 à \$36,900, dont \$5,000 pour la même association sportive; en 1954 cette association a reçu encore \$5,000 et l'Association Chénier de Saint-Eustache a eu \$10,000.

C'est d'autant plus dangereux que 47 % du budget a trait à des subventions. L'Union nationale a classé les gens et les députés en deux groupes dans la province: les bons et les méchants. Par là, je ne veux pas faire de comparaison entre les comtés de l'Union nationale et les comtés libéraux. Si j'étais député de l'Union nationale, je me lèverais pour exprimer la même opinion. Comment se fait-il que l'Abitibi-Ouest ait reçu \$13,900³ alors que Rouyn-Noranda n'a rien eu? Les \$600,000 mis à la disposition du Bien-être social et de la Jeunesse pour les subventions sont distribués au gré de l'humeur du ministre; c'est dire que certains comtés comme Champlain sont favorisés.

Le ministre a dit qu'il aidait les œuvres destinées à protéger les enfants contre les dangers de la rue. Pensez donc aux dangers de la rue en pleine campagne dans Deux-Montagnes. Avec 8,967 électeurs, Montcalm a reçu \$2,450; c'était probablement aussi pour protéger l'enfance contre les dangers de la rue. Les besoins de ce comté sont moins grands que bien d'autres, et des circonscriptions électorales ne sont pas traitées comme elles le devraient parce qu'elles sont représentées par des libéraux.

Des comtés comme Jeanne-Mance avec 80,000 électeurs, Sainte-Marie avec 44,000 et autres ne reçoivent rien parce que le député est libéral. Le ministre a déclaré que ceux qui ont été aidés doivent souffrir quelque chose pour permettre au département de favoriser d'autres groupements qui ont besoin d'aide. Souffrez donc un peu dans Deux-Montagnes après avoir tant reçu!

Je préfère être député de l'opposition que d'appartenir au parti au pouvoir qui administre les fonds publics d'une façon si révoltante. Les *Comptes publics* montrent que, pour ce qui est des subventions, les comtés les moins aidés sont les

comtés les plus pauvres et que les comtés les plus aidés sont les comtés les plus riches. Le ministre a affirmé qu'il n'y a pas moyen d'accorder de subventions annuelles, que les associations qui ont reçu doivent donner la chance aux autres. Mais entre ces affirmations et les faits, il y a contradiction.

Certaines associations ont reçu des subventions chaque année. On revoit bien souvent les mêmes noms et c'est là un des plus grands scandales depuis la Confédération. Je veux protester au nom des contribuables qu'indigne la façon du ministre de distribuer ces subventions. On sait que les subventions sont versées de façon discrétionnaire. Le ministre croyait peut-être que le désordre dans lequel les subventions de son ministère apparaissent dans les *Comptes publics* aurait dérouté l'opposition...

Il se demande si les *Comptes publics* n'ont pas été embrouillés à dessein...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je soulève un point d'ordre. C'est la troisième fois que le député essaie d'insinuer que je suis responsable de la disposition de ces chiffres dans les *Comptes publics*. Je n'ai absolument rien à voir dans la préparation des *Comptes publics*. C'est l'auditeur de la province qui décide de l'ordre à y établir. La seule observation que je lui ai faite concernait la classification par comté.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, je me suis contenté de faire écho à une suggestion de M. Marler, ancien chef parlementaire de l'opposition, pour qu'on adopte une nouvelle méthode concernant le partage des octrois pour ne pas créer d'ambiguïtés.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas dit que le ministre est responsable de tout le mélange qu'on trouve dans les *Comptes publics*. J'ai dit que, si les députés de la droite siégeaient de notre côté, ils se plaindraient de ne rien comprendre dans les *Comptes publics*. Et je prétends que, dans Deux-Montagnes, les octrois sont annuels.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je voudrais que le député cesse de parler de ces choses.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je vais continuer, au contraire, à parler.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je ne veux pas l'empêcher de parler, je veux simplement qu'il cesse de dire des énormités.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les énormités, ce sont les déclarations...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le député fait perdre le temps à la Chambre. Il s'est répété au moins 75 fois; il n'a pas posé une seule question. Quand on étudie les crédits, le rôle de l'opposition, c'est de poser des questions, de demander des renseignements. Le député de Sainte-Marie peut poser des questions, mais il n'a pas le droit de se répéter indéfiniment pour tuer le temps.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Quand le député des Deux-Montagnes répète les octrois dans son comté, j'ai bien le droit de me répéter. Si l'on veut une question directe, je vais la poser: Sur quel principe se base le ministre pour toujours donner dans son comté, un comté riche, quand les comtés pauvres ne reçoivent rien?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je voudrais d'abord exprimer toute ma sympathie au chef de l'opposition de posséder un député dont les propos échevelés sont de nature à discréditer toute l'opposition. Jusqu'ici le débat avait été sérieux et s'était déroulé sans acrimonie. Le député de Sainte-Marie vient y introduire la note de comédie. Je n'ai cependant pas l'intention de suivre le député dans tous les méandres où il voudrait nous entraîner. Je ne voudrais surtout pas faire perdre le temps de la Chambre. J'espère que la session se terminera sur une note sérieuse plutôt qu'en comédie, comme le député essaie de le faire. Il a parlé trois quarts d'heure...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Trente-cinq minutes...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

De toute manière, il a fait un discours à répétition. Il a répété 20 fois que le comté des Deux-Montagnes avait été fait sur mesure à mon intention. Je pense plutôt que mon comté, comme celui du député de Sainte-Marie, ont été faits en raison inverse de la stature du député. Le député de Sainte-Marie s'est livré à des comparaisons. Il a parlé de Saint-Agapit et de Saint-Eustache comme de petites localités; mais si Saint-Agapit et Saint-Eustache sont de bien petites localités aux yeux du député de Sainte-Marie, j'y ai tout de même pris une majorité de 3,300 voix, soit le double de la majorité totale du député de Sainte-Marie dans tout son comté.

Il est vrai que Deux-Montagnes est un petit comté, mais il a une histoire et il est habité par une population saine, équilibrée et intelligente, comme d'ailleurs toute la population de la province, qui a des principes et qui commence par s'aider quand elle veut obtenir quelque chose. La population de ce comté n'a pas peur de prendre l'initiative et d'aller de l'avant dans des projets pour aider la jeunesse.

Les électeurs de Sainte-Marie ne doivent pas tellement priser les excès de langage de leur député. Il a parlé d'un scandale sans précédent au sujet des subventions que j'ai accordées à mon comté. Il a affirmé que je contredisais mes principes par mes actes. Je dirai une fois de plus, comme je l'ai dit l'an dernier au chef de l'opposition qui a soulevé la question que vient de reprendre le député de Sainte-Marie, que la politique du ministère est d'aider ceux qui veulent s'aider.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce fut sans doute incidemment.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et ce fut surtout d'une manière sérieuse. Je ne crois pas lui faire un compliment en disant qu'il l'a fait avec beaucoup plus de sérieux que ne l'a fait le député de Sainte-Marie cette année. Le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse n'a jamais refusé d'aider une association qui se formait dans le but d'aider la jeunesse. Quand une association, sportive ou autre, se forme et qu'elle demande des subventions, nous les lui accordons quand elles sont justifiées. Je n'ai eu aucune demande du député de Sainte-Marie.

Le député dit que j'ai fait beaucoup dans mon comté et peu dans Sainte-Marie; c'est vrai, mais ce n'est pas à moi d'organiser des œuvres de loisirs dans Sainte-Marie; je m'en occupe chez nous. J'y vais de ma poche de mon temps et de mon dévouement pour améliorer le sort de nos jeunes. Si le député de Sainte-Marie ne fait pas la même chose chez lui, ce n'est pas ma faute. Je ne suis toujours pas pour prendre la place du député de Sainte-Marie, m'occuper des œuvres de son comté, m'intéresser au travail des citoyens du comté.

Il reproche à tout le monde ce qu'ils ont eu et n'a jamais rien demandé. Nous avons reçu des demandes dans presque tous les comtés, y compris les comtés de l'opposition, faites par des députés de l'opposition qui collaborent à l'établissement d'œuvres méritantes qui demandent de l'aide et qui l'obtiennent. Après enquête, nous les avons accordées.

Le département de l'Éducation a dépensé plus d'argent dans d'autres circonscriptions que dans la mienne, parce que les besoins en écoles étaient plus urgents. Dans Verdun, une circonscription représentée par un député libéral (M. Ross), mon département dépensera une somme d'argent jamais vue auparavant. C'est l'octroi le plus considérable de la prochaine année fiscale. Aucune plainte de discrimination ne tient devant ces faits.

Le député de Sainte-Marie préfère discourir, faire des harangues plutôt que de s'occuper du bien-être de la population qu'il représente. Dans tous les comtés, j'agis comme ministre du Bien-être social et de la Jeunesse; c'est tout. Je ne puis connaître les besoins de tous et de chacun. C'est au député de me les faire connaître. S'il ne le fait pas et si son comté, comme le dit le député de Sainte-Marie, n'a rien eu, c'est de sa faute et non de la mienne. Les œuvres sociales ne se bâtissent pas avec des discours et des farces, mais avec du dévouement. Je répète, je n'ai eu aucune demande du comté de Sainte-Marie depuis 1952, sauf une qui m'est venue du curé Bastien; aucune du député lui-même, qui pense que son rôle est de parler.

Dans le comté de Deux-Montagnes, de nombreux problèmes ont surgi depuis quelques années. La population de Saint-Eustache s'est accrue considérablement; il a surgi des problèmes de construction d'aqueducs, d'égouts, de rues, etc. Je pense que nous devons aider davantage ceux dont les besoins urgents surgissent tous en même temps. Saint-Eustache est une localité qui a grandi très vite. Il n'y avait là que 178 électeurs en 1939; il y en avait 2,200 en 1952. Il nous faut aider plus dans les endroits qui grandissent vite et où tous les problèmes se posent en même temps. Je n'ai pas dit que je ne donnais jamais d'octrois annuels. Il nous arrive de répartir des octrois sur une période de trois à cinq ans, mais il s'agit toujours d'octrois d'établissements. À Saint-Eustache, les citoyens ont dépensé au-delà de \$190,000 pour l'organisation des loisirs.

De plus, dans le comté de Deux-Montagnes se greffe un autre problème: celui de la répartition de la population dans certaines localités comme Saint-Eustache, où la population de langue anglaise est aussi nombreuse que celle de langue française. C'est une population mêlée, ce qui complique encore les problèmes. Et puis, je ne peux quand même pas faire moins dans mon comté que dans les autres. Il me faut même faire un peu plus, parce que je n'ai pas le recours de dire que le ministre refuse; c'est moi, le ministre. Mais les demandes sont étudiées à leur mérite et nous ne faisons que ce qui est raisonnable, là comme ailleurs.

Le député demande ce qu'il y a de spécial dans Deux-Montagnes. Il y a ceci de spécial que ce comté a porté le flambeau pendant plus longtemps que les autres et qu'il a dû payer pour. C'est un comté qui a compris 19 ans avant les autres qu'un changement était nécessaire. Comme ministre, je ne pouvais pas ignorer les demandes de mes électeurs et personne, je crois bien, ne pourra me reprocher d'avoir aidé ceux qui m'ont témoigné leur confiance depuis si longtemps. Il faut bien que mes électeurs s'aperçoivent qu'il y a eu un changement, et c'est bien mon intention de continuer à bien servir les intérêts de mes électeurs. Je leur dois bien.

Je voudrais, en terminant, donner quelques conseils au député en toute impartialité: il est jeune et il peut encore apprendre. Je ne puis aller le remplacer dans son comté, mais qu'il fasse un peu moins de discours, qu'il s'occupe de la population qu'il représente, autrement qu'en revenant se plaindre en Chambre d'une situation dont il est le premier responsable. Que le député de Sainte-Marie cherche à servir ses concitoyens de façon pratique, à payer de sa personne et de sa poche, et il va bâtir quelque chose.

En continuant ses discours, plutôt qu'en payant de sa personne, il tisse le linceul dans lequel ses électeurs l'enseveliront à la prochaine élection. Je répète que le député de Sainte-Marie n'a fait aucune demande. Je ne puis tout de même pas publier des annonces dans les journaux pour offrir des subventions. Nous en avons suffisamment d'examiner les demandes que nous avons. Nous ne donnons pas à ceux qui ne demandent pas. Si les députés en veulent pour leurs comtés, ils n'ont qu'à me le demander; je suis ministre du Bien-être social pour tout le monde.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour subventions pour la prévention de la délinquance juvénile (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'étude de la résolution est reportée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions trois cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations d'assurance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans; aux personnes invalides et aux aveugles (bien-être social et jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'étude de la résolution est reportée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. Sur ce bill, voir Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2 (1944-1959), Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, pages 520-524.

2. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 février 1955, à la page 3, ajoute que le mercredi correspond à "l'anniversaire de Saint-Joseph à chaque semaine

et aussi le jour où le premier ministre tient toutes les élections provinciales."

3. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 février 1955, à la page 3 précise que: "C'est une sorte de raillerie, puisqu'on sait que ces crédits sont habituellement adoptés rapidement."

4. Cette réaction de la Chambre s'explique, selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 février 1955, à la page 3, par le fait que "ces crédits sont habituellement adoptés rapidement".

5. Chiffre du *Soleil* du 19 février 1955, à la page 3. *L'Action catholique* du 19 février 1955, à la page 2, mentionne plutôt \$13,000.

Première séance du mardi 22 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 47 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation;
- bill 220 refondant la charte de la ville de Buckingham;
- bill 227 érigeant en corporation de ville la municipalité de l'Île-Perrot;
- bill 246 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;
- bill 249 concernant une propriété de Joseph Duhamel et René Duhamel;
- bill 252 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 254 modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest;
- bill 255 relatif au contrat de mariage entre Cléophas Saint-Aubin et Mélina Saint-Aubin.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 25 concernant les valeurs mobilières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

a. dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 11° (page 3) en remplaçant aux troisième et quatrième lignes les mots "comme valeur mobilière ou désigné comme telle par les règlements" par les mots: "ou désigné par les règlements comme valeur mobilière";

b. dans le sous-paragraphe *c* du paragraphe 11° (page 3) en biffant à la cinquième ligne et aux lignes suivantes les mots:

"cependant, la présente loi ne s'applique pas aux obligations ou débetures du pays, de la province ou aux débetures ou obligations garanties par le pays ou la province, non plus qu'aux débetures ou obligations municipales ou scolaires de la province et qui ont été autorisées par la Commission municipale de Québec ou par le ministre des Affaires municipales;";

2. L'article 2 est amendé dans le deuxième paragraphe à la deuxième ligne en insérant, après les mots "commissaires nommés", ce qui suit ", durant bonne conduite;";

3. L'article 4 est amendé en biffant, à la première ligne, le chiffre "216";

4. L'article 5 est remplacé par le suivant:

"5. Le siège de la Commission est à Montréal, mais elle tient à Québec un bureau où peuvent être valablement faites toute signification, production de documents, demande, requête et autre procédure émanant de la division d'appel établie suivant l'article 47 du Code de procédure civile.

La Commission peut tenir des séances à tout endroit de la province.";

5. L'article 14 est amendé:

a. dans le paragraphe *a* en insérant à la suite du mot "disposition" dans la première ligne les mots ", pour une considération onéreuse,"; en insérant également, à la suite des mots "valeur mobilière, aux cinquième et sixième lignes, les mots "pour une telle considération,"; et en biffant, aux huitième et neuvième lignes, les mots "sauf, dans chacun de ces cas, s'il s'agit d'un acte fait à titre gratuit";

b. dans le paragraphe *c* en insérant à la suite du mot "négociation", à la deuxième ligne, les mots "autre que des négociations préliminaires";

6. L'article 17 est amendé en biffant, aux sixième septième et huitième lignes, les mots "comme courtier, émetteur de valeurs mobilières ou conseiller financier, selon le cas";

7. L'article 20 est amendé:

a. en remplaçant le paragraphe *e* par le suivant:

"*e.* l'émission, la distribution ou la vente faite par une compagnie aux seuls détenteurs des actions de son capital, de ses obligations ou autres valeurs mobilières à titre de dividende payé au moyen d'actions ou à titre de distribution faite à même ses profits ou ses surplus, ou dans le cours d'une réorganisation de la compagnie faite de bonne foi ou d'une augmentation de capital, lorsqu'aucune

commission ou aucune rémunération n'est payée ou accordée à cet égard;"

b. en remplaçant le paragraphe *g* par le suivant:

"*g.* les ventes de valeurs mobilières à des compagnies d'assurance ou de fidéicommiss ou à des banques à charte.";

c. en ajoutant à la suite du paragraphe *g* par ce qui suit:

"*h.* les ventes ou transactions nommément soustraites par les règlements à l'application de l'article 16.

En outre, la Commission peut accorder à une compagnie une exemption d'enregistrement pour l'émission, la distribution et la vente d'actions de son capital à ses employés réguliers ou aux employés réguliers de ses filiales aux termes d'un plan de souscription d'actions au bénéfice de tels employés.";

8. L'article 31 est amendé en remplaçant, à la cinquième ligne, les mots "de cinq" par ce qui suit "au montant que fixe la Commission, mais qui ne doit pas être inférieur à";

9. L'article 37 est amendé en ajoutant, à la fin du second paragraphe, après les mots "l'article 3 de ladite loi", ce qui suit "*mutatis mutandis*";

10. L'article 50 est amendé:

a. en remplaçant, aux cinquième et sixième lignes, les mots "un commerce au sens de l'article 14" par ce qui suit: "d'une vente, d'une offre de vente ou d'une distribution initiales au public";

b. en insérant, à la suite du premier paragraphe se terminant par les mots "hors de la province", ce qui suit:

"La Commission peut, lorsqu'elle le juge opportun, soumettre l'octroi de cette permission à des conditions qu'elle détermine.";

11. L'article 52 est amendé:

a. dans le paragraphe *c* en remplaçant, à la deuxième ligne, les mots "et négociées" par les mots "ou négociées";

b. en ajoutant, à la suite du paragraphe *c*, ce qui suit:

"*d.* au cas d'une émission de valeurs mobilières ayant fait, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'objet d'une ou de plusieurs souscriptions éventuelles à forfait, couvrant la totalité de l'émission et encore pendant au moment de cette entrée en vigueur;

e. lorsqu'il y a exemption d'enregistrement en vertu du dernier alinéa de l'article 20.";

12. L'article 53 est amendé:

a. en remplaçant, à la troisième ligne, les mots "doit être accompagnée" par ce qui suit:

"doit, à moins que la Commission n'en décide autrement, être accompagnée";

b. en remplaçant, aux cinquième, sixième et septième lignes du deuxième paragraphe, les mots "ou de la distribution au public des titres provenant de cette émission" par ce qui suit:

", de l'offre de vente ou de la distribution initiales au public de titres provenant de cette émission";

13. L'article 57 est amendé à la deuxième ligne du paragraphe *a*, en remplaçant les mots "associé ou employé" par ce qui suit: "membre ou un employé";

14. L'article 58 est amendé en ajoutant, après le dernier paragraphe se terminant par les mots "de la part du courtier", ce qui suit:

"L'action en recouvrement prévue par le premier alinéa du présent article se prescrit par un an à compter du jour où le client a eu connaissance d'une telle vente";

15. L'article 61 est amendé en remplaçant, à l'avant-dernière ligne du troisième paragraphe, les mots "deux ans" par ce qui suit: "un an";

16. L'article 62 est amendé en insérant, à la cinquième ligne du paragraphe *c*, après les mots "dans la province", ce qui suit:

", sauf, dans le cas de communications téléphoniques ou télégraphiques, s'il s'agit de fournir à une personne des renseignements qu'elle a elle-même demandés.";

17. L'article 63 est amendé en insérant, à la deuxième ligne du deuxième paragraphe, après les mots "doit s'abstenir", ce qui suit: ", tant que cet ordre n'est pas révoqué";

18. L'article 64 est amendé:

a. en remplaçant, à la première ligne, le chiffre "82" par le chiffre "76";

b. en remplaçant, à l'avant-dernière ligne du paragraphe *b*, le mot "comptables" par le mot "vérificateurs";

19. L'article 75 est amendé en remplaçant, à la septième ligne, les mots "peut suspendre" par ce qui suit: "peut expulser ou suspendre";

20. L'article 82 est amendé en ajoutant, après le paragraphe *d*, ce qui suit comme paragraphe *e*:

"*e.* une mention de toutes les valeurs mobilières qu'il détient, en tout temps, pour lui-même ou pour d'autres, avec indication séparée de chaque compte de clients pour qui il détient ces valeurs mobilières.";

21. L'article 83 est amendé:

a. en remplaçant, à l'avant-dernière ligne du paragraphe *a*, les mots "les articles 53 et 91", par "l'article 53";

b. en biffant, à la troisième ligne du paragraphe *b*, les mots "préciser l'interprétation et pour en";

22. L'article 91 est amendé en remplaçant, aux trois dernières lignes du premier paragraphe, les mots "inscrire à l'endos la formule prescrite par les règlements pour le visa d'un mandat", par ce qui suit: "y apposer son visa, sous sa signature, autorisant l'exécution de ce mandat";

23. L'article 93 est amendé en insérant, après les mots "actions de leur fonds social", aux troisième et quatrième lignes, ce qui suit: "ou d'autres valeurs mobilières émanant d'elles,";

24. L'article 96 est amendé:

a. en remplaçant, à la dernière ligne du paragraphe, le chiffre "85" par le chiffre "86";

b. en ajoutant, après le paragraphe, ce qui suit comme paragraphe d:

"d. les actes, transactions et procédures commencés sous l'empire de la loi abrogée peuvent être continués et terminés en vertu de ladite loi."

Réponse aux motions

M. Dupré (Verchères) demande au premier ministre quand le gouvernement répondra à deux motions qu'il a inscrites à l'ordre du jour. Il offre d'en retirer une si le gouvernement veut répondre à l'autre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les motions ont été inscrites en retard et il est impossible d'y répondre au cours de la présente session.

M. Goulet (Témiscamingue) fait remarquer au premier ministre qu'il a inscrit une motion le 25 janvier et qu'il n'a pas reçu de réponse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais un gouvernement n'a répondu aux motions et aux questions de l'opposition comme celui de l'Union nationale. Le gouvernement a produit bien plus de documents que jamais auparavant. La motion du député de Témiscamingue concerne le ministère de la Colonisation. Comme le ministre n'est pas en Chambre, nous attendrons son retour et nous verrons s'il y a moyen de donner satisfaction au député².

Projets de loi:

Valeurs mobilières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 25 concernant les valeurs mobilières.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 96 modifiant la loi des dentistes de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 9 est modifié en ajoutant, dans la septième ligne du paragraphe 9°, après le mot "sans", les mots "l'existence d";

2. L'article 10 est modifié:

a. en remplaçant, dans la cinquième ligne du paragraphe 135a, le mot "sept" par le mot "huit";

b. en remplaçant, dans la sixième ligne du paragraphe 135a, le mot "onze" par le mot "neuf".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 98 modifiant la loi des opticiens d'ordonnances, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 8 comme article 9:

"9. L'article 23 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le mot "Québec", dans la sixième ligne, les mots suivants: "ni aux dispensaires d'hôpitaux, ni aux cliniques universitaires ou municipales agissant sur la prescription ou l'ordonnance d'un médecin ou d'un optométriste,".

Et l'article 9 devient l'article 10.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 191 modifiant la charte de la cité de Hull, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, dans les septième, huitième et neuvième lignes du paragraphe 80b, les mots: "(Statuts refondus, 1941, chapitre 233, tel que modifié par la loi 14-15 George VI, chapitre 5, article 14),";

2. L'article 8 est remplacé par ce qui suit:

"8. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est amendée en ajoutant, après l'article 201, l'article suivant:

"201a. Réglementer les salles de danse, salles de concert, salles de représentations théâtrales, salles publiques, patinoires, lieux d'amusements, restaurants, musées et tous les endroits où le public est admis."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 194 concernant la Corporation de Prêt et Revenu, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en ajoutant, après les mots "capital-actions", dans la première ligne, le mot "autorisé".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 218 concernant la Commission scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en ajoutant, à la fin du premier paragraphe se terminant par les mots "Saint-André d'Argenteuil", ce qui suit: "canton de Chatham, canton de Gore et les six premiers rangs du canton de Wentworth".;

b. en ajoutant, dans la quatrième ligne du deuxième paragraphe, après les mots "de ladite taxe", les mots suivants: ", recueillie dans les limites territoriales de toutes les corporations scolaires ci-haut énumérées,";

c. en remplaçant, dans les sixième et septième lignes de ce même paragraphe 2, les mots: "et la perception", par les mots ", la perception et la remise";

d. en remplaçant, dans la douzième ligne du deuxième paragraphe, les mots "en proportion de la population de chaque territoire municipal distinct, tel que déterminé par le dernier recensement fédéral décennal.", par ce qui suit:

"en proportion du nombre des enfants dans chacune des municipalités scolaires comprises dans les limites territoriales mentionnées au paragraphe 1, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la loi de l'Instruction publique.";

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 4, comme articles 5 et 6:

"5. Les corporations, communément appelées les "neutres", paieront dans les limites des municipalités scolaires, catholiques et protestantes de la ville de Lachute, le taux de la taxe générale qui est le plus élevé suivant le cas.

"6. Les frais du présent bill seront payés par les différentes corporations scolaires d'après le nombre d'enfants tel que déterminé dans la présente loi.";

3. L'article 5 devient l'article 7.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130,

concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3:

"3. Toutes les procédures judiciaires produites ou effectuées depuis l'entrée en vigueur de la loi 15-16 George VI, chapitre 130, sont annulées. Toutefois, les paiements de frais, de déboursés ou d'honoraires effectués par l'une ou l'autre des parties à ces procédures ne sont pas affectés par la présente loi".

Et les articles 3 et 4 deviennent les articles 4 et 5.

Projets de loi:

Loi des dentistes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des opticiens d'ordonnances

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 98 modifiant la loi des opticiens d'ordonnances.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 191 modifiant la charte de la cité de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporation de Prêt et Revenu

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 194 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire catholique de Lachute

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 218 concernant la Commission scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Compagnie E. & A. Leduc Limitée

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Kénogami

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Dallaire), que le bill 241 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi, n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Charte de Québec-Ouest

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley), que le bill 254 modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits en raison de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Commission scolaire de Cap-Chat

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose que le bill 243 concernant la Commission scolaire du village de Cap-Chat n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits en raison de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Absence du chef de l'opposition³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je constate que nous avons un nouveau chef parlementaire de l'opposition. Je suis heureux de saluer à ce titre le député de Verdun. Son choix honore ses électeurs qui lui renouvellent d'ailleurs leur confiance régulièrement depuis des années. (Avec humour) Le changement de chef constitue déjà une grande amélioration.

M. Ross (Montréal-Verdun) remercie le premier ministre de ses aimables paroles. Le chef de l'opposition a été malade en fin de semaine, mais il arrivera tout de même à Québec par le train de deux heures, même s'il n'est pas complètement rétabli. (Avec humour) Il fera mieux ressortir la différence qui existe entre lui et son remplaçant.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose alors que la Chambre se forme en comité des subsides, pour continuer l'étude des crédits du ministère de la Jeunesse et du Bien-être social.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il est de mon devoir de faire remarquer que le gouvernement n'a encore rien fait encore pour les chômeurs de la province de Québec. C'est un malaise qui existe dans tout le pays et spécialement dans la province de Québec. Le gouvernement a

oublié qu'un grand nombre de personnes souffrent de la situation créée par le chômage. Le chômage prend des proportions alarmantes et, depuis le début de la session, chaque fois qu'il en fut question, les gouvernements se lancent la balle. Le provincial doit se rendre compte qu'il a de graves obligations à remplir, comme Ottawa, concernant le chômage.

La preuve, c'est qu'une taxe, dite du chômage, a été établie dans la province de Québec. Le gouvernement provincial a, depuis 1944, perdu la somme effarante de plus de \$25,000,000 sur la taxe dite de chômage que paient ceux qui achètent des boissons alcooliques. Ayant perçu cette somme pour les chômeurs, le gouvernement a des devoirs à leur égard.

D'après le texte de la loi qui impose cette taxe, le produit en doit être versé dans un fonds spécial pour rembourser les emprunts affectés à des travaux de chômage⁴. Le gouvernement a le devoir d'agir, vu la gravité de la situation. On dira sans doute tout à l'heure que le chômage est l'affaire d'Ottawa. Il y a dans la province de Québec le cinquième des chômeurs de tout le Canada. Quand un gouvernement perçoit des millions pour le chômage, il a certainement le devoir de faire quelque chose pour régler ce problème.

Le gouvernement provincial doit donc prendre ses responsabilités jusqu'à la limite des argents qu'il a perçus pour les sans-travail, puisque les mesures prises par le gouvernement fédéral ne suffisent pas. Dans notre province, le chômage n'est pas seulement saisonnier, mais chronique. Peu importe que cette taxe ait été imposée par tel ou tel gouvernement. L'argent perçu ne peut être appliqué que pour des fins de chômage. En vertu de la loi qui a été passée, le produit doit être versé dans un fonds spécial et servir au remboursement des emprunts faits pour les travaux de chômage.

J'espère, en terminant, que le gouvernement ne lancera pas la balle à l'autre gouvernement. Pour ma part, je propose, appuyé par le député de Richmond, (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement ne prenne pas les mesures nécessaires eu égard aux moyens dont il dispose pour enrayer le chômage dans la province, qui atteint des proportions dangereuses et alarmantes."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chômage et le problème des subsides ont

tellement d'importance qu'ils ne doivent pas être sujets à de petites questions partisanses...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de dire que ce sont des petites questions partisanses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le sujet ne devrait pas prêter à des semblables discussions. Le chômage est une question tellement importante qu'on ne devrait pas en faire le sujet de querelles partisanses. Le député a présenté une motion de critique de non-confiance contre le gouvernement. Ceux qui ont été élus possèdent la confiance du peuple.

Le chômage est une responsabilité fédérale d'abord. Ce n'est pas la province qui lui a donné, c'est lui qui a proposé un amendement à la Constitution. Par une simple lettre, sans même consulter la Chambre sur une question de cette importance, le premier ministre du temps, M. Godbout⁵ a donné les droits de la province au gouvernement fédéral par un moyen extraordinaire. Comme conséquence de ce geste, le gouvernement fédéral a pris à sa charge l'assurance-chômage et se fait payer chaque année des centaines et des centaines de millions de cette manière.

En vertu de l'amendement que le gouvernement Godbout a donné à la Constitution, des millions sont payés par l'ouvrier et l'employeur, et une petite partie par le gouvernement fédéral. Il fait payer aux ouvriers la plus grande partie des dépenses occasionnées par le chômage. Simple constatation! Qu'il y ait du chômage à l'heure actuelle, c'est un fait incontestable; du chômage saisonnier, du chômage extraordinaire. Il provient en grande partie du malaise qui sévit dans l'industrie du textile, malaise causé par des conditions économiques et tarifaires qui ne relèvent pas de la province.

Nous avons déjà adopté à l'unanimité une mesure pour prier le gouvernement fédéral d'améliorer cette situation pour protéger cette industrie qui donne de l'emploi à 40,000 Québécois et qui peut faire vivre directement quelque 150,000 personnes au Québec.

Les responsabilités doivent être établies là où elles se trouvent. Nous n'avons pas de contrôle sur les tarifs et il ne nous appartient pas de remplacer l'autorité fédérale. Nous faisons tout de même des travaux considérables visant à remédier au chômage. À noter d'ailleurs que chaque fois que nous en

faisons, l'opposition nous reproche de dépenser trop. Et, si nous n'en faisons pas, on nous reproche de ne rien faire pour réduire le chômage. C'est dans ses habitudes de se contredire.

Le député de Jeanne-Mance a parlé de la taxe dite du chômage. On prétend que Québec aurait perçu de cette source, un montant de \$25,000,000 de 1945 à 1954. Ces affirmations ne s'accordent pas avec la vérité. Le député doit s'inspirer d'une pensée de Mark Twain qui disait que la vérité était un bien tellement précieux qu'il ne fallait pas s'en servir de peur de l'user. Le chômage ne peut jamais être réglé par des travaux publics; c'est un palliatif mais non un remède. Dans les années cruelles de la crise économique, le gouvernement Taschereau a imposé une taxe de chômage de 1930 jusqu'à la période où les conditions économiques se sont stabilisées. Cette loi fut votée en 1932. Son objet était de rembourser les emprunts faits pour des travaux de chômage.

La loi déclare que le produit de cette taxe, entre le 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1954, a été affecté au paiement des intérêts et à l'amortissement de la dette contractée pour faire exécuter des travaux de chômage. Si le gouvernement ne remboursait pas ces emprunts, il se rendrait coupable de détournement de fonds. La taxe dont on a parlé doit être appliquée intégralement au paiement des dépenses capitales de \$120,192,000 environ. De 1945 à 1954, les revenus de la taxe de chômage se sont élevés à \$13,738,716.95, soit près de \$13,740,000, soit encore moins de \$1,600,000 en moyenne par an.

Le député de Jeanne-Mance prétend que cet argent devrait être employé à financer des travaux pour fournir du travail aux chômeurs. Les revenus de cette taxe ne remboursent rien sur le capital dû et remboursent moins de la moitié de l'intérêt de 3 % sur le capital. Il ne reste rien pour l'amortissement. On ne règle pas un problème en en créant un autre.

Le député aime mieux faire des déclarations contraires aux faits. Je lui demande de se renseigner avant de parler. Le gouvernement a fait tout ce qu'il a été possible de faire sans faire de petite politique pour résoudre un problème dont il n'est pas responsable. Il est prêt, dans son domaine, à faire face à la situation.

M. Pinard (Drummond): Le premier ministre avait dit précédemment au cours de la session que la loi avait été abolie, et maintenant il affirme le contraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de revenir sur un débat antérieur.

M. Pinard (Drummond): Après avoir dit que la loi avait été abrogée...

M. l'Orateur: Le Règlement de la Chambre interdit de revenir sur un débat antérieur.

M. Pinard (Drummond): Le premier ministre admet donc qu'une taxe est encore perçue par le gouvernement et porte encore le nom de taxe de chômage. Que le produit soit de \$14,000,000 au lieu de \$25,000,000, un député a le droit de commettre une erreur. De toute façon, même si cette taxe n'a rapporté que \$14,000,000, c'est tout de même là un montant considérable, avec lequel le gouvernement provincial pourrait faire quelque chose.

Au début de la session du Parlement d'Ontario, le gouvernement Frost⁶ a annoncé qu'il affecterait une somme de \$200,000,000 cette année pour venir en aide aux chômeurs, pour leur permettre de faire vivre convenablement leurs familles. Le gouvernement provincial du Québec est très fier aujourd'hui de ne pas prendre la responsabilité du chômage et de renvoyer la balle à Ottawa. On fait de la petite politique autour de la triste situation des chômeurs.

Avec ses revenus annuels de \$330,000,000, le gouvernement provincial pourrait néanmoins faire quelque chose. Nous n'avons entendu du premier ministre, ou des autres ministres, aucune promesse, aucun projet de travaux pour combattre le chômage. La situation est pourtant très grave. À Drummondville, il y a quelque 2,500 chômeurs; il y en a aussi à Montréal, à Québec qui est gravement touchée, à Sherbrooke, à Granby, à Magog. Nous ne demandons pas au gouvernement de faire des miracles, mais de porter une attention particulière à une question qui requiert des mesures tout à fait spéciales. Nous ne faisons là que notre devoir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le problème du chômage est d'importance. Le chômage affecte des milliers de personnes, sans travail, leurs femmes et leurs enfants. Il affecte le commerce qui se trouve privé des revenus lui venant des travailleurs, enfin, tout le monde. Que le chômage tombe principalement sous la responsabilité du gouvernement fédéral, je l'admets! Il reste que nous sommes les plus touchés. Examinons quelle est la situation actuellement. D'après les statistiques de juillet 1954, il y avait au Canada 172,000 chômeurs, se répartissant ainsi: 15,000 dans les provinces de l'Atlantique, 10,000 dans les trois provinces des Prairies, 15,000 en Colombie-Britannique, 55,000 en

Ontario et 74,000 au Québec. Vous saisissez immédiatement que nous sommes au Québec dans la situation la plus défavorable.

Rapprocher ces chiffres des effectifs ouvriers met encore davantage en relief cette triste situation: il y a 5,556,000 ouvriers au Canada, dont 417,000 dans les provinces de l'Atlantique, 1,567,000 au Québec, 2,027,00 en Ontario, 996,000 dans les trois provinces des Prairies, 448,000 en Colombie-Britannique. Cela signifie que les 3.1 % des ouvriers du Canada sont au chômage, que 1 % des ouvriers des Prairies sont chômeurs, 2.7 % des ouvriers de l'Ontario sont chômeurs. À comparer avec 3.4 % en Colombie-Britannique, 3.6 % dans les provinces de l'Atlantique, et 4.7 % au Québec!

Pourquoi le chômage est-il plus grand dans la province de Québec que dans l'ensemble du Canada? Comment expliquer cette situation quand l'Union nationale nous dit: Nous avons la province la plus riche et la plus prospère... Il y a quelque chose qui ne va pas dans le gouvernement de cette province! Le gouvernement nous dit aussi: La situation est telle parce qu'il y a du chômage dans l'industrie textile, mais l'Ontario a aussi son industrie textile qui chôme...

Le gouvernement provincial nous dit encore: Le problème relève d'Ottawa qui permet l'immigration; j'ai toujours vu avec appréhension cette immigration et comme les autorités religieuses, je demande qu'elle soit orientée. Mais il y a eu ces dernières années énormément moins d'immigrants au Québec qu'en Ontario: 18,000 au Québec et 48,000 en Ontario en 1949; 13,000 au Québec et 39,000 en Ontario en 1950; 46,000 au Québec et 104,000 en Ontario en 1951; etc. Malgré l'immigration plus forte en Ontario, il y a moins de chômage dans cette province; et l'on fait plus pour le chômage en Ontario, bien que le chômage y soit moins aigu qu'au Québec.

Quand nous nous trouvons en face d'une situation comme celle qui existe actuellement dans la province de Québec, il faut que tous les gouvernements s'attaquent ensemble à la solution du problème. Celui de Québec avait la responsabilité d'attirer des industries, de stimuler la construction. Mais pourquoi la situation est-elle plus grave au Québec? La vraie raison du plus grand nombre de chômeurs dans notre province, c'est que, de 1945 à 1950, la province de Québec n'a pas eu sa part d'industrie malgré toute la propagande que le gouvernement a faite à ce sujet. La province de Québec n'a pas su attirer l'industrie qui aujourd'hui servirait à employer sa main-d'œuvre. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas industrialisé le Québec à un rythme aussi rapide que

celui qui a marqué l'industrialisation des autres provinces.

Encore là, les statistiques démontrent que nous avons fait moins dans le Québec que dans la province voisine. L'Ontario attire plus d'industries et il s'y fait presque deux fois plus de travaux de construction. Le *Canada Year Book* de 1952-1953 souligne que, de 1946 à 1950, on a dépensé pour la construction par habitant \$771 en Ontario, \$675 en Alberta, \$828 en Colombie-Britannique et \$529 au Québec. Avec ses moyens financiers inouïs, le gouvernement n'a pas été capable de maintenir la province dans la moyenne. On dépense moins ici qu'en Ontario et que dans plusieurs autres provinces.

Il (M. Hamel) note que la population du Québec s'élève à 28.95 % de la population totale du pays et que la population de l'Ontario forme les 32 % de cette population totale. Il cite encore quelques statistiques montrant le pourcentage des travaux de construction exécutés au Québec et en Ontario par rapport au total des travaux exécutés au Canada: 25.9 % au Québec et 40 % en Ontario en 1946; 26 % au Québec et 39.9 % en Ontario en 1947; 25.3 % au Québec et 40.5 % en Ontario en 1948, 24.9 % au Québec et 40.9 % en Ontario en 1949; 22.2 % au Québec et 40.5 % en Ontario en 1950. Recul de la province de Québec, dit-il, parce qu'au moment où le Canada connaissait la prospérité la plus inouïe, la province de Québec n'a pas même réussi à se maintenir dans la moyenne.

Il cite des chiffres puisés dans l'*Annuaire statistique de la province de Québec* concernant l'augmentation de la production, de 1943 à 1950 au Canada et dans les diverses provinces en particulier. Ces chiffres, souligne-t-il, proviennent du gouvernement lui-même et sont un aveu de son échec. Durant cette période, l'augmentation générale de la production au pays a été de 72.7 %. Elle a été de 122 % en Alberta; de 83.1 % au Nouveau-Brunswick; de 79 % en Ontario; de 76.3 % en Colombie-Britannique; 72.1 % au Manitoba; de 56 % en Saskatchewan. Dans le Québec, qui vient au 7^e rang, cette augmentation n'a été que de 55.3 %.

Je ne reproche pas au gouvernement de l'Union nationale d'avoir été impuissant à nous laisser à la tête de la Confédération. Je déplore simplement que notre province n'ait pu se maintenir dans la moyenne, et cela, parce qu'on a manqué d'hommes de vision, d'hommes capables de voir la réalité en face et de prendre leurs responsabilités. Et si je déplore ces choses, ce n'est pas pour dénigrer ma province, mais parce que l'aimant, je voudrais qu'elle puisse toujours marcher dans la voie du progrès.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce qui me frappe le plus, c'est que le député de Saint-Maurice continue à faire ce qu'il a toujours fait. Il passe son temps à fouiller dans les rapports et les statistiques, dans l'espoir de trouver un argument quelconque qui puisse être défavorable à sa province. Jamais nous ne l'avons entendu dire un bon mot, alors que nous avons toutes les raisons d'être fiers de notre province de Québec. Ce serait pourtant bien facile, puisque nous en avons tellement que je pourrais parler pendant des heures des avantages que possède Québec et que l'on ne rencontre pas ailleurs, et qui font que nous sommes à la tête de la Confédération dans tous les domaines.

Mais cela dépasserait le cadre de ce débat. Dans Québec, nous jouissons d'une situation exceptionnellement favorable. Et pourtant, le député de Saint-Maurice ne trouve rien de favorable. Qu'un membre de l'Assemblée législative passe tout son temps à chercher des moyens de dénigrer et de dénigrer sa province, c'est une chose que je ne puis admettre. Pareille conduite est tout à fait déplorable et condamnable.

Du chômage, il y en a certes, personne ne le conteste. Il prend des proportions alarmantes, mais pourquoi les libéraux veulent-ils faire croire que la province en est la première responsable, sinon par partisanerie politique? De l'autre côté de la Chambre, le député de Saint-Maurice préfère citer des statistiques de juillet 1954, alors que nous avons plus de chômage dans Québec que dans l'Ontario plutôt que les dernières, qui établissent une situation semblable dans les deux provinces, et il oublie systématiquement de le dire.

On oublie aussi de rappeler le retard du fédéral à reconnaître ses responsabilités. L'opposition sait que c'est d'Ottawa que relève d'abord cet angoissant problème et que la province ne peut s'en occuper que dans les limites de sa juridiction. Il y a un an et demi ou deux ans, quand des délégations se rendaient à Ottawa pour demander que l'on agisse, on leur répondait en niant l'existence du chômage.

À l'heure actuelle, il n'y a pas plus de chômage dans le Québec que dans l'Ontario. Pour nous, nous nous sommes appliqués à faire les travaux qui ont procuré de l'emploi à des milliers et des milliers de Québécois. Nous aurons peut-être, cette année, pour \$200,000,000 de travaux organisés par Québec pour donner de l'emploi à des milliers de travailleurs, et ce, à des salaires qui se comparent avantageusement à ceux payés en Ontario et dans les autres provinces. On ne les qualifie point sous la

rubrique "travaux de chômage" parce que ce n'est pas le but premier de ces travaux, mais cela ne change rien à la réalité si nous ne le disons pas.

La province va de l'avant depuis 10 ans. Est-il besoin de rappeler à mes amis de l'autre côté de la Chambre que, depuis que le parti de l'Union nationale est au pouvoir, la valeur de la production manufacturière a plus que doublé? Depuis trois ans, c'est dans le Québec que le volume des salaires et la valeur de la production augmentent avec le plus de rapidité. Les salaires ont augmenté de \$1,600,000. Qu'on n'oublie pas également que, depuis 1944, nous comptons 5,000 employeurs de plus dans la province. Osera-t-on dire qu'il s'agit d'un recul?

Parce que nous avons à la tête du gouvernement un homme de vision et de réalisations que les autres provinces nous envient, nos ressources naturelles se développent partout à un rythme quasi incroyable jusqu'ici inconnu; il n'y a pas un recoin de la province qui demeure inexploré. Du monde entier, on a les yeux tournés vers le Québec; on vient de partout vers Québec. Et tout ceci, grâce à un gouvernement qui n'a pas eu peur d'assumer toutes ses responsabilités et son chef qui a su s'élever à la hauteur des grands hommes d'État: un homme qui a consacré toute sa vie, toutes ses activités, toute son ardeur au progrès de sa province. Si l'opposition libérale avait eu réellement à cœur les intérêts des chômeurs, elle aurait fourni des suggestions constructives qui auraient été de nature à réduire le problème du chômage.

Quand on veut être honnête, on ne compare pas le Canada avec les États-Unis; chacun sait que les conditions de travail sont différentes. Les échelles de salaires y sont beaucoup plus élevées que dans d'autres secteurs de l'industrie. La même chose s'applique pour le Québec et l'Ontario. On regarde ce qui se fait ici. L'augmentation en nombre des industries lourdes, l'augmentation de la valeur de production et l'augmentation des salaires payés ont été plus élevées, depuis trois ans, dans le Québec que dans l'Ontario. Depuis trois ans, deux nouvelles industries de fer, c'est-à-dire des industries lourdes, et je dis bien lourdes, se sont installées dans le Québec. Que de choses les autres provinces peuvent nous envier! Mais nos amis de l'autre côté de la Chambre oublient de mentionner ces faits quand ils font des comparaisons.

Et dire qu'il se trouve au Parlement de Québec un homme qui s'efforce, sans interruption, avec des discours préparés avec soin, à dénigrer sa province. Il se trompe, s'il croit, par ce moyen, pouvoir dénigrer l'Union nationale. Je le répète,

nous avons toutes les raisons d'être fiers de notre province et c'est avec la dernière énergie qu'il faut s'élever contre un homme dont l'idée fixe, la seule pensée est de dénigrer à chaque occasion qu'il peut saisir, la province dans laquelle il vit, qui passe tout son temps à scruter les statistiques dans le but de sortir des chiffres qui pourraient concourir à la diminuer, à la rapetisser, pour créer dans les autres provinces une impression fausse.

Il le fait, je le sais par pure partisanerie politique dans le but d'atteindre le gouvernement; mais heureusement, le gouvernement, pas plus que les crédits ou le prestige de la province ne sont atteints par ces petites manœuvres, ces petites tactiques. C'est avec la dernière énergie qu'il faut s'élever contre l'attitude d'un homme dont l'idée fixe, la seule pensée est de dénigrer sa province. Je ne puis concevoir qu'un homme, en cette Chambre, ne puisse avoir d'autre occupation que celle de s'efforcer de diminuer le prestige de sa province, de ne travailler qu'à l'amoindrir.

(Applaudissements à droite).

Je ne suis pas le seul à reprocher une telle attitude au député de Saint-Maurice. Plusieurs grands journaux ont fait écho à la campagne de dénigrement du député de Saint-Maurice. Pour le député de Saint-Maurice, il n'y a rien de bon qui se fait dans la province, et cette attitude d'esprit est inspirée d'une étroite optique partisane. Un honnête homme, lorsqu'il cite des statistiques pour établir la proportion de chômage, devrait tenir compte du chômage causé par les grèves. Pourquoi il ne le compte pas? Est-ce parce que 11 % des grèves sont enregistrées dans Québec et 48 %⁸ dans Ontario? Cela aussi contribue au chômage. Et s'il y a tellement de grévistes en Ontario, comparativement à Québec, c'est parce qu'on est plus mal payé et moins satisfait en général que dans le Québec.

Que le député de Saint-Maurice continue à salir les devants des maisons; la procession va continuer à passer. Le gouvernement continuera à faire son devoir. Il continuera d'avancer, soucieux de bien servir la population et de placer la province au premier rang, malgré toutes les tentatives de dénigrement partisans des membres de l'opposition.

M. Bélanger (Lévis): J'admire la forme du discours du ministre du Travail, mais je me demande ce que les chômeurs du Québec vont retirer de ces déclarations ministérielles. En quoi contribueront-elles à régler le chômage? Le ministre s'est attaqué au député de Saint-Maurice, mais il n'a pas dit que les chiffres cités n'étaient pas exacts. Le gouvernement

prend une attitude dédaigneuse et ferme les yeux devant le règlement des problèmes du chômage. Son devoir est de regarder la situation telle qu'elle est.

Le gouvernement ne règlera pas le problème du chômage par de grands discours. Quand l'opposition réclame des travaux pour les sans-travail, le gouvernement répond qu'il a fait tout ce qu'il avait à faire et que ce problème dépend d'Ottawa. Le premier ministre a reproché à un ancien premier ministre libéral d'avoir cédé à Ottawa les droits provinciaux à l'assurance-chômage. Mais il a oublié que, lorsqu'il était chef de l'opposition, il a voté en faveur d'une motion dont l'effet était de remettre à Ottawa non seulement l'assurance-chômage, mais aussi d'autres pouvoirs provinciaux.

Il préconise pour donner du travail aux chômeurs la construction d'habitations en collaboration avec Ottawa...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre pour rappeler que ce sujet a déjà été discuté et qu'on n'a pas droit d'y revenir.

M. Bélanger (Lévis) demande alors au gouvernement de faire ouvrir dans la province de Québec les richesses naturelles, au lieu de donner de l'ouvrage aux ouvriers de Pittsburgh et de Baltimore. Le principal reproche à faire au gouvernement, dit-il, c'est sa politique au jour le jour, selon les besoins du patronage politique.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas l'intention de prolonger indûment le débat. Je félicite le député de Jeanne-Mance de son attitude énergique. Le gouvernement a répondu par la voix du ministre du Travail qui aura certainement déçu tous ceux qui observent le travail de l'Assemblée législative. On nous accuse de dénigrer notre province. Il faut se rappeler des discours des amis d'en face, lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Nous parlons actuellement au nom de toutes les autorités religieuses et civiles de la province. Nous ne sommes pas les seuls à déplorer la situation actuelle du chômage. Le maire de Montréal, qui a combattu le régime libéral, a déclaré en février 1955 qu'il y avait plus de 67,000 chômeurs à Montréal actuellement. Montréal ne peut prendre l'affaire en mains.

Le problème relève d'une entente entre les gouvernements fédéral, provincial et municipaux. Les mouvements ouvriers déplorent la situation. Nous avons au Québec plus de chômeurs qu'en Ontario. Le gouvernement refuse de regarder en face ses responsabilités. On peut comparer la ville de

Toronto à celle de Montréal, il y a beaucoup moins de chômeurs dans la capitale ontarienne. Ottawa a reconnu que le chômage était un problème urgent. Les honorables Winters⁹ et Marler¹⁰ ont reconnu que la situation était grave dans la province de Québec et ont promis d'importants travaux à Montréal... On attend maintenant après Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. MM. Marler et Winters n'ont pas dit cela...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): S'ils ne l'ont pas dit, les journaux l'ont dit.

M. Pinard (Drummond) déclare avoir lu la nouvelle dans *La Presse*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): *La Presse* a publié un titre tendancieux qui ne correspondait pas à la nouvelle qu'il coiffait dans ses colonnes.

M. Pinard (Drummond) soulève ensuite une question de correspondance entre Ottawa et Québec au sujet du chômage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition fait un débat partisan. Au sujet des travaux publics qu'entreprendrait le gouvernement fédéral à Montréal, M. Marler a déclaré lui-même qu'ils ne peuvent prendre aucune décision avant d'être fixés sur les travaux de canalisation du Saint-Laurent. Ces travaux ne commenceront pas tant qu'on n'entreprendra pas la canalisation du fleuve à cet endroit.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que le débat soit maintenant ajourné. Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 97 modifiant la loi du Barreau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 34 est remplacé par ce qui suit:

"34. Dans les articles 22 (sous-paragraphe g, o, r) 67, 68, 70, 71, 78 et 79 de ladite loi, les mots "de l'examen", "à examen" et "l'examen", au singulier, doivent être substitués aux mots "des examens", "aux examens" et "les examens", au pluriel.

Projets de loi:

Loi du Barreau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 97 modifiant la loi du Barreau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que le Conseil législatif a adopté le bill 97 concernant la loi du Barreau avec seulement un amendement de concordance.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 22 février 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

**Budget des dépenses
1955-1956**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné au cours de la séance précédente, sur l'amendement du représentant de

Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) à la motion de l'honorable député de Matane (M. Gagnon) proposant que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires eu égard aux moyens dont il dispose pour enrayer le chômage dans la province, qui atteint des proportions dangereuses et alarmantes."

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Dans ce débat, nous sommes restés en dehors de toutes considérations partisans. Ce que nous voulons, c'est de voir améliorer la situation actuelle. Gouvernement fédéral, gouvernement provincial, municipalités devraient agir. Les syndicats ouvriers répètent qu'il faut faire quelque chose. Les autorités civiles et religieuses également. Le maire Jean Drapeau, devant la gravité de la question, a proposé une action commune. Le gouvernement pourrait faire tellement avec ses travaux publics, ses travaux de voirie.

Il était du devoir de l'opposition, comme il est du devoir de tous les membres de cette Assemblée, de demander une intervention gouvernementale énergique et efficace avant que le problème ne s'aggrave encore. Un article paru dans *La Presse* de samedi dit que les autorités fédérales attendent l'approbation de la Voirie québécoise pour entreprendre les travaux au sud du pont Jacques-Cartier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact. MM. G. Marler et R. H. Winters n'ont pas dit ce que le député prétend. Ils ne peuvent pas le dire.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Ce qui est rapporté dans *La Presse* de samedi se trouve également dans le *Hansard* d'Ottawa et je lis les paroles prononcées par M. Marler aux Communes. Répondant à une question de M. Hector Dupuis, député fédéral de Sainte-Marie, M. Marler a dit: "J'ai appris que le Conseil des ports nationaux a déposé des croquis entre les mains du ministère de la Voirie de la province de Québec touchant aux améliorations provisoires qu'il envisage d'apporter aux entrées et sorties du pont Jacques-Cartier, sur la rive sud. Le ministre de la Voirie de la province de Québec n'a

pas encore approuvé les croquis"... Nous attendons, après Québec pour donner du travail à nos chômeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a pas le droit de tronquer les textes. M. Marler a déclaré qu'il était impossible pour le gouvernement fédéral de faire les travaux actuellement parce que tout dépendait de la canalisation du Saint-Laurent et que les plans n'étaient pas prêts.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je préfère m'en tenir au texte du *Hansard* des Communes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Après! Après! Lisez!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Voilà des faits! Je ne parle pas après mon chapeau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit et je répète: le député n'a pas le droit de tronquer le texte. M. Marler a déclaré que les travaux dépendaient de la canalisation et que les plans n'étaient pas prêts.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les améliorations provisoires dont il est question dans l'extrait du *Hansard* pourraient être effectuées immédiatement avec l'approbation du ministère de la Voirie sans avoir à attendre les plans pour les travaux de canalisation.

Des voix ministérielles demandent au député de continuer à lire le *Hansard*.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): ..."Il nous faut pour le moment avoir recours à une solution provisoire, car il n'est pas possible de faire toutes les modifications définitives tant et aussi longtemps que la canalisation du Saint-Laurent..."

Des voix ministérielles: Ah! Ah!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): M. Marler est donc prêt à faire des travaux provisoires et c'est le gouvernement de Québec qui retarde ces travaux. Qu'on ne fasse que cela et les chômeurs seront satisfaits! Il cite de nouveau un article de M. Georges Langlois, de *La Presse*.

Il rappelle de nouveau l'article paru dans *La Presse* samedi, sous la signature de M. Georges

Langlois, et le titre de "Vastes travaux publics à Montréal", article où il est dit qu'Ottawa attend une réponse de Québec...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'Orateur de rappeler le député à l'ordre. M. Marler n'a jamais dit ça. Cet article ne correspond pas aux faits. Il a été écrit par un propagandiste du gouvernement libéral d'Ottawa, le chroniqueur tendancieux de *La Presse*, qui lui a fait dire cela.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Dans une édition ultérieure de *La Presse*, a paru sous la rubrique de Québec une dépêche démentant les assertions de l'article de Georges Langlois. "Une personne autorisée nous fait remarquer..." Quelle est cette personne? Il (M. Dupuis) dit se fier davantage à la nouvelle de M. Langlois basée sur le *Hansard*. Devant l'obstination du premier ministre, dit-il, à vouloir dénaturer les paroles de M. Marler...

M. l'Orateur: Je demande au député de retirer ces paroles que le Règlement lui interdit de prononcer.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre ne peut certainement pas être considéré comme une autorité plus grande que le *Hansard* d'Ottawa au sujet de ce qui a pu se dire aux Communes. On n'a pas le droit, par ailleurs, de dire que M. Langlois est le propagandiste du Parti libéral à Ottawa. C'est un des plus grands journalistes du pays. On n'a pas le droit d'attaquer un absent. Je demande que le premier ministre soit forcé de retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que M. Langlois était le propagandiste du gouvernement d'Ottawa. Est-ce là une insulte?

M. l'Orateur: Si le député de Sainte-Marie considère que c'est là une insulte, je demanderai au premier ministre de retirer ses paroles.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je considère que c'est une insulte. Que le premier ministre s'exécute.

M. l'Orateur: Comme Orateur, je ne vois là aucune insulte.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Laissons cela, ça ne changera rien.

Il cite une déclaration du premier ministre Frost, portant que la Législature de l'Ontario n'a jamais nié la responsabilité provinciale en matière de chômage. Le gouvernement de Québec, poursuit-il, qui en sera demain à sa 5,000^e journée et qui est, par conséquent, usé si l'on s'en rapporte aux déclarations faites autrefois par le premier ministre, nie sa responsabilité. Il a fallu attendre 4,999 jours pour entendre le ministre du Travail nous faire des déclarations aussi boiteuses que celles de ce matin.

Se faisant le défenseur de nos amis d'en face pour répondre au député de Saint-Maurice, il nous a dit: Je n'ai pas de statistiques. Je n'étais pas préparé! Peut-on concevoir qu'un ministre du Travail ne soit pas préparé dans un domaine aussi important que celui du chômage qui touche les ouvriers de la province de Québec?

Le chômage est pourtant devenu tellement grave qu'il y a état d'urgence, et il importe d'unir dans une action commune, pour faire face au problème, les gouvernements fédéral, provincial et municipal. J'invite le gouvernement de Québec à se pencher sur le problème des sans-travail et à faire servir à des fins de chômage les taxes de chômage qu'il perçoit sur la vente des liqueurs. La déclaration de M. George Marler...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Comme ministre de la Voirie, j'ai le devoir de rétablir les faits. Je veux croire que M. Marler n'a pas voulu tromper la population du pays. Les informations qu'on lui a données sont contraires aux faits rapportés en Chambre des communes par le ministre des Transports. La vérité, c'est que l'on a demandé au gouvernement de Québec de préparer des plans d'approche pour le pont Jacques-Cartier, du côté sud. Le ministère de la Voirie a fait les plans, qui sont depuis le 5 février entre les mains de la Commission de la canalisation du Saint-Laurent. La Commission n'a encore pris aucune espèce de décision. Voilà la vérité. Ce n'est donc pas Québec qui retarde les travaux.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les ministres d'Ottawa et de Québec ne doivent pas s'affronter dans une controverse au détriment des chômeurs. Le gouvernement de Québec ne répond pas comme il le devrait aux demandes des chômeurs de notre province et devrait faire exécuter des travaux avec l'argent provenant de la taxe sur les boissons alcooliques.

Il se dit prêt à déposer le *Hansard* sur le bureau de l'Assemblée, si on le désire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que le député dépose sur la table de la Chambre la copie du *Hansard* dont il s'est servi.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): (Hésite)
C'est un document public qu'on peut facilement se procurer.

M. l'Orateur ordonne la production.

Dépôt de documents:

Hansard

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) dépose sur le bureau de la Chambre une copie du *Hansard*. (Document de la session no 45)

Budget des dépenses 1955-1956

Le débat se poursuit sur l'amendement du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël)

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement ne prend pas l'attitude qui convient sur la question du chômage.

M. Chalifour (Portneuf): Il ne sert de rien de discuter de chômage si on n'en recherche pas les causes prédominantes. Je reproche au gouvernement fédéral de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour réduire le coût du chômage qui est plus élevé dans la province de Québec qu'en Californie. Nos amis de la gauche font sans cesse des comparaisons avec l'Ontario, mais elles ne sont pas justes, car les chiffres qu'ils citent ne tiennent pas compte d'un grand nombre de facteurs comme la population, le climat, la situation générale dans le pays, la géographie, l'histoire, ni des mille et un facteurs qui font que ces comparaisons ne veulent absolument rien dire. On peut faire dire tout ce que l'on veut aux statistiques.

L'augmentation de la population urbaine dans l'Ontario est due en grande partie à la venue des immigrants. Dans Québec, ce sont les agriculteurs qui s'en vont dans les villes. Cela dépend d'un état de fait qui explique bien des choses. La position géographique du Québec ne se prête pas à une concentration économique comme dans l'Ontario. En Ontario, l'augmentation de la population urbaine vient en très grande partie de l'immigration, qui est

elle-même en très grande partie originaire de Grande-Bretagne, pays essentiellement industriel. Dans le Québec, l'augmentation de la population urbaine vient surtout des campagnes et se compose de gens qui n'ont aucune tradition industrielle et qui ne peuvent devenir du jour au lendemain des ouvriers spécialisés. La situation est donc très différente et elle ne dépend en aucune façon du gouvernement.

Il cite des statistiques pour établir que c'est dans le Québec que la mortalité infantile est la plus basse au Canada. Relativement au logis, s'il est vrai qu'il y a 90,000 logis sans eau courante dans Québec, il y en a 210,000 dans l'Ontario. Et s'il y a 20,000 terres délaissées dans le Québec, dit-il, il y en a 28,000 dans l'Ontario. Ce sont là des exemples qui démontrent qu'on a tort de toujours dire que la situation est pire chez nous qu'ailleurs. L'opposition ne cite que des statistiques déprimantes, qui donnent une fausse idée de la situation. Il reproche au député de Saint-Maurice son attitude négative. J'ai confiance dans la province qui, dit-il, depuis 10 ans, a fait des pas de géant, mais n'a pu rattraper en 20 ans l'avance prise par les autres provinces en plus d'un demi-siècle. Nous n'avons pas encore conquis tous les sommets, en terminant, mais nous y avançons rapidement.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Tous les membres de la droite désirent ardemment qu'il n'y ait pas de chômage et qu'il y ait du soleil et du bonheur dans tous les foyers. Mais tant que nous serons sur la terre, il y aura toujours des épreuves à supporter. Le chômage en est une. Où est la responsabilité en ce domaine? Les libéraux n'ont pas situé le problème du chômage dans son cadre véritable.

Le chômage est un problème avant tout fédéral. Il ne s'agit pas ici de se rejeter réciproquement des responsabilités, mais d'établir des faits. Cette responsabilité, il l'a affirmée lui-même dès 1946 par la voix de son ministre du Travail de l'époque, M. Mitchell¹¹; les provinces, elles, ont aussi établi cette responsabilité du gouvernement fédéral, et les municipalités, le 26 novembre dernier, lors de la réunion de la Fédération canadienne des maires des municipalités, ont, elles aussi, souligné que la responsabilité du chômage appartient d'abord au gouvernement central. L'accord est donc unanime pour affirmer que c'est à l'autorité fédérale de venir en aide aux sans-travail.

Bien des raisons justifient cet état de choses: le gouvernement fédéral avec ses revenus diversifiés

et considérables à les moyens et il doit régler un problème de portée nationale. C'est pourquoi il importe en premier lieu que ce problème soit étudié dans les cadres de la Commission d'assurance-chômage. Bien que ce soit un problème de juridiction fédérale, ce n'est pourtant pas une raison pour que le gouvernement provincial s'en désintéresse complètement. Le gouvernement a d'ailleurs pris toutes ses responsabilités. Tout le monde souhaite l'emploi intégral et total, mais c'est un idéal rarement atteint. Mais ce n'est pas avec une motion de critique à l'adresse du gouvernement que l'opposition aidera à la solution du problème du chômage. Le gouvernement se refuse à suivre l'opposition en ce domaine et à tâcher de se faire du capital politique sur le dos du chômeur.

En 1930, l'administration libérale qui dirigeait les destinées de notre province a signé une entente en vertu de laquelle, de 1930 à 1936, les travaux de chômage étaient payés en raison de 25 % par Ottawa, 25 % par Québec et 50 % par les municipalités. C'est ce qui a conduit à la faillite un grand nombre de nos municipalités. C'est à ce moment-là que la propriété immobilière a cessé d'être considérée comme un véritable actif. Il a fallu, deux ans plus tard, créer la Commission municipale pour mettre un grand nombre de municipalités en tutelle menacées de faillite à la suite de cette politique. Ce fut une entente préjudiciable non seulement aux municipalités, mais à la propriété immobilière. Le gouvernement libéral de l'époque pensait régler le problème du chômage en écrasant les municipalités, en faisant porter sur elles une trop grande part des travaux de chômage.

Aujourd'hui, leurs successeurs proposent une motion purement négative, une critique qui n'apporte rien de constructif. Les chômeurs réaliseront que l'opposition n'a rien à proposer, qu'elle ne pense à eux que pour des fins électorales. Ceux qui proposent cette motion de blâme ont fait très peu de travaux pour remédier au chômage quand ils étaient au pouvoir. Le gouvernement actuel, par contre, a fait pour \$469,000,000 de dépenses en immobilisation de 1946 à 1955¹². Ne sont-ce pas là des travaux susceptibles de soulager le chômage?

En six ans, le gouvernement libéral, de 1930 à 1936, avait consacré \$15,000,000 à l'aide aux chômeurs, et ce, dans une période autrement sombre qu'actuellement. Sans doute, ces grands travaux n'ont pas été étiquetés "travaux de chômage", mais qui nierait qu'ils n'ont pas assuré de l'emploi à des milliers et des milliers d'ouvriers, qui, sans eux, auraient été réduits au chômage. Le gouvernement

actuel a fait des centaines de fois plus que les administrations libérales. De leur côté, les corporations municipales, qui sont des émanations de l'État provincial, ont fait des travaux permanents pour une somme de \$376,000,000, de 1945 à 1954.

Le gouvernement actuel ne demande pas mieux que de procurer du travail dans toute la mesure du possible, bien que le chômage ne soit pas son problème. L'opposition nous reproche même de dépenser trop. Nous préférons notre politique d'action à celle de l'ancien gouvernement libéral, et surtout à l'attitude négative de l'opposition actuelle dont le seul souci est de faire de la politique aux dépens du chômeur. Cette attitude est mieux qu'une motion de critique de l'opposition qui ne propose rien, mais espère se faire un peu de capital politique. Le peuple jugera de ces deux attitudes. Cette motion ne rend pas justice à l'œuvre du gouvernement et elle n'aide les sans-travail en aucune façon.

M. Johnson (Bagot): Je suis le premier à m'attrister du fait qu'il y ait du chômage dans la province. Cependant, aucune personne sérieuse ne peut affirmer que cet état de choses dépend de la province quand tout le monde admet, à commencer par le gouvernement fédéral lui-même qui est d'ailleurs payé pour s'en occuper, que le chômage est de sa juridiction. C'est injuste et déloyal. Une fois de plus, l'opposition a entrepris non pas de défendre la province, mais de la descendre et détruire son prestige. Dans mon comté, il n'y a qu'une ville, Acton Vale. Il y a là du chômage, mais il dépend uniquement du malaise qui existe dans l'industrie textile, malaise dû à la politique fédérale en ce domaine.

Il y a actuellement dans la province, j'en suis sûr, des malades qui ont besoin d'un médecin. Or, il y a, dans cette Chambre, des députés qui sont médecins. Leur premier devoir, pour le moment, c'est de s'occuper des affaires de l'État. Il en est ainsi pour le gouvernement provincial. Il déplore le chômage, il veut aider à le résorber dans la mesure de ses moyens, mais il appartient à un autre gouvernement, en l'occurrence le fédéral, de guérir ce mal. Le chômage constitue certes un mal dans la province, mais le médecin chargé de le guérir, le gouvernement fédéral, s'en désintéresse avec une remarquable désinvolture.

Je ne comprends pas cette mentalité du député de Saint-Maurice (M. Hamel) qui fouille dans les statistiques pour trouver, non ce qui fait l'affaire de la province, mais son affaire personnelle. Je ne comprends pas l'acharnement du député à vouloir

descendre sa province. S'il tient à se servir des statistiques, qu'il interprète d'ailleurs à sa manière, il devrait pour le moins prendre les plus récentes. Si les membres de l'opposition voulaient être honnêtes dans leurs comparaisons, ils verraient, même à travers leurs lunettes teintées, que relativement au chômage, les conditions sont meilleures dans la province de Québec que partout ailleurs au pays. Ainsi, il aurait vu comme moi, dans le dernier numéro de la *Gazette officielle du travail*, publiée par le gouvernement d'Ottawa en janvier dernier, que la province de Québec n'a pas que des désavantages, comparativement à la province voisine.

Les statistiques, si complètes qu'elles puissent être, ne donnent qu'un aspect d'une situation. Le député de Saint-Maurice a cité des chiffres; je vais lui en opposer d'autres puisés à des sources identiques. En voici quelques exemples: Les derniers chiffres connus révèlent que 71,894¹³ personnes sont inscrites au chômage et reçoivent des prestations d'assurance-chômage en Ontario, tandis que dans le Québec, à la même date, il n'y en avait que 51,530 d'inscrites. En tenant compte de la population des deux provinces, il est évident qu'il existe moins de chômage dans notre province.

Toujours selon le rapport du ministère du Travail, dans le Québec il y avait 8,717 offres d'emplois contre 7,349 en Ontario, soit 18.5 % de moins; dans le Québec, on enregistre 75,531 demandes d'emplois, alors qu'il y en a 104,698 dans l'Ontario, soit 35 % de plus; comparativement à l'année 1953, l'Ontario enregistrait, au 23 décembre¹⁴ 1954, 26.9 %¹⁵ de chômeurs de plus, tandis que le Québec, à la même date et pour la même période, accusait 3.5 % de chômeurs en moins. Le chômage saisonnier était réduit de 25,000 à 19,000.

Quant à l'indice des salaires, il a subi une plus forte hausse dans le Québec au cours de la dernière année complète. Il indique qu'en Ontario, cet indice était passé de 156.3 à 155.2, soit une diminution de 1.1 %, au 1^{er} décembre. Pour le Québec, l'indice est passé de 155.2 à 158.7, soit une augmentation de 3.5 % à la même date. En résumé, il y a 35 % moins de chômeurs au Québec qu'en Ontario et 18.5 % plus d'emplois d'offerts que n'importe où ailleurs.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Recul du chômage et non recul de la province!

M. Johnson (Bagot): Ces chiffres sont à la disposition des membres de l'opposition et leur auraient donné une meilleure idée de la position

comparée du Québec et de l'Ontario dans la mesure où le chômage est concerné. Il est malheureux de constater que le député de Saint-Maurice serait heureux si l'éventualité d'une crise survenait...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Je demande au député de retirer ces paroles.

M. l'Orateur: Je demanderais au député de Bagot de retirer ses paroles.

M. Johnson (Bagot): Je les retire. Ces constatations ne veulent pas dire que nous allons nous croiser les bras, mais elles indiquent que la situation est meilleure dans le Québec que dans l'Ontario. Il est vrai qu'il y a du chômage dans le Québec, mais la situation n'est pas pire qu'ailleurs.

M. Lafrance (Richmond): Un fait existe, c'est le chômage dans la province de Québec. On a entendu de la part du ministre des Affaires municipales un mot envers les ouvriers: il y aurait toujours des gens éprouvés dans la province. On met la faute sur Ottawa. Mais Ottawa veut en entreprendre des travaux et c'est Québec qui refuse de collaborer. Pour expliquer l'incurie du gouvernement, le ministre retourne dans le temps de Papineau. Nous vivons en 1955, c'est le gouvernement actuel qui doit prendre ses responsabilités.

Ce débat est un débat vraiment révélateur. Il indique qu'il y a du chômage dans Québec et que le gouvernement provincial répond que c'est la faute d'Ottawa. Pas une seule mesure n'est annoncée pour remédier au chômage. C'est la politique de l'autruche qui se cache la tête dans le sable, quand ça va mal. Je félicite le député de Jeanne-Mance d'avoir exposé le problème d'une façon très calme.

On a prouvé que le problème existait. On a répondu qu'on dénigrait la province. Je ne veux pas tenir compte des statistiques citées de part et d'autre. Il y a un fait qui existe: il y a plus de 100,000 personnes qui chôment actuellement au Québec. Personne ne peut nier ce fait. Cela affecte plus de 500,000, soit 1/4 de la population. Il y a des familles dans la misère. S'il n'y avait pas d'assurance sociale, comme les allocations familiales, les pensions de vieillesse, l'assurance-chômage, on serait obligé de retourner au temps de Taschereau et de Bennett, au temps du secours direct. Chaque semaine, des pères de famille viennent me trouver et, les larmes aux yeux, me disent qu'ils veulent travailler. Je demeure

dans la région la plus riche de la province, dans la région de l'amiante. C'est le même cas de détresse que partout ailleurs.

Dans le discours du trône, il n'y avait pas un seul mot en faveur des chômeurs, ni dans une seule mesure votée par le gouvernement durant cette session pour soulager la moitié de la population, ni dans le discours du budget, ni dans les crédits. Je dois dire que c'est zéro avec le gouvernement actuel, c'est l'ignorance totale des problèmes du chômage. C'est la politique de l'autruche: on se met la tête dans le sable pour ne rien voir. Quelle mentalité!

Quand on parle de la prospérité de la province, les ministériels en tirent parti. Quand cela va mal, c'est la faute à Papineau et à Ottawa. Qu'est-ce que le gouvernement se propose de faire pour remédier à la situation actuelle? Je me demande s'il est encore capable de prendre des suggestions. C'est le temps de collaborer avec Ottawa. On collabore bien avec Washington...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est faux. Le gouvernement n'a jamais collaboré avec Washington. C'est l'affaire d'Ottawa.

M. Lafrance (Richmond): Il est vrai qu'on n'a pas collaboré, on a donné ses richesses. Je n'ai pas de félicitations à donner au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Il n'a pas un seul mot de sympathie pour les chômeurs. Il a vanté les gloires de son parti. Il n'a pas répondu à un seul argument du député de Saint-Maurice. Si on dénigre la province en citant les statistiques officielles, c'est un aveu. C'est signe que cela va mal. Le ministre dit que nous sommes les premiers; je dois reconnaître que nous sommes les premiers dans le domaine du chômage.

C'est une bien drôle de mentalité. Je regrette que le ministre n'ait pas cru bon d'accorder un peu de réconfort aux ouvriers qui ne travaillent pas. Il faudrait se rendre compte qu'on ne pourra jamais régler le problème actuel avec la mentalité qu'on a de l'autre côté de la Chambre. Je crois que le temps est venu de prendre ses responsabilités, de se servir de l'autonomie pour faire autre chose que de la petite politique¹⁶.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 59.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et est adoptée après division.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) propose l'adoption en bloc des crédits du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse¹⁷.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour subventions pour la prévention de la délinquance juvénile (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions trois cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations d'assurance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans; aux personnes invalides et aux aveugles (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent trente et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse - Dépenses en immobilisations (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes - Dépenses en immobilisations (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1956, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$201,060,060.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Projets de loi:

Loi des subsides No 2, 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie E. & A. Leduc limitée

M. Marcotte (Roberval) propose que l'amendement du Conseil législatif au bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée soit maintenant accepté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'un jésuite, également fils de M. Leduc, lui a rendu visite cette année pour lui dire qu'il avait été induit en erreur et que les déclarations antérieures étaient frauduleuses. Les deux Alfred Dubuc, dit-il, père et fils, ont approuvé le bill soumis cette année. Ce bill contient une clause stipulant que toutes les parties intéressées sont remises dans l'état, les droits et les obligations qui existaient avant la sanction. Toutes les procédures judiciaires sont annulées en vertu du nouveau bill. L'entente conclue entre les parties concernant le règlement des frais de procédures n'est pas affectée par le bill¹⁸.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les amendements du Conseil législatif

au bill 25 concernant les valeurs mobilières soient maintenant acceptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne des explications.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 248 concernant les pères bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne du paragraphe 37, le mot "soixante" par les mots: "cent cinquante";

2. L'article 7 est modifié en remplaçant le paragraphe 37*b*, par ce qui suit:

"37*b*. Les héritiers ou co-propriétaires ou usufruitiers d'un immeuble quelconque dans la cité pourront voter lors d'une élection municipale par l'entremise d'un représentant nommé par la majorité d'entre eux; une procuration à cette fin devra être déposée au bureau des cotiseurs le ou avant le 15 juillet de chaque troisième année à commencer en 1956; à la procuration devra être annexée une déclaration assermentée attestant l'authenticité des signatures; les cotiseurs inscriront sommairement sur la liste des électeurs les noms et adresses desdits héritiers, co-propriétaires ou usufruitiers, ainsi que les noms, adresses et occupations exactes de leur représentant après que les formalités ci-dessus auront été remplies.";

3. L'article 53 est remplacé par ce qui suit:

"53. Le contrat passé devant Me Jules Vézina, notaire, le trois février 1955, sous le numéro 3,947 de ses minutes, entre la cité de Québec et The Quebec Railway, Light & Power Company, modifié

par acte fait et passé entre les mêmes parties le quinze février 1955, devant Me Jules Vézina, notaire, sous le numéro 3,952 de ses minutes, est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit. Toutefois, le sous-paragraphe *ii*, du paragraphe *c* de l'article 2 du contrat en date du quinze février 1955, est modifié en remplaçant, à la fin, les mots "et pour un seul véhicule d'une capacité n'excédant pas dix (10) passagers.", par les mots "et pour deux véhicules d'une capacité n'excédant pas dix (10) passagers.";

4. La cédule A-2 est modifiée en ajoutant à la suite de la signature de celui qui est autorisé à recevoir la déclaration solennelle de propriété pour le candidat, le titre de sa fonction: "greffier" ou "greffier-adjoint";

5. La cédule A-3 est modifiée en ajoutant à la suite de la signature de celui qui est autorisé à recevoir la déclaration solennelle de propriété pour le candidat, le titre de sa fonction: "greffier" ou "greffier-adjoint".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 253 concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et la Cie de publication de La Presse limitée, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est amendé:

a. en ajoutant, à la fin du paragraphe *a*, ce qui suit:

1°. "au cas de décès ou d'incapacité d'agir de dame Angéline Berthiaume survenus pendant que l'honorable P.-R. DuTremblay est encore fiduciaire, celui-ci, au moment où il cessera d'être fiduciaire, sera également remplacé par Gabriel Lord;

b. en insérant, dans le paragraphe *a*, à la quatrième ligne, à la suite du mot "succédera", les mots suivants: ", comme fiduciaire tant en vertu de la donation qu'en vertu du testament, "

c. en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

"*b.* Gilles Berthiaume pourra désigner pour le remplacer dans ses fonctions de fiduciaire un enfant, un petit-enfant ou un descendant capable et majeur de feu l'honorable Trefflé Berthiaume, ou toute personne qui est le conjoint, capable et majeur, d'un enfant, petit-enfant ou descendant;"

2. L'article 4 est amendé en ajoutant, à la fin, après les mots "juge en chef de district", les mots suivants: ", sur requête signifiée à tous les intéressés.";

3. L'article 5 est remplacé par le suivant:

"5. Nonobstant toute disposition à ce contraire dans le testament, la donation ou toute convention:

a. la compagnie devra amortir le coût initial de tous ses actifs dépréciables acquis après le

21 février 1955, sur une base moyenne qui ne devra pas être inférieure à 5 % de leur coût initial par année, et elle ne sera pas tenue de prendre des amortissements plus élevés;

b. pas plus de 80 % des revenus nets annuels de la compagnie, après impôts, ne devra être distribué en dividendes, le solde desdits revenus nets devant servir, en autant que besoin est, à l'amortissement des emprunts contractés ou à être contractés par la compagnie et ensuite à l'acquisition d'autres actifs.";

4. L'article 6 est remplacé par le suivant:

"6. Les fiduciaires et les administrateurs de la compagnie devront, avec diligence, décider d'entreprendre et de financer le renouvellement et la modernisation de l'outillage de la compagnie, et décider de réparer la bâtisse actuelle, ou d'en construire une nouvelle, ou décider l'un et l'autre.

Ces décisions devront être prises dans un délai d'au plus quatre mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et les travaux devront être exécutés avec diligence.";

5. L'article 7 est amendé en insérant, à la première ligne, après les mots "La compagnie paiera", les mots suivants:

"en remplacement de son salaire actuel";

6. L'article 8 est remplacé par le suivant:

"8. Nonobstant toutes procédures judiciaires dans la cause portant le numéro 204,858 des dossiers de la Cour supérieure pour le district de Montréal dans laquelle feu Eugène Berthiaume était demandeur et dame Yvonne Dastous, présentement épouse de René Vincent, était défenderesse, la compagnie et toutes les autres parties mises en cause dans cette action sont libérées de toute responsabilité envers la succession dudit Eugène Berthiaume en rapport avec toutes les sommes reçues ou versées par elles à ladite dame Yvonne Dastous à titre de pension alimentaire payable par ledit Eugène Berthiaume.";

7. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 8, comme article 9:

"9. La compagnie paiera à dame Colette Berget Ketterer une somme de \$20,000 en règlement complet et final de tous les droits qu'elle peut avoir à la succession de feu Eugène Berthiaume, décédé le 31 août 1946, ci-devant directeur et président du conseil d'administration de la compagnie de publication de La Presse limitée.

"La compagnie paiera également tous les frais encourus par les parties à l'occasion des procédures instituées par ladite dame Colette Berget Ketterer relativement à cette succession.";

8. À la suite du nouvel article 9, ce qui suit est ajouté comme article 10:

"10. La succession dudit feu Eugène Berthiaume est déclarée réglée et éteinte, de même que toute réclamation et tout recours s'y rapportant.";

9. L'article 9, qui devient l'article 11, est amendé en remplaçant les mots suivants, "Les frais encourus pour la passation de la présente loi seront payés", par les mots suivants:

"Les frais encourus pour la passation de la présente loi par les parties qui y sont mentionnées et par celles qui sont intervenues seront payés";

10. L'article 10 devient l'article 12.

Projets de loi:

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Trefflé Berthiaume

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 253 concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et la Cie de publication de La Presse limitée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
donne des explications.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Ministère des Travaux publics, Rapport 1953-1954

Rapport du ministère des Travaux publics pour l'année finissant le 31 mars 1954. (Document de la session no 46)

**Chemins de fer,
Rapport 1953**

Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1953. (Document de la session no 47)

**États et statistiques
1953**

États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1953. (Document de la session no 48)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures**Projets de loi:****Association
des chiropraticiens**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport¹⁹.

M. Dupré (Verchères): C'est un enterrement de première classe.

M. l'Orateur au fauteuil

**Collège
des chiropraticiens**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 221 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport²⁰.

M. l'Orateur au fauteuil

**Association
des chiropraticiens**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Poirier), que le bill 183 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec n'ayant pas été accueilli favorablement, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Collège
des chiropraticiens**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill 221 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec n'ayant pas été accueilli favorablement, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

22 février 1955

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 40 intitulé: Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose à l'opposition, vu que le travail était terminé, de tenir immédiatement la cérémonie de la prorogation.

L'opposition accepte.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

B Loi concernant l'article 7 de la loi constituant en corporation Congregation Beth-El;

25 Loi concernant les valeurs mobilières;

44 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles;

45 Loi modifiant la loi de la Régie des transports;

46 Loi modifiant la loi concernant les appareils de jeu;

47 Loi modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation;

48 Loi modifiant la loi relative aux problèmes de législation agricole;

96 Loi modifiant la loi des dentistes de Québec;

97 Loi modifiant la loi du Barreau;

98 Loi modifiant la loi des opticiens d'ordonnances;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;

107 Loi accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève;

110 Loi concernant la succession de feu l'abbé Adélard Desrosiers;

129 Loi concernant la donation de François-Xavier Delâge à Alfred Delâge;

151 Loi concernant la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la municipalité du village de Warwick, les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick;

152 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

187 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

188 Loi concernant Pêcheurs Unis de Québec;

191 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;

194 Loi concernant la Corporation de Prêt et Revenu;

214 Loi accordant à la corporation de Hâvre-aux-Maisons, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux concernant une piste d'atterrissage;

218 Loi concernant la Commission scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil;

220 Loi refondant la charte de la ville de Buckingham;

227 Loi érigeant en corporation de ville la municipalité de l'Île-Perrot;

243 Loi concernant la Commission scolaire du village de Cap-Chat;

245 Loi concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul;

246 Loi modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;

247 Loi abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée;

248 Loi concernant les pères bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac;

249 Loi concernant une propriété de Joseph Duhamel et René Duhamel;

251 Loi refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal;

252 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

253 Loi concernant le testament de feu l'honorable Trefflé Berthiaume et la Cie de publication de La Presse limitée;

254 Loi modifiant la charte de la ville de Québec-Ouest;

255 Loi relative au contrat de mariage entre Cléophas Saint-Aubin et Mélina Saint-Aubin.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

40 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la vingt-quatrième législature de la province de Québec par le discours suivant:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur²¹:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je proroge aujourd'hui la troisième session de notre vingt-quatrième législature qui fut particulièrement remarquable par le nombre et la qualité des lois que vous avez adoptées.

Il me fait plaisir de formuler l'espoir que les problèmes constitutionnels, à l'ordre du jour, reçoivent bientôt une solution qui respecte intégralement les prérogatives et les droits provinciaux et fédéraux.

Cette solution appropriée, nous en sommes convaincus, apportera une puissante et indispensable contribution à l'unité nationale bien entendue et que nous désirons sincèrement.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de répandre Ses bénédictions sur notre chère province et d'assurer à l'univers une paix juste et durable fondée sur les principes éternels de l'Évangile.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*²².

La séance est levée à 9 h 04²³.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin* du 23 février 1955, à la page 7, rapporte qu'au début de la séance, "les membres de la députation ont siégé sous la lumière éblouissante de puissants réflecteurs. Des cinéastes de la compagnie Omega Production de Montréal avaient demandé et obtenu la permission de filmer une partie des délibérations de la Chambre.

La Presse du 23 février 1955, à la page 33, rapporte quant à elle que "des cinéastes de l'Associated Screen News avaient installé leurs puissants projecteurs dans les galeries et ont pris quelques scènes du débat de la séance de la matinée. [...] C'était la première fois, aujourd'hui, qu'une séance régulière de la Chambre basse était ainsi filmée." Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 23 février 1955, à la page 3, rajoute quant à lui que "l'ouverture de la séance a été un peu retardée pendant que les caméras tournaient le film documentaire".

2. M. Bégin arrivera un peu plus tard à la séance, comme en témoigne sa participation aux votes de la Chambre.

3. Le *Soleil* du 23 février 1955, à la page 3, rapporte que "Me Lionel Ross, député de Verdun à l'Assemblée législative, a remplacé M. Georges Lapalme, hier matin, comme chef parlementaire de l'opposition, à la séance de la matinée. M. Lapalme, qui a été atteint d'une vilaine grippe samedi, n'avait pu prendre le train lundi soir pour venir assumer ses fonctions. Il y était toutefois pour la séance de l'après-midi".

4. L'*Événement* du 23 février 1955, à la page 1, précise à cet endroit que "cette taxe est de 5 cents par

bouteille de 13 onces ou moins. Elle est de 10 cents par bouteille de plus de 13 onces, mais n'ayant pas une capacité de plus de 27 onces. Elle est de plus de 15 cents la bouteille de plus de 27 onces". Toutefois, nous ne croyons pas que M. Noël ait mentionné ces détails dans son intervention.

5. Adélard Godbout, premier ministre en 1936 et de 1939 à 1944.

6. Leslie Frost, premier ministre ontarien (1949-1961).

7. Chiffre du *Soleil* du 23 février 1955, à la page 9. *La Tribune* du 23 février 1955, à la page 15, mentionne 40.9 %.

8. Chiffre du *Soleil* du 23 février 1955, à la page 10. *Le Montreal Gazette* du 23 février 1955, à la page 13, mentionne plutôt 44 %.

9. Robert Winters (1910-1969), ministre des Travaux publics dans le cabinet Saint-Laurent de 1953 à 1957.

10. George Carlyle Marler (1901-1981), chef de l'opposition à Québec (1948-1954) et ministre des Transports fédéral dans le cabinet Saint-Laurent (1954-1957).

11. Humphrey Mitchell (1894-1950), ministre du Travail dans les cabinets King et Saint-Laurent.

12. Dates de *L'Action catholique* du 23 février 1955, à la page 9. *Le Soleil* du 23 février 1955, à la page 13, mentionne de 1945 à 1954.

13. Chiffre du *Soleil* du 23 février 1955, à la page 13. *La Voix de l'Est* du 23 février 1955, à la page 1, mentionne 71,694.

14. Date du *Soleil* du 23 février 1955, à la page 15. *L'Action catholique* du 23 février 1955, à la page 9, parle du 24 décembre.

15. Chiffre du *Soleil* du 23 février 1955, à la page 15. *La Presse* du 23 février 1955, à la page 33, mentionne plutôt 16.9 %.

16. *Le Montréal-Matin* du 23 février 1955, à la page 3, spécifie que le débat sur le chômage s'est terminé à 5 heures.

17. *Le Soleil* du 23 février 1955, à la page 3, rapporte qu'"on s'attendait évidemment à ce que le bouillant député de Sainte-Marie se lance dans un débat sur certaines dépenses proposées par M. Sauvé mais, à la grande surprise de toute la Chambre, M. Dupuis proposa tout simplement l'adoption en bloc de ce qui restait des crédits du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse."

18. *La Voix de l'Est* du 23 février 1955, à la page 10, poursuit l'explication des antécédents de ce bill: "Une allusion apparente à la loi de 1951 a été faite à l'Assemblée législative en février 1954, après que M. Laporte eut publié une série d'articles dans *Le Devoir* alléguant une mauvaise administration dans le vaste développement hydroélectrique de la rivière Bersimis. L'Hydro-Québec, qui a entrepris le projet, était alors l'objet de critiques de l'opposition libérale. Le chef de l'opposition libérale, M. Lapalme, avait demandé à M. Duplessis de répondre à certaines accusations faites dans les articles de M. Laporte. M. Duplessis, dans l'un de ses discours les plus amers, avait déclaré que l'auteur de ces articles n'avait même pas la gratitude d'un "pourceau". En fait, M. Laporte était venu demander l'aide du premier ministre, en 1951, pour régler un problème personnel concernant son grand-père, un certain M. Leduc. M. Duplessis avait accepté d'aider M. Laporte en adoptant une loi tranchant la question. Or, suite aux attaques subséquentes de M. Laporte contre le gouvernement, M. Duplessis avait accusé M. Lapalme, qui reprenait ces charges à son compte en Chambre, de se "cacher derrière un serpent pour lancer de la boue" au gouvernement. Ces déclarations visaient directement M. Laporte qui, au même moment, assistait à la séance de la Chambre à titre de correspondant parlementaire. Pour plus de détails sur cette affaire, voir la séance du 4 février 1954 et Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, tome 2 (1944-1959), Montréal, Fides, Coll. "Vies canadiennes", pages 514-515.

19. Selon l'article 332 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1941, à la page 112, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 6 (§ 6) du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance

ou à toute autre séance ultérieure. Cette motion a pour effet de tuer le bill.

20 Voir note 19.

21. Les journaux rapportent qu'il était exactement 9 heures, lors de la lecture de ce message.

22. *Le Nouvelliste* du 23 février 1955, à la page 1, rapporte que "très peu de spectateurs étaient présents à cette cérémonie officielle, qui a été la plus simple possible. Cela contrastait étrangement avec le faste, le déploiement de brillants costumes et l'assistance nombreuse qui assistait au discours du trône, au premier jour de la session, le 17 novembre dernier."

23. Le lendemain, *La Patrie* du 23 février 1955, à la page 1, mentionne que "plusieurs députés ministériels pensaient que la prorogation serait renvoyée à ce matin, parce que [...] M. Duplessis en est aujourd'hui à son 5,000^e jour comme premier ministre de la province."

